Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lergnedalexand01wali

UoT
6/5/21

LE RÈGNE
D'ALEXANDRE Ier

★

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

Le Roman d'une Impératrice. — *Catherine II de Russie*, d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits des archives d'État. 20e édition. Un volume in-8° avec portrait.

(Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

Autour d'un trône. — *Catherine II de Russie.* — Ses collaborateurs. — Ses amis. — Ses favoris. 9e édition. Un volume in-8° accompagné d'un portrait.

Pierre le Grand. — *L'Éducation.* — *L'Homme.* — *L'OEuvre*, d'après des documents nouveaux. 7e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

L'Héritage de Pierre le Grand. — Règne des femmes. — Gouvernement des favoris (1725-1741). 3e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

Marysienka. Marie de La Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski (1641-1716.) 4e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure.

La Dernière des Romanov : *Élisabeth Ire, impératrice de Russie* (1741-1762), d'après des documents nouveaux et en grande partie inédits puisés aux archives des Affaires étrangères de Paris, aux archives secrètes de Berlin et de Vienne et dans divers autres dépôts, ainsi que dans les publications russes et étrangères les plus récentes. 4e édition. Un volume in-8° cavalier avec un portrait en héliogravure. *(Épuisé.)*

Les Origines de la Russie moderne. **Ivan le Terrible.** 5e édition. Un volume in-8° avec une carte. *(Épuisé.)*

Les Origines de la Russie moderne. **La Crise révolutionnaire** (1584-1614). (Smoutnoi Vrémia.) Un volume in-8°.

Les Origines de la Russie moderne. **Le Berceau d'une dynastie.** *Les premiers Romanov* (1613-1682). 2e édition. Un volume in-8°.

Le Fils de la Grande Catherine. **Paul Ier, empereur de Russie, sa vie, son règne et sa mort** (1754-1801), d'après des documents nouveaux et en grande partie inédits. 4e édition. Un vol. in-8° avec un portrait en héliogravure.

Les Carrosses du Roi. 3e édition. Un volume in-16.

Polonais et Russes. *Vision du passé.* — *Perspectives d'avenir.* Un volume in-16.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1923.

M765r

K. WALISZEWSKI

LA RUSSIE IL Y A CENT ANS

LE RÈGNE D'ALEXANDRE Ier

★

LA BASTILLE RUSSE ET LA RÉVOLUTION EN MARCHE

(1801-1812)

208682
28 1. 27

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE-6e
1923

Copyright 1923 by Plon-Nourrit et Cie.
Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

AVANT-PROPOS

Il y a cent ans, victorieuse de Napoléon, la Russie s'érigeait en arbitre des puissances du continent, et, bien qu'elle lui dût de figurer encore dans le nombre, la Prusse prenait particulièrement offense de cette prétention. A raison de quoi, un de ses hommes de guerre mettait en avant l'idée d'une entente avec l'Autriche — le pacte qui devait être réalisé de nos jours — pour faire échec au « colosse ». Mais un de ses compagnons d'armes y objectait en ces termes :

« Y pensez-vous? Un pied en Allemagne et l'autre en France, *il* est capable de mettre en débris la moitié de notre pays ! En outre, militairement parlant, ne devons-nous pas convenir qu'un Russe vaut plus de trois Autrichiens? »

Ainsi, en juillet 1815, devisaient Clausewitz et Gneisenau ! A ce moment, les armées du tsar campaient entre la Seine et le Rhin.

Mais un an, un an plus tard seulement, un diplomate français, le comte de la Moussaye, recueillait à Pétersbourg une impression très différente, et, dans un mémoire que les archives du Quai d'Orsay ont conservé, il traçait ces lignes prophétiques :

« Plus on étudie les éléments dont se compose cette puissance [la Russie], et moins on est tenté de souscrire à la haute opinion qu'elle voudrait donner d'elle-même. Quelques combats peuvent détruire ses armées rassemblées avec tant de peine. A l'intérieur, elle est sans lois, sans administration et presque sans industrie. Elle peut en un jour tomber au dernier rang. »

La prophétie n'était pas nouvelle. Le dicton attribuant des pieds d'argile au « colosse » avait cours dans le monde européen depuis la mort de Pierre le Grand. C'est que l'événement dont nous avons été témoins s'annonçait déjà. Déjà la révolution était en marche. Lent et dissimulé le plus souvent comme tel fleuve souterrain, son travail destructeur se poursuivait depuis ces « années de trouble » où, au seuil du dix-septième siècle, aidé comme hier par l'invasion étrangère, il avait brisé l'armature de fer forgée par les derniers descendants de Rurik, en précipitant le pays dans un état de décomposition politique et sociale analogue à celui que nous contemplons aujourd'hui avec effroi.

Il y a trois cents ans, la crise a été conjurée assez promptement. Les premiers Romanov ont redressé l'appareil de puissance dont ils recueillaient les débris des mains du suffrage populaire. Pierre le Grand a consolidé cette Bastille russe, en renforçant ses bases, ses défenses comme ses prises, et le géant est resté debout. Hier encore, sa masse imposante semblait défier une catastrophe qui, en se produisant, a surpris les esprits les plus clairvoyants et dont les causes mettent en perplexité les plus sagaces. Cet ouvrage aidera à les mettre en lumière. C'est à la Russie d'il y a cent ans, parvenue à l'apogée de sa grandeur et pourtant penchée déjà sur l'abîme, comme le lecteur de ces pages d'histoire le reconnaîtra, qu'il convient, en effet, de demander le secret de cette destinée tragique.

On l'a cherché dans le fait d'une culture étrangère, prématurément poussée aux plus extrêmes raffinements et superposée à un fond de barbarie qu'elle ne parvenait pas à pénétrer. En elle-même, cette cause ne saurait suffire à l'explication d'un effet qu'elle n'a pas produit ailleurs. Le problème du moins en serait seulement déplacé, car il resterait à savoir pourquoi, en y mettant une empreinte si profonde, le génie de l'Hellade ou de Rome n'a pas vicié au même degré le caractère de tel peuple d'Occident ou entravé le développement normal de son organisme. Le double phénomène, ascension si haute et chute si profonde de la puissance russe, est de nature plus complexe.

Esprit de discipline, endurance sans bornes des hommes à la mesure du pouvoir sans limites qui les employait, héroïsme se doublant de fanatisme, le régime tsariste a créé et développé dans le corps soumis à sa loi des points de force, dont, au cours de trois siècles, l'Europe, l'Asie et l'Amérique elle-même ont éprouvé l'énergie et la portée. Mais, en même temps, comprimant, asservissant et avilissant tous les éléments de la vie sociale, il tendait à en affaiblir la substance ; il en énervait les organes ; il en détendait les ressorts ; il y déterminait des traits de corruption, poussés graduellement jusqu'à des formes monstrueuses, et, travaillant contre lui-même, il y provoquait des mouvements de révolte, qui, violemment réprimés, n'en ébranlaient pas moins peu à peu l'armature de fer. La Bastille russe résistait ; mais, il y a cent ans, des brèches y paraissaient déjà ; élève d'un « jacobin » et réformateur inconsistant, Alexandre s'est lui-même employé à les élargir, et il était inévitable qu'en croulant, au début du vingtième siècle, comme trois cents ans plus tôt, l'édifice découvrît un chaos peuplé de cauchemars.

La culture étrangère a contribué à ce résultat par la raison de l'abus qui en a été fait. Elle a été employée ici à contresens. Aux mains de gouvernants, étrangers eux-mêmes, elle est devenue l'instrument d'une malversation, qui est sans autre exemple dans l'histoire et qui, au cours du règne d'Alexandre Ier, a, précisément, été portée à l'extrême. Adversaire ou allié de Napoléon, puis associé de Metternich dans une entreprise de police internationale, comme ses devanciers depuis Pierre le Grand, mais avec plus de persistance encore et moins de scrupule, le fils de Paul a négligé les tâches qui le sollicitaient à l'intérieur de son empire, pour s'absorber au dehors et épuiser les forces de ses sujets dans d'autres besognes, auxquelles ni lui ni eux n'avaient aucune raison de s'appliquer.

Ainsi, par l'extinction graduelle du sentiment national au sein d'un peuple détourné de sa vocation naturelle et maintenu dans l'abjection ; par le maintien des divergences ethniques au défaut de toute politique d'assimilation, intelligemment conçue

et pratiquée avec esprit de suite ; par la destruction systématique de tout esprit d'initiative et de toute forme d'action indépendante ; par l'affaiblissement, enfin, du sentiment religieux lui-même sous l'influence dégradante des servitudes communes, ont été produites, au sein de ce peuple, cette absence de cadres constitutifs, cette atonie d'organes fonctionnels et cette impuissance de réaction devant les pires violences et les expériences les plus extravagantes, en même temps que cette inclination à la fureur du désordre et à l'orgie du crime, dont la Russie bolchevisée nous a donné le spectacle.

La Russie d'Alexandre Ier était loin encore de cette crise. Elle en laissait cependant observer déjà des symptômes caractéristiques.

*
* *

Sur le trône même s'accusaient des défaillances analogues à celles qui naguère ont précipité cette dynastie à une expiation assurément trop cruelle. Produit des mêmes remous intellectuels et moraux, il y a cent ans comme hier, une vague de mysticisme bas et de superstition grossière pénétrait les plus hautes sphères, où les nobles instincts de l'esprit comme les élans généreux du cœur semblaient abolis, et, introduite dans l'intimité du souverain, érigée pendant quelques mois en Égérie politique après Mme de Krudener, Mme Bouche, cartomancienne recueillie en France, annonçait les Philippe et les Raspoutine de notre temps. La révolution marchait et le tsar travaillait à détruire le tsarisme.

Aussi, dans la première phase de la lutte contre Napoléon, la faiblesse du « colosse » s'est révélée. Au prix même des plus grands efforts, la Russie n'a pu ni secourir efficacement ses alliés, ni défendre ses frontières. De 1812 à 1815, un sursaut inattendu de ses énergies latentes l'a redressée et l'a portée au pinacle ; mais, aussitôt après, elle s'affaissait. Devant le problème oriental, imprudemment évoqué par son maître, la protectrice attitrée des Slaves et des chrétiens orthodoxes souffrant d'une même

oppression sous le joug ottoman restait sourde à leur appel. Avant l'effondrement matériel, c'était déjà la faillite morale, et le monde contemporain ne s'y trompait pas. « Le gouvernement russe actuel a détruit d'un seul coup l'œuvre de Pierre le Grand et de ses successeurs », écrivait Metternich, en juin 1822.

Au péril intérieur, l'action extérieure servait de dérivatif. Elle a été aussi, à diverses époques, déterminée en partie par cette menace. C'est contre elle qu'instinctivement, dans les premières années de son règne, Alexandre s'est, sans souci des intérêts nationaux et même à leur détriment, associé à la coalition antinapoléonienne, comme plus tard il a, consciemment, ambitionné de devenir le gendarme de l'ordre légal en Europe. Mais la catastrophe restait en vue.

Pour la conjurer, avec le concours du souverain, ou même sous son impulsion directe, des tentatives de reconstruction politique et sociale ont été multipliées, analogues encore à celles qui ont précédé le cataclysme bolcheviste, et dans les voies pacifiques ou les entreprises de violence, les projets de réforme ou les essais de coup d'État, affectant la même forme. Elles ont échoué faute de cohérence suffisante dans les idées, de cohésion dans les efforts, et d'intelligence même, sous l'influence énervante, dépravante et abrutissante du régime en vigueur. Le maître arrêtait en cours d'exécution les programmes adoptés, ou reprenait d'une main ce qu'il concédait de l'autre. Les sujets soutenaient mollement l'œuvre entamée, ou la désertaient aux heures décisives. En augmentant les motifs de malaise et d'irritation, les entreprises de réforme avortées incitaient les poussées révolutionnaires à des excès, qui fournissaient des arguments aux emportements d'une réaction également mal inspirée, et la course à l'abîme a continué.

C'est ainsi que, malgré la distance qui les sépare dans le temps, le chapitre d'histoire qui est abordé ici se rattache par un lien direct à celui qui retient en ce moment l'attention du monde entier.

Ce n'est pas son seul élément d'intérêt.

*
* *

Il en doit une part à son emplacement dans ce cadre grandiose du premier quart du dix-neuvième siècle, où tant d'autres événements émouvants se sont rencontrés. L'épopée napoléonienne a eu jusqu'à présent le privilège de donner à tout ce qui y a touché un relief, un éclat et un prestige dont la personnalité d'Alexandre a elle-même largement bénéficié. « Le sphinx non deviné jusqu'au tombeau », comme l'a appelé le plus grand poète de son pays, a été assurément un homme très secret. Il a, cependant, le mieux réussi à dissimuler, sous des dehors séduisants et à la faveur de quelques dons brillants, les défauts de son esprit ou les faiblesses de son caractère, et « l'amitié d'un grand homme », dont il se réclamait à Erfurt, y a puissamment aidé. Au vainqueur d'Austerlitz et de Friedland le don a aussi appartenu de grandir ses adversaires, même dans leur défaite.

Dans la perspective nouvelle que les plus récents événements de l'histoire européenne ont créée, ceux d'il y a cent ans paraissent, à la vérité, amoindris. Comme les pyramides d'Égypte sur l'immensité du désert, ils semblaient destinés à projeter éternellement sur l'avenir l'ombre d'une grandeur et d'une majesté incomparables. Aujourd'hui, à l'exemple de Napoléon lui-même, qualifiant d' « opération de second ordre » le passage du Rhin sous les yeux de Louis XIV, les combattants de la Marne, de l'Yser ou de la Somme pourraient être tentés de ne reconnaître à la bataille d'Iéna que l'importance d'une escarmouche. Mais, dans l'échelle des grandeurs et des valeurs de cet ordre, la mesure des faits ne relève ni de l'arithmétique, ni de la géométrie. « Querelle de bateliers ! » s'écriait plaisamment naguère un visiteur de l'Hellade, à la vue de la minuscule rade où son guide lui indiquait l'emplacement de la bataille de Salamine. Le sort de la civilisation n'en a pas moins été joué dans cet espace étroit ; et de même les guerres de la Révolution et de l'Empire ont creusé le sillon où, avec le reste de l'Europe, la

Russie s'est acheminée à la crise mondiale de l'heure présente.

C'est à ce moment, en effet, que, mal conseillés, de leur côté, par des rancunes, des méfiances ou des intérêts de race, avec les dépouilles de la France finalement vaincue et les brèches pratiquées dans sa frontière de l'Est, les vainqueurs ont livré au plus faible d'entre eux, qui devait devenir le plus fort, les instruments d'un accroissement de puissance dont ils devaient éprouver un jour le poids et endurer l'exécrable abus. Et c'est à ce moment également qu'en Russie, dans l'antagonisme aggravé entre les éléments discordants de l'organisme national, le déclin vers la chute finale a eu son point de départ. D'un côté, en effet, engagé avec son chef dans la mêlée épique, le peuple russe tout entier a été soulevé au-dessus de lui-même et porté à mettre en valeur les meilleures parties de son être que l'épreuve exaltait ; mais, en même temps, le contact ainsi établi entre cette masse incohérente et fruste et la culture occidentale a accru, par l'européanisation superficielle de certaines parties, le défaut d'équilibre dans l'ensemble, en augmentant le penchant des uns à l'exagération des modèles étrangers, comme aussi, par un effet de réaction, la répugnance des autres à s'en inspirer.

*
* *

Maintenant l'armature de fer est en pièces, et, à son défaut, les éléments qu'elle encadrait semblent en voie de dissolution complète. Des principes nouveaux d'agrégation, de vitalité et de puissance s'en dégageront-ils? Des Russes même en grand nombre laissent aujourd'hui entendre des paroles de désespoir. « Il n'y a plus de Russie ! » Qu'il soit permis à l'auteur de rappeler l'évocation où il s'est essayé, dans un volume portant ce titre, de l'autre crise révolutionnaire, celle d'il y a trois siècles. Il y a constaté le même phénomène de désagrégation complète, la même folie de destruction, le même composé de violence, de terreur et de famine, les mêmes apparences de mort. On sait la

suite. Une Russie nouvelle, plus forte, a reparu, et ce fut l'œuvre de quelques mois et d'un marchand de bétail.

« Il n'y a plus de Russie. » C'est ce qu'ont dit aussi, en 1812, au lendemain de la prise de Moscou, les augures de l'époque : Metternich, J. de Maistre et Rastoptchine. Quelques mois plus tard, Alexandre régentait l'Europe.

De grands empires ont sombré dans ces oubliettes de l'histoire, d'où seuls quelques Champollion savent retirer leur image ; de belles civilisations ont disparu sans presque laisser de trace. Mais c'étaient des organismes atteints par la décrépitude de l'âge. Quand le « colosse » s'est effondré, trop de sève jeune y paraissait encore pour que cette chute fût une fin. Avec les forces tumultueuses, désordonnées et rudimentaires qui s'agitaient en elle, la patrie de Léon Tolstoy donnait bien plus, hier, l'impression d'un commencement. A cette heure-ci même, du fond du gouffre où elle se débat, elle développe une puissance de propagande et d'expansion qui soulève des alarmes de l'Europe à l'Asie. Phénix disputé par la réalité à la fiction, elle renaîtra tôt ou tard des cendres, qui seules marquent aujourd'hui dans le monde la place de ce qui a fait, dans le passé, sa grandeur et sa gloire. Sous quelle forme? Dans quelles limites? Avec quelles chances d'un plus heureux devenir? C'est encore la Russie d'il y a cent ans qui, pour le mot de cette énigme troublante, est susceptible de fournir les bases tout au moins d'une conjecture raisonnée.

C'est à cette époque, en effet, qu'à un faîte où il n'a pu se maintenir, mais qu'il n'a pas désespéré de dépasser, portant un moment à leur plus haut potentiel les facteurs matériels et moraux de cette prodigieuse fortune, « le colosse » a donné la pleine mesure de ses possibilités, gage à évaluer d'un relèvement plus ou moins complet, au terme d'une crise, dont elles conditionnent l'issue.

***

Au point de vue technique, l'étude de cette partie de l'histoire russe doit à son objet, avec de grandes ressources, quelques diffi-

cultés particulières. Le contact avec l'épopée napoléonienne lui a valu le bénéfice d'un effort d'investigation scientifique et d'évocation littéraire, qui, jusqu'à hier, n'avait pas non plus été dépassé. Un embarras de richesses en est la conséquence. A la lecture des seuls ouvrages se rapportant à l'année 1812 l'assiduité exclusive d'une existence humaine ne suffirait pas. Le *Musée de l'année 1812* à Moscou en a recueilli, en 1913, une collection, don du chambellan Kkodniéiév, qui, bien qu'incomplète, ne comprend pas moins de douze mille volumes ! Un choix s'imposait ainsi à l'auteur. En le portant plus particulièrement sur les publications à caractère documentaire, il croit, cependant, n'en avoir négligé aucune de réelle valeur, et il en a complété les indications par des recherches poursuivies, directement ou par des intermédiaires qualifiés, dans les archives publiques et privées. Il s'est appliqué aussi à combler une lacune que, quelque amplitude qu'elle ait prise dans ce domaine, la littérature historique y a laissée jusqu'à ce jour.

Depuis son avènement à un trône éclaboussé par le sang, jusqu'à sa mort brusquement survenue dans un coin obscur de son immense empire, le règne du fils de Paul a été un drame continu, dont les émouvantes péripéties ont eu pour effet de fausser en quelque sorte, dans ce champ d'étude, la vision des observateurs. Captivant leur attention, elles l'ont détournée des autres aspects du phénomène historique : mouvement social ou intellectuel, mœurs et religion, régime économique et organisation politique, auxquels le sentiment prévalant actuellement dans cette branche de la science incline à attribuer une importance capitale, voire même, au gré de quelques-uns, exclusive de tout autre intérêt. A peu près négligés dans les ouvrages d'ensemble, ces objets n'ont fourni la matière que de quelques trop rares monographies.

Les phases du mouvement réformateur ou révolutionnaire, en particulier, n'ont pu ni en Occident, ni même en Russie, être étudiées avec la pénétration ou l'objectivité nécessaires : d'un côté faute d'une connaissance suffisante des documents, de l'autre faute de liberté ou de jugement dans leur emploi. Elles ont ins-

piré principalement des publications à caractère tendencieux.

Également étranger aux querelles de parti ou d'école, comme au souci de l'actualité, en dépit de l'intérêt assurément plus vif qu'elle donne à certains traits du passé, l'auteur en a fait abstraction dans sa tâche. Il entend bien que les événements de guerre, de cour ou de diplomatie ne sont pas toute l'histoire et il ne les tient d'ailleurs pour intelligibles qu'en liaison avec tous les éléments connexes dont se compose la vie des peuples. Mais il croit aussi que cette vie est une dans toutes ses manifestations, et, pour autant que, sous une forme quelconque, le drame y est mêlé, l'historien doit aussi lui faire sa part.

C'est dans cet esprit qu'il s'est proposé de compléter l'œuvre de ses devanciers, sans qu'il visât, cependant, à la recommencer. Portant sur un édifice auquel tant de mains ont depuis si longtemps besogné, une entreprise de reconstruction intégrale ne pourrait éviter d'inutiles redites, en courant le risque de fâcheuses omissions. Sans qu'il se flatte d'avoir échappé entièrement à ce double écueil, l'auteur a cru le mieux répondre à toutes les convenances en concentrant son effort sur les parties le moins explorées du sujet et en ne touchant aux autres que dans la mesure nécessaire à l'ordonnance de l'ensemble, ou imposée par des mises au point et des rectifications indispensables.

En ce cadre particulièrement propice à l'essor de l'imagination, la floraison des légendes a été, exceptionnellement aussi, abondante. Elles demeurent en grand nombre très largement accréditées. L'auteur doit s'excuser par avance des libertés qu'il lui arrivera de prendre avec quelques-unes, contre l'évangile de certains « témoins oculaires », ou la leçon de plus d'un maître « faisant autorité ». Ce n'est pas qu'il se flatte d'avoir facilement raison de cette végétation parasite. Son expérience personnelle le défend contre une telle présomption. Mais il pense que toutes les expériences sont pour l'historien des leçons de modestie.

Le passé est un puits profond, où la vérité se cache sous plus d'un voile. L'imagination est une source d'erreurs, mais aussi un principe de vie, sans lequel toute évocation des choses mortes

serait impossible, et, base de toute reconstruction historique, la documentation, si scrupuleuse que nous la rendions, n'est pas une source de certitudes. Pas plus que deux feuilles semblables dans la frondaison d'un arbre, il n'est sans doute dans le monde entier deux paires d'yeux susceptibles de prendre d'aucune d'elles une vision identique, et donc, en se rencontrant exceptionnellement, la concordance elle-même des témoignages que nous recueillons nous met dans une perplexité plus grande que leur désaccord habituel, car elle les rend suspects. Des éléments de probabilité s'en laissent pourtant dégager, et il est sage sans doute aussi de ne pas porter plus loin notre prétention.

*
* *

Les éléments d'intérêt que les historiens antérieurs du règne d'Alexandre ont perdu de vue, ou auxquels ils n'ont donné qu'une place trop restreinte dans leurs études, en trouveront une très large dans celle-ci. Pour autant, cependant, qu'il aurait encombré dans le corps de l'ouvrage le tableau d'une époque, où le mouvement dramatique constitue pourtant la note dominante, un aperçu plus détaillé, encore que nécessairement succinct, de ces objets a été reporté au dernier volume, qui comprendra également un index bilbiographique et une table des noms des personnes.

Dans tous les volumes, les dates seront indiquées uniformément d'après le calendrier grégorien.

Dans un sentiment de profonde gratitude, l'auteur n'oublie aucun des collaborateurs bénévoles qui l'ont aidé dans l'accomplissement de sa tâche. Il ne saurait les nommer tous. Beaucoup ont disparu, victimes quelques-uns de la tourmente révolutionnaire. Dans le nombre, il donne un souvenir particulièrement ému à feu S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch que son rang n'a pas empêché de faire acte de confrère, dévoué à l'œuvre commune et secourable. Comme à lui, l'auteur a dû la communication de dossiers précieux à feu M. Alexandre Izwolsky, feu

le prince Alexandre Gagarine et le comte Orlov-Davydov, possesseur des belles archives d'Otrada.

Parmi les survivants, il a trouvé l'auxiliaire le plus utile dans son neveu, l'abbé Charles Korsak, par les soins duquel, au cours de longues années de travail, la distance qui le séparait des sources d'information russes ou polonaises a pu souvent être supprimée.

LE RÈGNE D'ALEXANDRE Ier

CHAPITRE PREMIER

L'ÉDUCATION D'UN TSAR AUX MAINS D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

I. La personnalité d'Alexandre. Sa valeur représentative dans l'histoire de l'époque. Sa formation. Les idées pédagogiques de Catherine II. Influence de Locke et de Rousseau. Croyance exagérée à la vertu des formules. Résultats décevants. — II. Un programme d'études somptueux et un corps de précepteurs imposant. Saltykov et ses collaborateurs. Enseignement sursaturé et prématuré. Insuffisance de l'élément moral. Faiblesse de l'influence religieuse. — III. La Harpe. Ses antécédents. Absence d'aptitude pour le rôle qui lui est attribué. — IV. Les devoirs professionnels du nouveau précepteur en chef et ses ambitions politiques. Un cours d'histoire à deux fins. Alexandre initié à moins de dix ans aux plus hauts problèmes de politique et de philosophie. Absence en résultant des connaissances pratiques et inclination excessive aux jeux théoriques de l'esprit. — V. Autres conséquences fâcheuses. L'élève reste ignorant des choses de son pays. Inquiétude soulevée autour de lui par la propagande révolutionnaire à laquelle se livre le précepteur. Démarches faites contre ce dernier par le gouvernement de Berne et les puissances coalisées. Leur échec suivi de succès. Congé du précepteur. Son départ. — VI. Maintien partiel de l'ascendant qu'il a pris sur Alexandre. Les doctrines du maître et leur déformation dans l'esprit de l'élève. Autres influences. Tsarskoié et Gatchina. Les leçons d'idées libérales et l'apprentissage du despotisme. — VII. L'éducation d'Alexandre et le fabuliste Krylov. Le lionceau à qui un aigle a appris à faire son nid. L'école de duplicité. Interruption d'études intempestive. Ignorance et paresse de l'élève. — VIII. Alexandre au terme de son éducation. Apparence extérieure. Physique avantageux. Charme et prestance. Témoignages contradictoires. « Le Talma du Nord. » Qualités du cœur. « L'ange. » Affectation de simplicité et de modestie. Dédain de l'étiquette. Répugnance à la représentation. Le jacobinisme de La Harpe dépassé. Le souverain « en parenthèse ». — IX. Instincts généreux pervertis par la conscience excessive qu'en prend le futur empereur. Indices contradictoires. Noblesse d'esprit et fausseté de caractère. « Le sphinx non deviné jusqu'au tombeau. » Le mot de l'énigme. — X. La pièce qui manque et la pièce de trop. Dé-

doublement intellectuel et moral et absence d'organe coordinateur. Défaut d'harmonie intérieure. L'indice graphologique et le mot de la fin de Czartoryski.

I

Les études qu'inaugure ce volume ne sont pas au dessein d'une biographie du fils de Paul Ier. Mais, dans la vie du peuple russe sous le régime autocratique, la personne du souverain débordait le cadre d'une figuration personnelle. Elle prenait une valeur collective. Et celui-là fut représentatif entre tous. D'un bout à l'autre de son règne, protagoniste ardent et exubérant du drame historique, « né gesticulateur », comme disait sa grand'mère, il a relégué dans l'ombre et réduit au silence la masse de ses sujets, comparses muets et inertes. Et, en même temps, si étranger qu'il fût au plus grand nombre d'entre eux par la race et l'éducation, il n'a pas laissé, dans ce rôle exorbitant, de mouler en quelque sorte sur lui-même l'aspect qu'il leur donnait devant le monde contemporain.

C'est la raison des pages qui vont suivre dans ce chapitre et des détails qui y trouveront place.

« Tout ce que je sais et tout ce que je vaux, c'est à M. de La Harpe que je le dois », a dit Alexandre vingt ans après que l'homme auquel il rendait ce témoignage l'eut quitté (1). Et, au même moment, après s'être persuadé, vingt ans plus tôt, qu'en l'appelant à entreprendre l'éducation de ce prince, « la Providence avait pris en compassion les millions d'hommes qui habitent la Russie », l'éducateur constatait ainsi le résultat obtenu : « Les plus incrédules ont dû reconnaître qu'il [Alexandre] était une de ces productions rares, qui ne paraissent que de mille ans en mille ans (2). »

Dans ces congratulations de maître à élève, où le premier ne faisait pas preuve de modestie, tous deux commettaient la même faute d'oubli et d'ingratitude. Comme précepteur du futur empe-

(1) Schneider, *Aus dem Leben Kaiser Wilhelms*, III, 224 ; cf. Czartoryski, *Mémoires* (édit. de Mazade), I, 96.
(2) Schilder, *Alexandre Ier*, I, 227.

reur, La Harpe avait quelque temps figuré en sous-ordre, dans une équipe où se rencontraient des sujets infiniment mieux qualifiés pour cet emploi, et il n'avait dû le privilège d'y prendre le premier rang qu'à l'hommage extrêmement flatteur qu'il s'était avisé de rendre aux idées professées en matière d'éducation par une personne qui, dans celle de son petit-fils, pouvait assurément revendiquer une part, et la plus grande.

L'*Universalnormalschulmeisterin*, comme l'appelait Grimm, y était allée jusqu'à usurper sur les prérogatives naturelles du père et de la mère de l'enfant, par des actes d'arbitraire violent, qui n'appartiennent pas aux plus belles pages de sa propre biographie (1). Ses idées, en ce point, étaient celles de son temps, c'est-à-dire celles de Locke et de Rousseau, corrigées par son expérience de la vie russe qui était grande et la finesse de son esprit qui n'était pas moindre, mais viciées par une double cause d'erreur, qui a affecté plus d'une fois, et en plus d'une manière, les péripéties de sa merveilleuse carrière : croyance à la toute-puissance des formules et incurable légèreté d'un esprit des plus fins, mais non pas des plus rassis. Si femme de génie qu'elle fût, elle était de son sexe.

Ayant savamment, industrieusement et somptueusement, comme telle pièce de sa politique intérieure ou extérieure, monté l'appareil pédagogique destiné à faire de son petit-fils un souverain modèle, elle ne s'est pas inquiétée de ces contingences, dont, philosophe supérieur, Frédéric II faisait la part en tirant des révérences à « Sa Sacrée Majesté le hasard ». Selon l'évangile de Jean-Jacques et de Locke, elle attribuait la première importance au développement physique et moral du « porteur de couronne en herbe », comme elle l'appelait plaisamment, ainsi qu'au libre épanouissement de ses facultés. Nouveau-né, elle prenait soin de composer à son intention un modèle de langes particulièrement amples ; marmot de deux ans, elle le retenait chaque jour pendant trois et quatre heures dans sa chambre, où disait-elle, « elle faisait de lui ce qu'elle voulait et il faisait d'elle ce qu'il voulait » ; adolescent, enfin, elle laissait toute latitude à ses

(1) K. Waliszewski, *le Roman d'une impératrice*, p. 527 ; le même, *le Fils de la grande Catherine*, p. 20.

ébats, sans souci des risques, et le poussait à tous les exercices du corps, sans excepter les plus violents. Résultat : quand elle disparaît en 1796, Alexandre, à dix-neuf ans d'âge, est, au physique, de taille élevée et bien prise, mais de complexion plutôt frêle. Peu adroit de ses mouvements, il n'a rien d'un athlète et n'arrivera jamais à être un cavalier seulement passable. Dans sa physionomie morale, d'autre part, le trait le plus saillant est tout l'opposé de ce que sa grand'mère souhaitait d'y voir.

« Quel dommage qu'il n'existe plus de bonnes fées sur la terre ! » avait-elle écrit à la naissance de l'enfant. « Je les comblerais de caresses et leur dirais : « Donnez lui du naturel ; un peu de naturel, et l'expérience lui apprendra tout le reste. » « Ayez en horreur tout artifice ! » adjurait-elle plus tard son petit-fils. « Que jamais... de mauvaises finesses ne trouvent entrée dans votre cœur ! Les duplicités sont inconnues aux grands hommes (1). » Le futur Agamemnon de la coalition européenne s'annonçait, dès ce moment, comme un des hommes les plus artificieux, finassiers et doubles que l'histoire ait jamais connus. En outre, subordonné dans l'intention de l'impératrice au physique et au moral, l'élément intellectuel l'avait emporté chez lui en une forme et dans un sens qui ne répondaient aucunement aussi aux vœux de la souveraine.

II

Né en 1777, le « porteur de couronne en herbe » avait six ans et son frère cadet, Constantin, moins de cinq, quand un hasard encore, la mort de leur gouvernante, Sophie Ivanovna Benckendorff, faisait décider que le moment était venu de les confier à des mains viriles et de les mettre sérieusement à l'étude. Voulant qu'Alexandre lui succédât au mépris des droits de Paul, Catherine était pressée. Les deux petits princes eurent donc un gouverneur, le général Nicolas Ivanovitch Saltykov, et, attaché à leurs personnes pour le suppléer, tout un corps enseignant, dont

(1) Lignes tracées sur un exemplaire du *Télémaque* de Fénelon, voy. *Archives russes* 1863, p. 940.

le savant géographe allemand, Pallas, et le fin lettré russe, Michel Mouraviév, faisaient partie, sans que La Harpe y figurât encore. Catherine n'entendait cependant pas abdiquer la haute direction de l'éducation ainsi élargie, et, à cette fin, si occupée qu'elle fût à ce moment par la politique et plus encore par la santé de Lanskoï, le favori du jour, elle rédigeait une *Instruction*, qu'elle remettait à Saltykov le 13 mars 1784 et dont elle se flattait d'avoir fait un traité complet de pédagogie (1).

Tout en y réduisant à la portion congrue l'enseignement scientifique, où encore, conformément à la doctrine en vogue, la première place était attribuée à la connaissance des hommes et de la vie, elle ne laissait pas d'établir pour ses petits-fils un programme d'études passablement touffu. Avec l'histoire de la Russie, d'après un manuel qu'elle composait et qui fait plus d'honneur à ses sentiments qu'au sens critique qu'elle était capable d'y joindre (2), ils devaient apprendre la botanique avec Pallas, la physique avec un autre Allemand du nom de Krafft, et, avec le colonel français Masson, auteur futur des mémoires célèbres, avancer dans la géométrie jusqu'aux sections coniques, dans les mathématiques jusqu'aux logarithmes (3), en attendant qu'avec La Harpe ils fussent initiés au mystère de l'origine des sociétés. « Dieu donne une heureuse digestion aux deux marmots ! » soupirait l'*Universalnormalschulmeisterin* (4) aux heures où le robuste bon sens dont elle était dotée prenait le dessus sur les fumées capiteuses du pouvoir absolu, dans l'exercice duquel elle puisait, notamment, ce mépris hautain des obstacles dont elle faisait profession. Les sots seuls, à l'entendre, s'en embarrassaient, et elle n'excluait pas de l'application de cette maxime ceux-là même que la nature opposait à ses fantaisies.

Dans la pratique, le programme scolaire ainsi défini échappait à la vérité aux « règles immuables » que l'auteur de l'*Instruction* précitée avait prétendu lui imposer. Avec ses exigences d'éti-

(1) *Recueil de la Société d'histoire russe* (*Sbornik*), XXIII, 326, et XXVII, 301-330.

(2) Publié plusieurs fois sous le nom de *Mémoires sur l'histoire russe*. La troisième édition est de 1801.

(3) *Ancienne Russie*, 1870, II, 175 et suiv.

(4) A. Grimm, 28 mars 1784, *Sbornik*, XXIII, 297.

quette et ses plaisirs, que « les marmots » ne tardaient pas à partager, la vie de cour y créait un empêchement, que ni Saltykov, courtisan lui-même très délié, ni son adjoint Protassov, cœur honnête mais esprit simple, ne prenaient soin d'écarter. Le premier s'occupait principalement d'éviter les « frictions » entre Tsarskoié et Gatchina et le second de contrôler la fréquentation régulière de ses élèves à la garde-robe (1). Catherine elle-même veillait à ce que Pallas ne s'engageât pas avec eux en des excursions trop pénétrantes dans le domaine de sa compétence, évitant, notamment, de les initier au mécanisme de la fécondation des plantes. Les expériences de sa vie intime mettaient la sollicitude de l'impératrice en éveil de ce côté.

Comme résultat encore, au point de vue de l'acquis scientifique, pour n'avoir pu, à l'âge de six ans, rien comprendre à la théorie des logarithmes, Alexandre ne devait jamais être capable de faire une addition, et, en matière de morale, jusqu'à l'entrée en scène de La Harpe, il ne fut pas mieux édifié. Ancien aumônier de la légation russe à Londres, où il avait adopté le costume et les façons d'un clergyman, son précepteur de religion, Samborski, s'intéressait plus aux problèmes d'agronomie et d'horticulture qu'à ceux de la théologie. Sur ses antécédents et sa mine, qui lui valaient une réputation mal fondée, semble-t-il, d'esprit fort, Catherine le jugeait propre à soustraire son élève aux idées de fanatisme et à lui inculquer celles d'une large tolérance. Mais, essentiellement négative, comme Alexandre devait l'observer un jour en s'en plaignant (2), c'est en une leçon d'indifférence que cette influence se résumait.

Pour y suppléer, l'impératrice a peut-être fait état de Michel Mouraviév. Auteur d'ouvrages philosophiques, qui, inspirés des encyclopédistes français, prêchaient l'amour de l'humanité, la nécessité de lois naturelles imposant un frein au despotisme et

(1) Très instructifs pour l'histoire de l'éducation et de la première jeunesse d'Alexandre, les mémoires de Protassov ont été publiés dans *Ancienne et Nouvelle Russie*, 1880, vol. XVII. Cf. Rastoptchine, *Archives Vorontsov*, VIII, 95 ; Greech, *Mémoires*, p. 160 ; Czartoryski, *Mémoires*, I, 118.

(2) Journal inédit du quaker Grelle de Mobillier, cité par Morochkine, *les Jésuites en Russie*, II, 20 ; cf. Chrapowicki, *Journal*, p. 33, 59 ; Kovalevski, *le Comte Bloudov et son temps*, p. 58 et suiv. ; Eylert, *Characterzüge dans dem Leben Königs von Preussen, Fr. Wilhelm II*, 246-248.

le respect de la liberté de penser, l'excellent homme faisait lire au futur souverain des pages choisies de Montesquieu, de Rousseau et de Gibbon ; il composait, à son intention, de petits traités d'histoire, de philosophie, de morale ou d'esthétique, qui sont devenus classiques dans son pays. Le ressort essentiel de tout ascendant moral lui faisait malheureusement défaut : père de deux futurs *décembristes*, qui eux-mêmes furent des héros par le rêve plutôt que par l'action, comme eux, avec beaucoup d'esprit et de cœur, il manquait de caractère.

A Samborski, avec des indications sur le mécanisme de certaines greffes délicates, Alexandre a dû suivre aussi des leçons d'anglais ; mais, à sept ans, il ne savait pas encore un mot de la langue qu'il devait plus tard parler le plus habituellement, et c'est le hasard seul toujours qui lui a donné un maître de français, faisant en sorte encore que, contre toute vraisemblance, ce petit événement prît pour l'avenir de la Russie une importance capitale.

Depuis Pierre le Grand, ce pays était en mal continu de révolution. Dans les révolutions même de palais, les idées de réforme politique avaient leur part. Sans ampleur et sans profondeur, ces remous n'arrivaient cependant pas à jeter bas la Bastille autocratique. Mais, voici qu'avec La Harpe, l'esprit révolutionnaire dans sa plus large expression et dans sa forme la plus militante pénétrait dans la demeure des tsars, pour y gouverner pendant dix ans l'éducation d'un futur autocrate. C'était là un fait gros de conséquences, quand bien même le *Jacobin* suisse, comme Catherine elle-même passe pour l'avoir appelé, dût laisser sur les rives de la Néva plus de convictions qu'il n'en a imposées.

III

Au printemps de 1783, recommandé par Grimm pour cette opération de sauvetage, La Harpe ramenait à Pétersbourg un frère du favori en titre à ce jour, Jacques Lanskoï, qui, voyageant en Italie, y faisait des sottises. Cet exploit accompli, le sauveteur comptait qu'il lui ouvrirait accès, en Russie, à un autre emploi,

sans que cependant, à vingt-neuf ans d'âge, il pût en indiquer aucun pour lequel il fût particulièrement qualifié. Il avait étudié la philosophie à Genève et les sciences juridiques à Tübingen. Il avait vécu à Lausanne, centre, à cette époque, d'une activité intellectuelle assez intense. Entre le prince Boris Galitzine, en littérature Piménov, traducteur dévot des *Pensées* de La Rochefoucauld, André Razoumovski, futur représentant de la Russie au congrès de Vienne, et le doyen Bridel, auteur d'une élégie sur la mort de la princesse Catherine Orlov, femme de l'un des prédécesseurs de Lanskoï, il y avait pris contact avec le lointain Nord, où la destinée devait le porter. Mais, il y avait surtout préludé à ses futurs démêlés avec le gouvernement « tyrannique » de Berne (1), genre d'activité pour laquelle Pétersbourg ne semblait offrir aucune convenance. Aussi, en désespoir de cause, parla-t-il bientôt de quitter cette ville pour passer en Angleterre et y entreprendre l'éducation d'un lord irlandais, quand les Lanskoï s'en mêlant, pour leur faire plaisir et obliger Grimm, Catherine s'avisa que son petit-fils ignorait la langue de Voltaire. L'année d'après, le maître de langue française passait précepteur en chef, et c'était encore l'effet d'un concours de circonstances accidentelles.

Très fortuitement, Catherine avait pris connaissance d'un mémoire, où s'irritant de l'emploi subalterne où il se trouvait retenu et confondant les ambitions qu'il entretenait avec les idées en matière d'enseignement qu'il croyait concevoir, sinon pédagogue génial, le Vaudois se révélait, lui aussi, courtisan des plus avisés. Multipliant des flagorneries savamment déguisées sous le couvert de hardiesses de langage cauteleusement risquées, il proclamait la nécessité pour tout « citoyen » de savoir qu' « il

(1) Pour sa biographie, voir : Autobiographie, en original à Bel-Air près Morges dans la famille Monod ; en copie à la Bibliothèque publique d'Aarau, Ms. 17, R. T. 358 ; fragments publiés dans *Schweizergeschichtliche Studien*, Berne, 1864 (J. Vogel) et dans *Archives russes*, 1866, p. 75 et suiv. ; Soukhomlinov a utilisé la copie pour une étude publiée dans *Revue du ministère de l'Instruction publique russe*, janvier-février 1871, vol. CLIII. — Voir aussi : Gaspard Pillichody, *Vie politique de La Harpe*, 1815 ; *Biographie anonyme de... La Harpe*, 1818 ; C. Monnard, *Notice biographique...*, Genève, 1838 ; Didot frères, *Nouvelle biographie générale*, 1859, XXVIII, 884 et suiv. ; J. Cart, *le Canton de Vaud de* 1798 *à* 1815, Lausanne, 1868.

fut un temps où tous les hommes étaient égaux » et le droit de s'élever contre un régime qui « livrait le genre humain, pieds et poings liés, au caprice d'un seul »; mais il constatait, en même temps, le bienfait acquis à l'humanité du fait de certains monarques, qui, bien qu'absolus, se faisaient gloire avec vérité de « n'exister que pour leurs peuples ». Il proposait un plan nouveau pour l'éducation à laquelle il prenait part, en sous-ordre, et il ne faisait, en le traçant, que démarquer un modèle que l'auteur de l'*Instruction* de mars 1784 n'avait pas de peine à reconnaître (1). La flatterie habile désarmant sa sagacité, Catherine fut touchée. En outre, Lanskoï se mourant, elle éprouvait le besoin de se décharger sur un autre homme que Saltykov ou Protassov des soins dont ses douloureuses préoccupations la détournaient, et La Harpe lui parut capable d'y pourvoir. Alexandre avait sept ans et l'esprit embarrassé d'aliments que, contre le vœu de sa grand'mère, il se montrait — ses cahiers autographes en témoignent — absolument inhabile à assimiler. Une pire épreuve l'attendait maintenant.

IV

En un flot de cataracte, y mêlant les souvenirs de l'histoire d'Italie au moyen âge avec les notions empruntées à la statistique la plus récente des provinces du Brandebourg, le nouveau Mentor ne perdit pas une minute pour porter au même déversoir tout le fatras scientifique dont sa propre tête se trouvait encombrée. Ce n'était pas seulement erreur de pédagogue novice. Plus qu'à ses élèves de Pétersbourg, le Vaudois destinait ces épanchements à ses amis des cénacles politiques et littéraires de la Suisse, où, à coup de copies adressées à Grimm, au prince de Ligne, à l'envoyé anglais Fitz Herbert, Catherine elle-même s'employait à leur assurer un grand retentissement.

Comme instrument de réclame au bénéfice du maître, le procédé était d'une efficacité certaine. A l'avantage de l'élève, la

(1) 10 juin 1784, dans La Harpe, *le Gouverneur d'un prince*, p. 235 et suiv.

vaste enquête historique que La Harpe prétendait aborder ainsi, pour en dégager des notions abstraites de morale politique ou des préceptes concrets de sagesse gouvernementale, aurait pu avoir de l'utilité, si l'élève avait été en état d'entendre quelque chose à cet enseignement et le maître en situation de lui donner un développement méthodique. L'un restait un enfant, et, entre les distractions et les corvées de cour, obligé de leur disputer pour ses leçons un temps parcimonieusement mesuré, l'autre n'avait bientôt souci que d'y faire briller son érudition et sa faconde, au gré de l'inspiration du moment et des évocations que la mémoire lui suggérait. De l'Hellade, peu familière à son propre savoir, passant à la Rome de Gibbon, seule connue, puis d'un bond se transportant en Angleterre, flétrissant d'un mot une suite d'empereurs, glorifiant d'un coup Publicola, Caton et les Gracques, légitimant d'un même arrêt l'assassinat de César et l'exécution de Charles Ier, il prenait texte de ces traits historiques, et, confondant l'histoire avec la légende, plus encore des anecdotes qui s'y laissaient rattacher, pour démontrer la nécessité de « remplacer le pouvoir de la force brutale, par la puissance morale, fruit des soins donnés à l'éducation des masses populaires », ou indiquer la limite que « les désirs insensés du despotisme rencontrent dans la résistance des consciences libres ».

En retrouvant le texte de ce « cours » dans une douzaine de manuscrits folios conservés à la Bibliothèque cantonale de Lausanne et en apprenant quelle en avait été la destination première, on comprend que les inventeurs aient été inclinés à une incrédulité aujourd'hui exclue (1). A la date où le « cours » avait été professé, l'aîné des auditeurs n'avait pas dix ans. Il n'est pas moins facile de se représenter les méfaits d'un tel enseignement, où la responsabilité du professeur n'a pas d'ailleurs été seule engagée. Le moindre était de laisser l'élève extrêmement ignorant. Mais, en échappant à la portée naturelle de son entendement à un âge si tendre, cette masse indigeste de matière didactique qu'on lui faisait absorber devait fatalement lui enlever le goût même de tout savoir. En sollicitant d'autre part son imagination seule,

(1) Par une lettre de La Harpe lui-même, publiée dans la *Revue historique vaudoise*, 1896, p. 302.

l'enseignement ainsi administré le prédisposait à ce tour contemplatif, spéculatif et idéologique de la pensée, en dehors de toute direction pratique et de tout désir de réalisation, qu'il devait retenir et qui, chez un autocrate, constituait le plus fâcheux contresens.

Entre le principe et l'application, l'esprit du maître se complaisait d'ailleurs dans un terrain vague, où Catherine elle-même trouvait ses convenances et où l'élève allait exceller dans l'art de concilier les contraires. Républicain en Suisse, La Harpe reconnaissait en d'autres pays les avantages d'une monarchie constitutionnelle et découvrait en Russie les possibilités que l'absolutisme offre pour « donner au pouvoir un ressort de grande énergie ». Il dictait au « porteur de couronne en herbe » des pensums ainsi conçus : « Je deviens de jour en jour plus nonchalant... et m'approche chaque jour davantage de mes pareils, qui pensent sottement être des perfections par cela seul qu'ils sont princes. » Mais l'instant d'après, il lui donnait à entendre que, grâce à ses soins, le futur souverain de toutes les Russies ne pouvait manquer quand même de faire le bonheur de trente millions d'hommes. Moyennant quoi, la satisfaction mutuelle était complète et Catherine la partageait.

V

Dans une de ses fables, mettant en scène un aigle qui enseignait à un lionceau la manière de faire son nid, Krylov traduisait un sentiment contraire, qui était celui du plus grand nombre des Russes. Ils pensaient que, pour apprendre à les bien gouverner, leur futur maître pouvait mieux faire que de se mettre à l'école d'Athènes ou de Lausanne. Ils estimaient aussi qu'en dépit des précautions que Catherine ne négligeait pas, l'espèce de pyrotechnie politique dont, avec son autorisation et son encouragement même, les leçons du Vaudois prenaient la forme, n'était pas sans danger. A l'autre extrémité du continent, il est vrai, mais néanmoins en territoire européen, l'incendie s'allumait pour de bon, et La Harpe s'employait de son mieux à attiser le feu. En

dehors même de ses leçons qui étaient à double fin, par force lettres, mémoires et brochures, il prenait à la propagande révolutionnaire une part assez active pour qu'en décembre 1791, le gouvernement de Berne jugeât à propos de la dénoncer à Pétersbourg, en faisant appuyer sa démarche par les représentants des puissances coalisées réunies à Coblence.

Il tombait mal. A ce moment, tout en louant ses voisins des mesures qu'ils prenaient contre les incendiaires, Catherine n'entendait pas y concourir. Elle était occupée ailleurs et elle ne se croyait pas menacée. Préludant à une politique que d'autres souverains allemands devaient, cent ans plus tard, porter à un développement monstrueux, elle était même inclinée à favoriser le déchaînement d'un fléau qu'elle ne jugeait préjudiciable qu'aux autres. Sans qu'elle en prît offense, des refrains étaient chantés à sa cour, qui en Angleterre même passaient pour séditieux. En outre, la note du gouvernement helvétique se ressentait de la rudesse des montagnes. L'impératrice trouva à propos de s'en montrer blessée et eut la malice, en y faisant réponse, d'en confier la rédaction à La Harpe lui-même.

« Soyez jacobin, républicain, tout ce que vous voudrez, » lui aurait-elle dit à cette occasion ; « je vous sais honnête homme et cela me suffit. »

L'année suivante, elle faisait lire à son petit-fils le texte de la nouvelle constitution française, et, en juillet 1793, après avoir fait mine de renforcer la coalition avec un corps de cinquante mille hommes sous le commandement du prince Repnine, elle donnait un contre-ordre, non sans que La Harpe fût soupçonné — et se fît gloire — d'y avoir contribué. Mais ce devait être son dernier triomphe.

Au cours des mois suivants, des signes non équivoques lui firent comprendre que les temps étaient changés et qu'il lui convenait aussi de modifier son attitude et ses propos. Au palais d'Hiver, dans une galerie qui servait de promenoir à l'impératrice, il voyait disparaître les bustes de Voltaire et de Fox. Catherine estimait que les jacobins de Paris allaient trop loin, et, ayant eu raison de la « jacobinière de Varsovie », comme elle disait en cherchant à établir sur ce point une confusion qui servait ses desseins, elle se voyait en situation de donner un autre emploi à ses forces.

Du coup, La Harpe retira Brutus de son enseignement. Un peu plus tard, il renonçait à son « cours d'histoire », lui substituant prudemment la lecture d'ouvrages publiés avant l'ère révolutionnaire. Il se mettait de lui-même à la page, comme on dirait aujourd'hui. En vain. A l'automne de 1794, il était congédié et, au printemps suivant, il quittait la Russie.

Il a voulu, depuis, que cette disgrâce fût motivée par le refus qu'il aurait fait de servir Catherine dans ses entreprises contre les droits successoraux de son fils. Un simple rapprochement des faits et des dates suffit au démenti de cette version (1). Il avait cessé de plaire. Mais il ne partait pas tout entier. *Non omnis...* Il laissait à son élève une autre *Instruction* (2), qui, destinée à perpétuer l'enseignement interrompu et à en fixer, au point de vue moral tout au moins, les traits essentiels, ne fait pas grand honneur au maître. Se montrer indulgent pour ses serviteurs, courtois pour les autres personnes de son entourage et accueillant aux personnes du dehors, en prenant grand soin cependant de garder son rang, d'observer ses propos et de marquer son prestige pour ne pas être dominé, Alexandre y recevait des conseils, dont la sagesse ne saurait être contestée, mais où Mentor paraît s'effacer devant Dangeau :

« Vous êtes entré dans la salle en laissant voir trop de timidité. La modestie sied sans doute à la jeunesse, mais un souverain doit montrer plus d'assurance. »

Ou bien :

« Vous avez fait le tour de l'assemblée un peu trop vite. »

Revenant à Saint-Pétersbourg après l'avènement au trône de son ancien élève, tels seront encore les avis que l'ex-précepteur se reprendra à lui prodiguer (3), en continuation d'un magistère dont l'objet était de façonner l'esprit et le cœur d'un autocrate, maître arbitraire de trente millions de ses semblables. Honnête homme, ainsi que Catherine s'en persuadait avec raison et homme de belle intelligence, en dehors des erreurs où, doctrinaire éberlué, politicien égaré par la doctrine et pédagogue sans

(1) V. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 93-94.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, I, 271 et suiv.

(3) Soukhomlinov, *Revue du ministère de l'Instruction publique russe*, février 1871, p. 220.

expérience, il lui arrivait de tomber, ses intentions étaient excellentes et ses vues souvent justes. Le sentiment des proportions y manquait, avec l'ampleur et l'élévation nécessaires au rôle que le Vaudois assumait dans ce pays. Invinciblement, il en ramenait les immenses horizons à la perspective de son canton.

A sa façon, même après son départ, il s'est rendu utile, poursuivant dans la mesure de ses moyens l'œuvre qu'il avait dû abandonner à mi-tâche, suppléant au contact direct par une correspondance diligente et guidant les lectures auxquelles il ne pouvait plus présider. On s'est étonné à tort que, Suisse de région romande et de culture principalement française, il ait, livres à acheter ou périodiques à abonner, indiqué principalement des publications allemandes. Ce n'était pas acte de préférence. Sur les rives du Léman, l'heure du triomphe de la *Kultur* n'avait pas sonné, et l'élève de Tübingen n'oubliait pas Lausanne. Mais la crise révolutionnaire ne lui laissait pas de choix. En matière de nouveautés littéraires, pour la France comme le cas devait se reproduire pour la Russie de notre temps, elle réduisait le catalogue à un procès-verbal de carence. Dans une liste d'ouvrages *anciens* que le maître avait laissée aux mains de son élève en le quittant (1), les auteurs français étaient de beaucoup le plus nombreux. Il n'avait pu malheureusement se promettre un effet satisfaisant de cette recommandation.

VI

Adressant un dernier mot d'adieu à l'homme auquel, disait-il, « il devait tout hormis le jour », Alexandre s'était excusé d'y mal former les lettres : « les larmes qu'il répandait l'empêchaient de voir le papier. » Cependant, six mois auparavant, l'ingénu Protassov avait exprimé la conviction que, dans le fond, le jeune prince ne serait pas fâché de cette séparation (2). Dans les senti-

(1) Retrouvée il y a quelques années, par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch et publiée dans le *Bibliophile russe* (édit. N. V. Soloviov), 1916, vol. Ier.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, I, 110 et 238 ; *Archives Vorontsov* XV, 36,

ments du petit-fils de Catherine, la réalité a toujours été difficile à démêler. Au lendemain du départ de La Harpe, l'apparence le montrait entièrement dominé par cette influence, sauf qu'il exagérait les enseignements et portait à outrance les impulsions qu'il lui devait. Après avoir, dès 1791, scandalisé un de ses autres éducateurs en glorifiant les avantages de l'égalité entre les hommes (1), on sait comment, dans un entretien devenu célèbre, il s'est épanché, cinq ans plus tard, avec Czartoryski. Détestant le despotisme en tout lieu et sous toutes les formes, aimant la liberté et la voulant pour tous, déplorant les excès de la Révolution, mais lui accordant néanmoins ses sympathies, il se déclarait ennemi de tous les privilèges et donc décidé à répudier ceux que sa naissance lui destinait. Vantant les charmes d'une existence de simple particulier, dans une belle ferme, au sein d'une contrée agreste et pittoresque, il annonçait l'intention de s'en assurer la jouissance, en Suisse, ainsi qu'il s'en expliquait à la même époque avec La Harpe, ou sur le Rhin, suivant une autre inspiration, dont il faisait confidence à Victor Kotchoubey, envoyé à ce moment auprès de la Porte (2). Il allait, cependant, cinq ans plus tard, faire valoir prématurément, violemment et contre son propre père, le droit que sa naissance lui attribuait à occuper sur les rives de la Néva un trône où le sang devait couler pour qu'il y montât plus tôt.

L'influence de La Harpe sur son élève avait été grande ; mais, sans unité dans sa source comme sans fixité dans sa direction, elle ne s'était pas en outre exercée seule. Après avoir voulu soustraire entièrement l'éducation de son petit-fils à l'autorité des parents et sa personne à leur affection, Catherine s'était relâchée de cette prétention injustifiable. Or, à Gatchina, Alexandre trouvait d'autres Mentors : son père, le représentant le plus complet que, jusque dans l'exagération de son principe, l'absolutisme ait rencontré en Russie, et Araktchéiév, l'instrument le plus parfait qu'il y ait obtenu pour son fonctionnement. Après y avoir répugné au début, l'élève de La Harpe s'est promptement rendu docile à cette discipline rivale et, finissant par y prendre

(1) *Archives russes*, 1866, p. 97.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, I, 96 ; *Sbornik*, V, 22 ; Schilder, *loc. cit.*, I, 114 et 276.

goût autant qu'à l'autre, il s'est acheminé à ce dédoublement de son être, qui, dans l'évolution entière de sa personnalité, est devevenu un des traits constants et le plus caractéristique de tous.

Consignes sévères et rudes corvées, Gatchina avait des côtés déplaisants. De plus en plus épris du champ d'exercice et de la place de parade, où la vue elle-même des bastonnades cessait de le révolter, Alexandre goûtait moins l'obligation d'être levé tous les jours avant le soleil. Aussi souple avec ses maîtres qu'il savait être rigide avec ses subordonnés, Araktchéiév y trouvait bien des accommodements. Sans quitter son lit où, pudiquement, la jeune grande-duchesse remontait le drap par-dessus sa jolie tête blonde, le grand-duc signait, les yeux demi-clos, les rapports de service et se rendormait profondément. Dans les idées derenoncement qu'il concevait à ce moment, l'impatience de ces contraintes se laisse pourtant discerner nettement. Il parlait d' « obtenir un congé du service (1) ». Mais le dédoublement psychique auquel il arrivait faisait qu'il découvrait bientôt une double issue à son ennui et il donnait finalement la préférence au coup d'État.

En imagination, il devait jusqu'au terme de sa vie convoiter une thébaïde, comme aussi professer les principes les plus contraires au régime de tyrannie et de caporalisme dont Gatchina était le foyer. Mais, dix ans plus tard, dans un manège où il pénétrait à plusieurs reprises, au cours d'un après-midi, un général fraîchement arrivé de province s'étonnait de retrouver toujours un homme, qu'il prenait pour un caporal instructeur, et qui, se balançant sur ses jambes largement écartées comme un automate, marquait inlassablement d'une voix qui s'enrouait le pas des conscrits : une, deux ! une, deux ! « Le pauvre diable ! — Taisez-vous ! C'est l'empereur (2) ! »

Avant que le fils de Paul escaladât le trône sans glisser dans le sang, Gatchina avait conquis la moitié de son être, et, dans l'autre, les lacunes devaient toujours rester que ses éducateurs de Tsarskoié, Catherine, La Harpe et Pallas, y laissèrent.

(1) Martos, *Messager historique*, 1894, LVIII, 302 ; Schilder, *loc. cit.*, I, 180.

(2) Toutchkov, *Souvenirs*, p. 268.

VII

A son avènement, il était bien le lionceau de la fable enseigné par un aigle. De l'*indigesta moles* dont on avait rempli sa jeune cervelle, il retenait des notions sur le mécanisme des institutions suisses ou le jeu du parlementarisme anglais, mais il ne se doutait pas qu'à quelques pas du palais qu'il habitait des créatures humaines étaient vendues à l'encan comme du bétail. A lui ouvrir des vues sur la vie politique et sociale de la Russie, ses éducateurs eussent trop risqué, et ils ne pouvaient d'ailleurs pas y être habiles. Les mieux inspirés s'étaient bornés à solliciter, en manière abstraite, les instincts généreux que le fils de Paul tenait du *comte du Nord*. Ils l'inclinaient à la sensibilité selon l'esprit du temps, à l'attendrissement sentimental, au culte d'un vague idéal de bonté et de justice. Créatrice entre Tsarskoié et Pavlovsk d'un temple où « la rose sans épines » attendait d'être cueillie par un tsarevitch que n'auraient pas rebuté les ronces du chemin, Catherine elle-même s'était appliquée à présenter à son petit-fils le monde où il devait vivre et le rôle qu'il était appelé à y jouer en forme d'idylle, agrémentée de traits romanesques et propices aux poétiques exaltations. Moyennant quoi, pour autant qu'il y avait trouvé la source de ces idées humanitaires et libérales dont il allait faire profession, il ne s'en pénétrait aussi qu'en esthète, sous forme d'abstractions et sans lien avec les réalités ambiantes. Dans ce domaine, brutales mais pleines néanmoins de séductions pour un futur autocrate, que le *jacobin* La Harpe lui-même ne se lassait pas d'édifier sur l' « éminence de son rang », les leçons de Gatchina avaient obtenu sur lui une bien plus forte prise.

Mais le pire effet encore de l'éducation en partie double — école de Tsarskoié et école de Gatchina — qu'il avait reçue, apparaissait chez l'élève dans le caractère.

A Tsarskoié, en habit à la française, bas de soie et souliers à nœuds, il avait lu avec sa mère les chartes révolutionnaires et

souri aux quolibets que Zoubov en robe de chambre et Catherine en négligé échangeaient à l'adresse du « fou », comme ils appelaient Paul ; à Gatchina, l'instant d'après, l'uniforme prussien au dos, botté, éperonné et la canne levée, il avait partagé avec ce même « fou » le sombre régal du champ d'exercice et du peloton d'exécution. Entre les deux foyers qui se disputaient ainsi son existence et la formation de son tempérament moral, il avait vécu dans une atmosphère de sourd antagonisme et de sournoises mais âpres compétitions, où la dissimulation, la méfiance et la ruse faisaient partie de l'air que l'on respirait et où La Harpe puisait, à l'intention de son élève, la matière de recommandations ainsi conçues :

« Observez-vous dans vos gestes et dans vos discours... Recherchez et employez de préférence des hommes modestes,... mais ne renoncez jamais à une surveillance qui n'humilie et n'effraie que les fripons. »

En dehors d'un penchant prononcé qu'Alexandre lui a dû sans doute à la défiance, la dissimulation et la duplicité, une autre conséquence résultait du conflit de ces influences : en s'opposant, elles avaient créé en quelque sorte un point mort, où les éducateurs du prince lui avaient reconnu de bonne heure un penchant invincible à la paresse. C'était même la seule observation où ils se trouvassent d'accord à son endroit et dont la justesse a été confirmée d'autre part. « Le grand-duc Alexandre a le meilleur naturel du monde, écrivait Rastoptchine en 1794, mais il est paresseux et ne veut s'occuper de rien. Il ne touche jamais à un livre (1). »

Toujours pressée, Catherine y avait contribué. Au moment où La Harpe le quittait, Alexandre était marié depuis deux ans. Entre les joies de son ménage naissant, les obligations de cour et celles de son « service », on doit trouver naturel qu'il répugnât à un complément d'activité, dont la nature même des exercices intellectuels auxquels il avait été astreint tendait à le détourner.

Si d'ailleurs, au témoignage de Rastoptchine, en abandonnant des études écourtées, il oublinit le peu qu'elles lui avaient appris

(1) *Archives Vorontsov*, VIII, 94 ; cf. *Ancienne Russie*, 1870, I, 153, 159 ; grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 78.

et ne devait jamais chercher à les compléter, physique ou cérébrale, sa paresse s'est toujours prêtée à des intermittences de grand effort, comme les lacunes de son savoir comportaiens quelques éléments d'érudition assez ample et de multiples curiosités d'esprit.

Il parlait couramment l'anglais, et, pour écrire, au russe il préférait le français, bien qu'il dût toujours y mettre quelque gaucherie, commentant par exemple, en 1816, les « événements moraux dont se compose la situation actuelle de la nation française et que le temps seul peut concilier et affermir » (1). Et il prenait volontiers la plume en main, jusqu'à servir de secrétaire à Araktchéiév, dans les papiers duquel des volumes de ses autographes ont été découverts (2). Mais il n'avait souci ni de grammaire ni d'orthographe. Il fut capable de disserter sur Quesnay et Adam Smith ; mais il lui arrivait de taxer de prodigalité une personne de son entourage pour un écu mis dans la main d'un mendiant. « Un napoléon d'or suffisait (3). »

A l'heure où il assumait les lourdes responsabilités du pouvoir absolu, l'éducation qu'il avait reçue faisait de lui un être composite et bizarrement contrasté, qui se présentait aux yeux des contemporains ainsi qu'il suit.

VIII

Au physique, « très grand et assez bien fait ; la jambe surtout et le pied très bien tournés, quoique le pied soit un peu grand ; des cheveux brun clair, des yeux bleus, pas très grands, mais non plus petits ; de très jolies dents, un teint charmant, le nez droit, assez joli ». A ce portrait datant de 1792, la ressemblance semble d'autant mieux garantie qu'il porte la signature d'une fiancée, à qui le modèle avait déjà donné quelques motifs de déception (4).

(1) Schilder, IV, 494.
(2) *Ancienne Russie*, 1903, CXIII, 27 (Korff).
(3) *Ancienne Russie*, 1883, XL, 160 (prince Galitzine).
(4) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 78.

Mais à l'image quand même plaisante qu'elle traçait, l'âge portait assez promptement des retouches moins flatteuses : du brun clair les cheveux tournaient au blond fade et se faisaient rares ; sous un front précocement dénudé et des sourcils presque blancs, la figure poupine prêtait à un jeu de mots grossier : « notre Vauban, notre veau blanc », que, favori disgracié, Spéranski passait pour avoir mis en circulation. Dès 1794, en outre, à la suite d'une chute de cheval et d'une assiduité trop grande aux exercices d'artillerie, affligé d'une légère claudication, le jeune prince devenait dur d'une oreille, en attendant qu'il fût à moitié sourd des deux (1).

Beau quand même au sentiment général, à une grâce et un charme exquis, il unissait une prestance qui, cependant, a été plus discutée. Si, en 1805, Savary s'en trouvait impressionné jusqu'à « ne pouvoir se défendre d'un mouvement de crainte et de timidité devant tant de grandeur et de noblesse » (2), la comtesse Potocka y trouvait « plus d'élégance que de distinction... un air d'embarras et des façons d'officier charmant, plutôt que de grand souverain » (3), et, deux ans plus tard, à Tilsit, Meneval jugeait l'accueil du vaincu de Friedland « plus familier qu'imposant » (4), se rencontrant avec la comtesse de Lieven, en humeur laudative pourtant à l'endroit d'un prince qui la comblait de faveurs, elle et son mari (5), et avec la comtesse de Choiseul-Gouffier, qui portait la même disposition d'esprit jusqu'à l'enthousiasme (6). Le futur duc de Rovigo et Moriolles, le commensal du grand-duc Constantin, vantaient la façon de s'exprimer du tsar « dans le français le plus pur, sans accent et avec un choix d'expressions parfait » (7). tandis que l'envoyé d'Autriche à Pétersbourg, de Saint-Julien, relevait dans le débit abondant du souverain « une espèce de bredouillement, qui faisait péniblement attendre la fin de la phrase » (8). Mais le suffrage donné par

(1) *Archives Vorontsov*, VII, 95 ; grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 313 comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 93 ; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 177
(2) *Mémoires*, édit. de 1901, II, 57.
(3) *Mémoires*, p. 90-91.
(4) *Mémoires*, II, 106.
(5) *Mémoires inédits*.
(6) *Réminiscences*, p. 8-9.
(7) Moriolles, *Mémoires*, p. 190.
(8) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 398.

Napoléon lui-même à l'acteur — « le Talma du Nord », — qui pendant quelques années a partagé le devant de la scène européenne avec lui, doit paraître décisif.

L'agrément de sa physionomie, « l'expression de bonté, de douceur, de bienveillance » qu'y apercevait Mme de Lieven, n'ont guère rencontré de contradicteurs, du côté des femmes, du moins.

« Notre *ange* est au ciel », devait écrire, au lendemain de sa mort, celle d'entre elles à qui le souverain avait donné le plus de motifs d'adopter l'opinion contraire (1). Et, s'il faut en croire un témoin, il est vrai quelque peu suspect, Napoléon lui-même se serait, en 1812, porté, en ce qui concernait le souverain, d'allié devenu pourtant son adversaire, à adopter ce qualificatif. Objectant à la présence de Stein dans l'entourage du tsar, « l'ange et le diable ne devraient jamais se trouver ensemble », aurait-il dit à Balachov (2).

Les hommes ont été communément moins sensibles à cette impression, si même ils n'en contractaient pas une contraire, du fait de certaines dispositions au dédain, à la moquerie, voire à la rudesse, que l'angélique souverain laissait souvent paraître à leur endroit. Avec les étrangers, pourtant, le plus habituellement, Alexandre poussait le souci de plaire jusqu'à l'oubli de cette « éminence du rang » que La Harpe avait tant tenu à rendre toujours présente à son esprit. Réaction contre les excès et les ridicules où son père tombait en matière d'étiquette, et dont sa mère continuait à donner l'exemple ; affectation de cette simplicité où, d'après Gibbon, La Harpe apercevait le seul mérite qu'il voulût accorder à Auguste, et où, peut-être, d'après d'Alembert, il avait fait reconnaître à son élève « la suite ordinaire de l'élévation des sentiments » ; mais plus encore sans doute répugnance à toute espèce de contrainte et de gêne, Alexandre, devenu empereur, répudiait presque entièrement, en ce qui le concernait du moins, tout apparat de cour ; il ne souffrait même pas qu'à table son siège le distinguât des autres convives ; s'il ne revêtait un uniforme, moins galonné que ceux du plus grand nombre de ses offi-

(1) L'impératrice Élisabeth dans une lettre à sa mère.

(2) Rapport de Balachov, dans *Doubrovine* « la Guerre patriotique », p. 29. Cf. duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, IV, 281 ; duchesse de Dino, *Souvenirs*, p. 168.

ciers, il s'habillait comme un quaker, « sans un bijou, pas une bague, pas même une montre »; il se plaisait à fréquenter sans cérémonie des intérieurs bourgeois; seul, sans la compagnie même d'un aide de camp, il se mêlait à la foule des promeneurs sur les quais de la Néva, s'arrêtant à la portière d'une voiture pour échanger des propos galants avec une dame, ou entrer en conversation avec un acteur du Théâtre français :

— Bonjour, Andrieux, comment allez-vous?

— Bien, sire, et vous?

— Comment se porte votre femme (1)?

En même temps, dans les manifestations de ses idées et de ses sentiments, il dépassait de beaucoup le *jacobinisme* de son ancien précepteur, très atténué depuis le séjour qu'il avait fait en Russie. Selon l'observation chagrine de Joseph de Maistre, dans tel *oukase* où, en quatre à cinq lignes, le mot « patrie » se trouvait répété quatre ou cinq fois, sans que la personne du souverain fût mentionnée, il semblait se mettre « en parenthèse ». Se dérobant aux réceptions solennelles, objectant à l'emploi de son chiffre comme motif de décoration; professant le mépris des distinctions de classe et en donnant l'exemple dans une bourgade de province, où il faisait danser les femmes de petits marchands, il déclarait « n'attacher de prix qu'à la valeur qu'il pouvait avoir comme homme » (2).

IX

La Harpe n'en demandait pas tant. Comme ses collègues, il ne s'en flattait pas moins d'avoir produit un chef-d'œuvre (3), et, en quelque piètre estime qu'il les eût, Rastoptchine se rangeait de certaine façon à cette opinion, en attribuant à leur élève « une

(1) Mikhailovski-Danilevski, *Souvenirs*, *Ancienne Russie*, 1899, XCVIII, 628; Bouténiév, *Souvenirs*, *Archives russes*, 1881, III, 38; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 269.

(2) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur Catherine*, p. 40; Oginski, *Mémoires*, II, 330.

(3) Protassov, *Journal*, *Archives russes*, 1866, p. 99, 107.

âme comme on n'en trouve plus dans ce siècle » (1). Par malheur, les uns et les autres ne prenant aucun soin de cacher ce sentiment à celui qui en était l'objet, il s'en laissait persuader lui-même, et l'effet des réelles qualités qui y répondaient s'en trouvait fâcheusement compromis. Une infatuation en résultait, source de singulières erreurs et d'étranges écarts de conduite.

Héritier du trône, Alexandre condamnait le principe du pouvoir absolu qu'il était destiné à recueillir ; il répugnait à assumer cette charge et annonçait l'intention de s'y soustraire. Cependant, pour la faire sienne plus tôt, il ne reculait pas devant l'acte de violence le plus odieux (2). C'est qu'en même temps il se pénétrait de la conviction qu'entre ses mains ce même pouvoir serait métamorphosé et deviendrait l'instrument des plus grands bienfaits. L'événement démentant cette présomption, il n'en devait pas être déconcerté. Sa « belle âme » ne s'en trouvait pas changée, et, Narcisse épris de son propre reflet, il y goûtait des satisfactions suffisantes. Il fut toujours un contemplatif, avec des traits d'esprit et de caractère qui ont dérouté les observateurs les plus sagaces.

« Excellent cœur, mais peut-être un peu faible », pensait en 1804 l'agent militaire de l'Autriche à Pétersbourg, Stutterheim (3). Et Caulaincourt, quatre ans plus tard : « L'empereur a dans l'esprit de la ténacité qu'il prend pour de la force. » Deux années plus tard, le second revenait sur ce jugement que Protassov avait déjà adopté : « On le croit faible, on se trompe. Sans doute il peut supporter beaucoup de contrariétés et dissimuler son mécontentement,... mais il n'ira pas au delà du cercle qu'il s'est tracé ; celui-là est de fer et ne prêtera pas (4). » En 1812, Stein passera plus rapidement par les mêmes retours de jugement (5), et dix ans plus tard, au congrès de Vérone, Chateaubriand se flattera d'y échapper en découvrant d'emblée chez le créateur de la Sainte-Alliance « une âme forte et un caractère faible » ; mais il négligera d'apprendre à ses lecteurs où il prenait le caractère en dehors de l'âme.

(1) *Archives Vorontsov*, VIII, 100, 105, 155.
(2) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 579 et suiv.
(3) Wertheimer, *Geschichte Oesterreichs*, I, 203.
(4) 8 juin 1808, 15 septembre 1810, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 175 ; V, 139.
(5) Pertz, *Stein*, III, 55, 188, 584.

On s'accorde communément à reconnaître un des indices de la faiblesse dans la timidité, et Alexandre avouait en être affligé. « J'ai toujours été embarrassé de paraître en public », dira-t-il en 1818 (1), après en avoir fourni la preuve dix-sept ans plus tôt au milieu du drame de son avènement, où il avait dû être presque traîné de force devant le front des troupes disposées à l'acclamer (2). Cependant, sa destinée a voulu que, pendant une grande partie de son règne, il fût constamment en représentation devant « un parterre de rois » ; à cette épreuve, il n'a jamais rien trahi de l'émotion qu'elle lui aurait donnée et l'aptitude à réprimer de telles manifestations passe communément aussi pour un témoignage de force, comme, en général, tout pouvoir de dissimulation. Le fils de Paul en a été très largement doté, en même temps que porté à en user immodérément.

Par « pudeur d'âme d'élite méconnue », comme l'a pensé Joseph de Maistre? Une conjecture analogue a été exprimée de façon plus triviale par un des collaborateurs du souverain : « Le courage lui manquait souvent pour traiter, comme le pouvait un despote, les gens qui lui déplaisaient. Il est notoire qu'il souffrait dans les postes les plus éminents des hommes qu'il méprisait... Un jour venait, cependant, où il leur fallait abandonner la place. Alors, ils se mettaient à crier contre la prétendue duplicité du maître (3). » La Ferronays en a jugé autrement : « La profonde dissimulation est peut-être chez lui moins une étude et un défaut qu'une vertu accessoire et, pour ainsi dire, une conséquence des inconséquences de son caractère. Il parle des droits de l'homme, de ceux du peuple, des devoirs d'un souverain comme peut et doit le faire l'élève d'un philosophe ; mais il fait exécuter en même temps ses volontés les plus arbitraires avec plus de despotisme et plus de rigueur que ne l'eût fait Pierre Ier (4). » A un autre diplomate français, Alexandre donnait à la même époque l'impression d'un homme extrêmement violent, qui arrivait, par un grand effort de volonté, à se maîtriser (5).

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance de Lebzeltern*, p. 31.
(2) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 643-645.
(3) N. Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, II, 206-207.
(4) 30 mars 1820, Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, II, 310.
(5) Mémoire de Béchu, envoyé en mission spéciale à Varsovie, en août-

« Un Grec du Bas-Empire », selon le mot à l'emporte-pièce de Napoléon. Gervinus y trouvait une justesse profonde, et l'envoyé de Suède à Paris, Lagerbielke, l'a développé dans la paraphrase que l'on connaît : « En politique, fin comme la pointe d'une épingle ; aigu comme la lame d'un rasoir et faux comme l'écume de mer (1). » Mais « l'âme d'élite », dont, commensal de longues années, Joseph de Maistre a gardé la vision? Mais « l'ange », dont, après trente années de vie conjugale, Élisabeth a conservé le souvenir? Au regard de cette personnalité qui, dans le champ de vision historique, a pris une si grande ampleur et tant d'éclat, l'abondance des impressions recueillies ne fait, dans leur discordance irréductible, que compliquer un problème d'interprétation qui s'étend à toutes les parties du sujet. On dispute en effet, aujourd'hui encore, sur le point de savoir, par exemple, si le partenaire de Napoléon au rendez-vous d'Erfurt était un homme supérieurement doué ou un médiocre. « Sphinx non deviné jusqu'au tombeau », Alexandre a porté jusque dans l'au-delà l'énigme de son être moral et même physique. Près de cent ans, en effet, encore après sa mort, la date et le lieu de cet événement demeurent un objet de controverse !

Au rapport de Metternich, en s'attaquant à cette énigme, Napoléon n'aurait réussi qu'à lui donner forme de rébus : « Il serait difficile, » aurait-il dit, « d'avoir plus d'esprit que l'empereur Alexandre ; mais je trouve qu'il y manque une pièce, et il m'est impossible de découvrir laquelle. » A quoi le prince des diplomates a ajouté ce commentaire, où le rébus paraît tourné en charade : « J'ai été vingt fois dans le cas d'admirer la justesse non seulement de la remarque, mais même de l'expression, et si, dans l'occasion, il peut me rester un doute, c'est celui de savoir si, dans tel ou tel cas, la pièce manque, ou s'il y en a une de trop (2)... » Rébus ou charade, le mot s'en est peut-être rencontré sous la plume d'une femme. Les moins intelligentes ont de ces trouvailles, et celle-là était d'esprit vif, sinon très profond. Devenue reine de Würtemberg, et quelque peu déprise d'une affection qui, à l'endroit de ce frère, n'avait jamais exclu la critique, la grande-

septembre 1820, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLXI, 74.

(1) Gervinus, *Geschichte des XIX J.*, II, 696.

(2) 28 août 1817 *Revue d'histoire diplomatique*, 1911, III, 336.

duchesse Catherine a écrit : « Le malheur de mon frère, c'est qu'il n'a jamais été homme, car, de petit garçon, il est devenu empereur (1). »

X

L'éducation du petit-fils de Catherine l'a laissé, en effet, au point de vue intellectuel et moral, dans l'état d'enfance, avec quelque chose de trop, à savoir le désaccord de suggestions et de directives également divergentes, entre lesquelles ses maîtres l'avaient partagé et une pièce manquante, dont ils avaient négligé de le pourvoir, et qui était l'organe indispensable de coordination.

Petit garçon, Alexandre n'en avait pas éprouvé le besoin : il vivait dans un paradoxe de contradictions, d'antinomies et d'incompatibilités conjuguées. Catherine se disait républicaine et gouvernait son empire comme une satrapie. Paul faisait profession d'idées humanitaires et bâtonnait ses officiers. En outre, quand l'une disait « oui », l'autre répondait généralement « non », et leur héritier faisait écho aux deux. Empereur, la nécessité d'un choix eut beau solliciter sa raison : le pli était pris et l'organe coordinateur absent.

Comme la *diplopie* fait voir tous les objets en double aux personnes atteintes de cette affection des yeux, il lui fut habituel d'avoir , à propos de toutes choses, deux façons de penser et aussi deux volontés, sans qu'il y trouvât un empêchement pour la décision ou l'action, phénomène qui, observé chez son père à un moindre degré, s'est perpétué depuis dans sa postérité, et est devenu récemment une des causes de la plus épouvantable catastrophe. Chez le fils, contre ce qu'on a imaginé, il n'a même pas déterminé des phases successives, où sa pensée et sa volonté auraient subi des modifications profondes, et c'est avec raison qu'un historien français a reconnu en lui un des hommes les plus « suivis » de tous les temps (2). Et des plus persévérants, doit-on

(1) *Revue historique*, 1893, LI, 298.
(2) A. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 144, 150-151, 233.

ajouter, mais en partie double, toujours, en un perpétuel parallélisme d'inspiration et d'orientation, qui, par moments, ne laissait pas de devenir générateur de quelque trouble intérieur.

D'où des sautes d'humeur, de brusques alternatives d'exaltation et de dépression morale, des accès de mélancolie dont, à tort, on a cherché la cause dans des angoisses de conscience se rattachant à l'événement du 23 mars 1801. L'homme que la nuit tragique a trouvé dormant profondément — et n'eût-il fait même que simuler le sommeil (1) — à quelques pas de la chambre où, avec sa connaissance, — et sa complicité, — son père était égorgé, ce fils n'a pu être accessible à de telles impressions.

S'il a éprouvé des inquiétudes à ce propos, plus vraisemblablement, elles procédaient du sentiment où un diplomate autrichien a aperçu « la nuance dominante de son caractère » (2), et qui aurait été la peur. On a voulu aussi qu'à certaines autres nuits, sur l'escalier conduisant à son appartement, le fils de Paul ait cru entendre un bruit de pas semblable à celui qui avait annoncé à son père l'instant fatal.

Mais, bien que très imaginatif et sujet aux alarmes, le fils ne fut point un lâche, et, se manifestant souvent à des moments où les circonstances lui donnaient toute sécurité, ses malaises d'esprit intermittents et ses inégalités de tempérament ont tenu plutôt au défaut d'harmonie intérieure qu'il devait à son éducation, ainsi qu'à l'habitude qu'elle lui avait donné de traiter légèrement les objets les plus sérieux. Initié en sa dixième année aux hauts problèmes du gouvernement, marié en sa seizième, il était inévitable qu'il se trouvât porté à voir dans la politique un jeu et dans la vie conjugale une partie de plaisir.

D'où encore des penchants à la frivolité, des goûts de dissipation se mêlant fréquemment dans l'ordonnance de sa vie aux préoccupations les plus graves ; des périodes d'oisiveté complète y alternant avec des phases d'activité fiévreuse et une absence constante d'ordre et de méthode, n'excluant bizarrement pas des traits de méticulosité, poussés jusqu'à l'extravagance. Travaillant

(1) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 631 ; partie inédite des mémoires d'Alexandre Tourguéniev, v. Choumigorski, *Nouveau Temps*, 28 janvier 1914.

(2) Le comte de Saint-Julien, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 407.

à certains moments dix-huit heures par jour, il lui arrivait, à d'autres, de négliger pendant des mois les affaires les plus urgentes, et le déplacement d'un objet sur sa table de travail le mettait en fureur à l'heure où, d'un coup de plume, il bouleversait son empire en toute sérénité d'esprit.

Intelligent à certains égards, mais généralement superficiel; ambitieux, mais plus encore vaniteux, il mettait beaucoup de constance et même d'obstination à poursuivre des objectifs où il convoitait principalement des satisfactions d'amour-propre, et il en visait habituellement plusieurs à la fois, qui s'opposaient l'un à l'autre.

Variant nombre, volume et forme d'une de ses signatures à l'autre, l'enchevêtrement des volutes (1) est lui-même pour offrir un sujet d'étonnement aux graphologues, qui ne doivent pas être seuls à y reconnaître l'indice d'une diversité de mobiles et d'une complexité peu communes.

« Une âme grande et pourtant bornée, avec quelque chose de petit et de bas en elle », a dit Czartoryski (2) dans un épanchement de la dernière heure, propre peut-être à fournir, pour cette étude, le mot de la fin.

(1) V. Schilder, *loc. cit.*, III, 25, 40.
(2) *Fragments de journal*, Bibliothèque de Varsovie, 1809, II, 63.

CHAPITRE II

L'AVÈNEMENT. — LE MOUVEMENT RÉFORMATEUR

I. Première apparition du nouveau souverain devant ses sujets. Signes d'accablement et manifestations d'allégresse. « La Russie respire ! » Attente généralisée d'un changement dans le régime politique du pays. Alexandre y répond à sa manière. « La gesticulation. » Simulacres et réalités. Effet de popularité obtenu et espérances éveillées. La charte constitutionnelle en préparation. — II. Le manifeste d'avènement. Il consolide la Bastille autocratique. Retour à la tradition de Pierre le Grand. Ses raisons. Alexandre n'a rien à craindre du mouvement d'esprit qu'il a provoqué. Inconsistance commune des idées et des volontés. — III. Un représentant de l'opinion publique. Karazine. Le faux marquis de Posa. Une carrière déconcertante. — IV. Alexandre mécontent de lui-même. Embarras de sa situation. Conflit de programmes. Essai d'un compromis. Le nouveau Conseil. Autre simulacre. L'opinion ne s'en tient pas satisfaite. — V. L'aristocratie et la bureaucratie acquises elles-mêmes au vœu d'une réforme radicale. Raisons qui la rendent désirable à Alexandre. La révolution est en Russie fait du prince. L'épée de Damoclès. Idéal paradoxal du nouveau souverain : l'absolutisme à l'abri d'une constitution. — VI. En quête d'une solution pour ce problème. La genèse du *Comité secret*. Les quatre confidents du tsar : Paul Stroganov, Czartoryski, Kotchoubey et Novossiltsov. Critiques injustifiées dont ils sont l'objet. Causes réelles de leur impuissance constructive. Édifice bâti sur du sable mouvant. — VII. Influences rivales. Les autres amis d'Alexandre. Ses aides de camp généraux. Un revenant. Retour de La Harpe à Pétersbourg. Visage nouveau. Il apporte son appui à l'esprit de conservation. — VIII. Le *Comité secret* à l'ouvrage. Le moulin tournant à vide. Opposition d'idées et conflit d'attributions. Les projets de réforme. — IX. L'idéal politique de l'aristocratie. Son échec au *Comité*. Rôle négatif du *Comité* lui-même dans cette sphère. Ajournement des projets de réforme constitutionnelle. Réforme projetée des organes du gouvernement. Alexandre poursuit néanmoins son premier objectif. — X. Interruption des travaux du *Comité* à raison des préparatifs du couronnement. Alexandre à Moscou. Réception enthousiaste. « Un matin de mai » en septembre. Premiers désenchantements. — XI. Le manifeste du couronnement ne répond pas aux espérances conçues. Alexandre

réagit. Nouvelles manifestations de libéralisme. Elles ne conjurent pas un commencement de mécontentement. L'épée de Damoclès agitée. Le premier complot.

I

La version officielle attribuait la mort de Paul à une attaque d'apoplexie. Alexandre y adapta son attitude dans sa première apparition devant les hauts dignitaires civils et militaires réunis au palais d'Hiver, le matin du 24 mars 1801, pour lui faire acte d'hommage. « Il marchait lentement, rapporte un témoin, ses genoux semblaient fléchir ; les cheveux en désordre, les yeux rouges de larmes... tout son maintien indiquait un homme accablé par la douleur (1). » Le « Talma du Nord » tenait bien un rôle, où il ne lui convenait assurément pas de partager ostensiblement l'allégresse dont son frère Constantin ne retenait pas l'aveu devant une jolie Polonaise (2) de sa connaissance : « Mon père est mort... la Russie respire ! » lui écrivait-il.

La Russie éclatait, effectivement, en transports joyeux, dont l'écho se propageait au delà même de la frontière. Diérjavine en tonnait un péan à la gloire du nouveau souverain, qui « serait *un homme* sur le trône » ; Klopstock lui répondait, en célébrant dans ce changement de règne le triomphe de la *Menschlichkeit*. « On en a dit autant pour l'avènement de mon père », aurait observé Alexandre. Il se peut. L'élève de La Harpe avait l'esprit incisif ; pour autant que son idéologie constitutionnelle n'entrait pas en jeu, il montrait, au regard des hommes et des choses, un sens de la réalité très aigu, et, avant de devenir en régnant un tyran extravagant, Paul avait passé pour « humanitaire ».

Dans la profession d'un libéralisme non seulement réformateur, mais passablement révolutionnaire même, le fils, à la vérité, allait beaucoup plus loin. Il annonçait le dessein d'introduire un changement radical dans le régime politique du pays. On voulait

(1) De Sanglène, *Mémoires, Ancienne Russie*, 1883, XXXVII, 3.

(2) La princesse Hélène Lubomirska, grand-duc Nicolas, *les Aides de camp généraux d'Alexandre Ier*, p. 139.

qu'il eût contracté, à cet égard, des engagements positifs (1), et on le voyait empressé à passer du précepte aux actes. Dès le premier jour, il en donnait un indice significatif : il répudiait dans le style des documents officiels les formules usuelles : « *notre* Sénat », « *nos* sujets ». — « Le Sénat ne m'appartient pas ! Il est à l'empire. » Le lendemain, il prenait en main la cause de quelques *doukhobory*, dissidents condamnés à la peine capitale comme rebelles. Il ordonnait une enquête et le résultat en étant favorable aux accusés, il cassait l'arrêt (2). Il supprimait la terrible *Chancellerie secrète*, prototype de la « 3e section » de notre temps et libérait les deux tiers des détenus — près de cinq cents personnes — qu'elle gardait entassés dans des cachots immondes. Paul avait déjà rappelé de Sibérie, où il languissait depuis six ans, le malheureux Radichtchev, condamné par Catherine pour avoir, dans son *Voyage de Pétersbourg*, noté des impressions qu'elle-même aurait éprouvées, si, en parcourant ses provinces, elle avait su y distinguer l'envers des décors féeriques dressés par le prince Potemkine. Alexandre donnait à l'exilé une place dans la *Commission de codification*, avatar de la *Commission législative* de Catherine, qu'il entendait appeler elle-même à une nouvelle destinée. A deux autres de ses membres, Alexandre Vorontsov et Trochtchinski, il confiait la tâche de préparer rien moins qu'un projet de charte constitutionnelle ! En attendant que ce travail fût prêt, par un manifeste du 2 avril, il annonçait à la noblesse la restitution *intégrale* des privilèges que Catherine lui avait octroyés, mais que Paul avait à peu près réduits à néant. Et, aux abords du palais d'Hiver, les passants avaient l'agréable surprise d'apprendre qu'ils n'étaient plus tenus de se découvrir sous la pluie ou la neige. Ils voyaient disparaître les potences dressées en épouvantail sur les places publiques. Un *oukase* relevait le clergé de l'astreinte aux peines corporelles, décrétée par Paul. Un autre supprimait la réglementation des costumes, qui, depuis le règne précédent, mettait au désespoir les amateurs des modes parisiennes. Quittant avec joie l'uniforme prussien, modèle de 1750, les soldats du tsar échappaient à la torture des coiffures « à

(1) Zavalichine, *Mémoires* (1905), I, 192.

(2) I. Lapoukhine, *Mémoires* (1860), p. 112 et suiv. ; cf. *Archives russes*, 1914, I, 137 et suiv.

boucles ». Plus de doute : on était sur le seuil d'une époque nouvelle dans la vie du pays.

L'impression produite par ces faits et gestes n'était cependant pas uniforme, et, dans certains milieux, elle ne répondait pas aux sentiments qu'ils semblaient propres à y provoquer. La masse s'en montrait vivement touchée et réjouie. Elle se pâmait, et le nouveau souverain était idolâtré. En quelque lieu qu'il parût, on l'entourait pour l'acclamer ; on le suivait pour jouir plus longtemps de sa vue ; on cherchait sur le sable la trace de ses pas pour y porter des baisers passionnés (1). Mais, tel des jeunes amis d'Alexandre, épris comme lui de libéralisme, Paul Stroganov découvrait dans la façon dont le souverain mettait en œuvre les idées communes « une tendance plutôt alarmante à s'attacher à des modifications de mots, qui ne changent rien au fond des choses » (2). Et, d'autre part, les soutiens les plus fermes et les bénéficiaires les plus avérés du régime existant ne paraissaient nullement émus du changement qui semblait le menacer. Chez quelques-uns, c'était l'effet d'un consentement plus ou moins résigné à des réformes, dont ils reconnaissaient la nécessité. Si conservateur qu'il fût, Simon Vorontsov, envoyé à Londres, admettait qu'au gouvernement d'un aussi grand empire, un seul homme ne pouvait suffire, et fût-il Pierre le Grand (3).

Mais des misonéistes irréductibles joignaient eux-mêmes leur voix au concert des louanges que recueillait le nouveau maître. Sans doute se fondaient-ils sur l'expérience des règnes précédents. Paul s'était, lui aussi, donné comme réformateur, et, avant lui, en convoquant sa *Commission législative*, Catherine avait prétendu l'employer à doter la Russie de « nouvelles lois ». Professant le culte de toutes les traditions, en dépit de son « humanitarisme », Diérjavine imaginait, peut-on croire, qu'en ce point aussi le passé était garant de l'avenir, et, contre les apparences, l'événement devait lui donner raison.

Sous un autre nom, la *Chancellerie secrète* allait reparaître, et, avant qu'elle eût pu faire usage de ses privilèges recouvrés, la noblesse allait s'en voir dépossédée de nouveau. Élection des

(1) Wiegel, *Souvenirs*, I, 180 ; Mme Vigée-Lebrun, *Souvenirs*, II, 80.
(2) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 77.
(3) *Archives Vorontsov*, XVII, 15.

magistratures locales ou collation des titres nobiliaires, réduisant l'exercice de l'un de ses droits à la constitution seule des tribunaux de district, bornant l'autre à un seul office de contrôle ; d'autres *oukases* auront bientôt rétabli, à des détails de forme près, l'ordre de choses créé par Paul (1). Ainsi encore, dans d'autres domaines. Le père avait interdit l'importation des livres et fermé toutes les typographies privées. Dès le septième jour de son règne, le fils mettait fin au régime d'obscurantisme ainsi instauré. Après deux ans, en gratifications accordées aux écrivains ou frais d'impression de leurs œuvres, il aura dépensé 160 000 roubles. Mais, en se persuadant que le nouveau cours instituait la liberté de la pensée et de la parole, Radichtchev aura été poussé au suicide.

Promesses et ajournements, avances et reculs, reprise en détail des concessions accordées en bloc, tout en répudiant l'héritage politique de ses prédécesseurs, Alexandre y a recueilli la leçon de cette tactique décevante, qui, avec plus ou moins de virtuosité, devait être aussi mise en pratique après lui, jusqu'à l'échéance finale, où, par l'accumulation des responsabilités assumées et des désappointements provoqués, la catastrophe a été rendue inévitable.

II

Dans le manifeste même de son avènement, Alexandre a introduit, à cet égard, un trait révélateur. Vorontsov et Trochtchinski besognaient au plan de la future Russie constitutionnelle. Mais, dans la nuit du 23 mars, docile au vœu des prétoriens qui le portaient au trône, le petit-fils de Catherine avait pris l'engagement de marcher sur les traces de sa grand'mère. Il ne pouvait assurément s'en dédire immédiatement, et ce détail n'était pas de grande conséquence. Les règnes précédents avaient assez prouvé qu'en matière de programme politique, les manifestes d'avène-

(1) *Recueil complet des lois*, XXVI 19. 790, 19. 810, 19. 856 ; cf. Klotchkov, dans *Revue du ministère de l'Instruction publique*, décembre 1912, p. 358, 374-375.

ment ne fournissaient pas de caution, ni même d'indication sérieuse. Mais, dans le sien (1), Alexandre faisait autre chose encore que de déposer le germe des déceptions futures. Il spécifiait que l'héritier du pouvoir qu'il assumait serait « désigné ultérieurement ». C'est-à-dire que, donnant l'exemple du plus violent arbitraire contre les principes dont il faisait profession et contre le droit même dont il s'était réclamé pour prendre la couronne, il revenait, non plus à la tradition de Catherine, mais à celle de Pierre le Grand ! Il restaurait cette loi de « la vérité de la volonté du souverain », aux termes de laquelle, en l'édictant, le formidable aïeul s'était précisément réservé la faculté de choisir qui lui succéderait, en dehors de tout lien d'ordre légal ou de parenté. Paul, le despote extravagant, y avait renoncé, en promulguant un statut dynastique, et, légalement donc, pour autant qu'il pouvait être question de légalité en Russie, Alexandre *avait déjà un héritier*, qui, à défaut de descendant mâle, était son frère cadet (2), et, cependant, le nouveau souverain ne voulait pas en tenir compte.

Assurément, au sens du pouvoir dont les autocrates de Russie devenaient les dépositaires en se succédant, ce que l'un faisait, l'autre était maître de le défaire. Mais comment le libéral Alexandre se portait-il à reprendre dans l'héritage du plus autoritaire d'entre eux cette prérogative exorbitante? La raison s'en laisse aisément découvrir. Il ne voulait pas, il ne devait jamais admettre l'existence d'un titulaire de droit successoral, dont il pût craindre qu'il ne devînt pour lui ce que lui-même avait été pour son père et ce que celui-ci avait été pour sa mère, sauf qu'il n'était pas allé jusqu'à l'assassinat. Et toujours aussi, le bénéficiaire de l'attentat du 23 mars 1801 devait faire passer ses convenances personnelles par-dessus toutes autres considérations. Lui, vivant, l'héritier *ne serait jamais désigné*, si ce n'est dans des conditions qui ne lui permettraient pas de se prévaloir de cette investiture. Conçue dès la première heure, poursuivie tout au long d'un règne de vingt-quatre ans et réalisée au prix des stratagèmes les plus compliqués, des plus odieuses escobarderies et de risques terribles pour son pays, cette détermination marque d'un trait

(1) *Recueil complet des lois*, XXVI, 19. 779.

(2) V. Eichelmann, « Das russische Thronfolge-und-Hausgesetz », dans *Archiv für öffentliches Recht*, III, 97.

caractéristique l'homme qui s'y est obstiné et ce qu'on pouvait attendre de ses généreuses intentions.

Mais, à ce jeu, redressant en fait la Bastille autocratique, au moment où, en paroles, il se montrait disposé à l'abattre, ne se mettait-il pas en danger immédiat de heurter trop violemment, en les désenchantant, les expectatives qu'il avait fait naître? Sans doute, d'esprit très fin, jugeait-il qu'elles étaient de nature identique avec ses propres inclinations réformatrices et libertaires, sans une plus grande puissance ou volonté de réalisation. L'étoffe en manquait ici, même dans les milieux politiquement les plus évolués. La fin du règne de Catherine avec sa poussée de réaction violente, l'espèce de terreur blanche où le règne de Paul avait abouti, venaient d'y paralyser le mouvement intellectuel dont l'amie des encyclopédistes s'était plu quelque temps à favoriser le développement. De ce qui en restait, se produisant dès les premiers jours du nouveau règne, une expérience suggestive fournissait la mesure exacte.

III

Parmi les innombrables messages qui lui sont adressés avec l'expression des hommages ou des vœux dont il est rendu l'objet, une épître anonyme (1) attire l'attention d'Alexandre, sans doute parce que, invité à consommer l'œuvre de Catherine en posant des bornes au pouvoir absolu, il y reconnaît le reflet de ce jeu d'illusions qui constitue le fond de son propre libéralisme. Il fait rechercher l'auteur, le voit et se jette dans ses bras. C'est un jeune clerc de chancellerie, Basile Karazine, que des goûts studieux ont détourné de la carrière militaire d'abord embrassée, qu'un projet de voyage à l'étranger a rendu suspect à Paul et qui s'est distingué par quelques travaux sur l'histoire de la médecine et des

(1) Publiée d'abord dans l'*Étoile polaire* de Herzen, puis dans les *Œuvres* du même, 1905, V, 418 et suiv., et, avec quelques variantes, dans Schilder, *Alexandre Ier*, II, 32 et 324, cf. Svatikov, *le Mouvement social en Russie*, p. 58 et suiv.

finances russes. Retenu fort longtemps par le souverain, il est engagé à lui présenter d'autres exposés de ses idées, et l'attente du public reçoit un nouvel aliment : un autre marquis de Posa s'est rencontré en Russie et aidera à l'acheminer vers un avenir de félicité.

Très discutés, les péripéties et le dénouement de l'intermède romanesque ainsi entamé demeurent obscurs. Karazine n'a obtenu aucune part au pouvoir, et, promu en septembre 1802 au secrétariat de la *Commission scolaire*, où il déployait une grande et partiellement féconde activité, il encourait deux années plus tard un blâme sévère pour abus d'autorité et se faisait reléguer dans sa terre de Kroutchik au gouvernement de Kharkov. Agriculteur, chimiste, sociologue et également versé dans les problèmes d'histoire ou de pédagogie comme dans la technique des industries rurales, créant dans son village une tannerie et une fabrique de salpêtre organisées sur de nouveaux principes, fondant à Kharkov une société philotechnique, projetant la création d'observatoires astronomiques sur divers points de la Russie d'Europe et de la Russie d'Asie, jusqu'au terme d'une vie assez longue, il n'a pas cessé de faire de ses facultés brillantes un emploi généralement bien intentionné et souvent utile. Mais en même temps, il donnait l'exemple de cette dispersion de l'effort, qui est un des traits caractéristiques des hommes de sa race, et, obstiné parallèlement à des incursions dans la politique, qui, cessant d'être sollicitées, devenaient indiscrètes, il encourait une détention de quelques mois à la forteresse de Schlusselbourg (1), aboutissement fréquent sous l'ancien régime de nombre de carrières commencées sous d'aussi heureux auspices.

L'époque de sa grande faveur, où il a paru en passe de devenir le premier ministre d'un des plus grands souverains du monde, n'a duré que quelques mois, et, diversement expliquée, la fin en a donné lieu à des suppositions peu flatteuses, où la probité elle-même de l'éphémère *Marquis de Posa* a été mise en cause (2).

(1) Les causes de cette arrestation demeurent énigmatiques ; v. *Ancienne Russie*, 1870, II, 561-590 ; 1871, III, 16-38 ; Pogodine, *N. M. Karamzine*, II, 409-410 ; Schilder, *Alexandre Ier*, IV, 542. — A l'étranger, la similitude des noms a fait confondre le prisonnier avec l'historien Karamzine, v. *Castlereaghs Letters*, IV, 339.

(2) Dièrjavine, *Œuvres*, VI, 773 ; cf. Fortounatov, dans *Archives russes*, 1867, p. 1678.

Plus probablement, après l'enchantement de la première heure, Alexandre se sera détaché, tout aussi facilement et brusquement, d'un commerce où il trouvait moins de facilité à apprécier d'estimables qualités qu'à reconnaître le grossissement de ses propres défauts.

Épris, comme beaucoup de ses compatriotes, d'un idéal qui ne manquait pas de noblesse, mais qu'il ne savait pas définir, Karazine fut naturellement sujet à le porter aux plus singuliers égarements. Auteur de divers projets d'organisation agraire, empreints de l'esprit humanitaire le plus décidé, il a laissé aussi tomber de sa plume une apologie du servage (1). Il a pris soin d'assurer à ses paysans des moyens d'existence largement suffisants, comme il a cherché aussi à les initier aux méthodes de culture les plus rationnelles, et même de leur rendre accessibles tous les degrés de l'instruction. Mais il les gouvernait despotiquement et non sans quelque rudesse. Partisan enfin du régime constitutionnel, il a, cependant, offert ses services pour l'organisation d'un vaste appareil de police politique, dont il se réservait le commandement. Il est mort en 1842, au retour d'un voyage en Crimée, que, septuagénaire, des essais de viticulture lui avaient fait entreprendre.

Comme certains traits de l'esprit et du caractère d'Alexandre, la mentalité et l'évolution intellectuelle du milieu même auquel son ami d'un jour appartenait se sont, à certains égards, reflétées dans cette physionomie aux aspects divers et cette carrière aux tournants imprévus. A ce double titre, l'une et l'autre méritent de retenir l'attention de l'historien (2).

(1) Publiée dans *Lectures de la Société d'histoire et d'antiquités*, 1861, III, 160.

(2) V. à leur sujet : Siémiévski, *les Idées des décembristes*, p. 59-62 ; Lavrovski, dans *Revue du ministère de l'Instruction publique*, février 1873, p. 294 et suiv. ; Danilevski, dans *Ancienne Ukraine*, I, 119-124, et dans *Abeille du Nord*, 1860, nos 15, 26, 29 et 31 ; Vernet, dans *le Contemporain*, 1847, II, 172 ; Herzen, *Œuvres* (1905), IV, 405 ; Kulmann, dans *Mémoires de l'Académie des sciences russe*, section littéraire, 1908, XIII, 140 et suiv. ; Lechtchenko, dans *Recueil de Kharkov*, I, 62-63 ; Bagaliéi, *Histoire de l'Université de Kharkov*, I, 1136 et suiv. — Détails dans *Ancienne Russie*, 1870, II, 532 ; 1871, I, 326 et suiv. ; 1875, XII, 329-338 ; XIII, 1-80 ; XIV, 185-200, 268-279, 470-477. — Esquisse biographique dans *Bibliothèque internationale*, XXIV, 73 et suiv.

IV

Alexandre n'a trouvé de ce côté qu'un élément de divertissement, à un moment où il se reprochait d'en trop prendre, ainsi que paraît en témoigner un *memento* autographe, qui semble dater de cette époque et où on lit : « Tu dors, malheureux, et un tas d'affaires t'attendent ! Tu négliges tes devoirs pour te livrer aux plaisirs, et les malheureux souffrent pendant que tu te vautres sur les matelas. Quelle honte !... Lève-toi (1) ! » Aux personnes de son entourage, le jeune souverain donnait l'impression d'une activité presque excessive. « Debout de sept heures du matin à près de minuit et ne prenant de repos qu'aux heures des repas, il voulait qu'au cours même de ses promenades il fût prévenu si un ministre avait besoin de le voir. » Mais, bien que très laborieux lui-même, philologue savant et diplomate distingué, l'auteur de cette observation (2), Ivan Matviéiévitch Mouraviév-Apostol, père de trois autres décembristes, avait, étant disciple d'Épicure, des dispositions à l'indulgence ; son maître excellait dans l'art de déguiser ses faiblesses, et il avait plus de tâches urgentes à sa charge que d'application réelle à s'en acquitter.

Il devait, tout en préparant la réforme de son gouvernement, pourvoir préalablement au changement de personnel et à la curée de places que le coup d'État dont il bénéficiait commandait inévitablement. Il ne pouvait songer à mettre immédiatement à l'honneur et à l'ouvrage ses meilleurs amis, les confidents de ses projets d'avenir (3). Sauf Paul Stroganov, tous étaient absents : Czartoryski en Italie, Novossiltsov en Angleterre, Kotchoubey à Dresde. Et ils se trouvaient primés par les triomphateurs apparents du jour : Pahlen, Panine, les deux Zoubov, avec lesquels, les ayant eu pour complices, le nouveau souverain devait composer et partager. Le coup d'État avait été une affaire, et la ré-

(1) Archives de la guerre à Pétrograd, section scientifique, 1re division, n° 969.
(2) Lettre à S. Vorontsov, 6 avril 1801, *Archives russes*, 1876, I, 126.
(3) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 537.

forme politique projetée en était une autre, sans qu'il y eût de l'une à l'autre communauté de programme. Un des embarras de la situation en résultait. Les hommes avec lesquels Alexandre avait rêvé et ceux avec lesquels il avait agi appartenaient, situation et idées, à des groupes très différents. Des seconds, il tenait la plupart en médiocre estime, et quelques-uns en abomination. Obligé à les subir, il devait cependant, ne les goûtant pas davantage, faire aussi la part des anciens collaborateurs de Catherine, épigones du régime qu'il avait pris l'engagement de réinstaurer. On doit reconnaître que, dans la solution du problème ainsi posé, il a fait preuve d'une grande dextérité.

Le 6 avril 1801, un *oukase* (1) annonça le remplacement du *Conseil de cour*, création de Catherine, à caractère provisoire et à compétence mal définie, par un *Conseil permanent* de douze membres, qui répondait mieux aux convenances du moment. Appelé à connaître de tous les objets se rapportant à « l'organisation intérieure du pays », muni d'une instruction grandiloquente, qui lui attribuait la mission d' « établir la puissance et la prospérité de l'empire sur les fondements inébranlables du droit, en s'inspirant d'un esprit d'amour pour l'humanité et pour l'ordre général » (2), pourvu de pouvoirs législatifs, en liaison avec la *Commission de codification*, qui, sous la direction personnelle du souverain, lui était adjointe, pour la revision des lois et décrets en vigueur et la conception des amendements à y introduire (3), il prenait un aspect plein de promesses, et, par sa composition, d'autre part, il réalisait un modèle de concentration politique. Aristocratie de cour et bureaucratie, il réunissait dans son sein des représentants de toutes les coteries influentes et de toutes les nuances d'opinion : deux des Zoubov, Platon et Valérien, avec l'un des Vorontsov, Alexandre, et le nouveau procureur général Bekléchov, en compagnie de l'ancien vice-chancelier, Alexandre Kourakine, maintenu à ce poste, et Pahlen à côté du secrétaire d'État, Trochtchinski, recueilli par Paul avec ce rang dans l'héritage de Catherine.

(1) *Recueil complet des lois*, XXVI, 19. 805; 19 806

(2) *Nouveau monument des lois*, section II, 10e partie, I, 89-93, cf. *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. XVII-XXIII.

(3) *Recueil complet des lois*, XXVI, 19. 904.

Mais ce n'était encore qu'un motif de décoration en trompe-l'œil. Expédient de circonstance, suggéré en 1768 à Catherine par les embarras de sa politique extérieure, l'ancien *Conseil de cour* avait, sous son règne, servi de couverture aux plus scabreuses manœuvres de l'impératrice, comme à ses plus humiliants échecs. Paul l'avait réduit au néant, ne prenant pas plus souci de masquer ses fantaisies que ses déconvenues. En en changeant le nom et la composition, Alexandre le laissait dans le même néant. Jusqu'en 1810, date d'une transformation nouvelle, le nouveau Conseil ne devait connaître que de quelques procédures judiciaires et de quelques problèmes de hiérarchie nobiliaire. En quatre années, jusqu'à Austerlitz, le souverain n'y aura fait que deux actes de présence (1) ! Il s'est tiré d'embarras à peu de frais, en donnant une satisfaction aux ambitions les plus inquiètes, au public un avant-goût des réformes attendues, et à lui-même l'illusion d'une initiative créatrice. Panine et Pahlen, l'un rappelé, l'autre maintenu à la direction des Affaires étrangères, pensaient chacun y être seul maître ; à la direction de l'artillerie, où il était également laissé, Platon Zoubov se flattait de garder la haute main sur toutes les affaires ; il en persuadait les diplomates étrangers, et, portant des projets de constitution dans ses poches, adoptant volontiers le langage de Paul Stroganov, et ayant, à Tsarskoié, réussi presque à faire partager au petit-fils de sa maîtresse l'opinion flatteuse qu'elle concevait de ses talents, en fait, il lui agréait mieux encore que les vétérans de l'époque catherinienne, qui, de Vorontsov, gourmé et pédant, à Saltykov, s'essayant au rôle du cardinal Fleury, lui inspiraient une très vive répulsion (2).

Cependant le public ne tenait pas le nouveau souverain quitte sans que l'objet de son attente fût lui-même défini ou que les vœux qui s'y rencontraient fussent, à un point près, accordés.

(1) *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. x ; cf. Daniévski, *Histoire de la création du Conseil de l'empire*, p. 45-54 ; Cutcheglov, *le Conseil de l'empire*, I, 740-741 ; Pokrovski, *Histoire de Russie*, I, 53. — V. aussi : *Archives russes*, 1874, II, 991-997, 1113, 1114, 1119 (Lettres de S. Vorontsov).

(2) Rapports des envoyés étrangers, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIII, 140 (Hédouville) ; *Sbornik*, LXX, 166 (Masson) ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 309-311 (Locatelli et Stedingk).

V

Dans tout ce qui avait une pensée et une voix, l'unanimité était à peu près acquise au principe d'un changement de régime, impliquant une limitation du pouvoir absolu. Le sentiment général y fut incliné avec assez de fermeté pour que le fils de Paul paraissant à certains jours s'en détourner, ses sujets refusassent de le suivre. Jusque dans la sphère des *beati possidentes*, aristocratie et bureaucratie, ce vœu prenait même un sens assez radical. Quelques-uns, dans ce milieu, se bornaient à ce qu'ils appelaient le retour à la tradition de Pierre le Grand, par quoi ils entendaient la restitution au Sénat *gouvernant* d'un pouvoir qu'en fait il n'avait jamais exercé ; mais d'autres portaient leur désir à l'imitation des modèles occidentaux et des institutions françaises en particulier auxquelles le Consulat donnait tant de lustre ; et, auteur, lui aussi, de plusieurs projets de constitution, partisan d'un impôt progressif sur le revenu, l'amiral Mordvinov gagnait à la faveur des libéraux des titres que, chanté plus tard par Pouchkine et par Ryléiév comme « le modèle du vrai citoyen », il devait retenir parmi les révolutionnaires de 1825, et ceux même de notre temps (1). Employé à la chancellerie du nouveau Conseil par Trochtchinski, le réformateur hardi des années 1809-1811, Spéranski, y ébauchait aussi ses projets.

Dans tous les milieux, cependant, aspirations et conceptions, ce mouvement d'esprit gardait assez peu de précision, pour qu'il restât permis à Alexandre d'y répondre, sans trop de risque, par quelque façon de « despotisme éclairé », mise en application avec les ressources d'illusionisme dont il disposait. Mais il portait en lui une double raison pour répugner à cet expédient : ses idées d'abord, flamme qu'à jouer avec le feu Catherine avait allumée avec l'aide de La Harpe, sa foi libérale et même quelque peu ré-

(1) Chtcheglov, *le Conseil de l'empire*, p. 726-732 ; Slavatinski, *Sources pour l'étude du droit public en Russie* ; Gniévouchév, *les Idées du comte Mordvinov en économie politique* (1904).

volutionnaire, qui, dans le domaine de l'idéologie tout au moins, était sincère, mais une autre raison encore d'ordre pratique, dont l'intelligence est indispensable à l'histoire non seulement de cette carrière individuelle, mais du mouvement entier, réforme et révolution, qui a conduit la Russie au point où nous la voyons.

Révolutionnaire à sa façon, Pierre le Grand a déjà fait mine de se décharger sur un groupe de corps d'État, Sénat et Collèges, de la plus grande part de ses attributions et de ses responsabilités, et, depuis, dans ce pays, où tout était fonction du pouvoir suprême, la révolution elle-même est devenue le fait du prince. Non pas seulement parce que, à certains moments, le prince pensait avoir intérêt à en favoriser au dehors l'action destructive, mais encore et surtout, parce qu'il y cherchait, d'autres fois, le moyen d'échapper à d'autres puissances de destruction qui le menaçaient lui-même de façon plus directe.

« Absolutisme tempéré par l'assassinat » : Alexandre venait de vérifier expérimentalement la justesse de cette définition célèbre du pouvoir dont il héritait. Organisatrice de coups d'État périodiques et dispensatrice de souverainetés souvent éphémères, l'oligarchie avec laquelle il avait lié partie pour arriver au trône ne rendait pas de services gratuits. Elle n'objectait pas à l'usage ni même à l'abus de l'omnipotence qu'elle déférait aux autocrates de son choix, mais à condition d'en obtenir le partage et le contrôle. Sinon, c'était la guerre avec les conséquences que Paul avait éprouvées et auxquelles Catherine n'avait échappé qu'en se résignant au marché, si onéreux qu'il fût. Elle se plaignait de devoir ménager jusqu'à l'opinion de « quelques vieilles femmes » (1).

Cette épée de Damoclès ne suffisait apparemment pas à contrebalancer les multiples séductions du siège au-dessus duquel elle se trouvait suspendue ; mais de la briser, en lui opposant un faisceau de défenses légales, aura été encore le rêve du dernier autocrate qui ait, sous nos yeux, occupé la place. C'est à tort qu'on a pensé y découvrir l'unique raison des entreprises réformatrices auxquelles Alexandre s'est si longtemps obstiné (2). En rapport

(1) « C'est elle-même qui me l'a dit », assurait Roumiantsov à Caulaincourt : Caulaincourt à Champagny, 3 octobre 1809, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 112.

(2) Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, I, 20 et suiv.

avec la complexité de son tempérament et du fait de son idéalisme constitutionnel, il y a obéi à d'autres mobiles. S'en expliquant avec Spéranski dans un entretien qui semble devoir être placé en 1808, au retour d'Erfurt (1), on le voit appliqué à reconnaître dans le passé du peuple russe des preuves de son goût décidé pour la liberté politique et en tirant argument en faveur d'un pouvoir absolu « consolidé sur le terrain de lois organiques ».

La formule doit sembler paradoxale. Elle est cependant sensiblement rapprochée de celle dont s'est réclamé récemment le chef de la plus grande démocratie du monde.

Alexandre entendait d'ailleurs que, tout en maintenant intact le principe du pouvoir absolu, les lois organiques qu'il avait en vue eussent pour effet non pas d'en masquer seulement, mais d'en restreindre le jeu. Bien qu'il la jugeât adaptée à « l'esprit simple et droit » du peuple russe, il ne se représentait assurément pas bien le mécanisme de cette combinaison ; il devait cependant en poursuivre le dessein jusqu'au dernier jour de sa vie, et il n'a pas perdu une heure pour en entreprendre la réalisation. C'est ainsi que l'idée lui a été suggérée de ce qu'il a appelé son *Comité du salut public.*

VI

Pour la rédaction d'un projet de charte constitutionnelle, il s'est adressé déjà à Trochtchinski et à Vorontsov, comme il a fait sans doute aussi appel à Karazine, parce que, comme l'unité des desseins, son polymorphisme moral excluait celle des réalisations. Mais, pour donner corps à ses idées de réforme, il comptait cependant essentiellement sur les quatre amis avec lesquels il les avait depuis longtemps agitées, et, dans son impatience, tout en pressant le retour des trois absents, il entrait en matière avec le quatrième.

C'est ainsi que le *Comité du salut public*, appelé communément

(1) Noté par un ami de Spéranski, Zeyer, Papiers de Spéranski à la Bibliothèque publique de Pétrograd, dossier K. S. Riépinski ; cf. Korkounov, dans *Messager du droit*, octobre 1899.

Comité secret, est né. En compagnie de ces jeunes collaborateurs, dans l'ombre et le mystère, à l'abri des indiscrétions et des influences troublantes, Alexandre se proposait de faire vraiment œuvre de révolution.

Les Gérontes de son entourage ont d'ailleurs abusé de la mémoire du cardinal de Fleury, en tirant contre ces rivaux argument de leur âge. Le plus jeune, Paul Stroganov, avait vingt-neuf ans, six de plus que le second Pitt, au début de sa carrière d'homme d'État. Les capacités des quatre élus prêtaient davantage à la critique.

Le père du plus jeune, le baron puis comte Alexandre Stroganov, s'était, comme homme de cour, imposé au respect de Catherine en refusant ses faveurs, et de Paul, en ne s'abaissant pas devant les favoris. Comme Mécène littéraire et artistique, il continuait de s'acquérir des titres à la reconnaissance de ses compatriotes. Né en 1772 à Paris, où ses parents se trouvaient pour leur agrément, ce fils avait eu un précepteur qui, en 1790, se rendait, en sa compagnie, assidu aux *Jacobins*. C'était le mathématicien et conventionnel Gilbert Romme. Ramené en Russie par un parent, qui était Novossiltsov, l'élève ne parut rapporter de cette expérience, avec un savoir assez restreint, qu'une inclination à cet idéalisme généreux, mais vague, dont un grand nombre de *barines* de son temps se montraient pénétrés : désir sincère de faire quelque chose pour le bonheur de leurs semblables, sans intelligence nette des moyens, ni grand souci même de les trouver (1).

En 1801, Czartoryski avait trente et un ans, l'âge de maturité pour la plupart des hommes politiques qui se sont illustrés dans l'histoire de tous les pays. Rattachée par les généalogistes à la postérité du grand-duc de Lituanie Guédymine, avec beaucoup d'autres polonaises, russes ou lituaniennes, sa famille appartenait à cette communauté de peuples riverains de la Vistule, du Niémen et du Dniéper, qui n'ont pas encore vidé leurs querelles

(1) En dehors des trois volumes que le grand-duc Nicolas lui a consacrés *(le Comte Paul Stroganov)*, v. *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. 7, 215, 261, 462 ; 2e partie, p. 302, 550, 1100, 1149 ; IV, 3e partie, p. 150 et suiv. ; Rojdiéstviénski, *Aperçu historique sur le ministère de l'Instruction publique*, p. 32 et suiv., ; Soukhomlinov, *Matériaux pour l'histoire de l'instruction publique en Russie*, chap. Ier ; Chtchebalski, dans *Annales de la Société des amis de l'histoire russe*, 1871, III, 9 ; Boulitch, *Essai sur l'histoire de la littérature russe*, I-III.

fratricides. Dans les dernières convulsions de l'État polonais, elle avait figuré en tête de la faction russe et exercé une sorte d'hégémonie. On disait « la famille » tout court. Depuis, à l'exemple de la plus grande partie de l'aristocratie polonaise, elle s'accommodait aux circonstances, dans un équilibre savamment maintenu entre les sollicitations du sentiment national et celles de l'intérêt particulier. Envoyé en 1795 à Pétersbourg, avec son frère cadet Constantin, pour obtenir la levée d'un séquestre qui menaçait les biens immenses de leurs parents, et servir de caution à leur fidélité, le prince Adam avait dû prêter aux mains de sa mère, contre la « Moscovie », le serment d'Annibal ; il se trouvait pourtant porteur d'une lettre de recommandation (1), dont le signataire, prince Nicolas Repnine, représentait en Pologne l'autorité moscovite dans ce qu'elle avait de plus brutal, mais se montrait, à l'endroit de ce Polonais, animé d'une sollicitude paternelle (2). Son protégé avait eu aussi des précepteurs français, dont l'un, Boissy, passe pour avoir partagé les inclinations politiques de Romme, sans qu'il possédât ses qualités scientifiques. Il aurait débuté, au même foyer, dans l'emploi de valet de chambre, sans qu'il montrât rien non plus du génie de Rousseau. Un autre, de plus haut, et même illustre parage intellectuel, aurait été Dupont de Nemours. Appelé en Pologne pour s'y occuper de l'organisation d'une école de guerre, le célèbre économiste semble, en effet, avoir été de 1774 à 1776 l'hôte de Pulawy, résidence des parents du prince Adam ; mais leur fils aîné n'était, à ce moment, qu'un enfant en bas âge.

Comme la plupart des jeunes patriciens de son pays, il avait complété cette éducation en voyageant à l'étranger, Allemagne, France et Angleterre, et, en dernier lieu, après quelques années de séjour à Pétersbourg, il avait contracté, avec le grand-duc

(1) Publiée dans les *Archives russes*, 1876, I, 416, et malicieusement commentée dans ses mémoires inédits par la comtesse Fredro, qui en a retrouvé l'original dans les papiers de son grand-oncle, Chouvalov, destinataire du message, elle semble porter témoignage d'un lien, fréquemment indiqué dans les mémoires de l'époque. V. Wiegel, *Mémoires*, II, 5 ; Rosenzweig, *Ancienne Russie*, 1880, XXIX, 810 ; prince A. Galitzine, *ibid*, 1884, XLI, 130.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, II, 39 ; Biélinski, *Biographie du prince Adam Czartoryski*, I, 26.

Alexandre et avec sa femme, le double commerce d'idéologie et de sentiment aux complications scabreuses que l'on sait (1) et dont les conséquences le retenaient, à l'avènement du fils de Paul, loin de la Russie.

Un début assez banal, en somme. L'homme ne le fut pas, si même il convient de taxer d'exagération l'opinion du grand Niebuhr, qui, en 1813, devait le juger « sans pareil sur le continent pour le génie et les lumières » (2). Des idées abondantes, des vues hautes, le sens des larges horizons historiques et une noblesse d'esprit et de cœur, dont il allait donner des preuves dans le malheur. Son côté faible était dans le caractère, par où, à la vérité, indécis, flottant, porté aux compromis de toute nature, il s'apparentait à son impérial ami. Libéral comme lui, il goûtera de même Araktchéiév, et, sans vices, il restera en bons termes avec Novossiltsov, même après que celui-ci aura tourné à la crapule.

Ses origines et ses liaisons d'amitié ou d'amour y contribueront. Polonais, avec des attaches russes, plus tard ministre des Affaires étrangères à Pétersbourg, et chef de parti à Varsovie, dans ce dédoublement également scabreux de sa personnalité, de ses sentiments naturels et de son action, il aura de la peine à esquiver l'équivoque, le soupçon et d'inévitables défaillances.

Pour le moment, cependant, il n'était qu'un jeune grand seigneur, diplomate *in partibus*, à qui Alexandre avait fait connaître ses intentions généreuses, où la Pologne avait une part, en étendant, on ne saurait dire pourquoi, l'honneur de cette confidence à Victor Kotchoubey, que rien ne semblait y recommander.

D'origine tatare, ce neveu du chancelier Bezborodko n'avait dû qu'à cette parenté d'être, en 1792, à vingt-quatre ans, appelé au poste d'ambassadeur à Constantinople, où il n'avait pas brillé, et de paraître, cinq ans plus tard, sans plus d'éclat, à celui de vice-chancelier, où il n'avait figuré qu'un temps très court, mais assez long pour qu'il y gagnât la réputation d'un « homme commode », et d'un profiteur, assoiffé de distinction et d'argent (3).

(1) Quelques précisions à ce sujet seront données au dernier chapitre du volume suivant.

(2) A la princesse Louise de Prusse, 11 octobre 1813 ; Pertz, *Stein*, Annexes, III, 690.

(3) Comtesse Fredro, *Mémoires inédits;* cf. Czartoryski, *Mémoires*, I. 268 ; Dovnar-Zapolski, dans *Messager universel*, 1904, X, 8.

Il s'était apparemment accommodé à l'humeur de son futur maître.

Le quatrième membre du *quadrumvirat*, Nicolas Nicolaiévitch Novossiltsov, en était la forte tête, l'homme de poids et d'autorité. Quarante ans. Fils, né, a-t-on prétendu, hors mariage, d'une cousine germaine du vieux comte Alexandre Stroganov, Marie Serguiéiévna, et apparenté également aux Panine, il avait débuté dans la carrière des armes sous Catherine, sans s'y distinguer ; avait dû, comme tant d'autres, s'exiler au cours du règne orageux de Paul et avait su faire valoir auprès du fils cette disgrâce. Avec beaucoup de souplesse et d'adresse, il possédait une excellente mémoire, une grande puissance d'assimilation, des ressources remarquables pour la controverse orale et une certaine habileté de rédaction : les dons d'un ancien *diak* de chancellerie moscovite, unis ou vernis d'une culture occidentale et le rendant merveilleusement apte, selon une observation de Czartoryski, à « donner une forme russe aux désirs européens » du nouveau souverain, qui l'emploiera comme secrétaire particulier. Gratifié, à ce titre, d'un logement au palais, Novossiltsov y obtiendra un autre privilège, dû à une particularité de son tempérament, qui, en jetant une ombre sur sa carrière, en aura néanmoins servi le succès à ce tournant plein de promesses et ne paraît pas y avoir nui jamais.

Sinon de mœurs austères, Stroganov, Czartoryski et Kotchoubey sont hommes de bonne compagnie et de tenue correcte. Novossiltsov a toujours été porté aux excès de la débauche la plus grossière en tous genres, et, à Londres, l'exemple de Fox l'a persuadé de leur compatibilité avec la poursuite des plus hautes ambitions. Alexandre répugnait à l'abus des boissons fortes où son secrétaire plongera un jour jusqu'à la ruine de sa santé et de son intelligence ; mais pour la recherche d'autres plaisirs, où il perdra beaucoup de son temps et un peu de sa dignité, le fils de Paul acceptera volontiers ce guide qui, par certains traits de caractère, semblait homme, cependant, à mettre sa délicatesse morale en révolte. Sans fortune, pour suffire à la dépense de ses déréglements, Novossiltsov faisait aisément abstraction des scrupules (1).

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, I, 49, 157, 176.

Une raison moins triviale de rapprochement et de sympathie existait, il est vrai, entre le souverain et ce collaborateur. Dans le développement conjugué de leur mentalité et de leur activité politique, on a cru communément reconnaître deux périodes distinctes, de l'une à l'autre desquelles leur libéralisme initial aurait de même tourné à la réaction la plus farouche. Cette observation répond à une apparence trompeuse, qui a été déjà dénoncée ici et que les deux hommes créaient également. Comme tous les êtres pensants et agissants, ils ont sans doute évolué l'un et l'autre, à l'épreuve du temps et de l'expérience ; mais, de 1801 à 1805 déjà, après avoir délibéré avec Alexandre Pavlovitch sur la possibilité d'appliquer en Russie les principes de l'*habeasus, pcor* Nicolas Nicolaiévitch lui aura prêté sa plume pour la rédaction d'une instruction destinée à un *Comité de haute police*, où, au nom près, la *Chancellerie secrète* renaissait de ses cendres. D'une telle aptitude à partager le dédoublement de pensée et de volonté propre au maître commun, aucun de ses trois autres confidents ne se montrait doué.

Tous étaient assurément assez mal qualifiés pour entreprendre avec lui l'œuvre colossale d'une transformation politique et sociale de la Russie ; mais, à tort encore, on a incriminé à ce propos leur éducation étrangère, qui les aurait rendus ignorants des institutions et des mœurs de leur pays. Paul Stroganov y était rentré depuis dix ans ; Novossiltsov ne l'avait momentanément quitté qu'à trente-cinq ans d'âge. Czartoryski lui-même devait, au cours de son passage aux affaires, faire preuve d'une connaissance approfondie du mécanisme gouvernemental dont il prenait partiellement le commandement, et Kotchoubey en avait la pratique depuis longtemps. Ainsi que l'a d'ailleurs observé un historien russe (1), « c'est sous l'influence de l'esprit français et en langue française qu'ont été rédigés les meilleurs projets d'Alexandre, et qu'ont été élaborées les mesures les plus bienfaisantes prises sous son règne, notamment pour l'établissement des écoles et l'affranchissement des serfs ». Comme aussi, doit-on ajouter, *toutes* les réformes et améliorations conçues et partiellement exécutées de 1801 à 1805, se laissent rattacher à une délibération

(1) Pypine, *le Mouvement social*, p. 72-73.

du *Comité secret*, où les « jeunes gens » ont tout de même fait quelque besogne, en même temps qu'ils y adoptaient, au début surtout, une attitude des plus modestes et des plus dignes. Ne briguant aucune distinction extérieure, répudiant toute apparence de participation à l'exercice du pouvoir, d'eux-mêmes, à une de leurs premières séances, ils demanderont que le fruit de leur travail soit, « comme venant du souverain seul, soumis à des hommes de plus grande expérience » (1).

Ils voulaient bien faire, et, sans grande supériorité d'esprit ni puissance créatrice, ils étaient capables de mieux réussir, sinon dans l'objet de leurs premières, trop présomptueuses ambitions, du moins dans la tâche plus modeste qu'ils se sont ensuite proposée. Inférieur à leur mérite, le résultat auquel leur effort a abouti s'explique, dans sa médiocrité, par d'autres raisons que l'insuffisance de leurs talents. Ils ont visé à réaliser un paradoxe : des institutions libérales destinées à un peuple qui, pour les neuf dixièmes de son importance numérique, resterait dans les liens de l'esclavage ; et ils ont bâti sur du sable mouvant : la volonté d'Alexandre, que d'autres préoccupations et d'autres influences aussi leur disputaient.

VII

Le nouveau souverain avait d'autres jeunes amis : ses aides de camp généraux en particulier, dont il devait, au cours de son règne, augmenter démesurément le nombre. Aux quatre que son père lui laissait, il n'a pas ajouté moins de quarante-cinq titulaires. Anciens ou nouveaux, la plupart lui ont survécu. C'était son entourage le plus intime, le groupe de ses commensaux habituels, et ses premiers choix sont terriblement révélateurs. On trouve sur la liste : Ouvarov, déjà promu par Paul, pour des raisons qui ne faisaient honneur ni à l'auteur, ni au bénéficiaire de cette faveur, et confirmé par le fils dans ce titre, auquel il ne devait pas lui

1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 2, 6, 12-14, 38, 53, 54, 56, 89.

paraître mieux recommandé. Protégé de l'une des favorites du défunt souverain, il avait joué un rôle actif dans le drame du 23 mars, et il n'était même pas un homme de bonne compagnie. Suivaient : Volkonski, un autre acteur du drame, esprit nul, caractère médiocre et destiné pourtant aux plus hauts emplois ; Vintzingerode, un Allemand à deux visages et à deux patries, qui, payé par l'une et servant l'autre, portera les armes *avec ce titre* contre la Russie, en 1809, et n'en sera pas empêché de le retenir et de reprendre son rang dans l'armée qu'il aura combattue, non sans avoir, entre temps, dans des missions diplomatiques qui lui étaient confiées, payé tant d'indulgence par d'autres trahisons. Des *jeunes*, tous, plus encore, l'aîné, Ouvarov, ayant à peine dépassé la trentaine, et tous, même Vassiltchikov, bien qu'en grande amitié avec Paul Stroganov (1), opposés d'idées et de sentiments aux autres.

Or, en août, ils recevront un renfort inattendu : La Harpe aura reparu à Pétersbourg, y produisant un personnage très différent de celui qu'il y faisait voir dix années auparavant. Il apportait cette fois l'expérience de son passage au pouvoir dans son propre pays, où, de juin 1798 à janvier 1800, membre et, en dernier lieu, président du Directoire, il s'était montré « également incapable de commander et d'obéir », selon un mot attribué à Napoléon, et avait laissé le fond même de sa foi politique pour autant qu'il en avait une (2).

En reprenant le chemin de Pétersbourg, après un séjour à Paris, où, entre Bonaparte et Talleyrand, il avait prêté au soupçon d'intrigues louches (3), il répondait à un appel de son ancien élève, qui se défendait, cependant, de l'avoir envoyé (4), et devait reconnaître bientôt l'inutilité de cette précaution : l'ancien *jacobin* brûlait maintenant les dieux qu'il avait adorés ; il vantait l'accord possible du pouvoir le plus fort avec la légalité la plus rigide, et, ayant au passage reçu des barons baltes une démonstration des avantages du servage, il s'en déclarait persuadé.

(1) Grand-duc Nicolas, *les Aides de camp généraux d'Alexandre Ier*, p. 2.
(2) Oliver, *Études*, p. 180, 193, 196. Cf. Soukhomlinov, *Revue du ministère de l'Instruction publique*, février 1871, p. 201.
(3) Panine, *Matériaux*, VI, 163 ; *Archives Vorontsov*, XX, 93.
(4) *Archives Vorontsov*, XIV, 154.

Il en dira tant, que les membres du *Comité secret* se trouveront d'accord pour lui en défendre l'accès, à quoi Alexandre n'objectera pas ; mais le souverain n'en sera pas retenu non plus de rendre visite plusieurs fois par semaine à son ancien précepteur, se plaisant à être reçu sans façon, « en robe de chambre », et prêtant une oreille attentive à des propos qu'il ne semblera pas moins goûter. Cependant, arrêtant avec Paul Stroganov, avant l'arrivée de ses collègues, le programme de leur travail, il se montrait ferme dans le dessein d'une réforme radicale, et même décidé à y procéder de la façon la plus expéditive.

VIII

Il entendait qu' « on prît connaissance de toutes les constitutions qui ont paru, qu'on les compulsât, et que, d'après ces principes, on en composât une pour la Russie ».

Une de plus. En dépit de sa fougue juvénile, Paul Stroganov eut le sentiment que c'était, d'une part, aller trop vite en besogne, et, d'autre part, porter de l'eau à un moulin qui, déjà, travaillait à vide. Avant de donner ce couronnement à l'édifice qui serait dressé sur les ruines du passé, ne convenait-il pas d'en poser le fondement, en procédant notamment à cette réforme des organes du gouvernement que Catherine avait ébauchée, et dont son fils avait rendu la nécessité plus urgente encore? Alexandre parut vivement impressionné par cette observation ; mais son empressement même à y céder sembla à son interlocuteur de mauvais augure. Évidemment, l'empereur ne savait pas bien ce qu'il voulait ; on ne voulait, au *Comité*, que tourner aussi une meule sans grain.

Ce premier échange d'idées avait lieu entre le 23 avril et le 9 mai, et deux mois encore devaient se passer avant que le *Comité* prît séance, l'absence de Czartoryski et de Novossiltsov n'y faisant pas seule obstacle : au gouvernement militaire de Pétersbourg, Pahlen en dressait un, suffisamment gênant. Le 29 juin, il fut congédié, et huit jours après, le *Comité* entrait en fonction, sans

nul apparat, mais avec un air de grand mystère. Après avoir dîné avec l'empereur, les quatre élus se rendaient, par un passage dérobé, dans un petit boudoir faisant partie de l'appartement particulier du souverain, et l'on se mettait au travail.

Sans solennité aucune encore, et, au début surtout, en grande liberté d'opinion et de langage. Sujet aux emportements, Stroganov s'excusait-il, après coup, de quelque excès de hardiesse, il recevait un billet ainsi conçu : « Mon cher ami, je crois que vous êtes devenu tout à fait fou !... La plus grande preuve d'amitié que vous puissiez me donner, c'est de me gronder comme il faut quand je le mérite (1). »

On se trouvait censément en communion parfaite d'esprit et de cœur. Mais pour quoi faire? Abandonnant le dessein d'aborder immédiatement l'œuvre constitutionnelle, Alexandre s'était trouvé d'accord avec son plus jeune collaborateur pour porter le premier effort du Comité sur la réforme plus modeste qu'il proposait. Mais, au cours des deux premières séances, on n'y touchait seulement pas. On s'entretenait exclusivement de certaines affaires en cours, et elles appartenaient au domaine de la politique extérieure, dont il n'était nullement prévu que le Comité aurait connaissance. Sans qu'il dût jamais la définir, Alexandre devait, au gré de ses préoccupations du moment, étendre la compétence de ses collaborateurs occultes aux objets les plus divers, sans que d'ailleurs aussi leur pouvoir de réalisation en fût accru. Sur le moment, le souverain se donnait l'air de les initier aux arcanes de sa diplomatie en les mystifiant d'ailleurs cruellement, ainsi qu'ils allaient s'en apercevoir. Après quoi, alléguant les rigueurs de l'opinion, qui réclamaient une satisfaction plus immédiate, il revenait au projet d'une *charte* ou d'une *déclaration de droits*, dont il indiquait les termes, qu'il avait déjà débattus, disait-il, avec d'autres collaborateurs, en rapport avec un plan dont il avait déjà entamé l'exécution.

Car, bien qu'il prétendît et dût prétendre toujours que son *Comité du salut public* servît essentiellement et exclusivement à la préparation du grand œuvre, il le doublait d'un certain nombre d'autres officines destinées au même objet, en même temps qu'il

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 202-203.

donnait au labeur ainsi diversifié la plus grande publicité. En sorte que sa « forge secrète », selon le mot d'un historien, devenait un établi en plein air, ouvert à tout venant qui offrait de s'y employer ; malgré quoi, le forgeron se piquait de lui conserver une apparence de laboratoire occulte et réservé à quelques élus. Telle était sa manière.

Il avait donc décidé que l'avènement d'un ordre politique nouveau serait annoncé à la Russie, en même temps qu'une réforme du Sénat érigerait ce corps d'État en gardien attitré du régime ainsi établi. Il avait pris à ce sujet l'avis d'un grand nombre de sénateurs et n'avait recueilli que des approbations, même à l'extrême droite de la haute assemblée. Il s'en était aussi ouvert avec Platon Zoubov. « C'était fait », répondait-il, non sans quelque embarras, à une objection de Paul Stroganov « et il n'y avait pas à revenir là-dessus ; mais il convenait d'en tirer le meilleur parti » (1). Dès le 17 juin, enfin, trois semaines avant la première réunion du *Comité secret*, il avait invité le Sénat à présenter un rapport sur les déchéances que cette assemblée avait encourues depuis sa création et dont « une loi d'État aurait pour objet de le relever prochainement ».

IX

L'esprit de cette combinaison se laisse aisément discerner : aux prises avec les sollicitations et les suggestions qu'il recueillait de tous les côtés, Alexandre cherchait un compromis entre la doctrine libérale et les idées de réforme, propres au parti conservateur, dont les représentants les plus en vue montraient un grand empressement à servir ce dessein. Zoubov et Diérjavine projetaient de convertir le Sénat en une sorte de Chambre haute, que celui-ci composait exclusivement de hauts fonctionnaires, où celui-là introduisait aussi des représentants de la classe privilégiée et qui serait pourvue de pouvoirs législatifs. Mais, en collaboration, semble-t-il, avec Spéranski, Alexandre Vorontsov pro-

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 12-13.

posait d'étendre à toutes les classes, serfs exceptés bien entendu, le bénéfice des chartes que Catherine avait accordées à la noblesse et aux villes et dont les concessions seraient élargies par une application restreinte de l'*habeas corpus* anglais et de quelques garanties d'ordre judiciaire et fiscal empruntées à la constitution polonaise de 1791.

C'était, dans ses alternatives extrêmes, l'idéal politique de l'aristocratie russe au commencement du dix-neuvième siècle. En se réservant l'exercice du contrôle auquel il serait soumis, elle s'accordait dans la volonté de mettre le pouvoir absolu en tutelle, et, dans l'imagination de quelques contemporains, ce mouvement d'esprit a même pris figure d'un complot qui aurait été déjoué par la vigilance d'un des gardiens allemands de la Bastille autocratique, le général Lamb (1).

En réalité, l'autocrate en fonction a présidé à la parturition de tous les projets émanant de cette sphère et s'en est constitué le rapporteur à son *Comité secret*, où ils ont échoué, comme cela était naturel. Paul Stroganov a objecté qu'avec la composition que Diérjavine ou même Zoubov lui donnaient, le Sénat serait aussi étranger à l'idée d'une représentation nationale qu'au principe même d'un régime constitutionnel, et Alexandre ne pouvait qu'en convenir. Novossiltsov, de son côté, répudiait le projet de Vorontsov, mais pour une raison différente et opposée. « Ne risquerait-on pas, en allant si loin, de se trouver obligé de revenir sur ses pas? » — « J'ai eu la même pensée, déclarait le souverain, et je l'ai dit à Vorontsov. »

Novossiltsov ne l'ignorait sans doute pas. En plus d'une occasion, « les jeunes » devaient se montrer plus circonspects que leurs aînés, « les invalides », comme les appelait Czartoryski. Ils connaissaient mieux leur maître. Mais le *Comité secret* tendait ainsi à prendre figure d'une chambre de revision avec un rôle que le tempérament du souverain, l'intelligence que les quatre en avaient et leur propre défaut d'initiative et de décision rendaient le plus souvent négatif.

Pour le moment, par voie d'élimination et faute de pouvoir

(1) Rapport du chargé d'affaires bavarois à Pétersbourg, Olry, V. *Messager historique*, janvier 1917.

rien substituer à ce qu'on rejetait, on s'y trouvait ramené à la première suggestion de Paul Stroganov. Le projet de *charte* ou de *déclaration des droits* serait ajourné et on commencerait non pas même par la réforme des organes du gouvernement, mais, expédient habituel des législateurs dans l'embarras, par une enquête qui en déterminerait l'objet et les moyens. Expérience, matériaux et pouvoirs, même pour cette tâche préliminaire et restreinte, le *Comité* ne se trouvait pas suffisamment équipé. Dans ce sens, cependant, il devait s'employer efficacement et, jusqu'à un certain point, utilement. Mais pour l'objet de sa vocation première, pour le grand œuvre de réforme ou de révolution, dès ce moment, il était forclos, tout au moins comme agent actif. Deux années plus tard, Paul Stroganov et ses amis besognant à des améliorations de détail dans le domaine de l'instruction publique, Alexandre aura découvert Spéranski et, d'emblée, lui aura demandé un projet d'ensemble sur « la réorganisation de l'État dans l'ordre législatif et judiciaire », sans qu'il renonçât aussi à mettre à l'ouvrage pour le même objet la *Commission de codification*, où Spéranski se rencontrait avec un réformateur plus hardi que lui-même.

Égalité de toutes les classes devant la loi, suppression du servage, établissement du jury, Radichtchev y donnait plein jeu à son libéralisme impénitent. Il présentait un projet de charte, et Spéranski s'en inspirait pour la rédaction d'un mémoire, dont nous ne possédons qu'un texte mutilé et dont nous ne savons pas si, même avec ces coupures, Alexandre a pris connaissance. Devenu entre temps ministre, Kotchoubey y découvrait trop de témérités. Dans l'ordre constitutionnel, l'initiative du *Comité secret* ne s'exerçait plus que sous forme de *veto*, en rapport avec ce qu'on y apprenait, ou devinait, des intentions réelles du souverain. Aucun des quatre amis d'Alexandre n'avait l'étoffe d'un chevalier de l'idée, ni aussi l'autorité nécessaire pour imposer ses convictions. Aucun n'en portait aussi en lui-même de très nettes et de très décidées.

Spéranski partagea donc la disgrâce de Vorontsov, en attendant qu'il s'en relevât à un moment où il ne se heurtera plus à l'opposition du *Comité* disparu. Mais il n'en sera pas moins destiné à rencontrer, sous une autre forme, le même écueil. Et, entre

temps, l'année d'après, Alexandre se sera adressé au chef direct de Spéranski à la *Commission de codification*, le baron Rosenkampf, auquel le département des Affaires étrangères aura demandé déjà un projet de constitution pour les îles Ioniennes. Cet Allemand avouait honnêtement ne posséder sur Corfou et ses voisines que des notions assez vagues ; mais, membre d'une famille établie depuis peu dans une des provinces baltiques, il ignorait la langue même du pays de Pierre le Grand et ne se trouvait donc pas mieux qualifié pour y faire fonction de législateur. Czartoryski et Novossiltsov n'auront pas, à leur tour, plus de peine à mettre hors de cause son travail, en même temps qu'un autre, dû à la plume d'un ami de Spéranski, Magnitski, qui, de Paris où il avait été attaché à la légation russe, rapportait un libéralisme exalté qu'il devait plus tard répudier (1). Cependant, l'année suivante encore, au milieu des péparatifs mêmes de la campagne qui le conduira à Austerlitz, Alexandre se montrera appliqué au même objet, de façon assez démonstrative pour donner l'alarme à un professeur de l'Université de Dorpt, Montbéliardais d'origine, Parrot, un autre La Harpe, avec moins de savoir et plus de candeur, dont il aura fait son ami et à qui son séjour en Russie aura donné la conviction que ce pays n'était pas mûr pour un essai de régime représentatif (2).

Jusqu'à la dernière heure de sa vie, l'élève de La Harpe se montrera persuadé du contraire, sans arriver pourtant à faire acte de cette conviction. « Il eût fallu, pour cela, déterrer des hommes ou en créer », disait Dumont (3). Il eût fallu surtout changer l'homme qu'était le fils de Paul.

En dépit du néant auquel ils ont abouti, les historiens russes de l'école libérale ont attaché un intérêt très vif à ces cheminements obscurs de l'idée constitutionnelle dans leur pays, et, pour l'histoire du progrès ultérieur de ce mouvement dans les tentatives de réforme ou de révolution qui ont précédé

(1) Pour le détail de ces élaborations concurrentes du même thème, v. Siémiévski, dans *Observateur historique* (Obozriénié), 1897, IX, 260. *Le mémoire de Spéranski* a été publié dans le même recueil par Bytchkov, vol. XI. — Pour Magnitski, v. *Ancienne Russie*, 1899, XCVIII, 293 ; *Dix-neuvième siècle*, I, 235 ; Siémiévski, *les Idées des décembristes*, p. 40.

(2) *Deutsche Revue*, 1894, IV, 162.

(3) Pypine, *Messager de l'Europe*, 1869, I, 607.

la crise la plus récente, on y peut trouver quelques clartés. C'est la raison des pages que l'on vient de lire et de quelques autres qui suivront.

Communes à tous les membres du *Comité*, les indécisions ou les incohérences de pensée et de volonté créaient un premier obstacle au progrès de ses travaux. Au cours de l'été de 1801, la marche en fut en outre interrompue par les préparatifs du couronnement. L'intention première du souverain avait été qu'on y comprît l'élaboration d'un acte constitutionnel, *charte* ou *déclaration de droits*, qu'il voulait produire à cette occasion et pour lequel il quêtait des suggestions dans tous ses entours. Mais aucun résultat ne pouvant être obtenu en ce point et le temps pressant, il fut convenu que ce numéro serait exclu du programme de la cérémonie en vue. En raison de la publicité donnée au dessein du souverain, un désappointement se laissait redouter ; mais Alexandre comptait y obvier à sa façon, par des gestes encore et des attitudes. Il connaissait mieux ses Russes qu'il n'en était connu.

Le couronnement de Catherine avait eu lieu en septembre. Quittant Saint-Pétersbourg pour se trouver à Moscou le 17 de ce mois, en ce rapprochement symbolique de dates, le petit-fils restait fidèle à l'esprit de son manifeste d'avènement. Mais, en route, réprouvant les dispositions prises pour la commodité de son voyage au détriment du public, proscrivant les illuminations, les arcs de triomphe et les cortèges, il faisait derechef acte d'esprit novateur en même temps que figure de prince Charmant. Quand il arrive aux portes de sa seconde capitale, on croit, bien que l'air soit déjà assez frais, voir « un matin de mai ». Rue Tverskaïa, au centre de la ville, le souverain est entouré, pressé par la foule, au point de s'en sentir en danger de syncope. On dépose des baisers passionnés sur ses bottes, sur la croupe de son cheval ; « petit-père », « clair-soleil », on prodigue au cavalier les appellations les plus tendres. Il s'abandonne patiemment à cette ruée délirante, et l'enthousiasme grandit.

A l'heure solennelle, tout en suivant dans l'ensemble le cérémonial établi par Paul Ier, le fils s'abstient de revêtir la dalmatique épiscopale dont le père s'est affublé, et ce retour aux convenances est encore fort apprécié. Il refuse même de se prévaloir du privilège que les souverains russes se sont, de temps immémorial, attribué de s'administrer les espèces saintes sans l'intervention de l'officiant. La cérémonie terminée, il se dérobe aux génuflexions que l'usage impose aux membres même de la famille impériale et l'approbation tourne à l'extase. Instruit comme tout le monde des dispositions libérales du nouveau tsar et du témoignage qu'il se proposait d'en donner en ceignant le diadème, l'officiant, qui est l'évêque Platon, en prend texte, dans sa harangue, pour le déclarer sensible aux « droits imprescriptibles de l'humanité ». Émoi des auditeurs, protestations de quelques-uns et autre occasion offerte au maître pour un geste de magnificence : il ordonne de publier la harangue en cinq langues, et le plus grand nombre des Moscovites est incliné à penser, comme le dira Mme de Staël quinze ans plus tard, que lui-même tient place de la meilleure constitution.

Le manifeste du couronnement est néanmoins assez peu goûté. D'autant que l'absence de concessions politiques n'y est pas compensée par une distribution de terres et de titres, qui égale la prodigalité dont Catherine et Paul ont usé. Mais, par *oukase* du même jour, une commission est créée pour la revision des procès criminels et, le 5 octobre, une instruction lui est adressée, où, dénonçant en termes violents les abus auxquels donne lieu la procédure pratiquée, en matière de faits surtout ou de propos portant offense au souverain, l'élève de La Harpe se réserve d'en connaître par voie de rapport direct, certain de pouvoir ainsi, « sans préjudice pour l'ordre et la justice, alléger le sort de l'humanité souffrante ». Ce qu'il attend essentiellement de cet expédient, c'est, comme il le fera voir plus tard, un moyen d'information personnelle au regard des objets intéressant sa sécurité ; mais on peut s'y tromper, et il y aide en décrétant, quatre jours plus tard, l'abolition de la torture et en exprimant le vœu que « le nom même de ce reliquat de barbarie, honte et opprobre de l'humanité, soit effacé de toutes les mémoires ». Après quoi il juge à propos de faire tomber le rideau, en quittant Moscou. A ses amis du *Comité*, qui avaient exprimé

le désir qu'il ne s'y attardât pas, il avait dit : « N'ayez crainte, quand on exhibe un fantôme, on ne doit pas faire durer l'apparition, car elle pourrait crever (1). »

XI

Après les enthousiasmes de la première heure, il laissait cependant derrière lui des désenchantements ; si plaisante qu'elle fût, sa « gesticulation » avait semblé déparée par un excès de timidité, en même temps que par des indices insuffisamment déguisés de préoccupations sombres et d'inquiétude. On avait eu envie, comme l'a écrit un des spectateurs, de lui crier : « Courage ! nous sommes avec toi (2) ! » Mais d'aucuns avaient aussi partagé l'angoisse que le souverain trahissait et à laquelle, contrairement à l'opinion avancée à ce propos par Czartoryski, l'évêque Platon passe pour avoir attribué une autre cause que le remords. « Nous avons la chance de voir un ange revêtu de la pourpre », aurait-il dit au prince Zoubov : « ne nous en privez pas, de grâce ! » Et la réponse aurait été : « N'ayez crainte : il n'est pas votre élève (3). » Enfin, quelque peine qu'il eût prise pour cela, Alexandre n'avait pas réussi à conjurer entièrement la déception de l'attente par lui-même éveillée. Dînant en nombreuse compagnie le jour du couronnement, un officier du *Préobrajenski* exprimait le regret qu'en se rendant à la cathédrale le souverain ne se fût pas adressé au peuple pour lui demander s'il le désirait comme maître (4).

Déjà, dans les rangs de la garde même, s'esquissait cet autre mouvement d'esprits, dont la crise de décembre 1825 allait sortir, en même temps que se manifestaient aussi et contradictoirement, d'une part, des craintes et des colères provoquées par l'encourage-

(1) *Sic*, rapporté en français par l'un des auditeurs, v. grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 43.

(2) Kovalevski, *le Comte Bloudov*, p. 24 ; Czartoryski, *Mémoires*, I, 291.

(3) Anastassiévitch, *Mémoires inédits;* cf. *Ancienne Russie*, 1872, VI, 676.

(4) Bouténiév, *Souvenirs*, *Archives russes*, III, 26.

ment que le nouveau gouvernement donnait aux idées subversives, de l'autre, un commencement d'irritation contre l'abus qu'il faisait des démonstrations flatteuses, qui « ne changeaient rien au fond des choses », comme disait Paul Stroganov. Des « écervelés, observait-on, confondaient la liberté avec la licence ou avec l'agrément de se vêtir en Polichinelle » ; des apprentis de la politique « jouaient à Colin-Maillard dans des conciliabules secrets, et, personne n'étant puni, les coquins se réjouissaient des facilités qu'ils trouvaient pour mal faire » (1). D'autre part, après avoir témoigné à Moscou de sa sollicitude pour « l'humanité souffrante », Alexandre appelait au gouvernement militaire de Pétersbourg l'irascible, intraitable et extravagant Kamiénski, qui débutait en rouant de coups un de ses chefs de service au point de l'obliger à prendre le lit. Sur quoi, l' « angélique » souverain se bornait à déclarer qu'il « allumerait un cierge à Notre-Dame de Kasan », le jour où ce forcené, très apprécié dans certains salons, « voudrait bien demander son congé » (2).

« Excepté les polissons et quelques prétendus philosophes, on ne rencontre que des mécontents », écrira Rastoptchine, en août 1803, et une année auparavant déjà, Alexandre aura vu l'épée de Damoclès s'agiter au bout du fil tragique. La vérité sur cet épisode ne se laisse pas établir avec sûreté. Les données officielles n'y ont reconnu qu'une simple entreprise d'escroquerie, à laquelle se serait porté un jeune lieutenant du *Siémionovski*; Alexis Choubine, simulant un complot et un attentat, en vue d'obtenir par sa dénonciation une récompense qui le sortirait d'une situation financière désespérée. Des changements opérés à ce moment même dans les services intéressant la sûreté de l'État et la sécurité du souverain semblent démentir cette version, que l'envoyé du Premier Consul auprès du tsar, Hédouville, n'a pas admise. C'est à ce moment, précisément, que le brutal mais énergique Kamiénski était appelé au commandement militaire de la capitale, en même temps que l'un des nouveaux aides de camp du souverain, Komarovski, remplaçait l'indolent Gliébov à la

(1) Rounitch, *Mémoires inédits*, fragments dans *Ancienne Russie*, 1896, LXXXVIII, 281 et suiv. ; Diérjavine, *Œuvres*, V, 758 ; Rastoptchine, dans *Archives Vorontsov*, VIII, 302-307.

(2) Komarovski, *Mémoires*, *Archives russes*, 1867, p. 575.

direction de la police. Hédouville a supposé une tentative en faveur de la jeune femme d'Alexandre, sans son aveu, admettait-il, car il la jugeait dépourvue d'ambition, mais en liaison avec les regrets que le gouvernement faible des impératrices laissait à la noblesse (1).

Mieux renseignés sans doute, les conspirateurs de 1825 ont, depuis, rattaché l'alerte de 1802 à l'irritation que soulevait le souverain en ne donnant pas suite à ses promesses de réforme (2).

(1) Hédouville à Talleyrand, 22 fructidor an X, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLI, 221; Komarovski, *Mémoires*, *Archives russes*, 1877, II, 267 et suiv.

(2) Zavalichine, *Mémoires* (1905), I, 192; cf. *Sbornik*, LXX, 502; *Archives Vorontsov*, XVIII, 296.

CHAPITRE III

LES PREMIERS ESSAIS DE RÉFORME
LA RÉORGANISATION POLITIQUE

I. *Le Comité secret* à l'œuvre. Le jeu aux propos interrompus. Vices reconnus dans le fonctionnement des pouvoirs publics. Le système collégial. Le principe unipersonnel et le principe collectif. Projet de réforme organique. La constitution de ministères et la réorganisation du Sénat. — II. Le problème de la responsabilité. Ses difficultés. Le postulat de l'indépendance et les revendications du pouvoir autocratique, — III. Le premier cabinet russe. Un gouvernement de coalition. Les défauts de l'œuvre. Impossibilité d'organiser le contrôle des fonctions en liaison avec l'autocratie. Le gouvernement des bureaux. — IV. « Le Sénat gouvernant » qui ne gouverne pas. Néant de ses attributions réelles. Plans opposés de reconstitution. Le fondement de l'édifice constitutionnel. Illusions et réalités. Nouvelles prérogatives attribuées à la haute assemblée. Le droit de remontrance. Son premier usage. « Le Sénat se lève à quatre pattes. » — V. Un trait avantageux dans la réforme opérée. Le nouveau ministère de l'Instruction publique. L'unité réalisée de l'administration scolaire. Les plans d'organisation. Universités ou écoles primaires? Ampleur des ambitions et indigence des moyens. Les nouvelles corporations universitaires et les curateurs. La liberté et le despotisme conjugués. La genèse de *l'intelligentia* russe. La direction générale des écoles et la censure. Le statut de 1804. — VI. L'œuvre réformatrice des premières années du règne à son apogée. Ses colonnes d'Hercule. Le *Comité secret* en voie de dissolution. Les embarras du gouvernement intérieur. Détresse financière. Effort méritoire pour stimuler le progrès économique. Son insuffisance. Remaniement ministériel. Suprêmes ambitions du *Comité secret*. La commission de codification. Suicide de Radichtchev. Le nouveau programme des codificateurs. Une académie des sciences juridiques. — VII. Alexandre en quête d'autres collaborateurs. Un nouveau procureur général du synode. Le prince Galitzine. La rentrée en scène d'Araktchéiév. « Le bouledogue. » « L'expédition secrète » ressuscitée. Le départ de La Harpe. Alexandre rassuré et émancipé. Le tsar s'amuse. Fringale de plaisir et fièvre belliqueuse. Le souverain se détourne des projets de réforme sans y renoncer définitivement. L'ouvrier des entreprises futures. Spéranski. Bilan de l'œuvre accomplie. Causes de son insuccès.

I

Alexandre revenant à Pétersbourg, le *Comité secret* fut remis en activité ; mais, aux causes déjà indiquées, une autre, d'ordre quasi matériel, s'ajoutait pour rendre son effort stérile. A voir les procès-verbaux de ses séances, on dirait d'un jeu aux propos interrompus. « Aujourd'hui lundi, » y lit-on, « nous nous sommes rendus, comme à l'ordinaire, chez Sa Majesté. Quelques affaires urgentes ne nous ont pas encore permis de continuer notre plan. » Quelles affaires, de quel si pressant et haut intérêt? Un mémoire, entre autres, du comte Nicolas Roumiantsov au sujet d'un héritage contesté. Le 11 septembre suivant, nouveau contretemps, occasionné, cette fois, par « le portrait du souverain à la boutonnière », que convoite le comte Saltykov et le titre de comtesse, dont Mlle Protassov a conçu l'ambition (1).

Entre deux objets de cette importance qui retiennent son attention, le *Comité* est saisi du mémoire que le Sénat a fourni sur « le rétablissement de ses droits ». Grand embarras ! Paul Stroganov observe avec raison que cet objet se rattache à la réforme projetée des organes du gouvernement. Or, l'enquête instituée pour en déterminer le sens n'a pas encore donné des résultats appréciables. Paul Stroganov et ses amis croient cependant avoir reconnu la cause essentielle des désordres qui affectent le fonctionnement des pouvoirs publics à tous les degrés. Ils l'ont aperçu dans le système *collégial*, héritage de Pierre le Grand, et ils ont pensé y remédier par la création de ministères à la mode occidentale, en liaison avec une réorganisation du Sénat.

Mal et remède, l'idée n'était pas nouvelle. Catherine et Paul s'en étaient déjà inspirés pour des remaniements partiels, qui, supprimant quelques *Collèges*, en laissaient subsister d'autres. Depuis un siècle, une lutte se poursuivait de ce côté, entre le principe unipersonnel et le principe collectif, que Pierre le Grand avait

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 44, 54.

à sa façon arbitraire, prétendu conjuguer. Autocrate, il inclinait naturellement au premier ; mais tenant compte de l'esprit grégaire, communautaire, si fortement développé chez les hommes de son pays, — « beaucoup d'hommes font un grand homme », dit un de ses proverbes, — il avait fait la part du second, dans ces *Collèges*, où se laisse découvrir une imitation de modèles étrangers, allemands, suédois et même romains (1), mais aussi quelque ressemblance avec les anciens *viétché* russes et les *soviets* de notre temps, et où d'aucuns ont admis qu'il se trouvât un palliatif au pouvoir absolu (2).

Expédient illusoire, comme devait se montrer aussi, dans un autre sens, celui que le *Comité secret* proposait. Pierre le Grand régnant, le pouvoir qu'il exerçait n'avait paru ni affaibli ni partagé ; mais, depuis Paul, si le fonctionnement des autres organes du gouvernement laissait à désirer, ce n'était pas faute de ministères. Avec un procureur général en possession nominale de toutes les prérogatives d'un président de cabinet, un trésorier de l'empire nanti de toutes les attributions d'un ministre des Finances, et des directeurs généraux de *Collèges* faisant exactement office de secrétaires d'État, l'appareil gouvernemental laissé par le fils de Catherine comprenait même un *ministre du Commerce* en titre. Mais, à toutes les époques, sous tous les règnes, titres et fonctions quelconques relevant du principe autocratique demeuraient, en fait, maintenus par lui dans le même néant.

Depuis qu'il s'est imposé à ce pays en y absorbant tous les éléments d'autorité, à tel point qu'oublieux d'un passé, pas très lointain pourtant, des historiens russes ont nié que la vie de leur peuple en eût jamais conçu d'autres (3), il a exclu toute concurrence. Sur les ruines des vieilles cités libres, Novgorod, Pskov, Viatka, il s'est érigé en source unique de puissance effective.

Exorbitant, le rôle obligeait assurément les titulaires à se donner des substituts. Sur le trône même, Pierre le Grand en voulait un. Mais son « prince César », Romodanowski (4), n'était

(1) K. Waliszewski, *Pierre le Grand*, p. 530.
(2) V. Schilder, *Alexandre Ier*, II, 98.
(3) Andréiévski, *le Droit public russe*, I, 39, 40, 129 ; Kavéline, *Œuvres*, II, 939.
(4) K. Waliszewski, *Pierre le Grand*. p. 223.

qu'un figurant, et pareillement son *Sénat gouvernant* n'a jamais gouverné. Depuis la création de ce corps d'État, en 1711, aucune loi n'avait modifié son statut, ni porté atteinte à aucune de ses prérogatives. Cependant, en 1801, la question du « rétablissement de ses droits » était déjà ancienne, et, à deux reprises, en 1730 et en 1741, des *oukases* avaient eu pour objet de « le rendre à sa première splendeur (1) ». Mais, continuant nominalement à « avoir tout en main », selon l'intention de son créateur exprimée en ces propres termes, après comme avant, il n'étreignait que le vide. Depuis Catherine, il se trouvait pratiquement réduit à des fonctions d'ordre purement judiciaire (2).

Que la nouvelle *restitutio in integrum* dont on la flattait pût être plus effective que les précédentes, aucun des membres de la haute mais impotente assemblée ne l'imaginait sans doute. Docile à la consigne, un ancien favori de Catherine, Zavadovski, s'y donnait bien l'air de prendre le compliment au sérieux, et, chargé du rapport, il se portait à revendiquer pour lui et pour ses collègues un droit exclusif d'initiative en matière de nouveaux impôts. Poète, Diérjavine se prononçait, dans un contre-projet pour une concentration, aux mêmes mains, des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. Le mémoire présenté au *Comité secret* ne retenait rien cependant de ces précisions et se bornait au vœu d'un retour pur et simple à l'ordre de choses établi par Pierre le Grand (3).

II

Le *Comité* prétendit mieux faire. Dans un contre-projet, conçu en collaboration avec un compatriote, Louis Plater, qui se trou-

(1) *Recueil complet des lois*, nos 5510 et 8480.

(2) Filippov, *Histoire du Sénat*, 1er volume ; prince P. Galitzine, *le Premier Siècle de l'existence du Sénat*. — Ce point est fort discuté. V. dans le sens ici indiqué : Chtcheglov, *le Conseil de l'empire*, notamment II, 470 ; en sens contraire : Gradovski, *Principes du droit public*, II, 70-75 ; le même, *la Haute Administration en Russie*, p. 138, 139, 152, 270 ; Serguiéiévitch, *Leçons*, p. 762 et 842 ; cf. Korkounov, *le Droit public russe*, p. 234.

(3) *Histoire du Sénat gouvernant*, III, 31-37 ; *Recueil de l'Institut archéo-*

vait à Pétersbourg, et, faute de pouvoir octroyer un bon gouvernement à la Pologne, concevait l'ambition d'en reporter le bienfait sur la Russie, Czartoryski pensait avoir mis le doigt sur le vice capital du régime en vigueur dans ce pays. C'était, pensait-il, l'absence, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, de tout lien de responsabilité, et son idée était d'y pourvoir en remplaçant les *Collèges* par autant de ministères, dont les chefs seraient responsables devant le Sénat. D'une pierre, il croyait faire deux coups.

L'idée d'un contrôle suprême que des Zavadovski et des Diérjavine seraient ainsi appelés à exercer répugna d'abord grandement à Alexandre. Le souverain ne s'en trouverait-il pas atteint lui-même dans la personne des fonctionnaires par lui choisis? Le fils de Paul ne céda que devant la nécessité reconnue de « faire quelque chose » pour ce *Sénat gouvernant*, qui ne gouvernait pas. A coup sûr, d'ailleurs, le souverain n'était pas sans soupçonner que, conditionnée essentiellement par l'indépendance, la responsabilité ne se laissait pas concevoir en liaison avec l'autocratie.

— Qu'arriverait-il, Sire, si un de vos ministres refusait de contresigner un de vos *oukases?*

Au rapport de Mordvinov, ainsi interrogé, Alexandre n'avait pas un moment d'hésitation :

— L'*oukase* devrait être exécuté quand même (1).

Il objectait aussi à la suppression complète des *Collèges*, invoquant le respect dû aux institutions nationales. Cependant il insistait en même temps pour que, parallèlement à la pluralité collégiale partiellement conservée, fût réalisée l'unité ministérielle, à la mode anglaise, et il mettait encore ses amis en grande perplexité. En Angleterre, l'esprit et la pratique du régime représentatif faisaient que l'unité de direction dans les ministères était fonction de la majorité dans le Parlement. En Russie, tous les postulats de même nature rencontraient le même vide. Avec l'aide de Louis Plater, Czartoryski et ses collègues ne surent résoudre la difficulté qu'au moyen d'une autre escobarderie : l'unité dans le futur cabinet russe procéderait de la pensée et de la vo-

logique, 1878, I, 68-118, 134-151 ; cf. Korkounov, *Revue du ministère de la Justice*, 1896, XII ; Siémiévski, dans *Observation historique*, IX, 257.

(1) Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, II, 29, note.

lonté du souverain lui-même (1). Et c'est dans ces conditions que, le 8 septembre 1802, un manifeste portant création d'un ministère à huit départements — armée, marine, affaires étrangères, justice, intérieur, finances, commerce, instruction publique — fut publié, concurremment avec un autre, qui « rétablissait le Sénat dans la plénitude de ses droits ». Tous les ministres obtenaient siège au Conseil permanent, ainsi qu'au Sénat, et, comme organe de liaison entre les départements, un *Comité de ministres* était créé, institution qui devait prendre une importance considérable (2).

III

« Œuvre de quelques étourdis appliqués à gagner leur jeune maître par des flatteries », a osé écrire, cinq ans plus tard, un homme de cour (3), dans un mémoire rétrospectif portant cette inscription : « Pour l'empereur seul. » On ne saurait dire si le libelle est parvenu à son adresse, mais qu'il ait eu cette destination suffit à indiquer dans le milieu d'où il émanait un mouvement de réprobation des plus violents. L'œuvre visée le justifiait assez ; mais les ouvriers n'en prenaient apparemment pas conscience, puisqu'ils choisissaient ce moment pour quitter l'ombre discrète où ils s'étaient jusque-là maintenus. Kotchoubey s'adjugeait le portefeuille de l'intérieur, avec Paul Stroganov comme adjoint et Spéranski comme directeur de département. Czartoryski devenait au ministère des Affaires étrangères l'adjoint d'Alexandre Vorontsov, et avant même l'heure prochaine où au ministère de la Justice en qualité d'adjoint également, à la présidence de la *Commission de codification*, à la présidence de l'Académie des Sciences, il cumulerait nombre de fonctions, gardant la faveur

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 107.

(2) *Recueil complet des lois*, XXVII, 20. 405, 20. 406. V. Ivanovski, *le Droit public russe*, p. 195 et suiv. ; Pokrovski, *le Pouvoir ministériel en Russie*, p. 37 ; Varadinov, *Histoire du ministère de l'Intérieur*, I, 8 ; grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 167 et suiv.

(3) Paul Divov, *Ancienne Russie*, 1899, C, 79 et suiv.

du maître et concentrant entre ses mains une masse d'affaires grandissante, Novossiltsov se trouvait encore le mieux pourvu.

On peut d'ailleurs estimer que les créateurs du nouvel appareil de gouvernement se devaient d'y réclamer une part et d'en trop prendre n'était pas le plus grand tort qu'ils se donnassent. Dans l'ensemble, la distribution des portefeuilles ne paraissait pas de leur choix, et, y appareillant le libéralisme de Vorontsov, promu chancelier, avec l'esprit réactionnaire de Diérjavine, nommé ministre de la Justice, Alexandre faisait de la politique de coalition une application qui ne pouvait pas être du goût de ses amis. Au sujet de Zavadovski, à qui il confiait le portefeuille de l'Instruction publique, le souverain devait donner à La Harpe des explications embarrassées : « Il est nul, un vrai mouton, et on ne l'a mis là que pour qu'il ne crie pas (1). » Pour qu'il ne parût pas trop déplacé là où on le mettait, on lui donnait aussi un adjoint qui, assurait le tsar, « ferait tout », et qui était Michel Mouraviév. L'emploi de cet expédient devait se perpétuer dans la formation et le fonctionnement des futurs cabinets russes.

Mais l'œuvre du *Comité secret* portait en elle-même son défaut capital, qui ne tenait pas seulement à des vices de construction, bien que très apparents (2). Dans leurs travaux préparatoires (3), les constructeurs avaient porté trop de leur attention sur des objets d'importance secondaire, — comme le mode de convocation pour les séances communes ou la détermination des jours de réception, — au détriment d'autres plus essentiels, tels que la délimitation des pouvoirs respectifs ou la répartition des affaires. Kotchoubey proposant d'utiliser à cette fin les indications que fournissait l'*Almanach national de France*, cet avis était rejeté dédaigneusement. La France ne se trouvait pas en faveur au *Comité*.

D'ailleurs, superposant les formations nouvelles aux anciennes, qui, cependant, ne leur étaient pas incorporées organiquement, l'obstination d'Alexandre à conserver les débris du système

(1) Alexandre à La Harpe, 19 juillet 1803, *Archives de l'empire*, section V, n° 190.

(2) Pokrovski, *le Pouvoir ministériel*, p. 100-104 ; Gradovski, *le Droit public en Russie*, II, 366 ; *Mémoire* de Trochtchinski, *Sbornik*, III, 35-39.

(3) Procès-verbaux des séances du *Comité secret* : grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 107-108, et Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, Annexes, p. 67 ; Dovnar-Zapolski, dans *Messager universel*, 1904, III, 41.

collégial rendait entre les deux toute ordonnance régulière impossible et le chevauchement des attributions, l'enchevêtrement et le conflit des compétences inévitable.

Mais encore et surtout, le *Comité* n'avait pas réussi à résoudre le problème de la responsabilité ministérielle, parce que, dans les conditions données, il était insoluble. Organisé théoriquement aux mains du Sénat par le moyen des comptes rendus annuels que les ministres étaient tenus de présenter à cette assemblée, le fonctionnement du contrôle devait se montrer illusoire non pas seulement parce que nul élément de subordination et de sanction ne s'y trouvait attaché, mais parce que l'esprit de l'autocratie en excluait la possibilité. En 1804 déjà, alléguant le caractère secret de certaines recettes et de certaines dépenses, le ministre des Finances, Vassiliév, s'en autorisera pour les distraire de son rapport, et il en sera approuvé par le souverain (1).

Aux termes du manifeste du 8 septembre, d'autres rapports, ayant trait aux affaires en cours, devaient être présentés par les titulaires des portefeuilles au *Comité des ministres*, et le *Comité secret* avait cru trouver dans cette obligation un instrument accessoire de contrôle mutuel. Autre illusion. Fréquentes au début et pendant quelque temps régulièrement bihebdomadaires, les séances du *Comité des ministres* s'espaceront de plus en plus au cours de l'année 1804, et les ministres seront prompts à y trouver un prétexte pour rapporter directement les affaires de quelque importance au souverain lui-même, qui ne sera pas moins disposé à s'en accommoder (2).

Le résultat devait d'ailleurs être le même quelque forme et quelque place que prît dans le gouvernement du pays le fonctionnement de ce *Comité*. De 1805 à 1808, le souverain s'absentant souvent, le *Comité des ministres* exercera, en fait, une sorte de régence. Provisoires au début, ses attributions, en cette qualité, tendront à devenir permanentes, en même temps que de plus en plus compréhensives (3) ; mais le principe de la responsabilité n'y

(1) *Le Ministère des Finances*, édition jubilaire, 1902, I, 166 ; Koulomzine, *Procès-verbaux du Comité des ministres*, I, 93-95.

(2) *Sbornik*, III, 42 ; *Archives Vorontsov*, XII, 272 ; XV, 158-160.

(3) *Recueil complet des lois*, XXVIII, 21. 896 ; XXX, 23. 262, 23. 352 ; cf. Sérédonine, dans *Observateur historique*, I, 57.

gagnera rien. Au contraire. Dans cette nouvelle fonction, le *Comité* ne sera encore et toujours qu'un figurant, une hypostase du pouvoir autocratique, qui, cependant, y paraîtra comme dissous, dilué en quelque sorte, et toutes les irresponsabilités se donneront pour mot d'ordre de porter leur lessive malodorante à ce lavoir (1).

« Devant qui les ministres seront-ils responsables »? écrivait un observateur attentif des mœurs de l'époque. « Devant le souverain? Ils sont ses créatures. Devant le peuple? Il n'est rien. Devant la postérité? Ils s'en moquent... Le souverain distrait fera confiance à des ministres négligents, qui feront confiance à des directeurs paresseux, qui feront confiance à des chefs de bureau intelligents, mais peu consciencieux, et ce sont ces derniers qui, en fait, gouverneront l'empire (2). »

« La Russie est gouvernée par des chefs de bureau », dira, quarante ans plus tard, l'empereur Nicolas. Collèges ou ministères, même avec un représentant aussi autoritaire, l'autocratie tendait invinciblement à se résoudre en bureaucratie, et, au *Comité secret*, Alexandre et ses amis n'avaient pas même réussi à faire un sort convenable au Sénat.

IV

Expliqué par les égards dus à la mémoire du grand ancêtre, son créateur, l'accord sur la nécessité de « faire quelque chose » pour ce corps d'État avait une autre raison. On portait bien la main sur les *Collèges!* Simples nids de fonctionnaires plus ou moins malfaisants, on ne risquait rien à les saccager. Le Sénat, lui, réunissait dans son sein les plus hautes situations du pays. Ainsi commandait-il des ménagements, en même temps, cependant, que le besoin s'imposait de modifier de quelque façon son être et son paraître. Tel quel, en effet, à la place qu'il occupait et avec la figure qu'il y prenait, très encombrant et à peu près inutile, il était d'aspect répugnant, un peu comme les crocodiles

(1) V. *Archives Mordvinov*, VII, 45, 52.
(2) Wiegel, *Mémoires*, partie inédite.

sacrés des temples d'Égypte, selon une comparaison que Taine a rendue célèbre, en l'appliquant aux idoles de la grande Révolution. « Une assemblée composée de personnes dignes de respect », disait le projet de réorganisation, mis en lecture au *Comité secret*. A cet endroit, Alexandre faisait un haut-le-corps ; les cinq augures échangeaient des regards d'intelligence et décision était prise de supprimer le membre de phrase (1).

Paul Stroganov et le prince Adam ne désespéraient cependant pas de faire, en la conservant, bon emploi de cette relique du passé et même d'en faire le fondement de l'édifice constitutionnel qu'ils ne renonçaient pas à dresser. Épuré par des nominations, dont ils réservaient d'ailleurs le choix au souverain, le Sénat prendrait en quelque sorte un rôle d'arbitre entre le trône et le gouvernement. Organe d'un contrôle efficace, instrument d'une puissance irrésistible pour la répression des abus de toute nature et gardien respecté des lois, il servirait de contrepoids à l'arbitraire du pouvoir absolu, en même temps qu'il deviendrait l'embryon d'une chambre haute, premier élément d'une représentation nationale (2).

Ainsi vaticinait Czartoryski. Mais Novossiltsov faisait entendre un autre son de cloche : à leur conférer d'aussi grands pouvoirs, ne risquait-on pas de trouver les sénateurs en travers de toutes les autres réformes que l'on voudrait entreprendre? Alexandre pensait obvier à ce danger en donnant au recrutement de la haute assemblée la base d'un système électif, emprunté à Sieyès, mais se rattachant aussi au vœu exprimé en 1730 par cent cinquante signataires d'une pétition adressée à l'impératrice Anne. Réservant le droit d'élection à la noblesse seule, l'expédient paraissait à Paul Stroganov et à ses amis de caractère trop aristocratique. Le rejetant, on agitait un moment, au *Comité secret*, le dessein de diviser en tranches ce grand corps, qui, inerte, n'était que déplaisant, mais, ranimé, pourrait devenir cause d'embarras, voire d'inquiétude, et de disperser ses *disjecta membra* d'une ville de province à une autre, suivant un principe qui devait être le trait fondamental des projets constitutionnels d'Alexandre en 1818.

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 90.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, I, 307. Cf. Chtcheglov, *le Conseil de l'empire*, I, 765.

D'élimination en élimination, on s'arrêtait, cependant, au dessein de laisser le corps entier, mais en lui retirant quelques-unes même des prérogatives qu'il gardait encore, comme de présider à la répartition des taxes, ou de transmettre aux organes de gouvernement compétents les *oukases* du souverain et d'en ordonner la publication. En échange, le Sénat obtenait ce droit de contrôle suprême, dont le *Comité* faisait un si grand état, et, contre la très vive résistance d'Alexandre, que La Harpe mettait en garde à ce sujet, une sorte de droit de remontrance au regard des lois qui seraient reconnues comme présentant de grands inconvénients dans l'application, ne se laissant pas accorder avec d'autres dispositions de même nature, ou ne paraissant pas suffisamment claires. On a vu ce qui est arrivé de l'un de ces pouvoirs et voici à quoi l'exercice du second a abouti dès le premier essai.

Un projet d'oukase, élaboré au commencement de 1803, porta à douze ans la durée de l'astreinte militaire pour les sous-officiers d'origine noble, qui, ayant volontairement embrassé la carrière des armes, n'y obtiendraient pas un grade supérieur. C'était une précaution prise contre les fils de famille, qui encombraient les régiments de la garde sans y faire aucun service réel. Sur la proposition du Polonais Séverin Potocki, les sénateurs décidèrent d'user à ce propos de leur droit de remontrance nouvellement acquis. Le ministre de la Justice, Diérjavine, eut beau protester, en agitant avec des gestes tragiques « le marteau et le sablier » de Pierre le Grand, l'unanimité se prononçait contre une mesure que Potocki dénonçait comme portant atteinte à la charte de la noblesse, « seule loi fondamentale, ou presque, dont la Russie pût s'enorgueillir ». L'événement produisit une sensation énorme, en même temps qu'une grande allégresse, qui augmenta à la nouvelle que le souverain blâmait l'attitude de son ministre.

« Je n'entends pas empêcher les gens de penser selon leur conscience, et la loi doit être appliquée. »

On entrait donc décidément dans les voies de la légalité. L'illusion fut de courte durée. Le 20 mars 1803, un *oukase* explicatif (1) apprit aux sénateurs, les invitant en manière « douce, mais sévère » à ne pas recommencer, que le droit dont il avaient abusé n'était

(1) *Recueil complet des lois*, XXVII, 20. 676.

appliquable qu'aux lois *anciennes*. Dans les « salons », on but à la santé de Potocki, « défenseur de la noblesse outragée » et on injuria copieusement Diérjavine. Mais le Sénat n'eut garde de s'associer à ces manifestations. « Il s'était levé, mais à quatre pattes », selon le mot d'un contemporain. Le *Comité secret* ne broncha pas davantage, et pour cause : la rédaction de l'*oukase* du 20 mars était due à la plume de Novossiltsov (1).

V

En un seul point, l'avènement du nouveau mode de gouvernement méritait que la Russie le marquât d'une pierre blanche. On a vu que le premier cabinet russe comprenait un ministère de l'Instruction publique, « de la propagation des lumières » (*prosviéchtchénia*), au sens littéral du vocable russe, dont le choix avait donné lieu à d'orageux débats et passé pour un triomphe des idées libérales, au point que Kotchoubey s'en effrayait (2). L'avantage réel de la forme nouvelle donnée à cette partie de l'administration était d'y introduire un principe d'unité. Concentrée théoriquement au troisième département du Sénat, elle relevait en fait jusque-là d'un grand nombre d'autres pouvoirs, et, en province, des *Comités de bienfaisance* en particulier, présidés par les gouverneurs, on imagine dans quel esprit et avec quelle compétence (3). Le nouveau régime comporta, sous l'autorité du ministre, une *Direction générale des écoles*, six membres de laquelle étaient, en qualité de curateurs, préposés à autant d'arrondissements scolaires.

Mais la réforme visait encore, plus ambitieusement, un autre problème d'ordre plus élevé, qu'un mémoire de La Harpe semble

(1) Diérjavine, *Œuvres*, VI, 785-796 ; Tchitchagov, *Mémoires*, édit. Lahovary, p. 276 ; Czartoryski, *Mémoires*, I, 342-345 ; grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 108-110. Une erreur de classement a fait, dans ce dernier ouvrage, rapporter à l'année 1802 la séance du 16 mars 1803, où le *Comité secret* s'est occupé de cette affaire.

(2) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 135.

(3) Soukhomlinov, *Études*, I, nos 37, 38, 46, 49.

avoir proposé aux délibérations du *Comité secret*. L'ancien précepteur d'Alexandre reprochait à Catherine d'avoir abordé la construction de l'édifice scolaire en commençant par le toit, il voulait dire, en créant ou projetant des universités et des académies dans un pays d'illettrés. Directeur de l'école des Cadets, l'Allemand Klinger se rangeait à cet avis, en réclamant pour la Russie « une école par village » et l'élève de La Harpe y souscrivait, en disant qu'il « se ferait plus gloire d'avoir fondé quarante mille établissements d'instruction primaire que d'avoir inauguré trois académies » (1).

Ce débat restait hier encore ouvert au même lieu et l'expérience paraît y avoir donné raison à l'amie de Voltaire, en faisant reconnaître la difficulté de trouver des maîtres pour les milliers d'écoles à créer dans ce pays inculte. Le commencement devait bien y être, comme Catherine le pensait, l'établissement de foyers de lumière, destinés à étendre progressivement leur rayonnement en une sphère de réceptivité qu'ils auraient pour effet d'élargir. Sans doute aussi, l'impératrice prévoyait-elle que, porté d'emblée au sein de masses populaires dans la disposition d'esprit où les mettait le régime en vigueur, le flambeau de l'instruction ferait l'effet d'une torche incendiaire. Il y fallait quelque précaution. Son grand tort avait été de s'être laissé distraire de cette tâche par d'autres préoccupations, en faisant chômer, dans la seconde partie de son règne, une *Commission pour la création de nouvelles écoles*, que Paul n'avait pas, comme de raison, remis en activité et que son fils appelait maintenant à une nouvelle destinée.

Renforcée par l'adjonction des membres du *Comité secret* et d'un certain nombre de savants et de pédagogues, c'est elle-même qui se muait en *Direction générale* et recevait charge de prendre parti dans la question préliminaire du plan d'organisation scolaire à adopter. Elle s'est donné à son tour le tort d'aggraver la difficulté de sa tâche par un cumul d'ambitions assurément excessives. Après avoir sollicité les conseils de Christophe Meiners, le célèbre professeur de Goettingue, expert en la matière, mais recueilli aussi ceux de d'Antraigues, le flibustier diplomatique, moins qualifié à en donner, elle a annoncé la création, « dans le

(1) *Aus Stappers Briefwechsel*, II, 474.

plus bref délai », d'un certain nombre d'universités nouvelles, mais aussi de gymnases dans tous les gouvernements qui n'en possédaient pas encore et d'écoles de paroisse et de district partout où elles faisaient défaut.

Elle n'a pas solutionné le problème accessoire, mais néanmoins capital, des moyens matériels et moraux. Elle portait, à la vérité, au quadruple le budget scolaire de Catherine ; mais le montant n'en dépassait pas en dernier lieu 342 700 roubles ! Et plus encore que l'argent, le personnel enseignant faisait défaut. L'unique séminaire pédagogique fondé par Catherine ne fonctionnait plus depuis 1801. En le rappelant à la vie, décision était prise d'en constituer auprès de chaque université, et, en attendant, des professeurs allaient être recrutés jusque dans la Russie sous-carpathienne.

Cet objet prenait une importance telle que le choix des emplacements pour les universités à créer lui fut subordonné, et, contre les indications visant Penza, Pskov, ou Tchernigov dans les projets de Catherine, Kasan eut la préférence, à raison d'un gymnase qui s'y trouvait et qui paraissait pouvoir être converti en institut pédagogique d'abord, puis en université. A Kiév, qui possédait déjà une « Académie », héritage de ses anciens maîtres polonais, des influences polonaises, appliquées à réduire dans cette région la part de la culture russe, firent préférer Kharkov. L'entreprenant, enthousiaste et non moins ingénieux Karazine y contribua, en offrant, sans y être autorisé, une subvention de 400 000 roubles au nom de la noblesse de sa province, qui n'osa le désavouer, mais se flatta du moins d'avoir, pour son argent, quelque « école des cadets », seul établissement d'éducation dont elle reconnut le besoin. Elle eut un pastiche, poussé à l'outrance, des modèles universitaires d'Allemagne ou de France, déjà surannés.

Partisan décidé de la liberté de l'enseignement et de l'autonomie universitaire, Meiners répudiait certaines applications extrêmes de ce principe, telles que l'éligibilité des professeurs. Publiés le 5 novembre 1805, avec ceux de tous les établissements d'instruction primaire et secondaire que la nouvelle organisation y rattachait, les statuts des universités de Kharkov et de Kasan écartèrent le régime électif ; mais, visant à ériger maîtres et élèves en

deux corps indépendants l'un au regard de l'autre et tous deux par rapport aux autorités de droit commun, ils allèrent au rebours du mouvement qui s'accentuait, en Occident, dans cette sphère (1).

A ce moment, produit en leurs privilèges et leurs franchises d'une évolution séculaire, les cités scientifiques des pays de vieille culture cédaient elles-mêmes à l'usure du temps et aux nouveaux courants d'organisation politique et sociale, qui tendaient à opérer l'intégration de l'éducation nationale dans l'économie générale du gouvernement, en en faisant une affaire d'État. Le décor dressé par les réformateurs russes des années 1803-1804 dans les steppes d'Ukraine évoquait donc, du fond du moyen âge, un passé en ruines.

Ce n'était qu'un décor, en forme de paradoxe ; mais, si puérile qu'elle fût, l'expérience n'allait pas sans danger. Au-dessus de l'autonomie si large octroyée aux corporations universitaires, elle élevait et rendait à ce point arbitraire l'autorité des curateurs que toute possibilité de vie libre s'en trouvait exclue pour elles. Mais non le goût et l'appétence du fruit défendu. D'où des conflits et aussi une poussée continue de revendications, d'impatiences et de colères, dont nous avons vu les conséquences. Commune à tous les milieux universitaires dans les premières décades du dix-neuvième siècle, l'agitation révolutionnaire a pris, de ce fait, dans celui-ci un caractère particulier de violence, et, en se perpétuant, a déterminé en grande partie le cataclysme déchaîné sous nos yeux. Minerve au visage de Gorgone, l'*intelligentia* russe de notre temps est fille des Adams déconcertés, maîtres et élèves, qui, cent ans auparavant, ont tendu la main vers l'arbre de la science dans les vergers paradisiaques, où, précurseurs des Lénine et des Tchitchérine, les rédacteurs des statuts universitaires de 1805 tentaient de conjuguer la liberté avec la tyrannie.

Eux aussi « ne savaient pas ce qu'ils faisaient », ne portant pas leurs regards au delà de la tâche où ils s'employaient et que le développement du cycle réformateur, ainsi engagé à contresens compliquait chaque jour davantage. Avec l'administration de la

(1) *Recueil des décisions se rapportant au ministère de l'Instruction publique*, I, 264-301 ; cf. Bagaliéi, *Essai d'une histoire de l'Université de Kasan*, I, 1082.

censure, le ministère de l'Instruction publique assumait encore la rédaction d'un statut pour ce département.

On sait quelles rigueurs Paul y avait exercées (1). Le premier mouvement d'Alexandre et de ses collaborateurs du *Comité secret* fut pour leur substituer un régime de liberté complète. Mais Novossiltsov connaissait l'histoire de son temps, les témérités généreuses de Struensee et les repentirs de Christian VII. Basé sur le système préventif, le statut russe de juillet 1804 (2) a pris leçon de cette expérience et a pu néanmoins, au moment de sa publication, passer pour très libéral. Confié à des comités de professeurs d'université, l'examen des livres et des périodiques devait, en « accordant aux cas douteux le bénéfice de l'interprétation la plus favorable », s'inspirer d'un précepte que Catherine avait déjà introduit dans son *Instruction* pour la *Commission législative*. Ce précédent était pour faire concevoir au malheureux Radichtchev une méfiance que l'avenir ne devait que trop justifier. Maintenu en vigueur jusqu'en 1826, sans aucune modification, le statut de 1804 n'en est pas moins devenu l'instrument des plus odieuses violences et des pires inepties (3).

VI

L'œuvre réformatrice des premières années du règne de Catherine y a, cependant, atteint son plus haut sommet, en même temps que ses colonnes d'Hercule. Au moment où il a été publié, agent principal sinon unique de cette œuvre, le *Comité secret* se trouvait déjà en discrédit et en voie de dissolution. Depuis la constitution des ministères, où trois de ses membres prenaient place, il avait dépouillé en partie ce cachet d'occultisme qui faisait aux yeux

(1) K. Waliszewski, *Paul Ier*, p. 260-261.

(2) *Recueil complet des lois*, XXVIII, 21. 380 ; *Recueil des décisions se rapportant à la censure*, p. 100 et suiv.

(3) L'histoire de la censure en Russie reste à faire. L'ouvrage de N. Engelhardt (*Essai sur l'histoire de la censure*, 1904) est de caractère tendancieux. Pour le statut de 1804, v. Piatkovski, *Histoire de notre développement littéraire*, II, 171-175, et Lemke, dans *le Monde*, 1904, n° XI.

d'Alexandre son plus grand attrait et perdu sa raison d'être. Il n'avait pas répondu non plus à l'attente du souverain, que, d'autre part, les embarras éprouvés à l'intérieur et les ambitions conçues au dehors détournaient de cette collaboration insuffisamment féconde (1).

Le *Comité secret* ne trouvait pas de remède à la détresse financière qui, s'aggravant, faisait obstacle à cette intervention active dans la politique européenne dont Alexandre contractait le désir grandissant, se découvrant pour un tel emploi de sa jeune énergie des préférences décidées et aussi des aptitudes particulières. Sans autre moyen d'équilibre que des émissions renouvelées de papier-monnaie, les budgets russes de cette époque ressemblaient à ceux que la Grande Guerre nous a fait connaître dans les pays vaincus et même dans quelques autres, la dépréciation des fonds diminuant d'année en année le montant réel des recettes et augmentant le déficit (2).

Comité secret et nouveau ministère, jeunes et vieux collaborateurs du tsar faisaient effort pour remédier à cette situation. *Oukase* du 29 juillet 1801 prescrivant à la *Banque des Assignats* de consentir des avances sur dépôts de marchandises ; *oukase* du 19 juillet 1802 portant création d'une *Expédition* spéciale pour ouverture de crédits à la noblesse ; organisation la même année de *Caisses de crédit* en Esthonie et en Livonie et autorisation de fonder dans ces provinces des banques privées ; création en 1803 d'une *Expédition d'économie d'État*, appelée à concentrer la direction des manufactures, des constructions et des salines ; institution la même année de tribunaux de commerce et de bourses commerciales, des mesures étaient prises en nombre pour stimuler le développement de l'activité productive du pays, y faciliter le

(1) Une confusion a porté le dernier historien d'Alexandre Ier (grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 31) à admettre un fait, d'où la preuve résulterait d'un regain de crédit et d'autorité, dont le *Comité secret* aurait, au contraire, bénéficié à ce moment, en assumant un caractère tout à fait officiel. Le chancelier aurait eu ordre de lui adresser, avant chacune de ses séances, les mardis et les vendredis, de courts mémoires sur les affaires portées à son ordre du jour. Les séances du *Comité secret* n'ont eu jamais cette régularité et se tenaient habituellement les *lundis*. Les *mardis* et les *vendredis* étaient les jours du *Comité des ministres*, auquel se rapportait l'ordre indiqué.

(2) Bloch, *les Finances de la Russie*, p. 67-68.

mouvement des échanges et y améliorer l'organisation du crédit. Témoignant d'une juste intelligence de ses besoins, elles constituent un des meilleurs traits à l'actif de ce règne. Elles ne suffisaient cependant pas à conjurer le double effet des charges que le lourd héritage des règnes précédents lui laissait et des causes de détresse qui s'y trouvaient maintenues dans l'exagération, d'une part, des dépenses et, de l'autre, dans le fonctionnement défectueux des services publics, auquel les nouveaux ministères ne remédiaient pas davantage.

Dans sa composition hétéroclite, ce cabinet de coalition avait peine lui-même à fonctionner et entrait promptement en dissolution. Dès la première année, répugnant à la politique de démonstrations et d'ajournements chère à Alexandre, l'amiral Mordvinov cédait la place à Tchitchagov, d'humeur plus accommodante. Au commencement de la seconde, brouillé avec tous ses collègues, l'irascible Diérjavine cédait son portefeuille au prince Lapoukhine, dont la nullité décorative se prêtait à l'admission d'un adjoint, qui était Novossiltsov et qui, en rattachant au ministère de la Justice la *Commission de codification*, pensait ouvrir au *Comité secret* et à sa propre ambition de nouveaux horizons.

En janvier 1802 déjà, Czartoryski avait eu charge de solliciter par voie de circulaire le concours des plus savants jurisconsultes de l'Europe pour l'étude du « meilleur système d'un code de lois ». Détail suggestif : l'hôte futur de l'hôtel Lambert à Paris se défendait de faire appel pour cet objet aux spécialistes français, membres d'une nation dont il redoutait « l'esprit intrigant » (1). Pas plus que lui, aucun de ses collègues du *Comité secret* n'apportait à l'entreprise où ils se laissaient engager ainsi le moindre bagage de connaissances même élémentaires et ils y empiétaient sur la *Commission de codification*, qui, à la vérité, se trouvait en mal de définition pour son propre mandat, étendu par un *oukase* du 5 juin 1801 à l'examen de tous les plans de codification, limité par un autre du 21 du même mois à la réforme de la procédure judiciaire (2) et conçu par l'un des commissaires de façon beaucoup plus large. Radichtchev continuait à se prévaloir avec une

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 108, 115.
(2) *Recueil complet des lois*, XXVI, 19. 904, 19. 981.

hardiesse grandissante des prérogatives et franchises qu'il se croyait octroyées, et, de mémoire en mémoire, il arrivait à réclamer pour la *Commission* des rapports réguliers sur toutes les affaires d'administration, ainsi que des états de recettes et de dépenses. Il lui donnait pouvoir de contrôle et figure de Parlement.

« Vous avez donc la nostalgie de la Sibérie ? »

Ainsi interpellé par le président de la *Commission* qui était « le mouton » Zavadovski, le malheureux avalait un grand verre d'eau régale (1), et de l'état de chaos où elle se trouvait maintenue par les dispositions déconcertantes dont elle devenait l'objet, la *Commission* retournait au néant.

Novossiltsov et ses amis se flattèrent de l'en tirer, en remaniant encore son organisation et en s'y réservant un rôle dirigeant. Le mémoire qu'ils firent rédiger à cette fin en février 1804 (2) devait, cependant, bien qu'approuvé par le souverain, être le testament politique du *Comité secret*. Par le choix même du rédacteur, qui était Rosenkampf, il constituait un acte d'abdication, en même temps qu'il faisait ressortir la double cause — puissance d'idéologie et incapacité de réalisation — qui déterminait la fortune de ses inspirateurs et leur insuccès.

Depuis qu'elle existe, la *Commission de codification* n'a rien fait ; elle regagnera maintenant le temps perdu et ne fera rien de moins qu' « assurer l'avantage commun, le bonheur universel et la félicité d'un chacun », en évitant les témérités qui ont coûté la vie à Radichtchev, mais en s'occupant de « recueillir et d'exposer les fondements du droit », c'est-à-dire « les vérités élémentaires et simples, établies par les saines déductions de l'esprit humain » (3).

Novossiltsov et ses amis savaient-ils à quel propos réel répondait ce langage? On en doit douter. Ils ébauchaient le plan d'une sorte d'académie des sciences juridiques, qui ne devait d'ailleurs jamais recevoir fût-ce un commencement d'exécution. Mais ils visaient autre chose sans qu'ils pussent mieux préciser leur objectif, et, goûtant leur rhétorique, mais n'y trouvant pas

(1) Ilinski, *Mémoires, Archives russes*, 1879, III, 415.

(2) *Recueil complet des lois*, XXVII, 21. 187.

(3) V. Nolde, *Essais sur l'histoire de la codification*, I, 35 et suiv.; Pakhman, *Histoire de la codification*, I, 380 et suiv.; Maïkov, dans *Revue du ministère de la Justice*, septembre 1905.

la part d'éléments substantiels dont, si idéologue qu'il fût lui-même, le besoin lui devenait de plus en plus sensible, Alexandre s'adressait ailleurs.

VII

Les réunions du *Comité secret* n'ont vraisemblablement pris fin qu'en 1806, époque à laquelle Czartoryski quittait le ministère des Affaires étrangères pour cause d'incompatibilité d'idées avec le maître. Peu après, Kotchoubey le suivait dans la retraite, par l'effet d'obscures intrigues de cour ; Paul Stroganov abandonnait la politique pour la carrière des armes et Novossiltsov orientait ses ambitions du côté de la diplomatie. Même à ce moment, il ne semble pas que le *Comité* ait encouru une dissolution formelle, que ni le caractère de sa constitution ni le mode de son fonctionnement ne comportaient d'ailleurs, et même au cours des années suivantes, individuellement ou collectivement, ses membres n'ont pas renoncé à faire valoir leurs idées et à offrir leurs conseils. Mais ils ne furent plus guère écoutés (1). Le désenchantement était égal des deux côtés et les torts étaient réciproques. « Mou et indolent », selon l'observation de Paul Stroganov, mais surtout ondoyant et divers, le fils de Paul paralysait chez ses amis l'esprit d'initiative et ils n'en possédaient pas une quantité suffisante pour compenser les défaillances du maître. L'un ne savait souvent pas ce qu'il voulait, ou voulait l'impossible, les autres

(1) Dans le recueil le plus étendu qui en ait été publié, les procès-verbaux des séances du *Comité* s'arrêtent au 19 novembre 1803 ; mais, en dehors de leur classement défectueux dont un exemple a été donné plus haut, ces documents nous sont présentés dans des conditions passablement déconcertantes. Leur éditeur (grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, I, xxvi, note 1 ; le même, *Alexandre Ier*, I, 35) veut que les séances du *Comité* aient eu, en 1803, une fréquence *plus régulière* qu'au cours des deux années précédentes, où, d'après ses propres indications, elles auraient été presque hebdomadaires ; cependant, il veut aussi que le *Comité* ait chômé du 12 mai 1802 au 26 octobre 1803, ce qui ne laisse, pour 1803, que trois semaines après son retour à l'activité et avant sa fin. Les procès-verbaux ne sont pas la seule source que nous possédions pour l'histoire du *Comité* et toutes celles que nous possédons sont très insuffisantes.

non moins fréquemment entreprenaient plus qu'ils ne pouvaient accomplir.

La présence auprès du souverain des nouveaux collaborateurs qu'il se donnait contribua à le détacher des anciens, à raison moins encore de leur influence directe que des façons différentes de penser et d'être contractés indirectement en cette compagnie. L'année 1803 fut marquée par l'entrée en scène d'un personnage et la rentrée d'un autre, qui devaient jouer dans l'histoire du règne un rôle des plus considérables. Le nouveau venu était le prince Alexandre-Nicolaiévitch Galitzine. Camarade de jeux du tsar, en leur enfance commune, compagnon plus tard de plaisirs moins innocents, il figurait encore dans l'entourage intime du souverain, mais ne paraissait nullement qualifié pour la fonction à laquelle il allait être appelé. Obscurément employé au premier département du Sénat où il se faisait remarquer par son indolence, il passait pour libre penseur et menait ostensiblement une vie de débauche. Le 3 novembre 1803, au cours d'un banquet, il apprit sa nomination comme secrétaire d'État et procureur général du Saint-Synode, poste où sa nomination semblait une gageure et où rien ne laissait prévoir qu'il se mettrait à l'ouvrage avec « la conscience d'un païen », d'abord, selon sa propre expression, puis avec une ferveur d'exaltation chrétienne, qu'il allait communiquer à son maître (1).

Six mois plus tôt, Araktchéiév avait reparu à Pétersbourg et y avait repris son ancienne fonction d'inspecteur général de l'artillerie. La promotion du prince Galitzine était une fantaisie de despote, dont Alexandre ne soupçonnait sans doute pas les conséquences lointaines, mais où se laisse, cependant, deviner le souci de fortifier ses entours, en y plaçant des hommes, dont il pouvait être plus sûr que de ses amis du *Comité secret*, au caractère les uns équivoque, les autres trop indépendant. Contre l'opinion d'un historien (2), il est peu probable que le rappel d'Araktchéiév ait été déterminé par des considérations d'ordre purement militaire. A ce moment, l'ancien favori de Paul n'avait rien encore révélé de ses talents d'organisateur, qui devaient d'ailleurs être

(1) Prince A. N. Galitzine, « Souvenirs » dans *Archives russes*, 1866 I, 58 ; von Goetze, *Fürst A. Galitzin*, p. 18.

(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 37.

toujours contestés. Il s'était fait surtout reconnaître comme un serviteur de fidélité et de docilité à toute épreuve, « ...un bouledogue », comme l'appelait un contemporain (1), et, bien qu'Alexandre ne renonçât pas à assurer « le bonheur universel et la félicité d'un chacun » dans la voie des réformes libérales, y apercevant quelque danger, il lui convenait de mettre auprès de lui ce chien de garde, certain d'ailleurs qu'il n'éprouverait pas de contrariété de ce côté, lui plût-il de mettre la Russie en république. En 1805, à son départ pour la campagne d'Austerlitz, par un oukase du 17 septembre il créera de même un *Comité consultatif pour les affaires de haute police*, que remplacera en 1807 un *Comité de sûreté générale*, où Kotchoubey et Novossiltsov se rencontreront avec le sénateur Makarov, successeur naguère du tristement célèbre Chechkovski, le tortionnaire préposé par Catherine à la défunte, mais maintenant ressuscitée au nom près, *Expédition secrète* de sinistre mémoire. A cet avatar peu glorieux, mais pas tout à fait inattendu, aura abouti le zèle réformateur de deux héros du *Comité secret*.

Et, dès le printemps de 1803, revenu de l'alarme que lui avait donnée l'équipée de Choubine, remis en confiance par la présence d'Araktchéiév, Alexandre aura pris ses aises, s'abandonnant plus librement aux plaisirs et aux distractions de toute nature, qui, dès le premier jour, avaient pris beaucoup de son temps. Donnant à sa liaison avec la belle Mme Narychkine, publiquement affichée depuis longtemps, un caractère de faux ménage, il y ajoutera force autres intrigues amoureuses, voire même des plongeons dans les bas-fonds de la galanterie. Mauvais guide en politique, mais homme de mœurs exemplaires, La Harpe ne sera plus là pour conseiller à son ancien élève la retenue et la décence. Congédié en mai 1802 déjà, il ne devait plus revenir à Pétersbourg. Il était convenu qu'une correspondance secrète maintiendrait en contact continu le souverain et l'ex-précepteur, le mot *aducias* y servant de signe d'intelligence : s'il le lisait dans un message de « son cher Alexandre », La Harpe se hâterait de revenir. Le mot ne devait jamais être écrit, et, après la mort de l'élève, un grand nombre de lettres à

(1) Wiegel, *Mémoires*, III, 14.

lui envoyées par le précepteur ont été retrouvées avec le cachet intact (1).

Débarrassé de son mentor, le jeune tsar s'amusait. En compagnie d'Araktchéiév, il se livrait aussi avec une passion grandissante aux exercices guerriers, en liaison avec la fièvre de diplomatie militante et de préparatifs belliqueux qui le gagnait, le détournant des œuvres de réforme.

Cependant, à l'automne de 1807, se rendant à Vitebsk pour y passer en revue un corps d'armée destiné à la conquête de la Finlande, il laissera à Pétersbourg Araktchéiév dont la faveur et le crédit auront grandi, dont les ordres recevront bientôt valeur d'*oukases nominatifs* émanant du souverain lui-même, et il emmènera Spéranski, déjà compagnon inséparable et bientôt ouvrier principal d'une autre entreprise réformatrice, qui, avec plus d'ampleur, échouera aux mêmes écueils. A ce moment, la Russie se trouvera engagée dans le sillon de la France.

Dans cet ordre d'idées, la première période d'activité, au cours du règne d'Alexandre, a été virtuellement close en 1804, avec un résultat à peu près nul dans le domaine politique et de médiocre valeur aussi dans le domaine social, où quelques tentatives procédant de la même inspiration étaient faites simultanément, ainsi qu'il sera marqué au chapitre suivant.

Paul Stroganov et ses amis ne sauraient porter seuls dans l'histoire la responsabilité de cet avortement. Ils n'avaient pas été seuls à l'ouvrage, et, dans la multiplicité même des concours qu'ils avaient dû solliciter, ou subir, s'était trouvée une des causes de l'insuccès commun. Divisé dans la question sociale en dépit de la solidarité des intérêts, l'élément aristocratique, seul actif dans la Russie de ce temps, n'avait pas montré plus de cohésion sur le terrain politique. Au sommet, comprenant un grand nombre de créatures du pouvoir absolu, favoris du jour ou de la veille, il était intéressé à son maintien. La noblesse moyenne aurait dû être acquise à des projets de réforme, dont elle pouvait attendre une part dans le gouvernement du pays ; mais la pauvreté de ses capacités intellectuelles égalait la médiocrité de ses ambitions.

(1) *Archives russes*, 1886, II, 65 ; *Sbornik*, V, 32 ; Soukhomlinov, dans *Revue du ministère de l'Instruction publique*, 1871, p. 221.

Satisfaite d'avoir échappé aux fantaisies et aux brutalités de Paul, la noblesse de cour ne songeait, de son côté, qu'à s'en délasser sous un souverain aimable, ou s'absorbait dans des compétitions de groupes et de coteries, exclusives de tout intérêt plus élevé. Mais l'élite intellectuelle elle-même dans cette sphère n'avait pas répondu, esprit et caractère, à l'appel de l'heure. Héritiers de l'idéal de monarchie constitutionnelle, que les Dolgorouki et les Galitzine avaient essayé de faire triompher soixante-dix ans plus tôt à l'avènement de l'impératrice Anne, élèves de l'école que, sous Catherine même, le prince Michel Chtcherbatov, historien de mérite et premier théoricien du slavophilisme, avait représenté avec quelque éclat, Alexandre Vorontzov et Mordvinov ne montraient ni la hauteur de vues ni l'énergie que les circonstances réclamaient. Avec ses hésitations, enfin, ses visées chimériques et ses arrière-pensées équivoques, initiateur apparent des idées de réforme et partisan des plus radicales, Alexandre se mettait, dans le fait, en travers du mouvement, qui, partagé en petites poussées unilatérales sans liaison l'une avec l'autre et souvent en opposition, se brisait, tout en l'ébranlant, contre le lourd bloc du régime en vigueur.

De ses deux pierres angulaires, autocratie et servage, l'une se trouvait plutôt consolidée momentanément au terme de cet effort, et un accord tacite s'établissait entre les réformateurs du jour pour ne pas toucher, ou presque, à l'autre.

CHAPITRE IV

LES VELLÉITÉS DE RÉFORME SOCIALE. — LE SERVAGE

I. La loi russe du servage. Sa nature particulière. Origine du régime. Le mouvement libérateur en Occident et en Russie. — II. Les modalités du régime. La loi et la coutume. — III. Les anomalies. Les serfs enrichis. Les artistes. Extrême plasticité du régime. — IV. Les censitaires et les corvéables. Les serfs de la couronne. Les serfs attachés aux établissements industriels. — V. Au plus bas de l'échelle. La domesticité serve. Son développement monstrueux. L'aristocratie et le prolétariat domestique. Traitements barbares et abus sexuels. Le harem d'un général. Répression insuffisante. — VI. Raisons qui rendent ce régime particulièrement intolérable en Russie. Son établissement récent et sa rencontre avec l'afflux des idées humanitaires et émancipatrices. Les deux courants, européen et asiatique. Le mouvement libérateur. — VII. Les projets de réforme. Le *Conseil permanent* et le *Comité secret* à l'œuvre. Les interventions déconcertantes du souverain. Résultats insignifiants. — VIII. Une initiative individuelle. Le comte Roumiantsov. Loi sur les accords entre maîtres et serfs. L'idée du rachat et la reconstitution de la classe des cultivateurs libres. Un principe fécond stérilisé par la réglementation bureaucratique. La propriété individuelle et le *mir*, Le problème social compliqué par la diversité des éléments ethniques. — IX. La question juive. La Russie l'ignore jusqu'en 1771. Les conquêtes territoriales et leur conséquence. L'immigration juive et les conflits en résultant. Les termes du problème et les solutions mises à l'essai. « La zone d'habitation. » Le règlement de 1804. La politique d'assimilation. Elle n'est pas appliquée. Les réformes ajournées.

I

« Il [Kotchoubey] m'a parlé d'une proposition qui fut faite, ces jours passés au Conseil [permanent], relativement à [l'interdiction de] la vente individuelle des hommes. L'empereur fit faire à

Trochtchinski un projet d'*oukase* motivé et qu'on proposa au Conseil. Là-dessus, tout le Conseil fut contre... Cette décision me paraît fort sage. »

Inscrite dans le journal de Paul Stroganov, à la date du 9 mai 1801, cette note (1) a de quoi surprendre. L'élève de Rommé motivait ainsi son opinion : « La coutume que le souverain s'est proposé de faire disparaître est assurément condamnable ; elle est hideuse ; mais elle tient à un ordre général des choses... Comment toucher à une des branches sans voir ses rapports avec le reste? » L'objection n'était que spécieuse. Comme dans l'ordre des réformes politiques, le souci de subordonner le détail à l'ensemble masquait mal ici encore la difficulté, pour ne pas dire la répugnance que tous les membres du *Comité secret* éprouvaient à passer de la théorie à la pratique. Se développant dans ce sens aux pays d'Occident et jusqu'aux confins de la Russie bien avant la Révolution française, le mouvement libérateur avait déjà engagé Catherine à permettre que sa *Société libre d'économie politique* s'y intéressât. Mais l'impératrice s'était gardée de suivre son voisin et allié Joseph IV sur le terrain des applications. Décrétée par ce souverain en Bohême, en Moravie, en Galicie, en Hongrie, l'abolition du servage se rattachait à un intérêt politique dont les gouvernants russes ne devaient s'inspirer que beaucoup plus tard, et seulement au regard des provinces polonaises. Dans les domaines slaves ou magyars de la maison d'Autriche, les possesseurs de serfs étaient aussi les seuls champions, à cette époque, des revendications nationales contre la domination étrangère. En Russie, dans les bénéficiaires du *kriépostnoié pravo*, la couronne trouvait, au contraire, son plus ferme soutien. En outre, servage et *kriépostnoié pravo* n'étaient pas synonymes.

La nature des rapports que la loi russe établissait entre les corvéables ou censitaires et les ayants droit à ces prestations demeure aujourd'hui encore un objet de controverse. Dans le langage courant, le terme *rab* (esclave) était fréquemment employé comme équivalent de *kriépostnoï*. Cependant, en mettant le pied sur le sol russe, un esclave de droit commun, nègre, turc ou persan, obtenait instantanément la liberté, « comme si, a dit Nicolas Tour-

(1) Grand-duc NICOLAS, *Paul Stroganov*, I, 14.

guéniév, c'était le sol béni de l'Angleterre ou de la France » (1). Nul étranger ne pouvait aussi, du moins à titre onéreux, être soumis à l'application de cette loi. Le *kriépostnoié pravo* était chose spécifiquement russe, se distinguant par son origine même des statuts analogues que l'on a vus en vigueur dans d'autres contrées.

Corvées et dîmes ont eu, ici, pour cause première, des avances en argent ou en nature, consenties par les possesseurs du sol aux cultivateurs qui y étaient employés. Les débiteurs se montrant très généralement insolvables, les créanciers ont obtenu de consolider *(zakriépit)* par une sorte d'hypothèque prise sur les personnes les redevances en argent également ou en nature, qui constituaient, capital et intérêts, la contre-partie des avances non remboursées, et, d'individuel, contractuel et temporaire qu'il était au début, ce règlement a tendu à se muer en régime général, juridiquement consacré et perpétuel (2).

Créancier lui-même des possesseurs du sol, qui ne le tenaient de ses mains qu'à charge de certaines obligations, service militaire ou civil, le souverain, seul propriétaire réel de toutes choses, avait intérêt à cet arrangement qui garantissait ses propres droits, et, de ce fait, *servage* et *service* ont, tout au moins jusqu'au troisième quart du dix-huitième siècle, constitué les termes complémentaires d'une équation sur laquelle l'édifice politique et social de l'empire tsariste était dressé.

En 1762, les hommes de service *(sloujilyié lioudi)* ont été libérés par Pierre III et l'affranchissement des autres assujettis en aurait dû être la conséquence logique. Cependant, la force conjuguée des habitudes contractées et des intérêts engagés a maintenu encore pendant cent ans, à quelques modifications près, ce régime que la pratique portait à des déviations monstrueuses du principe originaire, mais qui n'en trouvait pas moins des apologistes, même en dehors de la Russie. « Le servage en Russie, » a écrit d'Allonville, « n'est que cette hérédité de travail auquel le paysan est tyranniquement soumis en tous lieux, et qui, dans cet empire seul, est richement compensé par la cession de 10 à 15 *diéssiatines* de terre...

(1) *La Russie et les Russes*, II, 191-192.
(2) V. K. Waliszewski, *Ivan le Terrible*, p. 28 et suiv.

par l'obligation de protéger ses sujets dans leurs malheurs, de les nourrir durant les famines, de les soigner dans leur vieillesse et leurs infirmités... et le serf répartissant par les chefs qu'il se nomme les tributs imposés par le seigneur qui le fait vivre et l'empereur qui le protège contre son maître, est cent fois plus heureux qu'un paysan français... (1). »

Ce n'était encore, cependant, que de la théorie, et, en l'absence de toute définition précise de droits et de devoirs respectifs, la pratique donnait à ces relations un aspect très différent.

II

La loi et, à son défaut, la coutume y introduisaient bien certaines normes ; mais, outre qu'elles se trouvaient, pour la plupart, établies à l'avantage d'une des parties, on devine laquelle, leur application n'était nullement assurée. Le *kriépostnoï* ne jouit d'aucun droit civil. Il ne possède rien en propre et ne peut, sans l'agrément du maître, passer aucune convention. Son incapacité juridique est telle qu'en dehors des faits délictueux, il ne saurait aussi devenir l'objet d'aucune poursuite directe. Au civil, le maître est son seul justicier, sans que rien l'oblige à tenir compte des indications du code, qui, d'ailleurs, dans un grand nombre de cas, sont inapplicables à cet ordre de rapports. Le *kriépostnoï* peut être réclamé par les tribunaux de droit commun, mais non y recourir lui-même, et, dans le premier cas, le maître est toujours admis à se présenter à sa place. En matière de justice criminelle, la loi rend le *kriépostnoï* justiciable des tribunaux de droit commun en ce qui concerne les « crimes graves » ; mais elle ne définit pas les offenses ainsi qualifiées et elle autorise les maîtres à infliger aux délinquants de cette catégorie certaines pénalités qui sont précisément applicables aux plus grands criminels, comme la déportation en Sibérie ou les travaux forcés. En outre, les arrêts

(1) A Talleyrand, 28 août 1814, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLV, 87. Dans le même sens, un mémoire adressé en 1808 à Napoléon, *ibid*, CXLVII, 129.

ainsi prononcés ne comportent pas d'appel, la plainte d'un *kriépostnoï* n'étant recevable devant aucune juridiction, et le fait d'en produire une le rendant passible de peines sévères, si fondée qu'elle puisse être. De maître à *kriépostnoï*, d'ailleurs, les actes seuls portant préjudice à la vie ou à la santé, ainsi que les attentats à la pudeur, ou au respect des liens conjugaux, se laissent concevoir comme générateurs d'une responsabilité. Encore ne peuvent-ils donner lieu à aucune poursuite, dont la victime prenne l'initiative. Leur répression ne relève que de la police.

Deux seuls cas sont exceptés où le recours à la justice est non seulement ouvert au *kriépostnoï*, mais rendu pour lui obligatoire : il peut et doit dénoncer les crimes d'État et les fraudes en matière d'impôt, dont son maître se rendrait coupable (1).

Enfin, si, en principe, dépendance de la terre par lui cultivée, le *kriépostnoï* ne peut être aliéné qu'avec elle, les ventes au titre personnel ont bénéficié depuis longtemps d'une tolérance qui les a rendues d'usage courant.

D'après ces traits, le *kriépostnoï pravo* justifiait bien le terme de serfs communément appliqué en langue française aux assujettis. Leur condition se laissait même assimiler en principe à celle du commun des nègres sur les plantations d'Amérique avant la loi d'affranchissement. La différence des milieux, des origines et du développement historique dans ces rapports y créait cependant des dissemblances, en prêtant ici aux plus singulières anomalies.

III

Le serf russe n'a rien qui lui appartienne et la loi ne permet de lui faire crédit que jusqu'à concurrence de 5 roubles. Cependant, on trouve des serfs exploitant pour leur compte de grands domaines, auxquels d'autres serfs sont attachés. On en voit aussi qui sont chefs d'importants établissements industriels. La plus grande fabrique de chapeaux à Moscou appartient à un serf du

(1) Engelmann, *Die Leibeingenschaft in Russland*, p. 152 et suiv.

comte Chérémétiév, et le propriétaire passe pour riche de cinq millions de roubles. Dans tel village voisin, où il trouve un appartement confortablement, voire même luxueusement meublé et un excellent souper arrosé de vin de champagne, un ami de Nicolas Tourguéniév est l'hôte d'un autre serf.

C'est encore au bénéfice de la partie la plus faible, cette fois, l'effet d'une tolérance où toutes les deux trouvent leur avantage. Tout-puissant à l'endroit de son serf, le maître pouvait lui permettre de faire fortune de façon indépendante, sauf à en tirer rançon sous forme de part prélevée sur les bénéfices ou de prime d'affranchissement. D'aucuns exploitaient de même les talents artistiques qu'ils avaient découverts chez quelqu'un de leurs sujets et qu'ils avaient développés par une éducation appropriée. Il arrivait aussi que, se rendant à un concert donné par un violoniste célèbre qui lui appartenait, un *barine* payât son billet d'entrée avec une lettre d'affranchissement. Mais ces cas étaient rares, et, après avoir achevé son éducation musicale en Italie, le compositeur Diégtiarévski, auteur de nombreux morceaux de musique d'église très appréciés, reprenait à son retour en Russie les chaînes de la servitude et mourait de désespoir à la fleur de l'âge (1).

Le régime était extrêmement plastique ; mais, en permettant à des serfs d'en posséder d'autres, il s'étendait et se consolidait par fissiparité en quelque sorte, et, dans l'ensemble, il constituait une chose hideuse. Or, c'était la condition des trois quarts de la population du pays ; trente-six millions d'êtres humains s'y trouvaient assujettis.

IV

Tolérable, relativement et même par endroit plaisante au delà de l'idée que d'Allonville en donnait, paraissait-elle pour les simples censitaires, qui comprenaient un peu plus de la moitié des assujettis. Astreints uniquement au paiement d'une redevance en argent, proportionnée à la quantité de terre cultivée par chaque

(1) Nikitiénko, *Mémoires*, édit. russe, p. 5-8.

ménage (*tiaglo*), et généralement modérée, souvent minime, ils prenaient figure de véritables fermiers. S'administrant eux-mêmes, choisissant parmi eux un chef chargé de recueillir l'*obrok* dû au maître, ils n'avaient pas d'autres rapports avec ce dernier, qui, très habituellement, ne résidait pas sur place. Souvent, d'ailleurs, ils obtenaient licence de gagner leur vie au dehors et autrement que par la culture de la terre. Presque tous les maçons et la plus grande partie des charpentiers employés à Pétersbourg étaient des serfs originaires des gouvernements de Iaroslavl et de Vladimir. La région de Rostov fournissait des jardiniers et des maraîchers à l'empire tout entier. Mais, pour ne pas quitter leur village, les paysans d'une Mme Miatlev, fille du feld-maréchal comte Saltykov, ne se trouvaient pas plus mal lotis : en 1813, ils offraient à leur « propriétaire », comme œuf de Pâques, trois rangs de perles d'une valeur de 55 à 75 000 roubles, « une bagatelle pour eux », disait le Suisse Christin, en rapportant le fait à son amie, la princesse Tourkiéstanov (1).

Le sort fait aux serfs de cette catégorie dépendait, cependant, de l'arbitraire des maîtres, et, sur les domaines de petite dimension, la situation généralement embarrassée des propriétaires les portait à des exigences, qui, dîme ou corvée, devenaient fréquemment excessives. Tel d'entre eux n'affectait à chaque ménage qu'une *diéssiatine* (un hectare environ) de terre, dont il réclamait 60 roubles par an. Le régime de la corvée prêtait cependant davantage aux abus. Confirmé par un *oukase* de Paul Ier, l'usage avait beau y limiter à trois par semaine les jours de travail dus au maître, peu de propriétaires de serfs en tenaient compte, ne laissant parfois aux corvéables qu'un jour libre d'un dimanche à l'autre, et réclamant en sus diverses prestations complémentaires : fournitures d'œufs, de miel, de volailles, de moutons même, charrois, travail de quenouille à la charge des femmes, etc.

— Comment vous y prenez-vous pour moissonner vos champ demandait-on à quelques-uns de ces malheureux.

Et la réponse était :

— Nous avons les nuits (2).

(1) *Archives russes*, 1883, p. 786 et 799.

(2) A. Toutchkov, « Journal », *Messager de l'Europe*, août 1900, p. 685 ; cf. Nikitiénko, *loc. cit.*, p. 33.

Même pour les censitaires, l'uniformité de traitement n'existait que sur les terres de la couronne et des apanages, où, cependant encore, la qualité des fonctionnaires employés à ce service entrait en jeu, les plus mauvais dépassant parfois en excès de toute sorte les pires des maîtres et les meilleurs n'égalant pas les bons. C'est ce qui a porté l'un des insurgés de 1825, le régicide Kakhovski, à apercevoir dans cette sphère de relations le côté le plus révoltant du servage, tel qu'il fonctionnait dans son pays (1). Mais, contre cette opinion isolée, on doit le reconnaître plutôt dans la domesticité serve, forme qui, en elle-même, constituait un abus.

Censitaire ou corvéable, le *kriépostnoï* n'était pas, en effet, on l'a vu, légalement attaché à la personne du maître, mais à la terre, sur laquelle il s'attribuait même un droit, par une interprétation assurément assez arbitraire des faits lointains dont procédaient ces relations et non sans une confusion d'idées qui prêtait à des déductions en sens opposé. « Nous sommes *vôtres*, mais la terre est *nôtre* », disaient les paysans aux maîtres, qui les prenaient au mot, pour la première partie seulement de cette définition.

Il y avait de même des serfs attachés à des établissements industriels, mines ou usines, sans qu'un lien de dépendance personnelle existât entre eux et les propriétaires de ces exploitations. Plus tôt reconnue, cependant, que dans le domaine de l'agriculture, la supériorité de la main-d'œuvre libre a, dès cette époque, tendu à exclure l'autre des emplois réclamant plus d'habileté technique, tandis que, sous l'influence des mœurs orientales, perpétuant dans ce pays le goût de certains modes barbares du luxe, la domesticité serve prenait un développement extravagant. A la veille de la disparition du régime, elle devait encore comprendre près d'un million et demi de sujets.

V

Sortant de la classe des cultivateurs pour n'y plus rentrer, ni eux ni leur progéniture, augmentant rapidement en nombre et

(1) Siémiévski, *les Idées des décembristes*, p. 100 et suiv. ; cf. V. Miakotine, dans *la Richesse russe*, 1903, VI, 79-83.

encombrant en excédent inutile et dispendieux les intérieurs les plus modestes, 800 à Diédnovo, dans la province de Riazan, chez le général Ismaïlov, et 20 ou 30 encore chez tel hobereau, qui n'avait pas plus d'un millier de roubles à dépenser par an, mal logés, mal nourris, vêtus de haillons et communément maltraités, ils constituaient pour leurs maîtres une charge très lourde et menaient eux-mêmes une vie d'enfer. Leurs gages, quand ils en recevaient, ne dépassaient qu'exceptionnellement 4 à 5 roubles assignats par an. Leur nourriture, quand, pour quelque peccadille, ils ne s'en trouvaient pas privés entièrement, était d'une poignée de farine ou de gruau. L'exception d'appointements plus élevés allant jusqu'à plusieurs milliers de roubles ne touchait, au-dessus de ce prolétariat, que l'aristocratie des valets de chambre, majordomes et cuisiniers des grandes maisons, que cependant encore leurs talents et la parure des livrées somptueuses ne mettaient pas à l'abri des coups. En douze années de service, un valet de chambre favori du général Ismaïlov comptait avoir subi près d'une centaine de bastonnades, dont une à raison de l'incongruité commise par un chien, introduit dans l'appartement du maître sur son ordre. Une enquête judiciaire relevait le cas d'un autre *barine*, qui, par manière de divertissement, employait ses domestiques des deux sexes à l'étude expérimentale des procédés, question ordinaire et extraordinaire, en usage dans les chambres de torture.

D'un maître inhumain à un autre, les domestiques étaient vendus, échangés comme autant d'animaux, ou joués aux cartes. Après avoir perdu aux mains d'un voisin de campagne son équipage entier, voiture, chevaux, cocher, piqueur et laquais, tel gentilhomme engageait sur un dernier coup une jeune et jolie fille de sa domesticité.

Les abus d'ordre sexuel étaient particulièrement fréquents dans cet ordre de relations. A Khitrovchtchina, une de ses résidences, Ismaïlov possède tout un harem, dont il offre parfois la jouissance à ses invités, et où, enlevées à leurs parents à l'âge de treize à seize ans, deux sœurs déclarent, à l'interrogatoire, avoir dû souvent « subir leur honte ensemble ». Des parents risquent-ils quelque résistance, ils sont fouettés jusqu'à ce que mort s'ensuive devant leur maison incendiée. Les intendants renchérissent sur

les maîtres, dont quelques-uns, habituellement absents de leurs domaines, se piquent de n'y revenir que pour cueillir les virginités disponibles (1).

Révélatrices de ces atrocités, les enquêtes judiciaires étaient rares et plus rarement suivies de sanction effective. Les plaintes des victimes n'étant pas recevables, l'intervention des pouvoirs publics ne pouvait être provoquée que par un retentissement exceptionnel donné à des faits d'un caractère particulièrement monstrueux, où l'impunité était encore généralement assurée aux coupables. Après en avoir bénéficié pendant de longues années, l'odieux Ismaïlov n'encourait qu'une mise en tutelle de ses domaines. Et un acte d'autorité du souverain devenait nécessaire pour faire revenir les juges sur une ordonnance de non-lieu d'abord prononcée. Alexandre déférait de préférence les affaires de cette nature aux assemblées de noblesse, qui, parfois, témoignaient de quelque souci à l'endroit de la morale et de la justice. Tel tribunal de droit commun, par contre, se contentait de renvoyer « au jugement de Dieu » une dame, femme d'un capitaine d'état-major, coupable d'avoir mis à mort, par voie de correction infligée *manu propria*, une fillette de douze ans (2) !

VI

Inséparables en tous temps et en tous lieux de l'ordre des choses qui les a déterminées en Russie, ces horreurs ont constitué cependant dans ce pays la plus étrange des anomalies, — à raison du moment historique où elles se sont placées. Et le fait doit retenir

(1) *Ancienne Russie*, 1870, I, 46 ; 1880, XXVII, 77 ; Wiegel, *Souvenirs*, II, 72 ; Iakouchkine, *Mémoires* (1875), p. 50 et suiv. ; Dossier de l'enquête de 1826, n° XI (déposition de Bestoujév) ; Listovski, « Récits », dans *Archives russes*, 1884, I, 227-228 ; 383 et suiv. ; Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, II, 147-154 ; Slavatinski, dans *Ancienne et Nouvelle Russie*, 1876, III, 263 et suiv. ; 349 et suiv. ; Biéliaiév, *les Paysans en Russie*, p. 217.

(2) *Recueil de documents* provenant de la chancellerie de Sa Majesté, IV, 441 ; *Recueil complet des lois*, XXXIII, 26. 603 ; XXXVI, 30. 543 ; cf. Sérédonine, *Aperçu historique*, I, 328.

l'attention, car, seul, il explique, dans ses manifestations également monstrueuses, la violence de la réaction révolutionnaire qui a suivi. L'établissement du servage appartient à l'histoire de la Russie moderne. Il s'y est donc rencontré, en ses traits de barbarie, avec le courant qui, en sens contraire, rapprochait ce pays de la civilisation occidentale, au sein de laquelle les derniers vestiges des mêmes mœurs sauvages disparaissaient à ce moment. Le phénomène se laisse, de son côté, expliquer par le double courant d'influences, dont, au carrefour de l'Europe et de l'Asie, « la sixième partie du monde » a toujours été tributaire. Européenne, la Russie a, jusqu'aux premières années du dix-septième siècle, devancé les pays d'Occident dans la constitution d'une classe nombreuse de cultivateurs libres. A cette époque, au milieu de la désorganisation politique, sociale et économique où une longue période de troubles — le *smoutnoié vrémia* — avait jeté le pays, le courant asiatique l'a emporté dans un mouvement de régression, dont le *kriépostnoié pravo* a été un des traits, — œuvre en partie du *tatar* Boris Godounov, dont la responsabilité en ce point a été exagérée (1), mais ne saurait être niée. Dès le milieu du dix-huitième siècle, un mouvement en sens inverse s'est accusé, où les revendications des victimes et les inclinations des bénéficiaires eux-mêmes du régime ainsi établi avaient une part presque égale. Aux uns, il était rendu plus intolérable par le souvenir encore frais des franchises perdues se rencontrant avec la perception assurément faible dans ce milieu, mais pourtant impressionnante des idées humanitaires importées du dehors. D'où des révoltes de plus en plus fréquentes et prenant dans le soulèvement de Pougatchev une ampleur menaçante. Mais, dans l'autre camp, les possesseurs de serfs n'étaient pas moins, sinon gagnés à ces idées, du moins mis en perplexité sous leur influence, et, en 1765, Catherine faisant couronner par la *Société libre d'économie politique* un mémoire du Français Béardé de l'Abbaye, qui réclamait la liberté et la propriété pour tous les cultivateurs du sol, les Orlov, les Tchernichev, les Sievers, possesseurs d'immenses domaines, souscrivaient aux projets élaborés dans ce

(1) V. K. Waliszewski, *Ivan le Terrible*, p. 29 ; le même, *la Crise révolutionnaire*, p. 29.

sens. Ils pensaient même y trouver leur avantage, — pour la raison qui, de notre temps, a porté certains latifundiaires de Pologne, de Roumanie et de Russie à envisager sans trop d'alarme les menaces d'expropriation, dont leurs terres devenaient l'objet. Sur le principe du rachat, par la capitalisation à un taux assez élevé des revenus abandonnés, ils se flattaient de même d'en obtenir un équivalent moins aléatoire.

Comme font ceux d'aujourd'hui, pourtant, les petits et moyens propriétaires de l'époque d'Alexandre en jugeaient autrement. Dans la corvée, avec l'usage et l'abus qu'ils en faisaient, ils voyaient la base même de leur existence. Et, d'autre part, le développement parallèle de l'organisation sociale sur ce fondement et de l'organisation politique engageait le gouvernement, autocratie et bureaucratie, à percevoir entre les deux un lien de solidarité. Enfin, une réforme du régime n'étant acceptable pour les uns que dans un plan d'ensemble et les autres n'en voulant point, l'accord s'établissait pour ne pas toucher aux détails de l'édifice.

Cependant encore, par l'effet de l'incohérence propre à leur façon de penser et d'agir, c'est à des corrections partielles, précisément, que devait se borner, dans ce domaine, l'œuvre d'Alexandre et de ses collaborateurs, en une série de tentatives où l'esprit de suite et l'esprit de méthode ont également fait défaut.

VII

Le 16 mai 1801, l'élève de La Harpe préside à titre exceptionnel la séance du *Conseil permanent* où est mis en délibération le projet visant l'interdiction des ventes individuelles de serfs. Le jeune souverain vient d'être instruit de cette pratique abusive par une annonce de journal, et il a aussitôt décidé de la faire disparaître. Sans se laisser ébranler par les objections qu'elle soulève, il insiste pour que la mesure soit mise en voie de réalisation séance tenante. Il ordonne à cette fin la préparation de quatre *oukases*, pour lesquels, dans ces conditions, on ne saurait douter que le vote soit acquis. Il se trouve, cependant, que le lendemain,

il n'y a rien de fait. Qu'est-il arrivé? Les documents dont nous disposons ne nous permettent, à ce sujet, qu'une conjecture. Des résistances se sont quand même produites, l'épée de Damoclès s'est agitée, et, après avoir esquissé un geste de magnificence, l'autocrate a cédé. Les quatre *oukases* réclamés ont été remplacés par un seul, qui portait uniquement défense d'insérer dans les gazettes des annonces semblables à celles qui avaient ému le maître. Cette loi pouvait être facilement tournée et ne devait avoir d'autre effet que de légaliser implicitement les transactions en cause (1).

Le *Comité secret* entrant en fonction, c'est une autre affaire. Contre le sentiment qu'il a antérieurement lui-même manifesté, Paul Stroganov propose de commencer par le rachat des serfs domestiques. Aux objections de Novossiltsov motivées par le souci de ne pas mécontenter la noblesse, l'élève de Romme répond par une tirade inspirée des souvenirs que lui ont laissés les jacobins : « Qu'est-ce que cette noblesse, objet de tant d'égards? Un ramassis de gens qui ne sont devenus gentilshommes que par le service, qui n'ont reçu aucune éducation... C'est la classe la plus ignorante, la plus crapuleuse... (2). » Alexandre complique le débat en y faisant intervenir le prince Zoubov, qui, bientôt, encourra un blâme sévère à raison des mauvais traitements par lui infligés à ses serfs, mais qui a encore ses poches pleines de projets humanitaires. Et ils sont mis en discussion, et Paul Stroganov s'occupe d'en amender le texte, jusqu'au moment où le souverain se prononce inopinément contre toute modification de principe dans cette sphère de relations. Il conçoit la possibilité de les rendre tout à fait satisfaisantes par voie d'une simple définition des droits et des devoirs respectifs. Sur quoi la question d'un corps juridique, comité ou commission, à constituer pour cet objet est mise à l'ordre du jour. Mais Diérjavine suggérant, en 1803, la convocation à cette fin d'une assemblée de maréchaux de la

(1) *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. 761-772 ; *Recueil complet des lois*, XXVI, 19. 892 ; Lapoukhine, *Mémoires*, p. 48 ; Tourguéniév, *la Russie et les Russes*, II, 127-128 ; Daniévski, *le Conseil de l'empire*, p. 55 ; Siémiévski, *la Question des paysans*, I, 341 ; *Ancienne Russie* 1877, XX, 341.

(2) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 56-64, 71-73.

noblesse, le souverain juge l'idée impertinente, et cet autre projet est abandonné (1).

Entre temps, repris au *Conseil permanent*, le projet visant l'interdiction des ventes individuelles a rallié jusqu'à des conservateurs de l'espèce de Zavadovski (2), mais n'a toujours pas abouti, et, en deux ans, l'effort des réformateurs dans ce sens n'a produit qu'une autre loi conçue en trompe-l'œil et n'intéressant la question du servage que de façon indirecte. Elle portait une modification d'importance plus apparente que réelle au régime de la propriété foncière. Dépouillant la noblesse de l'une des dernières prérogatives qui lui restassent, elle était censée rendre commun à « tous les sujets de l'empire » le droit d'acquérir des terres. Dans ces termes mêmes, elle n'eût constitué qu'un simple retour à un passé assez récent. Aux mains de la noblesse, en effet, le privilège en cause ne datait que du siècle précédent. Mais encore la portée réelle de la loi était beaucoup moins grande. En une nouvelle application de la méthode chère aux législateurs du pays — reprise en détail des concessions faites en bloc — et en un euphémisme où se laisse reconnaître la marque personnelle de l'élève de La Harpe, elle excluait, en effet, de son application : « les terres occupées par des paysans », d'une part, et, de l'autre, « les individus incorporés à des domaines » (3). Et cela voulait dire que les serfs étaient laissés en marge du nouveau régime, ne pouvant y avoir part ni comme acquéreurs, ce qui maintenait à leur endroit l'ordre des choses existant, ni comme objet d'acquisition, ce qui restreignait singulièrement le droit accordé aux seuls bénéficiaires de l'*oukase :* marchands, paysans libres ou affranchis. Le souverain n'en choisissait pas moins pour la publication de la loi — au 24 décembre 1801 — le jour anniversaire de sa naissance. Il voulait paraître libéral. Dans l'application du régime en vigueur, il faisait preuve même d'une sollicitude réelle à l'endroit de la portion la plus nombreuse de ses sujets, dont le sort n'a pas laissé d'en recevoir quelque adoucissement. Dès le mois de juillet 1801, il annonçait l'intention de renoncer à ces distributions

(1) Diérjavine, *Œuvres* (1871), VI, 814.

(2) *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. 772-782 ; Sémiévski, *la Question des paysans*, I, 250.

(3) *Recueil complet des lois*, XXVII, 20. 075.

de terres peuplées de serfs, dont, après Catherine, Paul avait été si prodigue. « Je me suis promis de ne pas augmenter le nombre des malheureux », disait-il à un solliciteur (1). Il donnait du chagrin au franc-maçon I. Lapoukhine, qui estimait que, « pour maintenir le bon ordre général, la police exercée par les propriétaires des serfs était la meilleure ressource... » (2). Cependant encore, il ne s'interdisait pas des concessions à bail héréditaires *(arendy)*, dont l'effet était quand même de faire passer des domaines de la couronne, avec leurs serfs, aux mains des particuliers, et, en fait, au cours de son règne entier, la seule brèche ouverte de façon effective dans la bastille du servage a été due à l'initiative d'un homme qui n'avait aucune part à la faveur du souverain, ni à ses conseils.

VIII

Fils du glorieux vainqueur des Turcs, le comte Serge Pétrovitch Roumiantsov ne semblait nullement indiqué pour la prendre. Des démêlés qu'il avait eus avec ses paysans et où il n'avait pas paru à son avantage le rendaient déplaisant aux membres du *Comité secret*, qui empêchaient son entrée au *Conseil permanent*, où, bien qu'appuyée par le souverain, sa proposition trouva un mauvais accueil. Elle visait la reconstitution de la classe des cultivateurs libres, par voie d'accords entre maîtres et serfs. Diérjavine s'en indignait. La « liberté, clamait-il avec le pathos qui lui était familier, n'est pas un objet de négoce ! » Cette fois, cependant, bien qu'à sa façon oblique, Alexandre tenait bon, et, après avoir donné raison à son ministre de la Justice, il lui ménageait la surprise d'un *oukase*, dont, à l'issue de la séance du Conseil, il ordonnait la publication immédiate et qui réalisait l'idée de Roumiantsov (3).

(1) Siémiévski, *les Donations*, p. 87 ; cf. le grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 43.

(2) *Mémoires*, p. 194-195.

(3) 20 février 1803, *Recueil complet des lois*, XXVII, 20. 620 ; *Archives du Conseil de l'empire*, III, 1re partie, p. 783-788 ; *Archives russes*, 1869,

Subordonnant la validité des contrats d'affranchissement à l'approbation d'une longue filière de compétences superposées, du maréchal de la noblesse dans chaque district au souverain lui-même, une réglementation absurdement compliquée en a malheureusement stérilisé le principe fécond, en même temps que la clause obligatoire d'une allocation en terre assez importante — six à huit diéssiatines par famille — faisait obstacle à la multiplication des accords. En ce dernier point, une loi du 4 décembre 1807 (1) a cependant coupé court aux récriminations des intéressés, en intervenant subsidiairement, par une décision de principe, dans un autre débat, auquel donnait lieu la suppression totale du servage en voie de réalisation aux provinces baltiques.

On n'y admettait pas que l'affranchissement impliquât une allocation de terres, suivant le système adopté par Joseph II. Ce serait, pensait-on, un encouragement à la paresse, ainsi qu'un empêchement à la mise en disponibilité d'une main-d'œuvre susceptible, dans beaucoup de cas, de recevoir un meilleur emploi. Les résultats de la loi libératrice de 1861 ont, dans toute l'étendue de la Russie, paru justifier cette opinion. La question reste, cependant, discutable. En janvier 1826, libérés par la comtesse Orlov sans attribution de terre, des serfs devaient se juger condamnés à mourir de faim et adresser à leur bienfaitrice une protestation véhémente (2) !

Entre la région de Riga et la région de Moscou, le niveau de la culture était différent et les barons baltes ont pu avoir raison sans que la loi de décembre 1807 eût tort en se prononçant dans un sens opposé. Elle n'en a pas moins entravé le progrès de l'œuvre d'affranchissement, qui, jusqu'à la mort d'Alexandre, n'a porté que sur 48 006 âmes mâles en tout, et sur pas plus de 151 895 — un et demi du chiffre total des intéressés — jusqu'en 1858, date extrême de son fonctionnement.

Le prix réclamé aux affranchis était cependant généralement assez modeste : n'atteignant des taux plus élevés, et portés parfois

p. 1954 et suiv. ; Siémiévski, *la Question des paysans*, I, 255-256 ; Romanovitch-Slavatinski, *la Noblesse en Russie*, p. 382 ; le grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 88.

(1) *Recueil complet des lois*, XXIX, 22. 714.

(2) *Ancienne Russie*, 1896, LXXXVII, 527.

au décuple, que dans les régions de grande activité industrielle, telles que la province de Kostroma, il ressortait en moyenne, allocation de terre comprise, à 396 roubles assignats par âme, soit 127 roubles argent au cours moyen des années 1804-1824. D'autre part, les libérés faisaient communément aussi honneur aux engagements contractés, à tel point, qu'au cours du règne d'Alexandre, comprise dans la loi, la clause de retour à l'asservissement n'a joué qu'au regard de deux défaillants (1). Mais la brèche était trop étroite, et un *oukase* du 18 octobre 1804 (2) s'est vainement proposé de l'élargir en étendant aux marchands de la première guilde le droit d'acquérir des terres même peuplées de serfs, sous obligation de faire bénéficier ces derniers de la loi de 1803. Les commerçants de cette catégorie n'y figuraient qu'en nombre très restreint.

Plus libéralement appliquée, cette loi aurait porté un autre fruit, d'une importance capitale pour l'avenir du pays. En voulant que les allocations de terre consenties aux serfs affranchis le fussent au titre *individuel*, elle tendait à entamer ce régime communautaire du *mir*, qui a été une des causes, et la plus essentielle peut-être, de la stagnation économique et de l'inertie sociale où le peuple russe a été retenu jusqu'à nos jours. Mais, en ce point, la loi n'a guère été observée ; d'obligatoire, la résistance des idées et des habitudes a rendu l'individualisation des allotissements facultative, et les intéressés ne lui ont que très rarement donné la préférence.

La solution de tous les problèmes de cet ordre rencontrait ici une difficulté complémentaire dans la diversité des éléments ethniques que l'immense empire comprenait et dont l'un, en particulier, y devenait, au point de vue tant social qu'économique, une cause d'embarras grandissants.

(1) Souchkov, « Mémoires », dans *Messager de l'Europe*, 1867, II, 267 ; Viéchniakov, *les Paysans propriétaires*, p. 61-66 ; Siémiévski, *la Question des paysans*, I, 267-268 ; Ikonnikov, *le comte Mordvinov*, p. 221 ; Siémionov, dans *Messager russe*, 1864, XI, 881 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier* VI, 83.

(2) *Recueil complet des lois*, XXVIII, 21. 481.

IX

Jusqu'en 1771, la Russie a eu le bonheur d'ignorer la question juive. L'accès du territoire de l'empire était rigoureusement interdit aux étrangers de cette origine, et, si des infiltrations se produisaient, l'effet en restait très restreint. L'annexion de la Crimée, de la Nouvelle Russie et surtout des provinces polonaises, avec les millions d'Israélites qui s'y trouvaient établis, a entraîné la rupture des digues établies de ce côté, et aussitôt le problème que l'immigration juive a fait connaître à tous les pays s'est posé dans celui-ci avec une acuité qui n'a fait que s'accroître jusqu'à nos jours et dans les termes mêmes qui en font encore un objet d'extrême perplexité.

La cause s'en laisse attribuer à la conception particulière de son individualité ethnique, que le peuple d'Israël a toujours et partout portée au sein des collectivités étrangères dont il recherchait l'hospitalité. Il y a invariablement réclamé, d'une part, le bénéfice du droit commun, sans en accepter les charges, et il a, d'autre part, tendu à y circonscrire et spécialiser son activité dans des emplois où il la rendait doublement déplaisante : d'un côté à raison de la nature de certaines industries préférées — usure, vente de boissons fortes, courtage marron — et de la façon de les exercer qui lui était propre ; de l'autre, par l'effet de la supériorité que, dans d'autres professions de son choix, — finances, certaines branches du commerce, presse, barreau, — il devait moins encore à la valeur incontestable de son effort qu'à sa concentration.

Généralisées à travers tous les pays et tous les âges, ces habitudes de parasitisme ont pris naturellement une ampleur plus grande dans les milieux de faible culture, qui, en leur opposant moins de résistance, favorisaient leur développement. La Russie de la fin du dix-huitième siècle leur offrait un terrain particulièrement avantageux, et des conflits en résultaient, qui, dès le règne de Catherine, déterminaient une première expérience de l'expé-

dient dit de la « zone d'habitation » ou règlement limitant pour cette partie de la population le permis de séjour à quelques provinces de la périphérie.

Les résultats ne s'en montrant pas satisfaisants, dès l'avènement d'Alexandre, comme sénateur d'abord et membre d'une commission d'enquête, puis comme ministre de la Justice, Diérjavine a mis en avant des projets de réforme, pour l'examen desquels un comité spécial a été constitué, en 1803, comprenant, avec Czartoryski et Kotchoubey, le comte Sévérin Potocki et le cadet des Zoubov, Valérien. L'aîné s'était déjà disqualifié par des frasques de toute nature. Étudiant les conditions d'existence faites à l'élément israélite dans les diverses régions de l'empire, ainsi que dans les autres pays d'Europe, consultant de volumineux dossiers déjà accumulés dans les archives du Sénat, entrant en rapports avec divers groupements sémites, ce comité semble s'être consciencieusement appliqué à une tâche qui a, cependant, défié son savoir et son zèle.

Sous la menace de se voir interdire le commerce des boissons fortes, les juifs ont déployé une résistance énergique. Diérjavine parle d'une tentative de corruption, dont il serait lui-même devenu l'objet, par l'intermédiaire d'un certain Notko, qu'il appelle d'ailleurs son « confident », personnage dont l'espèce, malgré la « zone d'habitation », se laisse découvrir dans l'entourage du plus grand nombre des Russes haut placés de ce temps. Kotchoubey et Valérien Zoubov se trouvaient, de leur côté, en relations avec Spéranski, qui en entretenait de très intimes avec le fermier des monopoles de la couronne, Peretz, riche Israélite, dans la maison duquel le futur grand homme logeait et par lequel il se laissait initier, non seulement théoriquement mais pratiquement, au mécanisme des spéculations financières.

Les délibérations du Comité en furent embarrassées. Le départ de Diérjavine en octobre 1803 ne rendit pas les Notko et les Peretz moins agissants, et, en décembre 1804, leur influence a fait adopter un compromis, dont le principe était louable. Maintenant la « zone d'habitation », il l'élargissait, ajoutant le gouvernement d'Astrakhan et le Caucase à l'ancien périmètre qui comprenait la Petite et la Nouvelle Russie, la Crimée et les provinces polonaises. Défense était encore faite aux juifs d'avoir des établissements à

proximité des frontières, dans un rayon de 50 verstes, précaution prise contre la pratique de la contrebande, qui leur était familière. En retour, ils obtenaient accès à toutes les écoles et établissements scientifiques, sous la condition seule d'y quitter leur costume national, qui ne serait toléré que dans les écoles paroissiales. Licence leur était accordée en outre d'ouvrir des maisons d'éducation confessionnelles, sous l'obligation, cependant, d'y assurer l'enseignement d'une des trois langues — russe, polonais, allemand — dont l'emploi leur serait imposé, dans un délai de six ans, pour les contrats qu'ils passeraient entre eux. Le nouveau règlement les répartissait, enfin, en quatre classes : cultivateurs, fabricants ou artisans, marchands et bourgeois, en dehors desquelles ils seraient considérés comme des vagabonds et traités en conséquence, c'est à-dire relégués en Sibérie (1).

Premier essai, en Russie, d'une politique d'assimilation appliquée à un élément que l'on ne saurait y croire absolument réfractaire, cette loi de 1804 est intéressante à ce titre, et peut-être en aurait-elle obtenu d'autres à l'attention des historiens, si elle avait reçu son effet, en ouvrant la voie à de nouvelles combinaisons, inspirées du même esprit. S'y portant avec persévérance, peut-être la Russie eût-elle conjuré les terribles conséquences que devaient produire un jour le maintien et l'accroissement continu dans son organisme de ce corps étranger, avec les causes d'irritation qui en résultaient de part et d'autre et le dynamisme révolutionnaire qui se développait dans cette sphère et dont des événements récents ont fait reconnaître la puissance.

Mais la loi de 1804 n'a même pas bénéficié d'un commencement d'exécution sérieuse, et, avec tous les autres abordés dans la première partie du règne d'Alexandre, ce problème est resté en suspens à l'entrée d'une autre période, dont le récit va suivre et qui a détourné d'un autre côté la pensée et l'activité du nouveau souverain.

(1) Loi du 9 décembre 1804, *Recueil complet des lois*, XXVIII, 21. 547; Diérjavine, *Œuvres*, VI, 799 et suiv.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE
LA CONFUSION DES PROGRAMMES ET DES ALLIANCES

I. La diplomatie russe sous le règne d'Alexandre. Dualité ou diversité d'inspirations et de tendances. Un élément de coordination relative. Corrélation entre le programme libéral à l'intérieur et le rapprochement avec la France au dehors. Méconnaissance des intérêts russes. — II. Les éléments dirigeants. Leur désaccord. Le *Comité secret* et le « secret du tsar ». — III. Les premières mesures. La paix avec l'Angleterre. L'abandon du système de la neutralité armée. Les relations avec la France. Divergence d'action. Kalytchov à Paris et Duroc à Pétersbourg. Le traité de paix. Mesures convenues contre l'émigration polonaise et accord sur les indemnités allemandes. « Les tableaux russes. » — IV. Changement de représentant à Paris. Markov. Ses incartades. La diplomatie officielle du tsar et sa politique personnelle. Correspondance secrète entre l'empereur et le premier Consul. Le général d'Hédouville à Pétersbourg. Assaut de galanterie entre la France et la Russie. — V. Progrès d'intimité entre la Russie et la Prusse. Le rendez-vous de Memel. La reine Louise. Une entrevue « divine ». Idylle et débat politique. Enchantements et désappointements. L'armée du grand Frédéric. Impression défavorable qu'elle laisse au tsar. Revirement d'idées qui en résulte. — VI. La paix d'Amiens et les menaces de rupture. Refroidissement dans les relations entre le tsar et le premier Consul. Raisons et influences qui y concourent. La Harpe. Markov. Talleyrand. La Russie et l'Angleterre. La médiation et l'arbitrage. Manœuvres qui les font échouer. Double jeu du tsar. Ouvertures à la Prusse contre la France et avances à l'Autriche. — VII. L'action hostile de Markov à Paris. La colonie russe. Les courants d'opinion qui la divisent. Une officine d'espionnage et de propagande royaliste. Ses agents. Christin, de Vernègues, d'Entraigues. L'orage éclate. Rappel de Markov. — VIII. Nouvelle orientation de la politique française et de la politique russe. Le problème polonais. Czartoryski ministre des Affaires étrangères. Son système. Les raisons qui y font comprendre un projet de restauration polonaise. Le mémoire « secrétissime ». Double application possible de la politique qui y est exposée. Contre l'Autriche et la Prusse, ou contre la France. Défaut d'entente réelle entre le tsar et son ministre. Dans le brouillard. — IX. Le conflit avec la France. L'exécution du duc d'Enghien. Alexandre en désaccord avec Czartoryski. Manifestations provocatrices

désapprouvées par le ministre. Rupture avec la France consommée. — X. Absence de raisons qui la justifient du côté de la Russie. Défis diplomatiques multipliés et défaut de préparatifs militaires. Illusions et présomptions. Vers la catastrophe.

I

Très abondantes et pénétrantes, en Russie comme en d'autres pays, les études dont l'histoire extérieure du règne d'Alexandre a été l'objet n'ont pas épuisé le sujet, et elles n'appellent pas seulement des compléments ou des rectifications de détail. Une erreur de portée plus générale doit y être relevée. La personnalité prestigieuse du souverain et le caractère de l'autorité par lui exercée ont fait admettre, dans la politique dont il assumait devant le monde la direction arbitraire, une unité de pensée et d'action, que le rôle semblait comporter naturellement. La réalité n'y a cependant répondu à l'apparence qu'en de rares et courts moments, et, dans l'intervalle, cette politique a présenté, au contraire, le phénomène exceptionnel d'une dualité continue et parfois d'une diversité, sans autre exemple, d'inspirations et de tendances. Un seul élément de coordination relative s'y laisse apercevoir, constituant aussi un lien entre l'histoire extérieure et l'histoire intérieure de ce règne si plein d'événements. Les périodes de rapprochement et d'intimité, ou de tension et d'hostilité dans les rapports avec la France y ont correspondu invariablement à des phases de progrès ou de recul dans l'application du programme libéral et réformateur que l'élève de La Harpe a apporté au pouvoir. Et ce parallélisme n'a pas sa seule explication dans un effet naturel de sympathie et de corrélation morale. Obligé, si autocrate qu'il fût, à compter dans une certaine mesure avec l'opinion, le souverain a dû alternativement y prendre appui sur la partie intellectuellement la plus évoluée de ses sujets, que son éducation rendait tributaire des influences françaises, ou sur le groupe conservateur, que des raisons d'intérêt, indiquées ailleurs (1), inféodaient à l'alliance anglaise.

(1) V. K. Waliszewski, *Paul Ier*, p. 541.

Mais, russes ou étrangers, des historiens en grand nombre se sont donné la plus ingrate des tâches, et la plus vaine, en cherchant à quelle conception des intérêts russes ont répondu ces revirements. C'est encore un trait caractéristique de l'action exercée par Alexandre au dehors, du premier jour au dernier, que, sauf aux moments où elle s'est trouvée associée à la politique française, son détachement des intérêts nationaux a été absolu. Allié de l'Angleterre, de l'Autriche ou de la Prusse, le souverain bataillera pour l'indépendance de l'Allemagne, l'intégrité ou l'agrandissement du patrimoine des Hohenzollern, la restauration ou l'indemnisation des Bourbons, sans que la Russie ait la moindre part d'avantage dans les objectifs ainsi poursuivis. Tout au plus, dans les premières phases de la lutte et plutôt encore chez certains conseillers du tsar, héritiers plus conscients de la tradition cathérinienne, que chez lui-même, est-il possible de soupçonner une arrière-pensée, rattachant l'intervention russe dans les affaires italiennes au dessein d'une manœuvre à grande envergure, qui, par la Morée et les sept Iles, où la Russie tenait déjà garnison, aurait visé à prendre la Turquie à revers (1). Encore, de ce côté même, l'entente avec Napoléon dans la première partie du règne, ou, dans la seconde, le projet d'intervention en faveur de la Grèce, de compte à demi avec le gouvernement de la Restauration, ouvriront à ces ambitions des perspectives beaucoup plus flatteuses, et, dès le début, par le double effet du tempérament propre au souverain et de la composition de son entourage, qui y répondait, sa diplomatie aura été jetée en pleine incohérence.

II

S'en disputant la direction avec des tendances opposées, Panine et Pahlen ne s'accordaient pas mieux avec le vice-chancelier, Alexandre Kourakine. Panine entrait de plus en querelle violente avec Simon Vorontsov lui-même, bien qu'il le reconnût

(1) V. Lefébvre, *Histoire des cabinets de l'Europe*, I, 277-278.

pour son maître. Encourant le reproche d'anglomanie excessive, l'envoyé du tsar à Londres taxait d' « infamie » la « perlustration » des dépêches anglaises que le ministre ordonnait (1) et, intervenant au débat en juillet 1801, le *Comité secret* y trouvait un autre motif de perplexité : il croyait reconnaître que, tout à fait à l'encontre des mesures déjà prises et des négociations engagées pour mettre la Russie en état de paix avec l'Angleterre, « Sa Majesté était assez portée à favoriser une coalition contre cette puissance » !

Dix jours plus tard, autre alerte : il n'est plus question d'une coalition contre l'Angleterre, mais les membres du *Comité secret* redoutent de voir la Russie, « sans qu'elle s'en doute et au moment où elle s'y attendra le moins », engagée dans un conflit avec la France par les incartades que Kalytchov se permet à Paris. En correspondance suivie déjà avec le premier Consul et en coquetterie avec Duroc qui séjourne depuis six semaines à Pétersbourg, Alexandre a les meilleures raisons pour ne pas redouter cette éventualité. Il se contente pourtant de déclarer qu'il répugne à toute alliance comme à tout conflit avec les puissances étrangères. Un traité de commerce avec l'Angleterre, dont Kotchoubey met l'idée en avant, paraît lui-même « de trop » au souverain. La Russie se doit tout entière à la tâche des réformes intérieures.

En août cependant, le *Comité secret* est intrigué encore par un échange de courriers qui se poursuit entre Pétersbourg et Berlin et dont il a eu nouvelle. Interrogé, le souverain déclare sans broncher qu'il n'en a lui-même rien appris. Il donne satisfaction à ses amis en rappelant Kalytchov ; mais Markov, par qui Panine le remplace, se rend encore plus déplaisant. Cependant, le nouveau représentant du tsar à Paris réclamant en vain le rétablissement du roi de Sardaigne dans le Piémont, et, à une séance du *Comité secret* tenue le 2 décembre 1801, Czartoryski en exprimant son indignation, Alexandre donne une nouvelle cause d'étonnement à ses amis : « Les Français veulent avoir le Piémont? » dit-il. « C'est bien naturel. Au bout du compte, ils l'ont acheté de leur sang ! »

(1) Brückner, *Matériaux*, VI, 389 et suiv., 405, 419, 551, 566 ; *Archives Vorontsov*, X, 276-295 ; XI, 139-146 ; Czartoryski, *Mémoires*, I, 286 ; grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 118 et suiv. ; F. de Martens, *Recueil*, XI, 55, 57.

Au début de l'année suivante, le *Comité secret* a l'explication de cette attitude. Kotchoubey ayant remplacé Panine aux Affaires étrangères, le secret de la correspondance par courriers qui a continué entre les deux capitales n'a pu lui échapper, et, dans la séance du 24 mars 1802, il essaie d'obtenir un éclaircissement à ce sujet. La Russie n'est-elle pas mise subrepticement en voie de rapprochement avec le système politique issu du traité de Bâle? Mais Alexandre ne démord pas de l'attitude mystificatrice qu'il a adoptée vis-à-vis de ses collaborateurs les plus affidés. Il ne sait rien d'un tel dessein, ni de l'activité diplomatique qui y serait appliquée. Il n'a reçu du roi de Prusse qu'une seule lettre, qu'il a communiquée à Kotchoubey et qui n'avait trait à aucun accord politique. Cependant, à ce moment, le souverain a déjà arrêté la date et le programme d'une entrevue avec le roi et la reine de Prusse, où, après avoir tout fait pour l'empêcher, ce même Kotchoubey devra paraître et où les bases d'une triplice franco-russo-prussienne seront posées, en même temps qu'entre les souverains qui y prendront pour la première fois contact des liens seront contractés, destinés à jouer un grand rôle dans l'avenir de la Russie et de l'Europe (1). Au « secret du tsar » rendu plus impénétrable que celui du roi, le *Comité secret* lui-même ne devait avoir aucune part.

Cependant encore, en même temps, rébarbative ou agressive à l'endroit de la France, la diplomatie officielle du tsar se montrait, à l'égard de l'Angleterre, sans que le souverain y objectât, plus que conciliante.

III

Le premier Consul ne saurait échapper au reproche d'y avoir contribué. Dans ses relations avec le monde russe, n'ayant jamais appris à le bien connaître, il devait toujours être mal inspiré. « Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars ; l'escadre anglaise

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 33, 35, 78-79, 118-119; Bailleu, *Briefwechsel Kœnig Fr. Wilhelm's*, p. 14-15.

a passé le Sund le 31. » Publié dans le *Moniteur* au lendemain de l'attentat du palais Michel, ce commentaire injurieux manquait assurément d'opportunité, sinon d'à-propos. D'autant que des négociations pour la paix étaient déjà entamées entre Londres et Paris.

A ce moment, Nelson arrivait, en effet, en rade de Revel, mais se retirait aussitôt pour attendre hors des eaux russes le résultat des pourparlers qui, le 17 juin 1801, aboutissaient non seulement à la paix, mais à une convention particulièrement satisfaisante pour l'Angleterre. En harmonie avec les idées de Simon Vorontsov, qui, sur mer, jugeait les intérêts russes négligeables et sans avenir possible, elle stipulait que le pavillon neutre ne couvrirait plus la marchandise neutre. En outre, effet d'une inadvertance de Panine, comme on l'a supposé, ou de l'influence que faisait triompher le représentant du tsar à Londres, elle consacrait l'abandon d'un des articles fondamentaux de la politique de Catherine. Simon Vorontsov tenait que le système de la « neutralité armée » avait été imposé à l'impératrice, qui n'y entendait rien, par les intrigues combinées de la Prusse, de la Suède et de la France. Au rapport de l'envoyé anglais à Pétersbourg, la souveraine en aurait plaisanté elle-même, parlant de « *nullité* armée » (1). Depuis 1780, néanmoins, les premiers éléments d'un droit maritime, et notamment la définition du blocus effectif, réclamant des bâtiments de guerre « stationnés *et* suffisamment proches », procédaient de ce principe. Dans la nouvelle convention anglo-russe, la conjonction *et* se trouvait remplacée par *ou*, et la pratique du « blocus sur le papier » en recouvrait ses facilités (2).

En ce qui concerne la France, la part que le fils de Paul a pu prendre dans les premiers jours de son règne aux instructions envoyées à Kalytchov ne se laisse pas déterminer avec certitude ; mais, à coup sûr, une singulière méconnaissance des faits a pu seule y faire découvrir une sorte de mise à l'essai du rôle que le nouveau souverain devait se destiner en 1804, qu'il a réussi à se donner en 1814 et qu'il aurait, dès ce moment, conçu et ambitionné (3).

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, 20 ; Harris Diaries, I, 348.

(2) *Archives du comte Panine*, VI, 68 et suiv., 384 et suiv. ; Nelson, *Dispatches*, IV, 373 ; Mahan, *The influence of the sea power*, II, 57 et suiv.

(3) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, VI, 144 et suiv.

De mars en avril, ces instructions ne faisaient que reprendre, mais sous une forme graduellement atténuée, les termes de la fameuse note en cinq articles et en forme d'ultimatum que Paul Ier avait fait parvenir à Paris, en même temps qu'en un autre exemple d'incohérence, il visait à y amorcer une entente contre l'Angleterre (1). Hostilité poussée jusqu'à la provocation et recherche d'un rapprochement intime, la manœuvre suivait son cours. « Il est difficile d'être aussi impertinent et bête », disait le premier consul de Kalytchov aux derniers jours de mai 1801 (2) ; mais, en même temps, Duroc arrivait à Pétersbourg, avec une lettre de Bonaparte pour le tsar, où un autre effet d'auto-suggestion a fait reconnaître déjà « l'air de Tilsit » (3). Assez banal dans le fond comme dans la forme, le message contenait seulement l'expression du désir toujours entretenu par le signataire de faire aboutir à un traité de paix définitif les négociations entamées sous le règne précédent. Et la mission elle-même de Duroc, d'après les instructions qu'il avait reçues (4), n'était que de simple reconnaissance. C'est Alexandre qui, de façon assez peu conséquente d'ailleurs, a cherché à en amplifier l'objet.

Inaugurant une méthode qu'il devait porter aux plus singuliers développements, par-dessus la tête de ses ministres, il se livrait envers l'envoyé du premier Consul à des démonstrations qui engageaient les dames de la cour à se coiffer « à la Duroc ». Lui donnant du « citoyen », ainsi qu'aux officiers de sa suite, qui, intentionnellement choisis parmi les ralliés de l'émigration, goûtaient médiocrement le compliment, et se montrant ainsi mal averti de l'évolution où s'engageait le régime consulaire, il faisait entendre au chef de la mission des propos encore plus significatifs : « J'ai toujours désiré de voir la France et la Russie unies... Je désirerais beaucoup m'entendre directement avec le premier Consul dont le caractère loyal m'est très bien connu, et sans passer par tant d'intermédiaires, toujours dangereux... Je vous parle à

(1) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 479 et suiv. ; cf. *Sbornik*, LXX, 101-102 ; LXXII, 138.

(2) *Sbornik*, LXX, 171.

(3) Driault, *la Politique extérieure du premier Consul*, p. 209.

(4) 4 et 6 floréal an IX, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXL, 149-150.

cœur ouvert, dites-le-lui bien de ma part ; mais, soyez discret. Il n'est pas nécessaire que vous en parliez à mes ministres... Ne vous servez pas de la poste : vos lettres passeraient par trop de mains (1)... » Mais, en même temps, Alexandre souffrait que ses collaborateurs de tout rang, officiels ou officieux, témoignassent aux hôtes français ainsi traités une inimitié presque ouverte. Ayant invité Duroc à l'accompagner à Moscou pour le couronnement, il permettait qu'à la veille d'être congédié et condamné à un exil perpétuel, Panine ne tînt aucun compte de l'ordre reçu pour cet objet (2) !

Les jours de Tilsit étaient encore loin et les impressions emportées de l'entrevue de Memel, attitude déférente du roi, exaltation admirative de la reine, auront pour effet, une année plus tard seulement, de débrider en quelque sorte les instincts autoritaires du jeune souverain que sa timidité naturelle refrénera d'ailleurs toujours, en l'inclinant aux mêmes façons évasives. En juillet 1801 encore, il acceptera docilement « l'improbation » que les membres de son *Comité secret* infligeront à ses *a parte* avec les ministres des cours étrangères. Mais, en mars 1803, son chancelier et Czartoryski, devenu adjoint de son ministre des Affaires étrangères, « improuvant » une note très vive qu'il a fait adresser à la cour de Stockholm, au risque de provoquer un conflit à main armée, il prononcera un *sic volo, sic jubeo* des plus impératifs :

« Qu'est-ce que cela veut dire? Je ne pourrai pas faire ce qui me convient (3) ? »

En 1801, Duroc devait renoncer au voyage de Moscou. Néanmoins, en octobre de la même année, les répugnances de Panine, congédié au même moment, et les incartades de Markov n'empêchaient pas que fût signé à Paris un traité de paix franco-russe, qui comprenait même une convention secrète (4). Dans la partie

(1) Duroc au premier Consul, 7 prairial et 22 fructidor an IX, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXL, 169 ; CLXI, 6.

(2) Caulaincourt à Talleyrand, Pétersbourg, 29 brumaire an X, *ibid.*

(3) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 34 et 110-111. Le procès-verbal de la séance du 16 mars 1803 au *Comité secret* est faussement rapporté dans ce recueil à l'année 1802, ainsi que l'indique le contexte. Cf. *Politische Correspondenz Friedrichs v. Baden*, IV, 159 ; Ulmann, *Russisch-Preussische Politik*, p. 4.

(4) F. de Martens, *Recueil*, XIII, 263, 266.

ostensible de cet instrument, un seul article offrait une réelle importance, et, fidèle à ses habitudes, Alexandre en faisait mystère devant celui de ses collaborateurs que cette clause intéressait le plus. « Ami de cœur » du tsar et son ministre demain, mais Polonais, Czartoryski devait ignorer les dispositions qui y visaient très apparemment l'émigration polonaise devenue si nombreuse en France. C'est à tort, cependant, que les compatriotes de Czartoryski ont voulu y apercevoir une manœuvre astucieuse du souverain, dont l'objet aurait été de « faire renier la Pologne par Napoléon » (1). Les puissances contractantes s'engageaient à « ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets se permît d'entretenir aucun commerce, direct ou indirect, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux États ». Dans ces termes, l'accord avait, quatre années auparavant déjà, été proposé par Panine à Talleyrand, qui l'avait rejeté (2), simplement parce que, à ce moment, la formation des légions polonaises sous le drapeau de la France obligeait le gouvernement de ce pays à des ménagements, qu'il jugeait maintenant superflus.

La convention secrète du 10 octobre 1801 a eu pour objet d'établir les bases d'une pacification générale de l'Europe, et pour effet les fameux « tableaux russes », ou projet de règlement territorial et d'indemnisation, que la France devait appuyer devant la Diète de Ratisbonne et où la Russie ne pouvait trouver que le privilège de faire, en Allemagne, les affaires du roi de Prusse et de quelques autres membres de la Confédération germanique.

Membre du *Comité secret*, dans la compétence duquel Alexandre mettait les affaires de sa diplomatie, Czartoryski a été si peu renseigné sur celle-ci que, dans ses Mémoires, il donne encore le traité d'octobre 1801 pour conclu à Pétersbourg et signé par Duroc (3) !

(1) Askenazy, *la Question polonaise*, p. 16.
(2) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 317-318.
(3) Czartoryski, *Mémoires*, I, 286.

IV

L'un des signataires réels, à Paris, Markov, passait pour la forte tête du corps diplomatique russe et n'était qu'une mauvaise tête. D'origine obscure avec des prétentions aristocratiques, de petite fortune avec de grands besoins d'argent, il disait cyniquement n'avoir accepté ce poste que pour s'assurer le gain d'un procès douteux. « Visage lacéré par la petite vérole, exprimant constamment l'ironie et le dédain, yeux ronds et bouche dont les coins abaissés tiennent du tigre » : ce portrait, de la main de Czartoryski, se ressent peut-être des rancunes d'un plaideur malheureux ; mais, au sentiment général, l'homme était déplaisant à voir : « le plus laid que j'aie vu de ma vie », dit le Hollandais van Hogendorp, qui l'a connu à La Haye, où le futur diplomate débutait dans une opération de basse police (1). A Paris, Markov est arrivé en compagnie d'une pensionnaire du Théâtre français à Pétersbourg, Mme Huss. Il vit avec elle maritalement, et, bien qu'il ait un traitement de 80 000 francs, assez petitement pour faire dire à Talleyrand qu' « on sait à peine où il loge ». Il n'en est cependant pas empêché de se donner de grands airs, même, et surtout, avec le premier Consul, en même temps que, dans ses rapports officiels comme dans sa correspondance privée, il multiplie sur les hommes et les choses de France des propos injurieux, dont l'écho se retrouve dans les libelles publiés par un certain Fouilhoux, qui, arrêté, déclare avoir travaillé aux ordres et aux gages de l'envoyé du tsar (2) !

Au même moment, la correspondance directe entre le tsar et le premier Consul se poursuivait. La portée et le secret en ont été exagérés ; mais le fait en était par lui-même d'importance, et elle

(1) Van Hogendorp, *Mémoires*, p. 150 ; Czartoryski, *Mémoires*, I, 357 ; grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, I, 33 ; biographie, dans *Interlocuteur russe*, 1857, IV.

(2) Interrogatoire de Fouilhoux, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLI, 57 ; cf. *Sbornik*, LXX, 311 et suiv., 325 et suiv. ; *Correspondance de Napoléon*, n° 5. 920.

prenait un caractère de plus en plus cordial, dans des messages qui se multipliaient. Au porteur de l'un d'eux, qui était le futur ambassadeur de Napoléon à Pétersbourg, Caulaincourt, Alexandre faisait un accueil particulièrement gracieux. Il le présentait à l'impératrice et lui parlait à l'oreille d'une « alliance éternelle entre la France et la Russie ». (1) Mais il tolérait encore que, dans des rescrits par lui signés à l'adresse de Markov, la conduite de cet envoyé reçût l'approbation la plus complète et la personne de *Buonaparte* fût traitée sans plus de ménagement que dans les papiers de Fouilhoux (2). Sans doute ne prenait-il pas lecture de cette correspondance, pas plus que de celle qui, portant également sa signature, était censée traduire, à l'adresse de Simon Vorontsov, les idées et les volontés du maître. A telle enseigne que, le destinataire ne se gênant pas pour y dénoncer un « fatras incohérent, rempli de rhétorique boursouflée et de basses et viles expressions », et le fait parvenant à la connaissance du souverain, il n'en prenait pas offense (3).

Ainsi, dans un remous de courants contraires, la politique russe allait à la dérive, l'autocratique pilote abandonnant le gouvernail, ou, d'un coup de barre à l'autre, le lançant à contresens de la direction précédemment choisie. A la fin de 1801, le courant français paraissait l'emporter et l'arrivée à Pétersbourg du général d'Hédouville, ministre plénipotentiaire, coïncidait même avec un renouveau des manifestations de sympathie mutuelle que, en dehors même des rapports diplomatiques, Catherine s'était plu à provoquer d'un pays à l'autre. Un des fils de l'anglomane Vorontsov, Michel, songeait à prendre service dans l'armée française. Un oncle du plus grand des poètes russes, Basile Pouchkine, faisait apprécier des vers écrits dans la langue de Voltaire par des confrères qu'il fréquentait et qui s'appelaient Delille, Ducis, Legouvé, Bernardin de Saint-Pierre. Didot faisait hommage de sa collection de classiques français à l'élève

(1) Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLI, 43 ; *Sbornik*, LXX, 292, 298, 308, 438.

(2) *Sbornik*, LXX, 286.

(3) Brückner, *Matériaux*, VI, 405, 551, 566 ; VII, 75 et suiv. ; *Archives Vorontsov*, X, 276-295 ; XI, 141-144, 239 et suiv. ; F. de Martens, *Recueil*, XI, 50 et suiv.

de La Harpe, qui rendait le compliment en invitant des artistes français en tout genre, Boïeldieu, Rode, Mlle Sainville, à porter en Russie la parure de leurs talents. Le premier Consul, de son côté, ne demeurait pas en reste de politesses. Spécimens des dernières créations de la mode parisienne, personnellement choisis à l'intention de l'impératrice ; faveurs accordées à des membres de l'émigration, le duc de Richelieu, le comte de Choiseul-Gouffier, la duchesse d'Orléans, au sort desquels le tsar se montrait intéressé, il ne négligeait rien pour se rendre agréable, et, bientôt, succédant à Panine, A. Vorontsov était porté par tant de bonne grâce à modérer la vivacité de ses propres inclinations anglophiles, tandis que, devant un magnifique service de porcelaine de Sèvres, Kourakine se découvrait pour la France un penchant dont il ne soupçonnait pas la force (1).

Entre un La Tour du Pin et un Colbert-Chabannais, ses aides de camp, gentilhomme de vieille roche lui-même et homme de grande distinction, d'Hédouville ne pouvait manquer de trouver, à la cour et à la ville, l'accueil le plus flatteur. Il n'était cependant pas tout à fait le personnage du rôle que le représentant de la France aurait dû tenir pour exploiter ces conjonctures favorables. D'esprit triste et de mœurs austères, il devait s'attirer le reproche d'avoir « gâté l'occasion » par des habitudes de parcimonie notamment, qui auraient « condamné ses secrétaires eux-mêmes au supplice de la faim » (2). Mais, toujours active entre le tsar et le premier Consul, la correspondance personnelle des deux chefs d'État reléguait au second plan les relations protocolaires. L'histoire est invraisemblable d'une lettre autographe, où Bonaparte aurait hésité à reconnaître l'écriture de son impérial correspondant, tant, « en quatre pages volumineuses, elle était remplie d'idées et de principes démocratiques les plus outrés » (3). L'auteur responsable de l'anecdote, Markov, a prêté aussi à Talleyrand une observation au sujet du « mauvais effet

(1) Hédouville à Talleyrand, Pétersbourg, 8 thermidor an X, 16 juillet et 19 septembre 1802 ; rapports de Kourakine, Pétersbourg, 25 juin et 3 juillet 1802 ; dépêches de Markov, Paris, 5 juin et 23 décembre 1802, *Sbornik*, LXX, 420, 445, 451, 455, 467, 511, 586 ; cf. Pingaud, *les Français en Russie*, p. 263 et suiv. ; Colbert-Chabannais, *Souvenirs*, III, 183.

(2) Rapport de Savary, *Sbornik*, LXXX, 141, 150.

(3) F de Martens, *Recueil*, XIII, 278 ; *Archives Vorontsov*, XIV, 282.

que produisaient en France les concessions projetées par le tsar au profit de la nation ». Or, à son départ pour Pétersbourg avec d'Hédouville, le jeune Colbert-Chabannais avait reçu une instruction spéciale, à la rédaction de laquelle le futur prince de Bénévent n'était certainement pas étranger et qui prescrivait au destinataire de « flatter le souverain russe, en l'entretenant d'idées libérales » (1). Si « déjà Napoléon perçait sous Bonaparte » le premier Consul n'en venait pas encore à répudier la démocratie. En théorie, il ne devait jamais y arriver. Mais, étranger aux doctrines philosophiques, son commerce épistolaire avec le tsar devait à son existence même une portée politique assez grande, se rattachant à un autre, où Alexandre se trouvait engagé en même temps avec le moins philosophe de tous les monarques d'Europe.

V

Au commencement de novembre 1801, la question des « indemnités » créant une tension croissante entre l'Autriche et la Prusse et l'envoyé russe à Berlin, Krüdener, proposant la médiation de son maître, Frédéric-Guillaume jugeait à propos d'y faire intervenir aussi la France et s'en expliquait avec le tsar dans une lettre datée du 11 novembre 1801, qui n'était pas la première. Un commencement d'intimité se trouvait déjà établi entre Pétersbourg et Berlin. Bien qu' « un sot de premier ordre » au jugement de Kotchoubey, le prince héritier de Mecklembourg-Schwerin, cousin de la reine de Prusse et beau-frère du tsar, s'employait non sans succès à la resserrer. Ennemi déclaré du *Comité secret* et de Czartoryski en particulier, « prince russe contre prince polonais », comme il disait, mais très en faveur néanmoins auprès du souverain, le jeune Pierre Dolgorouki y travaillait avec non moins de zèle, et, se rendant coup sur coup à Berlin, il préparait ce que Simon Vorontsov considérait comme « la démarche la plus inconsidérée qu'on pût s'imaginer au

(1) Colbert-Chabannais, *Souvenirs*, III, 183.

monde » : l'entrevue de Memel, décidée aux derniers jours d'avril. « Tous les souverains de la terre, observait-il, venaient chez l'impératrice défunte », sans qu'elle pût soupçonner que son petit-fils « courrait les grands chemins, au lieu d'étudier les réformes utiles à accomplir dans son empire ». On eût dit d'un rendez-vous d'amour, tant le jeune souverain montrait d'empressement et de joie à s'y rendre, et, sans doute, n'était-il pas sans prévoir qu'une séduction de ce genre l'y attendait (1).

Orgueil de l'Allemagne par les grâces réunies du corps et de l'esprit, la reine Louise de Prusse devait venir à Tilsit, cinq ans plus tard, pour se persuader qu'elles n'étaient pas irrésistibles. Comme de tous les genres de beauté, elle passe aujourd'hui encore parmi les siens pour avoir été parée de toutes les vertus. La modestie ne semble pourtant pas avoir figuré dans le nombre. Un contemporain a cru voir que, plutôt que de la laisser sans emploi, elle était capable d'éprouver la puissance de ses attraits « sur un laquais ou sur un mendiant » (2). Plus encore cependant qu'à les faire apprécier aux autres, elle semble avoir été appliquée à les savourer elle-même, en contemplation et en extase devant « la forme angélique », « l'apparition céleste », ou « la majesté incomparable » de sa personne, qu'elle entendait célébrer. Éperdument sentimentale et romanesque en imagination, exaltée, passionnée et sans doute agréable en dépit d'une disgrâce physique, dont l'écharpe nouée autour du cou que l'on aperçoit sur tous ses portraits ne dissimulait pas suffisamment le secret, puisque Marbeau en a parlé si crûment (3), elle ne pouvait manquer de séduire Alexandre, et elle y a réussi doublement. Au charme de la femme, à l'ascendant que lui donnait une maturité morale plus grande, gauche et niais, gourmé et dévoré d'une ambition dont il n'avait ni la franchise ni le courage, le mari ajoutait un complément d'attraction. Napoléon devait y rester insensible, jusqu'à concevoir l'impression contraire d'une répulsion quasi physique. Sa prestigieuse prestance d'homme et d'empereur

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 166 ; Vassiltchikov, *les Razoumovski*, II, 4, 305 ; *Archives Vorontsov*, VIII, 272, XVIII, 271 ; Ulmann, *Russisch-Preussische Politik*, 21 et suiv.

(2) *Archives Vorontsov*, X, 188.

(3) *Mémoires*, I, 280.

en étant mise en relief, le fils de Paul y a trouvé, au contraire, une source d'agrément qu'il n'a jamais cessé de goûter.

De cette rencontre qui aboutissait le 10 juin, la politique devait être exclue aux termes des arrangements convenus dont, pour les rassurer, Alexandre n'avait pas négligé de faire part à ses collaborateurs et amis. Haugwitz, cependant, accompagnant ses maîtres au rendez-vous, il ne pouvait se faire qu'entre les tendres effusions et les parties de plaisir, on n'y touchât à ce projet d'une entente à trois, dont le tsar assurait, au *Comité secret*, n'avoir aucune connaissance, mais dont le ministre prussien avait déjà entamé l'exécution, en concluant avec la France, le 23 mai, une convention, à laquelle il se proposait de faire adhérer la Russie (1). Chef du cabinet du roi et partisan le plus déclaré de l'alliance française dans son entourage, Guillaume Lombard ne tardait pas, en effet, à s'en ouvrir avec Kotchoubey (2), et, le premier mouvement d'Alexandre fut d'en témoigner un assez vif mécontentement.

Ignorant que les choses eussent été poussées si loin entre Berlin et Paris, il se voyait mystifié à son tour et comme pris au piège. En outre, le contentement que son séjour à Memel lui donnait n'était pas sans mélange. Se rendant plaisant par son défaut de prestige même et son obséquiosité, mais se montrant fermé aux grandes perspectives et borné à des préoccupations triviales, gain de terres et de sujets, arrondissement au Hanovre ou ailleurs, Frédéric-Guillaume paraissait au tsar compagnon plus désirable qu'enviable associé. La reine elle-même semble l'avoir déconcerté et mis en défense sa timidité par l'excès de vivacité auquel elle se portait pour la désarmer, si même il convient de suspecter l'authenticité de l'anecdote rapportée par Czartoryski au sujet d'un arrangement de chambres, auquel Alexandre aurait objecté, y découvrant des risques qu'il ne lui convenait pas de courir (3). La réalité des sentiments inspirés au tsar par la belle souveraine n'a en tout cas pas répondu à l'idée que les témoins et elle-même surtout en prenaient. « *Der*

(1) Bailleu, *Preussen und Frankreich*, II, 91, 95.

(2) Kotchoubey à S. Vorontsov, Memel, 14 juin 1802, *Archives Vorontsov*, XVIII, 275.

(3) Czartoryski, *Mémoires*, I, 295-296.

Arme ist ganz begeistert und bezaubert von der Königin, » écrivait Mme de Voss dans son journal (1). Et la reine dans une lettre adressée à son frère Georges : « Je n'ai jamais vu les Alpes, mais j'ai vu les hommes, ou plutôt un homme dans toute la signification du mot. L'entrevue de Memel a été divine. Ci-joint mon journal de Memel, le dépôt le plus sacré que je possède ; renvoie-le-moi de suite, je t'en prie au nom des plaies du Christ (2). »

Il se peut que le document ainsi commenté (3) ne nous ait pas été livré intégralement ; mais toutes les autres indications que nous possédons au sujet des faits auxquels il se rapporte n'y laissent rien découvrir qui justifie l'invocation des « plaies du Christ » à leur propos, même en faisant la part de ce que le langage des hommes, et surtout des femmes de ce temps, comportait d'exagération dans l'expression des sentiments qu'elles éprouvaient. Alexandre a été charmé, mais, à son ordinaire, il en a plus montré qu'il ne ressentait, ainsi que la belle reine devait bientôt s'en apercevoir, et il a eu une autre raison encore pour ne pas se livrer sans réserve à la double sollicitation d'ordre sentimental et politique dont il devenait l'objet.

Même conçue en manière d'idylle, une entrevue de souverains ne pouvait, à cette époque, se passer d'un déploiement d'appareil militaire. Or, faisant part, de son côté, un peu plus tard, à l'attaché militaire d'Autriche, baron de Stutterheim (4), des impressions qu'il rapportait de Memel, Alexandre devait dire : « J'en suis du moins revenu guéri de l'opinion que j'avais des troupes prussiennes. » Il restait, en ce point, sous le coup d'un grand désappointement, et, d'avoir prévu Iéna moins de vingt ans après la mort du vainqueur de Rosbach serait un beau titre de gloire, si le jeune souverain s'était montré capable de mieux retenir et mettre à profit la leçon de cette expérience.

Le souvenir devait s'en effacer graduellement dans son esprit et, sur le moment même, le tsar ne soutenait pas, devant l'embûche reconnue, l'attitude de résistance d'abord esquissée. Aux

(1) *Neunundzwanzig Jahre am preussischen Hofe*, p. 242-245.
(2) Bailleu, *Königin Luise*, p. 139.
(3) Le même, *Briefwechsel der Königin Luise*, p. 531-537.
(4) « Journal de Stutterheim », dans Ulmann, *Russisch-preussiche Politik*, p. 42.

protestations de Kotchoubey, il répondait en esquivant une explication directe avec son ministre, mais en lui faisant dire par Tolstoy de « ne pas tant le moraliser » (1). Il accédait à l'entente franco-prussienne contre l'Autriche ; il consentait à ce que revus et corrigés à Berlin et à Paris, où Talleyrand tenait bureau ouvert de territoires allemands, les « Tableaux russes » fissent « pousser des cris d'orfraie » à Cobenzl ; mais une rancune lui en venait à l'endroit de la Prusse comme de la France, en même temps que ses vues et ses ambitions se portaient d'un autre côté, sans que, cependant, il renonçât au double privilège d'être devenu le chevalier attitré de la plus belle des reines et l'ami agréé du plus déférent des rois, ainsi qu'aux satisfactions d'amour-propre et autres qu'il pouvait s'en promettre.

VI

Dans cette disposition d'esprit, les menaces d'une nouvelle rupture entre la France et l'Angleterre après la paix d'Amiens le trouveront peu incliné à y prendre le parti de Bonaparte contre lequel le consulat à vie lui aura donné en août un grief accessoire, sans que La Harpe paraisse y avoir contribué autant qu'il s'en est vanté. En quittant Pétersbourg, l'ancien précepteur du tsar aurait reçu de lui pour le premier Consul une lettre contenant la proposition d'un accord secret pour la conclusion duquel le porteur devait servir d'intermédiaire, si, à son arrivée à Paris, il jugeait que le destinataire du message « voulait le bien ». Ayant acquis la conviction contraire, La Harpe aurait gardé la lettre et l'aurait, trente ans plus tard seulement, remise à l'empereur Nicolas, non décachetée (2). Son départ de Pétersbourg pour Paris a eu lieu en mai 1802 et il est assez difficile d'admettre que la décision qu'il aurait prise à ce moment, dans le rôle d'arbitre

(1) Kotchoubey à Vorontsov, Memel, 14 juin 1802, *Archives Vorontsov*, XVIII, 275.

(2) A. I. Tourguéniev, *Lettres*, p. 186-187, d'après les confidences faites à l'auteur par La Harpe.

qui lui aurait été attribué, n'ait pas eu pour effet, sinon de couper court à la correspondance confidentielle déjà établie depuis longtemps entre le tsar et le premier Consul, du moins de l'abréger. Or, elle s'est poursuivie jusqu'en 1803. Au cours de cette dernière année, un changement radical s'est bien opéré dans les sentiments d'Alexandre à l'endroit du maître de la France. « Bonaparte s'est privé de la plus belle gloire qui puisse devenir le lot d'un mortel, » lisons-nous dans une de ses lettres à l'adresse de son ancien précepteur... « Maintenant, c'est un des tyrans les plus fameux que l'histoire ait produits (1). » Autoritaire en Russie, ou même en Suisse, quand il y était au pouvoir, mais libéral en France, où cependant c'est Fouché qu'il prenait pour confident des dégoûts que lui donnait « le tyran », La Harpe a pu avoir une part dans cette évolution. Une plus haute et plus persuasive influence s'y est cependant, peut-on croire, exercée avec plus d'efficacité. Par Caulaincourt, Alexandre se trouvait mis en rapport et en confidence aussi avec Talleyrand, qui déjà s'érigeait en critique d'un régime dont, tout en le servant, il déplorait les écarts, allant jusqu'au vœu d'une entente entre la Russie et l'Angleterre pour les refréner (2).

Querellant, clabaudant et intriguant toujours, Markow s'est employé dans le même sens. Il s'attirait officiellement, de la part de Talleyrand, des remontrances acerbes, mais lié et cabalant avec plus d'un de ses affidés, Miot, Choiseul-Gouffier et Joseph, il recevait par ce canal, provenant de la même source, force compliments sur son savoir-faire diplomatique, sa bonne tenue, la tournure élégante de ses notes (3).

Aux prises avec les Anglais, et ne désespérant toujours pas d'utiliser contre eux des dispositions bienveillantes que le maître continuait à lui témoigner, Bonaparte opposa longtemps aux incartades des serviteurs une patience qui n'était pas dans ses habitudes, et, en mars 1803 encore, renvoyant à Pétersbourg Colbert-Chabanes, il le rendait porteur d'une ouverture des plus flat-

(1) 7 juillet 1803, *Archives de l'empire à Petrograd*, section V, n° 190.

(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 273.

(3) Vitrolles, *Mémoires*, I, 35 ; Pingaud, *d'Antraigues*, p. 235, 292, 384, 392 ; Pasquier, *Mémoires*, I, 519 ; Tatichtchev, *Alexandre et Napoléon*, p. 55-56.

teuses : il sollicitait la médiation du tsar pour obtenir l'exécution du traité d'Amiens, et, notamment, l'évacuation de Malte par les Anglais.

Toujours partagé entre des impulsions contraires, Alexandre attendit la fin d'avril pour donner sa réponse, qui, malgré La Harpe et Markov, était favorable, mais arriva trop tard : Whitworth avait déjà reçu ordre de quitter Paris. Un simulacre de négociation se poursuivant encore à travers la Manche, le premier Consul s'obstina à y accrocher un espoir d'accommodement, et, le 12 juin, après avoir reçu, par courrier spécial, une nouvelle lettre du tsar qu'il voulut juger pleine de promesses, il tenta une de ces manœuvres à grande envergure où il lui fut toujours habituel, et souvent mal à propos, de transporter sur le terrain diplomatique ses conceptions de stratégie militaire. Après une soirée à Saint-Cloud, où une représentation d'*Esther* a été suivie de couplets de circonstance sur les exploits de Mortier au Hanovre, il s'empare de l'envoyé russe ; il le retient jusqu'à trois heures du matin ; il épuise sur lui toutes ses ressources de séduction, et croit après cet effort avoir partie gagnée, en produisant l'offre d'un arbitrage illimité, qui remplacera entre les mains du tsar la médiation déjà acceptée et attribuera à ce souverain la garde de Malte jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Exerçant une double contrainte sur les Anglais par le souci de ne pas porter offense au maître de la Russie et sur celui-ci par l'appât d'un rôle où son orgueil et son avantage deviendraient solidaires de l'intérêt français, le stratagème était habile, mais devait être déjoué par l'inconcevable erreur qui engageait le premier Consul à y faire intervenir Markov, dont il connaissait cependant l'esprit et le caractère. La seule chance y était de mettre en jeu, en dehors de ses représentants officiels, cette politique personnelle où Alexandre portait précisément des préférences de plus en plus décidées et apparentes. Rendu maître de la négociation, l'envoyé du tsar prenait le lendemain son air le plus narquois pour faire lire à Talleyrand le texte d'une dépêche par laquelle il recommandait l'affaire aux bons soins de Simon Vorontsov, qui, aidé de son ami l'envoyé de Naples à Londres, prince de Castel-Ciccala, allait s'employer, en effet, avec beaucoup de zèle, à tirer les Anglais d'embarras.

D'après ses conseils, feignant de croire que l'arbitrage proposé n'avait trait qu'à l'île de Malte, le cabinet britannique refusait d'y souscrire avec cette restriction ; mais, « accordant une pleine confiance à la sagesse, la justice et la magnanimité du tsar », il acceptait sa *médiation* illimitée, qui avait cessé d'être en cause, et, au bénéfice de cette équivoque, il engageait le débat dans une impasse sans issue (1).

En vain, flatté, comme le premier Consul l'a prévu, et personnellement gagné, Alexandre revient lui-même à la charge avec une autre proposition. Inacceptable pour les Anglais, l'expédient qu'il a imaginé donne la mesure de la subtilité que le jeune souverain était déjà capable d'introduire dans cet ordre de combinaisons, mais aussi du défaut de jugement qu'il devait toujours y faire apparaître. Les Anglais n'en voulant pas, il renonce à l'arbitrage et ne retient que la médiation, mais en l'adaptant aux termes de la dernière ouverture française, c'est-à-dire en en subordonnant l'effet au retour préalable de Malte à l'ordre de Saint-Jean et à l'introduction d'une garnison russe dans l'île (2). A l'heure où cette offre est produite, le premier Consul lui-même n'est plus disposé à l'agréer. Depuis le 12 juin, il a eu vent, en effet, d'une négociation parallèlement engagée entre Pétersbourg et Berlin et peu faite pour justifier, médiateur ou arbitre, le choix qu'il a fait en s'adressant au tsar.

En mai 1803, les armées françaises menaçant le Hanovre, l'idée d'une entente russo-prussienne pour la défense de l'électorat a été agitée entre Berlin et Pétersbourg, et le principe en a été admis (3). Mortier a devancé l'effet de cet accord ; mais le représentant du tsar à Berlin, Maxime Alopeus, est aussitôt entré en conférence avec Haugwitz, pour discuter les termes d'une

(1) Les historiens russes inclinent eux-mêmes à reconnaître, en ce point, la responsabilité de Markov et de Vorontsov, v. Redkine, dans *Ancienne Russie*, 1898, XCIII, 333.

(2) Rescrit du 31 juillet 1803, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLII, 245 et suiv., 368 et suiv. ; CXLIII, 12 et suiv. ; *Sbornik*, LXVII, 46, 54, 137, 169, 170, 187, 229, 240 ; *Foreign office*, Russia, 1803, I et II ; Bertrand, *Lettres inédites de Talleyrand*, p. 50 et suiv. ; Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, IV, 400, 452-454 ; Potrel, dans *Annales de l'Ecole des sciences politiques*, 1897, p. 70-101.

(3) 24 mai 1803. F. de Martens, *Recueil*, VI, 312-314.

alliance secrète, qui, mettant des deux côtés en campagne 50 000 hommes, aurait pour objet de chasser les Français du territoire en litige ; si attaché qu'il fût au système de la neutralité, le roi, pensait son ministre, se laisserait entraîner à ce parti belliqueux, pour peu qu'il y fût encouragé par le tsar. Or, Frédéric-Guillaume se dérobant aux premières sollicitations, Alexandre ne se bornait pas à les rendre plus pressantes. A Paris, il offrait de prendre charge des intérêts de la France dans son débat avec l'Angleterre et, à Berlin au même moment, il se faisait fort de convertir l'alliance projetée en coalition antifrançaise, y faisant entrer la Saxe et le Danemark, et lui donnant pour but l'évacuation de l'Allemagne entière ! Devant la résistance prolongée du roi, aux adjurations suppliantes il faisait succéder d'impérieuses sommations !

Ainsi pressé, Frédéric-Guillaume n'a trouvé d'autre ressource que de chercher aide contre la violence qu'il subissait auprès de celui-là même qu'on voulait l'obliger à combattre et, à la mi-juillet, le premier Consul se trouvant à Bruxelles, il y envoyait le toujours francophile Lombard, qui ne revenait pas les mains vides. Du moins, *ex ungue leonem*, l'origine se laisse soupçonner de la contre-proposition que le roi a aussitôt après adressée au tsar : elle visait la garantie commune de la paix du continent pendant le cours des hostilités anglo-françaises (1). Tout en cautionnant au roi de Prusse sa chère neutralité, Bonaparte cherchait à assurer la sécurité de ses derrières dans la lutte en perspective et la concentration de ses forces contre l'Angleterre.

Alexandre n'y sera pas trompé et, rendu aux impressions que l'entrevue de Memel lui a laissées, en s'en trouvant définitivement porté à orienter dans une autre direction ses ambitions déconcertées, il donnera bientôt à son entourage la surprise d'une intimité contractée avec un personnage jusque-là rigoureusement tenu à l'écart, — ce Stutterheim, que le souverain rend maintenant confident des déceptions que l'armée prussienne lui a fait éprouver (2).

(1) F. de Martens, *ibid.*, VI, 315-320 ; *Sbornik*, LXXVII, 244 ; Ulmann, *Russ.-Preuss. Politik*, p. 74 et suiv. ; Bailleu, *Preussen und Frankreich*, II, 209.

(2) *Journal de Stutterheim*, dans Ulmann, *loc. cit.*, p. 83-84.

L'Angleterre n'a jamais cessé de poursuivre à Pétersbourg des démarches plus ou moins discrètes en vue d'une alliance austro-russe, et, depuis quelque temps, elle a gagné à cette cause le grand-duc Constantin, qui, de son côté, est étonné de trouver soudain l'oreille de son frère beaucoup plus ouverte à des insinuations dans ce sens, en même temps que l'envoyé anglais à Pétersbourg, Gower, voit le chancelier Vorontsov devenir de plus en plus accueillant (1). En septembre 1803, tout en continuant à échanger avec Frédéric-Guillaume des assurances d' « amitié pour la vie », Alexandre tourne décidément déjà le dos à Berlin, et, au même moment, à Paris, un orage éclate. Il concourra à précipiter l'évolution politique qui aura été ainsi préparée et dont Austerlitz sera l'aboutissement.

VII

Markov ne s'est pas contenté de donner à sa mission officielle un caractère d'hostilité à peine déguisée. Il a paru aussi activement mêlé à l'agitation royaliste et appliqué à y pousser la colonie russe, où, cependant, deux courants contraires se laissaient distinguer. Portés autant que le représentant du tsar lui-même à dénigrer les nouvelles institutions de la France ou à dénoncer les tendances dictatoriales du premier Consul, les partisans de l'ancien régime y dominaient. Ayant naguère présidé, en costume d'odalisque, les fêtes que le prince Potemkine donnait dans son palais souterrain de Bender et maintenant établie à Saint-Cloud, dans le proche voisinage de Joséphine et y tenant cour, la belle princesse Dolgorouki, née Bariatinski, frondait ouvertement l'autre cour naissante. Installée dans un des vieux hôtels du noble faubourg, la vertueuse comtesse Golovine y communiait en ferveur légitimiste avec les plus exaltés, et, unie par la plus tendre affection au séduisant Héraclius de Polignac, la frivole Élisabeth Demidov partageait les sentiments et les ambitions

(1) F. de Martens, *Recueil*, II, 399 ; *Sbornik*, LXXVII, 391.

de cet ami. Mais, frayant avec les survivants du jacobinisme ou vantant les charmes de la liberté dans le salon éclectique de Mme Récamier et racontant « des choses à faire frissonner » sur le grand-duc Constantin, d'autres Russes, dont un futur *décembriste*, le prince Eugène Obolenski, se donnaient l'air de fronder leur propre gouvernement, et, transfuge du camp réactionnaire depuis son départ de Pétersbourg, où, rendez-vous des émigrés, sa maison de la rue Millionnaïa était appelée « le petit Coblence », Mme Divov, née Boutourline, devenait une habituée de la Malmaison, obtenait la permission de tailler des banques dans son luxueux appartement des Champs-Élysées et reconnaissait à ce prix dans Bonaparte « le dieu de l'Europe ».

Sous l'ancien régime, en passant la frontière, les Russes changeaient assez souvent de figure et de langage. A l'esprit d'indépendance ou même de rébellion que quelques-uns faisaient paraître même dans leur pays et que ses agents lui signalaient, Napoléon devait toujours attribuer trop d'importance et en être incliné plus tard à des présomptions mal fondées et à des calculs illusoires. Pour le moment cependant, dans la colonie russe de Paris, le courant d'hostilité contre le régime consulaire l'emportait, et Markov s'y portait au plus singulier oubli des convenances, en dirigeant, soudoyant et excitant toute une équipe d'agents à double visage et à double emploi, ouvriers de propagande au service de la royauté et entrepreneurs d'espionnage au service de la Russie. C'était la bande bien connue : Christin, de Vernègues, d'Antraigues et « l'ami » mystérieux de ce dernier, qui, au lendemain de Tilsit, se fera accuser d'une tentative d'escroquerie, pratiquée de concert avec Talleyrand au détriment du grand-duché de Varsovie, et qui, à cette heure, faisant parvenir à Markov ou à Czartoryski des tableaux des effectifs français, ou des extraits de la correspondance diplomatique du premier Consul, ne laissait pas soupçonner, sous un masque bien gardé, le traducteur élégant d'Homère, le serviteur fidèle de Napoléon, comme, d'ailleurs, plus tard, de la Restauration, l'austère intendant général, le

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 290-366 ; M. Boutourline, *Souvenirs*, dans *Archives russes*, 1897, I, 227 ; Pingaud, *d'Antraigues*, p. 269-271, 230-291.

ministre secrétaire d'État, le membre de l'Académie française, futur comte Pierre Daru (1) !

D'Antraigues, « la fleur des drôles », opère à Dresde, bon poste d'observation ; de Vernègues déploie à Rome une activité qui bientôt paraîtra, à l'esprit prévenu du premier Consul, associée aux desseins de Dumouriez et de Pichegru, et motivant, en novembre 1803, l'arrestation du personnage, fournira la cause d'un double conflit avec la cour de Rome et la cour de Pétersbourg (2). Le Suisse Christin, policier à la main lourde, travaille à Paris, et, dès la fin de juillet 1803, jugeant l'affaire de l'arbitrage russe manquée, en même temps qu'il demande le rappel de Markov, Bonaparte met la main sur son agent. L'envoyé du tsar se trouvant absent, en villégiature aux eaux de Barèges, le chargé d'affaires qui le remplace, Oubril, d'une famille française depuis longtemps établie en Russie, commet la surprenante maladresse de couvrir le serviteur inavouable, en invoquant le *tchine* de « conseiller de cour » que le Suisse a obtenu du tsar (3) et, au retour de Markov, l'inévitable algarade, à sa première apparition aux Tuileries, s'ensuit.

Il en exagérera à plaisir la violence ; il s'associera au regret exprimé par tel autre de ses agents que le premier Consul ne fût pas arrivé aux voies de fait, car « le soufflet eût été rendu » ; mais il sollicitera les bons offices de Lucien pour être laissé à son poste, où, avec d'autres agréments, il devait regretter les attentions dont Mme Huss et la fillette qu'il avait d'elle étaient l'objet de la part de Mme de Talleyrand (4). Cependant, à Saint-Pétersbourg même, son rappel sera jugé indispensable, et il ne pourra se tromper sur le sens réel de l'approbation officiellement donnée à sa conduite. Sinon moins de malveillance, on y eût souhaité plus de discrétion. Alexandre vengera l'offense faite à son représentant, en y mettant

(1) Pingaud, *d'Antraigues*, p. 200 et suiv., 351-352 ; Askenazy, *Loisirs historiques*, p. 228 ; Barbey, *Suisses hors de Suisse*, p. 99 ; Gagarine, dans *le Contemporain*, janvier 1878 ; princesse Schakhovskoï, dans *Revue des Revues*, juillet 1913.

(2) P. Pierling, *la Russie et le Vatican*, V, 406 ; Consalvi, *Mémoires*, p. 564 ; Perrero, *I Reali di Savoia nell esiglio*, p. 243-245.

(3) *Sbornik*, LXXVII, 311-349.

(4) « Correspondance de Markov », *Sbornik*, LXXVII, 182, 352, 373 ; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 94.

toutes ses finesses. « Pourquoi n'approchez-vous pas, monsieur d'Hédouville? » dira-t-il à une parade ; « je ne vous ferai pas de scène. » Il voudra qu'à son audience de congé, Markov paraisse revêtu du cordon de Saint-André, envoyé avec la lettre de rappel ; mais jamais plus il ne l'emploiera, et, mis définitivement hors cadre, le trop belliqueux diplomate ne ramènera à Paris en 1817 qu'une figure d'exilé, en querelle et en bataille toujours, mais autant avec son propre gouvernement qu'avec celui de la Restauration. « Markov radote quand il veut raisonner et raisonne quand il mord », dira Pozzo di Borgo (1).

En novembre 1803, son départ n'entraînait en apparence aucune modification dans les rapports des deux pays. D'Hédouville ne quittait pas Pétersbourg et continuait à y recevoir un traitement, sinon maintenu dans la note cordiale du début, du moins courtois. Oubril restait de son côté à Paris chargé d'affaires, et, en possession d'un service de renseignements que l'arrestation de Christin et de Vernègues ne suffisait pas à désorganiser, en intelligence secrète avec le baron de Dalberg, ministre de Bade, et par lui avec Talleyrand (2), plus cauteleusement, il poursuivait l'œuvre de son prédécesseur. Mais, « la scène » faite par le premier Consul à l'envoyé du tsar avait projeté un jet de lumière crue sur une situation où, depuis quelques mois déjà, s'accusait la menace d'un conflit dont un autre changement dans le personnel diplomatique employé par le souverain russe allait bientôt faire ressortir l'objet principal, sinon la cause déterminante. La cause s'en trouvait dans les ambitions diversement inspirées, mais également déréglées, du successeur de Paul et de l'héritier révolutionnaire des Bourbons.

VIII

D'une des dernières réceptions aux Tuileries où il ait paru, Markov a rapporté le souvenir troublant d'un long entretien que

(1) *Sbornik*, CXIX, 189.
(2) Vitrolles, *Mémoires*, I, 35 ; Pasquier, *Mémoires*, I, 519.

le premier Consul accordait démonstrativement à un Polonais du nom de Zaboklicki. Déplorant les partages, il vantait la vaillance des légions polonaises (1), et, aux yeux d'un diplomate russe, l'incident ne pouvait manquer de prendre un sens alarmant. Comme cela a été encore le cas de nos jours, toute perspective d'hostilité entre la Russie, agrandie par les annexions de 1771-1795, et l'une quelconque des puissances européennes mettait inévitablement, il y a cent ans, en jeu le bassin de la Vistule et en cause l'indépendance polonaise. La France de Bonaparte et la Russie d'Alexandre étaient particulièrement tributaires de cette fatalité : l'un des chefs d'État demeurait, en dépit de ses tendances autoritaires, le représentant des idées d'émancipation nationale et l'autre avait pleuré dans les bras de Kosciuszko (2).

Ainsi s'explique aussi, quelque surprise que le monde politique en ait éprouvée sur le moment, l'avènement de Czartoryski, dans les premiers jours de l'année de 1804, à la direction des Affaires étrangères en Russie, non plus comme adjoint du ministre, mais en chef. Ce n'était pas que ce Polonais dût être en mesure, ou seulement en intention de sacrifier les intérêts de la Russie à ceux de son pays. Rédigés après les événements de 1831 qui, bien à son corps défendant, ont fait de lui un insurgé, ses Mémoires ont été accommodés aux convenances de ce nouveau rôle, et ils ne nous ont été livrés qu'avec force omissions et corrections. En 1804, son origine et ses attaches polonaises n'ont assurément pas laissé d'influencer sa politique. Elles lui faisaient voir les événements du jour et les éventualités de l'avenir dans la perspective particulière qu'elles créaient naturellement devant son regard. Mais il n'était pas homme à faire figure de traître, et, avec beaucoup de Polonais de son temps, il admettait la possibilité, dont la démonstration n'a encore pas été fournie, d'un accord entre la victime et l'un de ses bourreaux contre les deux autres. Très récemment, le manifeste d'un grand-duc a essayé de faire agréer ce programme à Varsovie, et, en 1804, les Prussiens réussissaient à y faire regretter les Russes (3). Polonais, Czartoryski avait plus d'une raison pour ne pas détester ces derniers, et, catholique, sa

(1) Markov à A. Vorontsov, 28 octobre 1803, *Archives Vorontsov*, LXXVII, 381.
(2) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 113.
(3) Askenazy, *Napoléon et la Pologne*, II, 191.

religion, assez vaguement confessée, ne lui en donnait pas de suffisantes pour les haïr. Après l'avoir vu à l'œuvre dans sa nouvelle fonction, le nonce du pape, Arezzo, déclarait qu'il eût préféré avoir affaire à un orthodoxe (1) ! Au ministère des Affaires étrangères d'ailleurs, comme au *Comité secret*, les idées de ce collaborateur d'Alexandre n'ont jamais pris une forme très précise ni une grande fixité, en ne s'en accommodant que mieux à celles du souverain. Dans une sorte de brouillard, où irradiaient en teintes confuses les produits de leur imagination, couleur de l'arc-en-ciel ou couleur du drapeau polonais, le souverain et le ministre ont cru marcher de conserve jusqu'au moment où ils se sont aperçus qu'ils se tournaient le dos.

A son nouveau poste, Czartoryski débute par un mémoire *secrétissime* qui est un exposé théorique du système jugé par lui le plus propre non pas à amener une restauration de la Pologne, mais à satisfaire ce prurit d'intervention à grande allure dans les affaires européennes, dont le fils de Paul paraît de plus en plus tourmenté. Si, cependant, un plan de restauration polonaise s'y trouve compris, c'est un peu sans doute parce que l'auteur est Polonais, mais beaucoup plus et surtout parce que, bien qu'ayant du sang allemand dans les veines par sa mère, il n'est tout de même pas d'Anhalt-Zerbst, comme Catherine. Partant, il envisage le rôle de la Russie dans les affaires européennes en fonction de ses intérêts de puissance slave, et il s'en trouve inévitablement conduit d'un côté à reconnaître comme ses rivaux et ses adversaires naturels les deux voisins que Catherine a rendus ses complices dans les partages de l'État polonais, et de l'autre à évoquer le postulat d'une réintégration de ce patrimoine des Piasts et des Jagellons. Sous l'égide russe, parce que, dans les conditions de son temps, une autre solution du problème ne peut lui paraître raisonnablement concevable. Cinquante ans plus tard, jusqu'au moment où éclatera l'insurrection polonaise de 1863, ce sera encore le programme non seulement du marquis Wielopolski, mais aussi de Katkov.

En février 1804, comme moyen de faire échec à la maison de Habsbourg, Czartoryski recommandait une vaste manœuvre

(1) P. Pierling, *la Russie et le Saint-Siège*, V, 362.

concentrique qui prendrait cet adversaire à revers par l'Italie et les Balkans, en soulevant d'un côté l'idée de l'unité nationale, de l'autre celle d'une fédération slave. La récupération de la Galicie en serait la conséquence, entraînant celle de Varsovie et des autres territoires polonais acquis par la Prusse dans les partages et déterminant la reconstitution de la Pologne, en forme d'union dynastique avec la Russie, ou, préférablement, d'un État indépendant, sous le sceptre du grand-duc Constantin.

Le frère cadet d'Alexandre était un butor ; mais, à sa façon, il témoignait de sympathies polonaises très vives : en attendant qu'il devînt le mari passionnément épris de Mlle Grudzinska, il passait pour l'amant d'une des princesses Czetwertynski, la sœur de Mme Narychkine, qu'il parlait aussi d'épouser, et il faisait hommage à la princesse Hélène Lubomirska de son portrait dans le costume des paysans cracoviens que Kosciuszko menait en 1794, faux en mains, à l'assaut des batteries russes !

Fruit, peut-on croire, d'excursions faites en commun dans ces régions nébuleuses de la pensée qu'il leur était habituel de fréquenter, le mémoire *secrétissime* (1) ne souleva, de la part d'Alexandre, aucune objection. Cependant les idées et même les entreprises personnelles du souverain avaient déjà pris une direction assez différente. Dès le mois de septembre 1803, par le prince Dolgorouki d'abord, puis par le Strasbourgeois Anstett, son chargé d'affaires à Vienne, il avait opéré dans cette capitale des sondages répétés, en vue d'une entente « sur les mesures à prendre contre l'ennemi commun » (2). La formule visait évidemment la France. Mais Czartoryski lui-même admettait que « par sa conduite noble et soutenue, la Russie ne pouvait manquer d'entrer en conflit avec la politique du premier Consul », et il ne s'interdisait pas de faire appel à l'Angleterre contre les envahissements que cette politique déterminait dans la Turquie d'Europe. Seulement, recevant en réponse une demande de coopération immédiate, il jugeait que c'était aller trop vite en besogne. La Russie « devait attendre que la France se mît plus directement dans son

(1) Czartoryski, *Mémoires*, I, chap. xi ; Askenazy, *la Question polonaise*, p. 1-6 ; cf. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 336.

(2) F. de Martens, *Recueil*, II, 398 ; Beer, « Œsterreich und Russland in den J. 1804-1805 », dans *Archiv für Œster. Geschichte*, LIII, 137 et suiv.

tort en ce qui la concernait », et, le cas échéant, le « système » exposé dans le mémoire *secrétissime* y serait, pensait-il, applicable : dans les Balkans comme en Italie, ménageant l'Autriche après l'avoir menacée, il pouvait être retourné contre la France, qui, vaincue ou intimidée, fournirait la compensation des territoires à enlever à la monarchie habsbourgeoise pour la reconstitution de la Pologne (1).

Entre souverain et ministre, théories et projets s'ajustaient ainsi de biais, à la faveur de quelques équivoques ; mais l'un était beaucoup plus pressé que le second de passer du dessein à l'exécution, et, contre les réserves prudentes de celui-là, l'impatience de celui-ci réalisait plus tôt que tous deux ne l'imaginaient « le cas » prévu.

IX

Dans les derniers jours d'avril 1804, la cour de Pétersbourg revêt le deuil à l'occasion de l'exécution du duc d'Enghien, et Mme d'Hédouville se fait presque insulter en paraissant avec une robe de couleur chez la princesse Biélossiélski (2). En même temps, le gouvernement russe adresse à la Diète de Ratisbonne une protestation qu'il doit prévoir que le premier Consul interprétera comme un acte d'hostilité. D'ailleurs, s'il faut en croire Joseph de Maistre, « on ne reçoit plus à Pétersbourg la légation de France, et même on ne lui parle plus » (3). Cette triple démonstration est le fait du souverain, et Czartoryski ne manque pas d'en relever l'inopportunité. La cour de Russie est mal qualifiée, observe-t-il, pour incriminer une violation de territoire au sujet de laquelle ni celle de Carlsruhe, la plus directement intéressée, ni les autres cours allemandes n'ont produit aucune plainte. Sans doute leur silence a-t-il été involontaire : « Nous sommes à la bouche du canon », a dit Cobenzl, en guise d'excuse (4). La Russie élevant

(1) *Sbornik*, LXXVII, 487.
(2) Von Hogendorp, *Mémoires*, p. 153.
(3) Dépêche du 30 avril 1804, *Mémoires politiques et correspondance*, p. 110.
(4) Wassiltchikov, *les Razoumovski*, édition française, II, 104 ; Four-

seule la voix au milieu de tant de muets, on devait s'attendre, néanmoins, à ce que la Diète de Ratisbonne se fît sourde et, même comme prétexte d'une rupture, les procédés du premier Consul à l'égard des rois de Naples et de Sardaigne se laissaient invoquer avec plus de convenance.

Alexandre refusant de s'en persuader, Czartoryski représenta (1) la nécessité d'accepter les conséquences de l'attitude adoptée : la guerre ne pouvant manquer d'en résulter, il fallait rappeler Oubril et armer à force. Mais le fils de Paul ne l'entendait pas ainsi. Le défi, la menace, la manifestation d'indignation vertueuse lui suffisaient pour le moment, et « gesticulateur », il n'admettait pas qu'on y pût répondre autrement que par une mimique de même nature. Ainsi, avant la catastrophe militaire d'Austerlitz, il allait au-devant d'une suite de revers diplomatiques des plus humiliants.

A commencer par la leçon douloureusement incisive que Talleyrand administrait à Oubril sur l'impropriété de certaines interventions que les circonstances de fait et de droit ne justifiaient pas et dont ceux qui s'y portaient ne semblaient pas prévoir les effets. Suivait une note officielle, comprenant l'argument *ad hominem*, que Czartoryski avait prévu sans qu'il osât le dire, et que le *Moniteur* allait reproduire avec à peine une atténuation : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui conduit à se demander si, lorsque l'Angleterre méditait l'assassinat de Paul Ier, on eût connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé à les faire saisir. (*sic*) » Le rappel d'Hédouville et le refus d'entrer avec l'envoyé du tsar dans d'autres explications comblaient la mesure. Oubril avait beau s'abaisser jusqu'à des supplications pour obtenir le retrait de la note terrible, qui coupait court à tout accommodement. Vainement encore, faisant tardivement prévaloir l'opinion de Czartoryski, de nouvelles instructions autorisaient l'envoyé russe

NIER, *Gentz-und Cobenzl*, p. 95 ; BEER, *Zehn Jahre Œster. Politik*, p. 44 et suiv. ; WERTHEIMER, *Geschichte Œsterreichs*, I, 191 ; BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, II, 262 ; le même, *Briefwechsel Kœnig Fr. Wilhelm's*, III, 52 ; OBSER, *Correspondance de Ch.-Frédéric de Bade*, V, p. XIV-XVIII ; HAÜSER, *Deutsche G.*, II, 408.

(1) A. CZARTORYSKI, *Mémoires*, I, 381 ; II, 2-18 ; L. CZARTORYSKI, *Alexandre Ier et Czartoryski*, p. 25-26 ; *Sbornik*, LXXVII, 547 et suiv.

à laisser tomber l'affaire d'Ettenheim, quitte à réclamer, en forme d'ultimatum, l'évacuation du Hanovre et des États du roi de Naples, ainsi que l'indemnisation du roi de Sardaigne. Éconduit de façon cavalière, le 18 août 1804, Oubril se voyait obligé de demander ses passeports.

Retardant son départ, il suivait encore à Mayence le premier Consul devenu empereur depuis le 18 mai, et, par l'intermédiaire d'une autre étoile de la colonie russe à Paris, la princesse Marie Galitzine, née Stroganov, qui, elle aussi, avait ses entrées chez Joséphine, et de Caulaincourt, qui, déjà, protestait de « son attachement inviolable pour l'empereur de Russie » (1), pendant deux mois il s'obstinait assez platement à des tentatives de conciliation, sans rien obtenir. La guerre allait suivre, que Czartoryski prévoyait, demandant qu'on s'y préparât sans la provoquer, et que son maître avait provoquée, sans vouloir s'y préparer.

X

Guerre de magnificence du côté russe, s'il en fut jamais. Coup direct porté à la position stratégique de la Russie à Corfou, par l'installation des Français à Tarente ; menace pour ses ambitions orientales du fait de leur présence dans l'Adriatique : on s'est ingénié (2) à découvrir les raisons profondes qui l'auraient inclinée à cette prise d'armes. Ni dans la correspondance officielle du tsar et de ses ministres avec ses agents au dehors, ni dans les délibérations du *Comité secret*, rien n'indique, à ce moment, des préoccupations de cette nature. Les dernières demandes produites par Oubril n'en ont laissé non plus rien paraître, et, sur le terrain diplomatique où il a engagé le débat, sans qu'il admît qu'un conflit à main armée en dût nécessairement résulter, c'est dans un tout autre sens que, contre les cruelles disgrâces d'un début malheureux, l'adversaire de Napoléon poursuivra longtemps de chimériques revanches.

(1) *Sbornik*, LXXVII, 723 et suiv., 752 et suiv.
(2) Fournier, *Napoléon Ier* II, 65-66.

Il insistera gauchement à Ratisbonne, où, *unter einer Verbeugung gegen Russland*, sous le couvert d'une révérence à l'adresse du mari de sa petite-fille, l'Électeur de Bade lui-même produira, pour infirmer la note russe, une déclaration concertée avec Talleyrand ! (1). Ce chef d'accusation ne se laissant pas exploiter contre le vainqueur de Marengo, le tsar s'en prendra au titre « usurpé » par le nouveau souverain. Premier magistrat d'une république, Bonaparte lui agréait non pas seulement comme associé, mais même comme ami. Empereur, Napoléon devra l'amener à Tilsit pour se faire reconnaître comme « frère ». La différence des rangs avait, jusque-là, compensé, aux yeux d'Alexandre, l'inégalité des mérites. Il se sentait maintenant dominé de trop haut. A cette autre querelle, il pensera intéresser le nouvel empereur d'Autriche et n'en obtiendra qu'un renvoi irritant au précédent créé par Pierre le Grand, premier porteur, en Russie, de la dignité impériale.

C'est par ce détour seulement et à la suite de ces mésaventures successives, qu'il quittera, non sans regret, le champ clos des chancelleries pour un autre, où de plus humiliantes défaites l'attendront et où, sans raison sérieuse de combat comme sans plan défini, plus encore que par ses rancunes et ses colères, il sera entraîné par les influences du dehors et par la pression de cette partie de l'opinion russe qu'elles n'auront pas de peine à se rendre dociles.

Vainement de son côté Napoléon aura fait effort pour briser, avant qu'il arrivât à le consolider lui-même par son système continental, le lien de solidarité que la nature et l'histoire établissaient entre la Russie productrice et l'Angleterre consommatrice de grains et matières premières. Dès 1802, il avait cherché à se prévaloir des nouveaux courants qui, des ports de la Baltique, tendaient à dériver une partie du trafic russe vers les débouchés récemment ouverts dans la mer Noire (2). Contre la résistance des habitudes contractées et des situations acquises, si propre qu'elle fût à favoriser le développement non seulement des échanges, mais des richesses mêmes du pays, les progrès de cette évolution ne pouvaient cependant être que très lents et,

(1) Obser, *Correspondance de Fr. de Bade*, V, p. xviii.
(2) *Sbornik*, LXX, 338.

tout entier à ses combinaisons de diplomatie ou de guerre, Alexandre ne semble pas avoir seulement pris conscience d'un phénomène dont il aurait d'ailleurs eu peine sans doute à concevoir la nature et la portée, comme, après s'être dérobé aux sollicitations de l'Autriche en vue d'une prise d'armes concertée, l'y poussant à son tour jusqu'à la violenter, il n'aura rien fait pour assurer le succès commun.

Se leurrant de bravades, il chaussera les grosses bottes qui donnaient à son père un aspect si caricatural. Comme le génie de Souvorov, dans la caricature des excentricités, gestes, propos et accoutrement du héros, où s'appliquaient ses généraux, il croira, dans les arrangements convenus avec l'état-major autrichien, ressaisir aussi la formule magique des victoires de 1799. Et il voudra que l'auteur des plans de marche et de bataille, aux jours de la Trebbia et de Novi, le major-général autrichien Weyrother, dirige de même les mouvements des armées alliées dans les plaines de Moravie. On sait avec quel résultat cette fois.

CHAPITRE VI

L'ALLIANCE AUTRICHIENNE. — AUSTERLITZ

I. Vers la troisième coalition. La Suède. Premiers anneaux de la chaîne. Convention anglo-suédoise et traité russo-suédois. Attitude équivoque de la Prusse. Alexandre se retourne du côté de l'Autriche. Hésitations de la cour de Vienne. Pas d'armée et pas d'argent. La quête des subsides. — II. Mission de Novossiltsov à Londres. Son objet primitif et le but qui lui est en dernier lieu assigné. Le plan de reconstruction européenne et le projet d'une société des nations. Un précurseur de M. Wilson. Les ambitions de la Russie et l'idéologie du tsar. — III. Novossiltsov et Pitt. Une étrange négociation. L'envoyé du tsar complice du Premier anglais. Une entreprise de mystification. Le projet russe de traité dans la transcription anglaise. Une machine de guerre. Désaccord final. Revirement pacifique à Pétersbourg. — IV. Le traité est quand même signé. Le tsar et ses collaborateurs prétendent en faire un instrument de paix. Une tentative de conciliation projetée auprès de Napoléon. Novossiltsov en route pour Paris. A Berlin. Il reçoit un contre-ordre. Motif supposé de ce revirement. L'annexion de Gênes à l'Empire français. Les raisons réelles : le refus de Londres de s'associer à la demarche du cabinet de Pétersbourg et un sursaut d'ardeur belliqueuse à Vienne, déterminé par le couronnement de Napoléon à Milan, comme roi d'Italie. — V. Le plan de campagne austro-russe. Ses desseins. La grande idée de Czartoryski. « Le plan d'assassinat contre la Prusse. » La reconstitution de la Pologne. La Prusse doit être surprise, désarmée et dépouillée. Comment elle échappe à cette menace. Trahison de l'envoyé du tsar à Berlin, désaccord entre le tsar et son ministre et appel de Frédéric-Guillaume à Napoléon. Duroc à Berlin. La Prusse sollicitée des deux côtés. Attitude hautaine du roi. Alexandre quitte Pétersbourg. — VI. Sur le chemin de Varsovie. A Pulawy. Espérances données aux Polonais et pourparlers contradictoires avec la Prusse. Autre mystification. Le plan de Czartoryski abandonné. — VII. Triomphe de Frédéric-Guillaume. Ses prétentions. Un marchandage en partie double. Le Hanovre et la neutralité prussienne. Refus de passage aux troupes russes. La violation du territoire d'Anspach par les Français. Revirement. Le passage est accordé aux troupes russes et le roi parle de joindre la coalition. Le canon d'Elchingen le fait encore changer de sentiment. — VIII. Le tsar à Berlin. La reine Louise. Au pavillon de Bellevue. Désenchantement. « Un homme sans fond. » Nouvelle négociation en partie

double. Alexandre et Metternich. Le traité de Potsdam. Un marché de dupe. Devant le tombeau de Frédéric II. Un incident artificieusement exploité. La légende et la réalité. — IX. L'armée russe en Moravie. En mal d'organisation et en carence de commandement. L'arrivée d'Alexandre aggrave la situation. Le commandement nominal de Koutousov et les fanfaronnades de l'entourage du tsar. Vers la catastrophe. — X. Austerlitz. Une mêlée confuse. La déroute. Alexandre fuit. Son calvaire. Pour échapper à la poursuite, le tsar sacrifie l'honneur. — XI. L'armistice. Alexandre y sépare sa cause de celle des Autrichiens et les accuse de trahison. Dévouement à la Prusse. Holstein-Gottorp et Hohenzollern. Au-devant d'autres désastres.

I

Dans cette course aux grandeurs où, s'y engageant d'un cœur léger, il escomptait les gloires d'une marche triomphale, Alexandre ne devait jusqu'aux jours lointains de Leipzig connaître que les épreuves d'une *via dolorosa*. Une bonne fortune inespérée l'y attendait cependant au début. Seul de tous les souverains de l'Europe, bien que fort maltraité par lui, le roi de Suède s'associait spontanément à sa protestation contre l'exécution du duc d'Enghien, et un rapprochement en résultait, premier anneau d'une chaîne qui, par la convention secrète anglo-suédoise du 3 décembre 1804 et le traité russo-suédois du 1er janvier 1805, allait aboutir à la troisième coalition.

Le pacte contracté à Memel ne valait, par contre, au tsar que des démonstrations, qu'il se donnait le tort d'interpréter au gré de ses désirs. Elles comportaient bien quelque équivoque ; mais l'expérience déjà acquise des méthodes propres à la diplomatie prussienne aurait dû empêcher qu'il y fût trompé. Au lendemain de l'événement d'Ettenheim, Frédéric-Guillaume n'imitait pas Gustave IV ; mais il écrivait au tsar : « Mes résolutions ont été prises à l'instant... ; il n'est plus question d'un concert avec la France et je n'ai pas laissé de doute au premier Consul sur la manière dont j'envisagerais de nouvelles usurpations... A côté de Votre Majesté, je ne craindrai point l'avenir. » Quelques semaines plus tard, une déclaration officielle du cabinet de Berlin complétait le message royal et en précisait le sens : au cas d'un développement de la politique envahissante de Bonaparte... les troupes

prussiennes s'uniraient aux troupes russes pour y couper court. C'était suffisamment clair. Si blâmable qu'il le jugeât, l'attentat dont le duc d'Enghien était devenu victime ne justifiait pas par lui-même, aux yeux de Frédéric-Guillaume, un conflit armé, et le roi ne prenait l'engagement de prêter main-forte au tsar à cette fin qu'à terme et à condition. C'est ce qui lui permettait, écrivant le même jour à Paris, de démentir catégoriquement tout soupçon d'un accord soit avec la Russie, soit avec l'Angleterre, auquel il se serait porté contre la France, et de « cautionner de nouveau par sa parole sacrée » la résolution où il demeurait, de « n'entrer dans aucun projet dérogatoire à la neutralité, si, à son tour, le premier Consul remplissait la sienne » (1). Promesse conditionnelle d'un côté comme de l'autre, la balance était égale, et, en juillet, Frédéric-Guillaume prenait encore soin d'expliquer à Pétersbourg ses intentions en engageant vivement le tsar à ne pas provoquer une guerre, au regard de laquelle la Prusse avait entendu réserver ses droits de puissance neutre ; en décembre, sur une sommation venant de Paris, il adressait même à Stockholm une note comminatoire (2).

Alexandre devait savoir à quoi s'en tenir. Mais le roi avait cependant parlé de mettre ses armées en campagne, et, bien que ce fût seulement en hypothèse, ce langage n'avait pas laissé d'exciter chez le tsar une fièvre belliqueuse, qui, d'ailleurs, trouvait d'autres aliments. Dans les combinaisons diplomatiques et militaires agitées à Pétersbourg, Berlin ne tenait qu'une place secondaire, pour autant même que les projets de Czartoryski n'y excluaient pas toute idée de compagnonnage d'armes avec la Prusse.

Au cours d'un séjour fait à Vienne, en mai et juin 1802, le grand-duc Constantin avait pris de la puissance militaire de la monarchie habsbourgeoise l'idée la plus flatteuse. Paraissant depuis à Pétersbourg, l'archiduc Joseph, un beau-frère, très apprécié par Alexandre, y avait apporté des indications d'ordre politique non moins encourageantes, et, en avril 1804, une lettre

(1) 8 avril et 24 mai 1804, Bailleu, *Briefwechsel Kœnig Fr. Wilhelm's*, III, p. 43-45 ; F. de Martens, *Recueil*, VI, 337-341 ; Treitschke, *Deutsche Geschichte*, I, 215 ; Ulmann, *Russich-Preussische Politik*, p. 112-117.

(2) F. de Martens, *ibid.*, VI, 351.

autographe de l'empereur François les avait confirmées : l'offre explicite s'y trouvait de joindre, « le moment venu », aux troupes russes 200 000 hommes de troupes autrichiennes (1). Restait, il est vrai, à déterminer l'échéance ainsi laissée dans le vague, et, en ce point, entre les impatiences du tsar et les tergiversations traditionnelles de la cour de Vienne, l'entente ne devait pas se montrer facile. Président du conseil de guerre autrichien, l'archiduc Charles ne partageait pas les vues optimistes du grand-duc Constantin. Il se trouvait d'accord avec tous les conseillers de l'empereur François pour estimer que l'armée n'était pas en état de combattre, faute d'argent pour son équipement, et, le trésor ne pouvant en fournir, le problème, selon une autre tradition consacrée dans l'histoire des coalitions antifrançaises, paraissait ainsi ramené à la possibilité de porter l'Angleterre à en financer une de plus.

Du printemps à l'automne de 1804, Czartoryski concentre en conséquence son effort dans cette direction. En octobre, il obtient de Londres un engagement de principe, et de Vienne aussitôt, par sympathie, un autre, vague d'abord et évasif (25 octobre 1804), puis (26 décembre 1804) plus précis. Mais toujours conditionnelle au mode prussien, cette promesse de coopération permet aux diplomates autrichiens d'une part d'envoyer à Paris des démentis de même style, de l'autre de donner satisfaction aux prudentes réserves de l'archiduc Charles, et, Pétersbourg demandant que l'ouverture des hostilités soit fixée au printemps de 1805, Vienne répond par un refus péremptoire. Au cours d'une tournée d'inspection, l'archiduc n'a pas trouvé plus de 40 000 hommes dans les rangs, ni une batterie ayant son attelage complet, et, malgré l'arrivée en Russie d'un négociateur anglais spécialement chargé des arrangements financiers, sir John Warren, Londres ne s'est pas décidée à dénouer les cordons de la bourse (2). C'est ce qui, en cette fin de l'année 1804, fait aboutir le dessein, conçu depuis quelques mois déjà dans les conseils du tsar, d'une ambassade extraordi-

(1) Publiée par Beer, *Archiv für Œsterreich. Geschichte*, LIII, 182 ; cf. le même, *Zehn Jahre Œsterreich. G.*, p. 73 et suiv. ; Fournier, *Gentz und Cobenzl*, p. 149 ; Wertheimer, *Geschichte Œster.* I, 205-207.

(2) Beer, *Zehn Jahre*, p. 81 ; F. de Martens, *Recueil*, II, 404 et suiv. ; Fournier, *Gentz und Cobenzl*, p. 149-152.

naire, qui, destinée à vaincre les atermoiements de la cour de Saint-James, en suppléant au zèle et au savoir-faire jugés insuffisants de Simon Vorontsov, aura été le point de départ d'une des plus étranges aventures que les annales de la diplomatie aient à enregistrer.

L'histoire en demeure assez peu connue, et l'objet primitif en a été des plus banals. Warren et Gower le réduisaient à une quête de livres sterling. L'ambassadeur désigné, Novossiltsov, devait, nouvel Argonaute, ramener de son expédition la Toison d'or, indispensable à la réalisation des rêves ambitieux que son maître entretenait (1). Mais, dans le travail continu de l'imagination, ses ambitions s'amplifiaient, et, entourée de mystère, masquée par des curiosités scientifiques, ou même des intentions matrimoniales que l'envoyé du tsar sera censé porter à Londres (2), sa mission n'aura en dernier lieu presque rien de commun avec les préoccupations d'ordre financier qui l'avaient fait décider.

II

Bien que d'esprit plus pondéré, Czartoryski participait de la nature impulsive du souverain, avec un goût égal pour les vastes perspectives et autant de facilité presque à s'y égarer. Il avait, en outre, dans son entourage, un Italien, ancien secrétaire du dernier roi de Pologne, qui employait ses loisirs à refaire la carte de l'Europe en de copieux mémoires, dont les minutes se sont conservées accidentellement en France. Prêtre ayant mis bas la soutane et pris femme dans l'entourage de la duchesse de Courlande, ce Piattoli devait léguer une partie de ses papiers à la duchesse de Dino. C'est ainsi que Thiers a pu y puiser quelques indications sur cet épisode de l'histoire européenne (3), sans qu'il

(1) Rose, *Dispatches*, p. 60-61.

(2) Czartoryski à Vorontsov, 30 août 1804. *Archives Vorontsov*, XV, 245; Lesseps à Talleyrand, 6 vendémiaire an XIII, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIV, 2.

(3) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, V, 320, 338.

soupçonnât, cependant, quelques-unes des invraisemblables péripéties qui y ont figuré.

Pour rédiger les instructions destinées à son collègue du *Comité secret*, Czartoryski a mis le savoir de l'ex-abbé à contribution, et Alexandre y aidant, dans ce laboratoire, la négociation projetée à Londres a subi graduellement, de mois en mois et d'un mémoire à un autre, une transformation complète. Elle est arrivée à comprendre un plan détaillé non seulement d'action commune contre les empiétements de la puissance napoléonienne, mais encore de reconstruction européenne, en débordant même sur l'Asie et sur l'Afrique. Dans la redistribution de territoires ainsi envisagée, la part de la Russie était, comme de raison, largement faite à la mesure de ce besoin en quelque sorte physique d'expansion, dont les événements récents n'ont eux-mêmes pas réduit la portée exorbitante au même pays. En 1804, avec la Pologne tout entière, il réclamait une moitié de la Turquie. Du moins, dans la prévision d'un partage éventuel de cet empire, le tsar et ses collaborateurs réservaient à la grande puissance slave l'hégémonie des diverses nationalités de même race qui se trouveraient libérées du joug ottoman. Ils consentaient à abandonner à la France ou à l'Angleterre quelques îles de l'Archipel, ou quelques établissements en Asie et en Afrique ; à toute extrémité, ils se résignaient à contenter l'Autriche avec la Croatie, une partie de la Bosnie et Raguse ; mais, à tout événement, la Russie entendait garder sous sa domination directe, comme condition du protectorat qu'elle s'attribuerait sur ses congénères d'Orient : la Moldavie, les bouches du Cattaro, Corfou et les Dardanelles avec Constantinople.

Alexandre rêvait. Plus d'une fois, cependant, depuis, et hier encore, les prétentions de ses successeurs se sont sensiblement rapprochées de ce postulat audacieux, et, malgré tout, on ne saurait être assuré qu'il ne doive plus jamais reparaître à l'horizon de la politique européenne. De Vladimir le Grand à Nicolas II, le grand empire, aujourd'hui disloqué, a connu des retours de fortune si singuliers ! Mais, il y a cent ans, le fils de Paul ne s'en est pas tenu là. Rêvant toujours, aux pages rédigées par Czartoryski avec l'aide de Piattoli, il en a, sous sa dictée plus directe, ajouté d'autres, où on serait tenté de reconnaître l'inspiration et

le verbe même des messages d'outre-Océan, qui, naguère, ont mis notre partie du monde en si grand émoi et en quelque perplexité.

Parmi les précurseurs de M. Woodrow Wilson, l'élève de La Harpe a été nommé avec raison. C'est à tort cependant qu'on a évoqué à ce propos le souvenir de la Sainte-Alliance. Entre l'initiative prise au début du vingtième siècle par le chef de la plus grande démocratie du monde et une de celles où s'est exercée au seuil du dix-neuvième l'idéologie généreuse d'un autocrate russe, la parenté est plus proche encore qu'on ne l'a communément imaginé ; mais, le point de rencontre des deux entreprises ne doit pas être cherché en 1815. Au lendemain de Waterloo, la Sainte-Alliance n'a été qu'une improvisation, adaptant gauchement à un idéal déjà dépravé un projet conçu onze ans auparavant. Entre la tentative de 1804, au contraire, et l'œuvre d'organisation internationale mise à l'essai sous nos yeux, la similitude, idée et forme, est, pour le coup, complète. A tel point qu'elle prêterait à la supposition d'un plagiat, si une rencontre fortuite ne se laissait aisément admettre sur un sentier battu depuis mille ans par la pensée humaine.

Alexandre n'y a pas fait lui-même, à aucun moment, acte de création absolument originale, et, si l'on doit supposer qu'il n'a pas connu ses devanciers plus anciens, de Platon à Emeric Crucé (1), Bernardin de Saint-Pierre comptait à Pétersbourg de nombreux lecteurs, parmi lesquels un élève de La Harpe avait sa place marquée. Henri IV, d'autre part, est en droit de lui disputer le mérite, si c'en est un, d'avoir le premier donné corps à l'idée millénaire dans des tractations diplomatiques. Par la forme, cependant, sinon par l'esprit, la tentative de 1804 se distingue quelque peu de toutes celles qui l'ont précédée dans le même sillon. Alexandre y a, en quelques points, mis sa marque personnelle.

Comme ceux de notre temps, les coalisés des premières années du dix-neuvième siècle se piquaient déjà d'assigner à leur effort un but dépassant la sphère des intérêts particuliers. Quelques-uns

(1) *Le nouveau Cynée, ou discours d'Estat, représentant... les moyens d'establir une paix générale*, Paris, 1623.

au moins y mettaient une part de sincérité. Par son éducation comme par son tempérament, le fils de Paul était, au début de son règne, naturellement incliné aux idées nobles et aux sentiments généreux. A lire donc le complément qu'il a donné, en septembre 1804, aux instructions de Novossiltsov, on le croirait daté de Washington en l'an 1917 ou 1918. « Ce n'est point, » y est-il dit, « le rêve de la paix perpétuelle qu'il s'agit de réaliser ; cependant l'on se rapprocherait sous plus d'un rapport des résultats qu'il annonce, si, dans le traité qui terminera la guerre générale, l'on parvenait à fixer sur des principes clairs et précis les prescriptions du droit des gens... Ne pourrait-on... y insérer l'obligation de ne jamais commencer la guerre qu'après avoir épuisé les moyens qu'une médiation tierce peut offrir ;... procéder sur ce principe à la pacification générale et donner naissance à une ligue dont les stipulations formeraient pour ainsi dire un nouveau code du droit des gens, qui, sanctionné, deviendrait sans peine la règle immuable de la conduite des cabinets, d'autant plus que ceux qui prétendraient l'enfreindre risqueraient d'attirer sur eux les forces de la nouvelle union? »

Et plus loin, à l'article de la délimitation des frontières : « Il faudrait surtout s'attacher à suivre les lignes que la nature elle-même a indiquées... Assurer à chacun des débouchés pour les productions de son sol et de son industrie, et... composer chaque État de peuples homogènes (1)... »

S'étendant jusqu'aux formules de part et d'autre employées, la similitude est complète. Comme ses continuateurs du vingtième siècle, dans ces hautes spéculations même, Alexandre ne dédaignait pas de faire la part de certaines contingences d'ordre moins transcendant. Champion des idées libérales et du principe des nationalités en particulier, en proposant cet idéal à ses alliés, il se préoccupait aussi d'enlever à la France révolutionnaire son arme la plus redoutable, l'instrument tout-puissant de cette

(1) L'original de ces instructions se trouve, ou se trouvait, avant la révolution, aux archives du ministère des Affaires étrangères de Petrograd. Des extraits en ont été publiés dans le onzième volume du *Recueil de* F. DE MARTENS, p. 84-87, ainsi que dans les *Mémoires* de CZARTORYSKI, édition de Mazade, II, 27 et suiv. ; BOGDANOVITCH, *Alexandre Ier*, I, 352-358, et BERNHARDI, *Geschichte Russlands*, III, 500-501.

conquête des âmes par laquelle ses prises de territoire étaient préparées et soutenues. C'est pourquoi, sans prendre assurément conseil de l'envoyé du roi de Sardaigne, il entendait que ce souverain ne fût réintégré dans la possession de ses domaines qu'à la condition d'y établir un régime constitutionnel assez large. Comme il voulait aussi que, vaincue et libérée de son gouvernement tyrannique, la France fût autorisée à s'en choisir un autre, d'après le principe de la souveraineté des peuples.

En même temps, cependant, pour la frontière qui lui serait accordée, il adoptait cette double équivoque des « limites naturelles » et du Rhin « jusqu'à une certaine hauteur », dont les alliés avaient déjà joué contre elle et devaient user encore jusqu'aux traités de 1814-1815. De même, dans la reconstitution prévue de l'État polonais, il laissait incertaine sa délimitation à l'est, élément pourtant essentiel du problème, et, en ce point aussi, les augures de la Conférence de Paris sembleraient s'être, en 1919 inspiré de son exemple.

Mais, avec ce fond même de réalisme qu'il leur donnait, le jeune tsar pouvait-il imaginer sérieusement que ses propositions eussent chance de trouver bon accueil à Londres? A la dernière heure, des doutes paraissent lui avoir été suggérés à cet égard, au moins en ce qui concernait Pitt. Mais déjà la pratique du pouvoir absolu l'inclinait à partager ce mépris des obstacles dont sa grand'mère faisait profession, et, Novossiltsov se targuant des influences puissantes dont il disposait en Angleterre depuis le séjour qu'il y avait fait sous le règne de Paul, bravement, le souverain lui enjoignait de renverser le successeur d'Addington, s'il ne parvenait pas à s'en faire écouter. Apostolat humanitaire et domination européenne, de cette double chimère, avec le programme polonais de Czartoryski, destiné à y rester incorporé même après la chute de ce ministre, jamais plus Alexandre ne devait se déprendre, la portant dans tous ses débats avec ses adversaires ou ses alliés, non sans que, cependant, d'un tournant à un autre, il y mît des variantes, en rapport avec les indécisions, les incohérences et les fantaisies de son esprit.

Mais encore, qu'en pensaient Czartoryski et Novossiltsov? En se prêtant à cette expérience, le premier a, vraisemblablement, comme en d'autres épisodes de sa carrière, fait céder la force de

son intelligence à la faiblesse de son caractère et, plus sûrement, le second s'est laissé tenter par l'appât d'un grand rôle diplomatique, où, en prenant quelques libertés avec le mandat qu'il recevait, il se flattait, à tout événement, de figurer avantageusement. Le plus singulier est que, de certaine façon, il y ait réussi. Comment? Les documents dont nous disposons ne nous permettent, à cet égard, que des conjectures ; mais il est possible d'y atteindre un degré assez élevé de probabilité.

III

Dans le monde politique anglais, l'envoyé très extraordinaire du tsar ne possédait, en fait, d'autre relation que l'ancien ambassadeur à Pétersbourg, lord Saint-Helens, mis à la retraite et conséquemment de nulle ressource. Il n'en pouvait trouver auprès de Simon Vorontsov, puisque, prétendant supposé à la main de sa fille, il devait lui laisser ignorer l'objet réel de son voyage. Cependant, moins de trois semaines après son débarquement, ses rapports le montrent en passe de régenter le monde politique du pays. Il se dit en mesure d'introduire dans le ministère des hommes à sa dévotion, et, en attendant, par l'intermédiaire du prince de Galles, de Fox, de lord Moïra, de Sheridan, d'Erskine, mêlant et confondant noms, caractères et situations au fil des plus déconcertantes hâbleries, il prétend serrer de près et tenir en échec le Premier anglais, qui s'est montré rebelle à ses ouvertures, mais dont il aura promptement raison. Il a gagné le prince de Galles par l'influence de Mme Jerebtsov, une sœur du dernier favori de Catherine, Zoubov, qu'une liaison avec un autre ancien représentant de l'Angleterre en Russie, lord Whitworth, a engagée à s'expatrier et à se fixer à Londres, où elle a, depuis, fait apprécier plus haut son pouvoir de séduction (1). Il se targue d'y faire triompher la cause même du droit des neutres, avec l'aide de sir William Scott, le célèbre juge des prises, qui est et demeu-

(1) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 573.

rera, sous le nom de lord Howell, le champion le plus irréductible de la thèse contraire. Et, avant la fin de l'année, il annonce qu'il a partie gagnée. Amené à composition, le Premier anglais lui a abandonné la rédaction d'un projet de traité, dont les termes ont été convenus entre eux et où toute la substance des instructions élaborées à Pétersbourg a été recueillie (1).

Le grand Pitt capitulant aux mains d'un Novossiltsov ! L'Angleterre souscrivant à des propositions russes dont on a vu la portée ! A défaut d'une autre plus directe, le texte même du projet fournit une explication suffisante de ce prodige. La pensée et la volonté du tsar s'y laissent bien reconnaître ; mais, par un procédé subtil de décomposition, la partie qui y pourrait offenser les intérêts anglais ou les conceptions anglaises s'est trouvée exclue des applications pratiques et, avec force compliments, reléguée dans un empyrée d'aspirations idéales, en même temps que quelques concessions flatteuses servaient à masquer ou à compenser la réalité de cette opération.

L'Angleterre faisait preuve de largesse dans la question des subsides, accordant 1 250 000 livres sterling par an pour chaque centaine de mille hommes que la Russie ou l'Autriche mettrait sous les armes. Si elle ne consentait pas à lâcher Malte, elle montrait la plus grande condescendance apparente à l'endroit de la Pologne et même de la Turquie. Elle n'objectait pas à ce que le tsar réunît tous les Polonais sous son sceptre ; mais c'était une affaire à régler entre lui et les deux autres puissances copartageantes, sans qu'il y eût lieu d'introduire ce débat dans un traité d'alliance contre la France napoléonienne. L'Angleterre ne répugnait pas davantage à ce que l'autocrate de toutes les Russies ajoutât à ses autres titres celui de protecteur ou même d'empereur de tous les Slaves d'Orient ; mais, le démembrement de l'empire ottoman n'était présentement ni en cause, ni en vue, et Novossiltsov s'était porté à répudier en ce point, au nom de son maître, toute visée égoïste, ce dont Pitt n'avait pas manqué de prendre acte avec quelque solennité. Pour ce qui est d'une ligue internationale, destinée à prévenir des conflits à main

(1) Rapports du 4 décembre 1804 et 20 janvier 1805, Archives du ministère des Affaires étrangères à Petrograd, ; extraits dans F. de Martens, *Recueil*, XI, 84 et suiv.

armée, l'idée en était déclarée digne du grand souverain qui l'avait conçue et propre à recueillir l'applaudissement de tous les hommes bien pensants. Mais, n'ayant pas encore pris corps, ce dessein ne pouvait prendre place dans des arrangements qui visaient, précisément, un de ces conflits, rendu par malheur inévitable, à défaut d'une telle panacée. Cet objet devait donc être renvoyé à un futur congrès de pacification, où l'Angleterre se prêterait aussi volontiers à une entente pour la réforme du droit maritime, dans le large esprit de conciliation que sir William Scott avait fait reconnaître à l'envoyé du tsar.

En cette forme, le projet de traité est non seulement agréé par Pitt, mais, Novossiltsov revenant à Pétersbourg, le Premier anglais s'arrange pour que l'œuvre commune l'y devance et reçoive l'approbation du tsar avant toute consultation entre lui et son envoyé. Ce dernier trait achève de mettre en lumière la marche réelle de la bataille livrée à Londres par l'homme de poids du *Comité secret* et la nature du succès qu'il y a remporté.

Plutôt qu'un adversaire, Pitt s'est fait un jeu de trouver un complice dans l'apprenti diplomate qui lui était adressé. Facilement réalisé, aux dépens du tsar et de la part de chimère que contenaient ses propositions, l'accord entre l'Anglais et le Russe n'avait pu, cependant, demeurer entier. Le projet de traité comprenait un essai de conciliation à tenter auprès de Napoléon, simple feinte dans la pensée de Pitt, dont l'objet, à la faveur de l'équivoque traditionnelle, serait de perdre l'adversaire s'il acceptait les termes offerts, ou, au cas d'un refus plus vraisemblable, de lui aliéner l'esprit du plus grand nombre des Français. En rédigeant ce paragraphe, Novossiltsov n'y a sans doute pas porté lui-même une autre intention ; mais, aussitôt après, les nouvelles qu'il recevait de Pétersbourg l'inclinaient à orienter dans un autre sens ses idées et ses ambitions.

Privé du plus écouté de ses conseillers, Alexandre était rendu à son indécision naturelle et sa fièvre belliqueuse tombait. « Son âme, » écrivait Czartoryski, « ne peut encore prendre une teinte déterminée. Ce sont toutes celles de l'iris et un gris vague qui domine... L'idée d'une guerre lui pèse et le tourmente. » Homme de plume plutôt que d'épée, Novossiltsov fut prompt à s'inspirer de cette indication. Transformer, en un instrument de paix l'ou-

til de guerre qu'il venait de forger lui parut facile. Puisqu'une tentative d'accommodement devait être faite, il était aisé de la rendre sérieuse. Ce glaive deviendrait branche d'olivier, et le porteur en était indiqué : pour cette autre mission, le tsar ne voudrait évidemment pas changer d'envoyé et, leurs diplomates étant discrédités auprès de Napoléon, il conviendrait sans doute aussi aux Anglais de confier leurs intérêts aux mêmes mains. A l'œuvre de paix ainsi entamée, Pitt ferait le sacrifice de Malte ; sir William Scott s'entendrait avec Thomas Erskine pour assurer dans une mesure convenable la liberté des mers ; le vainqueur de Marengo baisserait son épée devant une telle démonstration de générosité et de sagesse dans la force ; la réalisation d'un pacte international obtiendrait dans ce dénouement d'une crise redoutable un point de départ plein de promesses, et, dans celui qui en aurait été l'ouvrier, le monde entier acclamerait son bienfaiteur (1).

Ainsi rêvait à son tour Novossiltsov, et c'est contre ce retour imprévu de son imagination trop impressionnable que Pitt prenait ses mesures, en pressant la conclusion du traité sur les bases convenues, à quoi il allait réussir sans trop d'embarras.

Au premier moment, Alexandre se refusait à reconnaître son œuvre sous l'aspect qu'elle avait pris à Londres ; mais les dehors séduisants que Pitt s'était ingénié à lui donner exerçaient bientôt leur effet et, le 11 avril 1805, les signatures étaient échangées, après quelques légères retouches seulement apportées au texte envoyé d'Angleterre (2). Ce qui ne voulait pas dire d'ailleurs qu'on s'entendît de part et d'autre sur l'objet et la destination du pacte conclu. « L'âme couleur d'iris » du tsar n'était pas éloignée, pour le moment, de l'interpréter comme faisait Novossiltsov et, aux lauriers cueillis sur les champs de bataille, de préférer une gloire pure de sang et plus haute. De ce pacte, Pitt avait cependant fait une machine de guerre, et, par son esprit, par le développement naturel des éléments de discorde et de violence

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, 94, 103 ; *Archives Vorontsov*, XVIII, 386, 390 ; Ulmann, *Russ. Preuss. Politik*, p. 137 et suiv.

(2) *Foreign office*, Treaties, série V, nos 215-219. Extraits dans F. de Martens, *Recueil*, II, 433, XI, 160. Texte plus complet, dans Rose, *Dispatches*, appendice, 1re partie, p. 265 et suiv.

qu'il dissimulait, il ne pouvait avoir d'autre destination. L'Autriche y accédant bientôt, il allait imposer à l'Europe onze années de tuerie presque ininterrompue, pour aboutir au dénouement traditionnel de telles luttes, dans le triomphe de la loi du plus fort et le partage du butin conquis.

Quant au pacte international destiné à d'autres fins, — paix et liberté, — il n'en devait plus être question. Dans les angoisses d'une fortune longtemps adverse, dans l'ivresse des victoires mêmes et des apothéoses, Alexandre l'oubliera jusqu'au jour où de la déformation de cet idéal généreux dans son esprit que le mysticisme aura envahi, que les instincts despotiques n'auront jamais quitté et que le génie malfaisant de Metternich aura pris en tutelle, se dégagera, par la Sainte-Alliance, un autre instrument de tyrannie, plus redoutable et plus odieux que celui qui aura été brisé aux mains du vaincu de Waterloo.

Tel a été, il y a cent ans, le sort de l'avant-dernier avatar de la Société des nations. L'histoire n'en est pas encourageante. Elle doit paraître instructive.

IV

Pitt tenait ses alliances et ses moyens de combat ; mais encore cela ne voulait pas dire non plus qu'il en pût disposer à son gré et à son heure. Son âme, changeant de couleur une fois de plus, Alexandre revenait par moments à ses ardeurs et à ses impatiences belligueuses ; mais l'Autriche continuait à n'y répondre qu'à terme indéfini. D'accord avec les instructions données à Novossiltsov, le traité négocié à Londres prévoyait un appel à la Prusse, en forme de sommation et d'ultimatum. Cette puissance devait être sollicitée, et, au besoin, *contrainte* d'accéder à la coalition. Czartoryski faisait même de cette manœuvre la base de ses combinaisons diplomatiques et militaires. Mais il supposait que la Prusse résisterait, et cette prévision rendait le concours de l'Autriche doublement indispensable.

Alexandre a cru se l'assurer par l'emploi des procédés autori-

taires dont il contractait l'habitude et le goût. Sans rien apprendre à cette alliée récalcitrante des négociations qu'il engageait à Londres, il a prétendu l'y comprendre et traiter en son nom. L'écart entre la demande autrichienne en matière de subsides et le chiffre accordé par l'Angleterre étant minime et un délai de quatre mois se trouvant prévu pour la mise en campagne des armées alliées, le tsar pensait avoir ménagé toutes les convenances, et il donnait à son envoyé à Vienne, Razoumovski, l'ordre de réclamer la ratification immédiate des engagements ainsi contractés en vertu d'un mandat qu'il n'avait point reçu.

Le résultat était tel qu'il devait raisonnablement l'attendre. L'empereur François et ses ministres se récriaient : on voulait leur forcer la main, on les rendait victimes d'un guet-apens ! L'armée autrichienne ne pouvait être prête, *Kriegsfähig*, dans quatre mois, ni même dans dix (1) ! En conséquence, Vienne demandait qu'en application même de l'un des articles du traité du 11 avril, des ouvertures pacifiques fussent adressées à Napoléon. Pitt et Novossiltsov interprétèrent d'une façon différente cette requête : l'un ne voulut y voir qu'une adhésion implicite au pacte de guerre que l'Autriche invoquait, tout en récriminant contre ses stipulations ; l'autre y trouva l'objet de son désir : l'assurance d'aller à Paris et de s'y rendre l'avocat de la paix.

Cette seconde mission du diplomate improvisé a donné lieu à des conjectures, dont la diversité et la contradiction sont dues à l'erreur fondamentale déjà signalée au début de ce chapitre : telle qu'elle était pratiquée à cette époque, la politique russe a égaré tous les historiens qui y ont cherché une unité de pensée et d'action absente. D'après l'opinion qui a prévalu jusqu'à ce jour, en se portant à cette négociation, le gouvernement russe n'aurait eu en vue, comme le gouvernement anglais, qu'un stratagème, destiné à mettre à mal Napoléon, en dehors de tout dessein réel d'accommodement (2). Problématique en ce qui concerne Alexandre, cette supposition est certainement fausse au regard de Novossiltsov et de Czartoryski lui-même, — pour le moment du moins où la mission a été décidée.

(1) Beer, *Zehn Jahre*, p. 94-98 ; Fournier, *Gentz und Cobenzl*, p. 165-166.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 442 ; Driault, *Austerlitz*, p. 205 et suiv.

D'accord avec l'Autriche et avec l'Angleterre (1), le tsar venait d'envoyer à Berlin, où le Finlandais Alopeus commençait à lui paraître suspect, le Hessois Wintzingerode, qui méritait encore moins sa confiance. Prenant ses directions à Vienne plutôt qu'à Pétersbourg (2), ce dernier avait agi mollement et rapporté une réponse des moins satisfaisantes, dont le sens était confirmé par le général Zastrow, qui le suivait en Russie : le roi restait attaché au parti de la neutralité, et, tout en payant de retour l'amitié que le tsar voulait bien lui témoigner, il entendait ne pas régler sa politique, plus que lui-même ne fondait la sienne, sur des considérations de sentiment (3).

Il n'en fallait pas davantage pour que, dans l'âme si aisément impressionnable du souverain russe, les « teintes de l'iris » retournassent au gris sombre, et, l'Autriche insistant sur l'essai de conciliation projeté, la Prusse en acceptant l'idée avec empressement et Napoléon paraissant disposé à s'y prêter (4), les probabilités sont pour qu'en dernier lieu le tsar se soit porté lui-même en toute sincérité à ce parti, qui offrait d'ailleurs à son amour-propre des perspectives séduisantes. Novossiltsov, en tout cas, sa correspondance en témoigne, n'y mettait pas de malice, et les termes qu'il était chargé de proposer à Napoléon semblent bien exclure de la part de ses commettants même toute intention de duperie : en complément des stipulations du traité du 11 avril, avec la reconnaissance du titre impérial, ils comprenaient l'abandon de Malte par les Anglais et leur adhésion aux principes d'un code maritime (5).

A la vérité, le consentement du cabinet de Saint-James à ces conditions manquait, et était, à ce moment même, rendu tout à fait improbable : un corsaire anglais ayant, dans un port neutre

(1) Beer, *loc. cit.*, p. 132 ; Rose, *Dispatches*, p. 102 et suiv.

(2) Ulmann *(Ueber die Memoiren des F. Czartoryski)* a trouvé dans les archives de Vienne la preuve de cette connivence.

(3) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, I, 409 et suiv., II, 152 et suiv. ; F. de Martens, *Recueil*, VI, 357 et suiv.

(4) Hardenberg à Talleyrand, Berlin, 28 avril 1805 ; Talleyrand à Hardenberg, Milan, 21 floréal an XIII, Affaires étrangères, Prusse, *Correspondance*, CCXXXVI, 10 et suiv. ; Napoléon, *Correspondance*, X, nos 8705 et 8706.

(5) *Sbornik*, LXXII, 59 et suiv.

de la Grèce, capturé un navire russe qui ne portait aucune contrebande de guerre, on refusait à Londres de faire droit aux réclamations de Pétersbourg (1) ! Mais, pas plus que pour l'Autriche, le tsar et ses conseillers ne s'embarrassaient de prendre des engagements pour l'Angleterre sans son aveu, et, tout en élevant contre ce procédé des objections formelles, lord Gower ne faisait pas de doute qu'il répondait à des intentions réellement pacifiques (2). Elles se traduisaient en une diplomatie sommaire, incohérente et étourdie jusqu'à l'invraisemblance ; mais à Londres déjà, Novossiltsov avait montré de quoi le jeune tsar et ses collaborateurs étaient capables dans cet ordre d'incongruités, et il devait continuer à Berlin, sur le chemin de Paris.

Y arrivant à la mi-juin, il ne s'est même pas assuré de trouver à qui parler : le roi, Hardenberg et Alopeus lui-même, tout le monde est absent, en villégiature d'été. Prévenu de la présence de l'envoyé russe dans sa capitale, Frédéric-Guillaume s'emploie à lui procurer des passeports français, mais ne hâte pas son retour, et, quand il revient dans les premiers jours de juillet, c'est pour apprendre que la négociation projetée à Paris est abandonnée, sur la nouvelle de l'annexion de Gênes à l'Empire français.

Cependant, à la date du 21 juin déjà, cet événement était prévu à Pétersbourg, et, écrivant ce jour même à Novossiltsov, Czartoryski n'admettait pas qu'il dût nécessairement mettre fin à sa mission : cela dépendrait des indications que l'envoyé recevrait de Vienne et de Londres (3), et c'est de ce côté sans doute qu'il convient de chercher la clef d'une énigme, où la sagacité des historiens a été mise en défaut.

Ministre de France à Berlin, l'excellent La Forest a pensé trouver l'explication du contre-ordre si brusquement décidé par le gouvernement russe dans certains « épanchements au sein de l'amitié », dont Novossiltsov aurait laissé surprendre le secret. Il y aurait fait confidence du « profond chagrin » que lui donnait

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, 113-115.

(2) Rose, *Dispatches*, p. 123-131.

(3) Czartoryski à Novossiltsov, 21 juin 1805, *Sbornik*, LXXII, 70-75 ; Novossiltsov à S. Vorontsov, 26 juin 1805, *Archives Vorontsov*, XVIII, 461 ; le même à Hardenberg, 10 juillet 1805, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXVI, 147.

l'avortement d'une entreprise où il avait mis « sa gloire, son ambition et toutes les espérances futures de sa fortune », et il aurait laissé entendre que l'événement était dû à des influences hostiles, qui, en son absence, avaient « entraîné » le tsar (1). Communiquées à Hardenberg, ces indications se sont trouvées concordantes avec celles que le ministre recevait lui-même du comte de Goltz, envoyé de Prusse à Pétersbourg : elles dénonçaient l'impératrice douairière et le grand-duc Constantin comme « les premiers instruments » de la cabale qui l'avaient emporté. Elles ne sauraient, cependant, paraître acceptables. En dehors de la grande-duchesse Catherine d'abord, nul membre de sa famille n'a jamais exercé sur Alexandre une influence de quelque poids, et, pour arrêter Novossiltsov sur la route de Paris, le tsar a eu d'autres raisons, celles-là même que Czartoryski prévoyait dans sa dépêche du 21 juin et dont l'une aurait dû rendre inadmissible l'idée même de ce voyage dans les conditions où il avait été entrepris, si le plus élémentaire bon sens avait présidé aux conseils du souverain russe. Avant que l'annexion de Gênes fût connue à Pétersbourg, encouragé à la résistance par Simon Vorontsov lui-même (2), Pitt y faisait parvenir l'avis qu'il déclinait péremptoirement toute participation à la démarche projetée auprès de Napoléon, dans les termes où le gouvernement russe proposait de la tenter ; et, avant qu'on eût nouvelle à Vienne de l'événement de Gênes, le couronnement à Milan du nouveau *roi d'Italie* y produisait un sursaut de dispositions belliqueuses tel que les prudentes réserves de l'archiduc Charles en étaient emportées, et, par contrecoup, le rouge écarlate effaçait le gris dans le kaléidoscope du tsar (3). A son tour, Alexandre croyait tenir l'Autriche, et, en effet, dès le 5 août 1805, les plénipotentiaires autrichiens devaient remettre aux plénipotentiaires anglais une déclaration préliminaire d'accession au traité du 11 avril, — abstraction faite, bien entendu, des additions relatives à Malte et au code maritime,

(1) La Forest à Talleyrand, Berlin, 27 messidor an XIII, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, vol. CCXXXVI, fol. 161.

(2) Rose, *William Pitt and the great war*, p. 526 et suiv.

(3) Czartoryski à Novossiltsov, 21, 25 et 29 juin, *Sbornik*, LXXII, 70, 77, 79 ; Novossiltsov à Vorontsov, Berlin, 10 juillet 1805, Rose, *Dispatches*, p. 180.

dont il ne devait plus être question (1). Le dé était jeté, et le chemin d'Austerlitz ouvert, sans que d'ailleurs le tsar et ses collaborateurs dussent y suivre une marche plus sagement concertée.

V

Dès le mois de juillet, dans un conseil de guerre tenu à Vienne avec la participation d'un représentant du tsar, qui était encore le fâcheux Wintzingerode, un plan de campagne était adopté sur la base d'une coopération des troupes autrichiennes et russes (2). De ces dernières, cependant, il ne faisait emploi que dans une faible mesure, ne leur empruntant qu'une armée sur cinq, pour des opérations combinées sur l'Inn. Les quatre autres étaient réservées pour une autre manœuvre, d'ordre à la fois diplomatique et militaire, — la grande idée de Czartoryski, « le plan d'assassinat contre la Prusse », comme les historiens allemands l'ont appelé. Il escomptait le refus que cette puissance ne pouvait manquer d'opposer à la double demande qui lui serait faite de livrer passage aux troupes russes et d'accéder à la coalition. A ce moment, à la mi-septembre selon les prévisions de Czartoryski, le territoire prussien serait brusquement envahi, la surprise de l'attaque et la supériorité des forces qui y seraient employées excluant toute possibilité de résistance. Cinquante mille Russes sous Koutousov occuperaient Varsovie ; 100 000 autres sous Buxhoewden submergeraient la Prusse orientale et deux armées de réserve sous Essen et Bennigsen appuieraient cet assaut, un autre corps encore prenant la mer pour débarquer en Poméranie. En même temps, Alexandre se rendrait à Pulawy, résidence des parents de son ministre des Affaires étrangères ; il y recevrait l'hommage des Polonais, qui s'y trouveraient convoqués de toutes les parties de l'ancienne république, et il en proclamerait la réunion sous

(1) F. de Martens, *Recueil*, II, 426, 428.
(2) Beer, *Zehn Jahre*, p. 139-140 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, I, 372.

son sceptre, en offrant à l'Autriche, à titre de compensation, la Silésie et, au besoin, la Bavière (1).

En accord avec les sentiments que les maîtres prussiens inspiraient au plus grand nombre de leurs sujets polonais, ce plan se rattachait cependant aussi, dans le cœur de son auteur, à un motif d'inspiration individuel. Avant les partages encore, Frédéric II avait porté le premier coup à la politique de réforme et de réorganisation nationale que les Czartoryski poursuivaient sous l'égide russe, et, depuis, « la famille » n'avait pas cessé d'être, de ce côté, l'objet des plus mauvais procédés (2). L'esprit d'une vendetta se laissait donc reconnaître dans le dessein du prince Adam, avec les emportements qu'un tel mobile implique communément, mais qui n'excluaient pas dans l'espèce des combinaisons et des calculs très subtils.

La part y était soigneusement faite des sentiments russes, de façon que la Pologne à reconstituer ne pût les inquiéter. « Aux titres, charges et sinécures près, rien n'y serait changé », se persuadait Paul Stroganov (3), sans que, objet d'une propagande très active s'exerçant dans un tout autre sens, les Polonais eux-mêmes eussent soupçon de l'idée que ce Russe prenait de leur futur sort. Ni aux uns ni aux autres Czartoryski ne livrait assurément le fond de sa pensée, qui, d'ailleurs, n'était pas très ferme et claire, ainsi que l'avenir devait le montrer, et, au bénéfice d'on ne saurait dire quels artifices, le Polonais obtenait même pour son plan à Londres et à Vienne une adhésion sans réserve (4), bien qu'avec l'unité d'action, les principes élémentaires de la stratégie et l'objet même de la coalition, qui était de combattre non la Prusse mais Napoléon, y parussent sacrifiés. Mais, dans sa conception première, le plan n'impliquait pas nécessairement

(1) Czartoryski, *Mémoires*, II, 111 et suiv.; F. de Martens, *Recueil*, II, 478 et suiv.; VI, 361 et suiv.; note de Czartoryski pour Alopeus, 19 août 1805, *Sbornik*, LXXII, 132 et suiv.; Oncken, *Œsterreich und Preussen*, II, 9 et suiv.; le même, *Das Zeitalter der Revolution*, II, 157 et suiv.; cf. Lenz, dans *Forschungen zur Brand. und Preuss. G.*, 1893, VI, 230 et suiv.

(2) Askenazy, *Napoléon et la Pologne*, II, 197.

(3) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 156.

(4) Czartoryski, *loc. cit.*, II, 111 et suiv.; édition anglaise des *Mémoires*, II, 133; Lenz, dans *Forschungen*, VI, 231.

un conflit armé avec le vainqueur de Marengo et était même destiné à le prévenir, — par le déploiement d'une supériorité militaire, qui, absorbé comme on le voyait par ses préparatifs de descente en Angleterre, suffirait à le déconcerter, en l'amenant à composition. En ce point, les reluctances persistantes de l'archiduc Charles, qui n'avaient pas pris part au conseil de guerre de juillet, — fatidiquement remplacé par le général Mack, — comme les timidités récurrentes d'Alexandre, trouvaient un terrain de rencontre dans les vues de Czartoryski. Si, cependant, le tsar leur a donné, lui aussi, une approbation entière, il ne l'a fait qu'avec les réserves mentales qui lui étaient habituelles, ou, en cours d'exécution, il a, comme cela lui arrivait non moins souvent, changé de sentiment.

Au début, il paraît s'engager dans cette voie de la façon la plus décidée. Le 19 août, il adresse à Frédéric-Guillaume un message, où l'un des collaborateurs du roi trouve une ressemblance déplaisante avec « un ordre de marche » (1). La manœuvre se développant, le tsar y tiendra encore son rôle, visite à Pulawy comprise ; mais, en même temps, les ordres qu'il donnera à ses troupes comme les messages qu'il continuera à envoyer à Berlin s'ajusteront de moins en moins bien au plan adopté, jusqu'à en compromettre irrémédiablement le succès (2). « Tout dans ce plan s'exécutait avec méthode », a écrit un historien généralement mieux renseigné (3). Alexandre s'est chargé lui-même de démentir cette admission, en alléguant, après coup, un malentendu qui se serait produit entre lui et son ministre des Affaires étrangères au sujet du but qu'ils se proposaient (4), et le désaccord qui a paru dans les mesures prises de part et d'autre a tenu encore à d'autres raisons.

La cour de Berlin en a eu de très persuasives pour ne pas s'émouvoir de « l'assassinat » dont elle était menacée. Le dessein lui en était d'abord connu dans tous ses détails, depuis son éclo-

(1) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, I, 201 ; Ulmann, *Russ.-Preuss. Politik*, p. 204 ; Lehmann, dans *Hist. Zeitschrift*, III, 98.

(2) Czartoryski, *Mémoires*, II, 113 ; L. Czartoryski, *Alexandre Ier et Czartoryski*, p. 32 ; Lenz, dans *Forschungen*, VI, 223.

(3) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, VI, 463.

(4) Czartoryski, *loc. cit.*, II, 104 ; Ulmann, *loc. cit.*, p. 227 et suiv. ; le même, *Ueber die Memoiren des F. Czartoryski*, p. 33.

sion, par les instructions mêmes qu'Alopeus recevait à son sujet et dont les copies se sont retrouvées dans les archives d'État à Berlin, communiquées, a-t-on lieu de croire, par l'envoyé du tsar lui-même (1). D'autre part, la manœuvre se dessinant, Frédéric-Guillaume avait recours à la parade dont il avait déjà usé dans ses rapports avec son voisin de l'est : dès les premiers jours de septembre, il se trouvait en pourparlers avec Duroc, qui, arrivant du camp de Boulogne, lui offrait le Hanovre et le secours d'une armée française contre tout agresseur, en échange, il est vrai, d'une alliance à laquelle le roi répugnait (2). Il n'en puisait pas moins dans ces propositions une impression de sécurité que le tsar augmentait par les mouvements qu'il prescrivait à ses troupes, comme par la nature de ses messages. Variant de ton et de forme, d'un courrier à un autre, des adjurations sur le mode lyrique y alternaient avec des sommations impérieuses ou des demandes amicales d'entrevue. En même temps, les armées russes ne prenaient pas du tout le chemin qu'elles auraient dû suivre en exécution du plan de Czartoryski, où elles en étaient détournées après y avoir été engagées. Frédéric-Guillaume s'en trouvait incliné à concevoir de sa situation une idée extrêmement avantageuse, en même temps qu'entre les sollicitations dont il devenait l'objet, ne voulant céder ni à l'un ni à l'autre, il s'irritait contre les deux compétiteurs, mais davantage contre celui qui, ne lui offrant rien, ne visait, disait-il, qu'à « le compromettre ». En effet, pour joindre les Autrichiens contre les Français, les Russes n'avaient pas besoin d'emprunter son territoire (3). Et donc, après avoir montré d'un côté qu'il connaissait son prix, de l'autre qu'il ne pouvait être ni surpris ni intimidé, abandonnant Duroc et Alopeus à ses ministres et déclinant avec « épouvante » les propositions de rendez-vous multipliées par le tsar, le roi se retirait à Charlottenbourg, passait de là à Paretz, et s'y rendait également inaccessible (4).

(1) Ulmann, *Russ.-Preuss. Politik*, p. 202.

(2) Talleyrand à Duroc, 16 septembre 1805, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXVI, 398.

(3) *Aus dem Nachlasse* von G. H. Berenhorst, II, 227.

(4) Bailleu, *Königin Luise*, p. 157 ; le même, *Preussen und Frankreich*, II, p. LIX ; Jackson, *Diaries*, I, 323-332.

On en était là dans les derniers jours de septembre, terme fixé pour l'apparition d'Alexandre à Pulawy. En y allant, le fils de Paul a inscrit dans l'histoire un épisode où sa personne morale prend un relief des plus caractéristiques. Et le témoignage est accablant.

Il y va en plein accord apparent avec son ministre et avec les Polonais, dont les espérances patriotiques ont été chauffées à blanc. Cependant, en route, le 27 septembre, il expédie de Brest à Berlin le prince Dolgorouki, ennemi déclaré de Czartoryski, avec une nouvelle lettre pour Frédéric-Guillaume, remplie de plus tendres effusions et une nouvelle proposition de rencontre, à Gruszczyn, sur la frontière russe (1). Qui trompe-t-il? Peut-être ne le sait-il pas lui-même. Quelques jours plus tard, ayant déjà atteint Pulawy, sur la nouvelle de la mobilisation générale de l'armée prussienne, ordonnée le 19 septembre, et du refus définitif de laisser passer les troupes russes, notifié par le cabinet de Berlin deux jours plus tard, il se montrera décidé à donner suite au plan de Czartoryski et, au cours d'une conférence de trois heures, il maintiendra cette résolution contre les arguments de Stutterheim : « Je ne peux plus reculer !... Nous soulèverons la Pologne contre les Prussiens, et, si je peux vous donner la Silésie, vous pouvez compter sur moi (2). »

Mais déjà il a mis le monde diplomatique en garde contre les surprises et les déceptions que, dans tous les domaines de sa politique, à l'intérieur comme au dehors, ne cessaient de donner ses attitudes et son langage.

Il a quitté Pétersbourg le 21 septembre, par une froide et sombre matinée d'automne, après avoir fait ses dévotions à Notre-Dame de Kasan, pratique à laquelle il s'astreindra toujours en pareille occasion, par égard pour le sentiment du plus grand nombre de ses sujets, si peu que le sien doive y répondre, même quand il sera, à sa façon, devenu religieux. On ne saurait que l'en louer ; mais, quelques jours plus tôt, il n'a pas répugné davantage à rendre visite à un *starets*, très en vogue dans certains milieux et dont, jusqu'à ces derniers temps, les historiens russes

(1) Ulmann, *Russ.-Preuss. Politik*, p. 236.

(2) Rapport de Stutterheim du 4 octobre 1805, dans Beer, *Zehn Jahre*, p. 172.

ont dû pudiquement dissimuler l'identité. Il s'appelait Sélivanov (1) et était le chef de la secte des châtrés. Une légende, très certainement mise en cours après coup, veut que ce visionnaire ait donné au souverain le conseil de ne pas encore partir en guerre contre « le Français maudit », Dieu ne voulant le lui livrer que plus tard (2). L'esprit public était, à ce moment, orienté dans un tout autre sens, et la guerre en perspective valait même au jeune tsar un regain de popularité. Les Français « chétifs » et leur « petit » empereur n'inspiraient que du dédain aux géants russes, et, au club anglais de Moscou, tel officier de taille athlétique se faisait acclamer en se targuant de ramener en Russie « ce bout d'homme », la corde au cou (3).

Alexandre n'a cependant pas fait grande confiance à ces dispositions favorables de l'opinion, ainsi qu'en témoigne la création, décrétée au même moment, du *Comité de haute police*, dont il a déjà été fait mention. Un bureau de presse, constitué en même temps, avait charge d'empêcher l'entrée en Russie de certaines publications françaises et d'en combattre l'effet par des moyens de polémique, imités, comme ce bureau lui-même, des modèles napoléoniens. C'est un Français également, un certain Pluchard, émigré attiré d'Allemagne, qui, dans le *Journal du Nord*, publié en français à partir du 6 octobre 1805, devait, lui premier, s'employer pour cet objet.

VI

L'arrivée d'Alexandre à Pulawy, le 23 septembre 1805, est marquée par un incident curieusement symbolique. Cette fastueuse résidence que Delille a chantée se trouvait du fait des partages placée dans le lot autrichien, bien que le gros de la fortune territoriale des Czartoryski eût été attribué au lot russe. A l'entrée du tsar sur le territoire autrichien, la police locale a pris soin de tenir à l'écart tous les Polonais, et le résultat a été

(1) *Sévastianov*, dans Schilder, *Alexandre Ier*, II, 125.
(2) Loubianovski, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 475.
(3) Jigarev, *Mémoires*, 1859, p. 87.

que, égarée dans des chemins de traverse, la calèche du souverain s'y est brisée, l'obligeant à faire une lieue à pied dans la nuit, avec un juif pour guide, qui, une lanterne à la main, ne l'amenait à destination par des sentiers sous bois qu'à deux heures du matin. Après s'être fait, non sans peine, reconnaître par un majordome, lui défendant de donner l'éveil aux maîtres et aux serviteurs, tous plongés dans le sommeil, le voyageur se jetait tout habillé sur un lit et dormait jusqu'à sept heures (1).

Levé, il déploie toutes ses grâces, dépouille toute étiquette. Une sœur du prince Adam ayant épousé le prince Louis de Würtemberg, frère de l'impératrice douairière, il se dit être « en famille ». Il donne de « la tante » à la princesse et embrassant le frère avec effusion devant ses parents, il se dit heureux de leur devoir un ami si précieux. Les jours suivants, le château se remplissant d'une foule de généraux et de diplomates russes et autrichiens, comme au milieu des uniformes constellés de décorations, le prince Adam fait ressortir la simplicité d'un frac noir, au revers duquel il a épinglé la seule croix polonaise *Virtuti militari*, gagnée en 1792 dans des combats pour l'indépendance de son pays, le tsar revêt le même costume. Il se rend en compagnie de ses hôtes au « temple de la Sibylle », musée construit en 1798 sur le modèle tivolien et consacré aux souvenirs de l'histoire nationale. Il s'attendrit sur les gloires et les infortunes qui y sont évoquées, et, parmi les Polonais réunis pour prendre part au grand acte que la présence du souverain en ce lieu semble annoncer, la méfiance des plus circonspects est désarmée (2).

Cependant, l'attente se prolonge. Le séjour du souverain à Pulawy ne devait être que de quelques heures sur le chemin de Varsovie, où il était convenu qu'il ceindrait la couronne des Piasts et des Jagellons et où déjà les poissardes escomptaient l'événement en injuriant les Prussiens : « Nous avons assez de vous ! Heureusement, les Russes vont vous chasser bientôt (3). » Or, à la mi-octobre, le futur roi de Pologne n'a toujours pas bougé. Sans doute est-il fort affairé, et, parmi les objets qui se disputent son attention à cette heure solennelle, ne néglige-t-il

(1) Dembicki, *Pulawy*, II, 373.
(2) *Ibid.*, II, 58 ; G. Kozmian, *Mémoires*, II, 61-64.
(3) Schilder, *Alexandre Ier*, II, 129.

pas celui qui l'a amené au lieu où l'attente et l'espoir de tout un peuple l'ont suivi. Encore moins laisse-t-il supposer qu'il ne doive pas faire honneur aux engagements contractés en son nom. Il confère longuement avec les notabilités polonaises, qui, toutes, ont répondu à l'appel, à l'exception du prince Joseph Poniatowski, retenu par les Prussiens à Varsovie, mais ayant promis son concours. Il recueille des signatures. Une seule est refusée : c'est celle d'un Posnanien qui n'objecte pas au dessein d'une restauration polonaise sous l'égide russe, mais qui, en dernier lieu, a conçu le soupçon d'un échec possible de l'entreprise et craint de se compromettre. Il n'a pas tort : dès le 6 octobre, en effet, dans une nouvelle conférence avec Stutterheim et Stadion, l'envoyé d'Autriche à Pétersbourg, Czartoryski lui-même a été amené à admettre que la Prusse se trouvant en garde et les troupes russes hors de portée, le plan par lui combiné en devenait impraticable (1). Cependant, Alexandre a continué à jouer au futur roi d'une Pologne en voie de restauration. Par goût de perfidie? Non, sans doute. A raison plutôt de l'embarras qu'il éprouvait, d'une part à se dédire, d'autre part à se déprendre des influences du milieu ambiant, où d'ailleurs les illusions qu'il avait créées et qu'il se plaisait à partager ne laissaient pas d'être elles-mêmes quelque peu factices. Des fêtes, banquets et bals, étaient préparés dans l'ancienne capitale polonaise en prévision de l'événement qui devait lui rendre son titre. Cette attente étant trompée, on allait danser quand même sous le regard ironique des Prussiens (2) ! Depuis près de cent ans, le régime combiné et doublement dépravant de la domination étrangère et de l'anarchie avait éteint, dans ce pays, l'esprit du patriotisme. Rallumé récemment au feu des luttes qu'une élite entamait pour le recouvrement de l'indépendance perdue, il n'était encore qu'une flamme erratique, et, en outre, les Czartoryski et le parti russe n'obtenaient, même à Varsovie, qu'une adhésion *de raison*, prompte

(1) Rapports de Stutterheim, Pulawy, 6 et 9 octobre 1805, dans Beer, *Zehn Jahre*, p. 173 ; Rapport de Bignon sur les événements de 1805, Varsovie, 8 avril 1811, Affaires étrangères Pologne, *Correspondance*, CCCXXVII, 138 ; Ulmann, *Russ.-Preuss. Politik*, p. 256 ; Askenazy, *Loisirs historiques*, p. 143-144.

(2) Falkowski, *Tableaux*, I, 245-246.

aux défaillances. En dépit des déceptions qu'elle lui avait données depuis le traité de Campo-Formio, la France gardait sur les rives de la Vistule une clientèle plus nombreuse et plus sûre.

VII

A Pulawy, tout en mystifiant les Polonais, Alexandre était surtout retenu par les perplexités où le mettaient les nouvelles de Berlin. Dans sa retraite champêtre, de plus en plus rassuré et convaincu de la valeur énorme que les circonstances donnaient à sa chère neutralité, Frédéric-Guillaume arrivait à la mettre aux enchères, dans un de ces marchandages en partie double qu'il devait toujours affectionner. Commençant par la France dont il pensait tirer davantage, il lui demandait le Hanovre « sans la moindre perte de temps », en échange de son abstention pure et simple dans le conflit en perspective. L'obtenant dans les premiers jours d'octobre, mais au titre de dépôt seulement et sous la condition de son adhésion à une combinaison qui aurait pour objet la neutralisation de l'Allemagne du Nord tout entière, il était tenté d'abord, mais, flairant ensuite un piège — « ce serait encore la guerre ! » — il se retournait du côté de la Russie, avec la même marchandise offerte au même prix (1). Au cours de ces débats, survenait, le 6 octobre, la nouvelle de « la violation » du territoire d'Anspach. Depuis le Directoire, les troupes françaises avaient eu toujours licence d'y passer, à la seule condition de payer ce qu'elles consommaient. Mais c'était, cette fois, une autre affaire. Le roi voyait sa marchandise dépréciée ; il n'aurait plus chance d'obtenir de l'un des compétiteurs une surenchère sur ce que l'autre s'adjugeait sans bourse délier, et il s'en trouvait précipité dans une de ces crises d'affolement dont il était aussi coutumier.

Au premier moment, il parlait de « mettre dehors » Duroc et

(1) Duroc à Talleyrand, Berlin, 13 vendémiaire an XIV, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXVII, 70 ; cf. Sorel, *loc. cit.*, VI, 200-203.

La Forest ; il laissait même flatter l'envoyé d'Autriche, qui était le futur prince de Metternich, avec l'espoir d'une coopération militaire immédiate, et, sur le point de repartir après avoir essuyé un nouveau refus, le prince Dolgorouki était rappelé auprès du souverain et emportait son consentement sans condition au passage des troupes russes. Ce transport ne devait cependant être que de quelques heures ; le lendemain, Frédéric-Guillaume baissait déjà de ton, et, après quelques jours, le canon d'Elchingen ayant tonné, le roi n'avait plus qu'une idée : retenir les troupes du tsar pour pouvoir négocier encore avec Napoléon et se dérober à une entrevue avec le souverain russe, pour éviter des explications et des engagements précis (1). Il déclare péremptoirement qu'il n'ira pas à Gruszczyn, les événements ne lui permettant pas de s'éloigner de sa capitale.

« C'est donc moi qui vous y rejoindrai », répond le tsar, en assurant que les derniers moments de son séjour à Pulawy ont été « l'époque la plus malheureuse de sa vie, la période des plus grandes souffrances », après lesquelles il lui tarde de « se jeter dans les bras de son allié » (2).

Il tient cette alliance pour acquise, bien qu'il n'ait pas réussi à y contraindre le voisin récalcitrant, et il s'y raccroche d'autant plus éperdument que les nouvelles du théâtre de la guerre sont plus désastreuses, sans qu'il puisse entièrement se soustraire au sentiment d'y avoir une grande part de responsabilité. En adoptant, en effet, d'abord le plan de Czartoryski et en le contrariant ensuite, il a empêché tout concert avec son allié effectif. Il a livré Mack à Napoléon, sans que, destiné d'abord à la conquête de Varsovie et porté trop tard sur l'Inn, Koutousov pût lui prêter main-forte. Il a exposé même ce général à partager le sort du vaincu.

Il quitte Pulawy le 16 octobre et, le surlendemain, rencontrant à Kozienice le général Kalcreuth envoyé à sa rencontre pour le

(1) Prince Dolgorouki à Alexandre Ier, Berlin, 6 octobre 1805, dans grand-duc Nicolas, *Die Fürsten Dolgoruki* (traduction allemande), p. 12-13 ; La Forest à Talleyrand, 17 vendémiaire an XIV, Prusse, *Correspondance*, CCXXXVII, 77, 111 ; Metternich, *Mémoires*, II, 55, 58 ; Bailleu, *Frankreich und Preussen*, II, p. LXII.

(2) Kozienice, 18 octobre 1805, publié par Bailleu, dans *Hist. Zeitschrift*, 1893, LXII, 82.

retenir, si possible, sur le chemin de Berlin et ralentir la marche de ses troupes, il l'accable de caresses. Il en a donc fini avec la Pologne? Non pas! De Kozienice, plusieurs routes peuvent le conduire à Berlin, et il ne prend pas la plus courte. Sans paraître à Varsovie, il s'arrête à Willanow, ancienne résidence suburbaine du roi Sobieski et maintenant propriété du comte Alexandre Potocki. Il y voit la comtesse Tyszkiewicz, sœur du prince Joseph Poniatowski, et prend avec elle des arrangements pour rencontrer aussi le frère, comme par hasard, sur la ligne des fortifications de Varsovie (1). Il cherche à masquer sa défection dans le présent et à ménager l'avenir.

VIII

A Berlin, y arrivant le 25 octobre, il trouve une réception convenablement fastueuse et chaleureuse; mais le couple royal a hâte de l'emmener à Potsdam, pour, suppose La Forest, abréger des démonstrations jugées inopportunes, au regard des pourparlers que Hardenberg poursuit avec l'envoyé de Napoléon (2). Et, à Potsdam même, les enchantements de Memel ne se renouvellent pas. Le roi est guindé et maussade. Plus accueillante d'abord, exprimant avec chaleur la joie qu'elle éprouve à être réunie à l'objet d'une *Seelenfreundschaft*, qui est pour elle d'un prix infini, et se déclarant « feu et flamme pour l'abandon d'une lâche neutralité », la reine elle-même change bientôt de visage et de langage. Pour des raisons qui se laissent seulement conjecturer, un tête-à-tête, discrètement ménagé à ces épanchements dans le pavillon de Bellevue, l'amène, après une crise de nerfs suivie d'un déluge de larmes, à reconnaître que le jeune souverain dont elle a pris une si haute opinion « manque de fond » (3).

(1) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 91-92; Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 95-96.

(2) La Forest à Talleyrand, Berlin, 1 et 5 brumaire an XIV, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXVII, 155 et 173.

(3) Bailleu, *Königin Luise*, p. 161 et suiv. Correspondance publiée par le même dans *Deutsche Rundschau*, 1896, LXXXVI, 331, 339.

Entre Berlin et Potsdam, cependant, poursuivant ses tractations avec La Forest, Hardenberg en entame aussi dans le plus grand mystère avec Czartoryski, — qui s'y prête de la meilleure grâce. L'auteur du « plan d'assassinat contre la Prusse » ne doit-il pas, quelques mois plus tard, dans une lettre adressée au même ministre de Frédéric-Guillaume, s'exprimer en ces termes : « Depuis mon entrée au ministère, j'ai constamment été animé du désir d'unir la Prusse et la Russie. »

Dans une note rédigée quelques mois plus tôt, il a écrit : « On doit considérer une guerre avec la Prusse comme un événement que les circonstances amèneront tôt ou tard immanquablement (1). » Collaborateur et ami d'Alexandre pendant de longues années, il n'a pu tenir ce rôle sans qu'il fût uni au fils de Paul par une parenté morale beaucoup plus étroite qu'il n'a voulu jamais l'imaginer.

Metternich figure en tiers dans ces conciliabules à apparence de complot et Alexandre y intervenant aussi, le premier contact y est établi entre ces deux hommes que rapprochent de profondes affinités morales : absence réelle de principes comme de scrupules sous une affectation analogue d'idéalisme politique ; même goût pour les finesses et les perfidies du jeu diplomatique uni à une égale frivolité d'esprit ; et tempérament semblable même de roués imaginatifs et d'adeptes d'une galanterie le plus souvent platonique.

Le 3 novembre 1805, on se trouve d'accord, le tsar l'imagine du moins : il a obtenu l'accession de la Prusse à la coalition ; mais Hardenberg l'a rendue encore conditionnelle, subordonnée au refus que ferait Napoléon de la médiation du roi, et ce n'est guère. Hardenberg va même assurer à La Forest que ce n'est rien (2), et, en fait, Alexandre a conclu un marché de dupe : médiatrice, la Prusse proposera à Napoléon des conditions inacceptables pour lui et sans intérêt d'ailleurs aucun pour la Russie ; s'il refuse, elle sera obligée de prendre les armes, mais, dans ce cas, le tsar devra s'employer à lui faire céder le Hanovre par l'Angleterre,

(1) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, III, 102 ; Czartoryski, *Mémoires*, II, 82 ; cf. Oncken, *Œsterreich und Preussen*, II, 33.

(2) La Forest à Talleyrand, Berlin, 23 brumaire et 27 frimaire an XIV, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXVII, 220 et 286 ; Metternich, *Mémoires*, II, 76.

et, à tout événement, il sera tenu de mettre un corps d'armée à la disposition de Sa Majesté prussienne, sans engagement de réciprocité (1).

Étourderie d'un côté, mauvaise foi de l'autre, cette convention vengeait la Pologne, si entièrement qu'elle parût, à ce moment, oubliée par Czartoryski. Alexandre, lui, semble s'en être souvenu, en communiquant au roi, à titre d'amende honorable pour le « plan d'assassinat », les signatures recueillies à Pulawy. Du moins, quelques-uns des signataires ont cru s'en ressentir (2).

La négociation a été brève, et le tsar n'a attendu que sa conclusion pour se remettre en route, ayant déjà trop tardé à rejoindre son armée, qui, en mal de concentration à raison des changements imposés au dispositif primitivement adopté, en danger de démoralisation par l'effet du début malheureux de la campagne, se trouve, par surcroît, en carence de commandement. Il quitte Potsdam le 4 novembre au soir, après s'être fait, au dernier moment, conduire au caveau de Frédéric II et avoir donné ainsi, à sa courte visite, un épilogue qu'une propagande intéressée a exploité depuis, en en dénaturant le sens et la portée, mais qui, sur le moment, a passé inaperçu, n'ayant eu qu'un caractère très banal : curiosité tardivement manifestée par le tsar, empressement de la reine à la satisfaire, par goût des situations romanesques, acquiescement moins gracieux du roi — *dem Kœnig schien es nicht recht vom Herzen zu gehen*, a noté Hardenberg (3) — c'était tout. Les effusions de tendresse, les serments de fidélité éternelle échangés devant la tombe du grand homme, ont été ajoutés après coup par une légende artificieusement créée.

IX

En Moravie où il se rend, Alexandre ne trouvera qu'une partie de ses troupes, quelque 70 000 hommes avec le corps de Koutousov,

(1) F. de Martens, *Recueil*, II, 476 et suiv.
(2) Askenazy, *Loisirs historiques*, p. 143-144.
(3) *Denkwürdigkeiten*, II, 317 ; *Jackson diaries*, I, 383.

précipitamment ramené de Bavière, après la capitulation de Mack. Également éprouvées déjà par des marches et des contremarches pénibles, d'autres unités ont reçu en dernier lieu l'ordre de prendre la même direction, mais s'y portent avec lenteur sur des parcours énormes. Et, devant combattre sous le même commandement, les Autrichiens ne sont que 14 000 hommes. A la mode de 1799, en outre, et de Souvorov (1), les Russes ont été mis en campagne sans services d'état-major ou d'intendance, leurs alliés devant y pourvoir. En conséquence, comme en 1799, ils souffrent de la faim et, pour manger, ils mettent le pays au pillage, se rendant odieux à la population.

Pour le commandement en chef, Alexandre a d'abord pensé à Moreau comme Pierre le Grand avait convoité Marlborough, et, guettant un retour de fortune, rôdant en Espagne, le vainqueur de Hohenlinden s'était offert ; mais on n'avait pu s'entendre sur les conditions (2). Désigné par l'opinion, Koutousov, quelque médiocre opinion qu'il eût de lui, comme d'ailleurs de tous ses généraux, s'est ainsi imposé au choix du souverain, mais à titre purement nominal. Avec Weyrother comme conseiller, à défaut de Moreau, Alexandre s'est proposé d'assumer personnellement la conduite des opérations, combinaison dont il a fait l'essai et pris le goût sur le terrain diplomatique, y trouvant l'avantage de mettre à son compte les chances heureuses sans les mauvaises. Koutousov ne s'y est pas trompé, et la prompte arrivée du tsar au quartier général en est devenue d'autant plus nécessaire, car, en l'attendant, le faux généralissime s'est abstenu de toute initiative (3).

Cependant, en route, le souverain s'attarde encore trois jours à Weimar, auprès de sa sœur Marie, et, quand il atteint Olmütz, le 18 novembre, Napoléon a, depuis cinq jours déjà, occupé Vienne, et, depuis quarante-huit heures, les soldats du tsar ont manqué de pain. Alexandre prend lui-même de la situation une idée à ce point pessimiste qu'écrivant au roi de Prusse, il ne se retient pas de la donner pour « plus que critique » (4), ce qui n'est

(1) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 368 et 421.

(2) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 1-2 ; Pingaud, dans *Revue de Paris*, 15 décembre 1899.

(3) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 142.

(4) Bailleu, *Briefwechsel Kœnig Friedrich-Wilhelm's*, p. 84.

pas d'une diplomatie très avisée. En même temps, il aggrave encore le mal par le désordre que, s'exerçant à tort et à travers, son intervention introduit dans tous les rouages d'un appareil militaire dont le fonctionnement est déjà des plus défectueux. Malgré quoi, au bout de quelques jours, sous l'influence de son entourage, sa première impression cède à une autre, entièrement opposée. Militaires et civils même, les personnages de sa suite, le seul Czartoryski excepté, rivalisent d'outrecuidance. Jugeant que, telle quelle, l'armée, dont chacun d'eux se pique de diriger les mouvements, est dix fois assez bonne pour se mesurer avec celle de Napoléon, ils réclament une offensive immédiate et tournent en ridicule les objections de Koutousov.

« Le général Lambin », comme ils l'appellent, est déjà ce qu'il sera en 1812. Vieillard usé avant l'âge, moins encore par les fatigues inhérentes au métier des armes que par les excès d'une vie de débauche, il reste un homme de guerre redoutable, avec des moyens limités, mais puissants : coup d'œil juste et esprit de ruse très développé, ténacité et sang-froid à toute épreuve. Il a très sagement mené sa retraite de Bavière en Moravie (1), mettant à profit les étourderies de Murat comme les négligences de Bernadotte (2), et tirant parti de ses soldats, qui, à Hollabrün, notamment, sous le commandement direct de Bagration, ont montré qu'ils valaient ceux de Novi. Maintenant, il conseille de rester sur la défensive, d'attendre sous le canon d'Olmütz Bennigsen, qui vient de Silésie, l'archiduc Ferdinand, qui accourt de Bohême, l'archiduc Charles, qui est rappelé en toute hâte d'Italie, les Prussiens, qui ont l'air de s'ébranler. Évitant les manœuvres savantes, où l'on a trop peu de chance contre un adversaire tel que Napoléon, il voudrait qu'on fît plutôt fond sur le temps, la supériorité du nombre qu'on peut lui devoir et l'usure de l'ennemi. Répugnant aux risques par tempérament et souffrant en outre à ce moment, alité au joli château d'Austerlitz, propriété du comte de Kaunitz, l'empereur François partage ce sentiment (3) ; mais, ayant à Willanov offert aux dames polonaises de prendre leurs

(1) Fort critiquée, cependant, par les écrivains allemands, v. Bülow, *Der Feldzug von* 1805, II, 9 et suiv.

(2) Napoléon, *Correspondance*, XI, nos 9470, 9491, 9497.

(3) Wertheimer, *Geschichte Œsterreichs*, I, 328.

commissions pour Paris (1), les étourneaux de la suite du tsar sont pressés de prendre ce chemin ; soucieux aussi de ne pas partager avec un trop grand nombre d'Autrichiens les lauriers qu'ils se tiennent pour assurés de cueillir. Et Koutousov, d'autre part, ne les contredit que du bout des lèvres, jugeant, doit-on croire, la situation non seulement critique, mais désespérée, quelque parti que l'on prenne.

Se laissant égarer par des appréciations que les gouvernements de la coalition ont eu intérêt à répandre dans la presse, des historiens français leur ont trop facilement emprunté la version du péril mortel auquel, « jeté hors de ses voies, hors de ses plans » par l'habileté de Koutousov et « pris au piège de sa conquête » (2), Napoléon aurait été exposé au cas d'un ajournement de la bataille décisive qu'il cherchait. Pour faire justice de cette « fable stupide », selon son expression, l'Anglais Thomas Granville s'est rencontré avec le commentateur français du rapport de Koutousov sur l'événement du 2 décembre 1805 — Napoléon lui-même selon les vraisemblances (3). Maître de Vienne et d'une grande partie des États autrichiens, en possession d'une ligne d'étapes et de ravitaillement bien assurée, ils risquait moins encore au prolongement des hostilités que les Russes, affamés dans un pays qu'exaspéraient leurs rapines. Sur la table même du tsar, tel jour, on ne trouvait à servir pour vingt personnes qu'une oie rôtie (4) !

Napoléon était assurément pressé, et, contre son inclination aux offensives hardies, s'il adoptait cette fois la tactique contraire, c'est en s'arrangeant pour que ses adversaires y fissent son jeu. Aux derniers jours de novembre, les deux apparitions à Olmütz de Savary, dont l'insistance y a été interprétée comme un indice de détresse ; les impressions rapportées par le prince Dol-

(1) Comtesse Potocka, *Mémoires*, p. 91-92 ; Jirkiévitch, *Mémoires*, *Ancienne Russie*, 1874, IX, 218 ; Euler, *Mémoires*, *Archives russes*, 1880, II, 344.

(2) Sorel, *loc. cit.*, VI, 490, 506-507.

(3) Napoléon, *Correspondance*, XII, n° 10032 ; Thomas Granville au duc de Buckingham, 30 novembre 1805, Duke of Buckingham, *Mémoirs*, III, 455 ; cf. Talleyrand, *Mémoires*, I, 297.

(4) Léontiév, « Mémoires », *Archives russes*, 1913, II, 510-511 ; Soloviov, *Alexandre Ier*, p. 91.

gorouki des avant-postes français, où il a cru voir un Napoléon intimidé par ses bravades ; un combat d'avant-garde sous Wischau, livré à l'avantage des Russes et un repli ordonné à l'armée française pour la rapprocher de ses réserves, ont porté à l'extrême la superbe des conseillers du tsar. La légende de la « position aventurée » du conquérant prend corps ; Alexandre l'accrédite dans un bulletin qu'il adresse à Frédéric-Guillaume, lui annonçant l'imminence d'une offensive qui terminera la guerre d'un coup (1) ; Weyrother prône l'efficacité infaillible d'un plan, que les Autrichiens ont « essayé » en manœuvre, sur le terrain même où la bataille sera livrée, dont Napoléon s'est inspiré contre Mack (2), et qui sera retourné contre lui. Il l'emporte et, décisive, en effet, la cconde catastrophe de la campagne se produit.

X

Les épisodes héroïquement pittoresques de la veillée d'armes au camp français, dans la nuit du 1er au 2 décembre, sont familiers aux hommes de tous les pays ayant quelque lecture. Leur contrepartie au camp russe a moins retenu l'attention et présente cependant autant d'intérêt. Weyrother lisant et paraphrasant jusqu'à trois heures du matin des ordres de bataille, auxquels les généraux du tsar, ses auditeurs, ne comprennent rien, parce qu'ils n'entendent pas l'allemand ; Toll recevant charge de traduire ces textes à l'usage des chefs de colonne, qui, pour la plupart, n'en prendront connaissance qu'après avoir été battus ; Koutousov faisant mine de s'endormir au début de la lecture, seule protestation qu'il se permette contre des dispositions qui ont déjà reçu l'approbation du maître ; le Français Langeron risquant seul quelques objections dédaigneusement écartées par l'Allemand ; le prince Dolgorouki, enfin, exprimant l'unique crainte que l'adversaire n'échappe à l'étreinte dont il a devant lui trahi l'ap-

(1) Wischau, 28 novembre 1805, Bailleu, *Briefwechsel*, p. 87.
(2) Springer, *Geschichte Œsterreichs*, I, 72.

préhension (1) : sans ces traits, l'histoire d'Austerlitz ne serait pas complète.

Ainsi engagée par les Austro-Russes « contre une armée qu'ils ne voyaient pas, la supposant dans une position qu'elle n'occupait pas », selon l'épigramme d'un critique allemand (2), la bataille ne pouvait manquer de prendre, de leur côté, ce caractère de mêlée confuse et désordonnée que l'auteur de *Guerre et Paix* a bien saisi, mais qu'il a eu le tort de généraliser. On sait que les plus humbles compagnons d'armes du petit caporal ont été mis dans la confidence du plan conçu par leur chef et exécuté avec précision, et, du côté même de leurs adversaires, la lutte tardivement engagée pour la possession des hauteurs de Pratzen a bien répondu à un dessein nettement défini. Mais assurément, à ce détail près, les généraux eux-mêmes du tsar ont marché à l'aventure, tout en combattant vaillamment, à l'exception encore d'un seul. Désigné pour le commandement d'une colonne, Araktchéiév s'est récusé, alléguant « la trop grande sensibilité de ses nerfs ». Il ne devait jamais plus, à son grand contentement, être appelé à un poste de combat. Mais sa fortune ascendante ne s'est pas ressentie de cette défaillance, que son maître a dû, d'ailleurs, être porté à excuser, d'après sa propre expérience dans cette tragique journée.

Au début, partageant la confiance et l'exaltation de son entourage, Alexandre a paru en passe de bien tenir le rôle qu'il avait ambitionné. Mais, parcourant les rangs pour y distribuer les encouragements et les ordres, il ne tarde pas à recueillir des impressions déconcertantes, comme aussi à trahir son inexpérience. Il interpelle violemment un colonel dont le régiment paraît au repos, fusils non chargés, et il s'entend répondre :

— Je ne savais pas qu'on dût livrer bataille.

Plus loin, il s'en prend à Koutousov lui-même :

— Cette colonne devrait être en marche depuis une heure !

— Elle n'est pas au complet.

— Quelle sotte raison ! Nous ne sommes pas ici sur la place de parade !

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 157 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 138.

(2) Bülow, *Der Feldzug von* 1805, II, 66 ; Stutterheim, *la Bataille d'Austerlitz*, p. 68.

— C'est à cause de cela, précisément, que nous devons être en nombre. Cependant, si Votre Majesté l'ordonne...

— C'est à vous de donner des ordres. Vous commandez. Je ne suis que spectateur.

Koutousov est meilleur courtisan encore que tacticien, et il met quand même la colonne en mouvement (1). Mais bientôt le rude contact avec les réalités de la guerre, le passage brusque du rêve le plus flatteur au plus humiliant réveil auront, en cet première épreuve, brisé le moral du souverain et son tempérament physique lui-même, bien que plus résistant. Mieux qu'Araktchéiév, Alexandre apprendra avec le temps à maîtriser ses nerfs ; cette fois, il aura fourni la matière de peu glorieuses réminiscences, que, quelques mois plus tard, tombé en disgrâce, Czartoryski aura la cruauté d'évoquer dans un mémoire rétrospectif :

« C'était précisément à l'endroit où vous vous trouviez, Sire, que la déroute fut immédiate et complète. Votre Majesté en eut sa part et dut s'éloigner en toute hâte... A Holitz, votre départ augmenta l'esprit de débandade et le découragement général (2)... »

Fuyant, Alexandre est séparé de sa suite, ne retenant auprès de lui que son écuyer allemand, Heine, et deux cosaques. Mauvais cavalier, il est longtemps arrêté par un fossé, et, quand il a réussi à franchir cet obstacle, ses forces l'abandonnent. Il doit mettre pied à terre ; il s'affaisse au pied d'un arbre, et, se couvrant la figure avec un mouchoir, il pleure.

Rejoint à ce moment par Toll et, semble-t-il aussi, Czartoryski et Lieven, il en reçoit quelque réconfort ; mais doit aussitôt reprendre sa course par une nuit froide et brumeuse, pour échapper à la poursuite et quand, hors de prise au moins immédiatement, il a atteint le village d'Uhrsitz, où déjà l'empereur François a trouvé refuge, il est sérieusement indisposé, pris de frissons violents et d'un dérangement d'estomac. Ses équipages n'ayant pu être retrouvés, il réclame vainement un peu de vin. Le grand maréchal de cour de l'empereur des Romains, comte Lamberti, n'ose toucher aux provisions de son maître, sans en avoir reçu

(1) Berg, *Autobiographie*, p. 186 ; Mikhaïlovski-Danilevski, *Histoire de la première campagne... contre Napoléon*, p. 181.

(2) 6 avril 1806, publié par L. Czartoryski, dans *Alexandre Ier* et *Czartoryski*, p. 32.

l'ordre, ni le réveiller pour un objet de si peu d'importance.

Se laissant dégager de la contradiction de multiples témoignages (1), ces détails semblent plus sûrement acquis à l'histoire que, malgré la caution du trentième Bulletin (2), la légende des milliers de Russes précipités à coups de canon sous la glace des étangs de Moenitz et de Satchan. Napoléon s'entendait merveilleusement à frapper les imaginations ; mais, en fait, aucun cadavre n'a été retrouvé dans aucune de ces pièces d'eau, qui n'étaient pas suffisamment prises par le froid pour porter poids d'homme (3).

En dictant au baron Fain une note d'après laquelle, le lendemain et le surlendemain, « depuis l'empereur jusqu'au dernier tambour », tout ce qui restait des Russes aurait été capturé, sans un billet du tsar à Davout, affirmant faussement la conclusion d'un armistice. Napoléon a peut-être encore usé de quelque exagération. Pour que le tsar se résignât cependant à ce mensonge, après que Czartoryski eut refusé de le prendre à son compte, il a dû être serré de près. Certainement aussi, il en a éprouvé beaucoup de honte, puisque, neuf ans plus tard, à la veille de Waterloo, Napoléon donnant ordre de publier la pièce compromettante, elle aura disparu, enlevée des archives de la secrétairerie d'État pendant le premier séjour des alliés à Paris (4).

XI

Au 4 décembre, date du billet, il n'y avait de négociation engagée qu'entre les Français et les Autrichiens, Alexandre y poussant ces derniers, au dire de leurs historiens, mais refusant

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 167 ; l'impératrice Élisabeth à sa mère, Pétersbourg, 23 décembre 1805, grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, II, 176.

(2) Napoléon, *Correspondance*, XI, 9. 541.

(3) Slovak, *la Bataille d'Austerlitz*, p. 152 et suiv. ; cf. Fournier, *Napoléon Ier*, II, 153.

(4) Davout, *Correspondance*, I, 107, 198 ; Napoléon, *Correspondance*, XXVIII, 21. 899 et p. 181-183 ; Meneval, *Mémoires*, I, 452-455 ; Savary, *Mémoires*, II, 89 ; Bignon, *Histoire de France*, IV, 458 et suiv.

de les y joindre. Leur enlevant ainsi la possibilité d'obtenir des conditions plus douces, il n'aura songé qu'à se prévaloir de ces tractations pour assurer sa retraite (1). Ce point d'histoire reste douteux ; mais, très certainement, après la défaite commune, Alexandre s'est assez peu généreusement porté à séparer sa cause de celle de ses compagnons d'armes, prétendant en même temps et contradictoirement, selon son habitude, rejeter sur eux toute la responsabilité du désastre encouru et être en droit d'en concevoir un vif ressentiment à leur endroit, mais n'en avoir cependant pas souffert.

« Le sort n'a pas permis la réunion des troupes russes et autrichiennes, qui aurait assuré la victoire », mandait-il à Frédéric-Guillaume. « L'armée autrichienne ayant été détruite séparément, les Russes se sont trouvés seuls aux prises avec les forces de Bonaparte. Ils n'ont cependant cédé que peu de terrain, si ce n'est que la nuit ils se sont retirés. Mais, par l'issue de la journée, l'empereur des Romains s'est trouvé dans l'impossibilité de continuer la lutte. Un armistice a donc été conclu pour traiter de la paix, mais sans la participation de l'empereur de Russie, qui n'entend pas y être compris (2). » D'autre part, écrivant à sa femme, le tsar se répandait en récriminations et en invectives, pour lesquelles il donnait à entendre qu'il souhaitait la plus large publicité et dont l'impératrice ne manquait pas de se faire l'écho dans sa correspondance : « Les Autrichiens, » y lisons-nous, « sont un peuple de lâches, de traîtres et de sots, dont le nom doit être en exécration... à tout être qui a une âme (3). »

On pourrait croire qu'abandonnant à son sort l'allié ainsi dénoncé et flétri, Alexandre se proposait de poursuivre la lutte en compagnie de l'autre, qui, cependant, n'était rien moins que décidé à s'y engager. Savary le rejoignant à Holitz, le tsar l'éconduisait et refusait une entrevue avec Napoléon. Envoyant à Berlin le prince Dolgorouki avec son bulletin de la bataille du 2 décembre et autorisant le porteur à y ajouter ce détail que les Autrichiens

(1) Wertheimer, *Geschichte Oesterreichs*, I, 330.

(2) Bailleu, dans *Hist. Zeitschrift*, 1892, LXX, 83 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 349.

(3) Obser, *Karl Friedrich von Baden*, V, 421 ; grand-duc Nicolas, *Elisabeth*, II, 176.

auraient livré à Napoléon le secret des dispositions militaires arrêtées en commun (1), il écrit au roi : « Je suis prêt à soutenir Votre Majesté de toutes mes forces et ma personne même est à ses ordres. » Cependant encore, il exprime aussi l'espoir qu'à l'exemple de l'empereur des Romains, Frédéric-Guillaume pourra s'entendre de son côté avec le vainqueur. Il divague évidemment ; il a perdu pied dans ce naufrage de toutes ses ambitions, où, chez ce petit-fils du Holstein-Gottorp si passionnément dévoué à Frédéric II, surnage seul momentanément l'instinct atavique d'obédience au Hohenzollern.

Aussi bien, contre ces autres Allemands même qu'il couvre d'opprobre, sa colère et sa rancune seront de courte durée. Sur le moment, les imputations de trahison qu'il met à leur charge obtiendront en Russie un retentissement énorme. Renchérissant sur les fables grossières que son maître propage, Rastoptchine se dira informé que les soldats de l'empereur François ont tiré sur ceux du tsar (2) ! Pour venger cette infamie, le prince Dolgorouki adressera un cartel au général autrichien, comte Charles de Nostitz (3). Mais cet officier n'en sera pas empêché, quelques années plus tard, de prendre service en Russie et d'y faire souche d'une famille, dont un rejeton y a figuré encore, au cours des événements les plus récents, dans une haute situation, où il a prêté à d'autres soupçons injurieux. D'autre part, dès le lendemain de la bataille, où il voulait avoir été trahi, mais néanmoins n'avoir pas été battu, Alexandre n'aura pas craint de se donner lui-même un démenti en frappant un grand nombre de ses généraux : Langeron mis en congé, Lochakov et Przybyszewski dégradés au rang de simples soldats, Koutousov lui-même relégué au gouvernement militaire de Kiév (4).

Contre l'Autriche, le tsar ne faisait, dans le fond, qu'épouser la querelle de la Prusse, qui se déclarait elle-même trahie par la publication des accords de Potsdam, opérée à Vienne dès le 13 novembre. Porteur d'une offre de médiation en forme d'ultimatum

(1) Rapport du prince Dolgorouki, 18 décembre 1804, Schilder, *Alexandre Ier*, II, 285.
(2) J. de Maistre, *Œuvres*, IX, 502 X, 27.
(3) Nesselrode, *Lettres et papiers*, III, 121.
(4) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 105-106 et supplément, p. 16.

à l'adresse de Napoléon, Haugwitz avait ordre d'attendre, pour la présenter, le moment où les troupes prussiennes seraient en mesure d'intervenir, époque fixée au 12 décembre seulement. L'événement d'Austerlitz se produisant avant cette date et rendant imminente la conclusion des négociations entamées par l'Autriche avec Napoléon dès le 13 novembre également, Haugwitz se croyait d'autant plus autorisé à traiter de son côté avec le vainqueur (1).

On a vu qu'Alexandre n'y objectait pas, sans prévoir assurément que le plénipotentiaire de Frédéric-Guillaume irait jusqu'à accepter une alliance défensive et offensive contre la garantie de la possession du Hanovre. Par fidélité aux engagements contractés à Potsdam, le tsar n'avait pas seulement refusé à Napoléon la chance de « se soumettre à sa belle âme », comme le grand homme passe pour en avoir exprimé le désir devant le prince Repnine, un des généraux russes qu'il avait fait prisonniers (2). Il ne suffisait pas à Alexandre de décliner aussi bien une entrevue avec le vainqueur qu'un échange de plénipotentiaires. Mis à la disposition du roi de Prusse, aux termes de l'accord du 3 novembre, deux corps d'armée russes sous Pierre Tolstoy s'employaient déjà à conquérir pour lui ce même Hanovre que les Anglais leur disputaient. Ainsi, tournant le dos à l'Autriche désarmée et répudiée, Alexandre courait le risque de se trouver seul non pas seulement devant la France dont il dédaignait les avances, mais l'Angleterre, qu'il provoquait tout en touchant ses subsides, et cette même Prusse, qu'il voulait servir à tout prix et qui l'abandonnait.

A ces conséquences extrêmes de sa folie, il devait être soustrait par celle, très différente, mais non moins grande, à sa façon, de Frédéric-Guillaume. Paradoxalement attaché toujours à combiner le moindre risque avec le plus grand avantage, le roi se défendra de ratifier, telle quelle, la convention signée par Haugwitz. Il prétendra recevoir davantage en donnant moins ; échapper à un compagnonnage d'armes avec le vainqueur d'Austerlitz, mais néanmoins obtenir de lui le Hanovre, tout en restant en alliance avec la Russie et en amitié avec l'Angleterre, jusqu'au jour où,

(1) Rapport de Haugwitz et notes de Hardenberg, dans HARDENBERG, *Denkwürdigkeiten*, V, 220 et suiv.

(2) Archives de la guerre à Petrograd, section scientifique, II, n° 1555 (*a*).

de biais en détour et de marchandage en chicane, mentant, trichant et se parjurant des deux côtés, il aura laissé passer l'heure favorable et perdu ses meilleures chances. A la fin de janvier 1806, la disparition de Pitt paraissant en donner à Napoléon pour un accommodement avec son plus redoutable adversaire, il pensera y trouver un moyen d'amener d'un coup la Russie à composition et la Prusse à merci.

Pendant dix-huit mois cependant encore, le vainqueur d'Austerlitz doit demeurer en état de guerre avec l'un des adversaires vaincus, celui de deux qui, l'attaquant sans offense directe ni provocation de sa part, comme, en fait, sans aucun motif valable, lui a seul donné un grief sérieux et qu'il ne cessera pas, malgré cela, de ménager. Le tsar et son armée lui échappant à la faveur d'une imposture, il a approuvé Davout de s'y être laissé tromper en faisant foi à la parole d'un souverain ; ses avances repoussées, il est revenu à la charge, et jamais, pas un instant, même au lendemain de Friedland, il ne songera à avoir raison de ces défis et de ces dédains, par le coup d'audace suprême et vertigineux qui, sept ans plus tard seulement, le tentera et devant lequel, à l'apogée de sa carrière et de son génie, il aura reculé.

CHAPITRE VII

L'ALLIANCE PRUSSIENNE. — FRIEDLAND

I. Le retour d'Alexandre à Pétersbourg. La comédie après le drame. La population trompée acclame « le héros invincible ». Prompte désillusion et mouvement d'opinion en sens contraire. La cour de l'impératrice douairière en devient le foyer. La critique négative. Entre la France et la Prusse. Situation paradoxale. — II. A Berlin. « Le tripotage secret. » Une diplomatie en partie double. Le traquenard. Projet d'accommodement direct avec la France. La mission d'Oubril. Ses complications. — III. Holstein-Gottorp et Hohenzollern. Le vasselage. Nouvel accord entre la Russie et la Prusse. Le paradoxe réalisé juridiquement. Le contrat de réassurance. Oubril à Vienne. L'affaire du Cattaro. Premier échec. A Paris. Une négociation menée au pas de charge. Le traité de paix franco-russe. Refus de ratification à Pétersbourg. Ses causes. Lucchesini et la Pologne. — IV. La guerre. Alliée avec la Russie contre Napoléon, la Prusse est seule à Iéna. La politique dynastique et le courant historique. Le triomphe de la politique française à Constantinople fait porter le premier effort de la Russie de ce côté. Vaincue, la Prusse veut traiter. Alexandre s'y oppose. Ses raisons. — V. Le problème polonais. Rentrée en scène de Czartoryski. Reprise des délibérations du *Comité secret*. Les projets de reconstitution polonaise. — VI. A son tour, Alexandre doit faire face à Napoléon avec ses seules ressources. Double effort de mobilisation militaire et de propagande. Les milices. Anathèmes ecclésiastiques contre Napoléon et littérature pamphlétaire. La crise du commandement. Kamiénski et Bennigsen. Les points de force et les points de faiblesse de l'armée russe. Pultusk et Eylau. — VII. Reprise des pourparlers pour la paix. Bertrand à Memel. La Pologne sacrifiée. Intervention de Bennigsen. La continuation de la guerre décidée. Alexandre promet des renforts à son généralissime. La Garde mobilisée. Départ du tsar pour l'armée. A Mittau. Première rencontre avec le comte de Lille. A Memel. Alexandre et la famille royale de Prusse. Renouveau de cordialité. La fidélité de Frédéric-Guillaume à l'alliance russe et son prix. A Bartenstein. Le nouveau traité russo-prussien. Un monument d'erreurs conjuguées : infatuation prussienne, docilité russe et inconscience commune. Une ébauche de Mittel-Europa. — VIII. Nouvelles solutions projetées du problème polonais. Part à deux. Varsovie et Vilna. — IX. Alexandre à l'armée. Velléité de prendre le commande-

ment en chef. Le général Phull conseiller du tsar. Situation critique. Insuffisance de ravitaillement et indiscipline. Alexandre se résigne au rôle de censeur. Morigéné et contrarié, Bennigsen en perd la santé et la raison. Vers le « coupe-gorge ». Friedland. — X. Les dernières hâbleries de Bennigsen. Le parti de la paix et le parti de la guerre. Le grand-duc Constantin et Hardenberg. Un débat violent. Les faits parlent. Le tsar obligé de fuir. Artifice imaginé pour ménager son amour-propre et mettre sa responsabilité à couvert. Raisons qui portent Napoléon à s'y prêter. En quête d'un « brillant second ». Vers Tilsit.

I

Après le drame d'Austerlitz, le retour d'Alexandre et de ses compagnons d'armes à Pétersbourg est un acte de haute comédie. « Craignant le grand jour comme des hiboux », ainsi que Novossiltsov le confessait à Paul Stroganov (1), ils s'arrangent pour rentrer de nuit dans la capitale, et ils ont la surprise d'y être acclamés. Arcs de triomphe, illuminations et transparents. Le vaincu du 2 décembre est glorifié comme « un héros invincible » et « le bienfaiteur du monde » ! Ses « communiqués » ont obtenu plus d'effet encore qu'il n'en attendait. L'illusion qu'il a créée n'est cependant pas de longue durée. On reçoit des nouvelles du théâtre de la guerre par d'autres canaux. On compte les morts, et J. de Maistre a beau dire que, pour la Russie, « ce n'est qu'une pinte de sang » (2). On commente les lettres de l'envoyé du tsar à Vienne, Razoumovski. Les Français étaient déjà sur le Danube, qu'il ne parlait encore que des fêtes par lui données au palais Paar. Maintenant, il écrit : « C'est une déroute dont on n'a pas l'idée ; chacun a perdu ses équipages et court après (3)... » La réalité dont on arrive ainsi à prendre conscience n'en paraît que plus sombre, et l'émotion grandit quand la vérité transpire sur le développement des rapports que la journée d'Austerlitz a établis entre la France et la Prusse : traité de Schönbrunn, remplacé le 15 février 1806 à Paris par un autre qui lie plus étroitement la Prusse à la fortune de

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 106.
(2) *Œuvres complètes*, X, 32.
(3) C. von Razoumovski, *Fürst A. Razoumovski*, p. 41, 45.

Napoléon ; renvoi de Hardenberg, auquel succède Haugwitz ; demande de rappel dont Alopeus est l'objet, comme l'ouvrier principal du traité de Potsdam ; coquetteries de la reine Louise avec l'impératrice Joséphine qui se traduisent par un échange de lettres et de présents. Du coup, c'est à Pétersbourg une explosion de colère. Y arrivant pour plaider les circonstances atténuantes, le vieux duc de Brunswick, compagnon d'armes de Frédéric II, est hué à une représentation du *Tartuffe*, pièce intentionnellement choisie par l'intendant des théâtres impériaux Alexandre Narychkine, qui est le beau-frère de la favorite (1).

« Le bienfaiteur du monde » voit l'opinion retournée contre lui, dans un concert de critiques et de récriminations, qui, de la politique extérieure, s'étend au gouvernement intérieur du pays. Tous les partis y participent et l'écho en parvient au souverain par une voie qui le lui rend particulièrement déplaisant

L'impératrice douairière a, depuis l'avènement de son fils, porté la peine de la tentative maladroite qu'elle avait faite, après la mort de son mari, pour chausser les souliers de Catherine. Lui prodiguant les témoignages extérieurs de la plus respectueuse déférence, mais la surveillant de près et faisant « perlustrer » sa correspondance (2), Alexandre la réduisait avec dextérité à un rôle de figuration, pour lequel elle avait d'ailleurs du goût. Mais, sans qu'elle y prît même garde habituellement, s'absorbant dans des préoccupations d'étiquette et de représentation, la cour qu'elle tenait à Pavlovsk s'opposait à celle que l'effacement volontaire de l'impératrice régnante et la répugnance de son mari à toute espèce de pompe rendait beaucoup moins attrayante. Un foyer rival s'y trouvait ainsi créé, où tous les éléments d'hostilité au pouvoir, comme tous les mécontentements, se donnaient rendez-vous, et, sans même bien comprendre souvent le sens et la portée des manifestations qui en procédaient, Marie Féodorovna se lais-

(1) *Bulletin de Pétersbourg*, 31 décembre 1805, Affaires étrangères Russie, *Mémoires et documents*, XXXII, 49 ; notes d'Olry, envoyé de Bavière en Russie, dans DE BRAY, *Aus dem Leben eines Diplomaten*, p. 175 et suiv. La Forest à Talleyrand, Berlin, 26 janvier 1806, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCCXXVIII, 6, 8.

(2) Sa correspondance avec son fils a été malheureusement brûlée par ordre de Nicolas Ier, à l'exception de quelques lettres datant des années 1806, 1807 et 1810.

sait engager à en devenir l'organe. C'est ainsi que le 18 avril 1806, elle adressait à son fils une longue épître qui prenait la forme d'un véritable réquisitoire (1).

Intérieure ou extérieure, la politique d'Alexandre y était réprouvée sans ménagement, celle-ci comme « mettant la Russie en danger », celle-là comme « introduisant le désordre dans le gouvernement de l'État ». Les réformes par lesquelles le souverain avait prétendu l'améliorer ne répondaient pas aux espérances qu'elles avaient fait concevoir et il en aggravait les inconvénients par le mauvais choix de ses collaborateurs, l'oubli de ses devoirs et le peu de souci qu'il prenait pour le maintien de son prestige et du respect dû à son rang. On le voyait avec peine s'entourer de jeunes gens, qui prenaient avec lui un ton de familiarité indécente et donner sa confiance à un Polonais. Se plaisant dans une retraite qui enlevait tout éclat au trône, il employait son temps à des besognes inutiles, qui, bien qu'il travaillât beaucoup, le faisaient taxer de paresse, parce qu'il se perdait dans les détails.

Le pays où le bolchevisme devait triompher a toujours été un milieu d'outrance en tout genre, timidités et hardiesses également excessives ; comme l'esprit critique y a invariablement gardé un caractère purement négatif, sans capacité créatrice ni puissance de construction. D'où la violence des poussées révolutionnaires, comme aussi la longue résistance des forces de conservation que le vide effrayait. Trouvant tout à reprendre dans le gouvernement d'Alexandre, les inspirateurs de Marie Féodorovna n'indiquaient rien pour y remplacer ce qu'ils condamnaient. En ce qui concernait, d'autre part, « le Polonais », leur critique tombait à faux de toute façon. Reprochant amèrement au souverain l'abandon de son « plan » et se déclarant « en désaccord total avec lui sur des points que l'on pouvait appeler cardinaux » ; le blâmant aussi de négliger les affaires sérieuses pour « des occupations de moindre importance », et, dans des lettres qui passaient peut-être sous les yeux du maître, dénonçant dans son caractère « un assemblage de faiblesse, d'incertitude,... et de non-sens, qui désole et désespère » (2). Czartoryski avait pris rang lui-même, à ce moment,

(1) *Archives russes*, 1911, I, 4 et suiv.
(2) A Alexandre Ier, 27 mars 1806, L. Czartoryski, *Alexandre Ier et le*

parmi les mécontents et présenté trois semaines auparavant une demande de congé.

Sans doute n'était-ce qu'une fausse sortie. Le prince se sentait encore en force. En dehors de ses amis du *Comité secret*, il disposait de puissants appuis. En intelligence étroite avec Mme Narychkine, il mettait également en jeu l'influence de la sœur de la favorite, maîtresse du grand-duc Constantin. Par leur frère, le prince Boris Czetwertynski, il se trouvait, d'autre part, lui et son groupe, en contact sympathique avec le héros de Hollabrün, Bagration, le seul des combattants de la dernière campagne dont la réputation militaire demeurât intacte, et ce commerce lui valait les bonnes grâces de la grande-duchesse Catherine, qui passait pour passionnément éprise du vaillant soldat et entretenait ostensiblement avec lui des relations d'une grande intimité (1).

La situation d'Alexandre est rendue ainsi assez pénible, si, à l'intérieur tout au moins, elle ne le met pas en péril sérieux. Il n'a à redouter, de ce côté, que des clabaudages et des quolibets. Mais, s'il répugne, bien qu'il en soit excédé, à se défaire de Czartoryski, encore moins veut-il se séparer de la Prusse, bien qu'à demeurer dans l'alliance de cette puissance, tout en restant en guerre avec la France, son attitude prenne figure du plus insoutenable paradoxe. Il s'y obstine, cependant, et se laisse ainsi engager dans une nouvelle intrigue, des plus scabreuses.

II

Il garde son ministre des Affaires étrangères, mais cela ne veut pas dire qu'il lui abandonne la direction de sa diplomatie. A Berlin, Alopeus est remplacé officiellement par le comte Gustave Stackelberg, — un Allemand pour un Finlandais, — mais le Fin-

prince Czartoryski, p. 6 ; à S. Vorontsov, 6 février 1806, *Archives Vorontsov*, XV, 361 ; à P. Stroganov, même date, grand-duc Nicolas, *P. Stroganov*, II, 27.

(1) Notes d'Olry, *loc. cit.*, p. 175 et suiv.

landais ne rentre pas en Russie. Il s'établit aux portes de la capitale prussienne, à Friedrichsfelde ; il s'y trouve dans le proche voisinage de Tempelhof, où, dans une retraite qui n'est également qu'apparente, Hardenberg a pris ses quartiers, et, de ministre démissionnaire à envoyé rappelé, des pourparlers continuent, dont le secret, sans échapper entièrement au roi, a cependant la reine pour principale dépositaire. Chez la comtesse de Voss, parfois, en présence du souverain, mais plus souvent chez sa femme, à l'insu de l'époux, des conciliabules sont tenus et des instruments diplomatiques sont élaborés, dont, par surcroît d'artifice, communication est donnée, en une rédaction altérée, au cabinet du roi et à « l'odieux Lombard », comme dit la reine (1). Et l'objet de ce « tripotage », comme dit Czartoryski, est de faire prendre corps juridiquement au paradoxe où Alexandre a engagé sa politique.

Le tsar semble même avoir cherché à y introduire une complication de plus. On ne saurait, en effet, expliquer autrement un versement de 6 000 thalers de Hambourg opéré, à ce moment, par Alopeus, sous couleur de prêt, aux mains de Metternich.

Czartoryski en a eu connaissance ; mais « le tripotage » ne lui en paraissait pas plus recommandable. Il n'y apercevait qu'un traquenard, où, « leurré par la Prusse et ne comprenant rien à ce qu'on lui disait », son maître serait poussé à prolonger une guerre que la Russie n'avait aucun moyen de soutenir, car « tout s'y trouvait dans le plus triste état de désorganisation et de marasme (2). »

Si peu de sympathie qu'ils eussent pour la France napoléonienne, Czartoryski et ses amis visaient maintenant plutôt un accommodement direct avec le vainqueur d'Austerlitz, « pour manger les gâteaux ensemble ». Le mot est de Paul Stroganov. De passage à Berlin sur le chemin de Londres, bien qu'il trouvât la reine très jolie et sans même « l'air fille » qu'on lui attribuait, l'élève de Romme était écœuré par tout ce qu'il

(1) F. de Martens, *Recueil*, VI, 370 et suiv. ; Hardenberg, *loc. cit.*, I, 601 et suiv., II, 565 et suiv., III, 36 et suiv.

(2) Rapport de Czartoryski du 15 février 1806, *Sbornik*, LXXXII, 310 ; Czartoryski à P. Stroganov, 6 février 1806, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 222-225.

voyait (1) et inclinait ainsi à anticiper sur les impulsions qui devaient porter son maître à Tilsit dix-huit mois plus tard et qui « n'ont surpris que les badauds », comme a dit Sorel.

Au lendemain d'Austerlitz, Alexandre n'était pas près d'y céder. Cependant, dès la fin de janvier 1806, après la lecture d'un mémoire de Czartoryski, qui concluait à la nécessité d'une paix immédiate (2), sans renoncer au « tripotage » berlinois, il acceptait l'idée de se prévaloir des dispositions conciliantes que Fox manifestait à l'endroit de la France et auxquelles Napoléon se montrait disposé à répondre. Mieux qualifié que Novossiltsov, par son libéralisme plus accentué, pour s'accommoder aux tendances que la retraite de Pitt faisait triompher à Londres, Paul Stroganov était désigné pour y porter le nouveau mot d'ordre de la politique russe en passant outre à l'intransigeance gallophobe de Simon Vorontsov ; et, en même temps, à Pétersbourg, Czartoryski se mettait en frais avec le consul français, de Lesseps, qui demeurait à son poste (3).

Un mois plus tard, bien qu'accompagné de force réserves et dissimulé soigneusement, ce manège devenait déjà assez démonstratif pour que le duc de Brunswick et le comte de Goltz jugeassent à propos d'y intervenir, en offrant les bons offices de leurs gouvernements (4). Mais déjà aussi Czartoryski faisait agréer le dessein d'une prise de contact direct avec Paris, sous le bénéfice d'un stratagème destiné à ménager l'amour-propre du tsar. Sous couleur de porter secours aux prisonniers russes, « une personne serait envoyée en France, munie d'assez d'argent pour employer en nombre des ouvriers et des ouvrières de Paris, et, en les intéressant ainsi à la cause d'une prompte pacification, diriger dans ce sens l'opinion publique » (5).

Ce stratagème a fait école. On le reconnaîtra pour avoir été récemment remis en œuvre par des diplomates du même pays dans un but quelque peu analogue. Les bolcheviks de notre temps

(1) A Czartoryski, Berlin, 22 décembre 1805, *ibid.*, II, 213.

(2) 28 janvier 1806, *Sbornik*, LXXXII, 278.

(3) De Lesseps à Talleyrand, 28 et 29 janvier 1806, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLV, 3 et 7.

(4) Le même au même, 25 février et 10 mars 1806, *ibid.*, CXLV, 17 et 21.

(5) Rapports de Czartoryski du 17 et 21 avril, 1, 2, 8 et 12 mai 1806, *Sbornik*, LXXXII, 340-362.

n'ont rien inventé ; mais on peut s'étonner qu'ils aient eu un ministre d'Alexandre Ier pour précurseur.

Le dessein initial de cette tentative a évolué d'ailleurs, et, en dernier lieu, désigné pour s'y employer, à raison de ses origines et de ses antécédents, Oubril s'est trouvé chargé d'une mission régulière. Elle était censée répondre aux ouvertures que, les ayant faites, son gouvernement prétendait avoir reçues de la part de Lesseps, et, avec une lettre pour Talleyrand, Oubril emportait des pouvoirs qui, cependant, étaient en partie double : ses lettres de créance l'autorisaient à promettre de façon positive, dans un délai déterminé, la ratification des engagements qu'il aurait contractés ; ses instructions, au contraire, limitaient son mandat à une intervention *sub sperati* dans les négociations qui seraient engagées à Paris entre les plénipotentiaires français et anglais et où il s'appliquerait à obtenir pour la Russie les conditions suivantes : maintien d'une garnison russe à Corfou ; évacuation de la Dalmatie par les troupes françaises et établissement d'un État indépendant entre la Turquie et l'Italie, en échange de la paix seule. Pour la reconnaissance du titre impérial usurpé par Bonaparte, Oubril devait demander en sus le rétablissement du roi de Naples dans ses domaines et un dédommagement pour le roi de Sardaigne (1). Il lui était prescrit d'agir en accord parfait avec le cabinet de Londres, auquel, cependant, contrairement au sentiment de son ministre, Alexandre voulait que les négociations simultanément poursuivies à Berlin restassent cachées (2).

D'après certaines indications, Oubril aurait en outre reçu de son maître des instructions directes et confidentielles, qui lui enjoignaient de conclure la paix coûte que coûte, en commun avec l'Angleterre, s'il était possible, mais séparément même, s'il était nécessaire (3). Très certainement, Alexandre se débattait, à ce moment, comme il lui était habituel, entre des impulsions et des suggestions multiples, qui inclinaient sa volonté en sens divers.

(1) Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLV, 53 et *Sbornik*, LXXXII, 364 et suiv.

(2) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 226.

(3) Sir Robert Adair, *Hist. Memoir of a mission to the court of Vienna*, p. 70 (d'après une confidence de Pozzo di Borgo).

Sa mère, au rapport de Lesseps, se montrait plus pacifiste encore que Czartoryski, mais réclamait néanmoins toujours le renvoi de ce ministre, et, au rapport de l'envoyé autrichien Merveldt, des officiers en grand nombre faisaient craindre, au contraire, au fils le sort du père, s'il déposait les armes sans avoir tenté une revanche (1). L'orgueil du souverain se révoltait, en outre, contre l'idée d'une capitulation, même déguisée. D'où le recours final à un autre artifice : Oubril recevait ordre de passer par Vienne et d'essayer d'y entrer en matière avec l'envoyé français, de La Rochefoucauld, en épargnant ainsi au tsar l'humiliation de la démarche directe à Paris que Czartoryski avait fait décider.

L'Autriche ne pouvait d'ailleurs être tenue à l'écart de cette négociation. Elle restait en effet, malgré tout, en partie liée avec la Russie — du fait de l'affaire de Cattaro. Aux termes du traité de Presbourg, ce port aurait dû être remis aux Français ; mais son commandant, le marquis de Ghizilieri, l'avait livré aux Russes, et, à titre de représailles, Napoléon retardait l'évacuation de certains territoires autrichiens. En intervenant dans cette querelle, Oubril paraîtrait ne rechercher un contact avec la diplomatie française que pour prêter assistance à son ancienne alliée (2).

C'était un ensemble d'assez pauvres malices, et le résultat devait y répondre.

III

A Berlin, point de difficulté : le prince Pierre Dolgorouki y reparaissant, en même temps que Paul Stroganov y prolonge son séjour, le premier l'emporte facilement sur le second avec l'appui du tsar, qui, une fois de plus, justifie l'opinion de Czartoryski sur son aptitude à « se laisser mener par le bout du nez ». Et l'on

(1) Lesseps à Talleyrand, Pétersbourg, 6 mai 1806, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLV, 57 ; Metternich à Stadion, 25 février et 3 juin 1806 ; Wertheimer, *Geschichte Œsterreichs*, II, 120 et suiv.

(2) Mémoire de Czartoryski du 2 mai 1806, *Sbornik*, LXXXII, 354 ; Czartoryski à Paul Stroganov, 10 et 14 mai 1806, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 3 et suiv.

arrive promptement à une entente. A la fin de mars, le duc de Brunswick revient de Pétersbourg avec une lettre d'Alexandre portant ces lignes : « L'union la plus intime entre la Prusse et la Russie me paraît plus que jamais indispensable. Dans tous les moments de danger, que Votre Majesté se rappelle qu'elle a en moi un ami prêt à voler à son secours. Son langage et ses déterminations peuvent hardiment s'appuyer... de toutes les forces que la Russie est prête à lui envoyer dès que Vous le jugerez, Sire, à propos (1). » Derechef et plus explicitement, le Holstein-Gottorp se mettait aux ordres du Hohenzollern.

Assurément, la Prusse ayant repris son rôle de satellite aux côtés de la France napoléonienne, Alexandre imaginait que l'engagement ainsi contracté ne comportait pour lui aucun risque. Le « traquenard » flairé par Czartoryski l'attendait, cependant. A sa façon évasive et lente, Frédéric-Guillaume ne manquait pas, en effet, de battre monnaie avec ce qui lui était offert, et, en juillet, par un jeu de déclarations échangées avec le cabinet de Pétersbourg, à l'insu de Haugwitz comme de Stackelberg, Hardenberg réalisait ce « contrat de réassurance », dont quatre-vingts ans plus tard, un autre homme d'État prussien devait reprendre la formule. Alliée de la France, la Prusse s'assurait contre elle l'alliance de la Russie, sans qu'il y eût, cependant, de part et d'autre, parité d'obligations.

Alexandre s'obligeait à employer une partie de ses forces à la défense de l'Europe et la totalité à la sauvegarde de l'intégrité des possessions de la Prusse, ainsi que *de son indépendance*, ce qui, pratiquement, mettait le *casus fœderis* à la discrétion de cette puissance. Les engagements de même nature assumés par la Prusse étaient, au contraire, limités à des éventualités que le texte par elle souscrit déterminait avec précision et que son traité avec la France ne prévoyait pas. Pour l'obliger à prendre les armes, il fallait que la Turquie fût attaquée par Napoléon, ou qu'elle attaquât la Russie à l'instigation du gouvernement français, ou enfin qu'une violation du traité de Presbourg engageât la Russie à se porter au secours de l'Autriche (2). Selon le code d'honneur

(1) 10 mars 1806, Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, II, 576.
(2) F. de Martens, *Recueil*, VI, 370-380 ; Hardenberg, *Denkwürdig-*

prussien, la loyauté du roi était ainsi sauve et lui permettait d'écrire à la même heure à Napoléon : « Je vous suis entièrement, acquis ; je ne sais pas être ceci ou cela à moitié » ; profession de foi que Haugwitz commentait dans ces termes à l'adresse de Lucchesini : « S'il [Napoléon] lisait dans le cœur du roi, il pourrait se convaincre que, s'il y a un homme sur lequel il peut compter, c'est Frédéric-Guillaume (1). »

« Je ne sais pas ce que c'est que d'être ami ou allié à demi », dira Alexandre à Caulaincourt en juillet 1808 (2), alors qu'il aura déjà en vue un autre contrat de réassurance au bénéfice de l'Autriche. Holstein-Gottorp ou Hohenzollern, le code et la façon d'en user étaient les mêmes. Néanmoins, à ce jeu, plus gauche et gourd dans la forme, le Hohenzollern se montrait plus habile dans le fond.

A Vienne, les choses s'arrangeaient moins aisément. Devenu ministre des Affaires étrangères, Stadion avait beau ménager dans son salon, « terrain neutre », une rencontre entre Oubril et La Rochefoucauld. Le Français se dérobait, et, le Russe Razoumovski s'en mêlant, Oubril ne réussissait même pas à faire emploi de l'article de ses instructions qui, pour lui ménager bon accueil à Paris, l'autorisait, « si c'était indispensable », à procurer satisfaction à la France dans l'affaire de Cattaro. L'escadre russe quittait bien le port, mais l'autrichienne y rentrait et celle de Séniavine demeurant à proximité, Razoumovski était fondé à dire qu' « il n'y avait rien de changé (3) ».

A Paris, Oubril n'arrive que le 6 juillet 1806. Sous prétexte d'une vérification de passeports, il a été retenu près d'une semaine à Strasbourg. Napoléon voulait conclure préalablement, avec le plénipotentiaire anglais, lord Yarmouth, qui, ayant des ordres

keiten, I, 601 et suiv., II, 565 et suiv., III, 36 et suiv. ; ONCKEN, *Das Zeitalter der Rev.*, II, 230, 242 ; SCHILDER, *Alexandre Ier*, II, 150.

(1) 5 février et 15 juillet 1806, BAILLEU, *Frankreich und Preussen*, II, 418.

(2) Caulaincourt, Rapport du 24 juillet 1808, grand-duc NICOLAS, *Relations diplomatiques*, II, 236.

(3) La Rochefoucauld à Talleyrand, Vienne, 27 et 31 mai 1806, Affaires étrangères Russie, CXLV, 72 et 76 ; VASSILTCHIKOV, *les Razoumovski*, édition française, II, 2e partie, p. 343, 359, 384 ; grand-duc NICOLAS, *Paul Stroganov*, III, 39, 81 ; WERTHEIMER, *Geschichte Oesterreichs*, II, 122 ; GENTZ, *Mémoires et Lettres* (1841), p. 105 et suiv.

pour ne traiter que conjointement avec la Russie, a cherché, de son côté, à gagner du temps. Déçu, Napoléon tente la manœuvre inverse, et Oubril subit, au débotté, un assaut mené au pas de charge. Il est bousculé par Talleyrand, qui l'interrompt à son premier mot : « Vous n'avez pas fait six cents lieues pour m'entretenir du sort de vos prisonniers ! » Il est chambré par Clarke, qui, l'entreprenant à dix heures du matin, le repasse passé minuit au prince de Bénévent. Il est mystifié par Yarmouth, qui, se grisant héroïquement en compagnie de Montrond, un affidé de Talleyrand, jure qu'après la conclusion du traité franco-russe, les préliminaires anglo-français suivront immédiatement. Il se débat de son mieux, mais, s'il ne signe, Clarke lui donne à entendre qu'il sera renvoyé dans les vingt-quatre heures et Talleyrand que les troupes françaises occuperont Vienne dans vingt-cinq jours (1).

Ainsi pressé et violenté, pour sauver l'Autriche et aussi, semble-t-il, en obéissance à des ordres qui lui ont été directement envoyés par son maître (2), Oubril cède et s'en tire, le 20 juillet, avec un pis-aller que La Harpe jugera très satisfaisant pour la Russie (3). En échange de la paix, de la reconnaissance de Napoléon comme empereur des Français et roi d'Italie, de la remise de Cattaro et de l'attribution de la Dalmatie à la France, il a obtenu l'abandon de Raguse, la reconnaissance de l'indépendance du Monténégro et des sept Iles, la promesse de l'évacuation de l'Allemagne et le maintien, enfin, d'une garnison russe à Corfou, privilège que la Russie ne devait pas retrouver, même après ses triomphes des années 1812-1814 ! Oubril n'a même pas sacrifié entièrement la clientèle italienne du tsar, car, s'il n'a pas fait rendre au roi de Naples la Sicile, qui d'ailleurs se trouvait aux mains des Anglais, il a reçu la promesse des îles Baléares pour le fils de ce souverain (4). Et, sans doute, aucun intérêt réel de la

(1) *Correspondance* d'Oubril avec Czartoryski, *Sbornik*, LXXXII, 403, 436 et suiv. ; avec Paul Stroganov, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 32 et suiv. Cf. Coquerelle, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1903, I, 66 ; Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VII, 72 et suiv.

(2) Lesseps à Talleyrand, 21 août 1806, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLV, 125.

(3) La Harpe à Alexandre Ier, Paris, 21 juillet 1806, Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 129-131.

(4) F. de Martens, *Recueil*, XIII, 333.

Russie ne paraissait compris dans ces clauses ; mais aucun n'était aussi en cause dans la guerre que le tsar avait engagée et où il gvait encouru une défaite complète.

Poursuivant sa politique, Napoléon usait, en fait, d'une grande aénérosité à l'endroit du vaincu, sans que même son accommodement avec les Anglais dût en être facilité.

Les historiens sont en désaccord sur le partage des responsabilités dans l'échec de cette négociation parallèle (1). Pressant Oubril de conclure et prétendant après coup n'avoir rien épargné pour l'en dissuader (2), Yarmouth y a certainement joué un double rôle ; mais l'issue semble en avoir été tenue en suspens, et finalement décidée par le sort réservé au traité franco-russe.

Sa ratification a paru d'abord certaine. Rentrant à Pétersbourg, Oubril disait y « porter sans crainte sa tête et son œuvre » (3) et, annonçant l'événement à Berlin, Alexandre assurait qu'il le ferait servir « à l'accomplissement des vœux communs pour le maintien et la consolidation de la paix » (4). Un brusque revirement s'est produit ensuite, dont la cause a été généralement aperçue dans l'aboutissement qui serait survenu, à ce moment, des négociations simultanément poursuivies entre Pétersbourg et Berlin. Le rapprochement des dates infirme cette conjecture. Oubril est rentré à Pétersbourg le 6 août (5). A cette date, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, l'accord russo-prussien se trouvait réalisé depuis deux semaines par les déclarations des 1er et 24 juillet. L'explication de ce qui a suivi doit être cherchée ailleurs.

(1) Thiers (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, IV, 440 et suiv.) et Lefebvre (*Histoire des cabinets de l'Europe*, II, 337) incriminent l'Angleterre. En sens contraire : Coquerelle, *Revue d'histoire diplomatique*, 1903, I, 66 et suiv. ; cf. Gentz, *loc. cit.*, p. 105.

(2) Yarmouth à Fox, 20 juillet 1806, *Corbett's Parliamentary Debates*, VIII.

(3) A P. Stroganov, 20 et 21 juillet 1806, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 52.

(4) Lucchesini à Talleyrand, Paris, 25 août 1806, d'après une communication de Haugwitz, Affaires étrangères, Prusse, *Correspondance*, CCXXXIX, 263.

(5) Le grand-duc Nicolas a publié (*Paul Stroganov*, III, 73) une lettre de Budberg à Razoumovski, où, à la date du 31 juillet déjà, le ministre annonce le retour d'Oubril à Pétersbourg le 25 de ce mois et désapprouve le traité par lui négocié. Présent à Paris le 20 juillet, le négociateur n'a pu être à Pétersbourg cinq jours plus tard.

Après s'être intéressé d'abord à la tentative de réconciliation entre Pétersbourg et Paris et avoir voulu y concourir, Frédéric-Guillaume est arrivé promptement à y trouver un côté déplaisant. Éminemment possessif, il répugnait à partager avec Napoléon les bonnes grâces du tsar et les avantages qu'il pouvait s'en promettre. A cette première impression de sourd mécontentement, les nouvelles de Paris en ont fait succéder une autre d'alarme très vive, et c'est là qu'il convient sans doute de reconnaître la genèse non seulement du changement survenu dans les dispositions d'Alexandre au regard du traité du 20 juillet, mais des catastrophes qui en sont résultées. Car on a fait tort à Frédéric-Guillaume et à ses conseillers en supposant qu'un simple dissentiment avec Napoléon sur l'organisation de la Confédération du Nord, ou même le soupçon d'un accord entre la France et l'Angleterre ayant le Hanovre pour objet, auraient suffi à leur faire braver le vainqueur d'Austerlitz.

L'envoyé du roi à Paris devait, en cette occasion, justifier l'opinion qui faisait regretter à Mme de Staël que « des facultés si distinguées fussent unies en lui à une âme si courbée » (1). Le marquis Girolamo Lucchesini avait, au service de la diplomatie prussienne, joué un rôle important dans les événements qui avaient mis fin à l'indépendance polonaise, et il s'en trouvait grassement récompensé : dans les dépouilles de l'État démembré, il s'était fait attribuer la *starostie* de Miedzyrzec, ancien domaine de la couronne et fief en dernier lieu des Jablonowski (2). Il venait seulement d'être informé des projets, qui, l'année d'avant, avaient visé une reconstitution de la Pologne et il en avait conçu une inquiétude que le traité négocié par Oubril avivait jusqu'à l'affolement, ainsi que la correspondance du marquis en témoigne. Réconciliée avec la France, la Russie aurait les mains libres, le ministre polonais du tsar reprendrait ses sinistres desseins et gare aux possesseurs de *starosties!*

(1) *Dix années d'exil*, p. 41.

(2) *Materialien zur Geschichte polnischer Landestheile unter preussischer Verwaltung*, I. 150. De Miedzyrzec, en travestissant le nom polonais de la localité, qui veut dire : « Entre deux rivières », les Prussiens ont fait Messeritz, qui ne veut rien dire, et ils ont réussi, en 1919, à retenir ce coin de terre volée.

Czartoryski et son « plan » ne sont plus à craindre : en désaccord de plus en plus complet avec le souverain, dont il répudiait « les maximes, biscornues et réellement insensées », le Polonais a « sauté définitivement », selon son expression (1). De son successeur, qui est l'Allemand Budberg, les usurpateurs de terres polonaises n'ont rien à redouter ; mais, dans l'état de transe où il s'est mis, Lucchesini est incapable de prendre une idée juste de la situation. Coup sur coup, il adresse à Berlin des dépêches (2) où le traité du 20 juillet est représenté comme contenant des clauses secrètes qui visent un démembrement de la Prusse au bénéfice d'une restauration polonaise. Il montre la Suède intéressée à cette entreprise par la cession de la Poméranie prussienne ; Czartoryski convoitant un trône ; la maîtresse polonaise du tsar appliquée à servir l'ambition de son compatriote. Il donne ce roman pour une certitude, fondée sur les informations les plus sûres, et il adjure le roi de « voler » sur-le-champ à Pétersbourg, après avoir « mis beaucoup d'or dans sa voiture », et de conjurer à tout prix l'imminente catastrophe.

Porté lui-même à s'affoler et, en esquivant des risques imaginaires, à en courir de réels ; méfiant comme tous ceux qui ont accoutumé de donner aux autres des raisons pour le même état d'esprit ; entouré aussi de personnages non moins intéressés que le possesseur de Miedzyrzec au maintien du *statu quo* territorial en Pologne, Frédéric-Guillaume ne « vole » pas à Pétersbourg, étant lourd de sa personne ; il ne prodigue pas de l'or, étant plus encore économe de ses deniers ; mais il donne ordre à son envoyé auprès du tsar de joindre ses efforts à ceux de son collègue anglais pour empêcher la ratification du traité du 20 juillet ; il se déclare disposé à prêter main-forte à son allié de l'est contre son allié de l'ouest ; il met son armée sur pied de guerre, et, enfin, il envoie un ultimatum à Napoléon (3).

(1) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 251.

(2) Datée du 6 août et interceptée à Paris (Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXIX, 105), celle à laquelle sont empruntés ces détails en indique plusieurs autres, antérieurement expédiées et abondant dans le même sens.

(3) Max Duncker (*Aus der Zeit Friedrich-Wilhelm's*, III, 271) a, en ce point, soupçonné la vérité. V. aussi Gentz, *loc. cit.*, p. 239 et suiv., 253 et suiv.

C'est une façon sommaire et assurément fort arbitraire d'établir, au regard de la Russie, le *casus fœderis* prévu par le « contrat de réassurance », auquel elle a souscrit ; mais l'un des contractants s'y est pratiquement mis aux ordres de l'autre, et donc, après avoir reçu le meilleur accueil du tsar et de ses collaborateurs (1), Oubril est désavoué, comme ayant outrepassé ses pouvoirs. Reproduites en 1816 dans les *Ephémérides russes*, recueil quasi officiel, ses instructions ont, depuis, fait reconnaître la fausseté de cette allégation (2), et, sur le moment même, le négociateur ne s'en est pas affecté. D'origine obscure, « ne tenant à rien qui fût puissant ou en crédit », comme l'a observé d'Allonville (3), Oubril pouvait être traité sans cérémonie. Mais il n'a pas laissé de dire très haut qu'il avait agi d'après les ordres de son maître, dont il devait toujours garder la confiance et la faveur (4).

Ni Frédéric-Guillaume d'ailleurs, ni Alexandre ne prévoyaient les conséquences de la double démonstration à laquelle ils se portaient. La ratification refusée, le successeur de Czartoryski écrivait à Talleyrand, en proposant de reprendre la négociation sur de nouveaux frais (5) ! Pour qu'à Berlin et à Pétersbourg on prît conscience de la situation dans laquelle on s'était mis, il a fallu que Napoléon relevât, comme on devait s'y attendre, le défi qui lui était lancé, et, cela fait, Alexandre allait encore tarder à reconnaître les nécessités qui en résultaient.

IV

La première et la plus impérieuse était de réaliser, mieux que dans la campagne précédente, la coopération militaire de la nou-

(1) Rosenkampf, Autobiographie, dans *Ancienne Russie*, 1904, CXX, 383.

(2) V. sir Robert Adair, *Hist. Memoir of a mission to the court of Vienna*, p. 16.

(3) *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, IX, 205.

(4) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 247-249 ; Lesseps à Talleyrand, Pétersbourg, 21 août 1806, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLV, 125.

(5) Grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, III, 83.

velle coalition. Or, mettant ses troupes en mouvement dans les derniers jours de septembre, loin de les joindre aux troupes prussiennes, le tsar les portait du côté opposé! L'effet paraissait là d'un autre courant historique, dont la force s'est plus d'une fois et récemment encore accusée dans la destinée du peuple russe, voulant qu'à certains trop rares moments, ses inclinations naturelles l'emportassent sur la politique de ses gouvernants. A l'automne de 1806, Napoléon n'était pas le seul adversaire qu'Alexandre eût à combattre. Depuis plusieurs mois déjà, cédant à la pression de l'envoyé français général Sébastiani, la Porte avait virtuellement dénoncé le traité conclu avec la Russie en 1793 à Jassy (1) et procédé à des armements précipités. En même temps, les populations chrétiennes de sa domination s'étaient agitées, partageant leurs espérances et leurs sollicitations ou leurs offres de concours entre la France, la Russie et l'Autriche, selon une tradition qui, hier encore, a paru perpétuée au même lieu. Soulevés depuis le commencement de 1804 déjà sous Tchernyi Georges (Petrovitch), les Serbes s'adressaient à Vienne d'abord, puis se rejetaient sur Pétersbourg, demandant, avec l'exagération dont les peuples de cette région de l'Europe sont coutumiers, « de la poudre pour 500 000 hommes » et offrant le trône de Douchane au grand-duc Constantin (2).

Napoléon en concevait des alarmes également excessives. Avec son imagination exubérante, déjà il voyait « la tiare grecque relevée par l'insatiable ambition des Russes depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée » (3). Sans doute, en disait-il plus qu'il ne pensait, visant à fortifier sa position devant l'opinion dans sa querelle avec le tsar. On a vu, cependant, quelles ambitions Alexandre était capable de développer de ce côté, et elles répondaient incontestablement, dans une partie au moins du monde russe, à un mouvement traditionnel d'idées et de sentiments,

(1) Et non à Hatt-Hamayoun, comme, confondant un terme de chancellerie avec un nom de lieu, l'ont indiqué deux historiens polonais : v. Loret-Askenazy, *D'Iéna à Tilsit*, p. 15. Pour ce chapitre d'histoire, v. Bredow, *Chronik des XIX Jahrh.*, II, 680 ; Juchereau de Saint-Denys, *Histoire de l'empire ottoman*, II, 35 ; Coquerelle, *loc. cit.*, IV, 574 et suiv.

(2) Rapport de Czartoryski du 22 janvier 1805, *Sbornik*, LXXXII, 1 ; Beer, *Die orientalische Politik Œsterreichs*, p. 185-221.

(3) Cinquantième bulletin.

auquel, à cette heure, les événements de Constantinople et de la presqu'île des Balkans donnaient une impulsion très forte.

Et donc, tournant le dos à Berlin, les premiers échelons de l'armée russe mobilisée étaient acheminés vers la Moldavie et la Valachie, où leur apparition ne pouvait manquer de mettre en branle tout le monde yougoslave. Bien qu'Allemand, leur commandant, Michelsohn, allait se concerter avec Tchernyi Georges pour la formation de bataillons de volontaires serbes et bulgares. En 1807, une alliance formelle devait même être conclue entre la Russie et la Serbie (1). Mêlant le sang des deux peuples sur les rives de la Morawa, ce pacte allait propager le soulèvement insurrectionnel le long de la rive gauche du Danube et de la Sawa, remuer l'Ougrie du sud et plus loin encore la Dalmatie méridionale, enrôler les pâtres de la Montagne noire et les pêcheurs riverains du Cattaro sous le pavillon de l'amiral Siéniavine et ériger dans ces parages un fantôme d'empire slavo-serbe sous le protectorat russe (2).

Et donc encore, en octobre 1806, la Prusse se trouvait seule sur les champs de bataille d'Auerstædt et d'Iéna. Les Russes s'employaient, au même moment, à forcer le passage du Dniéster, et, au lendemain de sa défaite, Frédéric-Guillaume ne recevait de son impérial allié que des condoléances et de nouvelles protestations de dévouement (3). Il essayait aussitôt de quitter et cette alliance sans ressource et cette lutte sans espoir. Quatre jours après Iéna, Lucchesini recevait pour traiter avec le vainqueur des pouvoirs qu'il faisait connaître à Talleyrand, en sollicitant, pour le jour où il aurait obtenu une paix ardemment souhaitée, « la place de bibliothécaire à Bénévent » ! « Ayant consulté son cœur », le roi invoquait, de son côté, auprès de Napoléon, « les sentiments d'attachement personnel qu'il n'avait pas cessé de lui vouer » (4) ! Mais le vainqueur d'Iéna répondant avec empressement à ces ouvertures, le désir commun de conciliation se heur-

(1) *Recueil de l'Institut archéologique*, I, 170-174 ; Doubrovine, dans *Messager russe*, juillet 1863.

(2) Perwolff, dans *Ancienne et Nouvelle Russie*, III, n° 9, p. 323-338.

(3) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 152, et *Supplément*, p. 20-21.

(4) 24 et 25 octobre 1806, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXIX, 495, 499.

tait à un obstacle où l'on serait tenté de reconnaître une manifestation de ce qu'on a appelé la justice immanente des faits. Alexandre n'a pas porté secours à son allié pour faire la guerre ; mais, invité à lui donner son appui pour faire la paix, il répond par un refus péremptoire. Il ne veut pas, il ne peut pas traiter sous le coup d'une défaite, parce que, dans ses bulletins, à cette campagne qui l'a conduit au lointain est du continent, Napoléon a donné un nom plus redoutable pour la Russie que ne pouvaient l'être pour la France les évocations d'un empire grec ou slave sur les rives du Bosphore ou du Danube. « Première campagne de Pologne », a-t-il dit, et ce terme correspondait à une réalité qui, matériellement et moralement, avec l'héritage de Catherine recueilli par son petit-fils, menaçait l'œuvre séculaire de la politique russe dans ce domaine.

V

Des immenses territoires de l'ancien État polonais, avec Posen et Varsovie, la Prusse a absorbé, aux deuxième et troisième partages, la partie médullaire et c'était beaucoup plus qu'elle ne pouvait digérer. Elle n'y bénéficiait pas, comme dans ses acquisitions antérieures, d'un travail de germanisation longuement poursuivi, et elle n'y obtenait en 1806 même qu'une prise en quelque sorte mécanique ; partant, plus encore que celle des Russes sur le Danube, l'apparition des Français sur la Vistule ne pouvait manquer de provoquer un mouvement de revendications nationales, et, non moins inévitablement, il devait mettre ici en cause non pas seulement la domination prussienne dans ces parages, mais le problème polonais tout entier.

Le vainqueur d'Iéna répugnait beaucoup à l'évoquer. Depuis l'avènement d'Alexandre, il avait systématiquement tendu à répudier en ce point des traditions que la République avait recueillies dans l'héritage politique de la monarchie et qu'avaient fait revivre les légions polonaises de Kniaziewicz et de Dombrowski. Dans l'*Almanach national* de 1801, à la rubrique des

« puissances de l'Europe », il ne laissait figurer la Pologne que « pour mémoire », et, en octobre de la même année, il enjoignait même à Talleyrand d'effacer ce nom importun du vocabulaire officiel (1). On en connaît la raison : jamais, à aucun moment de sa carrière, et pas même en 1812, Napoléon ne devait renoncer au dessein de se concilier la Russie, pour en faire son associée dans ses vues de domination universelle, et, au regard de ce postulat, la Pologne ne pouvait entrer dans son jeu que comme une pièce de manœuvre, sans qu'il voulût, à son sujet, contracter aucun engagement.

En 1806, il ne prenait donc position sur ce terrain qu'avec des réserves et des précautions multiples, se défendant même, au début, d'y recueillir tous les concours offerts ; car, « s'il laissait les Polonais-là,ce qui se pouvait, il fallait qu'il y en eut le moins possible de pendus » (2). Très loyalement, plutôt que de désarmer les patriotiques méfiances de Kosciuszko, il refusait ses services (3). Et il surveillait ses paroles, mesurait les encouragements donnés au compte-goutte. Consentant à la formation de deux légions nouvelles, dites « du Nord », à caractère national très vaguement indiqué, il autorisait les colonels à « faire des proclamations pour provoquer la désertion », mais leur interdisait encore de « prononcer le nom de leur patrie » (4).

Allié de la Prusse, Alexandre avait aussi des raisons pour éviter ce terrain scabreux ; mais l'abandonner à son adversaire n'était pas possible. Novossiltsov (5) voyait déjà Jérôme proclamé roi de Pologne, et, dans le soulèvement de ce pays tout entier, le point de départ d'une révolution qui menacerait l'empereur et l'empire ; Czartoryski tirait argument de ces perspectives redoutables pour réclamer une réunion du *Comité secret*, où serait discutée une nouvelle édition de son « plan » de reconstruction polonaise, élargi sur la base d'une fédération de pays sla-

(1) Napoléon, *Correspondance*, VII, 5816.

(2) Baron de Barante, *Souvenirs*, I, 200.

(3) Korzon, *Biographie de Kosciuszko* ; cf. Skalkovski, supplément à la *Correspondance de N...*, p. 8 ; d'Angeberg, *Recueil*, p. 446 ; Foucart, *la Campagne de Pologne*, I, 47 ; Barante, *Souvenirs*, I, 200.

(4) Napoléon, *Correspondance*, XIII, 10. 858.

(5) A P. Stroganov, 17 mars 1807, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 111.

ves (1), et bien qu'avec difficulté, il se faisait écouter. Au printemps de 1807, bien qu'il se déclarât en désaccord complet avec tous ses membres (2), Alexandre réunissait le *Comité secret* à plusieurs reprises et s'y prêtait à l'examen de diverses combinaisons par lesquelles, transportant de Varsovie à Vilna le centre de la reconstitution projetée, Czartoryski essayait d'en concilier le principe avec l'alliance prussienne (3).

Avec beaucoup d'autres, ces suggestions devaient jouer un rôle dans le laborieux enfantement d'où le duché de Varsovie est sorti, et, en attendant, par la force des choses, s'affrontant en territoire polonais, Russes, Prussiens et Français allaient se battre pour la Pologne. A cause de la Pologne aussi, le tsar était condamné à poursuivre une lutte où, à son tour, il allait se trouver réduit à ses seules ressources.

VI

De l'Autriche, médusée par l'entrée en lice de la Turquie, il n'avait à attendre aucun secours. Vainement, avec Pozzo di Borgo engagé au service de la Russie, Razoumovski obtenait à Vienne l'appui de la plus vigoureuse haine qu'il soit arrivé à Napoléon d'armer contre sa fortune et sa gloire. Une vaine offre de médiation en était le seul fruit. Le représentant du cabinet de Saint-James auprès de l'empereur François, sir Robert Adair, s'employait dans l'intérêt commun avec autant de zèle que lord Arbuthnott à Constantinople ; mais l'Angleterre des derniers mois de 1806 n'était plus celle de Pitt, ni même celle de

(1) Mémoires de novembre-décembre 1806. Musée Czartoryski, Ms, n° 5231. Les matériaux très abondants de ce dossier ont été partiellement utilisés par Tokarz, *les Dernières Années de H. Kollontay*, I, 279. V. aussi *Ancienne Russie*, 1894, LXXXI, 212 et suiv.

(2) Alexandre à Czartoryski, avril 1806, Czartoryski, *Mémoires*, édition de Mazade, I, 158.

(3) J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 270 ; *Archives Vorontsov*, XXIII, 26 ; Czartoryski, *loc. cit.*, II, 63, 148-158 ; Handelsmann, *Napoléon et la Pologne*, p. 59 ; Askenazy, *Loisirs historiques*, p. 83, 439 et suiv.

Fox, qui avait suivi son prédécesseur dans la tombe, et, en demandant seulement sa garantie pour un emprunt de six millions de livres sterling à négocier à Londres, le cabinet de Pétersbourg s'attirait un refus presque insultant.

Cependant, les forces qu'Alexandre pouvait opposer à son redoutable adversaire étaient médiocres et il s'entendait mal à les employer.

Après Austerlitz, avec l'aide d'un comité où, malgré sa disgrâce, Koutousov a été appelé à siéger, le tsar a pris tardivement de nombreuses dispositions pour renforcer son armée ; après Iéna, il s'est laissé inspirer l'idée de donner à sa lutte contre Napoléon le caractère d'une guerre nationale, et, par un manifeste du 30 novembre 1806 (1), il a inauguré ces levées de « milices », qui devaient, six années plus tard, prendre un si grand développement. Pour en faciliter le recrutement, des mandements lus dans toutes les églises dénonçaient dans l'adversaire à combattre « le perturbateur du monde, l'auteur des plus abominables forfaits, et l'ennemi de toute religion chrétienne », ainsi qu'il l'avait prouvé « en rétablissant dans son pays le culte des idoles, en dressant des autels à des prostituées, en prêchant le Coran en Égypte et en bâtissant des synagogues en France » (2), — diatribes auxquelles toute une littérature, pamphlets, romans et comédies, faisait écho, avec le futur gouverneur de Moscou en 1812, Rastoptchine, comme chef de chœur (3).

Anathèmes ecclésiastiques ou campagne de presse, ces violences de langage avaient aussi un autre but, qui était de combattre une propagande très activement et très habilement exercée par les agents napoléoniens, en liaison avec le courant d'idées libérales dont, depuis son avènement, Alexandre avait favorisé le développement. Des rumeurs insidieuses étaient répandues à travers les campagnes russes. Bonaparte, racontait-on dans les isbas enfumées, avait écrit au tsar en réclamant l'affranchissement de tous les serfs, à défaut de quoi, il ne cesserait jamais de lui

(1) *Recueil complet des lois*, XXIX, 22. 374 ; cf. *ibid*, 22. 174, 22. 245, 22. 249, 22. 252, 22. 261, 22. 382, 22. 384, 22. 393.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, II, 156, 352 et suiv.

(3) Rastoptchine, *Matériaux*, p. 61 ; Ségur, *Vie du comte Rastoptchine*, p. 166 ; *Ancienne Russie*, 1881, XXXII, 906.

faire la guerre. Pénétrant en Russie, les Français ne feraient aucun mal aux paysans, mais s'en prendraient aux propriétaires seuls, en mettant fin à leurs abus (1).

L'effet de ces manœuvres semble avoir été de part et d'autre médiocre. La masse de la population à laquelle elles s'adressaient y est restée indifférente, et le recrutement des milices, en particulier, n'en a pas été affecté. Il s'opérait lentement et avec une grande difficulté. En dépit des commandes faites à Vienne et à Londres, les fusils manquaient d'ailleurs pour les armer, et la mise en campagne des troupes régulières subissait elle-même des contre-temps multiples. Le 3 novembre seulement, plus de trois semaines après Iéna, un premier corps russe, 60 000 hommes et 270 canons sous Bennigsen, suivi à un mois encore de distance par un autre de 40 000 hommes et 216 canons sous Buxhoewden, passait la frontière dans la direction d'Ostrolenka. Ils ralliaient les débris de l'armée prussienne, à peine 14 000 hommes et 92 canons, et s'immobilisaient, par la même raison qui avait paralysé l'armée russe avant Austerlitz : l'absence de commandement.

Pour faire choix d'un commandant en chef, Alexandre a attendu d'avoir la main forcée par ce qu'on appelait alors en Russie « l'opinion ». voix de quelques coteries et de quelques salons, dont les éclats, parfois irrespectueux, irritaient le souverain, mais dont il souffrait souvent que les déterminations, généralement peu réfléchies, l'aidassent à sortir de ses incertitudes. Les préférences ainsi manifestées se portaient, cette fois, sur le vieux Kamiénski, le terrible gouverneur militaire de Pétersbourg en 1801, en qui Diérjavine reconnaissait « l'épée léguée par Catherine à son petit-fils ». Sortant de sa réserve habituelle, l'impératrice Élisabeth semble s'être elle-même employée à favoriser cette candidature (2).

Né en 1738, Kamiénski avait servi dans l'armée française sous le maréchal de Broglie au début de la guerre de Sept ans et combattu ensuite avec distinction dans les deux guerres turques. Il en gardait de l'expérience et une autorité assez grande pour qu'il se permît d'interdire au grand-duc Constantin l'accès de

(1) Schilder, *loc. cit.*, p. 164.

(2) Wiegel, *Mémoires*, II, 221 ; Ribeaupierre, *Mémoires*, *Archives russes*, 1877, I, 502 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 172.

l'armée mise sous ses ordres et engageât Alexandre lui-même à n'y point paraître (1). Un moment, il parut en passe de faire renaître la tradition de l'espèce de dictature militaire que l'un de ses anciens chefs, le prestigieux prince de la Tauride, avait quelque temps exercée. Mais à peine eut-il pris possession de son poste dans les premiers jours de décembre 1806, sous Pultusk, qu'un brusque revirement se produisait, à son endroit, dans les milieux mêmes auxquels il devait sa nomination. On y déclarait que le grand homme de guerre était devenu fou !

Le seul indice d'aliénation mentale qu'en fait il eût donné, consistait dans l'ordre envoyé à Araktchéiév de rejoindre l'armée et d'y prendre le commandement de l'artillerie ; mais, eu égard aux précédents et aux circonstances, c'était assurément acte de déraison. Le déserteur d'Austerlitz avait répliqué en refusant péremptoirement d'obéir à l'injonction reçue et en montant contre le généralissime, dans son entourage même, une cabale, qui, au bout de huit jours, Bennigsen et Buxhoewden donnant l'exemple de l'indiscipline, lui rendait impossible l'exercice de son propre commandement. Avec son tempérament nerveux, Kamiénski n'était pas capable de tenir tête à cette crise. L'armée s'en trouvant jetée dans le désarroi le plus complet, il s'exagérait encore le danger qui en résultait pour elle ; il n'y apercevait de remède que dans une retraite précipitée, et, jeté dans un état de rage et de désespoir voisin du délire, il se jugeait incapable de diriger cette manœuvre. Il envoyait un courrier à Pétersbourg pour demander qu'on le remplaçât, et, sans attendre la réponse, remettant le commandement à Buxhoewden, prescrivant à Bennigsen de ramener son corps en territoire russe, il prenait le chemin de sa résidence du gouvernement d'Orel, où, trois années plus tard, il devait être assassiné par ses serfs révoltés (2). Napoléon avait beau jeu.

(1) Stedingk, *Mémoires*, II, 254 ; Bennigsen, *Souvenirs*, *Ancienne Russie*, 1897, LXXXIX, 97-98 ; le même, édition Cazalès, I, 79 ; Gettoun, *Mémoires*, *Messager historique*, 1880, I, 256 ; prince de Wurtemberg, *Mémoires*, I, 102, 104, 129, 130, 141 ; Hœffner, *Der Krieg von* 1806, III, 83, 84.

(2) Prince Chtcherbatov, *Journal*, Archives de la guerre à Petrograd, section scientifique, 2e division, no 1590 ; général Colbert, *Traditions et Souvenirs*, IV, 192 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 158 et suiv.

L'hiver polonais ne lui permettait pas, à la vérité, d'exploiter avec sa vigueur habituelle ces chances favorables, et il en donnait à ses adversaires pour se prévaloir de l'endurance supérieure des troupes russes. Bennigsen, en particulier, allait s'y montrer maître.

Il avait plus d'une partie de réelle maîtrise : le sang froid, l'esprit de décision, l'audace au regard des risques et des responsabilités, dont il avait fait preuve dans la nuit du 23 mars 1801. Une erreur de Napoléon lui livrant, le 26 décembre, sous Pultusk même, Lannes avec des forces très inférieures aux siennes, au mépris des ordres reçus, il accepte le combat, obtient quelque apparence d'avantage et bat monnaie de gloire avec ce succès plus habilement encore. Il veut avoir affronté l'armée française tout entière, commandée par Napoléon en personne, et lui avoir infligé une défaite « décisive ». Avec l'aide de l'agent militaire anglais Wilson, la nouvelle en met toute l'Europe en émoi. On veut que Bonaparte y ait laissé jusqu'à ses équipages, et, de Kœnigsberg où elle s'est retirée, on assure que la famille royale de Prusse se dispose à regagner Berlin (1).

Le cours de la campagne n'en est pas changé ; mais Alexandre s'en trouve porté encore à un acte d'abdication. Pour remplacer Kâmiénski, le vainqueur présumé de Pultusk s'impose à son choix après des hésitations, où, dans l'évocation du plus angoissant souvenir, la pensée du fils de Paul montre le plus singulier détachement : « Un, » écrit-il, « vaudrait peut-être mieux, c'est Pahlen ; mais quelle confiance mettre en lui après toute sa conduite (2)? » Et, entre les deux, le fils se décide pour « l'assassin en chef » du père, comme dit J. de Maistre (3).

Né en 1745, d'une famille de noblesse brünswickoise et fixé en Russie après diverses aventures depuis 1773, Bennigsen est resté très Allemand. Il continue à ignorer la langue russe, ce qui d'ailleurs ne lui est pas une cause d'embarras avec le plus grand

(1) Petre, *Napoleon's campaign in Poland*, 1806-1807, p. 89-95 ; Bennigsen, *Souvenirs*, *Ancienne Russie*, 1897, LXXXIX, 104 et suiv., édition Cazalès, I, 91-99 ; Mueffling, *Aus meinem Leben*, p. 184 et suiv. ; Wilson, *A Sketch*, p. 80-81 ; Hœpfner, *loc. cit.*, II, 119 ; Foucart, *la Campagne de Pologne*, I, 462 ; Delbrück, *Die Jugend des Kœnigs Fr. Wilhelm III*, II, 83.

(2) A Pierre Tolstoy, 15 janvier 1807, *Sbornik*, LXXXIX, p. lxxvii.

(3) *Correspondance diplomatique*, I, 26.

nombre de ses subordonnés directs, Allemands eux aussi : Anrep, Buxhoewden, Essen, Knorring, Osten-Sacken, Ostermann, Steingel, et il sait estimer à leur valeur les soldats auxquels il commande, comme il s'entend à en tirer parti, pour autant qu'il n'en est pas empêché par les faiblesses et les vices de son caractère. Très ambitieux, il est plus encore cupide, à quoi contribue l'influence de sa quatrième femme, d'origine polonaise, Mlle Andrzejkowicz, dont, à soixante-deux ans d'âge, il est passionnément épris et qui lui donnera un fils le jour de la bataille d'Eylau (1).

Sous ses ordres, points de force et points de faiblesse, l'armée russe sera telle que l'ont montrée toutes les épreuves où elle a paru jusqu'à ce jour : merveilleuse d'endurance, de ténacité et de bravoure, mais mal équipée, insuffisamment outillée de toute façon, livrée à discrétion pour son ravitaillement à des mercantis, dont les deux frères Meyerowicz, parents de Mme Bennigsen, et mise en détresse par l'indigence de sa trésorerie qui, avec la complicité, semble-t-il, du commandant en chef, sera l'objet d'un pillage scandaleux. Comme en Moravie, en outre, l'année d'avant, et pour les mêmes causes, elle se trouvera en butte bientôt à l'hostilité de la population et de sa portion allemande elle-même, qui souhaitera le triomphe des conquérants français pour être quitte de ces libérateurs (2). Malgré quoi, Napoléon se donnant le tort, en février, d'étendre devant cet adversaire, et d'amincir son front, de la Pilica au Frischer-Haff, sur une distance de plus de 300 kilomètres, et encourant la malechance de faire surprendre les ordres qu'il a tardivement donnés pour rétablir la situation, un choc en résulte dont il n'a pas prévu la rudesse, et c'est Eylau.

Autre victoire « décisive » aux termes de bulletins que Bennigsen rend plus hyperboliques encore et qu'il ne réussit pas moins bien à accréditer de Pétersbourg à Londres. « C'est à nous, mon

(1) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, III, 377 ; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 271 ; Bernhardi, *Geschichte Russlands*, III, 813 ; Golovine, *Alexandre Ier*, I, 228.

(2) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, III, 374-375 ; Boyen, *Erinnerungen*, I, 247 ; Wolzogen, *Memoiren*, p. 40-42 ; Hœpfner, *Der Krieg von* 1806, III, 18, 107, 127 ; Lettow Vorbeck, *Der Krieg in den Jahren* 1806-1807, IV, 41 et suiv. ; Petre, *Napoleons campaign in Poland*, p. 147 ; Hagen, *Neue Preussische Blätter*, 1847, IV, 276 ; *Sbornik*, LXXXVIII, 44.

général, qu'a été réservée la gloire de vaincre celui qui ne l'a jamais été », lui écrit le tsar, en lui envoyant le cordon de Saint-André et un brevet de pension de 12 000 roubles. Cependant, se donnant à lui-même un démenti, le généralissime répond, en réclamant d'urgence des renforts et en demandant à être relevé de son commandement (1). Mais, de son côté, tout en s'attribuant le gain de la journée du 8 février, Napoléon se montre incliné à reprendre des pourparlers pour la paix.

VII

De lui à Frédéric-Guillaume, ils n'ont, à la vérité, été jamais interrompus. Alexandre semble bien avoir obligé son allié prussien à refuser la ratification d'un armistice, conclu le 16 novembre 1806 à Charlottenbourg, comme il a fait aussi échouer les tentatives d'accommodement poursuivies, depuis, à Posen ; mais, dès le 26 janvier 1807, le francophile Zastrow, à qui le roi a confié la direction de sa diplomatie désemparée, est revenu à la charge avec le projet d'un congrès de pacification pour lequel il s'est même assuré l'adhésion de la Russie, à la condition que l'Angleterre y eût part, et la journée d'Eylau engage Napoléon à passer outre aux répugnances très vives qu'il a manifestées en ce dernier point. Les remontrances fortement motivées de Talleyrand le font revenir cependant sur cette décision et se rabattre sur un nouvel essai d'entente directe et séparée avec la cour de Prusse réfugiée à Memel (2).

La fidélité d'Alexandre à l'alliance anglaise s'explique mal à première vue, car les efforts impuissants de son ministre à Londres, qui est toujours Simon Vorontsov, pour obtenir quelque secours d'argent du successeur de Pitt, qui est le rébarbatif lord Howyck,

(1) *Messager hist.*, mai-juin 1917, p. 563 ; Mémoire secret du chevalier de Bray, Berlin, décembre 1807, Affaires étrangères, Russie, *Mémoires et documents*, XXXII, 67.

(2) Même mémoire et Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXXXIX, 603, CCXL, 22 ; Talleyrand à Napoléon, Varsovie, février 1807, Affaires étrangères Russie, *Supplément*, XVII, 227.

sont devenus un objet de raillerie dans la presse, et, d'autre part, les corsaires anglais continuent à traiter les armateurs russes sans le moindre ménagement (1) ; mais le fils de Paul doit compter avec cette solidarité d'intérêts économiques entre les deux peuples qu'une partie de ses sujets a érigée en dogme et que le père n'a pu négliger impunément.

A Memel, le général Bertrand est envoyé comme à l'assaut d'une position, avec ordre de mener la négociation au pas de charge, mais non sans consentir des sacrifices. Au château de Finkenstein, où elle l'a rejoint, victime expiatoire livrée au conquérant de Varsovie par les patriotes du lieu, d'après la légende, et plus vraisemblablement jeune femme exaltée que la gloire a séduite, c'est dans le proche voisinage de Mme Walewska, sinon sous ses yeux, que Napoléon a dicté pour son plénipotentiaire des instructions portant ces mots : « Quant à la Pologne, depuis que l'empereur la connaît, il n'y attache plus aucun prix » (2).

Sacrifice inutile ! Bertrand a été devancé à Memel par un messager de Bennigsen, qui prêche la continuation de la guerre. Le généralissime russe attend des renforts et se dit assuré, après leur arrivée, dans deux semaines au plus tard, de terminer la campagne sur un succès définitif. Frédéric-Guillaume n'est pas disposé d'abord à régler son attitude sur ce rapport. Il en reçoit d'autres, qui présentent la situation sous un aspect très différent. Les Français continuent à avancer, et, en reculant, les Russes convertissent en désert les territoires prussiens qu'ils abandonnent. Le roi ne se sent plus en sûreté, même à Memel. Il parle de renvoyer la reine avec les enfants à Riga. Aussi, son premier mouvement est de répondre au message de Napoléon en des termes extrêmement conciliants, et, le lendemain, il lui fait porter même par le colonel Kleist un consentement formel à traiter séparément. Mais, le jour d'après, il confère avec Hardenberg, le général Rüchel qu'il a appelé de Koenigsberg, d'autres partisans encore de la résistance à outrance, et le vent tourne. Kleist, de son côté, apprend en route qu'arrêtant leur progrès, les Français se sont retirés derrière l'Alle en quartiers d'hiver, et il prend sur lui de faire halte

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, 131, 132.
(2) 13 février 1807, Napoléon, *Correspondance*, XIV, 11. 810.

aussi, en demandant de nouveaux ordres. Il en reçoit, et tout est changé : plus de négociation à deux ; renvoi en termes évasifs à une paix générale. Napoléon insistant, Frédéric-Guillaume lui fera attendre sa réponse pendant près de deux mois (1).

Bennigsen est, cependant, fort embarrassé pour non pas même finir victorieusement, mais seulement poursuivre la campagne. Les renforts annoncés n'arrivent pas, et, à leur défaut, il en est réduit à produire le plan d'une guerre d'usure et à ordonner une retraite générale en direction de Kœnigsberg. Mais aussitôt, il devient, à son tour, l'objet d'une cabale analogue à celle dont il a rendu Kamiénski victime quelques mois plus tôt. Mis en congé, sur sa demande, l'un des frondeurs, Buxhoewden, intéresse à sa cause ses compatriotes des provinces baltiques. Par la future princesse de Lieven, qui s'essaie aux œuvres de haute intrigue il ameute les « salons » de Pétersbourg, et, forte de ces appuis, la fronde devient générale (2).

Ses premières manifestations remontaient à plusieurs mois déjà, et, s'en trouvant averti, Alexandre avait été sur le point de prêter l'oreille aux suggestions de l'un des détracteurs du généralissime, un Russe celui-là, Pierre Tolstoy, qui rêvait d'un autre empereur commandant en personne ses armées, auprès duquel il assumerait le rôle d'un autre Berthier (3). C'est ce qui, après la journée du 8 février, avait aussi engagé Bennigsen à présenter une demande de congé. Il comptait bien qu'on ne prendrait pas au mot le « vainqueur » d'Eylau, et qu'on lui donnerait à la fois le moyen de mieux se faire obéir et d' « achever » Napoléon. Il eut, en effet, licence d'user à discrétion des mesures disciplinaires et promesse que toutes les forces disponibles seraient prochainement mises en campagne : la garde elle-même parti-

(1) Napoléon à Fr.-Guillaume, 13 et 26 février 1807, Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXL, 35, et Napoléon, *Correspondance*, XIV, 11. 809 et 11. 890 ; Lettow-Vorbeck, *loc. cit.*, IV, 141-180 ; Bailleu, *Preussen und Frankreich*, II, 442 ; Wilson (*Life of*), II, 93-94 ; Schladen, *Preussen in den Jahren* 1806-1807, p. 190 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 228-230 ; F. de Martens, *Recueil*, VI, 406.

(2) Divov, *Journal*, *Ancienne Russie*, 1903, CXIV, 468 ; Ribeaupierre, *Mémoires*, *Archives russes*, 1877, I, 503 ; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 259 ; Iermolov, *Mémoires*, I, 50 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 185-187 ; Bernhardi, *Geschichte Russlands*, III, 254.

(3) *Sbornik*, LXXXIX, p. lxxvii ; *Archives Vorontsov*, XXIII, 26.

rait et « il ne resterait à Pétersbourg qu'un bataillon du Préobrajenski pour le service des palais et un escadron de cosaques pour les patrouilles ». Mais, cela ne devait faire en tout que vingt-sept bataillons et autant d'escadrons, auxquels, en mai seulement, pourrait être ajoutée une armée de réserve comprenant trois divisions. Le « vainqueur » d'Eylau jugea que ce n'était pas assez. Pour obtenir davantage, dans de nouveaux rapports il se porta à des exagérations en sens inverse. Mais, à grossir le chiffre de ses pertes ainsi que les forces de son adversaire, le résultat qu'il obtint était celui qu'il souhaitait le moins : à la fin de mars, il apprit que l'empereur suivrait sa garde. L'expérience d'Austerlitz serait recommencée.

Depuis l'avènement de Catherine, les prétoriens des corps privilégiés n'avaient guère brillé que dans les révolutions de palais. A Austerlitz, placés en réserve, ils n'avaient reçu des coups que « par derrière », en fuyant (1). Alexandre prétendait, cette fois, les mettre sérieusement à l'ouvrage et même les distraire de leurs habitudes de luxe et de sybaritisme. La consigne était de partir « sans aucune espèce d'équipage ». Elle n'empêchait pas un colonel de faire mettre dans ses fourgons *cinquante dindes vivantes* (2) !

En route, le tsar s'arrête à Mittau, pour saluer au passage le comte de Lille, et cette première rencontre lui laisse une impression déplaisante, destinée à persister longtemps. « Toute l'étiquette de la cour de Versailles dans un cadre de misère », a noté Alexandre Kourakine (3). Le 2 avril, Alexandre est à Memel, et son arrivée a pour premier effet le retour au pouvoir de Hardenberg et la déroute des derniers soutiens du parti français : Zastrow, Lombard et Beyme. En même temps, les élans de sympathie dont ce lieu a été témoin cinq années auparavant paraissent y renaître ; la reine Louise semble oublier les déceptions éprouvées au pavillon de Bellevue et le tsar, renouvelant des protestations de dévouement à toute épreuve, — « aucun de nous ne tombera seul », — le roi y répond en annonçant l'intention de répliquer

(1) Ce fut le cas, d'après son propre témoignage, d'un officier du *Siémionovski*, qui était le baron de Damas. V. baron de Damas, *Mémoires*, I, 77-78.

(2) J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 254.

(3) *Archives russes*, 1868, p. 34. Sur l'étiquette observée à Mittau, v. baron de Damas, *Mémoires*, p. 82 et suiv.

aux dernières ouvertures de Napoléon, qui datent de février par une fin de non-recevoir péremptoire (1).

Avant de le faire, cependant, il emmène son allié à Bartenstein (Bartoszyce en polonais), et, du 14 au 26 avril, il négocie laborieusement et âprement. Renonçant à abandonner son allié, il n'entend pas que ce regain de fidélité soit gratuit. Le 21, les conditions d'un nouveau traité qui revise celui de Potsdam étant à peu près convenues, il s'exécute : pas d'accord avec Napoléon sans la Russie.

Ces conditions (2) sont effarantes : monument, du côté prussien, d'une infatuation qui survit aux pires disgrâces, elles attestent, du côté russe, une docilité au vasselage allemand que rien ne rebute, et, des deux parts, une prodigieuse inconscience. Défaisant la Confédération du Rhin et repoussant Napoléon sur la rive gauche ; érigeant sur les ruines de celui qu'il a créé un groupement nouveau d'États allemands, dont elle consent à partager la présidence avec l'Autriche, mais dont elle se réserve le gouvernement, la vaincue d'Iéna refait à sa guise la carte de l'Europe, à une heure où son propre domaine y est, entre la Passargue et le Niemen, réduit à quelques lieues carrées ! Et elle imagine que, moyennant l'aumône de quelques territoires, dont elle ne dispose pas plus que s'ils se trouvaient dans la lune, l'Autriche et l'Angleterre elle-même accepteront cette anticipation d'une *Mittel-Europa*. En fait, pour être capable d'y souscrire, il n'y avait dans le monde entier que « le divin » Alexandre, comme l'appelait la reine Louise, dans un renouveau de tendre exaltation. Et il n'en était même pas payé ! Dans ce traité de Bartenstein un seul article intéresse directement la Russie, et, contre sa politique traditionnelle, contre le but même qu'elle poursuit dans l'autre guerre où elle est engagée sur le Danube, il garantit l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman !

D'autres desseins encore, il est vrai, à grande envergure, où les intérêts russes avaient part, ont été agités à Bartenstein, mais sans plus de sagesse.

(1) Bailleu, *Königin Luise*, p. 223 ; Schladen, *Preussen in den Jahren 1806 und 1807*, p. 173 ; Affaires étrangères Prusse, *Correspondance*, CCXL, 37.

(2) F. de Martens, *Recueil*, VI, 409.

VIII

Depuis l'année précédente, de quelque dédain qu'il fît preuve en dernier lieu à l'endroit de ses collaborateurs du *Comité secret*, Alexandre n'a pas laissé de retenir les suggestions qu'il a recueillies de cette source au sujet de la Pologne et la marche des événements l'a engagé à s'en inspirer. Pendant son séjour au quartier général de Tauroggen, il y a, par l'intermédiaire de Czartoryski et de Niemcewicz, attiré l'ancien commandant des légions polonaises d'Italie, Kniaziewicz, ainsi que le successeur de Kosciuszko au commandement de l'armée polonaise après la défaite de Maciejowice, Wawrzecki, et il a essayé de les gagner à l'idée d'une restauration polonaise qu'il opposerait à celle que leurs compatriotes attendaient de Napoléon. Mais, le vainqueur d'Iéna tenant toute la Pologne prussienne, la partie n'était plus égale, et les chances de la Russie n'ont pas cessé d'y empirer. Dans l'emportement de la lutte, laissant Murat parader et Talleyrand manœuvrer à Varsovie, Napoléon s'est progressivement départi sur ce champ de bataille de sa retenue initiale. Il s'est occupé d'organiser un soulèvement général de toutes les provinces polonaises en liaison avec le mouvement insurrectionnel des populations chrétiennes de l'empire ottoman qu'il avait favorisé plus anciennement et que, tout en faisant maintenant cause commune avec le sultan, il ne renonçait pas entièrement à soutenir. Avec l'aide du capitaine Falkowski, envoyé sur les lieux dès le mois de juillet 1806, il a obtenu des résultats appréciables, et cet autre fantôme d'une Pologne napoléonienne a commencé de justifier les appréhensions de Novossiltsov : « Tout le monde dit que vous serez roi », écrivait Pauline Borghèse au duc de Berg (2).

Dépossédée de toute sa part dans les dépouilles de la Pologne,

(1) Zaleski, dans *Annuaire de la Société d'histoire et de littérature polonaise*, 1866, p. 46 ; Falkowski, *Tableaux*, I, 286 ; Loret-Askenazy, *D'Iéna à Tilsit*, p. 45-48 ; Handelsmann, *Napoléon et la Pologne*, p. 113-115.

(2) Murat, *Lettres et documents*, V, 64, 65.

la Prusse y est en quelque sorte mise hors de cause ; elle prétend, cependant, y garder de grandes ressources. Parmi les sujets de cette nationalité, le roi retient quelques fidèles et, à la tête de ce groupe, marié à une princesse de Prusse, le prince Antoine Radziwill tire de sa situation personnelle quelques moyens d'influence. Au rapport de sa femme, il aurait même en 1806 reçu mandat pour offrir à Frédéric-Guillaume les services du prince Joseph Poniatowski (1). Plus certainement, en février 1807, au moment des pourparlers que Napoléon entamait pour une paix séparée avec la Prusse et où il se montrait disposé à sacrifier la Pologne, le prince Radziwill a combiné avec Zastrow un plan de restauration polonaise sous la suzeraineté des Hohenzollern. Sur quoi, s'en trouvant averti par une indiscrétion, Bennigsen a projeté un moment de prendre, de son chef, les devants à ce sujet (2). Il était incliné aux coups d'audace et aux aventures.

A Bartenstein, procédant de ces avatars ainsi que des idées mises en avant l'année précédente par Czartoryski au cours des délibérations du *Comité secret*, une autre combinaison de haute fantaisie est projetée, à titre de compromis entre les intérêts rivaux des deux bénéficiaires des partages : à la restauration polonaise dont Napoléon les menace, ses adversaires imaginent d'en opposer deux, l'une sous l'égide prussienne à Varsovie, l'autre à Wilno, sous l'égide russe, et le prince Radziwill est chargé de faire agréer à Vienne (3) le plan paradoxal de cette reconstruction bicéphale.

Se précipitant dans le domaine des réalités militaires, des événements dont elles excluaient la prévision feront promptement évanouir ces chimères.

(1) Princesse Louise de Prusse, *Quarante-cinq années de ma vie*, p. 207 ; Schladen, *Preussen in den Jahren* 1806-1807, p. 130.

(2) Zaleski, *loc. cit.* ; Loret-Askenazy, *loc. cit.*, p. 73. Dans ce dernier ouvrage, les auteurs ont confondu les dates : Alexandre n'a pas paru à l'armée en 1806.

(3) Musée Czartoryski, Ms n° 5231 ; Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, III, 369 et suiv. ; cf. Waliszewski, dans *Revue contemporaine*, février 1893, I, 324.

IX

La présence d'Alexandre au milieu de ses troupes n'a pas produit, cette fois, des effets plus heureux qu'en 1805. A Memel, parmi les officiers prussiens que la débâcle de leur armée laissait sans emploi, le tsar a découvert un autre Weyrother, avec plus de génie et moins de raison. Le général Phull, ancien quartier maître général, sera son conseiller pendant la première phase de la campagne de 1812. En attendant, le tsar a été, en sa compagnie, repris plus vivement par l' « envie de femme grosse », — le mot est de Czartoryski, — qui le possédait de commander en personne son armée. Mais l'état où il l'a trouvée l'a promptement engagé à réprimer ce désir. Plutôt que le renfort si impatiemment attendu, l'arrivée de la Garde a apporté à Bennigsen un surcroît de difficultés : bouches à nourrir et indisciplines à refréner, désordres de toute nature et embarras de trésorerie. Comme en Moravie, les hommes restaient des vingt-quatre heures sans manger, et, pour la nourriture des chevaux, le chaume des toits commençait lui-même à manquer. Les maladies décimaient les effectifs, et, au rapport de sir Robert Wilson, si incliné qu'il fût toujours à l'optimisme, les hôpitaux étaient « l'horreur de l'humanité » (1).

Ayant fait ces constatations, le tsar prenait prudemment le parti de se retirer à Tilsit, où, tout en se donnant des divertissements, « connaissant et lorgnant toutes les demoiselles de la ville » (2), il assumait au regard des opérations en cours le rôle plus facile d'observateur et de censeur. Avec l'aide de Phull, il soumettait la conduite de son généralissime à une critique sévère, ne cessant d'exprimer son étonnement qu'il tardât à tirer parti de tant et de si belles troupes qu'il lui avait amenées.

Les jours et les semaines passant sans que ces sollicitations de

(1) Wilson (*Life of*), II, 210 ; Bennigsen, *Mémoires*, dans *Ancienne Russie*, 1897, LXXXIX, 88 ; Hardenberg, *loc. cit.*, III, 373 et suiv. ; Boyen, *Erinnerungen*, p. 529 ; Schladen, *loc. cit.*, p. 221.

(2) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 258.

plus en plus impérieuses reçussent un effet, la reine Louise se met de la partie. Sans égard pour les remontrances de Hardenberg, elle dénonce Bennigsen comme un traître ; elle réclame pour lui le poteau d'exécution ou le knout ; elle voudrait « le battre et cracher à la figure de son ami et défenseur », — elle entend dire le grand-duc Constantin, — et elle les suppose en connivence, l'un et l'autre, avec les partisans de la paix à tout prix, soupçon que Hardenberg n'est pas loin d'ailleurs de partager (1).

En réalité, depuis le séjour du tsar au quartier général, sous l'influence des impressions que son entourage y a recueillies, le parti de la paix, c'est, de ce côté, à peu près tout le monde, et, sous le coup des injonctions qu'il continue néanmoins à recevoir de Tilsit, et qui, le prenant au mot, le pressent de passer à l'offensive et « d'en finir » avec Napoléon, Bennigsen lui-même, sans renoncer à ses vantardises, augure mal d'une continuation des hostilités (2). Avec la santé, éprouvant des crises d'évanouissement, il en perd la lucidité et l'esprit de décision qui lui sont propres. Persistant dans son dessein de retraite, il hésite entre les deux partis qu'elle offre à son choix : l'un de remonter la rive droite de l'Alle pour se rapprocher de la frontière russe et se mettre en sûreté éventuellement derrière le Prégel ou le Niémen, l'autre, en prenant la rive gauche, de couvrir Kœnigsberg et ses dépôts d'approvisionnement. De l'une à l'autre rive, passant et repassant le fleuve, il court deux lièvres à la fois, et « le coupe-gorge » de Friedland l'attend.

Au cours de la bataille, la Garde étant engagée contre la division Brisson et fort maltraitée, un de ses régiments, le *Siémionovski*, se trouve sans commandement. Le colonel, Depréradovitch, d'origine serbe, est un des héros de la nuit du 23 mars 1801 et il n'a pas, personnellement, fait trop mauvaise figure à Austerlitz. On le découvre, cette fois, dans un hangar, où il conte fleurette à une jolie Française, qu'il a connue à Pétersbourg et qui

(1) Hardenberg, *loc. cit.*, III, 378 et suiv., 441-442 ; « Correspondance de la reine Louise », dans *Deutsche Rundschau*, 1902, CX, 44 ; Adami, *Königin Luise*, p. 237.

(2) Mikhaïlovski-Danilevski, *la Campagne de* 1806-1807, p. 321 ; Lettow-Vorbeck, *loc. cit.*, IV, 348.

l'a rejoint à l'armée (1). Le trait donne la mesure des défaillances, auxquelles diverses causes de dépression morale ont, à toutes les époques, incliné à certains moments les armées russes, y abolissant partiellement, comme en cette rencontre du 14 juin, jusqu'au sentiment de l'honneur et les mettant hors de combat presque sans lutte.

X

Quelques jours plus tôt, le 5 et le 10 juin, de Gutstadt et de Heilsberg où il repoussait des avant-gardes françaises, Bennigsen annonçait encore des succès « décisifs », et, lui rendant son estime, la reine Louise en était portée à des manifestations de joie que l'on jugeait presque indécentes dans son entourage même, tant elle y mettait de l'excès (2). Mais, au même moment, le grand-duc Constantin quittait l'armée, convaincu qu'elle allait à une catastrophe, et, rejoignant son frère à Tilsit, il l'adjurait de prévenir ce dénouement, en ouvrant immédiatement des négociations pour la paix. Hardenberg intervenant au débat en sens contraire, le prince usait d'arguments qui, diversement rapportés, semblent avoir affecté quelque brutalité, et, en contraste avec l'attitude habituellement très déférente du cadet au regard de l'aîné, n'en prenaient que plus de force (3). Les hâbleries de Bennigsen et les représentations de Hardenberg l'emportaient, cependant, d'autant plus facilement que le souverain était sur le point de quitter Tilsit, se rendant au-devant du premier échelon de l'armée de réserve qu'il avait promise à Bennigsen pour mai,

(1) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, IV, 191.

(2) Delbrueck, *Die Jugend des Kœnigs Fr. Wilhelm IV*, II, 260.

(3) Lesseps à Talleyrand, Pétersbourg, 4 novembre 1807, Affaires étrangères Russie, *Correspondance*, CXLIV, 290. — Vandal (*Napoléon et Alexandre Ier*, I, 50) attribue une fausse date à cette dépêche et place faussement aussi le débat entre les deux frères *après Friedland*. Ils se sont séparés le 14, avant d'avoir eu nouvelle de la bataille et ils ne se sont rejoints que le 20, après que les pourparlers pour la paix eussent déjà été entamés. V. Wolzogen, *Memoiren*, p. 43 ; Hardenberg, *loc. cit.*, III, 488-489 ; Delbrueck, *loc. cit.*, II, 283 ; Max Lenz, dans *Forschungen*, VI, 190-191 ; Karnovitch, *le Tsesarevitch. Constantin*, p. 91.

une division sous le prince Lobanov-Rostovski. Bien qu'en retard, ce secours pouvait, pensait-il, permettre au généralissime d'exploiter les avantages qu'il disait avoir obtenus. Le 15 juin, à Olita, le tsar passa en revue la division, et c'est à ce moment qu'il eut nouvelle de la bataille livrée la veille. Comme à Austerlitz, s'effondrant sur un banc, il pleura (1).

Le premier rapport de Bennigsen était un aveu de défaite complète. Aussitôt après, le généralissime essayait de le rattraper. Réduisant la rencontre à un simple combat d'arrière-garde, il assurait n'y avoir perdu que quatre canons (2). Mais les faits parlaient. Le souverain apprend que ses troupes ont dû chercher refuge derrière le Niémen dans une retraite précipitée. Il se voit lui-même obligé de décommander le rendez-vous qu'il a donné au roi de Prusse à Tauroggen. Il fuit de son côté et prie son allié de le rejoindre à Chavli, en territoire russe, où Frédéric-Guillaume ne lui apportera pas des nouvelles plus réconfortantes. A son quartier général de Pictupöhnen, le roi a été inquiété par des maraudeurs de l'armée mise en déroute, et, au rapport des officiers prussiens, il n'y reste pas plus de 42000 hommes, dépourvus de tout, car les magasins établis sur la rive droite de la Memel sont tombés aux mains de l'ennemi. En même temps, de Vienne où il a été envoyé pour solliciter l'adhésion de l'Autriche au traité de Bartenstein, débutant mal dans un rôle ingrat, le jeune Nesselrode revient avec une réponse nettement négative (3). Tout croule à la fois, et Alexandre est, du coup, incliné à répudier toute idée de résistance, sans qu'il s'abandonne cependant entièrement

Quittant Olita le 16 juin, il est décidé à traiter avec Napoléon sans son allié et en le sacrifiant au besoin ; mais il entend encore ménager son propre orgueil et mettre aussi sa responsabilité à couvert. A cette fin, il imagine un imbroglio diplomatique des plus compliqués, des plus risqués aussi, véritable gageure qu'une erreur de Napoléon fera cependant tourner à son avantage. Envoyant

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 187.

(2) *Sbornik*, LXXXIX, 9.

(3) Correspondance de Fr.-Guillaume III avec la reine Louise, dans *Deutsche Rundschau*, 1902, CX, 38 ; Lenz, *loc. cit.*, VI, 205 (*Mémoires inédits* de Schladen) ; Hardenberg, *loc. cit.*, IV, 84, V, 518 ; Schœn (*Aus den Papieren*), II, 6 ; *Sbornik*, LXXXIX, p. xvii (Rapport de Zismer) ; Lounine, dans *Messager historique*, 1880, I, 141-142.

à Bennigsen non pas l'ordre, mais l'autorisation, s'il le juge nécessaire, de demander un armistice, il charge le prince Lobanov de remettre ce message au général Popov qui sera, selon son appréciation, libre de le faire parvenir ou non au destinataire. Ce Popov est un officier d'intendance, qui s'est vainement essayé à améliorer le ravitaillement des troupes au cours de la campagne, et qui reçoit maintenant un rôle d'arbitre pour une décision où, avec le sort de son armée, les destinées de la Russie sont en jeu ! Subsidiairement, le prince Lobanov a, de son côté, pouvoir « pour accueillir les ouvertures qui se produiraient de la part de Napoléon » (1).

Alexandre a instruit Frédéric-Guillaume de la demande d'armistice qu'il serait peut-être obligé de produire et qui leur serait commune, la Prusse n'ayant plus pour ainsi dire d'armée ; mais il a gardé le silence sur l'article de la paix. Il a donc une double raison de souhaiter que le vainqueur lui épargne en ce point l'embarras du premier pas. Le précédent d'Austerlitz donne quelque fondement à sa présomption et l'événement justifiera à tous égards une manœuvre où, avec une apparence d'étourderie, il a mis beaucoup de finesse.

Popov a été employé autrefois par Catherine et par Potemkine. A cette école, il a appris à deviner les intentions de ses maîtres et Napoléon a tout à apprendre de ce qu'est son adversaire. Il persiste dans le dessein de le gagner par un déploiement de générosité, et il ne fera que le rassurer, en aidant au relèvement d'une superbe où, un jour prochain, il le trouvera redressé contre lui. Ainsi, tout marche au gré du tsar : la demande d'armistice est portée immédiatement au quartier général français, par le major Schoeping, encore un Allemand, — et une offre de paix y répond immédiatement.

Savary a-t-il, néanmoins, comme il l'a rapporté dans ses souvenirs, reçu ordre, à ce moment, d'expédier en toute hâte un équipage de pont, destiné au transfert de l'armée victorieuse sur la rive droite du Niémen? Il se peut. L'art des démonstrations

(1) Tatichtchev, *Alexandre et Napoléon*, p. 121. Se mettant en contradiction avec les faits par lui-même rapportés, l'auteur veut que le tsar n'ait envisagé que quatre jours plus tard l'opportunité d'une négociation pour obtenir la paix.

était une des parties essentielles du génie de Napoléon ; mais on doit douter que l'expérience faite de ce qu'il appelait « le quatrième élément » — il voulait dire les boues de Pologne — et le sinistre avertissement d'Eylau lui aient laissé, à cette heure, la moindre velléité de pousser plus loin l'aventure où il se trouvait engagé. Le vertige qui, cinq ans plus tard, devait égarer sa raison ne l'avait pas encore gagné et d'autres motifs lui conseillaient d'arrêter la partie sur le coup heureux du 14 juin.

Les dernières nouvelles de Constantinople étaient mauvaises : renversant le sultan Selim III et lui donnant pour successeur Mustapha IV, homme de moindre ressource, une révolution y avait éclaté, annonciatrice d'autres crises où l'influence française risquait de sombrer. Après avoir éconduit Nesselrode, la cour de Vienne décidait de faire partir pour le théâtre de la guerre Stutterheim, dont la personne était un symbole de coopération militaire austro-russe. De France, le vainqueur de Friedland recevait l'écho de doléances très vives que le commerce faisait entendre au sujet des pertes que lui causait l'interruption du trafic avec la Russie et qu'il exagérait considérablement. En évaluant à 80 000 000 de francs le montant annuel des importations françaises dans ce pays, les auteurs d'une pétition adressée au ministre de l'Intérieur (1) se mettaient hors de compte et de très loin avec les statistiques par lui-même recueillies. En 1802, dans le mouvement des ports de Pétersbourg et de Kronstadt, 30 695 561 roubles à l'exportation et 23 247 834 roubles à l'importation, elles réduisaient la part du commerce français à 567 475 et 60 781 roubles respectivement, contre 17 741 211 et 8 365 854 roubles représentant la part de l'Angleterre. Sur 986 entrées dans ces ports, on ne trouvait la même année que *cinq* navires français contre 477 anglais (2). Le problème des relations commerciales franco-russes se posait déjà, à cette époque, dans les termes où la solution en demeure aujourd'hui encore des plus malaisées, conditionnée qu'elle est essentiellement par des fatalités géographiques. Mais, en liaison avec le développement agricole et commercial des parties méridionales de la Russie et la croissance prodigieuse-

(1) Archives nationales, A. F. IV, 1060, *Pétition de la Chambre lyonnaise de commerce*, 11 décembre 1806.

(2) *Tableau du port de Pétersbourg*, *ibid.*

ment rapide d'Odessa (1), Napoléon se flattait de faire échec en ce point au monopole anglais, hollandais ou allemand, selon le vœu traditionnel de la politique française, et, selon la nature de son tempérament, il concevait, de son côté, dans ce sens des espérances excessives.

Enfin, et surtout, il se laissait de plus en plus tenter par le vœu que son attitude après Austerlitz indiquait déjà de se donner un « brillant second » dans le jeune tsar, de la personne duquel il avait pris et devait jusqu'à Erfurt garder une idée entièrement fausse. « Se soumettre à sa belle âme » n'était assurément pas dans son intention, quoi qu'il en eût dit au prince Repnine. Il ne croyait pas le fils de Paul doué de ce genre de séduction (2) ; mais, ne soupçonnant pas les complexités de ce tempérament si différent du sien, il jugeait l'homme au-dessous de sa valeur, se tenant pour assuré qu'avec des flatteries et des caresses il en ferait ce qu'il voudrait. D'où son empressement à aller au-devant de l'adversaire vaincu, qui, ce pas fait, devait, par d'autres raisons, être poussé à se prêter au jeu, sans plus de sincérité.

Friedland laissait en apparence Alexandre libre de persévérer dans le parti qu'il avait pris après Austerlitz. Derrière le Niémen, il ne risquait pas plus d'être poursuivi. Mais il y avait la Prusse, dont, même en traitant séparément avec le vainqueur contre la lettre et l'esprit des engagements contractés, il ne pouvait se désintéresser autant et aussi facilement que de l'Autriche. Pour un Holstein-Gottorp, un Hohenzollern était autre chose qu'un Habsbourg ! Et il y avait la Pologne : Napoléon à Varsovie, des menaces de soulèvement dans toutes les provinces polonaises de l'empire, ce danger ne serait pas conjuré par une retraite de l'armée vaincue dans les profondeurs de la Russie. Après avoir combattu le vainqueur d'Iéna pour ne pas lui livrer cette partie de l'héritage de Catherine, Alexandre ne devait-il pas chercher à en sauver ce qui pouvait être sauvé encore, en traitant avec le vainqueur de Friedland? Pour le détourner de ce parti, insouciante de tous les périls, la fougue juvénile de Pierre Dolgorouki et sa répugnance à tout compromis sur le terrain polonais n'étaient plus

(1) E. Tarlé, dans *Revue du ministère de l'Instruction publique russe*, novembre 1912, p. 54.

(2) V. Napoléon, *Correspondance*, XIII, n° 12.028.

là : envoyé lui aussi en Moldavie à l'heure où les destinées de l'alliance russo-prussienne se jouaient sur d'autres champs de bataille, le prince avait, au cours de cette campagne, contracté les germes d'une maladie qui, en décembre 1806, le faisait rappeler à Pétersbourg et l'enlevait rapidement, à vingt-neuf ans d'âge. Mais, en outre, grandissant à ses yeux le prestige de son adversaire, Friedland après Austerlitz rendait le tsar plus disposé à écouter les conseils de Paul Stroganov, en même temps que, avances et flatteries, le procédé invariable de Napoléon l'induisait en erreur à son tour, l'inclinant à se persuader qu'à « manger les gâteaux ensemble », il avait chance d'obtenir une bonne, sinon la meilleure part.

Et donc, après avoir dix-huit mois auparavant décliné de façon si hautaine les demandes d'entrevue qui lui étaient adressées, Alexandre en arrivait à renverser les rôles. Satisfait d'avoir reçu, sans qu'il l'eût sollicitée, une offre de paix, il concevait le désir de s'en prévaloir « sans intermédiaires », et, en faisant part au prince Lobanov dans une lettre ostensible, il écrivait : « Je me livre avec charme à l'espoir que mon système favori, celui que j'ai désiré depuis longtemps voir établi... » A mi-phrase, il se reprenait : trop gros le mensonge pouvait le trahir. « Vous exprimerez à l'Empereur Napoléon, » corrigeait-il, « combien je désire qu'une union étroite entre nos deux nations répare tous les maux passés. Vous lui direz que cette union a été constamment l'objet de mes vœux (1). »

Mensonges et illusions, fictions et artifices masquant un antagonisme d'intérêts et de sentiments même, qui apparaîtra dès le lendemain, voilà de quoi la rencontre de Tilsit sera faite. L'alliance qui en deviendra le fruit aurait eu des chances de durée et d'utilité si elle avait été contractée au début du règne d'Alexandre et à l'époque du Consulat : endiguant l'une des deux ambitions qu'elle aurait associées et inclinant l'autre à un développement pacifique, peut-être eût-elle donné au cours des événements un sens plus avantageux pour elles et pour le repos du monde. Maintenant, il est trop tard : de part et d'autre, le flot

(1) *Sbornik*, LXXXIX, 31 ; Tatichtchev, *Alexandre et Napoléon* p. 149.

s'est gonflé et a précipité sa course, hors de toute possibilité de canalisation et de retenue. Alexandre et Napoléon se sont, l'un et l'autre, poussés au cœur de l'Allemagne et sont arrivés à se heurter en Pologne. L'Allemagne et la Pologne les tiennent désormais et les mettront tôt ou tard aux prises dans un duel, qui sera mortel pour l'un et ne vaudra à l'autre que des triomphes stériles, trop chèrement payés, dénouement avant lequel, avec les effusions amicales, les serments de fidélité et les signatures qui y seront échangés, avec les vastes projets qu'elle aura fait concevoir, avec le semblant d'intimité qu'elle paraîtra avoir créé entre les deux souverains, leur entrevue aura trouvé une expression symbolique dans ce radeau du Niémen où ils auront pris contact : décor de théâtre, dressé sur le flot mouvant, avec des profondeurs d'abîme en dessous.

Mais peut-être aussi ce dénouement était-il de toute façon inévitable. Entre la Russie et la France, l'une inféodée au germanisme et son associée dans le démembrement d'un État que la nature et l'histoire ont rendu tributaire de la politique française, l'autre attachée par le souci de sa sécurité à la conservation de cette clientèle, tous les essais de rapprochement se sont, depuis cent cinquante ans, brisés contre l'écueil de ces tendances et de ces intérêts peut-être inconciliables.

CHAPITRE VIII

L'ALLIANCE FRANÇAISE. DE TILSIT A ERFURT

I. Alexandre et Frédéric-Guillaume à Szawle. Ressaut d'ambitions et d'illusions communes. Le partage de la Turquie et l'hégémonie prussienne en Allemagne. « L'air de Tilsit. » Sur le radeau du Niémen. Diplomatie et séduction. L'irrésistible reine. Napoléon résiste. — II. Les traités du 7 juillet. Réalités et chimères. Le compromis prussien et le compromis polonais. Le grand-duché de Varsovie. Paternité discutée. La marque napoléonienne. — III. L'alliance franco-russe et l'opinion. Changement de personnel à Saint-Pétersbourg. Roumiantsov. Mécontentement. Gallophobie et xénophobie. Sentiments personnels du tsar. Il demeure sous le charme. — IV. Savary à Pétersbourg. Objet de sa mission. La prise en tutelle du tsar. Accueil hostile du public. Alexandre réagit, mais se trouve désagréablement impressionné. Sa riposte. — V. Tolstoy à Paris. Ses brusqueries et ses exigences. Le fonctionnement de l'alliance. Jeu compliqué de Napoléon. La question de la Silésie et le problème oriental. — VI. Rupture entre la Russie et l'Angleterre. Ses conséquences économiques. Illusions et déceptions. Le mirage d'Odessa. — VII. Une grande ambassade. Caulaincourt en Russie. Le souvenir d'Ettenheim. Un pacte scabreux. Le maître désavoué par le serviteur. Caulaincourt et Talleyrand. — VIII. La Russie et la Suède. Le conflit. Assistance promise au tsar par Napoléon et défection. Compensation offerte. « L'air de Tilsit » amplifié. Le projet indien. Mystification probable. — IX. Accueil fait par Alexandre à ces suggestions. Indices d'hostilité naissante de part et d'autre et démonstrations contraires. L'étoile de Napoléon pâlit. Désastres en Espagne et au Portugal. Armements en Autriche. Attitude chevaleresque d'Alexandre. Apparence et réalité. Un bilan à régler. Le rendez-vous d'Erfurt.

I

Au lendemain de Friedland, précédant comme à Austerlitz, mais de plus loin, les débris de son armée dans leur retraite précipitée, le tsar donnait rendez-vous au roi de Prusse derrière la

barrière protectrice du Niémen. A Szawle, une *starostie* polonaise, dont le dernier favori de Catherine tirait de gros revenus, mais où il n'habitait pas, Alexandre et Frédéric-Guillaume ne trouvent pas un logis confortable. Ils doivent « dîner sous la tente pour éviter la saleté des appartements » (1). En ce lieu inhospitalier, un nouveau prodige d'inconscience rend cependant les deux souverains aux hallucinations de Bartenstein et fait qu'ils se croient encore en mesure de réaliser un remaniement de la carte de l'Europe, dont eux-mêmes seraient les principaux bénéficiaires. Eu égard aux circonstances, la Turquie est destinée, cette fois, à en faire les frais ; mais la Prusse n'y abdique rien de ses prétentions. Constantinople et les détroits aux Russes ; la péninsule hellénique et les îles aux Français et l'Allemagne aux Hohenzollern : c'est le fond des instructions élaborées à Szawle pour les plénipotentiaires prussiens par Hardenberg, pour les plénipotentiaires russes par Budberg sous la dictée du tsar (2), et il n'est pas téméraire de supposer que le fameux « air de Tilsit » en a procédé.

La question de priorité a bien donné lieu, en ce point, à une controverse. On a tiré argument, en Allemagne, d'un billet d'Alexandre à Frédéric-Guillaume, aux termes duquel Napoléon aurait, le premier, « mis sur le tapis la dissolution et le partage de l'empire ottoman ». Mais, ce message est daté de Tilsit, 27 juin (3) ; Hardenberg a travaillé à Szawle cinq jours plus tôt, et, dans l'intervalle, les plénipotentiaires prussiens et russes ont apparemment parlé.

L'idée du partage n'est d'autre part pas née à ce moment. En 1802 déjà, Napoléon disait à Markov : « N'y a-t-il pas dans les États de l'empereur Alexandre quelque héritier présomptif du trône de Constantinople (4)? » Mais, depuis, on s'était, de part et d'autre, porté garant d'intégrité territoriale au regard de « l'Homme

(1) *Deutsche Rundschau*, 1902, CX, 32.

(2) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, III, 458 ; F. de Martens, *Recueil*, VI, 420 ; cf. Tatichtchev, *Alexandre et Napoléon*, p. 141-144 ; Max Lenz, dans *Forschungen zur Brand. und Preuss. Geschichte*, VI, 212. — Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, 70-71, indique par erreur Pictupöhnen comme le lieu où Hardenberg aurait rédigé le mémoire-instruction du 22 juin. Le roi et son ministre n'y sont retournés que le 24.

(3) *Hist. Zeitschrift*, 1893, LXX, 84 ; cf. Bailleu, *ibid.*, p. 82.

(4) Markov à Alexandre Ier, 8 août 1802, Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 44.

malade » : la Prusse et la Russie au traité de Bartenstein, et Napoléon dans des déclarations postérieures à la bataille d'Eylau (1). Pour engager le vainqueur de Friedland à changer d'attitude et de langage, il faut qu'un fait nouveau soit intervenu, et l'on ne voit que les conciliabules de Szawle, avec leur résultat.

On a voulu encore que Budberg approuvant les vues de Hardenberg, Alexandre y ait objecté (2). Les documents précités ne permettent pas de faire honneur au souverain russe de tant de sagesse. « Le plus incapable, le plus faible, le plus ridicule des hommes », au jugement de Novossiltsov (3), le successeur de Czartoryski n'a sûrement pas osé se mettre en contradiction avec son maître et Alexandre se piquait déjà de faire lui-même les affaires de sa diplomatie.

Décor et jeu des acteurs, il semble que tout ait été dit sur la pièce à grand spectacle dont les péripéties se sont déroulées à Tilsit, du 27 juin au 9 juillet 1807. Dans l'image qui en a été popularisée à travers le monde entier, la légende a obtenu, cependant, une place où l'histoire a des reprises à opérer. Les paysans russes se sont expliqué à leur façon l'inscénisation théâtrale du radeau sur le Niémen : pour que le tsar orthodoxe le rencontrât ailleurs que sur un champ de bataille, « l'apostat » anathématisé dans les mandements épiscopaux a dû, ont-ils imaginé, subir une immersion préalable dans le fleuve, en forme de nouveau baptême (4). Parmi les autres épisodes du même drame, plus d'un, de bien plus grande importance, a été l'objet d'interprétations tout aussi fantaisistes

A Szawle, Alexandre a paru, une fois de plus, en communion étroite avec Frédéric-Guillaume ; mais il est allé seul à Tilsit ; il a laissé son allié sur la berge du fleuve, où le roi s'est représenté lui-même dans une posture tragique, déguisant son humiliation et cachant son angoisse « sous un manteau russe ». Se morfondant pendant deux heures sous la pluie en vue du radeau fatidique, il poussait par moments sa monture « jusqu'à ce que l'eau montât

(1) *Moniteur* du 18 février 1807, et Napoléon, *Correspondance*, XIV, 11.722.

(2) Vandal, *loc. cit.*, I, 71 ; Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 144.

(3) Grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, III, 111.

(4) Prince Viaziémski, *Œuvres*, VIII, 255.

au poitrail... » (1). Le tsar avait en main un rapport du prince Lobanov rendant compte, à la date du 21 juin, de sa première entrevue avec Napoléon. Invité à la table de l'Empereur, le plénipotentiaire russe l'avait trouvé « gai et prolixe à l'infini » et l'avait entendu dire que « la Vistule était la vraie et naturelle frontière de la Russie » (2). L'exactitude textuelle du propos prête au doute. A quelques intempérances de langage qu'il fût parfois sujet, on hésite à croire que Napoléon ait porté si loin et hors de tout rapport avec ses intentions réelles une démonstration de générosité, qui eût été trop compromettante. Il voulait conquérir le jeune tsar ; mais il entendait aussi jouer serré. En des termes moins explicites, il a pu, cependant, se montrer disposé à favoriser l'un de ses adversaires vaincus au détriment de l'autre, et Alexandre a été prompt à saisir l'indication. Elle avait de quoi révolter une conscience délicate, mais la sienne était tolérante, et il prenait donc le parti de fausser compagnie à son allié, quitte à plaider sa cause, pour autant que les circonstances le permettraient. Sur le moment, de Holstein-Gottorp à Hohenzollern, elles tendaient à affaiblir, sinon à rompre, les liens de vasselage.

Mais Napoléon n'y gagnait rien. Si grande qu'elle fût, sa virtuosité s'est trouvée, à ce coup, doublement en défaut. Psychologue profond autant que stratège habile, au jugement de l'un même de ses détracteurs (3), il n'aura rien compris à la mentalité du jeune tsar, et, comédien, il trouvera son maître dans le « gesticulateur né ». D'un bout à l'autre de la partie ainsi engagée, le jeu des deux partenaires sera très différent. Tout en ne négligeant aucun de ses moyens de séduction, Napoléon se tiendra sur ses gardes et le laissera voir. « Poli, mais boutonné et froid », telle est la première impression qu'il donne à Alexandre sur le radeau du Niémen, — en vue duquel il a pris soin de poster démonstrativement une barque garnie de soldats armés jusqu'aux dents. Le lendemain, rendant visite au tsar à l'heure du thé, il ne touche pas à la tasse qui lui est offerte. Magnanime et clément, Jupiter retient cependant la foudre en main et il se méfie.

(1) A la reine Louise, Pictupöhnen, 25 juin 1807, *Deutsche Rundschau*, 1902, CX, 38 ; cf. princesse Louise de Prusse, *Souvenirs*, p. 264.

(2) Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 136.

(3) Taine, *les Origines de la France, le Régime moderne*, I, 34.

Sans la moindre apparence de contrainte ou d'artifice, avec un naturel parfait et hors de tout soupçon de dissimulation, Alexandre, lui, semble s'abandonner entièrement, et il tient d'autant mieux le rôle qu'à sa manière, avec les réserves mentales qui lui sont habituelles, il y met une part de sincérité. Huit années plus tard, il exagérera sûrement en disant à la duchesse d'Abrantès : « Comme je l'ai aimé, cet homme (1) ! » Mais, il a été séduit au moins un moment ; il a subi l'ascendant et le charme d'une supériorité d'autant plus captivante qu'un art subtil la rendait à la fois distante et accessible. En se prêtant à ce contact, Alexandre avait pensé s'abaisser, et il éprouvait la sensation contraire d'être élevé dans une sphère plus haute, où cependant son orgueil n'encourait aucune atteinte. — « Quel revenu tirez-vous de la taxe du sucre? » ou « A combien monte dans votre empire le commerce des pelleteries? » : après l'avoir déconcerté par des interpellations de ce genre lancées à brûle-pourpoint, Napoléon invitait, l'instant suivant, son hôte à la discussion des sujets les plus graves, et, affectant de s'y engager de plain-pied avec lui, il l'y mettait à l'aise.

A nul genre de flatterie, le fils de Paul ne pouvait être plus sensible. Aussi, faisait-il « non pas bonne, mais très et trop bonne mine à mauvais jeu », comme en jugeait Frédéric-Guillaume (2). A l'exception du toujours impulsif Constantin, ses compagnons demeuraient sur la défensive. En quelques frais que le vainqueur se mît aussi avec eux, ils se défendaient de répondre à ces avances, et le premier bataillon du *Siémionovski* étant désigné pour suivre le tsar à Tilsit, son chef, ce même Michel Vorontsov, qui naguère voulait prendre du service dans l'armée française, se portait malade. Mais Alexandre acceptait de la meilleure grâce l'hospitalité de son adversaire de la veille, et même son intimité. Il buvait son thé et son vin. Dînant tous les jours à sa table et prolongeant tard dans la nuit avec lui des entretiens familiers, il ne feignait pas seulement d'apprécier la société de ce compagnon autant que sa cuisine, il y prenait goût, très réellement.

Sans doute, jugeait-il l'aventure étrange et même scabreuse : « Moi, passer mes journées avec Bonaparte ! écrivait-il à sa sœur

(1) Duchesse d'Abrantès, *Souvenirs*, X, 163 ; XVIII, 112.
(2) Princesse Louise de Prusse, *Souvenirs*, p. 215.

Catherine, être des heures entières en tête à tête avec lui! Je vous demande un peu si tout cela n'a pas l'air d'un rêve (1). » Mais le rêve lui plaisait, et, plusieurs mois plus tard encore, à Pétersbourg, par certaines façons et certaines formes de langage empruntées à ce modèle, il attestera devant Savary (2) la réalité et la persistance d'une impression qui a été cependant contestée.

On a invoqué un autre billet où, de Weimar, le 26 mai 1807 vieux style, *immédiatement après qu'il eut quitté Tilsit*, Alexandre aurait, à l'adresse de sa sœur, inséré ces lignes : « Bonaparte prétend que je ne suis qu'un sot. Rira le mieux qui rira le dernier (3). » Une erreur de date enlève toute valeur à l'argument tiré de ce propos. Le tsar n'a pas mis les pieds à Weimar *en* 1807, et, au 26 mai vieux style, il n'avait pas encore vu Napoléon. Il ne devait le rencontrer pour la première fois que deux semaines plus tard. Il a fait séjour à Weimar en *septembre* 1808, avant l'entrevue d'Erfurt, et le billet a été vraisemblablement écrit à ce moment. Entre temps, bien des événements se sont passés.

En juin et juillet 1807, Napoléon a été fondé à supposer que, sur le terrain de ses rapports personnels avec le jeune tsar, il avait aussi bataille gagnée en tous points, et ce n'est pas par flatterie seulement qu'abordant avec lui les débats d'affaires, il insistait pour que leurs ministres n'y fussent pas admis. Appelé de Varsovie, Talleyrand devait sans doute s'employer avec Kourakine pour donner une forme protocolaire aux arrangements convenus entre les deux souverains, et il y mettait sa griffe. L'Empereur des Français affectait, néanmoins, de traiter directement avec l'empereur de toutes les Russies, à la faveur des tête-à-tête qui, pendant deux semaines, ont été presque continus.

Si, après avoir dîné ensemble, les deux nouveaux amis se quit-

(1) Tilsit, 29 juin 1807, grand-duc Nicolas, *la Grande-Duchesse Catherine*, p. 15. Le texte publié donne la date du 17 *mai*. Il convient sans doute de lire : 17 *juin*, vieux style.

(2) Savary à Napoléon, 23 septembre 1807, Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 205. Dans *Sbornik*, LXXXIII, 82, le texte de ce rapport a été pudiquement expurgé.

(3) Grand-duc Nicolas, *la Grande-Duchesse Catherine*, p. 17 ; cf. le même, *Relations diplomatiques*, I, p. iv-v ; le même, *Élisabeth*, II, 199 ; et les historiens que ce document a induits en erreur : Kornilov, dans *la Pensée russe*, novembre 1912, p. 130-131 ; Choumigorski, dans *Ancienne Russie*, 1914, CLIX, 391.

taient parfois, ce n'était que pour se défaire d'un troisième convive, qui, ce jour-là, avait exceptionnellement reçu l'aumône d'une invitation. Mais, Frédéric-Guillaume parti, Alexandre et Napoléon ne tardaient pas à se rejoindre et poursuivaient leurs causeries ou leurs délibérations, dont le roi de Prusse était exclu, alors même que son sort s'y trouvait discuté.

Engagé à s'établir, lui aussi, à Tilsit, il avait refusé, jugeant avec raison qu'il y ferait trop triste figure. Comme sur la berge du Niémen, il cédait cependant à ses impatiences et à ses angoisses et quittait presque journellement la solitude déprimante de Pictupöhnen, guettant le moment où l'allié et l'adversaire maintenant réconciliés daigneraient l'accueillir en tiers dans leurs conciliabules. Mais Napoléon ne paraissait seulement pas s'apercevoir de sa présence, si ce n'est pour s'intéresser ironiquement aux complications fastidieuses de son uniforme.

« Comment faites-vous pour boutonner tant de boutons (1)? »

C'est ainsi qu'en désespoir de cause a été décidée, à Pictupöhnen, l'intervention de « l'irrésistible » reine. Alexandre avait peut-être bien résisté, mais un parvenu tel que Bonaparte ! On sait le résultat. La reine vient, mais ne vaine pas. Elle ne paraît d'ailleurs pas à son avantage, doublement gênée dans son orgueil de souveraine et dans sa pudeur de femme entre ces deux hommes, dont l'un l'a, à son sentiment, trahie et l'autre l'a, à sa connaissance, traînée dans la boue depuis deux ans. Allusions publiques à ses sentiments pour « le bel empereur de Russie » et comparaisons avec lady Hamilton, elle a lu les bulletins du vainqueur d'Iéna et les articles des journaux à sa dévotion (2). Peut-être a-t-elle appris aussi qu'à sa façon volontiers crue en ces matières, parmi les galanteries dont il usait à l'endroit de son nouvel ami, Napoléon a fait valoir l'aménagement pour la belle reine, « avec toute

(1) Journal du prince héritier, Fr.-Louis DE MECKLEMBOURG, dans *Deutsche Rundschau*, 1892, I, 228. — Pour les autres détails, princesse Louise DE PRUSSE, *Souvenirs*, p. 263 et suiv. ; comtesse DE VOSS, *29 Jahre am preussischen Hofe*, p. 305 et suiv. ; DAVYDOV, *Œuvres*, p. 386-387 ; MIHKAÏLOVSKI-DANILEVSKI, *la Campagne de 1807*, Ms., Archives de la guerre, Sect. scient., 2e division, n° 158 ; SCHILDER, *Alexandre Ier*, II, 186 et suiv.

(2) Articles du *Télégraphe*, organe de l'occupation française à Berlin, et Bulletins VIII, IX, XV, XVII, XIX, XXII, XXIII.

la recherche dont Tilsit était capable », d'une maison contiguë à celle que le tsar occupait. Elle s'est défendu de passer, ne fût-ce qu'une nuit, dans ce logis ; elle a consenti, cependant, à s'en accommoder pour les besoins de sa toilette, et, y ayant apporté tous ses soins, elle se croira assurée d'avoir fait accepter « une rose pour Magdebourg », sauf à se déclarer, après coup, « indignement trompée » (1).

II

Signés le 7 juillet, deux traités, l'un de paix, l'autre d'alliance défensive entre la France et la Russie (2), n'en auront pas moins décidé, en quelque sorte par contumace, du sort de la Prusse, qui devra, deux jours plus tard, souscrire à l'arrêt. Alexandre a défendu assez mollement les intérêts de son allié de la veille ; mais, en dépit de sa virtuosité diplomatique, il n'a pas mieux réussi à servir les siens. Une musique séduisante a charmé ses oreilles, et, prenant à l'entendre un plaisir de plus en plus vif, il est arrivé à y reconnaître la raison essentielle du pacte qu'il souscrivait avec l'adversaire si ardemment combattu depuis trois ans. Mais cet « air de Tilsit » *n'a pas été noté* dans les instruments diplomatiques souscrits, ainsi que Napoléon en fera plus tard l'observation avec une pointe de cynisme, et l'évocation du problème oriental y a pris une figure tout autre que dans les conciliabules de Pictupöhnen. Le tsar a contracté l'engagement de conclure un armistice avec la Porte et d'évacuer la Moldavie et la Valachie, jusqu'à la conclusion de la paix, qui serait négociée sous la médiation française. Il a renoncé aussi à Corfou, aux sept îles et à Cattaro. Ces clauses ne lui faisaient pas précisément gagner une étape sur le chemin de Constantinople. Or, c'est au mirage du Bosphore qu'il cédait en acceptant, en sus de ces sacrifices, les charges, blocus

(1) Princesse Louise de Prusse, *Souvenirs*, p. 255 et suiv. ; Adami, *Luise, Kœnigin von Preussen*, p. 246-247 ; Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VII, 185.

(2) F. de Martens, *Recueil*, XIII, 309 et suiv. ; cf. Sorel, *loc. cit.*, VII, 185.

compris, et les risques d'une communauté d'intérêts et d'armes contre l'Angleterre. Il obtenait à la vérité encore la promesse d'une coopération militaire dans sa querelle avec la Suède ; mais il ne pensait pas en avoir besoin, et le but que Napoléon se proposait en l'offrant n'était pas, son nouvel allié pouvait s'en douter, de l'aider à conquérir la Finlande, mais bien d'en être aidé pour amener la Suède dans son parti.

Alexandre ne croyait cependant pas avoir fait un mauvais marché. Le traité interdisait à la Porte l'occupation des provinces danubiennes pendant la durée des négociations, et, au cas de leur échec, il prévoyait une entente des contractants pour « soustraire toutes les parties de l'empire ottoman en Europe au joug et aux vexations des Turcs ». C'était le chemin de Sainte-Sophie ouvert, avec la perspective du partage, et, si Constantinople et la Roumélie s'en trouvaient expressément exclus, si aucune indication n'était donnée au sujet de la destination éventuelle des autres territoires à libérer, Varsovie n'avait pas non plus été visée dans les premiers accords des puissances copartageantes au sujet de la Pologne.

Ainsi raisonnait, peut-on croire, le tsar. On sait que Talleyrand en pensait autrement. « Mes instructions, lit-on dans ses *Mémoires* (1), étaient de n'introduire dans ce traité rien de relatif au partage de l'empire ottoman, ni même au sort futur des provinces de Valachie et de Moldavie. Je les exécutai strictement. Ainsi Napoléon... restait libre, tandis que, par des espérances de tout genre, il avait enlacé l'empereur Alexandre. »

Sans doute, le vainqueur de Friedland se donnait un air de grande générosité, et, en fait même, il se laissait prendre au piège de cette apparence. Satisfait d'imposer à l'adversaire vaincu la reconnaissance de tous les arrangements qu'il avait opérés dans la constitution de l'Europe, il ne lui demandait ni indemnité d'argent, ni cession de territoire. « Par égard pour lui », selon le libellé du traité, il restituait à la Prusse la plus grande partie des conquêtes faites sur elle. Il lui accordait même (2), pour le cas où le Hanovre serait réuni au nouveau royaume de Westphalie, un dédommage-

(1) I, 393-394.
(2) Troisième article secret du traité du 7 juillet 1807.

ment de 300 000 ou 400 000 âmes, et contrevenant ainsi au précepte que professait Frédéric II de « ne jamais maltraiter un adversaire à moitié », il faisait à la nouvelle alliance un sacrifice plus grand qu'il n'imaginait, très insuffisamment compensé par le tour de malice qui portait Alexandre à accepter dans la dépouille de l'autre vaincu non pas la rive droite de la Vistule avec Marienbourg, Kœnigsberg, Memel et les faubourgs de Varsovie, mais le district de Bialystok.

On a lieu d'être assuré que cette frontière « vraie et naturelle » de la Russie, comme Napoléon l'aurait définie devant le prince Lobanov, n'a jamais été sérieusement mise en cause à Tilsit. Après ce qu'il y avait fait, le « libérateur » de Varsovie ne pouvait admettre que, de ses mains, la ville libérée, ou même seulement ses abords immédiats, passassent aux mains de l'un ou l'autre des adversaires vaincus. Mais, allié d'Alexandre, il ne pouvait davantage songer à une restauration polonaise qui le heurtât trop directement. De ces deux impossibilités est née l'idée du grand-duché de Varsovie, — autre compromis aggravant celui dont, démembrée mais survivante, la Prusse devenait l'objet.

La paternité en demeure matière à controverse. En l'attribuant à Alexandre, à qui Napoléon aurait offert toute la partie de la Pologne soustraite à la domination prussienne et qui aurait répugné à tout prendre de ce que son compagnon d'armes perdait, des historiens (1) ont tiré argument du mot « consentement » dont le vainqueur de Friedland se serait servi pour définir la part qu'il prenait à la constitution du nouvel État. Mais le texte définitif du traité n'a pas retenu cette formule, qui, dans la minute, était due à une erreur de rédaction, confondant l'article de la Pologne avec celui de la Prusse, au rétablissement de laquelle, dans les deux tiers de ses possessions, Napoléon consentait, en effet, par égard pour le tsar.

On a épilogué aussi sur une note de Napoléon, datée de Tilsit, 4 juillet 1807, à l'adresse d'Alexandre, où l'on a cru trouver la preuve que le tsar aurait non seulement pris l'initiative de la créa-

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, II, 199 et note 344, suivi par les historiens polonais : Loret-Askenazy, *D'Iéna à Tilsit*, p. 72, 45, 146 ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, 8 et suiv. ; Handelsmann, *Napoléon et la Pologne*, p. 125 et suiv.

tion du grand-duché, mais encore proposé d'y introniser Jérôme. A défaut de l'instrument diplomatique auquel elle répond et dont le texte ne nous est pas parvenu, le sens de cette note est bien quelque peu énigmatique. Un historien allemand, généralement bien informé, a même supposé qu'elle ne s'était conservée que dans une traduction russe, qui pouvait l'avoir défigurée (1). Elle a été reproduite dans la correspondance de Napoléon d'après l'original (2), et elle se prête à une interprétation assez plausible. « Appeler le prince Jérôme au trône de Saxe et de Varsovie, y est-il dit, c'est presque dans un seul instant bouleverser tous nos rapports. Il n'y aura pas une querelle de douane sur le Niémen... qui n'aille... directement au cœur de Napoléon... L'Empereur Napoléon est plutôt prêt à déclarer dans un article secret que ce mariage que l'on a cru être dans sa pensée n'est point dans sa politique et que, quand il y eût été, il y aurait renoncé, du moment que la conséquence immédiate serait de placer le trône de Varsovie presque dans sa main. »

Comment les partisans de la thèse attribuant la création du duché de Varsovie à Alexandre ont pu se prévaloir de ce texte, il est difficile de l'imaginer. Ils ont supposé que le mariage ainsi mis en cause était celui de Jérôme avec la grande-duchesse Catherine ou avec la princesse de Saxe. Mais ni l'une ni l'autre de ces unions ne pouvaient avoir pour effet d'augmenter les prises de Napoléon sur Varsovie, et la candidature de Jérôme étant écartée, qu'importait à Alexandre où ce Napoléonide prendrait femme?

La création du duché de Varsovie et sa réunion avec la Saxe, étant projetée par Napoléon, Alexandre a pu s'émouvoir des bruits répandus dès cette époque au sujet de la répudiation de Joséphine et du choix possible de la princesse de Saxe pour la remplacer. L'intronisation de Jérôme à Varsovie devait paraître encore préférable au tsar, et la note du 4 juillet aura eu pour objet d'écarter cette suggestion en désarmant l'inquiétude qui la motivait.

Le grand-duché de Varsovie a été notoirement l'avatar final de la longue série de combinaisons appliquées depuis 1805, de part

(1) Schiemann, *Gesch. Russlands unter K. Nikolaus*, I, 99.
(2) XV, 383 de l'édition de 1858-1870.

et d'autre, à la solution du problème polonais. A Szawle, dans son mémoire-instruction du 22 juin 1807, Hardenberg a déjà compris le dessein d'une Pologne reconstituée sous la dynastie saxonne. Il retenait, bien entendu, pour la Prusse une bonne portion de ses possessions polonaises, Posen, Thorn et Dantzig. Il lui attribuait pour le surplus, avec la Saxe elle-même, d'amples compensations. Et il se trouvait encore devancé. A Dresde, en effet, dès décembre 1806, Napoléon a médité un expédient analogue, en le rendant, comme de raison, moins avantageux pour la Prusse (1), et, s'en trouvant averti, Czartoryski le jugeait inacceptable pour la Russie, comme d'ailleurs tout projet de restauration polonaise dont elle ne serait pas l'ouvrière (2).

Mais, en elle-même, l'œuvre réalisée, en ce point, à Tilsit dénonce l'ouvrier. Expédient de fortune, adapté aux convenances politiques ou stratégiques du moment, fiche de consolation offerte aux Polonais « libérés » et place de sûreté ou matière d'échange retenue par « le libérateur », elle n'était que cela, et Napoléon n'a certainement pas songé à y engager la fortune du plus aimé de ses frères, — même en compagnie de la grande-duchesse Catherine, s'il est vrai qu'Alexandre lui a proposé ce parti (3). Bien qu'il lui arrivât de reconnaître que les Polonais donnaient tout l'effort dont leur situation les rendait capables (4), il avait, en négociant à la même heure avec la Prusse pour un accommodement séparé, montré le peu de cas qu'il faisait de ces auxiliaires, — si même, trois mois plus tard, il n'a pas lâché, à Tilsit, le propos brutal qu'un chroniqueur à mis dans sa bouche : « Des jean-f... qui veulent être une nation et qui n'ont pas les premiers éléments pour cela (5) ! » Mais les escapades récentes d'un prince Jean Sulkowski, qui, colonel d'un régiment de cavalerie polonaise, encourait en avril 1807 un ordre de prise de corps, pour « avoir commis plusieurs désordres en Silésie et fui, abandonnant son

(1) Schiemann, dans *Hist. Zeitschrift*, N. F., XXIV, 53.
(2) Mai et juin 1907, grand-duc Nicolas, *Paul Stroganov*, II, 256, et *Sbornik*, VI, 372 et suiv.
(3) Masson, *Napoléon et sa famille*, IV, 7.
(4) Osterode, 6 mars 1807, Napoléon, *Correspondance*, XIV, n° 11.964.
(5) Moriolles, *Mémoires*, p. 153.

poste » (1), peuvent bien lui avoir inspiré cette boutade. Un autre Napoléonide avait d'ailleurs pris déjà hypothèque à Varsovie et peut-être son beau-frère a pensé un moment l'y laisser. En avril encore, il permettait que le prince Joseph Poniatowski lui constituât une garde d'honneur composée de gentilshommes polonais (2). Mais, en ce point même, à Tilsit, les idées de Napoléon avaient changé, et Murat y paraissant en costume polonais, l'épée de Bathory au côté, il le rabrouait rudement : « Allez-vous-en mettre un uniforme de général, vous avez l'air de Franconi (3) ! »

Ni Jérôme, ni Murat : le créateur du duché de Varsovie ne voulait rien par quoi il pût être lié dans l'édifice éphémère qu'il improvisait sur la Vistule. Même client, un prince saxon y tirait moins à conséquence et « la première campagne de Pologne » avait révélé au vainqueur d'Iéna l'importance stratégique de Dresde (4).

Il se peut cependant encore qu'avant de fixer sa décision dans ce sens, Napoléon ait offert toute la Pologne prussienne au tsar, ainsi que Kourakine a affirmé le lui avoir entendu dire quatre années plus tard (5). Il ne risquait rien, car, comme pour les provinces danubiennes plus tard, l'offre n'était certainement pas gratuite. Pour Varsovie : la Silésie, le démembrement de la Prusse poursuivi, un renforcement formidable acquis au vainqueur dans le proche voisinage de la frontière russe, à ce compte, il devait prévoir qu'Alexandre préférerait se contenter de Bialystok.

Néanmoins, bien qu'elle ne fût pas accomplie à ses dépens et prît par les proportions auxquelles elle était réduite figure de simulacre et presque de caricature, cette restauration polonaise ne pouvait être agréable au tsar et devait l'inquiéter.

(1) Ordre du jour de Finkenstein, 24 avril 1807, *Correspondance inédite de Napoléon*, édit. Picard, p. 515.

(2) *Ibid.*, p. 491.

(3) Masson, *loc. cit.*, IV, 93-94.

(4) Bonnefons, *Un allié de Napoléon*, p. 177.

(5) Kourakine à Alexandre Ier, 8 mai 1811, Schilder, *Alexandre Ier*, II, 296 ; Oginski (*Mémoires*, II, 344) et Czartoryski (Lettre du 24 juillet 1811 à Alexandre Ier, publiée par Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, 18) confirment ce propos.

Il suffisait qu'elle fût opérée par un autre que lui-même, pour qu'elle parût l'être contre lui, et, de quelque secret qu'elle s'entourât, il n'ignorait sans doute pas l'apparition à Tilsit d'une députation de Lituaniens, offrant à Napoléon de soulever leur pays avec son aide contre la domination russe (1).

Le tsar a été si peu le père ou le parrain du nouveau duché, qu'il a mis quelque âpreté à en rogner les frontières. Il prétendait pousser la sienne jusqu'à Sierock. « L'aigle russe serait vue des murs de Varsovie ! » objectait Napoléon (2). Alexandre n'insistait pas ; mais, sous la coupe directe ou indirecte du grand homme, le duché lui donnait l'impression d'une écharde plantée au flanc de la Russie, bien qu'en elle-même encore, l'œuvre dût lui paraître mal venue et guère viable.

Enlevant à la Prusse ses acquisitions des deuxième et troisième partages, avec 1 850 lieues carrées et une population d'environ deux millions d'âmes, cet État valait bien, en apparence, un royaume de Naples ou de Westphalie, mais, sans assiette géographique naturelle ni base ethnographique, sans issue du côté de la mer et sans défense contre ses voisins, ses possibilités d'existence et de développement étaient beaucoup moins assurées, et, improvisée elle aussi en style empire par le créateur du duché pendant un court arrêt à Dresde sur le chemin de Paris (3), la constitution qu'il imposait à ce lambeau de Pologne n'y améliorait pas les chances d'avenir. L'auteur n'avait eu aucun souci d'adapter cette charte aux mœurs du pays et à ses traditions politiques, qui n'étaient pas toutes méprisables, comme il n'en prenait aucun de ménager ses ressources, épuisées déjà par quinze années de crises incessantes. Riches dotations attribuées aux chefs du corps d'occupation français, frais d'entretien de ce corps, réquisitions de toute nature, il les mettait à contribution sans ménagement (4), et « les sommes de Bayonne », ainsi appelées du nom de la ville lointaine où fut décidé un des règlements de comptes par lesquels les

(1) Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, CCCXXX, 176 ; Handelsmann, *loc. cit.*, p. 123 ; Iwaszkiewicz, *la Lithuanie en 1812*, p. 5.

(2) *Sbornik*, LXXXVIII, 70 ; Napoléon, *Correspondance*, XV, n° 12.862.

(3) D'Angeberg, *Recueil*, p. 470-481 ; Wybicki, *Mémoires*, p. 253 ; Handelsmann, *loc. cit.*, p. 146.

(4) Skarbek, *Histoire du grand-duché de Varsovie*, I, 133 et suiv. ; Kutrzeba, *la Constitution du grand-duché de Varsovie*.

« libérés » payaient la rançon de leur affranchissement, ont pris chez eux un sens tristement proverbial.

Ils n'en partageaient pas moins, en immense majorité, à l'endroit du « libérateur », les sentiments de Mme Walewska. Obtenant, en ce coin au moins de leur terre, avec *leur* armée, *leur* administration, *leurs* tribunaux, *leurs* écoles, l'illusion, sinon la réalité, de l'indépendance, ils espéraient davantage, et bientôt, un de leurs chefs, l'ex-vice-chancelier Kollontay, allait préluder aux égarements futurs du messianisme, en comparant gravement le cycle napoléonien au système solaire et en en déduisant mathématiquement les prévisions les plus flatteuses pour les destinées de sa patrie.

III

Bien que, tout compte fait, les traités du 7 juillet lui imposassent également de lourdes charges sans compensation suffisante, en lui donnant, par surcroît, figure de traître aux yeux de ses alliés (1), Alexandre se déclarait, de son côté, satisfait. « Il ne mérite plus de lettres de ma part, ayant pu me négliger dans un moment où il n'y avait pas de souffrances qui me soient restées inconnues », écrivait la reine Louise en marge d'un message qu'elle renonçait, après réflexion, à faire parvenir au destinataire (2). Mais, au même moment, dans sa correspondance avec sa sœur, le tsar commentait ainsi le résultat des négociations de Tilsit : « Dieu nous a sauvés ! Au lieu de sacrifices, nous sortons de la lutte avec une sorte de lustre (3). » La grande duchesse Catherine n'était pas disposée à partager ce sentiment : « Je ne ferai ma paix avec cette paix, répondait-elle, que si les bruits de la veille se réalisent, c'est-à-dire si nous faisons de grandes et belles

(1) Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, II, 481 ; cf. Hassel, *Geschichte der preussischen Politik*, I, 3.

(2) Juin 1808, Bailleu, *Briefwechsel*, p. 468.

(3) Grand-duc Nicolas, *la Grande-Duchesse Catherine*, p. 15. Le texte publié porte la date du 17 mai 1809 ; il faut lire sans doute : 17 juin vieux style.

acquisitions : la Vistule pour frontière du côté de la Prusse et le Danube du côté de la Turquie, car, sans cela, nous n'aurons que la honte de fraterniser avec un homme contre lequel nous avons avec justice déclamé hautement (1). »

Au lendemain de Friedland, c'était sans doute beaucoup exiger. L'opinion, en Russie comme au dehors, se prononçait, cependant, dans le même sens. La reine Caroline fulminait contre « les bassesses du méprisable Alexandre », qui « se jetait aux pieds » du vainqueur, comme disait Stein (2). A Pétersbourg, un pamphlet des plus violents contre la personne du souverain, ses idées et ses actes, était mis en circulation, et on en attribuait la paternité à divers personnages de marque (3). Rentrant dans sa capitale, le tsar y trouvait un accueil des plus froids et les changements qu'il opérait dans son entourage, en rapport avec la nouvelle orientation de sa politique, augmentaient encore le mécontentement que ses sujets en témoignaient (4). Diplomate émérite et mécène littéraire, célébré à ce double titre par Mme de Genlis dans un de ses romans (5), le successeur du baron Budberg au ministère des Affaires étrangères, le comte Nicolas Roumiantsov, y apportait assurément des mérites supérieurs. Ses compatriotes ne l'en jugeaient pas moins digne tout au plus de gérer les affaires extérieures de la république de Saint-Marin (6). Le mouvement de réprobation et de révolte grandissait, au point de faire envisager aux diplomates étrangers en résidence à Péterbourg l'imminence d'une révolution (7). Dans ce milieu, on était facilement porté à convertir ses désirs en prophéties. Mais, cette fois, l'impératrice Élisabeth en arrivait elle-même à prendre l'alarme : « Plus l'em-

(1) 7 juillet 1807, grand-duc Nicolas, *ibid.*, p. 18.

(2) Pertz, *Stein*, I, 488 ; Roger de Damas, *Mémoires*, II, 380, 385.

(3) Le sénateur Tiéplov, l'amiral Mordvinov ou Karamzine, voy. à ce sujet grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 576, note. Le texte du pamphlet dans *Archives des comtes Mordvinov*, III, 615 et suiv. Cf. *Archives russes*, 1886, II, 165 ; *Ancienne Russie*, 1899, C, 78.

(4) Chichkov, *Mémoires*, I, 95, Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1898, XCVI, 516 ; Bouténiév, « Souvenirs », dans *Archives russes*, 1881, III ; Wiegel, *Mémoires*, II, 232.

(5) *Les Chevaliers du Cygne.*

(6) *Archives Vorontsov*, VIII, 204 ; XXIII, 145 ; *Ancienne Russie*, 1885, XLVII, 398.

(7) Stedingk, *Mémoires*, II, 355 ; Pertz, *Gneisenau*, I, 303.

pereur montre d'attachement à son nouvel allié, écrivait-elle à sa mère, plus il fait crier, au point que cela est devenu effrayant (1). » Un observateur indigène, sans parti pris, notait dans son journal : « L'amour pour le souverain s'est changé en quelque chose de pire que la haine, en un sentiment d'une sorte de dégoût (2). » Et Napoléon trouvait, de son côté, un sujet d'alarme dans les rapports qu'il recevait sur l'attitude des équipages de l'escadre de l'amiral Siéniavine, après que la nouvelle de la conclusion de la paix et l'ordre de regagner la Russie leur eurent été transmis : « Il y a eu des propos qui, à la vérité, passent toute mesure, mandait-il à Savary, tels que ceux-ci : il faut anéantir toute la famille impériale (3) ! » Le bolchevisme a des antécédents lointains.

Entraînant toutes les classes de ce qui constituait la société russe de l'époque, ce mouvement prenait d'autant plus de vivacité qu'il se développait sur un fond de xénophobie et de misonéisme déjà ancien. Remontant au *Brigadier* de Von-Visine, c'est-à-dire aux premières années du régime de Catherine qui avaient vu le succès de cette pièce, il mêlait à une répudiation trop absolue des influences étrangères une protestation plus justifiée contre la part excessive que, sous des formes diverses, elles obtenaient dans la vie du pays. Au lendemain de Tilsit, ce courant paraît intensifié et généralisé. Presse, théâtre, toute la littérature devient violemment xénophobe et surtout gallophobe, en même temps que la note nationaliste et chauvine s'y accuse avec le *Dimitri du Don* d'Oziérov, dont le succès fait pendant à la vogue de *l'École des jeunes filles* et du *Magasin des modes* de Krylov, où l'imitation des modèles français est ridiculisée par le fabuliste avec moins de talent qu'il n'en savait mettre dans ses autres œuvres.

A y regarder de près, pourtant, les appréhensions ou les espérances que faisait naître ce déchaînement de colères et de haines paraissaient également mal fondées. Interrogé à plusieurs reprises par Joseph de Maistre sur le danger d'une crise révolutionnaire, Tchitchagov répondait chaque fois par un éclat de rire (4). Un autre Russe ne riait pas, mais comparait ses compatriotes aux

(1) 10 septembre 1807, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 255.
(2) Wiegel, *Mémoires*, II, 232.
(3) *Sbornik*, LXXXVIII, 108 ; cf. *ibid.*, LXXXII, 159.
(4) J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 332.

sauvages, qui fouettent leurs idoles quand ils sont visités par un fléau, sans qu'ils cessent pourtant de les adorer (1). Tel qu'il se présentait à leurs yeux, « l'air de Tilsit » ne s'y trouvant pas noté, le traité du 7 juillet n'avait pas de quoi les réjouir, et tel qu'il allait être pratiqué de part et d'autre, avec une réciprocité complète de mauvaise foi, il ne pouvait manquer de devenir également préjudiciable aux contractants. Mais le régime établi en Russie devait résister encore plus de cent ans aux erreurs comme aux méfaits de ses gouvernants, et, en outre, Alexandre rapportait de Tilsit autre chose que ce pacte équivoque.

Hôte et compagnon inséparable de Napoléon pendant deux semaines, il a gardé de ce commerce une impression que l'impératrice Élisabeth définissait ainsi qu'il suit : « Cet homme [Napoléon] me paraît comme un séducteur libertin, qui, de gré ou de force, fait passer toutes les belles dans ses bras. La Russie, comme la plus vertueuse, s'est longtemps défendue, mais elle a franchi le pas comme une autre, et c'est peut-être autant à la séduction qu'à la force qu'elle a cédé dans la personne de l'empereur. Il a un secret attrait pour son séducteur qui perce dans tout (2). » Cet attrait était d'une nature plus complexe que la jeune souveraine ne l'imaginait. Le vaincu de Friedland s'est laissé non pas seulement séduire par le vainqueur, mais aussi et surtout instruire. Des mains d'un des plus grands maîtres dans l'art de gouverner que le monde ait connus, il a reçu des leçons qui lui ont profité, ainsi que Savary s'en apercevra en arrivant à Pétersbourg, au moment précis où, sans y être contraint, ainsi qu'Alexandre tiendra à le marquer, s'accommodant de lui-même au changement de situation, le comte de Lille quittera son asile de Mittau.

Napoléon ne pouvait guère acquérir des lumières à l'école de son nouvel allié ; mais, avant de venir à Tilsit, il avait tout à apprendre sur lui, et la mission confiée au futur duc de Rovigo montre combien son ignorance en ce point restait grande, même après cette rencontre.

(1) Wiegel, *Mémoires*, II, 232.

(2) A la margrave de Bade, 10 septembre 1807, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 255.

IV

La préface ainsi donnée par le grand homme au rétablissement de relations diplomatiques régulières entre les deux pays procédait encore de l'inclination qu'on lui a déjà reconnue à transposer dans ce domaine les conceptions et les procédés de la stratégie militaire. Le choix de Savary lui a été inspiré très apparemment par un double motif : de faire accepter au tsar l'alliance française *en bloc*, en y comprenant même le fait qui, trois années plus tôt, avait été la cause, ou le prétexte, de la rupture à ce moment consommée entre la France et la Russie ; et de déterminer, au gré de l'un des alliés, la nature de leurs rapports, en portant le tsar à agréer une sorte de prise en tutelle. Savary a participé à l'événement d'Ettenheim, et il a fait reconnaître depuis ses talents de policier. Sa présence à Pétersbourg aura donc pour objet de venger les dégoûts essuyés en 1804 par Hédouville, et, en même temps, ainsi qu'il s'en expliquera insolemment avec Roumiantsov, de « rendre la vie, la santé et le pouvoir à l'empereur Alexandre, en s'employant à apaiser l'insurrection de ses sujets » (1).

Le pupille malgré lui aura vite fait de remettre les choses et les personnes en place. Sans témoigner le moindre dépit au sujet d'une intention dont l'impertinence ne lui échappait assurément pas, Alexandre donnera tranquillement à entendre qu'il se porte bien, ne court aucun danger et n'est en peine ni d'un médecin ni d'un ange gardien. « Ne voyez pas l'opinion dans quelques misérables, dira-t-il ; ils sont trop lâches pour entreprendre quelque chose... J'irai malgré tout à mon but, et il faudra bien qu'on fléchisse. » En vain Savary osera faire allusion à l'attitude hostile de quelques membres mêmes de la famille impériale, l'impératrice douairière et la grande-duchesse Catherine. « J'aime mes parents beaucoup, sera la réponse, mais je règne (2) ! »

(1) Savary, *Mémoires*, II, 265 ; *Sbornik*, LXXXVIII, 402.
(2) Savary, Rapport du 6 août 1807, *ibid.*, p. 3.

A son arrivée, Savary a cependant éprouvé de la difficulté pour seulement trouver un logis : les aubergistes de Pétersbourg semblaient s'être concertés pour lui refuser l'hospitalité. Après une tournée de visites, sur trente cartes déposées, trois seulement lui sont rendues. Un officier des gardes paie le cocher de louage Charov, une célébrité du lieu, pour qu'il renverse, en l'accrochant, la voiture du « maudit Français ». Instruit de ces mésaventures, Champagny recommande sottement à celui qui en est victime de « chercher une société indépendante, loin du trône et du peuple », et Savary doit apprendre au ministre qu' « entre les nobles et leurs esclaves, il n'y a dans ce pays que des marchands, qui sont presque tous des Anglais ». Toujours placide et gracieux, Alexandre engage l'envoyé de Napoléon à partager son dédain à l'endroit de ces manifestations, et il s'emploie à l'en dédommager. Faisant dîner « le maudit Français » à sa table plusieurs fois par semaine, il l'invite devant témoins à « venir manger sa soupe quand il lui plaira ». Sur le même ton de familiarité, il prolonge en public avec son hôte des entretiens où il prend soin d'introduire, à l'adresse de Napoléon lui-même, force propos galants. Si l'hostilité de l'impératrice douairière n'en est pas désarmée et se trouve même portée à l'exaspération par la nouvelle du mariage de Jérôme avec la princesse Catherine de Würtemberg, union qui fait de la mère du tsar la tante d'un Bonaparte, l'impératrice régnante n'en éprouve que plus de facilité à obéir au vœu de son mari, en se mettant de son côté en frais de politesse avec Savary. Rallié dès le premier jour, le grand-duc Constantin a frayé déjà à Tilsit avec les officiers français et affecté de se mettre à leur école. Il s'attache maintenant à de Lesseps, l'emmène à Strelna et le gratifie, lui aussi, de dithyrambes en l'honneur de son maître : « Quel homme ! Je suis franc, vous le savez ; eh bien ! je n'admire que lui dans le monde ! » Mais « les salons » de Pétersbourg restent en rébellion.

Mme Narychkine elle-même n'ouvre le sien à « l'homme de Bonaparte » qu'avec des airs de contrainte et de mortification. Bien qu'elle ait marié une de ses filles au ministre de Naples, ce qui lui vaut le surnom de « belle-mère du corps diplomatique », la vieille princesse Hélène Viaziémski est restée fidèle aux sympathies que le goût de la littérature française et des modes

parisiennes lui a fait contracter. Mais, dans sa maison de la perspective Nevski, une des plus fréquentées de la capitale, si hospitalière qu'elle lui devienne, entre la crème de l'aristocratie russe et la fine fleur de l'émigration, Savary passe de mauvais moments. Comme Duroc en 1801, il a dans sa suite quelques officiers de grand nom ou de haute mine, un Montesquieu-Fezensac, un Fodoas de Barbazan, un Talhouët, un Leborgne d'Ideville. A ceux-là, leurs parchemins ou leurs agréments personnels valent un meilleur accueil dans ce milieu. Renvoyé à Paris avec des dépêches, le plus entreprenant, Saint-Chamans, emporte dans sa valise diplomatique un soulier de Mme Ouvarov, femme de l'aide de camp favori du tsar. La dame a souhaité d'en avoir quelques paires, confectionnées d'après ce modèle. En octobre, les instructions qu'il recevait de Paris ne lui laissant pas espérer un prochain rappel, Savary n'en écrivait pas moins : « Je connais mon devoir, mais il est bon que vous sachiez que je bois ici le calice jusqu'à la lie (1). »

Tels étaient les débuts de la nouvelle alliance. L'attitude d'Alexandre s'y opposait encore de façon suffisamment démonstrative à celle de son entourage ; déjà cependant, sous la triple influence de cette ambiance, de la réflexion et de la forme surtout que les indiscrètes interventions de Savary faisaient prendre au pacte contracté avec son maître, les impressions rapportées par le tsar de Tilsit cédaient rapidement place à d'autres, beaucoup moins plaisantes. Le souverain continuait à manifester des sentiments d'admiration et de dévouement pour Napoléon. Il laissait aussi faire son agent, sans souci des commentaires blessants, auxquels, mettant à contribution non seulement Lesseps à Pétersbourg, mais Davout et Soult à Varsovie (2), l'activité du policier donnait lieu en Russie et au dehors. « Il est certain, écrivait Roger de Damas, qu'aujourd'hui Bonaparte mène cet empire et dirige ses affaires comme si c'était une des provinces de la France.

(1) Rapports de Savary d'août à octobre (*Sbornik*, LXXXVIII, 3-204 ; Archives nationales, A. F. IV, 1697, et *Revue d'histoire diplomatique*, 1898, IV) ; Savary, *Mémoires*, II, 267 et suiv. ; Boulgarine, *Souvenirs*, III, 336 et suiv. ; Wiegel, *Mémoires*, III, 5 ; Stedingk, *Mémoires*, II, 403 ; Saint-Chamans, *Mémoires*, p. 84 ; comtesse Fredro, *Mémoires inédits*.

(2) Lesseps à Talleyrand, 3 novembre 1807, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIV, 277 ; *Sbornik*, LXXXVIII, 82-83, 159.

Le tsar n'est plus qu'un préfet (1). » Alexandre laissait dire, et Napoléon ne se pressant pas d'envoyer un ambassadeur à Pétersbourg, en un nouvel acte de déférence, le tsar consentait à prendre les devants ; mais, pour le représenter à Paris, il faisait choix de Pierre Tolstoy.

Nous imitons le grand : on le savait d'avance
Caius fit son cheval consul de Rome,
Et nous faisons tout comme,
En envoyant un âne ambassadeur en France.

Mise en circulation à ce moment dans les « salons » pétersbourgeois (2), cette méchante épigramme prouve qu'en critiquant le souverain, on n'y comprenait rien à sa manœuvre et à l'évolution d'idées et de sentiments dont elle procédait. Le successeur de Markov n'était pas un aigle, mais il avait bec et ongles, avec assez d'intelligence pour que son maître fût certain qu'il ne se laisserait ni duper ni éblouir, et une raideur de caractère qui le mettait également à l'épreuve de la séduction comme de l'intimidation. Un soldat, par l'intermédiaire de qui, sous le velours des démonstrations amicales qu'il poursuivrait, Alexandre entendait déjà faire sentir « le cercle de fer », dont Caulaincourt aurait un peu plus tard la révélation.

Rédigées par Roumiantsov, les instructions de Tolstoy (3) n'en montraient rien, comme de raison. Elles lui prescrivaient de réclamer l'évacuation de la Prusse, mais sans qu'il insistât et seulement dans la mesure compatible avec l'objet essentiel de sa mission, qui était de « cimenter l'accord et la confiance entre les deux gouvernements ». Sans doute, comme Oubril l'année d'avant, l'ambassadeur a reçu du souverain d'autres ordres directs. A peine arrivé à destination, il déclare en effet, sur le ton le plus tranchant, que, « tant que la Prusse ne sera pas éva-

(1) R. de Damas, *Mémoires*, II, 29.
(2) Wiegel, *loc. cit.*, III, 7.
(3) *Sbornik*, LXXXIX, 97 et suiv.

cuée, la Russie ne pourra se considérer comme étant en paix avec la France ». Comblé de prévenances par Napoléon, il les reçoit avec un visage de glace ; il ne trouve pas à son goût le logis — l'hôtel Thélusson, payé un million à Caroline — qui lui a été destiné ; il fait fi d'une robe de dentelles commandée à Bruxelles pour sa femme, faveur réservée jusque-là aux seules princesses du sang ; il prend exemple sur Markov en recherchant exclusivement des relations dans le monde royaliste, et, dans ses rapports, il déclare inévitable à bref délai une rupture nouvelle entre les deux pays (1).

A cause de la Prusse, apparemment, bien que, d'après les rapports qui parvenaient de Kœnigsberg à Pétersbourg, le roi y restât à peu près seul attaché au maintien des liens contractés en 1802. « Nein, von Alexander lass ich nicht ! » répétait-il. Mais la reine en demeurait toujours aux ressentiments que « l'infidèle » lui avait fait concevoir aux jours maudits de Tilsit et de Pictupöhnen (2). D'autre part, dans la querelle qui lui était faite au sujet de l'évacuation des territoires prussiens, Napoléon avait beau jeu. L'exécution de ses engagements à cet égard était subordonnée par les traités du 7 juillet au paiement par la Prusse d'une contribution de guerre qui suivait une loi historique, dont la méconnaissance a causé récemment au monde européen de cruels mécomptes. En fait, à une exception près, — celle de la France en 1815 et en 1871, — jamais les dettes de cette nature n'ont été acquittées. D'autre part, sur le Danube, faisant déjà acte d'indépendance, le tsar en usait de même avec ses propres obligations : un armistice ayant été conclu le 24 août à Slobodzé, par les soins du commandant Guilleminot, Alexandre refusait de le ratifier (3).

Napoléon n'a garde de s'en formaliser. Comme sur un champ

(1) V. sa correspondance, *Sbornik*, LXXXIX, 177, 227, 252, 312, 482, 487, 511, 519, 533, 540, 564, 604, 616 et suiv. ; cf. Mikhaïlovski-Danilevski, dans *Ancienne Russie*, 1899, C, 550 ; Boyen, *Erinnerungen*, II, 76.

(2) F. de Martens, *Recueil*, VI, 424-425 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 298.

(3) Pour l'histoire de cet épisode, v. Noradounghian, *Recueil*, II, 70 et suiv. ; Juchereau, *Histoire de l'Empire ottoman*, II, 124-140 ; Jigarev, *la Politique russe dans la question d'Orient*, I, 262 ; Andrianov, *la Guerre russo-turque*. — Documents dans *Recueil militaire*, vol. XXXVI-XXXIX.

de bataille, il néglige les objets secondaires pour concentrer son effort sur l'essentiel, qui est, dans l'espèce, la rupture entre la Russie et l'Angleterre. Celle-ci consommée, s'il convient au tsar de prolonger l'occupation des provinces moldo-valaques, il n'y objecte pas, à charge de réciprocité : il restera en Prusse. Plaît-il au souverain russe de convertir sa conquête en annexion définitive? Son allié y consent encore ; mais il doit alors réclamer un équivalent, et il n'en aperçoit à sa convenance qu'en Prusse toujours. Prendre une part dans la dépouille du Turc? Non. Il y répugne absolument. La Silésie, ou l'exécution stricte des traités du 7 juillet. A moins que le tsar ne veuille irrévocablement s'engager dans la solution du problème oriental, au sens des vastes perspectives envisagées à Tilsit. Par égard pour son allié, Napoléon ne refusera pas de l'y suivre. Il ne rétracte rien de ce qu'il a avancé. Est-il sincère? A consulter les documents, qui permettent de suivre à ce moment, presque heure par heure, le travail de sa pensée, on soupçonnerait plutôt un jeu d'illusionisme, auquel l'imagination du grand homme se laissait, cependant, prendre dans une certaine mesure.

A la mi-novembre, le départ de Caulaincourt pour Pétersbourg étant décidé et ses instructions rédigées (1) en conformité avec les déclarations faites à Tolstoy, Napoléon a nouvelle d'un désaccord qui s'est produit entre les cours de Vienne et de Londres. Aussitôt, il reprend la dictée pour commenter cet événement à l'intention de son ambassadeur. Il en parle comme si une guerre entre l'Autriche et l'Angleterre devait infailliblement en résulter : « Grand et puissant effet de l'alliance des deux premières puissances du monde ! » Et, avec le même ton solennel, il ouvre un débat sur l'opportunité d'admettre la monarchie habsbourgeoise au partage éventuel de l'empire ottoman. Il conclut à la négative et prescrit à Caulaincourt de le représenter comme décidé à procéder à cette opération « seul avec la Russie ». Mais, quelques jours plus tard, après avoir conféré avec Talleyrand, il se montrera incliné à une résolution contraire et s'arrangera pour que l'avis en parvienne à Vienne.

(1) 12 novembre 1807, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIV, 299 ; cf. VANDAL, *loc. cit.*, I, 508 et suiv.

Très vraisemblablement, il ne fait, de part et d'autre, que battre l'estrade et amuser le tapis. Et d'ailleurs, ayant habitué, sur le terrain militaire, de prévenir les événements, il se trouve ici en retard sur le terrain diplomatique : Tolstoy remet ses lettres de créance le 6 novembre ; Caulaincourt reçoit ses instructions le 12, et, à cette dernière date, la Russie a fait déjà, depuis quatre jours, honneur à sa parole en ce qui concerne l'Angleterre.

VI

Ministre des Affaires étrangères dans le cabinet tory de Portland, Canning admettait, au Parlement, que cette défection serait justifiée par les défaillances de ses prédécesseurs : « We might say they left us alone to fight the battle, but now we had deserted the continent. » Il ne s'y attendait cependant pas. Si peu, qu'il entamait à Pétersbourg des négociations pour un traité de commerce et acceptait même en principe la médiation russe entre l'Angleterre et la France, sous la condition seule d'une communication préalable des articles secrets du traité du 7 juillet (1). Ce n'était sans doute qu'une fin de non-recevoir déguisée ; mais on ne soupçonnait pas à Londres l'objet de ces stipulations. Tout au plus y devinait-on une tentative pour organiser avec le concours du Danemark un système nouveau de défensive maritime dans le style catherinien. Sur quoi, à titre préventif, on décidait le coup de force contre Copenhague, pour lequel, s'entendant fort bien avec le successeur de Vorontsov à Londres, le louche Maxime Alopeus, Canning se disait assuré d'avoir l'approbation du tsar. « Sans exemple dans l'histoire », aux termes de la déclaration de rupture signifiée à lord Romer, le 8 novembre (2), cet attentat devait cependant lui servir de motif.

A en croire sir Robert Wilson, le traitant aussi bien, sinon mieux que Savary, ne repoussant pas ses ouvertures au sujet des

(1) F. de Martens, *Recueil*, XI, 136-137.
(2) Adair, *Hist. Memoir*, p. 424.

provinces danubiennes et des îles Ioniennes dont l'Angleterre offrait de lui assurer la possession, Alexandre aurait, jusqu'à la dernière minute, même en ce qui concernait l'affaire de Copenhague, justifié la présomption de Canning. Savary s'est vanté d'avoir mis fin à ce manège en portant à la connaissance du tsar un des pamphlets injurieux pour lui que l'agent anglais mettait simultanément en circulation avec la connivence des membres du *Comité secret* (1). Plus vraisemblablement, Alexandre aura attendu que la défense de Cronstadt fût assurée avec l'aide de Deponthon, l'excellent officier du génie et chef du cabinet de Napoléon, mis momentanément à la disposition du tsar; que l'hiver donnât aux côtes russes leur ceinture protectrice de glace; et que l'escadre de Siéniavine eût trouvé un abri sûr, — il le croyait, du moins, — à Lisbonne. Même au 8 novembre, en outre, il n'entendait pas mettre des abîmes entre lui et les Anglais. Son ministre à Londres devait y rester jusqu'en mars.

Sinon au point de vue militaire, la rupture entraînait pour la Russie, au point de vue économique, des conséquences d'une certaine gravité. Napoléon n'avait pas manqué d'en combattre l'appréhension, en faisant état de cette déviation du trafic vers les parties méridionales de l'empire, qui, en France même, dans les milieux intéressés, éveillait les espérances les plus flatteuses. Odessa, le Caucase, le marché de Varsovie, cet autre mirage mettait en effervescence l'imagination des fabricants lyonnais et des armateurs marseillais (2). La déception devait, de ce côté, être prompte et complète.

En Pologne, rien à faire : la guerre et la politique commerciale de Napoléon ont mis presque à néant la puissance d'achat de ce pays au dehors, en réduisant dans des proportions désastreuses ses possibilités de vente. Les producteurs polonais ne peuvent envoyer leur blé en Angleterre, à raison du blocus, ni leur orge en Hollande, à raison de la concurrence française qui y a ruiné les brandevineries néerlandaises. Pour le peu qu'il est en mesure d'absorber, plus proche et moins coûteuse, la pacotille

(1) Rapports de Savary, 4 et 7 novembre 1807, *Sbornik*, LXXXVIII, 174, 197.

(2) Archives nationales, F12, 534.

de Saxe et de Silésie monopolise d'ailleurs ce marché (1).

En Russie, au jugement de Savary, les chances seraient meilleures ; mais les cinq ou six maisons françaises qui opèrent à Pétersbourg n'ont pas pour 20 000 francs de marchandises — vins, eau-de-vie, huiles et savons — à offrir. Vendant de tout en quantités énormes, les Anglais ont développé, au contraire, un courant d'échanges, qui, à la faveur de la contrebande et des manufactures installées par eux dans le pays, pourra défier l'alliance française et le blocus (2).

Les négociants français se montrent disposés, néanmoins, à engager la lutte pour peu qu'ils soient aidés. Ils demandent des avances d'argent, une vingtaine de millions, et un traité de commerce qui les libérerait des taxes prohibitives frappant en Russie les produits qu'ils y envoient. Ils essuient un double refus : Napoléon n'a pas de fonds disponibles pour cet emploi, et il veut garder les mains libres en matière de tarifs douaniers (3).

Savary a d'ailleurs compté sans certains effets de l'accession de la Russie au système français, contre lesquels la contrebande comme le détournement du courant commercial vers les ports du Sud sont également impuissants. La valeur de la tonne de chanvre russe à Londres n'en passe pas moins rapidement de 30 livres sterling à 118 ; la vente de ce produit s'en ressent, ainsi que le taux du change (4), et, dans les achats des consommateurs russes, un resserrement en résulte, qui porte naturellement en premier lieu sur les objets de luxe dont la France est précisément venderesse, et dont le goût ou le besoin ne sont le fait, dans ce pays, que d'une classe assez restreinte. En vain, pour stimuler la demande de ce genre de produits, autant que pour poursuivre à l'endroit de son nouvel allié son système de cajoleries, Napoléon multiplie-t-il à cette adresse les envois des plus beaux spécimens de l'industrie d'art française (5). Au terme d'une série d'expériences infructueuses

(1) Archives nationales, F^{12}, 616-617.

(2) Rapport de 1807, *ibid.*, A. F. IV, 266 et s. ; *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, III, 411.

(3) Champagny à Crétet, 3 octobre 1807, Archives nationales, F^{12}, 534-

(4) Porter, *Progress of the nation*, III, 205 ; Mahan, *The Influence of sea power*, II, 329 ; Bigland, *Letters on the modern hist.*, p. 272 ; Lumbroso, *Napol. e l'Inghilterra*, p. 262-263.

(5) V. Havard et Vachon, *la Manufacture nationale de Sèvres*, p. 458.

et de combinaisons avortées (1), désespérant d'accroître l'importation des produits français en Russie ou d'y restreindre l'importation des produits anglais, Caulaincourt en viendra à proposer des mesures propres à réduire encore l'exportation des produits russes en Angleterre (2) ! Et donc, à ce point de vue, la Russie n'aura pas plus à se louer que la France des accords de Tilsit.

Le développement d'Odessa répondait bien aux prévisions les plus optimistes ; mais, même pour son approvisionnement en coton d'Orient, la France n'en pouvait se prévaloir, à raison des difficultés et des frais du transport par voie de terre, la maîtrise de l'Angleterre sur mer ne laissant pas de choix à cet égard. Agissant d'autre part sur l'industrie russe naissante à l'instar du régime protectionniste le plus outré, l'arme du système continental se retournait contre celui qui l'employait : la fabrication indigène des objets de luxe même, draps fins, soieries, glaces, s'en trouvait stimulée à Pétersbourg et à Moscou et tendait à y exclure les importations françaises de même nature (3). La nouvelle alliance portait des deux côtés des fruits amers, et « l'air de Tilsit » n'étant pas noté dans les écritures qui en constituaient le fondement apparent, ses charges et ses frais devaient paraître aux Russes absolument injustifiés.

VII

Arrivant à Pétersbourg le 17 décembre 1807, le futur duc de Vicence n'y trouve pas moins une réception sans autre exemple connu dans l'histoire des ambassades. L'hôtel Thélusson mis à la disposition de Tolstoy par Napoléon est une bonbonnière ; l'hôtel Volkonski offert par réciprocité à la légation française donne au

(1) Archives nationales, F[12], 534.

(2) Caulaincourt à Champagny, 16 juillet 1808 et 12 décembre 1818, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 231 ; V, 230-231.

(3) Caulaincourt à Champagny, 21 mars 1811, grand-duc Nicolas, *ibid.*, V, 370. Tarlé, dans *Revue du ministère de l'Instruction publique*, novembre 1912, p. 74.

locataire l'impression de « toute une ville ». En l'autorisant, seul parmi les agents employés au dehors, à correspondre avec lui directement (1), Napoléon a mis hors pair dans le corps diplomatique son ambassadeur en Russie ; Alexandre lui donne rang dans la famille impériale ! Et Caulaincourt se tient pour obligé de prendre des airs et de se donner un train en rapport avec cette situation. Avec 800 000 francs de traitement, aidé par un maître-queux dont les poètes du lieu ont célébré les talents (2), il en fait tant, qu'après deux ans, il se déclarera sur le point de « vendre sa chemise » (3). Il se sera mis sur un grand pied, de toute façon. Réclamant le pas sur son collègue autrichien, comme *représentant un titre impérial plus ancien*, à bout d'argument, il aura joué des coudes et fait reconnaître à la galerie que « les Français sont toujours plus lestes ». Il aura enfoncé les portes que Savary ne parvenait pas à se faire ouvrir et obligé l'un de ses hôtes involontaires à le recevoir au bas de l'escalier, — « par ordre de Sa Majesté », a eu soin de dire le vieux comte Stroganov (4).

Malgré tout son aplomb, Savary avait conscience de n'être à Pétersbourg, place conquise, qu'un garnisaire en possession d'un

(1) Cette correspondance a été publiée par le grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, sans indication d'origine et avec de nombreuses lacunes. La même observation s'applique aux autres pièces de ce recueil, rapports de Caulaincourt et de Lauriston à Champagny et à Maret : empruntées au dépôt du quai d'Orsay et « publiées pour la première fois au complet », d'après l'indication donnée par l'éditeur, elles ne sont, cependant, que des *extraits*. D'où la nécessité de renvois fréquents aux textes originaux. — D'autres fragments de la correspondance du duc de Vicence avec Napoléon ont été publiés par Vandal : dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, III *bis*, d'après les originaux conservés aux Archives nationales, et dans la *Revue bleue*, mars-juin 1895, d'après des copies qui ont été trouvées dans les papiers du comte de La Ferronays. — Les papiers du duc de Vicence, comprenant, semble-t-il, des mémoires, se conservent dans sa famille maternelle, les d'Espeuilles-Vicence et les Kergorlay, mais demeurent inaccessibles.

(2) Il s'appelait Tardif, V. Pouchkine, *Œuvres*, I, 284.

(3) A Napoléon, 20 décembre 1809, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 200.

(4) Caulaincourt à Champagny, 26 décembre 1807, 18 février 1808 et 6 février 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIV, 389 ; CXLVIII, 59 ; CLIII, 59 et 70 ; *Sbornik*, LXXXVIII, 377 et s., 479 et s. ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 200 ; Caulaincourt, *Souvenirs*, I, 33-34 ; Chichkov, *Mémoires*, I, 96 ; Gretch, *Mémoires*, p. 272 ; Bojérianov, *Esquisse*, p. 348.

billet de logement. L'ambassadeur de Napoléon s'y attribue d'autres droits, en s'abusant d'ailleurs, peut-on croire, sur la nature de l'un au moins des succès qu'il y obtient. Avec cet autre acteur du drame d'Ettenheim, son maître a renouvelé une gageure, qui, à ce coup, ne tourne pas à son avantage. Ses origines plébéiennes et la ferveur de sa foi napoléonienne faisaient que Savary ne s'embarrassait pas du sinistre renom attaché à sa personne. Le ci-devant marquis de Caulaincourt juge après quelques mois cette flétrissure trop difficile à porter dans les salons pétersbourgeois, et il s'arrange pour s'en défaire, au moyen d'une sorte de brevet d'innocence, obtenu de la plus haute autorité du lieu, — à quel prix, on en jugera. Le 14 avril 1808, il écrit au tsar : « Envoyé par le premier Consul à Strasbourg presque en même temps que le général Ordener, le public a confondu nos deux missions. » Et il reçoit cette réponse : « Je reconnais, général, par mes ministres en Allemagne, combien vous étiez étranger à l'horrible événement dont vous me parlez (1). »

Des documents en nombre se rapportant à l'affaire d'Ettenheim ont été, au moment du drame, reproduits par la presse, en France comme au dehors, et, notamment, une lettre de Talleyrand au premier ministre de Bade, baron d'Edelsheim, lui faisant connaître les mesures prises pour l'arrestation du duc d'Enghien et désignant le général Caulaincourt, *et lui seul*, comme « chargé à cet égard des ordres du premier Consul » (2). L'ambassadeur de Napoléon n'a pu imaginer que cette publicité ait échappé à la curiosité de l'empereur de Russie. Encore moins que, se trouvant en relations de famille avec la cour de Bade, le souverain n'ait pas, de cette source, obtenu les informations les plus précises sur un sujet auquel il a pris le plus vif intérêt. Alexandre a eu soin aussi de marquer dans sa réponse qu'il se trouvait renseigné et qu'en déférant au vœu de l'ambassadeur, il n'était pas dupe. Un accord a, de toute évidence, dû précéder l'échange de ces messages, et il n'a

(1) *Les Débats*, 26 avril 1814 (publication faite par Caulaincourt lui-même).

(2) *Ibid.*, 23 mars 1804 ; *Gazette de France*, 21 mars 1804. — Depuis Thiers, un accord semble s'être aussi établi entre les historiens pour ignorer ces documents, qu'une brochure publiée en 1814 à Orléans (par le baron Margueret, d'après Barbier) a cependant recueillis et commentés copieusement. V. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, I, 330 et suiv.

pu s'établir que sur un désaveu formel du maître par le serviteur, impliquant tout au moins, de la part du second, une adhésion à cette politique d'indépendance où Talleyrand s'engageait au même moment. Les deux hommes se trouvaient d'ailleurs en correspondance suivie et probablement en partie liée. On voudrait croire que ce fut pour dégager leur pays et non seulement leur fortune personnelle de l'aventure napoléonienne ; mais on doit s'étonner qu'en recourant à cet expédient scabreux pour conquérir les bonnes grâces de la haute société russe, Caulaincourt se soit flatté de gagner aussi l'amitié du tsar (1).

Alexandre n'étant ingénu à aucun degré, on est fondé à croire que l'ambassadeur a réussi tout juste à se faire agréer comme auxiliaire dans la partie que le tsar entendait jouer avec Napoléon, ou au besoin contre lui, et pour laquelle cet incident même lui fournissait une indication précieuse. Risques à courir en compagnie d'un partenaire que ses serviteurs du premier rang inclinaient à renier, ou possibilité de lui résister avec leur aide, la félonie de Caulaincourt éclairait la voie devant le tsar, en attendant qu'à Erfurt les deux compères réunis y assurassent mieux encore ses pas.

Pour le moment, Caulaincourt n'insistait probablement pas, manœuvrant cautieusement et à couvert d'une correction que ses instructions lui rendaient facile. Elles lui prescrivaient d'esquiver autant que possible tout débat sur la Turquie. Napoléon préférait, en effet, y conduire personnellement sa manœuvre qu'il rendait assez subtile pour mettre en défaut la sagacité de Talleyrand lui-même. Dépossédé du portefeuille des Affaires étrangères, mais consulté néanmoins fréquemment, chambré pendant cinq heures en janvier 1808 au retour de l'empereur de son voyage en Italie, le prince de Bénévent dénonçait à Metternich, devenu le représentant de François Ier à Paris, les projets orientaux du souverain comme l'indice d'une ambition effrénée et délirante, et Napoléon n'ignorait assurément pas les relations confidentielles qui s'étaient promptement établies entre le représentant de l'Autriche et Tolstoy. Il ne doutait sans doute pas aussi que

(1) Caulaincourt à Napoléon, 5 février 1809 ; à Champagny, 4 février 1811, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, III, 51 ; V, 310.

l'écho parviendrait à Pétersbourg des confidences qu'il faisait lui-même à Metternich sur la nécessité où il pouvait se voir, quoi qu'il lui en coûtât, de se prêter à une liquidation de l'empire ottoman, « pour chercher les Anglais où il les trouvait », et le désir qu'il avait, le cas échéant, d'y faire la part de l'Autriche, pour que celle de la Russie ne fût pas trop grosse (1).

Ce n'étaient encore que démonstrations, feintes et artifices, pour aguicher le tsar et le rendre plus accommodant en d'autres matières. Mais Alexandre, de son côté, se dérobait sur l'article de la Silésie, la création du grand-duché de Varsovie doublant la répugnance qu'il devait avoir pour une transaction dont cette province, ancien patrimoine des Piast et pays à population polonaise, serait l'objet. L'adhésion de la Russie à la lutte contre l'Angleterre et au système continental étant acquise, un seul objet de négociation restait où le fastueux ambassadeur de Napoléon pût s'employer : l'action commune dans le conflit entre la Russie et la Suède. Mais en ce point encore, la faillite de la nouvelle alliance devait être complète.

VIII

Depuis les guerres qui, au siècle précédent, avaient eu pour conséquence le démembrement de la Finlande au bénéfice de la Russie victorieuse, la tension de rapports entre les deux cours du Nord était continue. Depuis la mort de Paul, elle n'avait pas cessé de grandir. Marié à une sœur de l'impératrice Élisabeth, Gustave IV avait ajourné de façon assez peu courtoise une visite que son beau-frère devenu empereur voulait lui faire. L'année d'après, en juillet, l'impératrice Élisabeth se rendant auprès de la reine Frédérique à Abborfors, le roi choisissait ce moment pour soulever une querelle de frontières, qui, sans l'intervention de l'Angleterre, eût, dès cette époque, abouti à un échange de coups de

(1) Metternich, *Mémoires*, II, 152 et suiv. ; Beer, *Die orientalische Politik Œsterreichs*, p. 171, 174 ; le même, *Zehn Jahre Œster. Polit.*, p. 303-308 ; *Sbornik*, LXXXVIII, 424 ; cf. Driault, *la Politique orientale de Napoléon*, p. 241.

canon. Un apaisement se produisait ensuite, et, par son attitude dans l'affaire de l'exécution du duc d'Enghien, Gustave IV semblait faire amende honorable pour ces hostilités. Mais l'accession elle-même de la Suède à la coalition anti-française n'en a pas prévenu le retour intermittent, et, au commencement de 1807 encore, le gouvernement de Stockholm, sous prétexte d'un règlement de comptes anciens, interceptait une portion des subsides anglais destinés au trésor russe (1).

Tilsit n'a fait que précipiter le développement naturel de cette situation. A l'invitation d'accéder au système continental, Gustave IV a répondu en traitant avec l'Angleterre. En novembre 1807, les deux souverains, russe et suédois, se sont renvoyé mutuellement les ordres de Saint-André et des Séraphins, et, dans l'échange de notes qui a suivi, la dernière, envoyée de Pétersbourg, a pris le caractère d'un ultimatum. Une déclaration de guerre n'y a cependant pas succédé immédiatement. La mise en campagne des troupes russes demandait de longs préparatifs et une entente semblait établie entre le tsar et ses collaborateurs pour ne pas les hâter. Il y avait à cela une double raison : attaquer la Suède, alliée et cliente de l'Angleterre, ce serait, au regard de celle-ci, transporter dans le domaine du fait une rupture qui conservait un caractère en quelque sorte théorique ; achever, d'autre part, la conquête de la Finlande, ce serait peut-être aussi porter Napoléon à se considérer quitte envers sa nouvelle alliée et à lui refuser, du côté de la Turquie, des acquisitions plus tentantes. Mais, s'il n'était pas pressé, de son côté, de prêter main-forte à la Russie contre les Suédois, Napoléon tenait beaucoup à ce qu'elle les forçât par ses propres moyens à changer de camp et à fermer leurs ports aux Anglais, et une situation paradoxale en résultait : cette conquête de la Finlande était le seul bénéfice que la Russie dût attendre de sa nouvelle alliance ; du moins Napoléon voulait qu'elle s'en contentât ; cependant, il se trouvait obligé d'insister pour qu'elle prît soin de le réaliser (2) !

(1) Zlobine, dans *Sbornik*, II, 17 ; Stedingk, *Mémoires*, II, 13 ; Boulgarine, *Souvenirs*, IV, 16 ; Gretch, *Mémoires*, p. 268 ; Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 19-20 ; Tatichtchev, *le Passé de la diplomatie russe*, p. 315-316.

(2) Stedingk, *loc. cit.*, Correspondance de Caulaincourt, *Sbornik*

Il eut gain de cause en février 1808, et, en quelques semaines, la province entière allait tomber aux mains des Russes, à l'exception de Sveaborg, qui devait capituler le 3 mai. Dès le 22 avril, l'annexion à l'empire russe sera proclamée (1). Mais le concours de la France y aura fait défaut. Aux prises en Espagne avec des difficultés grandissantes, Napoléon avait envoyé au commandant du corps destiné pour cette coopération des ordres (2) que Bernadotte avait été porté à interpréter dans le sens d'une abstention complète, et, cédant aux sollicitations de plus en plus vives de Caulaincourt, le tsar s'était décidé à agir seul. Il n'avait eu garde d'élever une plainte à ce sujet, mais Napoléon avait compris la nécessité de pallier de quelque façon le tort qu'il se donnait, ainsi que le dommage qui en résultait pour l'alliance, et ç'avait été la raison de la fameuse lettre autographe du 2 février (3) : « l'air de Tilsit » repris en grande fanfare avec des variations sur le thème *indien*, qui avait séduit et enflammé l'imagination de Paul, la vision évoquée en trompe-l'œil d'une chevauchée de nouveaux croisés, Russes, Français et « peut-être même Autrichiens », qui prendraient leur élan par centaines de mille vers les rives du Bosphore et de l'Euphrate.

En trompe-l'œil? A ce coup, la sincérité de Napoléon et la réalité du dessein grandiose à la mise en œuvre duquel il conviait son allié a été admise par de bons historiens. Les arguments sur lesquels ils ont fondé leur opinion — mouvements de troupes et d'escadres commandés au même moment par l'Empereur, insistance qu'il mettait à réclamer une entrevue avec le souverain russe pour discuter les conditions de cette entreprise, autorisation donnée à Caulaincourt d'aborder formellement avec le tsar le problème du partage de l'empire ottoman — ne sauraient

LXXXVIII, 442 et suiv. ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, I, 82 ; Swederus, *Schwedens Politik und Kriege*, I, 36-46, 178 ; Danielson, *Finska Krieget och Finlands*, p. 21-22 ; Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 42 ; *la Guerre de Suède en 1808-1809*, par l'état-major suédois, traduct. russe, I, 43.

(1) Koskinnen, *Finnische Geschichte*, p. 258 et suiv. ; Danielson, *loc. cit.*, p. 62 et suiv. ; Schybergson, *Geschichte Finlands*, p. 475 et suiv. ; Borodkine, *loc. cit.*, p. 74-76 ; Ehrenstrœm, *Mémoires*, II, 580 et suiv. ; Miértvago, *Mémoires*, p. 235-236 ; Bledh, *Minnen... 1808-1809*.

(2) Napoléon, *Correspondance*, XV, n° 13.672.

(3) *Ibid.*, XVI, p. 498, sans numéro d'ordre.

cependant paraître concluants. Visant un débarquement en Angleterre avec une ampleur autrement grande et une détermination d'objectif bien plus accusée, les préparatifs du camp de Boulogne ont eux-mêmes prêté au doute en ce qui concerne les intentions réelles de leur auteur (1), et l'on doit constater dans la lettre du 2 février, comme dans les instructions ostensibles pour Caulaincourt expédiées par le même courrier (2), l'absence complète de toute indication précise, de tout plan d'action pratiquement défini. Plus que Paul, assurément, Napoléon avait l'imagination inflammable et parfois jusqu'à l'hallucination ; mais, pour autant qu'il en transposait les produits dans la sphère des conceptions pratiques, nul homme ne s'est aussi bien entendu à leur donner une forme concrète et nette. Cette fois, il s'en tenait encore aux phrases grandiloquentes et aux suggestions vagues. Très probablement, il ne se proposait rien d'autre que de maintenir Alexandre sous le charme, en donnant par surcroît de l'inquiétude aux Anglais. Mais, avec Tolstoy à Paris et Caulaincourt à Pétersbourg, ce jeu était trop difficile à soutenir, même pour un tel acteur. Se tenant apparemment pour quitte envers son maître avec le zèle qu'il avait déployé dans l'affaire de Finlande, le duc de Vicence ne bougeait plus, ou s'employait au rebours des ordres qui lui étaient envoyés. Jusqu'à se faire inviter rudement à « rester Français ! » (3). Mais le maître lui-même avait peine à mieux faire.

IX

S'est-il accusé en 1812 devant M. de Narbonne d'avoir à ce moment offert Constantinople au tsar (4)? Il se peut qu'il l'ait dit. Il se peut même qu'il l'ait fait — conditionnellement toujours : Constantinople sans les Dardanelles, la maison sans la clef et avec un bon mur en solide maçonnerie française, qui enserrait

(1) V. à ce sujet Mahan, *The influence of sea power*, II, 117.
(2) V. Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 309.
(3) Vandal, *loc. cit.*, I, 331.
(4) Villemain, *Souvenirs*, p. 178.

cette prise entre l'Égypte enlevée aux Anglais, les Russes y aidant, et les échelles françaises de l'Asie Mineure. Même avec ces réserves, pourtant, il n'aurait pas risqué l'offre,s'il n'avait pas été assuré d'un refus. « Centre du monde, carrefour des civilisations, clef de l'empire universel », comme il disait, ses lectures un peu hâtives et ses rêves de jeunesse lui laissaient de ce point du globe une idée hyperbolique, qui devait exclure à ses yeux toute possibilité d'un tel marché. Il aurait cru déchoir et aussi se fermer la voie à tout accommodement avec l'Angleterre.

Nulle trace de la proposition ne s'est d'ailleurs conservée dans les documents où pourtant les moindres péripéties de cet épisode sont relatées par le menu. Trois jours après avoir expédié la lettre du 2 février, Napoléon emmène Tolstoy à une partie de chasse et le gratifie, entre deux battues, d'une audition sans témoins du grand air, dans la nouvelle variante. Il donne toute sa voix et éploie tous ses effets ; Alexandre le Grand à suivre, Tamerlan à dépasser, il épuise le répertoire des lieux communs sonores et des jeux de scène pathétiques que commande la circonstance, sans négliger le geste classique du chapeau jeté à terre dans un mouvement d'emportement simulé. En pure perte. Tolstoy ne ramasse pas le chapeau, pas plus que Metternich ne le fera cinq ans plus tard à Dresde et, rentré à Paris, il note ainsi l'impression qu'il a éprouvée : « Napoléon ne songe pas du tout à partager la Turquie et ne cherche qu'à gagner du temps, en donnant le change sur ses intentions (1). »

A Pétersbourg, Alexandre en a-t-il jugé autrement? Ce n'est guère probable, si même à la réception du message du 2 février, il s'est livré aux transports de joie rapportés par Caulaincourt (2). Roumiantsov lui-même s'est aussitôt avisé — Caulaincourt y aidant peut-être — que ces ouvertures flatteuses pouvaient n'être qu'un artifice destiné à masquer l'intention où était leur auteur de garder la Silésie. Il demandait contre ce soupçon une assurance formelle et, ne l'obtenant pas, il se confirmait dans son opinion, cependant qu'Alexandre feignait d'avoir obtenu satisfaction : « Je suis enchanté qu'il ne soit plus question de la Silésie. »

(1) Tolstoy à Roumiantsov, 6 février 1808, *Sbornik*, LXXXIX, 396.
(2) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, I, 179.

En même temps le tsar acceptait une entrevue avec Napoléon à Weimar ou à Erfurt, et se donnait pour entièrement captivé par le mirage oriental. Il entretenait gravement Caulaincourt des troupes qu'il fournirait pour l'expédition des Indes et qu'il « choisirait en ami ». Comme gage de son dévouement à l'alliance, il publiait un *oukase* interdisant l'entrée des marchandises anglaises en Russie (1). Mais il réclamait des précisions, des chiffres, des dates, une entente préalable sur les bases du partage dont Napoléon acceptait le principe. A cette fin, il renvoyait l'ambassadeur à son ministre des Affaires étrangères et aussitôt toute possibilité d'illusion disparaissait.

D'après les instructions du tsar, dont il a développé le sens dans un mémoire secret (2), Roumiantsov produit des propositions fermes, un plan élaboré pratiquement dans toutes ses parties. Caulaincourt répond par des considérations théoriques ou des pointes d'esprit, visant à tourner ce débat diplomatique en badinage (3), et, au même moment, les deux souverains découvrent indirectement le fond d'idées et de sentiments qu'ils y portent eux-mêmes. Napoléon s'est avisé qu'au service du tsar M. Deponthon faisait preuve de trop de zèle : « Tant de chances pouvaient changer en état de guerre l'amitié qui existait entre les deux pays ! » Et Alexandre a sans doute jugé que ces chances avaient grandi, car, ayant au lendemain de Tilsit congédié Pozzo di Borgo, en même temps qu'il remplaçait le trop austrophile Razoumovski par Alexandre Kourakine, il remet le Corse en activité et en service à Vienne, où il a d'ailleurs toujours permis que Razoumovski demeurât et fît de sa maison le rendez-vous de tous les gallophobes du lieu (4). A la même heure encore, mis à la disposition de Napoléon avec toutes ses forces, comme Depon-

(1) 20 mars 1808, *Recueil complet des lois*, XXIX, 22.908.

(2) F. de Martens, *Recueil*, XIV, 45.

(3) Caulaincourt à Napoléon, 29 février, 1er, 2, 7, 9 et 16 mars 1808, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, I, 184 et suiv. ; Alexandre à Napoléon, 12 mai 1808, *Revue de la France moderne*, 1890, 1er juin, p. 422 ; Vandal, *loc. cit.*, I, 283 et suiv. ; Tatichtchev, *loc. cit.*, p. 313 et suiv.

(4) Champagny à Caulaincourt, 3 avril 1808, *Sbornik*, LXXXV, 597 ; Caulaincourt à Champagny, 28 avril 1808, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLVI, 133 ; Thuerheim, *Feldmarschall Fürst de Ligne*, p. 198-199 ; Vassiltchikov, *la Famille Razoumovski*, édit. franç., troisième partie, II, 144 et suiv.

thon à la disposition du tsar, l'amiral Siéniavine refuse de prêter assistance à Junot (1) !

On est là neuf mois après Tilsit et avant même que l'heure des épreuves ait sonné pour le vainqueur de Friedland ! Or, elle est proche. Encore quelques mois, et, se succédant en Espagne, au Portugal, désastres sur désastres auront fait pâlir son étoile. La capture à Lisbonne de l'escadre de Siéniavine passera, en France, pour avoir été concertée avec l'amiral russe, tandis qu'en Russie la révolte des troupes espagnoles de La Romana, avant-garde du corps de Bernadotte, donnera lieu à des commentaires également préjudiciables à l'alliance, qui, de toute façon, ne paraîtra plus propre à devenir l'instrument d'une entreprise hardie sur les rives de l'Euphrate, ou même seulement du Bosphore. A la fin d'août, Napoléon est obligé de rappeler les troupes qu'il a sur l'Elbe, et assez gauchement il se donne les gants d'y avoir été porté « par déférence pour les vœux du tsar », de qui il réclame en retour une intervention énergique à Vienne, où l'on arme à force (2). C'est fini de faire la chasse aux chimères en Asie. Il faut lutter pour l'existence en Europe.

Alexandre refuse de se montrer crédule, mais consent à paraître généreux. « C'est dans les circonstances difficiles qu'on est sûr de le trouver », dit-il à Caulaincourt. Il « ne sait pas ce que c'est que d'être allié ou ami à moitié ». Napoléon doit reconnaître le style de Frédéric-Guillaume, à cela près qu'Alexandre met plus de grâce dans autant de fausseté. Prévenir une agression du côté de l'Autriche? A quoi bon? « Nous nous entendons si bien, que ce ne serait qu'un déjeuner pour vous (3) ! » Les armements dont on s'inquiète à Paris sont-ils d'ailleurs réels? Napoléon apostrophant Metternich à leur sujet, Tolstoy reste témoin impassible et muet de cette algarade du 15 août 1808, dont l'envoyé de l'empereur François a produit d'ailleurs trois versions inconciliables (4).

(1) *Revue d'histoire diplomatique*, 1890, I, 124-125.

(2) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 304 ; Vandal, *loc. cit.*, I, 370.

(3) Caulaincourt à Napoléon, 24 et 31 juillet 1808, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 236, 249.

(4) Metternich, *Mémoires*, I, 63-64 ; II, 198 ; III ,366.

L'entrevue d'Erfurt approchant, les rapports de Caulaincourt montrent le tsar de plus en plus prodigue de démonstrations de cordialité et de protestations de dévouement à la cause commune : « Nous vous seconderons ici et partout... Dites-bien à l'Empereur qu'il peut compter sur moi-même comme sur vous et qu'il agisse en conséquence. Nous donnerons sur les doigts à ceux qui bougeront !... A la fin de septembre à Erfurt, et pendant l'hiver les résultats. » Napoléon juge-t-il absolument nécessaire une démarche comminatoire à Vienne? Il aura satisfaction. Kourakine a reçu des ordres. En fait, ces ordres ne tendent cependant qu'à faire entendre à la Hofburg des conseils de modération et Pozzo di Borgo avec Razoumovski sont là pour en annuler l'effet (1). D'autre part, à Péterhof, où Caulaincourt est son hôte pendant les mois d'été, le tsar prend soin d'établir le bilan de l'alliance depuis qu'elle a été formée et il y découvre, au crédit de la Russie, un compte d'avances considérables qu'il se promet de faire solder à Erfurt. Dommages portés au commerce et à l'industrie, pertes sur le change, sacrifices consentis en Orient, il n'oublie rien, en faisant même allusion à une concentration de troupes dans le duché de Varsovie qui lui est matière à perplexité (2).

Cette pointe n'échappe pas à l'attention de Napoléon, qui, revenant à ce moment d'Espagne à Paris, juge à propos de s'en expliquer au débotté avec Tolstoy. Il affecte d'ailleurs de prendre la chose en plaisanterie. Des concentrations de troupes en Pologne? A quelle fin? On ne peut le croire assez fou pour qu'il songe à attaquer la Russie. « Il fait trop froid chez vous. Qui voudrait de votre neige? Tandis que vous pouvez désirer notre beau climat? — Je préfère ma neige

(1) Caulaincourt à Napoléon, 12 et 26 août 1808, grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, II, 281, 314 ; Alexandre à Kourakine, 22 juillet 1808, Archives d'État à Petrograd.

(2) Rapports de Caulaincourt, 4 et 7 septembre 1808, grand-duc Nicolas, *ibid.*, II, 334, 338. Cf. Vandal, *loc. cit.*, I, 384-386 (fausse référence à un rapport de Caulaincourt du 23 septembre). A cette date, le tsar et l'envoyé de Napoléon se rendaient à Erfurt par des chemins différents. Le rapport de Caulaincourt du 23 septembre a été expédié de Leipzig (grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, II, 354) et n'a pas trait à ses entretiens avec Alexandre.

au soleil de France », réplique le toujours rébarbatif envoyé du tsar (1).

Ainsi, à la veille de cette rencontre des deux souverains, dont l'objet apparent est de mieux assurer la mise en œuvre de leur communauté d'intérêts et d'armes, le conflit qui les mettra aux prises quatre années plus tard est déjà évoqué. Ni l'un ni l'autre n'en acceptent encore l'idée, et tous deux cherchent même à éviter jusqu'au soupçon d'un relâchement dans leurs relations. Alexandre est revenu des illusions que le pacte de Tilsit lui a données ; il ne renonce cependant pas entièrement à en tirer pied ou aile en Turquie ou ailleurs. Napoléon a reconnu qu'il s'est trompé sur la valeur du gage qu'il a cru acquérir à Tilsit en obtenant que le vaincu de Friedland devînt son allié et son ami ; mais, décevante l'une et plus que douteuse l'autre, cette alliance et cette amitié lui paraissent encore de quelque utilité, pour en finir avec l'Espagne et tenir, en attendant, l'Autriche en respect. Ne s'entendant ainsi en aucun des problèmes où leurs intérêts sont engagés et inclinant déjà à s'y heurter de front, les deux comédiens se trouveront cependant d'accord sur la scène d'Erfurt pour poursuivre leur jeu de duperie mutuelle : Alexandre en essayant de se faire accorder tout au moins les provinces danubiennes en échange des services dont il comptera bien ne pas s'acquitter et Napoléon en mettant à cette concession des réserves par lesquelles il espérera l'annuler. Après s'être longtemps débattu en ce point, le tsar a accepté l'entrevue « sans conditions », mais il n'a pas rendu pour cela l'accord plus facile.

(1) Tolstoy à Roumiantsov, 9 septembre 1808, *Sbornik*, LXXXIX, 686.

CHAPITRE IX

D'ERFURT A WAGRAM

I. L'opinion russe contraire à l'entrevue. Protestation véhémente de l'impératrice douairière. Confession d'Alexandre. Il doit céder encore quelque temps à Napoléon en se préparant à lui résister. En route. La suite du tsar. Spéranski. L'alliance française et les projets de réforme intérieure. A Kœnigsberg. Stein. La conjuration européenne. — II. Erfurt. Alexandre et Talleyrand. Autre pacte contre Napoléon. Le tsar et l'empereur. Échange de caresses et croisement d'épées. Un nouveau compromis. Un quiproquo périlleux. Bilan de l'entrevue : « Des ajournements de haine. » La part de Talleyrand. — III. La part de la Prusse. Le couple royal invité à Pétersbourg. La politique d'indépendance. Nouvelles illusions de la reine Louise et déception encourue. « Mon règne n'est pas de ce monde. » — IV. La guerre suédoise. Revers. Période critique. Une Vendée finlandaise. Essai de conciliation. La diète de Borga. La constitution. Les intentions et les faits. — V. Les menaces de conflit entre la France et l'Autriche. Double jeu du tsar. Protestations de fidélité adressées à Paris et assurances contraires envoyées à Vienne. Schwarzenberg à Pétersbourg. Entente austro-russe. Une entreprise de captation et d'espionnage. Tchernichev au quartier de Napoléon. — VI. La guerre. Les Autrichiens à Varsovie et les Polonais en Galicie. Essling. Entrée des Russes en campagne. Complicité avec les Autrichiens. — VII. Les pourparlers d'Altenbourg. Le problème polonais. Le sort de la Galicie. Une cote mal taillée. Les impiétés de la politique et les revanches de l'histoire.

I

Un an plus tôt, Alexandre parlait d'aller à Paris et se faisait fête d'y boire encore d'un certain bourgogne dont Napoléon lui avait fait goûter le bouquet. En consentant maintenant à ren-

contrer son allié à mi-chemin, il soulève dans son entourage une désapprobation et même des alarmes (1), dont l'impératrice douairière se fait derechef l'interprète véhément (2). Erfurt, observe-t-elle, est une place forte aux mains d'un « tyran sanguinaire », qui vient encore de se signaler par l'attentat de Bayonne. La Russie a ruiné son commerce et encouru le danger d'une banqueroute pour suivre la fortune d'un aventurier « dont le prestige commence à s'évanouir ». Marie Féodorovna s'épouvante de l'entrevue projetée qu'elle juge pleine de périls pour le souverain comme pour son pays : « Alexandre, évitez-la ! Vous perdrez votre empire et votre famille ! Arrêtez-vous, il est temps encore. Rendez-vous à la voix de l'honneur, aux prières, aux supplications de votre mère ! Arrêtez-vous, mon enfant, mon ami ! »

Rédigée également en français, la réponse d'Alexandre met les choses au point, en précisant les conditions dans lesquelles il a accepté le rendez-vous dont on essaye de le détourner et les intentions qu'il y porte. En termes mesurés, il indique la nécessité où il est d' « entrer pour quelque temps encore dans les vues de Napoléon, afin de pouvoir respirer et augmenter les moyens et les forces dont il dispose », ce qu'il ne saurait faire « en annonçant sur les places publiques les armements et les préparatifs que l'on poursuit et en déclamant contre celui dont on se défie... ». Il s'agit en outre de sauver l'Autriche et de « conserver ses moyens pour le vrai moment où elle pourra les employer à l'avantage du bien général ». Enfin, les embarras de Napoléon en Espagne peuvent n'être que temporaires (3).

Quelques semaines plus tard, le tsar s'expliquera de même avec le roi Frédéric de Würtemberg, frère de sa mère (4), et c'est aussi le sens du billet qu'il adressera de Weimar, fin septembre, à sa sœur Catherine (5), et où il convient de relever les mots : « Je mets tout mon espoir en Dieu », premier indice d'un réveil du sentiment religieux, dont les manifestations dans la correspondance du souverain deviendront désormais de plus en plus fréquentes et

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 391.
(2) F. de Martens, *Recueil*, XIV, 59-64
(3) *Ibid.*
(4) Bismarck, *Aufzeichnungen*, p. 45.
(5) V. ci-dessus, p. 228.

que peut-être convient-il de rattacher à l'influence d'un des personnages faisant partie de la suite assez peu nombreuse du tsar sur le chemin d'Erfurt.

Alexandre voyage sans le moindre apparat et « plus vite qu'un courrier ». Devant être, cette fois encore, l'hôte de Napoléon, il n'a pas emmené sa maison. Mais il n'a pas voulu se séparer d'un homme qui depuis quelque temps prend dans son entourage une place de plus en plus marquante : l'humble *popovitch*, fils de prêtre, naguère simple clerc de chancellerie, dont il a mis les talents à l'essai pour ses premiers projets de réforme et auquel il destine un rôle plus important dans d'autres entreprises de même genre qu'il abordera prochainement. Ni anglomane comme Novossiltsov, ni prussophobe comme Czartoryski, Spéranski n'envisage les problèmes de la politique extérieure qu'en fonction de ceux qui, à l'intérieur, lui paraissent d'une importance beaucoup plus grande. Marié à une Anglaise, il n'a aucune sympathie pour la France ; mais les institutions politiques créées ou perfectionnées par Napoléon ont en lui un admirateur fervent, et, conséquemment, l'alliance française le compte aussi parmi ses partisans comme étant propre à faciliter l'adaptation en Russie de ce modèle. Dans une certaine mesure, il fait partager ce sentiment à son maître, et c'est une des raisons qui retiennent le souverain dans les liens formés à Tilsit, comme le tsar s'en est inspiré également en voulant que Spéranski l'accompagnât à Erfurt. Le *popovitch* fait partie d'un système, dont cette réunion doit être quand même devant l'Europe une éclatante manifestation.

Au point de vue religieux, d'autre part, dans l'entourage d'Alexandre, libertin de la veille, Galitzine n'en est qu'aux premiers pas sur le chemin de Damas. Par ses origines et son éducation, Spéranski est d'Église et fort incliné au mysticisme, forme sous laquelle les choses de la foi sont le plus susceptibles de solliciter l'esprit et le cœur du futur ami de Mme de Krudener.

Napoléon, de son côté, a souhaité avoir dans sa suite, à Erfurt, non pas seulement Caulaincourt, dont il n'a pas eu lieu d'être satisfait dans les derniers temps, mais encore Talleyrand, qu'il a pris en faute et maltraité violemment. Témérité d'enfant gâté de la fortune, scepticisme d'homme blasé à l'endroit des trahisons, ou coquetterie de metteur en scène qui n'entend sacrifier

aucun motif de décoration, il a néanmoins offert au très décoratif prince de Bénévent le moyen de se vanter plus tard d'avoir, en cette occasion, avec l'aide du duc de Vicence, ruiné tous les plans du maître commun (1). Le futur ministre de Louis XVIII en a peut-être dit plus qu'il n'a fait, mais, comme son complice, il a certainement fait tout ce qu'il a pu dans le sens de leurs nouvelles ambitions personnelles, ou de leurs rancunes plus anciennes.

A ce grand spectacle, un autre personnage a failli figurer, auquel l'avenir destinait un rôle important dans les relations de la Russie avec la France. Sur le chemin d'Erfurt, Alexandre aurait eu mauvaise grâce à éviter Kœnigsberg, où la cour de Prusse attendait toujours que Berlin lui fût rendu. Il y a laissé des promesses qui ont inspiré d'autant moins de confiance qu'un incident fâcheux a mis leur valeur à l'épreuve. A Tilsit, voulant écarter Hardenberg, Napoléon a, par une singulière méprise, désigné pour le remplacer l'homme qui devait se révéler comme l'adversaire le plus dangereux que la France eût en Allemagne. Ramené ainsi au pouvoir, le baron de Stein offrait de suivre le tsar à Erfurt en qualité de conseiller officieux, quand, interceptée par la police française et publiée dans le *Moniteur* du 8 septembre 1808, une de ses lettres révéla les mouvements qu'il se donnait au même moment pour fomenter une insurrection dans le nouveau royaume de Westphalie. Avec l'audace propre aux hommes de son pays, le ministre de Frédéric-Guillaume ne voulut voir dans cet incident qu'une occasion offerte au tsar pour prendre ouvertement le parti des patriotes allemands. C'était assurément trop demander et, si dissimulé qu'il fût, Alexandre semble avoir, à ce coup, clairement montré combien il se trouvait éloigné d'une telle détermination (2).

Le baron devait se relever de cet échec. Stein, Caulaincourt, Talleyrand, haines de race, passions de partis, brigues et inimitiés individuelles, autour d'Alexandre le faisceau se liait d'influences convergentes, au gré desquelles il allait être amené à braver l'homme qui, dans son aveuglement, rapprochait de son adversaire de la veille et du lendemain ces forces ennemies. Mais

(1) Talleyrand, *Mémoires*, I, 320, 438.

(2) *Sbornik*, LXXXVIII, 113 ; Pertz, *Stein*, II, 230 et suiv. ; Seeley, *Life... of Stein*, II, 469 ; Hardenberg, *Denkwürdigkeiten*, IV, 157 et suiv.

le vaincu d'Austerlitz et de Friedland y inclinait de lui-même et il allait le faire voir à Erfurt.

II

Il y porte en apparence la même figure qu'à Tilsit, toujours comme ébloui et fasciné par son hôte, également abondant, à son endroit, en démonstrations admiratives et en affectueuses effusions. Il ne laisse cependant pas, au premier débat d'affaires, de lui donner une surprise. « Têtu comme une mule ! » dit Napoléon à Caulaincourt à l'issue de cette escarmouche, et, le lendemain, il rencontre plus de résistance encore. C'est que dans l'intervalle, le tsar a chez une amie commune, la princesse de Tour et Taxis, rencontré Talleyrand. Il n'a probablement pas entendu l'apostrophe légendaire que le prince de Metternich a complaisamment mise dans la bouche du prince de Bénévent : « Sire, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe (1) ! » Et, pas davantage, Talleyrand ne s'est sans doute avisé de proposer au tsar son alliance et celle du peuple français. Comme le prince de Bénévent l'a représenté lui-même (2), son rôle a eu à Erfurt moins d'ampleur. En compagnie de Caulaincourt, il semble avoir procédé surtout par insinuations, en engageant notamment le tsar à rejeter dans le nouvel accord avec Napoléon les clauses par lesquelles celui-ci cherchait à désarmer l'hostilité de l'Autriche. C'était assez cependant pour qu'Alexandre fût définitivement engagé dans la voie qu'il devait suivre jusqu'en 1812.

Ainsi qu'il s'en était expliqué avec sa mère et avec son oncle, il ne se jugeait pas encore en mesure de prendre en main la cause de l'Europe ou du peuple français, ni seulement de se mettre ouvertement en rébellion contre un homme qui, en dépit de quelques revers, faisait à Erfurt même étalage d'une puissance toujours formidable. C'était assez qu'il osât lui tenir tête, sans provocation, mais avec fermeté, dans la discussion des intérêts

(1) Metternich, *Mémoires*, II, 248 ; cf. Vitrolles, *Mémoires*, I, 239 et suiv.

(2) Talleyrand, *Mémoires*, I, 438.

communs ou contraires, et arrivât à l'y déconcerter. Il y réussissait dès le premier jour, en montrant inopinément une indifférence complète au regard de ces perspectives d'Orient, proche ou lointain, par lesquelles, sur la foi des rapports de Caulaincourt, Napoléon croyait encore le retenir captivé. Il déclinait péremptoirement tout échange de vues sur le partage de la Turquie, en mettant dans ce refus des manières plus courtoises que Tolstoy, mais en laissant clairement entendre les motifs de cette attitude : « Vous avez d'autres affaires sur les bras et je ne suis plus dupe. » Ainsi il se montrait en posture d'un créancier, qui, n'ayant reçu en acompte sur son dû que de la fausse monnaie de compliments et de promesses, est fondé à attendre un paiement plus substantiel, avant d'obliger encore le débiteur. Ne fût-ce que pour obtenir la démarche d'intimidation à Vienne, déjà annoncée, Napoléon se mettait vainement en frais de cajoleries. Essayait-il de l'emportement, son chapeau restait à terre, et il s'entendait dire sur un ton de calme parfait :

« Vous êtes violent, je suis entêté ; avec moi la colère ne gagne donc rien. Causons, raisonnons, ou je pars (1). »

Erfurt n'est pas Bayonne, comme la Russie d'Alexandre n'est pas l'Espagne de Charles, et Napoléon se trouve donc en défaut de riposte. Mais, le lendemain, le tsar réclamant de son côté l'évacuation de la Prusse, son allié reprend l'avantage :

« Si vous le voulez absolument, j'y consens ; mais alors, au lieu d'aller en Espagne, je vide de suite ma querelle avec l'Autriche (2). »

Après quelques coups fourrés de cette espèce, on arrive cahincaha à un compromis nouveau : la convention secrète du 12 octobre 1808 (3). « L'air de Tilsit » est définitivement rayé du répertoire. Adieu Constantinople et les Indes ! Napoléon a agréé en principe l'annexion des principautés danubiennes à la Russie ; mais il laisse au tsar le soin d'y gagner le consentement de la Porte et il se réserve la faculté de démentir le sien, ce qui lui permettra d'encourager les Turcs à la résistance. En retour, l'Empereur des Français a obtenu une promesse de coopération mili-

(1) Vandal, *loc. cit.*, I, 435.
(2) *Ibid.*
(3) F. de Martens, *Recueil*, XIV, 68 et suiv.

taire contre l'Autriche, pour le cas où cette puissance prendrait l'initiative des hostilités. Mais Alexandre a donné audience au baron de Vincent, envoyé par la cour de Vienne à Erfurt, et l'a rassuré sur la portée de cet engagement (1). On s'est quand même dupé mutuellement une fois de plus.

La Prusse y a en apparence le plus gagné. Le tsar lui a fait accorder une réduction de vingt millions sur la contribution de guerre qui lui a été imposée et qu'elle ne s'est pas pressée de payer. Mais, ce n'est encore qu'une duperie. Sous couleur des sommes dues pour l'entretien des troupes d'occupation, Napoléon reprendra d'une main ce qu'il a donné de l'autre, et, en référence au traité du 7 juillet 1807, Alexandre a, par lettre datée d'Erfurt le 14 octobre 1808, ajouté ce corollaire à la convention du 12 : « Je ne prends aucun intérêt à l'exécution de l'article éventuel du traité de Tilsit relatif au Hanovre (2). »

Avant de se séparer — pour toujours — les deux souverains ont aussi convenu de faire à l'Angleterre en commun des offres de paix sur la base du *statu quo*. Escobarderie ultime. Mais, pour ouvrir ces négociations, Roumiantsov se rendra en personne à Paris, où le trop rébarbatif Tolstoy sera remplacé par le prince Alexandre Kourakine, « une bête, qui devrait être un prince d'Allemagne chassé de ses États, ou une idole chez les sauvages », selon la définition de Rastoptchine (3), un diplomate qui, pour avoir paru en figurant au pacte de Tilsit, le considère ingénument comme son œuvre, et un grand seigneur qui pourra, sans même que son maître y contribue, rivaliser de faste avec le duc de Vicence. Ainsi, pour les badauds, la façade de l'alliance sera maintenue et même rendue plus imposante, en rapport avec les démonstrations d'amitié que, non seulement devant la galerie, mais dans l'intimité, les deux « gesticulateurs » n'ont pas cessé d'échanger et où, une fois de plus, le plus habile a eu le dessus, en engageant l'autre dans un faux pas d'où il aura beaucoup de peine à se tirer avec honneur.

Dans leurs épanchements renouvelés de Tilsit, ils ont abordé

(1) Vincent à Stadion, 1er octobre 1808, Hassel, *Geschichte der preussischen Politik*, I, 280 ; Beer, *Zehn Jahre*, p. 331.
(2) De Clercq, *Recueil des traités*, I, 287.
(3) *Archives Vorontsov*, VIII, 204.

le chapitre délicat des épreuves et des déceptions de la vie conjugale, en touchant à cette question du divorce que Napoléon, en ce qui le concernait, avait d'ailleurs laissé tomber dans le domaine public depuis l'année dernière. Au lendemain de Tilsit, Fouché avait eu permission de lancer dans la presse l'idée d'une alliance de famille, qui compléterait l'alliance politique contractée entre les deux plus grands potentats du monde (1). Les cours européennes s'en étaient émues (2), et, en août 1807, interpellée par sa mère à ce sujet, l'impératrice Élisabeth avait admis que la grande-duchesse Catherine ne répugnerait pas au parti : « Il ne lui fallait qu'un mari et la liberté (3). » Les probabilités sont aussi pour qu'*à ce moment*, Alexandre n'y eût pas objecté. En correspondance suivie avec l'impératrice douairière et faisant allusion dans une de ses lettres datées de Tilsit à un mariage avec l'empereur François projeté pour la grande-duchesse, Alexandre Kourakine disait que les circonstances permettaient au tsar de destiner à sa sœur « un établissement plus convenable » (4). Il n'a pu assurément, comme on l'a supposé (5), indiquer ainsi le trône de Cassel, pas plus que celui de Varsovie, et si Tolstoy devait juger « extravagante » l'idée mise en avant par Fouché, Roumiantsov en pensait autrement (6). Très probablement aussi, Napoléon a reçu, *à ce moment*, des indications, d'après lesquelles, quinze mois plus tard, à Erfurt, mis en défaut de perspicacité par ce que Caulaincourt lui rapporte des sentiments du tsar, par ce que ce souverain en montre lui-même en dehors des débats d'affaires, il le croit en humeur toujours, non pas seulement de l'agréer pour beau-frère, mais, ses intentions n'étant pas encore définitivement arrêtées, d'attendre son heure. Et, à la faveur d'une nouvelle équivoque, il se flatte derechef d'obtenir un engagement sans en prendre lui-même, de provoquer une ouverture qu'il laissera en suspens, sans l'accueillir ni la repousser. Par surcroît de maladresse, pour exécuter cette manœuvre, il fait choix de Talleyrand.

(1) Madelin, *Fouché*, II, 61-62.
(2) Metternich, *Mémoires*, II, 140 et suiv.
(3) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 257.
(4) 30 juin 1807, *Sbornik*, LXXXIX, p. XLIV.
(5) Schilder, *Alexandre Ier*, II, 199.
(6) *Sbornik*, LXXXIX, 225, 241, 280, 453, 496, 525.

Le résultat est tel qu'il l'a mérité. Mis sur ses gardes, tout en ne marchandant pas à son allié le témoignage de l'intérêt qu'il prend à la consolidation de sa dynastie, le tsar évite comme lui toute précision ; le nom de la grande-duchesse Catherine, toujours en mal d'époux, n'est même pas prononcé ; l'âge de la grande-duchesse Anne permet de la considérer comme n'étant pas visée dans cet échange de politesses, et les deux souverains se quittent sur un *quiproquo*, gros de complications redoutables, Napoléon se tenant pour certain d'avoir reçu une offre dont il disposera à son gré, et Alexandre pensant avoir esquivé une demande, qu'il mettra hors de cause après son retour à Pétersbourg, en mariant précipitamment la sœur nubile avec le prince d'Oldenbourg, parti des plus médiocres, cadet de famille sans fortune, laid, chétif, couvert de boutons et bègue (1).

Talleyrand a bien travaillé, et il se fait payer. Pas en espèces, — il n'y viendra que plus tard, — comptant tout de même. Il obtient que, sur le chemin du retour, le tsar s'arrête à Löbikau, résidence de la duchesse de Courlande et la porte, d'autorité, à agréer pour gendre un neveu du prince de Bénévent, destiné d'après la légende scandaleuse au rôle de mari honoraire. Le sentiment très vif que la future duchesse de Dino avait conçu antérieurement pour le prince Adam Czartoryski a dû être sacrifié à ce règlement de comptes (2).

Aux services ainsi rétribués les années suivantes en ont ajouté d'autres, dont nous ne connaissons pas la nature, mais qui ont dû être de grande importance. Dès 1810, en effet, évaluant à 1 500 000 francs les pertes d'argent que le ressentiment de Napoléon lui faisait encourir à leur propos, le prince de Bénévent se jugeait fondé à attendre du tsar le remboursement de cette somme. Sur un refus, il revenait à la charge, sollicitant pour une somme égale des « licences » d'exportation, dont il engageait le tsar à emprunter la pratique au régime napoléonien (3). Il ne s'était

(1) Talleyrand, *Mémoires*, I, 450 ; Vitrolles, *Mémoires*, I, 240-241 ; Fr. Masson, *Joséphine répudiée*, p. 40-41 ; Vandal, *loc. cit.*, I, 472. — Les fiançailles n'ont été célébrées qu'en janvier 1809 ; mais Caulaincourt en a envoyé la nouvelle à Paris dès le 14 novembre 1808, v. grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 366 et VI, première partie, p. 51.

(2) Duchesse de Dino, *Souvenirs*, p. 227-235.

(3) Nesselrode, *Lettres et papiers*, II, 66 et s. ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 396-398.

assurément pas employé à fortifier une amitié où, aux acclamations d'un « parterre de rois », le maître de la Russie avait reconnu « un bienfait des dieux ».

« Des ajournements de haine » : avec son génie de visionnaire, Chateaubriand a défini d'un mot (1) le sens et la portée de cette parade d'accords intimes et de sentiments tendres que les deux souverains ont mise en spectacle devant le monde européen au cours de leur seconde et dernière entrevue. Il s'en faut, cependant, que les idées et surtout les desseins du tsar aient, dès ce moment, pris la forme précise dont quelques historiens se sont plu à faire honneur, après coup, à son génie (2). A l'heure où il admettait prudemment que les embarras de Napoléon en Espagne pouvaient n'être que temporaires, on ne saurait supposer qu'Alexandre ait eu la prescience des événements qui, six années plus tard seulement, devaient mettre le dominateur de l'Europe à sa merci. En 1808, quelque impulsion que les encouragements et les suggestions recueillies à Erfurt leur aient donnée, ses ambitions renaissantes demeuraient encore dans un vague, dont la convention du 12 octobre porte elle-même témoignage. La confiance en soi-même retrouvée, le goût de la lutte ravivé et surtout une volonté d'indépendance en voie de développement rapide, tels étaient dans l'esprit du souverain les seuls effets immédiats des perspectives nouvelles, mais encore lointaines, qui s'ouvraient devant lui. Pendant un temps encore assez long, il ne devait aussi s'en inspirer que pour d'autres démonstrations, comme à son second passage par Kœnigsberg, en invitant le couple royal à lui rendre visite à Pétersbourg.

III

Depuis Tilsit, prenant exemple sur son nouvel allié, il avait assez cavalièrement traité celui de la veille, jusque dans les témoignages de sympathie qu'il lui accordait. Après avoir tel jour, au

(1) *Mémoires d'outre-tombe*, VI, 2 (édit. de 1849).
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VII, 308-309.

commencement de 1808, réclamé sur un ton impérieux son consentement à l'embarquement en territoire prussien d'un corps de troupes russes destiné à une descente en Suède, il se ravisait — pour ne pas exposer des amis, disait-il, à des risques incompatibles, avec leur situation (1). Ces protégés qu'il avait ainsi épargnés devaient lui servir maintenant à faire acte devant Napoléon de la liberté qu'il revendiquait pour ses relations et pour les preuves qu'il lui plaisait de donner de sa générosité.

Cette démonstration fut médiocrement goûtée par Frédéric-Guillaume (2). Le roi savait déjà qu'il n'avait rien à y gagner. Au retour d'Erfurt, le tsar portait un air de superbe, d'aplomb et d'allégresse qu'on ne lui avait pas connu (3), mais les Français restaient à Berlin, Napoléon ne rabattait en fait rien de ses exigences, et son allié avouait qu'il n'y pouvait remédier. La reine, cependant, se reprenait à l'espoir de retrouver, avec les joies « divines » qu'il lui avait fait connaître, *son* Alexandre de 1802. Le souverain se montrait plus galant qu'aux précédentes entrevues et on le disait en passe de se détacher de Mme Narychkine. Ainsi l'invitation fut acceptée, et, de certaine façon, la reine n'eut pas à se plaindre de la réception qui l'attendait à Pétersbourg.

A l'hôtel Chépielev, une dépendance de l'Ermitage, que mille ouvriers avaient travaillé pendant deux semaines à aménager somptueusement, elle trouva une toilette en or massif, une douzaine de robes et une corbeille remplie de châles turcs de la plus grande beauté, tout un trousseau offert par le plus magnifique des hôtes (4). Traitée ainsi en parente pauvre dont on remonte la garde-robe, ou en femme galante, il ne semble même pas que sa fierté en ait souffert. Mais, prodiguant, à cette occasion, les fêtes et galas de toute nature, y faisant une dépense énorme et obligeant les grands seigneurs de sa cour à s'y ruiner, — « je fais ce que je

(1) F. de Martens, *Recueil*, VI, 426 et suiv. ; cf. Hassel, *Geschichte der Preussischen Politik*, I, 256.

(2) Pertz, *Stein*, II, 265.

(3) Princesse Louise de Prusse, *Souvenirs*, p. 207.

(4) Bailleu, *Königin Luise*, p. 301 et suiv. ; le même, *Briefwechsel*, p. 538 et suiv. ; Adami, *Königin Luise*, p. 301 et suiv. ; comtesse de Voss, *29 Jahre*, p. 341-353.

dois, mais je devrai tout ce que je fais », disait l'un d'eux, — pendant trois semaines Alexandre n'aura pas intentionnellement laissé la moindre part de temps à un retour d'intimité, nulle chance à un renouvellement de l'expérience du pavillon de Bellevue. Vainement, éprouvée par le commencement d'une dixième grossesse, l'entreprenante princesse aura héroïquement surmonté sa fatigue et effarouché les moins prudes par la hardiesse de ses décolletages (1) ; au terme de cette visite, elle n'aura gagné que de faire répéter par tous les échos de la capitale un mot attribué à Caulaincourt et indiquant crûment le motif présumé de son voyage (2), et elle laissera échapper cet aveu ingénu : « Je m'en vais comme je suis venue... mon règne n'est pas de ce monde (3). » A un bal, couverte de pierreries comme une châsse et étalant une nudité inutilement provocante, elle s'est trouvée, sous le regard du tsar, face à face avec la favorite dont elle croyait triompher. A son ordinaire, Mme Narychkine portait la plus simple des robes blanches, avec, pour seule parure dans la splendeur de ses cheveux noirs, un brin de « ne m'oubliez pas », et Alexandre a souri (4).

Frédéric-Guillaume, de son côté, n'a obtenu que des conseils de résignation. En donnant un pendant aux fastes d'Erfurt, Alexandre pouvait se flatter d'avoir, sinon éclipsé le soleil napoléonien, du moins brillé de son propre éclat. Mais plus d'un lien le retenait encore dans l'orbite de l'astre dominateur, et, en lui conseillant dès le mois de juin 1808 de s'entendre secrètement avec l'Angleterre, l'Autriche et la Suède et de faire effort pour se dégager du système français, Czartoryski (5) devançait, trop hardiment à coup sûr, la marche des événements. Avec la Suède, la Russie restait en guerre, et, après les brillants succès du début, la campagne de Finlande avait mal tourné.

(1) Joseph de Maistre, *Œuvres*, XI, 180, 207 ; comtesse Fredro, *Mémoires inédits*.

(2) J. de Maistre, *loc. cit.*, XI, 190.

(3) Adami, *loc. cit.*, p. 305.

(4) Comtesse Bloudov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1873, II, 2091 ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Mémoires*, p. 49. — D'après Gretch (*Mémoires*, p. 272), le grand seigneur qui déclarait *devoir tout ce qu'il faisait* était le beau-frère de la favorite, Alexandre Lvovitch Narychkine.

(5) « Mémoire » publié dans *Sbornik*, VI, 372.

IV

La molle résistance des Suédois brisée, les Russes ont trouvé, entre les lacs et les montagnes du nord, un adversaire plus redoutable, une sorte de Vendée paysanne, armée contre les envahisseurs étrangers sous le drapeau national. Au cours de l'été de 1808, la flotte anglaise favorisant un retour offensif des Suédois eux-mêmes, la situation est devenue critique (1). Sur le conseil de quelques Finlandais d'origine suédoise attachés à son service, Alexandre s'est alors proposé de se concilier leurs congénères assez nombreux dans la province en litige et y représentant l'élément dirigeant, par la reconnaissance, voire même l'extension, des droits constitutionnels qui étaient acquis au pays sous le régime suédois et que ces allogènes seuls y appréciaient. Des pourparlers engagés dans ce sens au lendemain d'Erfurt ont abouti, en novembre, à l'envoi à Pétersbourg d'une députation ayant à sa tête un personnage dont la descendance devait, cent et quelques ans plus tard, jouer encore un rôle important dans l'histoire des rapports russo-finlandais, Charles Eric Mannerheim, complice, en 1788, de son compatriote Sprengtporten, l'ancien envoyé de Paul Ier à Paris (2), dans la conjuration d'Anjala, et condamné à mort par contumace. A ce moment, Alexandre se reprenait à agiter des projets de réforme constitutionnelle pour la Russie elle-même. Un accord, en ce point, pour la Finlande ne pouvait donc faire difficulté, et, le 1er février 1809, une convocation de la diète nationale à Borga fut décidée par un décret, où le souverain s'engageait formellement à reconnaître la compétence de cette assemblée pour déterminer le régime politique du pays (3).

(1) Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 133 ; *Koskinen, Fin. Geschichte*, p. 541 et suiv. ; Danielson, *Finlands Vereinigung*, p. 57 et suiv. ; Fisher, *Finland*, p. 21 ; Léontiév, « Mémoires », *Archives russes*, 1913, II, 549.

(2) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 479 et suiv.

(3) Mechelin, « Das Staatsrecht des Grossfürstenthums Finland », dans *Handbuch des öffentlichen Rechts*, IV, 247 ; Schybergson, *Geschichte*

Depuis décembre 1808, le commandant des forces russes opérant en Finlande, le rude Buxhoewden, était remplacé par Knorring, qui avait ordre d'user des plus grands ménagements avec la population, dont, en qualité de premier gouverneur civil, Sprengtporten devait s'appliquer à gagner les sympathies.

Autant et plus que l'alliance avec Napoléon, ces mesures heurtaient de front le sentiment du plus grand nombre des Russes, qui y reconnaissaient d'ailleurs un effet de l'influence française. Mais, Alexandre ne s'en laissait pas dissuader de son dessein, qui était, notoirement et consciemment, quoi qu'on en ait dit, d'ériger cette conquête en un État autonome, rattaché uniquement, ou presque, à la Russie par un lien dynastique. La thèse d'une confusion qui se serait produite dans l'esprit du souverain entre la législation civile et le statut politique du pays trouve un démenti catégorique dans les travaux préparatoires auxquels il a pris part et qui n'ont laissé place en ce point à aucune équivoque (1).

La diète finlandaise est réunie à Borga le 25 mars 1809. Deux semaines auparavant, Gustave IV a été chassé par ses sujets. Deux jours plus tard, le tsar signe un édit, que les Finlandais ont toujours considéré comme leur *Magna Charta* (2), et où, en fait, une confirmation solennelle de leurs droits, privilèges et lois *originaires* a trouvé place, le tsar, dans un discours prononcé devant la diète, prenant en outre l'engagement de maintenir *la constitution* du pays. Les adversaires de l'autonomie finlandaise ont voulu, depuis, mettre un pluriel à ce terme, en lui donnant un sens restreint. Le texte français porte le singulier, et c'est en cette langue que le souverain s'est exprimé, comme il en a usé aussi, en employant le même mot dans un manifeste publié le 5 avril et dans une ordonnance rédigée *manu propria* pour la cérémonie religieuse à la cathédrale de Borga.

Lois originaires ou *constitution*, le tsar désignait ainsi les actes qui, en 1772 et 1789, avaient déterminé le statut politique des pays suédois et qu'il promettait de respecter en Finlande. Il devait refuser, à la vérité, de s'y obliger par serment comme le faisaient

Finlands, p. 521 et suiv.; Danielson, *Die Vereinigung F*, p. 69-103; Koskinen, *Fin. Geschichte*, p. 565 et suiv.

(1) Fisher, *loc. cit.*, p. 31 et suiv.

(2) *Finlands Grundlager*, p. 58-59.

les souverains suédois. La formule par eux employée comprenait, en effet, une adhésion à la confession d'Augsbourg, ainsi que la répudiation de « la détestable autocratie », et l'évidence en ressortait d'une incompatibilité de principes à laquelle cette expérience se heurtait. Mais Alexandre ne s'en embarrassait point et il manifestait sa volonté de façon assez claire pour faire crier le plus grand nombre des Russes à la trahison (1), ce qui rend vraiment oiseuses les arguties auxquelles les éplucheurs de textes se sont livrés à ce propos. S'en expliquant une année plus tard avec l'un des successeurs de Sprengtporten, le baron Steingel, il allait dire que son intention avait été de donner aux Finlandais une *existence politique*, de façon qu'ils se considérassent non comme des *sujets russes*, mais comme des *citoyens*, attachés à l'empire par le lien de leurs propres intérêts, à raison de quoi il les avait laissés en possession des lois non seulement civiles mais aussi *politiques* par lesquelles ils se trouvaient régis (2).

Assurément, le nouveau grand-duc de Finlande se représentait mal la nature et le mécanisme des rapports ainsi définis et il le prouvait, l'année d'après, en adressant au gouverneur général du pays des instructions qui se trouvaient en désaccord soit avec « la forme de gouvernement » de 1772 ou avec « l'acte d'union et de sécurité » de 1789, ces deux bases du statut politique qu'il entendait maintenir dans son nouveau domaine. Mais, l'observation lui en étant faite, il envoyait un contre-ordre (3). Il a toujours montré du goût pour le régime fédératif, au sens le plus large, et il a certainement attribué à la diète de Borga des pouvoirs souverains, bien qu'il dût se dispenser jusqu'à la fin de son règne d'ordonner une autre convocation de cette assemblée. Les Finlandais l'ont attendue pendant cinquante-quatre ans! Le successeur d'Alexandre a aussi fait brûler à Abo la charte de 1809. Mais ces dérogations de fait à un ordre de choses nettement établi et solennellement consacré y ont laissé intact le point de droit, qu'il a paru utile de mettre en lumière à raison d'événements récents et d'éventualités pouvant se produire dans un avenir plus ou moins prochain. Comme à Varsovie plus tard, Alexandre ne s'interdisait

(1) Wiegel, *Mémoires*, III, 66.
(2) *Recueil de matériaux historiques*, édit. Doubrovine, III, 298-299.
(3) Fisher, *loc. cit.*, p. 50-51.

pas en Finlande de conjuguer les principes du régime constitutionnel avec les pratiques du régime autocratique. Dès le mois de mars 1809, mécontent de Knorring, qui contrecarrait, le jugeant dangereux, le projet conçu par un de ses lieutenants de faire passer les troupes russes sur la glace du golfe de Bothnie, il cédait à une suggestion risquée l'année d'avant par Caulaincourt (1) et, envoyant sur les lieux Araktchéiév, il lui conférait des « pouvoirs illimités ». Le futur vice-empereur se faisait obéir ; exécutée avec succès, l'opération condamnée par Knorring rendait célèbre le nom du général Koulniév ; mais ce résultat n'était assurément pas obtenu sans quelques entorses données à l'autonomie du pays. D'autre part, cependant, en 1816 encore, en pleine période de réaction, ou pour mieux dire d'inhibition temporaire, du libéralisme que l'élève de La Harpe n'a jamais répudié, il devait doter la Finlande d'un sénat distinct, et, dans le décret émis pour cet objet, le mot « constitution », *au singulier*, est répété *quatre fois*.

La nature des relations ainsi établies entre la Finlande et la Russie a été diversement définie. « Union personnelle », « union réelle », « incorporation complète » (2), les spécialistes du droit public ont épuisé à ce propos dans leurs controverses toute la terminologie applicable à la matière, et cette dispute paraît assez vaine, son objet relevant pour une bonne part d'un arbitraire qui le fait échapper à toute classification générique. C'est essentiellement un cas d'espèce. Mais le double caractère d'autonomie au sens le plus large et de constitutionnalisme ne saurait y être contesté, et c'est à tort que, contre les pouvoirs souverains reconnus à la diète finlandaise, a été invoqué le terme d'*avis*, par lequel, dans le discours de clôture prononcé le 19 juillet 1809 à Borga, Alexandre a qualifié les votes de cette assemblée. En Angleterre, les lois sont aujourd'hui encore promulguées de même au nom du roi, « by and with the *advice* and consent of the Lords... and *Commons* ».

(1) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, II, 21, 29.

(2) Geffeken, dans *Heffter Völkersrecht*, p. 52 ; Meichelin, *loc. cit.*, IV, 249 ; Jellinek, *Lehre von den Staatsverbindungen*, p. 71 ; *Almanach de Gotha*, 1881, p. 915. — La doctrine de Jellinek dans le sens de « l'incorporation complète » n'est pas très claire et a varié ; cf. Bornhak, *Russland und Finland*, p. 12. Evréinov *Exposé*, p. 5 et suiv.

Avec tout aussi peu de fondement, les adversaires du constitutionnalisme finlandais ont tiré argument de ce que, souverain absolu, Alexandre n'aurait pas eu pouvoir d'aliéner, dans ce pays, une parcelle quelconque des prérogatives que, antérieur à la promulgation de la charte du 27 mars 1809, le fait de la conquête et de l'annexion lui avait acquises. Ni la théorie ni la pratique de l'autocratie ne comportaient, à cette époque tout au moins, aucune limitation de cette loi de « la vérité de la volonté du souverain », dont on a vu que le fils de Paul ne renonçait pas à se prévaloir. Mais, par contre, les constitutionnalistes finlandais n'ont pas été mieux fondés à prétendre que, par l'acte du 27 mars 1809, ou les dispositions ultérieurement prises en sa faveur, Alexandre aurait, au regard de leur pays, engagé l'avenir, même en ce qui concernait ses successeurs (1).

(1) L'effort extrêmement intensif de propagande et de polémique déployé jusqu'en 1914, et même plus tard, par les Finlandais au service de leur cause a déterminé, sur ce sujet, une abondance de publications telle que, pour les seules années 1901-1905 et les seuls ouvrages publiés en Finlande, le catalogue dressé par Hasselblatt (Helsingfors, 1912) a fourni la matière d'un gros volume in-quarto. Outre les ouvrages déjà cités, les plus utiles à consulter sont : pour la question de l'interprétation de l'acte du 27 mars 1809 et des faits ou déclarations s'y rapportant : Osten-Sacken, *le Droit public de la Finlande*, p. 19 et s. ; Mechelin, *loc. cit.*, IV, 248 et suiv. ; Danielson, *Finlands Vereinigung*, p. 59-61 ; Engelmann, *Das Staatsrecht des russischen Reiches*, p. 12 ; Romanovitch-Slavatinski, *le Droit public russe*, I, 98, dans un sens favorable aux prétentions finlandaises. En sens contraire : Korkounov, *le Droit public russe*, I, 184 ; Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 233 et suiv. : Elenew, *la Prétention des séparatistes finlandais*, p. 7 et suiv., et la plupart des écrivains russes se fondant sur la doctrine d'un grand nombre de specialistes étrangers, tels que Beach-Lawrence, Bulmerinek, Calvo, Holtzendorff, Jellinek, Oppenheim, Philimore, etc. V. aussi un exposé de cette controverse par Hermanson, dans *Messager de l'Europe*, 1890, VI, 188 ; cf. *la Condition juridique de la Finlande*, p. 21-22. — Pour l'ensemble de la question : Getz, *Das Staatsrechtverhältniss zu F. und R.* (1900) et Hermanson, *Finlands Staatsrättsliga Ställning* (1892). Un résumé de ce dernier ouvrage a paru en allemand (1900). — Un excellent exposé de la question a été donné par J. Delpech, dans la *Revue du droit international public*, 1899, VI, 552 et suiv. — Les procès-verbaux de la diète de Borga en 1809 ont été publiés par F. Lagerblad, dans *Skrifter utgivna av Svenska Litteratursällskapet i Finland*, IV, XXV et XL. — Un recueil de documents pour l'histoire de la Finlande a été publié à Paris en 1900. Les plus importants se trouvaient avant la révolution aux archives du Conseil de l'empire, partie à Petrograd et partie à Helsingfors. Quelques-uns ont été publiés à Helsingfors en 1882 et 1890 et à Petrograd en 1903. Un recueil de matériaux historiques très précieux se trouvait en 1914 en possession du comte von der Pahlen en Courlande.

Les intentions libérales dont le tsar s'est inspiré à la diète de Borga peuvent faire d'autant moins de doute qu'elles n'étaient pas bornées à la Finlande. L'empire entier devait en bénéficier prochainement, et, se référant à cette expectative, Spéranski flattait les Finlandais avec l'espoir qu'après coup, la question du serment à prêter par son maître à la constitution finlandaise ne ferait aussi pas difficulté. Mais la promulgation de la constitution russe n'ayant pas abouti, le pouvoir autocratique des tsars est resté entier, et, pas plus dans le duché de Finlande après 1809 que dans le royaume de Varsovie après 1815, ils n'ont admis que la nature en fût modifiée ou la portée limitée par le régime auquel ils présidaient dans ces pays.

D'autre part, le libéralisme d'Alexandre a toujours été d'ordre composite. Dans la Finlande de 1809, conquise après une lutte qui n'avait pas laissé d'offrir quelques risques, si l'élève de La Harpe obéissait aux idées et aux sentiments qu'il tenait de son éducation, il prenait également conseil des nécessités stratégiques ou politiques de l'heure, comme des convenances que devait ménager l'allié d'un autre conquérant, qui introduisait le régime constitutionnel dans tous les pays soumis à sa domination. Et ces derniers mobiles disparaissant, l'attitude du souverain à l'égard des Finlandais en a été modifiée. En cette affaire, enfin, il ne mettait pas plus de méthode, de logique et d'esprit de suite que dans toutes les autres où s'exerçait simultanément son activité inquiète et mal ordonnée.

V

Il s'est fait battre à Friedland en essayant de sauver la Prusse. Sauver l'Autriche est au lendemain d'Erfurt son principal souci : dans une vue d'avenir, pour conserver un défenseur à la cause commune, et dans un intérêt immédiat, pour prévenir une nouvelle redistribution de territoires, qui pourrait agrandir le domaine de la Pologne reconstituée, en y rattachant la Galicie. Il juge sainement qu'en se portant présentement à reprendre les armes, la monarchie habsbourgeoise irait à un nouveau désastre. Contre les

engagements contractés, il s'obstine cependant à ne pas faire entendre à Vienne des paroles propres à retenir cette cour sur la pente périlleuse où il la voit engagée. Ce serait faire le jeu de Napoléon que les affaires d'Espagne inclinent, de son côté, à désirer un ajournement du conflit. Et le tsar entend, par tous les moyens à sa disposition, contrarier et mettre en difficulté un allié dont, cependant encore, il ne veut pas se séparer.

Obligé de s'y employer malgré lui, Roumiantsov usera, d'octobre 1808 à mars 1909, à ce manège paradoxal les cinq mois de son séjour à Paris, et après lui, dans le drame en préparation dont le développement et le sens même lui échapperont jusqu'à la fin, Kourakine, avec sa magnificence, sa pompe et son imperturbable sérénité, ne fera qu'introduire l'élément comique d'une figuration à la fois mystifiante et mystifiée.

Au début de l'année 1809, sur un message pressant de Napoléon, expédié de Valladolid, Alexandre consent, après s'être débattu, à l'envoi d'une note commune à Vienne ; mais au texte proposé, il porte des corrections qui lui enlèvent toute chance d'efficacité : pas de menace de rupture diplomatique ; pas d'allusion aux engagements d'ordre militaire contractés entre la France et la Russie. En même temps, à la vérité, il fait mander à Paris par Caulaincourt que le prince Schwarzenberg arrivant à Pétersbourg, il lui a fait entendre de « fortes paroles » : « Si vous bougez, je marche ; j'ai des engagements avec la France et je les tiendrai ! » Mais les rapports envoyés par le prince à Vienne ne font aucune mention de ces propos et portent, au contraire, son gouvernement à une double démarche, qui est d'entamer à Berlin des pourparlers en vue d'une alliance offensive contre Napoléon et de proposer à Pétersbourg une occupation simultanée du duché de Varsovie par les troupes autrichiennes, prussiennes et russes (1).

Le premier effet de la fausse manœuvre où Alexandre s'est aventuré est ainsi de rouvrir le problème polonais dans les conditions les plus défavorables pour les intérêts russes, certain qu'il

(1) Caulaincourt à Napoléon, 14, 21, 22, 27 février et 6 mars 1809, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, III, 72, 92, 99 et 182 ; Alexandre Ier à Roumiantsov, 22 février 1809, Archives d'État à Petrograd ; Schwarzenberg, Rapports des 15 et 18 février 1809, Beer, *Zehn Jahre*, p. 349 ; Stadion à l'archiduc François d'Este, 21 avril 1809. Fédorowicz, *1809*, p. 321.

doit être s'il suit l'Autriche et la Prusse à Varsovie de n'y pouvoir rien gagner, et, dans le cas contraire, d'être en danger d'y tout perdre. Le choix lui reste cependant encore entre trois expédients propres à le tirer avec le moindre dommage de ce mauvais pas : empêcher la guerre en recourant aux procédés comminatoires qu'il a jusqu'à présent éludés ; prévenir ses rivaux, autrichien et prussien en Pologne, en concourant énergiquement à la défense du duché et en occupant la Galicie ; ou encore changer de camp, en acceptant ouvertement la coopération austro-prussienne. Un document, dérobé à point aux archives des relations extérieures à Paris, lui offre même le moyen de justifier ce dernier parti. C'est un mémoire secret de Duroc, daté du 29 février 1809 et concluant à la possibilité d'une restauration intégrale de l'État polonais, y compris les territoires riverains de la Dvina et du Dniéper (1). Mais, ainsi qu'il s'en est vanté devant Napoléon à Erfurt, Alexandre est entêté. Contre le bon sens le plus élémentaire, il persévérera donc dans la ligne de conduite adoptée. Par le jeu imperturbablement poursuivi des protestations de fidélité adressées à Paris et des assurances contraires glissées dans l'oreille de Schwarzenberg, il rendra la guerre inévitable et par le refus de s'y engager de façon décidée de part ou d'autre, il se mettra dans le cas de figurer, à tout événement, du côté de la défaite.

A la mi-avril, Vienne lui annonçant confidentiellement l'entrée imminente des troupes autrichiennes sous l'archiduc Ferdinand dans le duché de Varsovie, en même temps que l'archiduc Charles brusquerait une irruption en Bavière, le tsar fait à cette communication la réponse qu'il a laissé pressentir : « Sous le sceau du plus inviolable secret », il autorise le prince de Schwarzenberg à expliquer ainsi ses intentions : obligé par ses engagements à paraître avec ses troupes aux côtés de Napoléon, il retardera autant que possible leur mise en campagne, et, les retenant ensuite en Galicie, il prendra des mesures pour que leur présence dans cette province soit plutôt utile que nuisible aux intérêts autrichiens (2).

(1) Rapport de Kourakine du 27 mars 1809, F. de Martens, *Recueil*, XIV, 91.

(2) Schwarzenberg à François Ier, 21 avril 1809, Archives d'État à Vienne, Russie, 1809, fasc. 7 ; cf. Fédorowicz, *loc. cit.*, p. 319 ; Beer, *Zehn Jahre*,

Caulaincourt et Napoléon lui-même se prêteront à ce jeu. L'un ne cessera d'envoyer à son maître des rapports invariablement optimistes et l'autre observera longtemps une attitude confiante et prévenante. Il autorisera même son ambassadeur à offrir au tsar — *proprio motu* seulement, il est vrai — la garantie, à tout événement, de l'intégrité des possessions autrichiennes, de manière à lui ôter toute inquiétude au sujet de la Galicie (1). Moyennant quoi, mis à l'aise dans son stratagème imité des modèles prussiens, Alexandre ne prendra même pas la peine d'y garder les apparences. Retenant Schwarzenberg à Pétersbourg, il souffrait que Mme Narychkine exhibât le portrait du prince dans son salon à une place d'honneur. Il donnait en public des signes d'accablement à la nouvelle des premiers succès des armes françaises (2) et Napoléon aura déjà couché à Schönbrunn, que pas un soldat russe ne se trouvera encore près de franchir la frontière. Le conquérant de Vienne finissant par s'impatienter, le duc de Vicence se portait garant de la loyauté du tsar, qu'il montrait d'ailleurs « captivé par un sentiment secret d'admiration et d'affection » pour son allié, « aimant la France et les Français de prédilection ». « On restait ferme dans l'alliance », on « marchait droit » et « tout allait à souhait », assurait-il dans toutes ses dépêches (3), et, à la veille d'Essling, Alexandre chargeait deux de ses aides de camp, les colonels Tchernichev et Gorgoly, de porter au grand homme une réplique amplifiée de ces mensonges concertés.

A Tilsit déjà, Napoléon avait distingué le premier de ces officiers et apprécié, depuis, la célérité avec laquelle, porteur de dépêches, il franchissait en trente-quatre jours, aller et retour, la distance entre Pétersbourg et Bayonne. Mais à ce coup, « le postillon », comme il l'appelait, allait mettre en œuvre d'autres talents, qui ne se laissaient pas soupçonner chez ce jeune homme de vingt-trois ans. D'apparence efféminée, avec des allures d'un freluquet

p. 350. — Le texte de la dépêche de Schwarzenberg a été lu et approuvé par Alexandre, qui en a témoigné par un billet adressé au prince.

(1) Caulaincourt à Champagny, 8 et 16 avril 1809, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, III, 187-188, 212, 230.

(2) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 326 ; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 332.

(3) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, III, 233, 240, 287, 300, 315, 361.

affolé d'élégance et de plaisir, Tchernichev affectait une indifférence complète pour les choses de la guerre ou de la politique ; il consentait à passer pour poltron aux yeux de Marbot et souffrait que Napoléon le raillât à ce propos (1). Appartenant à une famille d'origine tartare, il réalisait le type complet du Russe mi-européen, mi-asiatique, dont le tempérament physique et moral présente des complexités si déconcertantes. Capable, avec un cœur de bronze et des nerfs d'acier, de faire preuve, à l'occasion, de la témérité la plus folle, comme de faire servir ses aventures galantes elles-mêmes au succès des missions qui lui étaient confiées, il devait pendant près de trois ans s'employer au double rôle qu'il assumait à ce moment : intermédiaire dans la comédie d'attachement et de loyauté que son maître continuerait à jouer vis-à-vis de Napoléon et espion appliqué à étudier le fort et le faible de ce futur adversaire, à surprendre sa pensée et à fouiller dans ses tiroirs (2).

A ce double point de vue, il semble d'ailleurs avoir, dès le premier moment, perdu sa peine. Faute de mieux, Napoléon était aise de montrer cet uniforme russe au moins sous les couleurs françaises, et, mettant l'aide de camp du tsar en étalage, il lui prodiguait les marques de sa faveur. Mais les nouvelles qu'il recevait de Pologne ne pouvaient manquer de le mettre en garde au regard de ce messager et de le renseigner sur les sentiments réels de celui qui l'envoyait.

VI

Alexandre commençait à recueillir dans ce pays la moisson de ses fautes. Les Autrichiens faisant à l'improviste irruption dans le duché, Poniatowski, après un combat livré « pour l'honneur » devant Varsovie, à Raszyn, le 21 avril, avait dû battre en retraite sur la rive gauche de la Vistule. S'y trouvant coupé de l'armée française, il avait, après quelques hésitations, cédé aux instances

(1) Marbot, *Mémoires*, III, 31, 363-364.

(2) La partie de sa correspondance qui a été publiée (*Sbornik*, CXXI-CXXII) ne donne aucune idée de ce côté de son activité.

du général français Pelletier attaché à sa petite armée, et obéi aux instructions que, dès le 30 mars, Napoléon lui avait fait adresser par Berthier, lui prescrivant de passer en Galicie et d'y provoquer un soulèvement (1). Le 10 juin, le prince paraissait à Léopol. Quelques jours plus tard, il y organisait un gouvernement provisoire et commençait à former des milices. Après quelques semaines, toute cette partie de la Pologne était debout, et le mouvement gagnait les provinces voisines de la domination russe, Volhynie er Podolie (2).

Grand émoi à Pétersbourg. Roumiantsov lui-même prend l'alarme. Il interpelle violemment Caulaincourt :

« La Russie renoncera à l'alliance française et sacrifiera jusqu'à son dernier homme plutôt que de consentir à un accroissement du domaine polonais ! »

Le duc de Vicence a de quoi répliquer. Il tient en main une lettre interceptée d'un des généraux commandant les troupes russes, qui ont été destinées à entrer en Galicie et qui n'ont pas bougé, le prince Alexis Gortchakov. Elle est adressée à l'archiduc Ferdinand et elle exprime le désir qu'aurait le signataire de combattre non contre lui mais à ses côtés (3) ! Mis dans l'embarras, Alexandre allègue un écart de conduite individuel ; il promet une répression sévère, et, au lendemain d'Essling, écrivant à Napoléon, il se met personnellement en frais de gracieuseté, tout en faisant valoir le mérite qu'il a à en user dans la circonstance. Il déclare ne pas ajouter foi aux bruits répandus par les Autrichiens sur « quelques avantages qu'ils auraient obtenus ». Accoutumé comme il est à « compter sur le génie supérieur de leur adversaire », ces nouvelles, fussent-elles vraies, ne l'inquiéteraient pas, et « sa fidélité est à l'épreuve des événements » (4).

Tout n'était pas mensonge dans ces flagorneries. Au même moment, en effet, Frédéric-Guillaume montrant, à la suite de l'événement d'Essling, quelque velléité de répondre à l'appel de l'Au-

(1) Napoléon, *Correspondance*, XVIII, 411.

(2) Fédorowicz, *1809*, p. III ; Veltze, *Kriegsbilder*, p. 26 ; *Précis historique de la campagne de 1809;* Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 155-156 (édit. polon.) ; Falkowski, *Tableaux*, II, 329 ; III, 71 ; Kolaczkowski, *Souvenirs*, I, 47 ; K. Waliszewski, *Revue de famille*, février 1893, I, 330-331.

(3) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, III, 330, 332 et suiv.

(4) Lettre publiée par Vandal dans *Revue de la France moderne*, juin 1890.

triche victorieuse ou se disant telle et criant très haut son triomphe, le tsar l'en dissuadait avec beaucoup de vivacité (1). Mais Napoléon ne se laissait pas abuser. « Des compliments et des phrases ne sont pas des armées », disait-il, en dictant à Champagny une dépêche pour Caulaincourt (2).

Les troupes russes s'ébranlaient cependant. Vingt fois promis au duc de Vicence d'après ses rapports, et vingt fois retenu, l'ordre de passer la frontière leur avait été envoyé enfin le 18 mai. Non à raison pourtant des instances qu'aurait multipliées l'envoyé de Napoléon ou des impatiences que témoignait son maître. Ce même jour, était parvenue à Pétersbourg la nouvelle de l'entrée de Poniatowski à Léopol. Napoléon ne devait pas y être trompé non plus. Ce renfort russe, qu'il avait vainement attendu au rendez-vous d'Olmutz, n'était d'ailleurs — près de deux mois après l'ouverture des hostilités — que de 40 à 50 000 hommes, sous le vieux prince Serge Galitzine, qui ne passait pas pour un foudre de guerre, même dans les « salons » de Pétersbourg, mais qui allait se révéler diplomate très délié.

Sinon à ce qu'il devait à son allié, Alexandre faisait honneur aux assurances qu'il avait données à l'adversaire commun. Deux semaines après l'entrée des troupes du tsar en Galicie, l'archiduc Ferdinand mandait à l'archiduc Charles : « Tous les officiers et soldats russes se déclarent hautement nos amis et les ennemis des Français (3). » En même temps, la pression des Autrichiens sur le corps de Poniatowski augmentait, au lieu d'être diminuée, et, obligé de leur abandonner Sandomierz, le prince s'en excusait auprès de Napoléon sur ce que, se trouvant à proximité, deux brigades russes avaient refusé de lui prêter main-forte. « Il me répugne, » ajoutait-il, d'accuser les généraux russes d'une telle perfidie, mais je ne saurai taire à Votre Majesté qu'il existe un concert parfait entre eux et l'ennemi (4). »

(1) F. de Martens, *Recueil*, VII, 6-9 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 369-371.

(2) 2 juin 1809, Vandal, *Alexandre et Napoléon*, II, 94.

(3) Pelet, *Mémoires sur la guerre de* 1809, IV, 50 et suiv. ; Falkowski, *Tableaux*, III, 41 et suiv. ; Soltyk, *Relation*, p. 213 et suiv. ; Beer, *Zehn Jahre*, p. 399 ; Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 166-167.

(4) 21 et 10 juillet, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLVIII, 413 et CXLIX, 21 ; le même, *Rapport sur la campagne de* 1809, Cracovie, 16 juillet 1809, d'Angeberg, *Recueil*, p. 514 et suiv.

Dans l'état de choses ainsi créé en Galicie, tout n'était pas pour plaire à l'Autriche. Faisant preuve de beaucoup de souplesse et de dextérité, Galitzine cherchait un terrain d'entente avec les Polonais. A Tarnow, résidence du prince Eustache Sanguszko, il reprenait la manœuvre interrompue par son maître à Pulawy en 1805, et, dès le 16 juin, il en annonçait au tsar l'heureux résultat : « l'offre prononcée à l'unanimité par tout un peuple », qui l'acceptait comme souverain d'une Pologne reconstituée dans ses anciennes limites, « à l'exception de la Russie Blanche et des territoires faisant partie des gouvernements de Kiév et de Podolie ».

Le commandant en chef du corps expéditionnaire russe exagérait sûrement. L' « unanimité » dont il faisait état se réduisait à la connivence intéressée de quelques seigneurs polonais, soucieux de soustraire leurs terres aux déprédations dont elles étaient menacées ; Sanguszko s'employait vainement à gagner Poniatowski, et Alexandre allait faire à cette ouverture une réponse évasive (1). Mais la situation n'en devenait pas meilleure pour Napoléon, et, tout en l'assurant que les Polonais lui demeuraient acquis, Poniatowski donnait clairement à entendre que leur fidélité pourrait ne pas résister à l'épreuve d'une seconde journée d'Essling, qui aurait certainement aussi pour effet de mettre ouvertement les Russes dans le camp autrichien (2).

C'est avec ces perspectives devant les yeux que le vaincu des 21 et 22 mai devait préparer la revanche des 5 et 6 juillet, et se donner le moyen de renvoyer Tchernichev à Pétersbourg, avec un bulletin dans le style des grands jours. Et au même moment, Polonais et Russes étaient sur le point d'en venir aux mains dans les faubourgs de Cracovie (3). Le vainqueur de Wagram triomphait sans les Russes, un peu malgré eux et un peu aussi avec l'aide des Polonais. Mettant en évidence le vice congénital du pacte de Tilsit, cette expérience découvrait en même temps l'écueil auquel il ne pouvait manquer de se briser un jour prochain : aux confé-

(1) V. sur cet épisode, Askenazy, *loc. cit.*, p. 179-180 ; cf. Vandal, *loc. cit.*, II, 546-548.

(2) Affaires étrangères, Pologne, CCCXVI, 81 et suiv. ; Russie, *Correspondance*, CXLVIII, 413 et suiv.

(3) Soltyk, *Relation*, p. 253-293 ; Askenazy, *loc. cit.*, p. 166-167 ; Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, II, 447-448.

rences d'Altenbourg pour la paix, comme dans les débats simultanément engagés entre Schönbrunn et Pétersbourg, le problème polonais allait tenir la première place.

VII

Alexandre s'est avisé tardivement à quel péril l'exposait, de ce côté, le jeu dans lequel il se trouvait engagé. Il a fallu pour cela qu'avec la nouvelle de Wagram il reçût, par le canal de Talleyrand et de la duchesse de Sagan, l'avis que les vues exposées par Duroc dans son mémoire du 29 février 1809 avaient été sérieusement prises en considération en haut lieu (1). Du coup, le tsar a été vivement alarmé et de la fourberie il a passé au chantage, chargeant Caulaincourt (2) de transmettre à Schönbrunn cette sorte d'ultimatum : « Que l'empereur Napoléon me donne une réponse satisfaisante sur la Pologne et il pourra envoyer des ordres au prince Galitzine comme à un de ses divisionnaires ; mais, s'il est question du rétablissement de la Pologne, le monde n'est pas assez grand pour nous arranger. »

Le problème que devait poser la coopération des armées française et russe à l'issue de cette campagne se trouve ainsi évoqué dans des termes nouveaux, très catégoriques dans la forme et dans le fond très ambigus. En avril, Alexandre s'était borné à indiquer ses vues — et ses convoitises éventuelles — au regard de la Galicie. Si cette province était enlevée à l'Autriche, il pensait qu'elle devait être attribuée à la Russie. Il n'admettait surtout pas qu'elle pût en tout ou en partie servir à l'accroissement du duché de Varsovie. Ce serait un acheminement au rétablissement de l'État polonais, et il y objectait absolument (3). A raison

(1) F. de Martens, *Recueil*, XIV, 95.

(2) Caulaincourt à Champagny, 2 août 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIX, 103 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 35.

(3) Rapport de Caulaincourt à Napoléon, 16 avril 1809, grand-duc Nicolas, *ibid.*, III, 211.

de ce qui s'était passé, depuis, entre Cracovie et Léopol, il jugeait sans doute qu'ainsi formulée, sa prétention serait excessive. Il déplaçait donc la qestion, et, suivant son tempérament, il se réfugiait dans l'équivoque. Écrivant lui-même à Napoléon, il n'abandonnait rien de ses ambitions et exprimait le vœu que celles des Varsoviens ne fussent pas « trop favorisées » dans le traité en perspective ; mais il évitait toute précision, et il refusait d'intervenir dans les négociations en cours. Il déclarait s'en remettre à son allié (1), sous le bénéfice de la réserve précédemment formulée au sujet du rétablissement de la Pologne, dessein que Napoléon n'avait à aucun moment mis en cause.

Évidemment, il voulait, à tout événement, se ménager un motif de mécontentement. Mais il se trouvait aussi en mal de son indécision habituelle, qu'aggravait l'état de dépression physique et morale où cette crise le surprenait. Il souffrait des suites d'un accident de voiture, comme ses courses folles lui en faisaient éprouver fréquemment. La jambe dont il boitait y avait reçu une forte contusion. Enfermé à Péterhof dans une solitude complète, il négligeait les affaires.

Le vainqueur de Wagram en était mis dans un grand embarras. Il n'avait pas assez vaincu pour que la fiction même de l'alliance russe ne lui parût préférable à une rupture, qui risquerait de compromettre l'avantage si difficilement acquis contre l'Autriche. La prudence, cependant, autant que la décence ne lui permettaient pas non plus de sacrifier les Polonais, au risque de les jeter dans les bras de l'adversaire de la veille ou de l'adversaire du lendemain. Aussi faisait-il traîner les pourparlers d'Altenbourg, en attendant le résultat des sondages que Caulaincourt avait ordre d'opérer à Pétersbourg, ou des suggestions que Tchernichev était chargé d'y porter. Mais Alexandre se rendait inaccessible ou s'entourait d'un nuage et Roumiantsov était absent. Dans un mouvement de colère dont il rendra Savary témoin (2), en escomptant peut-être une indiscrétion, Napoléon parlera bientôt de « retirer la main de toutes les entreprises où il s'est engagé par complaisance pour la Russie ». Alexandre aura pris les devants : son

(1) Alexandre Ier à Napoléon, 21 août 1809, VANDAL, *Revue de la France moderne*, 1er juin 1890, p. 428.

(2) SAVARY, *Mémoires*, IV, 145.

chancelier se trouvait en Finlande, où, le 17 septembre 1809, il allait signer à Frédérikshamn avec les plénipotentiaires suédois un traité d'apparence très avantageuse. La Finlande entière, avec les îles Aland en plus, y sera acquise à la Russie, qui n'aura pas ultérieurement à se louer de cette conquête, mais pourra sur le moment, la France n'y ayant pas concouru, s'en faire une excuse au regard de la carence de ses troupes dans la plaine de Marchfeld.

La conclusion des pourparlers d'Altenbourg n'en sera pas facilitée. Ils traîneront jusqu'en octobre, accrochés à l'insoluble problème, où, même pour la Galicie, Napoléon ne trouve pas de règlement satisfaisant. Comme de sa détresse, il donne la mesure de l'inconscience où la pratique de l'arbitraire l'a amené, en s'avisant de destiner ce lambeau de la Pologne saignante au duc de Würtzbourg, en compensation de la Toscane qu'il a enlevée à ce frère de l'empereur François et en récompense de la docilité qu'il a obtenue de lui, en dépit de cette spoliation. Mais, lancé en ballon d'essai, ce projet n'a d'autre effet que d'engager Alexandre à quitter momentanément son nuage.

Le tsar n'objecte pas à l'installation en Galicie d'un membre de la maison de Habsbourg, à la condition, cependant, que l'élu n'appartienne pas à la clientèle d'un allié, pour lequel, au rapport de Caulaincourt, il continue cependant à professer les sentiments les plus tendres (1) ! Et donc, pour écarter plus sûrement la combinaison mise en avant par Napoléon, il se montre résigné, bien qu'avec répugnance, à admettre le partage de la province en cause, à la condition encore d'y obtenir le meilleur lot, et de beaucoup le plus grand (2). Ce n'est pas pour diminuer la perplexité où se trouve le vainqueur de Wagram, à qui en même temps la possibilité elle-même est enlevée de prolonger ce débat scabreux.

A Dotis, en effet, quartier général de l'empereur François, le parti belliqueux semble l'emporter, et, s'ajoutant à une situation

(1) Caulaincourt à Champagny, 13 septembre 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIX, 158, et grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 75 ; cf. Vandal, *Alexandre et Napoléon*, II, 121. La conjecture de l'auteur au sujet de l'adhésion du tsar à cette candidature trouve dans le rapport de Caulaincourt un démenti formel.

(2) Le même au même, 29 août et 13 septembre 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIX, 141 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 70, 75.

stratégique difficile, l'attitude équivoque du tsar doit rendre redoutable à Napoléon la perspective d'une reprise des hostilités. On sait comment, dans la nuit du 13 au 14 octobre, il a mis à profit le désarroi où, entre un cabinet en dissolution virtuelle, une camarilla de cour frondeuse et « l'ombre d'un souverain », selon l'expression de Gentz, tombait à ce moment la diplomatie autrichienne. Au rapport de ce témoin, ni Stadion ni Metternich ne savaient qui avait rédigé les pouvoirs dont le prince de Lichtenstein et le comte de Bubna se portaient encore à dépasser la lettre et l'esprit (1). Le traité signé, sans en attendre la ratification, Napoléon n'en faisait pas moins annoncer la conclusion de la paix, avec sonneries de cloches et salves d'artillerie. La nouvelle soulevant à Vienne un transport d'allégresse, on n'osait pas à Dotis la démentir, et ce traité du 14 octobre 1809 (2), ainsi escamoté, s'est trouvé acquis.

Le grand homme semble s'y être inspiré par anticipation de la formule qu'un successeur de Metternich a préconisée, depuis, pour le gouvernement des pays autrichiens, en disant que la seule chance de succès qu'on y eût était de « mécontenter également tout le monde ». Avec les Polonais, le créateur du duché de Varsovie s'était mis d'avance en règle, à sa façon, en haranguant, le 3 août, à Schönbrunn, une députation de notables. Cédant à ce prurit du verbe, qui, chez lui, se rencontrait si exceptionnellement avec une puissance d'action incomparable, il avait péroré pendant plus d'une heure, non sans mettre d'ailleurs beaucoup de calcul dans cette improvisation. Niant péremptoirement avoir la moindre obligation envers la Pologne et s'en reconnaissant, au contraire, de très grandes envers la Russie, se déclarant cependant incliné en faveur des Polonais par des sentiments d'affection particulière, mais obligé de les subordonner à des intérêts supérieurs (3), il y avait introduit un mélange, savamment dosé, de franchise brutale et de fausseté d'autant plus persuasive. Sans doute faisait-il

(1) Gentz, *Tagebücher*, I, 179-180.

(2) Clercq, *Recueil*, II, 293, 298.

(3) Skalkowski, Supplément à la *Correspondance* de Napoléon, p. 23, d'après une note rédigée sur le moment par un des membres de la députation, Bronikowski ; cf. le même, *Pour l'honneur du nom polonais*, p. 421-436 ; Handelsmann, *Études historiques*, 2e série, 1913, p. 80-81.

crédit à ses auditeurs d'une candeur dont il avait pris mesure depuis deux ans. Le tsar et ses Russes étaient de moins bonne composition.

Il a pensé d'abord laisser les trois quarts de la Galicie à l'Autriche, en attribuant le surplus, en parts égales, aux Russes et aux Polonais. A la réflexion, pourtant, il a jugé plus utile de ménager un client assuré, en le renforçant, que d'augmenter la puissance d'un allié douteux, qu'il ne serait même pas certain de satisfaire à ce prix. Il a été ainsi amené à rogner progressivement le lot russe, jusqu'à n'y laisser, avec le cercle de Tarnopol, que 400 000 âmes environ, contre 1 500 000 attribuées au lot polonais. Il ne s'est pas tenu, cependant, à cette cote mal taillée. Il s'est laissé reprendre au souci de soustraire, dans quelque mesure et pour quelque temps encore, au néant qui la menaçait, l'œuvre de Tilsit, avec les avantages qu'il s'en était promis. Il a donc pris le parti, en dernier lieu, de jeter quand même dans ce plateau de la balance le plus gros poids, et donc de payer en monnaie de Pologne la rançon de l'alliance russe. Non qu'il voulût à ceci sacrifier cela. Quand l'heure du choix définitif aura sonné, il ira à Moscou, plutôt que de lâcher « un pouce du territoire varsovien » ; mais, en attendant, il veut qu'obtenant un agrandissement appréciable pour leur duché varsovien, les Polonais, par une sorte de ristourne, fassent les frais de l'expédient nouveau dont il s'est avisé pour régler à sa convenance les affaires de cette partie de l'Europe. Alexandre ayant offert de mettre ses généraux aux ordres de son allié, moyennant qu'il eût des garanties contre une restauration polonaise, Napoléon le prend au mot. Avec le texte du traité du 14 octobre, il envoie à Pétersbourg le projet d'une déclaration (1) qui doit, dans sa pensée, donner pleine satisfaction au tsar et désarmer ses inquiétudes.

Il n'y épargne rien. Il n'imagine pas seulement des mesures destinées à établir comme une cloison étanche entre le duché et les provinces polonaises de la domination russe, en excluant notamment les sujets d'origine lituanienne dans le duché, et réciproquement les sujets varsoviens en Russie, de tout accès aux emplois publics ; il consent bien plus à s'inscrire en faux contre

(1) Vandal, *Napoléon et Alexandre*, II, 163-164.

toutes les espérances qu'il a éveillées, toutes les illusions qu'il a quand même entretenues en pays polonais. Il s'engagera à ne prendre aucune sorte d'intérêt aux sujets russes de nationalité polonaise ; il affirmera que « l'idée même de la renaissance de la Pologne est éloignée de sa pensée » ; il « concourra avec l'empereur Alexandre à tout ce qui pourra en effacer le souvenir dans le cœur de ses anciens habitants » ; il tiendra la main à ce que « les mots de Pologne et de Polonais disparaissent eux-mêmes non seulement de toutes les transactions politiques, mais aussi de l'histoire ». Ainsi il se propose d'obtenir un double résultat : il veut rendre acceptable, sinon agréable, à l'allié félon ce traité du 14 octobre, où, non sans raison mais assez cavalièrement tout de même, il l'a servi selon son mérite ; et il veut que devant l'Europe ou contre l'Angleterre, comme porte-respect ou moyen de pression, la façade tout au moins soit maintenue de l'alliance croulante. Vain effort d'ingéniosité et de perfidie.

Entre ces deux hommes, dont l'un a projeté en 1805 de se faire couronner à Varsovie et l'autre y a installé un roi deux années plus tard, aucun reniement, si impie fût-il, du passé ou de l'avenir de ce pays ne pouvait, sous aucune forme, fournir la base d'un accommodement. Ce qui les y mettait en désaccord, ce n'était pas, en effet, le dessein d'une restauration polonaise, auquel ils avaient incliné tous les deux, mais bien leur rivalité dans cette œuvre. Et donc, en s'engageant maintenant dans un sens opposé, Napoléon n'aura fait que précipiter le développement d'un conflit qui lui sera fatal et au terme duquel, mesquin encore et toujours fragile, mais contenant néanmoins le gage d'autres réparations, plus amples et plus durables, un nouvel essai de restauration polonaise entrera quand même dans l'histoire.

CHAPITRE X

VERS LA RUPTURE

LE SYSTÈME CONTINENTAL ET LE PROBLÈME POLONAIS

I. Le pacte de Tilsit après le traité de Vienne. Les résultats politiques de l'alliance et ses conséquences économiques. Le blocus. Ses effets. Déception et irritation mutuelles. — II. Un faux essai d'accommodement. L'alliance de famille projetée et le compromis polonais proposé. Les avances de Napoléon et les esquives d'Alexandre. « Le refus filé. » Le rôle équivoque de Caulaincourt. Vers le conflit. — III. Raisons qui y portent Alexandre. Les Allemands de son entourage. Il veut frapper le premier. Effort pour se dégager de la guerre turque. La campagne sur le Danube. Koutousov. — IV. Nouvel appel aux Polonais. Refus de Czartoryski. La Pologne ne se laissera pas détacher de Napoléon. Ajournement de rupture. Dialogue entre Pétersbourg et Paris. Caresses et menaces. Tchernichev. — V. Le développement du système continental. Annexion de l'Oldenbourg. Le tsar frappé à un endroit sensible. « Un soufflet. » Les représailles. L'*oukase* du 31 décembre 1810. La guerre des tarifs. Napoléon et Tchernichev. Explosion de colère. Ses motifs réels. — VI. Les agents russes à Paris. Un bureau secret d'informations. « Le cousin Henry. » Alexandre poussé à précipiter l'ouverture des hostilités. Il revient au dessein d'une offensive brusquée avec le concours des Polonais. Sondage opéré par Czartoryski à Varsovie. Son résultat est négatif. Poniatowski. Il avertit Napoléon. — VII. Alexandre s'obstine à son projet. Les Polonais de rechange. Lubecki. Lubomirski. Oginski. Leurs exigences et leurs querelles. Autres obstacles à l'entreprise. — VIII. Essai d'obtenir le concours de l'Autriche. La diplomatie secrète du tsar. Un diplomate mystagogue. Kochelev. Vienne se dérobe. Négociations avec la Prusse. Le colonel Schœler à Pétersbourg. Berlin fait ses conditions. Plaidoyer en faveur de l'indépendance de la Pologne. Le dessein d'offensive abandonné.

I

« Quatre cent mille âmes? C'est ce que l'impératrice Catherine donnait à chacun de ses favoris ! » Ainsi commentait-on à Péters-

bourg (1) la part faite à la Russie dans le traité de Vienne. Mais, n'obligeant pas la Suède à rompre avec l'Angleterre, le traité de Frédérikshamn ne causait pas à Paris plus de satisfaction. Égales sur le terrain politique, la déconvenue et l'irritation ressenties de part et d'autre se doublaient d'impressions analogues dans le domaine économique, où, en se développant, les conséquences de l'accession de la Russie au système continental se montraient toujours préjudiciables à l'un des pays alliés sans profiter à l'autre. Avec son esprit si ouvert aux idées modernes, Napoléon devait, cependant, mourir sans avoir compris qu'entre ses mains, en même temps qu'un archaïsme, l'arme du blocus constituait à tous égards un impardonnable contresens. Il en rattachait l'idée à ces évocations du monde antique où son imagination se complaisait. Paix romaine à l'ombre des aigles victorieuses, interdiction de l'eau et du feu à l'ennemi, elles lui faisaient oublier les éléments de dynamique nouveaux que le perfectionnement de l'outillage, l'amélioration des moyens de transport, le développement du crédit avaient fait entrer, depuis, dans le jeu des relations internationales. Pour la lutte ainsi engagée, même loyal, le concours de la Russie ne lui eût pas donné ce qu'il en attendait. En fait, il en retirait moins d'avantages qu'elle n'y trouvait des motifs de plainte, en exagérant d'ailleurs la gravité des inconvénients qu'elle en éprouvait.

Le plus réel était que, même restreinte, sa participation au régime de blocus contrariait le développement des forces productives du pays. Favorisé par la mise en valeur des immenses territoires acquis au sud et à l'ouest sous Catherine, ses progrès, avant cette crise, avaient été continus et rapides. De 70 000 *tchetviérti* (147 000 hectolitres environ) par an, valant 114 000 roubles argent, à la fin du siècle précédent, les ventes de céréales au dehors avaient monté à 2 218 000 *tchetviérti* (4 850 000 hectolitres environ), valant 12 millions de roubles, en augmentation de 3 000 pour 100 ! En même temps, les provinces du nord intensifiaient la culture du lin et du chanvre, dont l'exportation atteignait, respectivement, 1 700 et 3 millions de *pouds*

(1) Gretch, *Mémoires*, p. 267.

(27 200 et 48 000 000 de kilogr.), valant 7 000 000 et 12 000 000 de roubles (1).

Blé ou chanvre, ce commerce était essentiellement tributaire de l'Angleterre, et la rupture officielle avec ce pays entraînait donc pour la Russie une diminution assez sensible de ses échanges avec le dehors. De 120 millions de roubles en 1806, ils tombaient, en effet, à 100 millions en 1807 et à 83 millions seulement en 1808, cette chute s'accompagnant des phénomènes, hausse des prix et inflation fiduciaire (2), que tous les pays d'Europe ont récemment éprouvés au cours d'une crise analogue. Il y a cent ans, cependant, la masse de la population russe s'en ressentait beaucoup moins. Il lui importait peu que, de 22 roubles 24 kopecks, le poud de café de la Martinique passât à 70 roubles 34 kopecks, ou le poud de sucre de 20 roubles 18 kopeck, à 45 roubles 74 kopecks. Les *moujiks* ne consommaient aucun de ces produits, et leurs maîtres eux-mêmes se résignaient assez facilement à les payer plus cher, puisqu'en retour, ils obtenaient pour ceux dont ils étaient vendeurs des prix en hausse proportionnelle : 155 roubles assignats au lieu de 75 pour le *berkoviéts* (160 kilogr.) de lin ; 20 roubles et 27 kopecks pour la *tchétviert* de blé, au lieu de 11. Ils en vendaient à la vérité moins ; mais, gros industriels en même temps que grands propriétaires fonciers, ils trouvaient d'une autre façon dans les effets du blocus, ainsi que l'observation en a été faite plus haut (3), des bénéfices compensateurs, et, les rentiers étant rares dans la Russie de l'époque, les fonctionnaires y ayant pour la plupart d'autres sources de gain que leurs appointements, la vie commune ne se trouvait pas très grandement affectée par cette expérience. « Le luxe va son train, vins, chevaux, équipages, bals, feux d'artifice... », notait J. de Maistre (4).

Agriculture, industrie ou commerce, l'état rudimentaire où, en dépit des progrès récemment accomplis, se trouvait retenue

(1) Pokrovski, *Recueil de documents d'histoire et de statistique*, I, 2-4, 283.

(2) Kartsov et Voiénski, *les Causes de la guerre de 1812*, p. 45, 50-51 ; Siémionov, *Études historiques sur le commerce extérieur de la Russie*, III, 153 ; Porter, *Progress of the nation*, III, 205 ; Mahan, *The influence of the sea power*, II, 329.

(3) V. ci-dessus, p. 250.

(4) *Mémoires politiques*, p. 325-326 ; cf. Cippinus, *Archives russes*, 1872, p. 2271-2272

encore l'économie du pays, lui valait, en fait, une sorte d'immunité au regard de telles épreuves, et donc, même avec cette charge, l'alliance française n'y aurait pas rencontré une très vive hostilité, si, d'une part, elle avait offert quelque compensation pour les sacrifices qu'elle imposait et si, d'autre part, ils n'avaient paru si évidemment inutiles. Au point de vue politique, comme au point de vue économique, l'expérience se soldait en perte des deux côtés. Pour autant que le blocus réussissait à restreindre le mouvement des échanges entre la Russie et l'Angleterre, l'arme à double tranchant se retournait contre le commerce français lui-même. Vendant, en effet, moins de chanvre aux Anglais, les Russes achetaient moins de soieries françaises. Ils arrivaient à en fabriquer eux-mêmes, et c'est l'Angleterre, tout compte fait, qui, sur ce terrain de lutte, encourait le moins de dommage. Elle en était quitte pour tirer des autres pays d'Europe, ou des colonies enlevées à la France, les matières premières qu'elle avait accoutumé de recevoir de la Russie, et, c'est à ce moment précisément (1) que, grâce aux découvertes de Watt et d'Arkwright, elle portait de 50 millions à 100 millions de livres la consommation du coton brut dans ses filatures du Lancashire et arrivait à doubler presque son commerce d'exportation.

L'accès des ports russes ne lui restait pas en outre longtemps fermé de façon absolue. Dès le milieu de 1809, la contrebande sous pavillon américain, suédois ou généralement neutre, entrant en action, non seulement tous les effets du blocus, la majoration des prix exceptée, s'en trouvaient virtuellement annulés, mais, par un contre-coup inattendu de la violence faite à l'ordre naturel des choses, la Russie en liaison avec l'Angleterre devenait le canal principal du commerce des denrées coloniales sur le continent. Transportés d'Amérique en Angleterre et d'Angleterre en Suède sur des vaisseaux anglais, puis de Suède en Russie sur des vaisseaux américains ou suédois, sacs de sucre et balles de coton étaient acheminés sur des chariots russes vers la frontière allemande et la foire de Leipzig. De ces masses de coton brut, dont l'importation en Russie passait, entre 1809 et 1811, de 625 112 à 9 368 839 livres, ses manufactures, bien qu'en développement

(3) Green, *A short history of english people*, p. 805.

simultané, ne retenaient qu'une très faible part ; mais du mouvement de transit qui s'y intensifiait ainsi le pays ne laissait pas de tirer un profit assez considérable et le cours du rouble s'en trouvait lui-même à la longue favorablement influencé (1).

Napoléon s'en indignait ; mais, le mettant « dans un état de contradiction avec lui-même vraiment insoutenable », selon l'expression de Thiers (2), la pratique des licences permettait à son allié d'observer qu'avec ce correctif le blocus ne visait qu'à monopoliser le commerce des denrées coloniales au bénéfice exclusif de la France. Le tsar se donnait même, par l'organe de Caulaincourt, comme demeurant seul fidèle à l'esprit du régime (3). Sans doute, parlant de 170 bâtiments de commerce qu'il aurait confisqués en 1810 pour port de contrebande, il disait plus qu'il n'en faisait ou Caulaincourt rapportait plus qu'il n'entendait ; mais, Napoléon lui demandant de remplacer, à son exemple, l'interdiction des importations de produits coloniaux par une taxe *ad valorem* de 50 pour 100, Alexandre était fondé à objecter que, sans efficacité contre l'Angleterre, l'expédient ne pouvait être nuisible qu'aux pays qui l'appliquaient (4).

Au lendemain de Wagram, cette querelle est déjà ouverte entre les signataires du pacte de Tilsit, et ce n'est pas la seule. Pour les raisons indiquées plus haut, ils n'en sont pas moins également décidés à ne pas se quitter, mais en envisageant de part et d'autre cette union de façon très différente : Napoléon s'y accroche comme à une planche de salut et vise à la consolider ; Alexandre n'y voit plus qu'une servitude provisoire dont il s'applique à

(1) Mémoire des frères Raimbert, négociants à Pétersbourg, novembre 1809, Archives nationales, F12 502 ; Caulaincourt à Napoléon, 8 décembre 1810, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 229 ; Napoléon à Champagny, 4 novembre 1810, *Correspondance*, XXI, n° 17.099 ; Davout à Napoléon, avec une note de Bourrienne, Leipzig, 29 avril 1811, marquise de Blocqueville, *le Maréchal Davout*, III, 480 ; Jephson, *Europ. commerce*, Londres, 1805 ; Pitkin, *A statistical view of the commerce of the United States*, Hartford, 1816, p. 177, 233 ; Tarlé, *le Blocus continental*, p. 499 ; le même, dans *la Pensée russe*, décembre 1912, p. 75 ; Kaufmann, *le Rouble d'argent*, p. 192.

(2) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, XII, 56.

(3) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 19, 50, 51, 75, 123, 152, 158, 161, 204, 225, 258, 272.

(4) Rapport du duc de Cadore, 5 novembre 1810, *Archives nationales*, A. F.IV 1318, n° 100.

alléger le poids et à desserrer le lien, en attendant l'heure propice pour s'en libérer, et tous deux, continuant à échanger des politesses et même des caresses, cherchent cependant à se mettre en défaut et à prendre des gages l'un contre l'autre. C'est l'aspect que revêt une négociation en partie double qu'ils entament à ce moment. L'objet en est d'une part une alliance de famille, de l'autre une entente au sujet de la Pologne. Cependant, cet essai d'accord plus intime tourne à une passe d'armes, où les deux alliés semblent préluder déjà au duel qui, deux ans plus tard, sera mortel pour l'un d'eux. Aucun, dans cet assaut préliminaire, ne prendra un avantage décisif. Alexandre, cependant, y marquera des points ; mais il devra ce succès, selon les apparences, à la chance singulière qui, dans le substitut de son adversaire, lui fera trouver un compère.

II

Napoléon engage le jeu conformément à son génie, de façon large, sommaire et expéditive. A la fin de novembre, il surprend, étourdit et ravit Kourakine par un retour inattendu des plus flatteuses attentions. Répondant en même temps à un vœu depuis longtemps exprimé par son maître, il met à la disposition du tsar toute une équipe d'ingénieurs navals. Il consent à faciliter un emprunt russe à Paris. Il donne, d'autre part, carte blanche à Caulaincourt pour élargir au besoin les concessions auxquelles il s'est déjà porté, au moment du traité de Vienne, sur l'article de la Pologne. Enfin, sous le couvert de ces démonstrations, son divorce avec Joséphine étant décidé, il se prévaut de l'offre qu'il prétend lui avoir été faite à Erfurt par Alexandre de l'agréer comme beau-frère, et, la grande-duchesse Catherine ayant été mariée depuis, il reporte ses vues sur la sœur cadette du tsar (1).

(1) Champagny à Caulaincourt, 22 et 24 novembre 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIX, 329 et 341. Cf. Bertrand, dans *le Correspondant*, 10 juin 1890, p. 848. — La dépêche du 22 novembre a été chiffrée par Champagny *manu propria* et le destinataire a eu ordre d'en opérer aussi personnellement le déchiffrement.

Caulaincourt ne doit, cependant, faire cette ouverture matrimoniale qu'en son nom personnel, et « comme si l'idée en venait de lui-même ».

Le grand homme admet donc la possibilité d'un refus. Il se comporte néanmoins à d'autres égards comme s'il l'excluait absolument. Il fait rédiger par Fouché un article de presse où la future impératrice des Français est clairement désignée (1). En même temps, *le Moniteur* annonce l'emprunt russe, et, le 3 décembre, à l'ouverture de la session du corps législatif, énumérant les acquisitions récemment réalisées par la Russie en Finlande, en Pologne et sur le Danube, l'Empereur déclare « en éprouver une haute satisfaction, comme de tout ce qui peut arriver d'heureux à son allié et ami » (2).

En ce qui concerne les principautés danubiennes, les circonstances donnent à cette manifestation une assez grande valeur. La campagne de 1809 n'a pas été, en effet, de ce côté, favorable aux armes russes. Après avoir livré deux assauts infructueux à Braïlovo et à Giurgiévo, le prince Prozorovski est mort le 21 août, sans s'être relevé de cet échec. Lui succédant, le prince Bagration a pris Braïlovo ; mais, échouant à son tour au siège de Silistrie, il a dû repasser le Danube. Rassurés, les Turcs ont refusé la cession des principautés et ont pu le faire sans porter offense à la France, puisque Napoléon voulait que son accord sur ce point avec le tsar demeurât secret. En le rendant public maintenant, il fait un gros sacrifice et encourt un risque ; il donne avant d'avoir reçu. Il s'aventure plus encore, en permettant que, le 13 décembre, dans le rapport qu'il présente au corps législatif sur la situation de l'Empire, le ministre de l'Intérieur insère cete phrase : « Sa Majesté n'a eu jamais en vue le rétablissement de la Pologne. »

Il se découvre aussi plus qu'il ne conviendrait devant la galerie, qui ne manque pas de déduire de tout ce manège les conséquences naturelles. « Mariage de Byzance avec Rome »; « Noces de Charlemagne et d'Irène » : se rencontrant à ce moment dans un grand nombre de lettres (3), ces thèmes ont dû être dans toutes les

(1) Madelin, *Fouché*, III, 146.

(2) *Moniteur* du 4 décembre 1809 ; Napoléon, *Correspondance*, XX, n° 16.031.

(3) *Archives nationales*, A. F.IV. 691, (lettres interceptées).

bouches. Le nouveau Charlemagne laisse d'ailleurs lui-même aller sa langue devant les familiers. Il voit déjà « le puissant monarque du nord traversant l'Europe émerveillée pour remettre la fille des tsars à l'élu du destin », et l'Angleterre se résignant à la paix devant cette manifestation éclatante « d'une alliance de cent millions d'hommes armés contre elle » (1). Ayant pris son parti, non sans avoir longtemps hésité sans doute, car partout où il l'a mis à l'essai, en Italie, en Hollande, en Espagne, en Allemagne même avec Jérôme, le régime familial lui a mal réussi, l'habitude qu'il a du succès veut qu'il fasse comme s'il le tenait en l'espèce pour assuré. Cependant, il ne se borne pas à prendre des précautions à Pétersbourg. Se prévalant d'un mot lâché par Metternich, qui a remplacé Stadion à Vienne, il engage de ce côté une négociation subsidiaire, de façon à se ménager, à tout événement, une ligne de retraite et un parti de rechange. Jusqu'au dernier moment, il continuera ainsi à « traiter en partie double », selon une observation que ne manquera pas, après coup, de faire Alexandre. Et il aura du mérite à user de tant de prudence, car son ambassadeur à Pétersbourg aura tout fait pour mettre sa sagacité en défaut. Intentionnellement? On en jugera, sans que la confiance que le maître a, depuis, acordée encore à ce serviteur puisse servir d'indication décisive à cet égard. Il en a bien donné une part à Talleyrand lui-même, après l'avoir pris en flagrant délit de traîtrise et traité en conséquence ! Au déclin de sa carrière, il n'a plus eu le choix.

Caulaincourt a eu ordre de ne laisser que deux jours au tsar pour se prononcer de façon décisive, Napoléon voulant connaître la réponse du souverain avant la fin de janvier. Sans qu'il y eût de sa faute, un premier contretemps a empêché l'ambassadeur d'obéir exactement à cette consigne : à l'arrivée de la dépêche *secrétissime* du 22 novembre, Alexandre s'est trouvé absent. Ne tenant pas en place, à son ordinaire, le tsar est allé à Tver rendre visite à sa sœur ; il l'a emmenée à Moscou et il n'est revenu que le 27 décembre. Le lendemain, Caulaincourt le voit et expédie à Champagny un rapport, où, au milieu d'informations se rappor-

(1) Savary, *Mémoires*, IV, 276 ; Napoléon, *Correspondance*, XVIII, n° 14.413.

tant à d'autres objets, cinq mots seulement ont trait, comme incidemment, à la grande affaire du mariage, et ils disent : « Tout a été bien reçu (1). » Malgré le laconisme du message et même précisément en l'absence de toute indicationqui en atténuât le sens positif, Napoléon devra nécessairement comprendre que sa demande a été agréée. Les jours suivants, 29 décembre, 1er, 2, 3 et 4 janvier, l'ambassadeur écrira encore, mais sans rien ajouter, en ce point, à son bulletin du 28, sans rien laisser soupçonner de l'accueil réel fait à son ouverture (2). « Tout a été bien reçu. »

Or, le tsar a déclaré que l'idée d'avoir son allié pour beau-frère lui était très agréable ; mais il avait besoin de dix jours pour prendre, à ce sujet, l'avis de sa mère, à qui les dernières volontés de l'empereur Paul donnaient tout pouvoir pour l'établissement de ses filles. Avec la connaissance des choses de Russie, qu'il avait eu le temps d'acquérir, le duc de Vicence n'a pu se méprendre sur le sens de cette réponse, si même Alexandre n'a pas pris soin de mieux l'éclairer. Après en avoir été informé, Napoléon n'y sera pas lui-même trompé un seul instant. Mais avant qu'il obtienne cette information, huit jours se seront passés, qui n'auront pas été perdus pour tout le monde. Dans l'intervalle mis entre l'envoi de ses deux courriers, Caulaincourt aura fait de la besogne. Le 5 janvier, il expédie un compte rendu détaillé de son entrevue du 28 décembre avec le tsar, et, en même temps, il annonce qu'il a, la veille, signé une convention au sujet de la Pologne (3).

Mais, en son principal objet, la négociation n'a pas fait un pas. Elle s'accrochera à une longue chaîne d'autres atermoiements, au cours desquels, en s'entendant merveilleusement à « filer un refus », selon la définition de Napoléon lui-même (4), Alexandre aura poursuivi ces deux buts à la fois : mettre son allié en posture disgracieuse de prétendant éconduit et lui escamoter un engagement plus compromettant encore dans la question polonaise. Qu'en servant le tsar comme il a fait en cette double manœuvre,

(1) Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIV, 412 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 204.

(2) Grand-duc Nicolas, *ibid.*, p. 204-233.

(3) A Champagny, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CL, 3 ; la convention, *ibid.*, fol. 64.

(4) Caulaincourt à Champagny, Pétersbourg, 26 février 1810, *ibid.*, CL, 117, cf. Ernouf, *Maret*, p. 271.

le duc de Vicence ait agi inconsciemment, on a peine à l'imaginer.

Il n'a sûrement pas méconnu que, dans l'intention de son maître, les deux éléments de la négociation dont il se trouvait chargé, mariage et accord sur la Pologne, étaient liés. Il n'a pu ne pas voir qu'à raison même de cette connexité, Alexandre augmentait considérablement ses exigences jusqu'à les rendre exorbitantes. Au commencement de novembre, il se contentait d'une déclaration portant qu' « il ne serait jamais question du rétablissement de la Pologne », avec en plus la « garantie du partage dans l'état actuel » (1). Maintenant, il obtenait la signature de son allié au bas d'un texte ainsi conçu : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. » C'était dans le fond la même chose. La différence des formules avait cependant de l'importance au regard de l'impression qu'elles produiraient sur l'esprit des Polonais, et le texte que le duc de Vicence acceptait en dernier lieu au nom de son maître était pour rendre cet accord à leurs yeux à la fois odieux et ridicule. Encore Caulaincourt y ajoutait, à l'article V de la convention, la promesse que le duché de Varsovie « ne recevrait jamais aucune extension territoriale qui serait prise sur l'une des parties qui composaient l'ancien royaume ». En ce point, l'ambassadeur se mettait entièrement hors de ses pouvoirs et de ses instructions, et, avec ce complément, même non ratifiée par Napoléon, mais portée à la connaissance des intéressés, la convention du 4 janvier aurait du prix pour Alexandre. S'il était, cependant, induit en erreur au sujet de l'accueil fait à sa demande en mariage, Napoléon irait peut-être jusqu'à la ratification, et le tour serait joué : Alexandre aurait reçu sans donner et même en refusant. Que le duc de Vicence n'ait rien soupçonné de ce calcul, on éprouve encore de la difficulté à l'admettre.

A supposer même que, sur le moment, le sens réel de l'accueil fait par le tsar à sa démarche lui ait échappé, il a dû, dès le surlendemain au moins, reconnaître sa méprise. Conformément à ses instructions, il avait, en effet, demandé et obtenu la promesse formelle que l'affaire demeurerait strictement confidentielle entre lui et le souverain. L'impératrice douairière elle-même devait

(1) Le même au même, 7 novembre 1809, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CXLIX, 327 ; le même à Napoléon, même date, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 166.

ignorer sa démarche et n'être consultée qu'en manière d'hypothèse. Or, dès le 30 décembre, il était interpellé à ce sujet par Roumiantsov, qui, d'une part, l'informait que le tsar ne pourrait donner suite à la demande en mariage si elle n'était présentée officiellement et, d'autre part, se déclarait contraire à ce projet d'union familiale à raison même du prix qu'il attachait à l'alliance politique dont, à son sentiment, elle compromettrait l'avenir. Avec ce tournant, la manœuvre ne pouvait plus tromper personne.

Assurément, au rapport du duc de Vicence, Alexandre n'avait garde de se solidariser avec son chancelier. Il continuait à se donner comme « très chaud pour le mariage ». Mais, Caulaincourt passant outre à la défense qu'il en avait et prenant sur lui d'engager la négociation dans la forme officielle, le tsar multipliait les difficultés et les délais. Il mettait laborieusement en scène un débat dramatique entre ses inclinations personnelles et les sentiments contraires d'une mère tendrement aimée, dont il ne désespérait cependant pas de désarmer les scrupules et les alarmes. Le 4 février seulement, jugeant sans doute que, si Napoléon avait pu être engagé à y souscrire, la ratification de la convention polonaise du 4 janvier était déjà en route, il se décidait à faire signifier à Paris un refus motivé par la trop grande jeunesse de sa sœur (1).

L'acte de naissance de la grande-duchesse Anne n'a évidemment pas été découvert à ce moment. En outre, les documents dont nous disposons montrent que les termes même de cette notification ont été arrêtés *un mois plus tôt*, sans que l'impératrice douairière y ait influé de façon déterminante. En matière d'établissement pour ses filles, Marie Féodorovna se départait de son humeur tracassière, et, pour la grande-duchesse Catherine, ni la médiocrité du parti dans le cas du prince d'Oldenbourg, ni précédemment, au regard de l'empereur François, l'âge et le caractère de ce prince, ou l'obstacle d'une parenté très proche, n'avaient mis sa sollicitude maternelle en émoi. Du moment que « *Cateau* ne trouvait ce mari ni trop laid, ni trop sale, ni trop bête

(1) Caulaincourt, *Correspondance*, Affaires étrangères, Russie, suppl., XVII, 24 et suiv. et *le Correspondant*, *loc. cit.*, p. 850 et suiv. ; Vandal, *loc. cit.*, II, 221 et suiv. ; Welschinger, *le Divorce de Napoléon*, p. 70-71 ; Helfert, *loc. cit.*, p. 83 et suiv. ; Ernouf, *Maret*, p. 274.

et voulait s'accommoder de ses déportements passés, ainsi que du séjour à Vienne de la Vinzano, qui avait rendu jalouse feu l'impératrice », elle laissait son fils libre de l'accepter comme beau-frère (1). En fait aussi, instruite de la demande de Napoléon, elle n'y avait opposé aucune objection péremptoire, mais s'était appliquée à peser froidement le pour et le contre : la honte d'une acceptation et le danger d'un refus. Alexandre déclarant avoir besoin encore de cinq ans au moins avant qu'il pût risquer une querelle nouvelle avec le vainqueur de Friedland, elle avait même admis que cette situation pouvait commander le sacrifice auquel son fils répugnait. C'est le sens d'une longue lettre qu'elle adressait le 4 janvier à *Cateau* (2). Or, écrivant *le même jour* à sa sœur, Alexandre disait : « Mon opinion est que... vu... la haine qu'on porte à l'individu, il y a moins d'inconvénients à décliner qu'à accepter de mauvaise grâce (3). » Sinon dans l'esprit de la mère, du moins dans l'esprit du fils, la décision était donc dès ce moment prise, car on ne saurait admettre qu'il se soit porté à qualifier d' « individu haï » un homme qu'il aurait songé encore, si peu que ce fût, à introduire dans sa famille.

De toute évidence, du 28 décembre au 4 février, il a manœuvré pour gagner du temps, et, sinon obtenir la ratification de la convention polonaise, éviter du moins une rupture immédiate qu'il redoutait autant que sa mère. En même temps aussi, il cherchait à infliger une humiliation à « l'individu haï », sans lui fournir matière à offense, en quoi, si bien aidé qu'il fût par Caulaincourt, il n'a, cependant, réussi qu'à moitié.

Jusqu'au 26 janvier, date à laquelle le rapport explicite du duc de Vicence lui est parvenu, induit en erreur par le « tout a été bien reçu » du bulletin sommaire du 28 décembre, Napoléon s'est cru en passe de mettre une autre Irène dans le lit d'un autre Charlemagne ; mais, dès le 29 janvier, dans un conseil de famille convoqué pour la forme, sans positivement exclure encore le mariage russe, il a laissé deviner ses préférences pour l'alliance autrichienne.

(1) Marie-Féodorovna à Alexandre Ier, mai 1807, grand-duc Nicolas, *la Grande-Duchesse Catherine*, p. 247-249.

(2) *Ibid.*, p. 253 et suiv. Sorel, (*l'Europe et la Révolution*, VII, 429) a supposé à tort que Marie Féodorovna se trouvait à Tver.

(3) *Ibid.*, p. 27.

Il a attendu ensuite jusqu'au 5 février, et, un nouveau courrier de Pétersbourg ne lui apportant toujours que l'écho du dialogue poursuivi entre le fils et la mère, l'un faisant effort « de cœur et d'âme » pour vaincre la résistance de l'autre, il ne s'est pas laissé prendre aux assurances de son ambassadeur donnant le succès de la négociation comme probable et presque certain ; en vingt-quatre heures, il a conclu avec Vienne et a fait partir pour Pétersbourg un simple avis de désistement. Après quoi, à son tour, il s'est appliqué à « filer » cette retraite.

A cette fin, il use d'artifices quelque peu puérils, comme d'antidater tel de ses messages, pour que la renonciation au mariage russe ne paraisse pas coïncider avec la déclaration du mariage autrichien, mais il fait preuve en même temps d'une grande maîtrise de soi-même, car, s'il refuse de ratifier la convention polonaise telle que Caulaincourt l'a signée, le contre-projet qu'il lui substitue ne se ressent pas du dépit qu'il a dû concevoir. Le créateur du duché de Varsovie consent toujours à « ne favoriser aucune entreprise tendant à rétablir le royaume de Pologne ». Il prend pour lui et pour le roi de Saxe l'engagement de ne plus employer dans aucun acte public le mot de *Pologne* et de *Polonais*. Il souscrit même à la restriction que Caulaincourt a acceptée, sans y être autorisé, relativement à l'extension éventuelle du duché, en stipulant seulement le secret pour cette clause (1). Pas plus qu'Alexandre, il n'a le désir de brusquer une rupture. Néanmoins, dans le jour que la décision du tsar et son procédé ont jeté sur leurs relations, d'accord avec Cambacérès, occasionnellement consulté (2), il juge inévitable, à délai plus ou moins bref, une lutte où il sera provoqué par Alexandre, s'il ne s'y porte lui-même, à cause de cette même Pologne, dont ils ne semblent prendre souci que pour repousser à qui mieux mieux dans le néant son passé et son avenir.

En fait encore, ce qu'ils ont fait l'un et l'autre, ou ce qu'ils se sont proposé de faire dans ce pays, leur importe assez peu ; mais, par le contact qu'elles sont arrivées à y prendre en se heurtant,

(1) Napoléon à Champagny, 6 février 1810, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CL, 62, 94, 107 ; Napoléon, *Correspondance*, X, 149, 150 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 407 et suiv.

(2) Pasquier, *Mémoires*, I, 378.

un point de sensibilité particulière y a été créé pour leurs ambitions rivales et également hypertrophiées. Dans l'ordre stratégique, ils se sont mis en état d'alerte perpétuelle et de menace continue, guettant, de part et d'autre, le moindre mouvement de troupes aux abords de la Vistule ou du Niémen. Au moment où partait de Paris pour Pétersbourg la dépêche sollicitant pour « l'élu du destin » la main de « la fille des tsars », Alexandre disait ironiquement à Caulaincourt : « L'Empereur Napoléon a quelques preuves de ma loyauté et beaucoup de la manière dont je sers ses intérêts. Il les reconnaît de toute manière : on travaille à force à Sierock et sur toute la frontière militaire du grand-duché. On fortifie même déjà Zamosc (1) ! » Dans l'ordre politique, en imposant à l'agrément du vaincu de Friedland la création du duché de Varsovie, le vainqueur a fait du problème polonais comme une pierre de touche : il y prenait la mesure et voulait y trouver la caution de la docilité que, l'agrégeant à son système d'équilibre européen, il attendait de ce nouveau feudataire et qu'il devait exiger de tous, car le maintien et le fonctionnement du régime en dépendaient essentiellement. Les historiens russes ont fait état d'un mémoire qui, rédigé en mars 1810 sous la dictée de Napoléon, aurait ainsi établi, à ce moment, la faillite de cette politique : « L'adhésion de la Russie au système continental a pris l'aspect d'une simple fiction. A la fin de décembre dernier, 372 navires chargés des produits de la Baltique sont entrés le même jour à Gravesend, et, au cours de 1809, les Anglais ont exporté pour 15 000 000 de livres sterling de produits de leurs colonies et de leurs manufactures pour le rocher d'Héligoland, d'où leurs facteurs les ont répandus en Russie et par la Russie en Prusse, en Danemark, en Pologne et même en Allemagne... Le blocus... n'est plus qu'un système incohérent sans ensemble et sans résultat... » Et la conclusion de cet exposé était la nécessité d'un remaniement de la carte européenne sur la base d'une reconstitution intégrale de l'ancienne Pologne (2) !

L'origine attribuée à cette pièce se laisse pour le moins suspecter. On doit douter que, même à Sainte-Hélène, son auteur pré-

(1) Caulaincourt à Napoléon, 24 novembre 1809, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, IV, 177.

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, III, 18, 363, 471.

sumé eût consenti un tel aveu. Pour le fond, cependant, sinon pour la forme, le mémoire correspond certainement aux idées et aux desseins qu'il a agités à cette date, en envisageant, dès ce moment, comme lui étant inévitablement commandé par l'attitude de son allié récalcitrant, le recours à un de ces coups de force que la pratique de son système l'obligeait en effet à renouveler périodiquement, pour briser les résistances qu'elle rencontrait. Pour être en mesure de frapper avec la vigueur nécessaire, il pensait, cependant, avoir besoin d'un délai qu'il devait ultérieurement fixer à deux ans. On a vu que, de son côté, Alexandre ajournait à un terme beaucoup plus éloigné encore le débat décisif, croyant, lui aussi, être maître de l'heure. « C'est l'an 1814 que je rouvrirai la guerre avec 400 000 hommes », disait-il en octobre 1810 au général Louis de Wrangel, un aide de camp de Frédéric-Guillaume, qui lui était adressé avec la notification de la mort de la reine Louise (1).

Ni le choix du moment, ni le choix du lieu ne lui étaient réservés. On sait, cependant, qu'avant d'être prévenu en 1812 et pris de court par son redoutable adversaire, il s'est, par l'effet de causes qui sont restées ignorées jusqu'à présent, mais qu'il est possible de reconnaître de façon au moins conjecturale, laissé porter, contre son sentiment et son intention déclarée, au dessein de frapper le premier. Les circonstances dans lesquelles a été conçu, décidé et en dernier lieu abandonné ce projet d'offensive, qui aurait si grandement modifié les conditions de la lutte, et sans doute aussi son issue, méritent d'être mises en lumière.

III

En novembre 1811, le tsar allait donner son approbation à un mémoire de Nesselrode, où se trouvent ces lignes : « Je n'ai jamais attaché un grand prix à une déclaration formelle, par la-

(1) L. de Wrangel, fragments de journal publiés par F. Thimme dans *Forschungen zur Brand. und Preuss. Geschichte*, XVIII, 6.

quelle l'Empereur Napoléon s'engagerait à abandonner une fois pour toutes ce que l'on appelle le rétablissement de la Pologne, car, tant que nous sommes en paix avec lui, il n'y songera pas, et, si la guerre a lieu, aucune convention ne l'en empêcherait (1). » C'était l'évidence même. Cependant, au printemps de 1810, Napoléon refusant de ratifier la convention polonaise du 4 janvier, Alexandre insistait, en augmentant encore ses prétentions. Il exigeait que son allié prît l'engagement formel que le royaume de Pologne ne serait jamais rétabli, ce qui, selon l'observation de Napoléon, allait à « lui faire dire des choses absurdes » et vouloir qu'il « empiétât sur les attributions de la divinité » (2). En même temps, le tsar réclamait pour l'emprunt russe la garantie du gouvernement français, clause que les arrangements antérieurement convenus ne prévoyaient pas. Éconduit, il revenait à la charge, en une attitude d'intransigeance et même de provocation, qui, s'opposant à la politique d'attente adoptée en principe par le souverain, rend plausible un jeu d'influences contraires, dont un mémorialiste de l'époque laisse, en effet, soupçonner l'intervention.

Des voix se seraient, dès ce moment, élevées en Russie pour exprimer avec ardeur et même avec véhémence l'opinion qu'il lui convenait de rentrer en lice, sans plus tarder, pour la défense des libertés européennes, l'état des esprits, exaspérés d'une extrémité du continent à l'autre par la tyrannie napoléonienne, ne comportant pas d'atermoiements. De Kœnigsberg à Cadix, un appel montait, auquel le tsar se devait de répondre, certain de trouver du côté des victimes d'une intolérable oppression les concours dont il avait besoin pour soutenir victorieusement cette fois la lutte abandonnée en 1807. Au rapport de l'un d'eux, ces prêcheurs de croisade trop pressés n'auraient cependant pas été des Russes. Aristocratie, bourgeoisie ou bureaucratie, les hommes de ce pays demeuraient encore étrangers aux intérêts d'un tel ordre, ou, pour autant qu'ils s'y montraient sensibles, ils étaient incapables de mettre à leur service l'énergie et le dévouement nécessaires. Mais, dans l'entourage et l'intimité même du souverain, de plus

(1) F. de Martens, *Recueil*, XIV, 152.
(2) Napoléon, *Correspondance*, XIX, n° 16.341.

éloquents avocats de la bonne cause se rencontraient. C'étaient, avec l'auteur lui-même de ces indications (1), d'autres collaborateurs du tsar de même provenance, les Benckendorff, les Korff, les Lieven, les Wintzingerode, que l'on devine disposés à prendre plus souci des chances pouvant s'offrir à leur patrie d'origine que des risques pouvant être encourus par leur patrie d'adoption; et, à côté d'eux, avec Phull, l'ayant suivi en Russie, la légion de ses compagnons d'armes en carence d'emploi, dont on comprend les impatiences; et derrière eux, avec Stein et Arndt, qui devaient les rejoindre bientôt, les excitant et les exaltant déjà, la masse des patriotes allemands, dont l'effort avait, dès le lendemain de Tilsit, tendu à ramener au combat les vaincus de 1805 et de 1807.

Cette explication de certaines phases dans le conflit en préparation entre les alliés, depuis l'échec du double essai d'accommodement dont la Pologne devait faire les frais, est assez acceptable.

Deux ans avant les premiers coups de fusil, tout en continuant à échanger des politesses et même des caresses, ils ne se sont pas retenus d'y ajouter des prévisions, à peine ou même point dissimulées, d'hostilité à terme. Napoléon faisait grand accueil en juin 1810 au prince Alexis Kourakine, frère de l'ambassadeur, qui lui apportait, à l'occasion de son mariage, les félicitations du tsar, congrûment assaisonnées d'une pointe de tendresse, et il y répondait par des protestations d'un dévouement inaltérable à l'adresse de ce souverain « qu'il aimait et aimerait toujours, même si les considérations politiques déterminaient une rupture entre les deux pays » (2). S'est-il occupé, dès le mois suivant, de s'assurer la neutralité ou même l'assistance de l'Autriche en vue de cette éventualité? Le témoignage de Metternich (3) n'en fournirait pas une preuve suffisante. Mais Alexis Kourakine a eu soupçon de pourparlers engagés dans ce sens, si la connaissance en a échappé à son frère, maintenu dans un optimisme béat par les cajoleries de Napoléon, et en outre éloigné de toute participation aux affaires depuis le 1er juillet, à la suite de la catas-

(1) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 224.

(2) Kourakine à Roumiantsov, Paris, 11 juin 1810, Archives d'État à Petrograd.

(3) *Mémoires*, II, 375-377.

trophe du palais Schwarzenberg, où il avait failli laisser la vie (1).

Plus certainement, après avoir en janvier déjà essayé d'amener la Porte à composition par l'entremise du baron Hübsch, chargé d'affaires danois à Constantinople, qui, malheureusement, s'employant en même temps à renseigner le plénipotentiaire russe à Bucarest sur les mouvements des troupes et des escadres turques, se faisait prendre à ce commerce (2), le tsar donnait pour mot d'ordre à son armée du Danube, quelques mois plus tard, de conquérir non pas des territoires — mais la paix, ayant, disait-il, besoin de ses troupes ailleurs. Et, sans attendre le résultat demandé, sur les neuf divisions à très faibles effectifs engagées de ce côté, il en prélevait cinq, en vue d'un autre dessein stratégique, qui reléguait cette campagne balkanique au second plan. Elle devait être désormais sacrifiée et marquée aussi longtemps par plus de revers que de succès, même après l'arrivée au commandement en chef de Koutousov. Alexandre gardait toujours rancune à l'homme qu'il rendait responsable de la défaite d'Austerlitz. Mais Bagration, promis à plus de gloire sur d'autres champs de bataille, et Kamiénski, le fils du généralissime malheureux de 1806, et le Français Langeron ayant échoué à ce poste, le tsar se décidait à y employer le vieux guerrier disgracié et impotent, avec l'arrière-pensée que, pressé et gourmandé, en même temps que laissé sans les moyens dont il aurait eu besoin pour répondre à ces sollicitations, il ne réussirait pas mieux, — en quoi d'ailleurs une chance imméritée voulait que son maître fût trompé (3).

A ce moment, en avril 1811, Alexandre était déjà tout entier au projet d'offensive brusquée contre Napoléon, sans que pour le succès de cette entreprise téméraire il se mît en grands frais d'imagination : il revenait simplement au plan de Czartoryski, qu'il avait fait lui-même avorter en 1805. Sa première tentative pour le remettre en œuvre remonte au printemps de 1810.

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, III, 363-364.
(2) Stanley Lowe Pool, *Life of Strafford Canning*, I, 141.
(3) Pour cette campagne, voy. les lettres de K. Boulgakov à son frère, *Archives russes*, 1902, IX, 108 et suiv., 216 et suiv. ; Davydov, même recueil, 1879, II, 335 et suiv. ; Martos, *Mémoires*, même recueil, 1893, II, 319 ; Popov, *les Relations de la Russie avec les puissances étrangères*, p. 264 et suiv.

IV

Dès octobre 1809, au cours des conférences d'Altenbourg et de Vienne, il avait repris contact avec son ancien ministre des Affaires étrangères, qui, ayant quitté Pétersbourg à l'été de 1808, y reparaissait précisément, dans l'espoir, a-t-on supposé, d'une rentrée en scène que les circonstances favoriseraient. Il fut, en effet, recherché, et, de mars à avril 1810, sa présence fréquente dans le cabinet de l'empereur attira l'attention. Rien ne devait, cependant sortir de ces conciliabules. Aux yeux de Czartoryski, ses conceptions de 1805 étaient périmées. Il ne croyait pas que les Polonais pussent être détachés de Napoléon avant que celui-ci fût vaincu, et il ne jugeait pas davantage la Russie en mesure de défier un tel adversaire. En fait, il semble avoir été à court de programme, et, plus vraisemblablement, ramené sur les rives de la Néva par quelque intérêt d'ordre privé. Il était resté en correspondance avec l'impératrice Élisabeth, et, après avoir fait scandale dix ans plus tôt et éprouvé depuis des éclipses, ce roman ne se trouvait pas encore à son dernier chapitre. Dans les premiers jours de mai, Czartoryski repartait après un débat final avec le tsar, dont il a fait un récit dramatique : « L'empereur avait, en m'écoutant, un regard sévère et fixe, qui rappelait les yeux hagards et fixes qu'il avait à l'époque d'Austerlitz. Sa contenance était pleine d'abattement et de découragement (1). »

Alexandre peut bien avoir été déconcerté à ce moment ; mais il ne lâchait pas son dessein. Il en ajournait seulement l'exécution dans l'attente de conjonctures plus propices, poursuivant entre temps le jeu d'escarmouches diplomatiques, où sa virtuosité se complaisait. Au cours de l'année 1810 tout entière, il allait ainsi

(1) Czartoryski, *Mémoires*, II, 409 ; mémoire du même daté du 14 avril 1810, publié par Doubrovine dans *Ancienne Russie*, 1902, CXI, 238-241 ; Czartoryski à P. Stroganov, 7 novembre 1809, grand-duc Nicolas, *P. Stroganov*, II, 264 ; L. Czartoryski, *Alexandre Ier et Czartoryski*, p. 78 ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, 76.

entretenir avec Paris un dialogue en partie triple, dont la Pologne encore fournissait habituellement le thème : les souverains échangeaient des messages que Tchernichev portait d'une capitale à l'autre et qui se trouvaient invariablement conçus dans les termes de la plus grande cordialité ; mais en même temps, leurs ambassadeurs respectifs recevaient ordre de présenter des observations ou de formuler des plaintes dont ils avaient peine souvent à atténuer l'aigreur ; enfin, de part et d'autre, « le postillon » servait d'intermédiaire pour un complément d'explications, dont le ton devenait de plus en plus vif.

En octobre, donnant une audience de congé à ce messager qui repart pour Pétersbourg, Napoléon le retient à Fontainebleau pendant trois heures et relève avec animation les taquineries qu'il a eu à subir depuis trois mois de la part de son maître, au sujet de simples vétilles, quelque article de la *Gazette de Hambourg*, ou telle brochure du Polonais Kollontay, lui prêtant au sujet de la Pologne des intentions dont il n'a fait confidence à personne. Il ne tient pas de bureau de censure en Allemagne et il ignore les folliculaires de Varsovie. Il rétablira sans doute la Pologne si, par ses manœuvres agressives, la Russie lui en fait une nécessité ; mais il est très éloigné d'y incliner spontanément, par principe, générosité mal entendue, ou don-quichottisme. Il insiste sur ce mot, le répétant dix fois, et il s'étend sur les raisons qu'il a de ne pas s'aventurer de ce côté : il n'est nullement tenté de « finir sa destinée dans des déserts de boue et de neige » ; mais il ne veut pas non plus « se déshonorer en décrétant que la Pologne ne sera jamais rétablie », ni « se rendre ridicule en parlant le langage de la divinité ».

Après s'être ainsi soulagé en un emportement plus ou moins calculé, il change de ton et de langage : on lui fait vraiment tort ; il ne s'occupe que de combattre l'Angleterre et le tsar devrait, de son côté, concentrer toutes ses forces contre les Turcs ; il n'a pas appelé la conscription de 1811 et il ne garde en Allemagne que les soixante bataillons de Davout, avec lesquels on ne peut raisonnablement imaginer qu'il se propose de faire campagne en Russie ; il a été entièrement étranger à l'élection de Bernadotte, dont il n'a conçu aucun plaisir et il a pris avec la Prusse des arrangements dont le tsar a lieu d'être satisfait. En ce qui concerne

l'Autriche, il va jusqu'à laisser deviner le regret d'avoir été, par son mariage, obligé d'orienter sa politique dans un sens favorable à cette puissance, et, accentuant une franchise qu'il ne peut se flatter cependant de rendre persuasive, il donne à entendre que, s'il a consenti à abandonner à la Russie les principautés danubiennes, il ne l'a fait que pour la brouiller avec sa rivale en Orient. Aussi, est-il toujours disposé à appuyer les prétentions de son alliée dans cette direction, et, en persévérant dans le système commun, Alexandre garde donc la possibilité d'en retirer tous les avantages qu'il s'est promis, de « réaliser les rêves les plus ambitieux de la Russie, d'accomplir son roman ».

Cette évocation inattendue de « l'air de Tilsit » dénonce l'erreur d'appréciation, où malgré l'expérience d'Erfurt, le grand homme persistait au regard de ce partenaire dont il avait, cependant, éprouvé la finesse. Il imaginait encore — c'était l'argument final des propos qu'il faisait entendre à Tchernichev et du message qu'il lui confiait pour le tsar — l'engager, par un artifice si éventé déjà, à assurer le succès commun, en « repoussant les six cents vaisseaux anglais qui cherchaient l'entrée des ports russes, ou en s'en emparant » (1).

On faisait assaut de mauvaise foi de part et d'autre. Napoléon se plaignait de Razoumovski, qui, laissé à Vienne, y ameutait contre la France toute la haute société ; de la princesse Bagration, qui faisait de son salon au même lieu un foyer de propagande anti-française ; de Pozzo di Borgo, qui y paradait en uniforme de colonel russe. Alexandre répliquait qu'il avait lui-même des sujets de vif mécontentement à l'endroit de son ancien ambassadeur, mais « ne le considérait plus comme Russe depuis longtemps ». Il traitait la princesse Bagration de « coquine » et « le nommé Pozzo » d' « intrigant », en assurant qu'il l'avait congédié de son service depuis Tilsit. Et il déclarait faire confiance au beau-père de son allié pour mettre dehors « toute cette clique » (2). Ce n'étaient aussi que des escobarderies ; mais le tsar y mettait un art supérieur et Napoléon finissait par lui donner aussi l'avantage de la raison et du bon droit.

(1) Tchernichev, Rapport sans date, *Sbornik*, XXI, 1-22.

(2) Caulaincourt à Champagny, 29 août 1810, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 112.

V

Poursuivant contre des obstacles qui se multipliaient l'application de son système continental, il arrivait, en décembre 1810, à mettre la main sur tout le littoral allemand, pour y assurer la perception des droits d'entrée sur les denrées coloniales et la répression de la contrebande. La mesure englobait le duché d'Oldenbourg, apanage d'une maison qui n'en faisait qu'une avec celle des Holstein-Gottorp-Romanov, et que pour cette raison les troupes françaises avaient eu ordre, après Tilsit, de ménager d'abord, puis d'évacuer (1). Elle dépossédait un prince, le duc régnant Pierre, à qui l'article XII du traité de Tilsit avait garanti expressément la jouissance de ce domaine et dont le fils venait de devenir le beau-frère du tsar, le mari de sa sœur préférée. En compensation, Napoléon lui offrait Erfurt avec le territoire environnant, c'est-à-dire, d'après l'évaluation même du duc de Cadore, « la sixième partie de ce qu'il perdait pour l'étendue, le tiers pour la population et un peu plus de la moitié pour le revenu » (2).

L'offre était dérisoire et le procédé vif. « Un soufflet ! » allait dire Alexandre (3), en ne perdant pas de temps pour relever l'injure. Le sénatus-consulte ordonnant la saisie des territoires côtiers de l'Allemagne du Nord est du 13 décembre, et, le 31 du même mois, paraissait l'*oukase* célèbre portant virtuellement déclaration de guerre économique à la France. Sans doute, ce décret était depuis longtemps en préparation, et a pu ainsi être présenté officiellement, comme procédant d' « un mouvement spontané et non provoqué » (4). Mais, précisément, Alexandre hésitait à le

(1) Napoléon, *Correspondance*, XVI, nos 13.573 et 13.592.

(2) Rapport du duc de Cadore, 10 décembre 1810, Vandal, *loc. cit.*, II, 527 et suiv.

(3) Lauriston à Maret, 29 mai 1811, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 2e partie, p. 15.

(4) Vandal, *loc. cit.*, II, 529, 531, III, 62.

promulguer. Il s'y est décidé à l'heure où il a été informé par Caulaincourt de la mesure que Napoléon se disposait à prendre, de son côté, en Allemagne, — non sans avoir reçu du duc de Vicence des informations tendant à le persuader qu' « on ne s'en formaliserait pas trop à Pétersbourg » (1) !

L'*oukase* du 31 décembre (2) accordait l'entrée libre en Russie aux marchandises y arrivant sous pavillon neutre, contre la prétention de Napoléon, fondée en fait mais inadmissible néanmoins en droit, d'assimiler les bâtiments neutres aux ennemis, comme servant également au commerce de l'Angleterre. Il proscrivait, comme articles de luxe, la plupart des produits français, ou les frappait d'un droit quasi prohibitif : 80 roubles par barrique de vin de 225 litres. Il leur interdisait en outre la voie de terre, seule qu'ils pussent emprunter. La riposte était rude, bien qu'Alexandre s'appliquât à « ouater le coup », selon son expression. Le paragraphe 28 de l'*oukase* menaçant de confiscation les marchandises qui, « bien que figurant au tableau des importations permises, se montreraient ennemies d'après leur origine », il osait même présenter la mesure comme conçue pour « nuire à l'Angleterre » (3) ! Et, de janvier à avril, il renvoyait deux fois à Paris Tchernichev, qui disait toujours avoir laissé son maître dans « un désir égal de conserver et de resserrer de plus en plus l'alliance et l'amitié établies entre les deux pays » (4). Mais Napoléon n'était plus disposé à se prêter à ce jeu.

« Le postillon » se présentant aux Tuileries le 10 avril presque au débotté, il est aussitôt introduit et accueilli avec la même affabilité qu'à ses précédentes audiences. Napoléon ne néglige pas de lui pincer l'oreille et il donne à ses propos un ton de souriante bonhomie ; mais, dit-il, il n'a pu apprendre la publication du nouveau tarif sans faire cette réflexion : « Voici une grande planète qui prend une fausse direction ; on ne comprend plus rien

(1) Caulaincourt à Champagny, Pétersbourg, 13 décembre 1810, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLI, 306 ; cf. grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 233 (texte incomplet).

(2) *Recueil complet des lois*, XXXI, 24.464.

(3) Caulaincourt à Champagny, 15 décembre 1810 et 15 janvier 1811, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 245-266.

(4) Tchernichev, rapports du 21 janvier et 21 avril 1811, Archives d'État à Petrograd, faussement datés d'avril et juin dans *Sbornik*, XXI, 49-67.

à sa marche et l'on pense qu'elle ne peut se mouvoir ainsi que dans le dessein de fausser compagnie à une autre planète, avec laquelle elle a pris l'engagement de cheminer de conserve. » Suit une énumération, régiment par régiment et batterie par batterie, de toutes les forces dont le vainqueur de Friedland dispose pour rappeler à leur devoir les alliés infidèles ; après quoi, pincé plus fort, Tchernichev est mis en demeure d'expliquer les intentions de son maître, « franchement, en soldat, sans verbiage diplomatique ». Ainsi pressé, il s'avise de répondre à l'apologue qu'on lui a fait entendre par un autre, dont il attribue la paternité à Roumiantsov : « Si on pouvait mettre les affaires de Pologne ainsi que celles d'Oldenbourg dans un sac, les y mêler et puis le vider, l'alliance entre les deux empires en deviendrait bien plus solide. » Mais aussitôt l'orage éclate : « Non, non, monsieur, nous ne sommes pas encore réduits à cette extrémité ! Nous ne sommes pas encore tous morts ! Je ne suis pas plus fanfaron qu'un autre et je sais que vos moyens sont grands... ; mais, dans le cas que le Dieu de la victoire se range de notre côté, je ferai repentir la Russie de sa démarche (1) ! »

Ce n'est qu'un grondement bref, et, l'instant d'après, prolongé pendant plus de quatre heures, l'entretien aura repris un air de cordialité. Les jours suivants, le messager du tsar sera l'objet de prévenances multipliées. Mais en même temps, dans le *Journal de l'Empire*, organe officieux, paraîtra un article, où, en une colonne et demie, les allées et venues du « postillon » entre Pétersbourg et Paris seront commentées de façon très déplaisante. Le sieur Esménard, censeur et auteur de la publication injurieuse, encourra une mesure sévère, cassé aux gages avec fracas et renvoyé à quarante lieues de Paris, mais il recevra sous main une ample compensation (2), et le coup de tonnerre du 10 avril aura ainsi un prolongement significatif. Il ne pouvait être provoqué par le propos seul attribué au chancelier russe, partisan déclaré de l'alliance. Ni le fond, ni la forme n'y expliquaient tant de colère. Napoléon

(1) Rapport de Tchernichev du 21 avril 1811, Archives d'État à Petrograd.

(2) Périvier, *Napoléon journaliste*, p 375-377. Les représailles ostensiblement exercées contre le publiciste ont trompé non seulement le public, mais les historiens. Voy. Vandal, *loc. cit.*, III, 137. L'auteur a en outre confondu les deux frères Esménard.

l'avait rattaché à d'autres faits, dont il se trouvait instruit au même moment par un autre canal et où Roumiantsov n'avait aucune part.

VI

Depuis le commencement de 1810, sous le couvert d'une correspondance plus anciennement entamée par Spéranski avec quelques jurisconsultes français et ayant trait à des objets scientifiques, Alexandre s'est donné à Paris un nouveau bureau d'information secrète. Attaché à la légation russe, le jeune Nesselrode en était l'agent principal. Très répandu dans les salons parisiens (1), en relations intimes avec Fouché, avec un officier d'ordonnance du maréchal Ney, Jean-Baptiste Esménard, frère du publiciste, aux indications d'ordre politique ou militaire qu'il recueillait de ces sources, il en joignait d'autres qu'il devait à un personnage dénommé dans sa correspondance comme « le cousin Henry » et qui n'était autre que le prince de Bénévent. Caulaincourt participait à ce commerce clandestin (2), qu'il devait continuer à alimenter après son retour en France et dont la tendance générale concordait avec les influences que l'entourage allemand du tsar faisait jouer. C'est ainsi qu'écrivant le 11 février 1811 sous la dictée du « cousin Henry », Nesselrode insistait sur la nécessité qui s'imposait à la Russie d'améliorer le plus promptement possible sa situation politique et stratégique, en vue d'une reprise des hostilités que, ne pouvant l'éviter, elle devait souhaiter prochaine, et, pour cela, le rétablissement de la Pologne ne pouvant plus aussi être empêché, il conseillait d'y accepter un dédommagement pour l'Oldenbourg, et, prenant ainsi pied sur la Vistule, de proclamer roi le duc Pierre, en l'opposant à Poniatowski (3).

(1) Mme Récamier, *Souvenirs*, p. 155.

(2) Nesselrode, *Lettres et papiers*, II, 60, 69 ; III, 225, 396 ; Talleyrand, *Mémoires*, I, 321 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, III, 25, 53 et suiv. ; Vandal, *loc. cit.*, III, 43. Conservée aux Archives d'État à Petrograd, 3e sect., no 1, cette correspondance n'a été que partiellement reproduite par l'éditeur des *Lettres et papiers* de Nesselrode.

(3) Nesselrode, *loc. cit.*, III, 317.

On trouve là l'origine de l'idée mise en avant par Roumiantsov; mais déjà l'aiguillon du « soufflet » reçu s'ajoutant à l'effet des sollicitations convergentes dont il devenait ainsi l'objet, Alexandre était allé plus loin : dès les premiers jours de janvier, il avait, de façon plus pressante, renouvelé son appel à Czartoryski, se déclarant en disposition et en mesure, pour peu que les Polonais lui prêtassent leur concours, d'entrer en campagne au printemps avec 250 000 hommes, force plus que suffisante pour balayer les 50 à 60 bataillons que Napoléon conservait au delà du Rhin (1).

A Pulawy où il le relançait, ce message trouvait le prince Adam confirmé dans les sentiments dont son attitude s'était inspirée à Pétersbourg neuf mois plus tôt. L'ancien ministre des Affaires étrangères avait eu le loisir de mieux reconnaître combien l'expérience de 1805 diminuait le crédit que lui accordaient ses compatriotes, en les rendant aussi plus méfiants à l'endroit de son impérial ami, des intentions qu'il manifestait comme des moyens dont il disposait pour les réaliser. A ce dernier point de vue d'ailleurs, les effectifs dont le tsar faisait état pour son nouveau dessein d'offensive devaient trouver sceptiques les plus crédules. Alexandre y portait en compte 50 000 Polonais, autant de Prussiens et 30 000 Danois! Czartoryski n'opposait cependant pas cette fois à l'appel du souverain une fin de non-recevoir péremptoire. Il offrait de sonder le terrain à Varsovie, en faisant en même temps ses conditions : pour donner quelque chance à cette tentative, le tsar devait se montrer très large, ne marchandant pas aux Polonais les avantages susceptibles de balancer dans leur esprit ceux qu'ils attendaient de Napoléon.

De 1807 à 1808, Alexandre avait reçu de celui qu'il appelait toujours « son meilleur ami » nombre de lettres qu'il n'avait pas décachetées, comme il en usait avec celles de La Harpe. Par retour du courrier maintenant, il lui faisait réponse et bonne mesure. Il n'était pas avare de promesses. Il offrait aux Polonais la ligne de la Dvina et du Dniéper, c'est-à-dire avec Grodno, Wilno, Minsk et Bialystok, toute la Volhynie et la Podolie. A l'État ainsi délimité il destinait une forme d'existence « des plus libérales ». Il évitait toute précision en ce point, alléguant son

(1) 6 janvier 1811, Czartoryski, *Mémoires*, II, 248.

ignorance au regard des anciennes institutions du pays. Par contre, il entrait dans le plus grand détail au sujet des chances de succès qu'il s'attribuait dans l'entreprise qu'il avait en vue. Il disait posséder sur pied 106 500 Russes bien comptés, avec une armée de 134 000 en formation et une réserve d'un nombre égal. Les Polonais marchant, les Prussiens suivraient et il gagnerait l'Autriche en lui offrant, pour la Galicie, la Moldavie et la Valachie jusqu'au Sereth. Tout dépendait ainsi de Czartoryski et de ses compatriotes. S'ils se décidaient, il ouvrirait la campagne immédiatement. Mais, à son tour, il posait des conditions : il voulait « des preuves indiscutables » de leur résolution à le suivre et à l'aider ; des engagements positifs, des signatures encore, comme en 1805 à Pulawy. Il recommandait au prince la plus grande discrétion, Roumiantsov lui-même n'étant pas mis dans la confidence de ce dessein, et il signait : « Tout à vous de cœur et d'âme pour la vie. »

C'était le grand jeu engagé avec beaucoup de désinvolture et autant d'étourderie. Et le résultat y répondait. Six semaines après, Czartoryski annonçait que les impressions recueillies par lui à Varsovie étaient nettement décourageantes : Napoléon vivant et demeurant puissant, les Polonais lui resteraient fidèles. Le prince cherchait bien à atténuer le sens de cette constatation, en faisant crédit à l'avenir pour des chances plus favorables. Très mal à propos, cependant, il donnait en même temps au souverain une raison pour mettre en doute sa sincérité : pour la première fois, en effet, au moment où il se déclarait incapable de le servir, il faisait appel à sa bourse (1) !

Comme la plupart des grands seigneurs polonais de l'époque, bien qu'en possession de domaines immenses, les Czartoryski se ressentaient de la crise que leur pays traversait depuis trente ans et dont les conséquences étaient aggravées par des habitudes

(1) Alexandre à Czartoryski, 6 et 31 janvier, 12 février 1811 ; Czartoryski à Alexandre, 30 janvier et 12 mars 1811. Portant cette dernière date, le rapport sur le sondage opéré à Varsovie et, dans une lettre séparée, la demande d'argent, n'ont été compris ni dans la publication de de Mazade, ni dans celle du prince L. Czartoryski. Les deux pièces ont été publiées pour la première fois par le grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 373 et suiv. Pour les autres parties de la correspondance se rapportant à cet épisode, voy. A. Czartoryski, *Mémoires*, II, 249 et suiv. ; L. Czartoryski, *le Prince A. Czartoryski*, p. 127 et suiv. ; Smolka, *loc. cit.*, II, 79 et suiv., 565 et suiv.

de prodigalité et de désordre. Un inventaire de cette fortune dressé à la fin de 1811 devait y accuser un passif de pas moins de 60 millions de florins contre un actif difficilement réalisable de 110 (1). Au printemps de la même année, le prince Adam se trouvait ainsi pressé à Pétersbourg pour le remboursement d'une somme de 250 000 roubles, et, usant d'un expédient qui était dans les mœurs du temps, il passait par-dessus les considérations d'ordre général et particulier, qui en rendaient l'emploi, de sa part, passablement incongru. Il demandait au tsar non pas précisément de lui avancer cette somme, comme on l'a affirmé, mais de faire en sorte que le créancier, un banquier du nom de Rall, menacé lui-même de faillite s'il n'était payé, échappât aux conséquences de l'insolvabilité momentanée de son débiteur. Alexandre s'est exécuté de très bonne grâce, et, dès le 2 avril, Czartoryski a envoyé à Pétersbourg « les fonds qu'il a pu ramasser ». Il se peut, néanmoins, que les relations du souverain et de son ancien ministre se soient quelque peu ressenties ultérieurement de cet incident, qui a été, plus ou moins intentionnellement, travesti dans un sens malveillant (2). Le prince Adam aurait dû sans doute éviter, à tout prix, de mêler cet intérêt personnel et trivial à ceux d'un autre ordre qu'il représentait devant le tsar ; mais Alexandre s'est donné un bien plus grand tort, en s'engageant, avec ce collaborateur défaillant, dans une entreprise où les chances de succès étaient infiniment inférieures aux risques.

A Varsovie, Czartoryski avait dû commencer ses opérations de

(1) Dembicki, *Pulawy*, II, 359 et suiv. ; Bignon, *Souvenirs d'un diplomate*, p. 142. Le florin de Pologne à cette époque égalait 60 centimes environ.

(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 86, 380-387 ; Doubrovine, dans *Ancienne Russie*, 1902, CXI, 454 ; Askenazy, *le Prince Poniatowski*, p. 303 ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, 124. Se fondant sur les documents par lui-même publiés pour affirmer que Czartoryski a demandé et reçu du tsar une somme de 800 000 roubles, le grand-duc Nicolas a fait une confusion sans doute involontaire. Dans sa lettre du 12 avril 1811 (grand-duc Nicolas, *loc. cit.*, I, 387), Alexandre dit au prince qu'il « a rempli son désir envers M. Rall », auquel il est venu déjà en aide « dix ou onze mois plus tôt, en lui faisant verser 800 000 roubles pour faciliter ses payements ». Datant de septembre ou octobre 1810, cette dernière complaisance ne pouvait répondre à la demande que Czartoryski a adressée au tsar en mars 1811 pour une somme trois fois moindre. — En voulant disculper Czartoryski, Smolka est, de son côté, arrivé seulement à relever le fait que le prince a sollicité pour le même objet l'impératrice douairière.

sondage en tâtant Poniatowski. C'était risquer, en cas d'échec, que l'alarme fût aussitôt donnée à Paris, et, en effet, au premier mot, par un de ses officiers, qui, d'après son calcul, pouvait être rendu à destination le 2 mars, le chef de l'armée polonaise se hâtait d'envoyer à Napoléon un avertissement discret. Quelques semaines plus tard, un nouveau résident français, Bignon, remplaçant M. de Serra, il entrait avec lui dans de plus grandes précisions, et, en avril, sous prétexte de porter à Paris les compliments du roi de Saxe à l'occasion de la naissance du roi de Rome, il allait y mettre le créateur du duché entièrement au courant des projets agités depuis janvier entre Pétersbourg et Pulawy (1). Mais, au 10 avril, par les rapports concordant de Poniatowski, de Bignon, de Davout et de Rapp, Napoléon se trouvait déjà suffisamment instruit. D'où l'orage que Tchernichev essuyait à ce moment.

De son côté, Alexandre aurait dû, un mois plus tôt, être éclairé sur les chances de son dessein d'offensive brusquée. Avec la base polonaise qu'il jugeait lui-même indispensable à son succès, l'élément de surprise devant également y faire défaut par le refus et l'indiscrétion probable de Poniatowski, le coup était manqué. Comme son tempérament, les conditions dans lesquelles il avait conçu ce projet voulaient cependant que le tsar s'y obstinât : il était entêté, les Allemands de son entourage ne cessaient de le harceler, et il avait sous la main des Polonais de rechange.

VII

Arrivant à Pétersbourg en novembre 1810 avec une députation de la province de Grodno pour solliciter un adoucissement au régime qui y était appliqué, un prince Xavier Lubecki, d'une ancienne mais alors assez obscure famille polono-lituanienne, prolongeait son séjour, en quête d'un emploi plus avantageux pour

(1) Bignon au duc de Cadore, Varsovie, 29, 30 et 31 mars 1811, Affaires étrangères, Pologne, *Correspondance*, CCCXXVII, 75, 123.

ses talents. Ancien compagnon d'armes de Kosciuszko en 1794, mais aussi ancien ministre, en 1792, de la russophile confédération de Targowiça, un comte Michel Oginski, plus connu en dehors de son pays comme mélomane et compositeur, poursuivait au même lieu le recouvrement d'une fortune dont il avait encouru la confiscation. Se dérobant à des créanciers qui lui interdisaient l'accès de Varsovie, il offrait au tsar des services que Napoléon avait dédaignés. L'ancien collaborateur de Czartoryski au *Comité secret*, Louis Plater, était ramené en Russie par d'autres déceptions que le créateur du duché de Varsovie lui avait fait éprouver (1). Son incartade de 1804 lui étant pardonnée, le comte Severin Potocki se faisait fort de réussir où Czartoryski avait échoué, et, renchérissant sur tous, un prince Casimir Lubomirski, jeune homme de vingt-huit ans, ancien officier de l'armée autrichienne et possesseur en Volhynie de vastes forêts dont le blocus gênait la mise en valeur, parlait de lever une armée polonaise avec l'aide du comte de Witt, le mari divorcé de « la belle Grecque », depuis comtesse Potocka, et le descendant présumé de l'illustre « Pensionnaire », au gré d'une légende vraisemblablement mal fondée. Avec l'approbation de Spéranski (2), l'origine lituanienne de ces nouveaux auxiliaires portait Alexandre à reprendre le projet, conçu en 1807 à Bartenstein, d'une restauration polonaise dont l'ancien domaine de Guédymine fournirait la base pour commencer; mais, érigeant autel contre autel, opposant Wilno à Varsovie, il ne s'en promettait pas moins la possibilité de défier Napoléon sur la Vistule pour lui faire ensuite échec sur l'Elbe, et il s'occupait déjà de préparer une constitution pour ce futur État, ainsi qu'un manifeste de circonstance. Il mettait à contribution pour cet objet Armfelt, Rosenkampf et J. de Maistre, en même temps qu'il s'obstinait, cependant aussi, à réclamer de Napoléon l'engagement que « la Pologne ne serait jamais rétablie ».

Il sous-entendait : jamais sous l'égide française, et il était certainement sincère dans son propre dessein de restauration, le rattachant d'une part aux projets de réforme et d'organisation fédérative qu'il concevait pour la Russie elle-même, à raison de

(1) Sa correspondance est au musée Czartoryski, n° 5511.
(2) Mémoire de Spéranski, 13 mars 1811, *Ancienne Russie*, 1902, CXII, 17.

quoi il mettait Spéranski dans la confidence de son entreprise. d'autre part à des préoccupations que peut avoir trahies une boutade qui a été mise dans sa bouche à ce moment : « Si la noblesse russe me résiste, je me rendrai à Varsovie avec toute ma famille et j'y publierai un *oukase* affranchissant les paysans (1). »

Déconcerté par les nouvelles que lui apportait Poniatowski, Napoléon fut sur le point, en avril, de faire le jeu de son adversaire, en ordonnant à Davout d'évacuer le duché de Varsovie et de se replier sur l'Oder. Au jugement de l'un de ses historiens, en le détournant de l'idée d'une campagne en Russie, qui le fascinait déjà, cette manœuvre l'eût sauvé (2). Mais Alexandre ne tardait pas à le rassurer.

Les nouveaux collaborateurs polonais du tsar y aidèrent, les uns, comme Oginski, en augmentant leurs prétentions à proportion des avantages qu'ils obtenaient pour eux ou pour leur pays, les autres en n'arrivant pas à se mettre d'accord. En correspondance suivie avec Czartoryski et en confidence avec l'agent du prince à Pétersbourg, Wicki (3), le prince Lubecki, homme d'esprit froid et avisé, excellent futur ministre des Finances du futur royaume de Pologne, inclinait à partager leur sentiment au sujet de l'état des esprits en Pologne. En fait, si, autant qu'en Allemagne, on y souhaitait et désirait hâter un nouveau choc, et cette fois décisif, entre le vainqueur et le vaincu de Friedland, on en attendait un autre résultat. Au souvenir de l'expérience décevante

(1) *Bibliothèque de Varsovie*, 1906, III, 249.

(2) Vandal, *loc. cit.*, III, 145, 273.

(3) L'obscurité de ce personnage et l'importance du rôle où il a paru à certains moments ont porté un historien (grand-duc Nicolas, *P. Stroganov*, II, 260) à supposer faussement que le nom de Wicki désignait, dans la correspondance où il le rencontrait, Victor Kotchoubey. — Pour le manque d'accord entre les Polonais, voy. la lettre du prince Czartoryski à Alexandre du 2 avril 1811 dans grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 382, et *Ancienne Russie*, 1903, CXVI, 6. — Pour les autres détails de cet épisode : Correspondance de Bignon et de Poniatowski, Affaires étrangères, Pologne, CCCXVII, 75, 78, 123 ; CCCXXIX, 83 ; d'Angeberg, *Recueil*, p. 521, 529, 533 ; Bignon, *Souvenirs*, p. 46-52 ; Oginski, *Mémoires*, III, 34 et suiv. ; Rosenkampff, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1904, CXX, 144 ; Smolka, *la Politique du prince Lubecki*, II, 99, 139 et suiv. ; Askenazy, *le Prince J. Poniatowski*, p. 193 et suiv. ; Iwaszkiewicz, *la Lituanie en 1812*, p. 37-38 ; Pietkiewicz, *la Lituanie et sa dernière insurrection*, p. 61 ; Wawrzkowicz, dans *Bibl. de Varsovie*, 1912, II, 60 et suiv. ; Tegner, *Armfelt*, III, 380, 390, 414.

de 1805 s'ajoutaient à Varsovie d'autres impressions agissant dans le même sens. On y avait vent du cruel débat où le restaurateur présumé de la Pologne prenait parti, de façon si déterminée, contre son rétablissement, et on s'y trouvait mis en émoi par un retour inattendu de rigueurs, arrestations et confiscations, qui frappaient les sujets polonais du tsar. Alexandre jouait double jeu à son ordinaire : voulant gagner la Pologne contre Napoléon, il jugeait cependant nécessaire de combattre, au même moment, selon les procédés traditionnels de la politique russe, un resserrement de relations qui s'accusait entre le duché de Varsovie et les provinces polonaises annexées à l'empire (1). Une poste secrète, diligemment desservie par des mercantis juifs, maintenait, en effet, une liaison étroite entre les trois parties de l'ancienne Pologne et y intensifiait une propagande à la fois patriotique et napoléonienne, dont les foyers se trouvaient non seulement à Varsovie, mais en territoire russe, à l'Université de Wilno et au gymnase volhynien de Krzemieniec. Le régime établi par Napoléon à Varsovie ne répondait sans doute que très imparfaitement aux aspirations nationales. Il ne laissait même pas de soulever d'assez vifs mécontentements. La légende napoléonienne lui faisait cependant attribuer un caractère seulement provisoire, en vue d'expectatives que le conflit en préparation semblait rapprocher et auxquelles l'apparition du drapeau tricolore sur le Niémen devait donner un attrait irrésistible. Dans un poème, qui est aujourd'hui encore la plus populaire de ses œuvres, — *Messire Thadée*, — Mickiewicz a évoqué en traits saisissants l'ivresse de cette attente.

A ces perspectives, aussi loin qu'il se portât, le libéralisme d'Alexandre n'opposait que la promesse d'une autonomie, qui maintenait inexorablement entre la Pologne et la Russie un lien tout au moins dynastique, et si, dans les termes où des fatalités historiques le posaient, cette solution du douloureux problème paraissait acceptable à Czartoryski, ainsi qu'à quelques hommes politiques de son école, parce que pratiquement seule possible à leurs yeux, le sentiment du plus grand nombre y répugnait invinciblement. Poniatowski ne faisait que s'en inspirer en dénonçant à Paris les projets du tsar et Bignon était sans doute dans le vrai

(1) *Recueil complet des lois*, XXXI, 23.806, 23.893, 24.035.

en supposant (1) que, comme certains *activistes* de notre temps, ceux même des Polonais qui s'y associaient n'étaient guidés que par le souci de « prendre des sûretés des deux côtés ». Encore, ni la résistance des uns ni l'indocilité des autres ne faisaient pas seules obstacle à l'aventureuse entreprise du tsar. Il y escomptait aussi trop présomptueusement le concours de la Prusse et le consentement tout au moins de l'Autriche.

VIII

A Vienne, lors de ses premières négociations avec Czartoryski, il avait cru un moment avoir gain de cause. De passage dans la capitale autrichienne sur le chemin de Naples, David Alopeus et subsidiairement le comte Paul Chouvalov, accrédité comme chargé d'affaires au même lieu depuis l'année précédente, s'étaient en grand mystère employés à mettre à profit l'absence de Metternich fils qui se trouvait à Paris, en offrant au père, chargé de l'intérim, l'échange de la Galicie contre une partie de la Valachie, et, dans le partage éventuel de l'empire ottoman, le protectorat de la Serbie. L'empereur François mordant à l'appât, un projet d'alliance était même ébauché, quand, averti et hâtant son retour, Metternich fils avait fait manquer le coup. Napoléon lui offrait mieux (2).

L'année d'après, remettant les fers au feu avec Czartoryski et consorts, Alexandre recommençait aussi sa tentative à Vienne sur de nouveaux frais. A deux jours de distance, son envoyé à cette cour, Stackelberg, recevait deux instructions très différentes dans leur forme comme dans leur objet. Datées du 11 et 13 février 1811, l'une sous la signature du chancelier, d'ordre du souve-

(1) Bignon, *Souvenirs*, p. 141, 214 ; cf. Askenazy, *le Prince J. Poniatowski*, p. 192 et suiv., 303. — Pour les détails, voy. K. Voiénski, *Documents pour l'histoire de l'année* 1812, p. XXVII.

(2) Metternich, *Mémoires*, I, 113 ; II, 362, 370, 395, 415 ; F. de Martens, *Recueil*, II, 35, 72 et suiv. ; Beer, *Die orientalische Politik Œsterreichs*, p. 248 et suiv. ; Vandal, *loc. cit.*, II, 396 et suiv. ; 472 et suiv.

rain, visait un accord défensif à proposer pour le cas d'une conflagration européenne, sans autre précision ; la seconde, entièrement de la main d'Alexandre, prescrivait à Stackelberg d'offrir à l'empereur François les plus belles parties des deux principautés moldo-valaques en échange de la Galicie et pour prix d'un concours armé contre la France (1). Ni Roumiantsov ni Spéranski lui-même n'étaient mis dans le secret de cette négociation, pour laquelle Stackelberg avait ordre de ne correspondre qu'avec un nouveau collaborateur que le tsar se donnait pour la partie la plus occulte de sa diplomatie, la raison elle-même de ce choix se laissant malaisément découvrir.

Après d'obscurs débuts dans la carrière où il retrouvait maintenant de l'emploi, Rodione Alexandrovitch Kochélev avait encouru sous Paul une disgrâce dont les causes restent inconnues et vécu quelque temps à l'étranger, où il avait versé dans le mysticisme. Rentré depuis en Russie, sa carrière, aux abords de la soixantaine, semblait terminée, quand, au cours des dernières années, membre du Conseil de l'empire et grand maître de cour, il avait bénéficié d'un retour de fortune inattendu et obtenu dans la confiance du souverain une place qui le mettait hors pair. C'était, cependant, un bien singulier diplomate. Sa correspondance, où il a usé fréquemment d'un langage convenu, dont la clef n'a pas été retrouvée, est à peine plus intelligible dans les parties rédigées en clair. On y lit : « Malgré que, dans ma catégorie, je crois avoir rempli ma tâche sous le rapport de l'éveil relatif au ver rongeur moral précurseur des faits hostiles du fléau de l'univers (2)... » Les égarements prochains dont la Sainte-Alliance a procédé s'annonçaient déjà dans le rôle attribué à ce personnage, dont, en outre, Alexandre ne paraissait nullement goûter la société, ni apprécier les talents (3).

Il ne s'en tenait pas aussi à la négociation entamée à Vienne par ce canal, et entrait directement en matière avec le chargé d'affaires de l'empereur François à Pétersbourg, de Saint-Julien.

(1) F. de Martens, *Recueil*, III, 79 ; Metternich *Mémoires*, II, Popov, *les Relations de la Russie avec les puissances étrangères*, p. 401-402 ; d'Ussel, *l'Intervention de l'Autriche*, p. 16.

(2) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, II, 68.

(3) *Ibid.*, II, 60, 62, 65.

Il s'arrangeait pour le rencontrer, à la dérobée toujours et comme par hasard, dans l'appartement du comte Nicolas Tolstoy, grand maréchal du palais, et il lui offrait d'emblée « la Moldavie jusqu'au Sereth et la Valachie entière » avec en plus « tout ce que l'Autriche pourrait s'approprier en Serbie ». Comme de raison, Saint-Julien ne pouvait qu'en référer à Metternich, qui refusait de seulement engager le débat sur ce terrain. « C'est en un mot, commençait-il par observer, nous proposer l'échange de ce que nous possédons contre ce que vous ne possédez pas », et il mettait ensuite sur le tapis, en forme de question préalable, le règlement d'un arriéré de comptes qui remontait à 1805 et s'inscrivait au débit de la Russie pour une somme de plus de 12 millions de florins : « Dette sacrée, de gentilhomme à gentilhomme », disait de Saint-Julien. Alexandre alléguant qu'elle se trouvait annulée du fait des hostilités, qui, en 1809, avaient mis aux prises les deux pays, l'Autrichien répliquait en observant que pas une goutte de sang n'y avait été versée de part et d'autre. Le tsar offrant de s'acquitter moyennant une promesse de neutralité, sinon de coopération, la réponse était : « Payez d'abord ! » Et on en restait là (1), en même temps que des pourparlers parallèlement poursuivis avec la cour de Berlin aboutissaient à un résultat encore moins satisfaisant.

Arrivant à Pétersbourg dans la seconde quinzaine de mai 1811, le colonel baron Schœller y apportait deux lettres de Frédéric-Guillaume pour le tsar, datées du 12 de ce mois (2). L'une, ostensible, pressait vivement le souverain de rétablir la bonne harmonie dans ses relations avec la France, l'autre, confidentielle, montrait le roi instruit des projets belliqueux que méditait le tsar et disposé à les seconder, bien qu'il négociât au même moment à Paris les termes d'une alliance défensive et offensive. Il donnerait la préférence au tsar, mais à deux conditions : la première était qu'Alexandre s'assurât le concours de l'Autriche et la seconde, que, défiant Napoléon en Pologne, — il proclamât l'indépendance

(1) Archives d'État à Vienne, *Russlands Berichte*, 1811, I-VII, F. de Martens, *Recueil*, III, 78 et suiv. ; Beer, *Die orientalische Politik Œsterreichs*, p. 250 ; grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 403, 410, 493-494 ; II, 108 et suiv.

(2) Bailleu, *Briefwechsel K. Fr. Wilhelms III*, p. 216 ; Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 359-360 ; cf. Lebensbilder, III, 433.

complète de ce pays, « en laissant les Polonais libres de se donner un roi de leur choix et de leur nation, s'ils le préféraient ». Frédéric-Guillaume insistait beaucoup sur ce point et, contre son habitude, arrivait même à y prendre position de façon très décidée, en découvrant la raison de l'intérêt, à première vue surprenant chez un petit-neveu de Frédéric II, qu'il témoignait pour l'affranchissement de la Pologne. « Si vous paraissiez, écrivait-il, vouloir réunir ce pays à votre empire, quelle que fût la forme de cette réunion, sire..., je n'ose pas le cacher à Votre Majesté, ma confiance personnelle dans ses sentiments pour moi en serait ébranlée... et la Prusse ne pourrait voir cette acquisition sans une grande inquiétude. »

L'enseignement qui se dégage de ce précédent historique est à retenir au regard des changements qui se sont accomplis, depuis, dans cette partie de l'Europe et des éventualités d'avenir. Il y a cent ans, une Pologne, même plus ou moins intégralement reconstituée, comme Hardenberg l'admettait en 1807 (1) et rendue à la liberté, mais aussi, pensait-il, aux causes qui avaient quarante ans plus tôt déterminé son démembrement, était plus acceptable pour la Prusse que rattachée sous une forme quelconque à la Russie. Elle offrirait plus de prise. Mais, du coup, les projets d'Alexandre devenaient irréalisables et sa réponse à Frédéric-Guillaume prenait aussi le sens d'un protocole de renoncement (2). Pour vider sa querelle avec le tsar, Napoléon restait maître de l'heure et du terrain.

(1) V. ci-dessus, p. 213.

(2) 28 mai 1811, Bailleu, *loc. cit.*, p. 222 ; cf. Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 359 et suiv. ; Lebensbilder, III, 433.

CHAPITRE XI

LE CONFLIT

I. Accroissement de tension entre Pétersbourg et Paris. Rappel de Caulaincourt. Lauriston lui succède et se laisse mystifier. Son optimisme. Informations contraires parvenant à Paris. Napoléon gronde encore. L'algarade du 15 août 1811. Le recours aux armes décidé. Comment Napoléon se propose d'en atténuer les risques. Le thème de la campagne projetée. Une entreprise d'intimidation. — II. Attitude énigmatique d'Alexandre. Il redoute le conflit en perspective et travaille néanmoins à le provoquer. L'alliance française et l'œuvre des réformes. Le tempérament du tsar. Il conspire contre son propre gouvernement. L'erreur de Spéranski. — III. Les préparatifs d'une campagne défensive. L'armée russe. Progrès accomplis. « Le talon d'Achille. » L'intendance. Les transports. Un essai d'amélioration énigmatique. — IV. Nouvel appel aux concours du dehors. Une mission secrète à Londres. Le prince Lubomirski à Apsley House. Résultat peu satisfaisant. — V. Reprise de négociations avec la Prusse. Scharnhorst à Pétersbourg. Une convention militaire. Frédéric-Guillaume en subordonne la ratification à l'adhésion de l'Autriche. Accord de l'Autriche avec la France. Précautions prises par Napoléon à Berlin. Le coup de filet. La Russie isolée. — VI. Un allié inespéré. Bernadotte. Son élection à la succession du trône de Suède et les conséquences de cet événement. Tchernichev à Stockholm. Promesses et réticences du prince royal. — VII. Dernière tentative de conciliation entre Pétersbourg et Paris. Mission projetée de Nesselrode. Procédés dilatoires du tsar et refus définitif de traiter.

I

A Paris, avec Tchernichev comme avec Kourakine, l'Empereur se montrait de plus en plus radouci et pressé d'entrer dans la voie des explications et des accommodements. Remisant son tonnerre,

il se mettait en frais d'amabilité avec « le postillon ». A deux reprises, il lui adressait son grand maréchal du palais pour l'inviter à sa chasse un jour, et, le lendemain, pour s'enquérir s'il n'en ressentait pas de la fatigue. Duroc avait, comme de raison, une autre mission, qui était de découvrir ce que cachait le fond du « sac » dont le chancelier russe avait parlé. Mais Tchernichev demeurait impénétrable, et, interpellé par le souverain lui-même dans les termes les plus engageants à l'audience diplomatique du 14 avril, il esquivait toute indication. Le tsar, de son côté, s'en tenait aux plaintes, dont il rendait la forme de plus en plus acerbe. Plus soucieux d'arbitrer, au foyer de la Comédie-Française, les querelles des demoiselles Bourgoin et Volney, Kourakine était obligé, très à contre-cœur, de présenter une note officielle de protestation contre l'annexion de l'Oldenbourg, qu'il ne réussissait d'ailleurs pas à faire accepter. Après l'avoir déposée sur le bureau du duc de Cadore, qui refusait d'en prendre livraison, il la retrouvait sur le sien (1). Alexandre en faisait reproduire le texte dans une circulaire adressée à toutes les cours d'Europe, et l'on se trouvait presque en état d'hostilité ouverte, bien que Roumiantsov continuât à assurer Caulaincourt que « la Russie était toujours loyale et pure dans l'alliance comme une vierge » (2). En mai, le duc de Vicence se proposant de fêter la naissance du roi de Rome, il devait décommander son bal, le tsar annonçant qu'il n'y paraîtrait pas « si rien d'amical et de tranquillisant n'avait lieu dans l'intervalle » (3).

Le fastueux maître de Tardif, aux pompes désormais inutiles, allait d'ailleurs quitter le palais Volkonski. Depuis un an déjà, il ne cessait de demander son rappel. En devenant suspect à Napoléon, il cessait, à ce poste, d'être utile à Alexandre lui-même, et sa situation s'en ressentait. Depuis avril, Lauriston, général et diplomate sans grand éclat, mais honnête homme, était désigné pour le remplacer. Champagny cédait en même temps son portefeuille à Maret, dont les attaches polonaises n'étaient sans doute

(1) Kourakine à Roumiantsov, 12 avril 1811, F. DE MARTENS, *Recueil*, XIV, 129.

(2) Caulaincourt à Champagny, 21 mars 1811, grand-duc NICOLAS, *Relations diplomatiques*, V, 372.

(3) Le même à Napoléon, 2 mai 1811, *ibid.*, V, 447, 458.

pas étrangères à ce choix. A Pétersbourg, étant donnée la tournure que prenaient les relations entre les deux pays, Napoléon pensait n'avoir plus besoin que d'un poste d'observation ; mais assuré, avec raison cette fois, de la droiture de l'observateur, il ne comptait pas assez avec sa candeur, dont ce fut pour Alexandre un jeu d'abuser. Rentrant à Paris, Caulaincourt traitait de « conte ridicule inventé par les Polonais » les projets dont Poniatowski avait donné la révélation précise à Paris et il se portait garant « sur sa tête » des intentions pacifiques du tsar (1). Lauriston allait cautionner plus ingénument la scrupuleuse fidélité du souverain dans l'application du blocus : « Les mêmes règlements sont en vigueur... les tarifs sont sans changement... ; la commission examine tous les papiers », assurait-il, en renchérissant sur son prédécesseur. Et il voyait Alexandre « attaché au système français par honneur autant que par entêtement ; décidé à y tenir jusqu'à la dernière extrémité ». Il se persuadait qu'à très bon compte, un accord parfait entre les deux pays pouvait être rétabli. Quelques adoucissements au régime économique imposé à la Russie par l'alliance et le sacrifice de quelques milliers d'âmes polonaises y suffiraient (2). — « Tranquillisez vous sur les inquiétudes que peuvent vous donner les propositions de Napoléon, écrivait au même moment Alexandre à Kochélev ; je suis très fermement décidé à n'en accepter aucune (3). »

En août, sinon plus tôt, Napoléon en fut convaincu. Sinon avec Dantzig ou avec un lambeau du duché de Varsovie, malgré les velléités agressives du tsar et plus encore après en avoir pénétré le secret, peut-être se fût-il porté à payer de quelque façon cette alliance dont il avait tant besoin. Mais, par d'autres voies, il recevait de Russie d'autres renseignements : Alexandre visant la conquête de la Pologne entière ; le blocus tourné en dérision ; les cargaisons de provenance anglaise se multipliant à l'entrée des ports russes, sans même user ou presque de déguisement (4).

(1) Vandal, *loc. cit.*, III, 175-189.

(2) A Maret, 7, 18 et 29 mai, 16 juillet, 27 septembre 1811, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 71 et suiv. ; cf. grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 469 ; VI, 8, 20, 105, Vandal, *loc. cit.*, III, 173 et suiv.

(3) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 84.

(4) Napoléon, *Correspondance*, XXII, n° 18.082.

Il avait assez patienté ; il avait trop offert, et l'heure des grandes résolutions avait sonné.

Le 15 août donc, le tonnerre jupitérien grondait encore, en public cette fois, avec des échos retentissants, et à l'audience diplomatique de ce jour, comme assignée aux explosions récurrentes d'une colère qui cessait de se contenir, suant à grosses gouttes sous son habit lamé d'or devant ses collègues atterrés, Kourakine recevait la grêle des invectives menaçantes et insultantes.

« Je ne suis pas assez bête pour croire que ce soit l'Oldenbourg qui vous occupe... On ne se bat pas pour l'Oldenbourg... Je vois clairement qu'il s'agit de la Pologne... Eh bien ! non, quand même vos armées camperaient sur les hauteurs de Montmartre, je ne vous céderais pas un pouce du territoire varsovien... Vous savez que j'ai 800 000 hommes !... Vous comptez sur des alliés? Où sont-ils? Vous me paraissez comme des lièvres, qui reçoivent du plomb dans la tête et qui, tout étourdis, tournent et ne savent où se diriger (1). »

« Tout porte à croire qu'il [Napoléon] finira par devenir fou », allait écrire Nesselrode. « Il doit être fou », avait dit Hawkesbury, huit années plus tôt, après une scène de même genre faite à Whitworth (2). Et, excès de superbe, irritabilité nerveuse, ou réveil des instincts ataviques de violence, il y avait bien un peu de cela dans ces emportements périodiques. Mais le grand homme y mettait aussi une part de calcul. Cette fois, ayant pris son parti d'un conflit rendu inévitable à ses yeux, il entamait la manœuvre qu'il devait y développer et dont des effets d'intimidation constitueraient l'élément essentiel. Il voulait effrayer ; mais sentant l'incongruité du procédé, il ne perdait pas de temps pour donner le change à son sujet. Dès le lendemain, une circulaire portait à tous les agents de la France au dehors un récit diplomatiquement édulcoré de l'incident, où elle voulait que « tous les témoins n'eussent reconnu qu'une discussion, remplie à la vérité de raisonnements exposés dans toute leur force, mais calme et pour

(1) Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 143 ; F. de Martens, *Recueil*, XIV, 149.

(2) Nesselrode, *Lettres et papiers*, III, 375, 379 ; A. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 276.

ainsi dire amicale » (1). L'heure de l'entrée en campagne n'était pas venue. Ce même jour cependant, après un débat à huis clos avec le maître, Maret rédigeait des conclusions, — « le travail de Sa Majesté au 16 août » — où chaque paragraphe semblait comme ponctué d'un autre tonnerre : roulement de tambour battant la charge des combats prochains.

« Les communications reçues du cabinet de Pétersbourg permettent de croire que le prélèvement de 5 à 600 000 âmes sur le duché de Varsovie et leur abandon à la Russie suffiraient à écarter sur ce point avec cette puissance toute cause de dissentiment ; mais il est constant qu'un tel accroissement donné à un empire déjà démesurément étendu... créerait pour l'Europe entière une menace intolérable, et Sa Majesté est donc décidée à soutenir par les armes l'existence du duché de Varsovie.

« Bien que rendu en violation du traité de Tilsit, l'*oukase* du 30 décembre 1810 ne saurait en lui-même constituer un motif de rupture... ; mais tout porte à croire que le mépris dont le tsar fait preuve au regard de ses engagements cache le dessein de rétablir ses relations avec l'Angleterre, et, pour cette raison, Sa Majesté est décidée à soutenir ses droits par les armes. »

La possibilité d'un accommodement n'est pas encore exclue ; mais, à tout événement, la décision est prise de négocier avec l'Autriche et avec la Prusse en vue d'un concours militaire et de mettre les armées sur le pied de guerre afin d'être prêt pour le mois de juin 1812 (2). Et cela veut dire apparemment qu'au terme indiqué, s'il n'obtient des satisfactions sur lesquelles il ne semble pas compter, Napoléon tentera l'entreprise qu'il a lui-même taxée de démence. Dès le commencement d'avril, d'ailleurs, il a écrit au roi de Würtemberg (3) pour réclamer le contingent de ce pays, en vue d'un conflit, auquel, disait-il, sous l'influence de l'esprit public en Russie et des manœuvres anglaises, « l'empereur Alexandre et moi nous serons entraînés, malgré nous, malgré les intérêts de nos deux pays ».

Dans ces résolutions même, cependant, et ces prévisions que

(1) Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 170.

(2) *Ibid.*, fol. 145.

(3) 2 avril 1811, Schlossberger, *Pol. und Mil. Correspondenz Kœnig Fr. von W.*, p. 229.

l'avenir devait si entièrement justifier, il ne se démentait pas encore, autant qu'on l'a généralement admis, ni n'abdiquait la haute sagesse dont se doublaient ses plus grandes témérités. Il demeurait dans le fond persuadé, en effet, tout l'indique, qu'il n'aurait pas besoin d'en découdre, ou tout au moins de pousser très loin la contrainte à main armée dont il envisageait et préparait l'emploi. Dans le drame où la fortune du grand homme a sombré, méconnu par ses détracteurs comme par ses admirateurs mêmes, ce trait a constitué le nœud de l'action, et il est aisé de le mettre en évidence.

Napoléon a notoirement établi cette fois son thème sur l'idée qu'il s'est faite du tempérament de son adversaire et qui, dans le fond, était juste. Alexandre n'est pas un héros. Il l'a assez fait voir à Austerlitz et après Friedland. Un timide et un faible. S'il fait acte de bravade maintenant, c'est qu'il ne se rend pas compte du danger qu'il court et il convient de lui ouvrir les yeux. « Je suis sûr que l'empereur Alexandre n'a aucune idée des forces que je puis employer contre lui », dira un peu plus tard Napoléon au ministre de Prusse, certain que le propos aura un écho à Pétersbourg (1). A Narbonne, à Caulaincourt, à d'autres encore, il parlera de « jeter des têtes de pont non pas sur le Danube seulement, mais sur le Niémen, la Volga, la Moskova »; de s'engager sur « la route de l'Inde », de « prendre à revers l'Asie pour atteindre l'Angleterre » (2). Pur jeu d'imagination pour son plaisir personnel ou épouvantail pour la galerie. Dans la réalité de son calcul et de son effort, il vise un objectif beaucoup plus proche et moins fantastique, et, s'il donne à ses préparatifs de guerre l'ampleur que l'on sait, si, hommes et matériel, il y fait provision pour une campagne qui le conduirait à l'extrémité ou au delà du continent européen, c'est à un effet d'intimidation que cet appareil est destiné essentiellement. On a voulu (3) qu'imitant le stratagème dont Alexandre avait usé pour masquer sa tentative d'offensive brusquée, Napoléon ait cherché, de son côté, à dissimuler les concentrations de troupes qu'il opérait entre l'Elbe et l'Oder. Il a, en effet, donné des ordres dans ce sens. Mais sa manœuvre était autrement subtile. Cachant en partie les mouvements de quelques-uns de

(1) *Sbornik*, XXI, 282.
(2) V. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VII, 565.
(3) Vandal, *loc. cit.*, III, 302 et suiv.

ses corps d'armée, il faisait en même temps grand bruit de leur déploiement, et le candide Lauriston se portant, en ce point, à des dénégations qui coûtaient à son honnêteté, son maître s'en irritait : « Dites à Lauriston, écrivait-il à Maret, qu'il comprend mal ma position ; que la Russie sait tout cela, parce qu'il faudrait être bien aveugle pour ne pas voir toutes mes routes chargées de convois, de détachements en marche (1). »

Sinon à la menace seule, Alexandre céderait à la violence du premier choc, ou, au pis aller, il ne résisterait pas à la formidable pression qui suivrait et qui n'aurait pas besoin d'être très développée dans le temps ni dans l'espace, des contraintes accessoires d'ordre politique concourant à assurer sa prompte efficacité. Car, pour le succès de son entreprise de 1812, le grand homme ne s'est pas fié à la supériorité seule de ses forces militaires. De façon moins précise mais non sans quelque assurance, il a fait aussi état des connivences que ses agents en Russie travaillaient à lui ménager au sein des partis d'opposition en formation dans ce pays. Pour ce point d'histoire qui, entièrement négligé jusqu'à présent, emprunte aux circonstances actuelles un intérêt particulier, quelques indications instructives seront recueillies au volume suivant.

Dans la partie qu'il a engagée en 1812, Napoléon a joué sur une carte qui s'est trouvée fausse, mais qu'il a été très fondé à croire bonne, et, en fait, il n'aura manqué le coup que de l'épaisseur d'un cheveu. Avant et après le passage du Niémen, avant et après la prise de Smolensk, et jusque dans les murs de Moscou où il s'attardera pour cette raison, il escomptera une défaillance morale de son adversaire, et, du premier jour au dernier, Alexandre lui permettra de garder confiance dans la justesse de ce calcul.

II

« Un lièvre qui a reçu du plomb dans la tête » : employé au mépris de toute convenance par le discoureur du 15 août, le mot était juste. Au moment où il trahissait devant Czartoryski l'an-

(1) Napoléon, *Correspondance*, XXII, n° 17.832.

goisse où le mettait la perspective d'une reprise d'hostilité avec le vainqueur de Friedland (1), Alexandre avait cherché à en prendre l'initiative. Mettant au jour son isolement et sa faiblesse au regard de cet adversaire, les échecs qu'il avait encourus depuis à Varsovie, à Berlin, à Vienne, le jetaient dans une plus grande anxiété encore. « Où serons-nous l'année prochaine à pareille date ! » disait-il avec un air d'abattement à sa femme (2). Cependant, il persévérait dans son attitude non seulement de défi, mais de provocation. On a supposé qu'il se rendait docile au vœu de cette partie de ses sujets que le blocus irritait. Correspondant avec d'Antraigues, maintenant établi en Angleterre, Armfelt parlait d'un complot, auquel trois régiments de la garde étaient gagnés, et qui, au cas où le souverain ne romprait pas les engagements contractés à Tilsit, visait à porter au trône la grande-duchesse Catherine (3). Dans une de ses dépêches, le comte de Saint-Julien mettait, de son côté, dans la bouche du comte Nicolas Tolstoy, à l'adresse du tsar, cette apostrophe menaçante : « Sire, si vous ne changez pas de principes, vous finirez par vous faire étrangler comme votre père (4). »

De telles velléités de coup d'État et de telles incartades se laissent admettre. La pointe de l'épée de Damoclès restait suspendue au-dessus du trône où Paul avait trouvé la mort. Mais la grande-duchesse Catherine demeurait avec son frère dans des termes qui excluaient sa participation à un attentat mettant en péril la vie du souverain, ou ses droits. Bien que porté à des boutades, où se traduisait parfois une franchise brutale, Tolstoy était, à ce trait près, le modèle d'un courtisan bien dressé et inoffensif. Les Allemands de l'entourage d'Alexandre savaient se rendre plus pressants et ils étaient aussi plus redoutables, ainsi que Pahlen et Bennigsen l'avaient prouvé en 1801. Cependant, en renonçant à son projet d'offensive auticipée, Alexandre venait de montrer qu'il était capable, quand il voulait, de tenir tête aux

(1) V. ci-dessus, p. 312.

(2) L'impératrice Élisabeth à sa mère, 23 mars 1826, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, III, 361.

(3) *Foreign Office*, Russie, 1810, vol. 75 ; Pingaud, *Un agent secret*, p. 338 ; Tegner, *Armfelt*, III, 382 et suiv.

(4) A. Metternich, 28 septembre 1811, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 463.

plus impatients et aux plus rebelles, et, en fait, il restait aussi maître de ses décisions. « Il régnait. » Contre toutes les plaintes et toutes les menaces, il maintenait même le blocus, sinon aussi scrupuleusement que Lauriston s'en laissait accroire, du moins assez pour donner un vif déplaisir aux Anglais, et, en fait encore, si une intention de représailles au regard de la politique napoléonienne, ou de concession au regard de ses adversaires, y avait eu part, l'*oukase* du 31 décembre ne s'en inspirait pas dans son principe. Il avait pour auteur Spéranski, qui passait pour le plus ferme soutien du système français, auquel son œuvre se rattachait. Visant à interdire, ou à restreindre par un tarif prohibitif les importations de marque française, le nouveau régime douanier faisait partie d'un ensemble de mesures par lesquelles, porté à ce moment à la direction des affaires intérieures du pays avec des pouvoirs presque dictatoriaux, cet homme d'État essayait d'atténuer une crise financière, dont la cause essentielle était moins dans le blocus que dans les préparatifs de guerre que le souverain continuait à pousser avec vigueur et au prix d'une dépense énorme, tout en renonçant à les utiliser immédiatement. En favorisant une reprise partielle de relations commerciales avec l'Angleterre, Spéranski cherchait sans doute aussi à désarmer la réprobation assez générale que ses réformes de toute nature rencontraient dans les milieux les plus influents. Mais, pour les raisons déjà indiquées, dans la querelle qui s'envenimait entre la Russie et la France, cette question ne tenait qu'une place secondaire. De son côté, Napoléon ne prêtait qu'une oreille distraite aux doléances des manufacturiers français, ceux de la rive gauche du Rhin en particulier, auxquels l'*oukase* du 31 décembre ne permettait plus d'écouler, bon an mal an, 50 000 pièces de drap jusque sur les marchés de la Russie d'Asie, et, par cette voie, sur ceux même de la Perse et de la Chine (1). Ainsi qu'il l'a marqué dans son « travail » du 15 août 1811, ce n'est pas non plus « pour du sucre et du café », quoi qu'on en ait dit (2), que le grand homme envisageait les risques d'une campagne dans ces « déserts de boue et de neige », dont l'évocation lui donnait le frisson. « Ce n'est pas le

(1) Archives nationales, A. F.IV 1061, nº 106 ; Caulaincourt à Champagny, 15 janvier 1811, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 262-271.

(2) V. Lumbroso, *Napoleone e l'Inghilterra*, p. 138.

tarif qui provoquera la guerre », affirmait en février 1811 Nesselrode, qui avait les moyens, on l'a vu, d'être bien renseigné. Le nœud réel du débat était, pensait-il, en Pologne (1). « La Russie ne peut tolérer sur ses frontières le spectre de la Pologne », disait un peu plus tard à Caulaincourt le conciliant Roumiantsov (2). Mais Alexandre rendait pratiquement impossible tout essai de conciliation. Napoléon s'y portait, devant Kourakine, jusqu'à admettre des concessions, rétrospectivement, il est vrai, et hypothétiquement, *même sur le terrain polonais :* « Vous n'aviez qu'à demander ; je vous aurais cédé Dantzig et son territoire ; je vous aurais cédé deux districts du duché de Varsovie, si vous n'eussiez pas armé. » C'était tout de même une ouverture, et Kourakine l'entendait bien ainsi. Mais, devant Lauriston, tout en se plaignant qu'on ne lui en fît pas, Alexandre montrait clairement qu'il était décidé, en effet, à n'en accepter aucune. Il ne jugeait pas sérieuse l'offre de Dantzig, et, le fût-elle, il la refuserait *maintenant.* « Alors, que demande Votre Majesté ? — Je ne peux rien demander ; c'est à l'Empereur Napoléon de me proposer quelque chose (3). »

Par ce manège, faisant le jeu d'une opposition qu'il semblait exciter contre sa politique et contre ceux qui s'y employaient sous ses ordres ; la maîtrisant mais la renforçant, au point de donner l'impression qu'elle finirait par le pousser malgré lui à un conflit qu'il redoutait ; le craignant en effet, mais travaillant néanmoins à le rendre inévitable, il justifiait, si déplacée qu'elle fût, la comparaison imagée que Napoléon avait fait entendre à Kourakine.

La raison en était dans les bizarreries d'un tempérament qu'un phénomène d'atavisme a reproduit récemment à la même place, et dans leur répercussion sur la conduite des affaires à l'intérieur comme au dehors. Tout en maintenant Roumiantsov à la chancellerie et Spéranski au pouvoir, le tsar laissait s'ameuter contre les idées que l'un et l'autre représentaient la double fronde gallophobe et réactionnaire, parce que, si étrange que le phénomène doive paraître, il en était lui-même !

(1) Nesselrode, *Lettres et papiers*, III, 317.
(2) Caulaincourt à Maret, 8 mai 1811, grand-duc Nicolas, *ibid.*, V, 470.
(3) Lauriston à Maret, 2 juin, 19 juillet, 24 septembre et 12 octobre 1811, *ibid.*, VI, 2e partie, p. 30, 63, 101, 124.

Comme de l'alliance française, dès 1808, par goût de l'indépendance, désenchantement ou ressaut d'orgueil, il arrivait en 1811, sous l'influence d'autres causes, lassitude, irrésolution ou timidité, à se détacher de l'œuvre réformatrice parallèlement entamée; mais, d'un côté comme de l'autre, il avait peine à opérer directement et ouvertement ce double changement de front. Son goût pour la dissimulation et les voies obliques le portait ainsi à conspirer contre son propre gouvernement, en abandonnant en fait à ses adversaires le commandement de la manœuvre.

Plus difficile à expliquer, en cette occurrence, est le jeu de Spéranski. Esprit avisé, on ne saurait supposer que ce lien de solidarité naturelle entre son œuvre et le système napoléonien, partant entre sa fortune et l'alliance française, échappât à sa perspicacité. Il consentait, cependant, à servir de canal pour la correspondance, qui portait de Paris à Pétersbourg les conseils du « cousin Henry ». Insuffisamment initié aux problèmes de la politique étrangère et se piquant, cependant, d'y mettre la main, sous l'empire du prurit d'ambition qui lui faisait donner le surnom de *fa tutto*, sans doute s'égarait-il dans leurs complications et arrivait à y partager l'optimisme de Kourakine et de Lauriston. Contrariant l'effort qu'il faisait pour restaurer les finances de l'empire, les armements, aux frais desquels il n'arrivait à suffire que par des expédients de plus en plus scabreux, auraient dû cependant l'éclairer. Bien qu'il répudiât maintenant toute intention belliqueuse, Alexandre ne cessait pas, en effet, de les activer fiévreusement.

III

Pour gagner les Polonais à ses projets, il avait exagéré sa puissance militaire, enflé les chiffres. Depuis les jours d'Austerlitz et de Friedland, au triple point de vue de l'organisation, de l'équipement et des effectifs même, grâce à la suppression des quittances de recrutement enlevée d'autorité par Araktchéiév, des progrès sérieux se trouvaient cependant réalisés dans l'armée qui allait combattre à Borodino, et, de 1810 à 1811, d'autres s'y ajoutaient.

portant, « sur le papier » seulement il est vrai, les disponibilités acquises à 512 bataillons, 410 escadrons, 159 compagnies d'artillerie et 2 régiments de pionniers, ensemble 480 000 hommes et 1 600 canons, sans compter les troupes d'instruction et de garnison, ainsi que 12 régiments d'infanterie en voie de formation (1). Au cours des premiers mois de 1811, en rapport avec le dessein d'offensive conçu par le tsar à ce moment, une partie de ces troupes était mise en mouvement et rapprochée du grand-duché de Varsovie, par petits paquets, en colonnes de bataillons ou même de compagnies isolées, qui suivaient des chemins détournés. Alexandre renonçant à son projet, ces corps s'immobilisaient, mais ne cessaient de grossir.

« Le papier souffre tout » : au sens de ce dicton russe, qui a toujours été des plus topiques au pays où il est né, un écart considérable se laisse supposer entre l'ampleur réelle de l'appareil militaire ainsi mis sur pied et les chiffres officiels. En outre, le talon d'Achille de toutes les armées russes depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, la défectuosité du service d'intendance, subsistait aussi dans celle-là. De grands magasins étaient cette fois créés dans les provinces de l'ouest, sur les lignes de communication les rattachant, entre le Niémen et le Boug, aux principaux centres de l'empire ; mais l'offensive projetée en direction de l'Oder faisant place, dès le début des hostilités, à une retraite précipitée en direction de la Dvina et du Dniéper, ces dépôts allaient tomber aux mains de l'ennemi, qui d'ailleurs devait les trouver à moitié vides.

Les difficultés que les troupes russes avaient éprouvées pour leur ravitaillement, quand elles combattaient en Moravie ou en Prusse, ne pouvaient manquer d'être augmentées en territoire russe, du fait de l'énormité des distances. Elle pose dans ce pays, même en temps de paix, pour la rapidité des transports, un problème qui attend de nos jours encore une solution satisfaisante. D'après un rapport (2) qui, ne recevant pas confirmation d'autre part, prête à quelque incertitude, il aurait, à cette époque, fait concevoir un expédient, dont le sens et le but prennent dans ce

(1) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, III, 169-170.
(2) Toll, *Denkwürdigkeiten*, I, 229 et suiv.

récit un caractère passablement énigmatique. En 1809 déjà, la création aurait été projetée d'un vaste système de « dépôts de roulage », destinés en particulier à faciliter les communications entre les deux capitales de l'empire et l'Europe occidentale, l'initiative, sinon l'idée, en venant de Caulaincourt. Roumiantsov l'accueillant avec une grande faveur, une commission, composée par moitié de fonctionnaires russes et de membres de la légation française, aurait été chargée de mettre le projet en voie de réalisation, quand la tension de rapports entre la Russie et la France l'aurait fait abandonner. Le singulier est que, copieuse et abondant en détails, souvent même d'importance médiocre, la correspondance du duc de Vicence ne contienne pas la moindre indication à ce sujet.

Tel quel, quantité et qualité, l'instrument de guerre dont Alexandre disposait était redoutable même pour un Napoléon, et le vainqueur d'Eylau n'était d'ailleurs pas disposé à le dédaigner : « Je sais que votre armée est aussi belle que brave », disait-il à Tchernichev. Mais il disait à Kourakine : « Où sont vos alliés? » Son adversaire menaçant d'entraîner l'Europe entière à sa suite dans l'assaut qu'il livrerait à son empire, là était aussi le point faible de la situation du tsar, comme la définissait le résultat des tentatives opérées à Berlin et à Vienne. Mais, entêté et confiant dans ses talents diplomatiques, Alexandre ne désespérait pas de faire appel de cet échec. La chance lui restait d'intéresser l'Angleterre à la cause qu'il représenterait non plus comme promoteur d'une offensive hasardeuse, mais comme victime d'une agression injustifiée, et, par Londres, Berlin et Vienne pouvaient encore, pensait-il, être ressaisies.

IV

Depuis 1807, les relations entre les deux pays affectaient une forme assez bizarre. A l'adhésion de la Russie au système français, l'Angleterre a répondu par des mouvements de flotte où elle a, cependant, observé une grande retenue. En septembre 1808, un de ses amiraux, sir John Cotton, a fait capituler l'escadre de Sié-

niavine à l'embouchure du Tage, mais il lui a accordé des conditions qui ont prêté au soupçon d'une connivence : retenant les navires seuls, il a permis aux équipages de rentrer en Russie. En même temps, une autre escadre anglaise manœuvrait dans la Baltique ; mais, d'accord avec l'agent anglais à Stockholm, sir Edward Thornton, le commandant de cette force navale, sir James Suarez, entamait de sa propre initiative des pourparlers avec le ministre de la Marine russe, Tchitchagov, en vue d'une entente, et écrivait au tsar lui-même pour cet objet. Un corps auxiliaire anglais se trouvait aussi débarqué en Suède ; mais sir John Moore qui le commandait en usait avec les Russes en Finlande comme ceux-ci allaient faire avec les Autrichiens en Galicie, pendant la campagne de 1809. Il encourait même une arrestation d'ordre de Gustave IV, mais réussissait à s'évader et ramenait ses troupes en Angleterre. La flotte les suivait, et, depuis, le gouvernement britannique s'est borné à protéger dans la Baltique les opérations de contrebande, dont l'importance augmentait de mois en mois.

Dans ces conditions, il était naturel qu'Alexandre se flattât de trouver de ce côté des sympathies n'attendant qu'une occasion pour se manifester d'une façon plus active. Que si, pour les solliciter, il a eu recours à un intermédiaire, dont le choix doit sembler bizarre, sa responsabilité ne paraît pas seule engagée dans cette aventure.

Dans les premiers jours de juin 1811, l'attention des diplomates étrangers fut éveillée, à Pétersbourg, par les allures mystérieuses que se donnait inopinément ce prince Casimir Lubomirski, que le tsar avait quelques mois plus tôt pensé employer au recrutement d'une armée polonaise. Le jeune homme quittait à ce moment la capitale après de longs conciliabules avec le ministre de la Guerre et le souverain lui-même, et il ne prenait pas le chemin de ses terres de Volhynie. Il passait en Finlande. « Simple voyage d'agrément », assurait Kochélev. Mais les propos du voyageur démentaient cette assertion. Il parlait d'une fourniture considérable de mâts, pour laquelle il comptait faire marché avec les armateurs non d'Helsingfors ou d'Abo, mais de Londres (1). Sur

(1) Saint-Julien à Metternich, Pétersbourg, 1er septembre 1811 et 3 janvier 1812, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 451, 477.

quoi, l'envoyé du roi de Westphalie, comte de Busche, signalait l'incident à son gouvernement (1) et mettait également en garde Lauriston, qui ne jugeait cependant pas à propos d'alarmer le sien, comme il gardait aussi le silence sur le fait, qui était porté en même temps à sa connaissance et dont il devait admettre l'exactitude après l'avoir mise en doute, de l'arrivée à Revel d'un important convoi de munitions venant d'Angleterre (2).

L'idée de ce voyage énigmatique n'a pas été, selon les vraisemblances, conçue spontanément. Blessé à Aspern dans les rangs de l'armée autrichienne, Lubomirski avait reçu les soins d'un médecin anglais, James Robertson, qui, en février 1811, l'avait indiqué au sous-secrétaire d'État du Foreign Office, Charles Culling Smith, comme propre à ménager une reprise de contact avec le gouvernement russe (3). Quelque démarche du gouvernement anglais a dû suivre et a rencontré à Pétersbourg un accueil empressé. Comme négociateur, l'ancien officier d'uhlans était assez mal qualifié ; mais Alexandre ne renonçait pas à mettre la Pologne dans son jeu ; il lui plaisait de montrer à Londres qu'il gardait une clientèle importante dans ce pays, et, en diplomatie, il avait le goût des procédés extra-protocolaires.

A la fin de juin, Lubomirski débarquait à Londres et ce ne sont apparemment pas les affaires d'intérêt privé qu'il pouvait avoir à y traiter qui lui valaient l'avantage de luncher, au débotté, à Apsley House, résidence du marquis de Wellesley, frère de Wellington et ministre des Affaires étrangères (4). Quelques documents se rapportant à la conférence qui a suivi entre le chef du Foreign Office et son hôte, ainsi qu'aux audiences que Lubomirski a obtenues ultérieurement du régent lui-même, se sont conservés, et, parmi eux, un mémoire présenté par le prince de la part du ministre de la Guerre russe, Barclay de Tolly, avec un état détaillé de l'armée du tsar et un exposé des mesures prises pour en porter l'organisation et l'équipement au plus haut degré

(1) Pétersbourg, 10 septembre 1811, Affaires étrangères, Russie, supplément, XVII, 307.
(2) *Ibid.*
(3) *Record Office*, Russie, vol. 76.
(4) Wellesley à Lubomirski, 30 juillet 1811, *ibid.*

de puissance (1). L'un et l'autre servaient sans doute d'introduction à la demande de secours — probablement pécuniaire — que Lubomirski aura eu mission de faire agréer, en vue du conflit en perspective.

Bien qu'il l'eût vraisemblablement provoqué, cet appel a dû mettre le gouvernement anglais en grande perplexité, car il a retardé sa réponse jusqu'à la mi-août, époque à laquelle il l'a adressée aux mains de l'envoyé de la junte espagnole à Pétersbourg, don Francisco de Zeà Bermudez (2). Lubomirski se trouvant encore à Londres à ce moment et ayant repris le chemin de son pays peu de temps après (3), les probabilités sont pour qu'il ait préféré ne pas se charger de ce message, qui n'avait rien de satisfaisant. A ce coup encore, Alexandre éprouvait une déconvenue. Le cabinet de Saint-James exprimait en termes chaleureux la satisfaction que lui donnait la résolution prise par le tsar de tenir tête à Napoléon, mais il ne louait pas moins la prudence qui l'engageait à différer une rupture ouverte jusqu'au moment où la Russie serait en mesure d'affronter un aussi redoutable adversaire. En même temps, cependant, de façon assez peu logique, il lui faisait reproche de son adhésion au régime du blocus et en prenait texte pour se déclarer dans l'impossibilité, tant que cet état de choses durerait, de lui accorder le moindre appui, si ce n'est par voie diplomatique à Constantinople et en Perse, « cependant que, par l'effort qu'elle poursuivrait dans la péninsule, l'Angleterre soutiendrait celui que la Russie faisait elle-même pour recouvrer son indépendance ».

C'était peu. Sur les rives du Bosphore, dans les derniers mois surtout avant l'ouverture des hostilités et à mesure que l'imminence en deviendrait plus certaine, l'Angleterre devait tenir parole, secondée par Pozzo di Borgo que le tsar allait renvoyer de Vienne à Constantinople, sous couleur de donner satisfaction à Napoléon. Mais ce terrain de combat n'avait qu'une impor-

(1) *Ibid.* et *Duke of Buckingham and Chandos Memoirs*, p. 122.

(2) 18 août 1811, *Record Office*, Russie, vol. 77.

(3) Il est mort en 1812, victime du dévouement dont il faisait preuve en soignant des blessés et des malades dans des hôpitaux organisés par ses soins en Volhynie. — Sur sa mission en Angleterre, voy. Oginski, *Mémoires*, III, 45 ; Wawrzkowicz, dans *Bibliothèque de Varsovie*, avril 1912, p. 66 et suiv.

tance secondaire ; la dextérité diplomatique de Koutousov y suppléait mieux encore à l'insuffisance de ses ressources militaires, ou aux défaillances de sa stratégie, et, sur le front principal, Alexandre restait pratiquement seul.

A la vérité, tout en continuant à négocier à Paris une alliance défensive et offensive, la cour de Berlin n'en pressait pas la conclusion. Elle ne renonçait pas à l'idée de lier partie avec Pétersbourg, et, après Schœller et Wrangel, elle y envoyait en octobre 1811, sous un nom d'emprunt, le grand Scharnhorst lui-même. Le génial réorganisateur de l'armée prussienne était porteur d'indications détaillées sur le travail de mobilisation et de concentration qui y était accompli et qui était représenté à Paris comme décidé en vue d'une coopération éventuelle avec l'armée française. A Pétersbourg, Scharnhorst donnait à cet effort une autre destination : il présentait le projet d'une convention militaire qui visait une action commune des troupes prussiennes et russes contre Napoléon.

Il reçut d'abord un accueil assez peu encourageant. Alexandre se montrait bien disposé, mais réclamait une alliance formelle, défensive et offensive, comme celle que Napoléon entendait obtenir des mêmes mains, et, d'autre part, impliquant un repli des armées russes à l'intérieur du pays, les conceptions stratégiques que l'Allemand Phull faisait prévaloir dans les conseils du tsar excluaient toute possibilité d'opération en liaison avec l'armée prussienne. L'impérieuse insistance de Scharnhorst ne tardait cependant pas à avoir raison de ces obstacles. Barclay de Tolly réduisait bien la convention militaire proprement dite, qu'il signait le 17 octobre 1811, à des termes assez vagues : promesse, quand la guerre paraîtrait inévitable, de porter l'armée russe sur la Vistule, « si les circonstances le permettaient ». Mais, pressé, il commençait par y ajouter une clause, qui mettait aux ordres du roi de Prusse un corps russe de douze bataillons et de

huit escadrons pour couvrir Kœnigsberg, et il finissait par lâcher une lettre de service, qui disposait de même de trois divisions russes cantonnées en Samogitie, leur commandant, comte Wittgenstein, devant répondre à l'appel du commandant des forces prussiennes à Marienwerder, le général-major de Yorck, sans qu'il eût à en référer au quartier général russe (1). Alexandre laissait faire. En donnant à entendre que cet accord pourrait être connu à Paris, il comptait trouver un instrument de chantage pour obtenir à Berlin l'alliance qu'il convoitait (2). Mais, sous l'œil de Napoléon, comme celle du roi, la manœuvre du tsar était vouée au même échec.

Le vainqueur de Friedland ne voulait absolument pas recommencer l'expérience de Pultusk et d'Eylau. Non pas seulement qu'il redoutât, comme on l'a supposé, de combattre sur le sol allemand ou polonais, avec cette poussière de nations qu'il mettait cette fois sous ses drapeaux et qu'il préférât l'emmener au loin, pour mieux la tenir en main. Il lui importait davantage de prévenir cette conjonction de forces ennemies que, pratiquement, il avait empêchée même à Austerlitz et à Friedland, et qu'une lutte engagée sur les confins de la Prusse et de la Russie risquait de réaliser à ce coup. Mais, plus encore, il entendait ne pas renoncer à l'effet moral, qui, cette fois, était à la base de son dessein stratégique et que, sinon de l'immensité même de ses préparatifs, il attendait d'une manœuvre foudroyante, frappant d'emblée l'adversaire, ou le menaçant dans ses œuvres vives. Aussi surveillait-il Berlin de près, et, se sentant tenu à la gorge, Frédéric-Guillaume n'était pas homme à accepter avec la promptitude et la résolution qu'il réclamait le parti hasardeux que Scharnhorst lui proposait.

« Il me semble que je suis dans un accès de fièvre chaude, écrivait le roi après le retour de son émissaire à Berlin ; autour de moi je vois de tous côtés s'ouvrir des abîmes (3). » Dans cet état d'esprit, il remettait Scharnhorst, sous un déguisement toujours,

(1) F. de Martens, *Recueil*, VII, 23-24 ; Boyen, *Erinnerungen*, II, 134 et suiv. ; Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 403-404 ; Lehmann, *Scharnhorst*, II, 402-415.

(2) F. de Martens, *loc. cit.*, VII, 41 ; cf. *ibid.*, p. 44. L'auteur se met avec lui-même dans une singulière contradiction.

(3) A. Hardenberg, 31 octobre 1811, Max Duncker, *Aus der Zeit*, p. 402.

en route pour Vienne : si l'Autriche se décidait à marcher avec la Russie, il suivrait. Et, en attendant, faisant traîner les négociations à Paris, jurant toujours à l'envoyé de Napoléon, de Saint-Marsan, que les armements qu'il ordonnait étaient en vue d'une coopération avec l'armée française (1), il cherchait à gagner du temps. On sait ce qui en est advenu. Scharnhorst a été retenu à Vienne jusqu'en février, sans y rien gagner, et, à son retour, Napoléon et Davout avaient achevé de concerter le stratagème, dont Frédéric-Guillaume concevait le soupçon et l'appréhension, sans qu'il en mesurât cependant la mortelle efficacité : le vaste coup de filet destiné à tout envelopper en quelques heures, souverain, gouvernement, administration, armée, ne laissant de choix au captif qu'entre la soumission complète et l'étranglement (2).

Metternich en était sans doute averti. Les premières instructions données par Napoléon à Davout en vue de cette opération sont, en effet, du 14 novembre, et, dans un rapport daté du 28 du même mois, le ministre de l'empereur François écrivait : « Si la Prusse résiste aux ouvertures françaises, elle sera écrasée, et le moment sera opportun pour réclamer la Silésie dans ses dépouilles. Si, au contraire, elle doit céder à la France, il est bon de la prévenir. » L'éloquence de Scharnhorst ne pouvait prévaloir contre cet argument, et, dès la fin de décembre, l'accord était mis en préparation, qui, le 14 mars 1812, devait obliger l'Autriche à fournir à Napoléon un corps auxiliaire, moyennant la promesse d'un agrandissement sur le Danube et la garantie de l'échange facultatif de la Galicie contre les provinces illyriennes, pour le cas où une reconstitution de l'État polonais résulterait de la guerre en perspective (3). Napoléon l'emportait des deux côtés, et, brisés par lui à cinq reprises, les fils de la coalition ne se laissaient pas renouer aux mains du vaincu de Friedland.

En dehors de l'Autriche et de la Prusse, l'Allemagne, à la vérité, restait, avec ses foyers multiples de vie indépendante, où l'acti-

(1) Boyen, *Erinnerungen*, II, 141 ; Max Duncker, *ibid.*, p. 378 ; Lefebvre, *Histoire des cabinets*, V, 139-140.

(2) Napoléon, *Correspondance*, XXIII, 14 ; Max Duncker, *loc. cit.*, p. 427 ; Vandal, *loc. cit.*, III, 278 et suiv.

(3) Rapports de Metternich du 28 novembre 1811 et 15 janvier 1812, Metternich, *Mémoires*, II, 430-440 (le premier mémoire est dans cette publication daté par erreur du 28 décembre) ; Clercq, *Recueil*, II, 369.

vité ardente des sociétés secrètes, l'énergique propagande des Scharnhorst, des Gneisenau, des Stein, des Blücher, des Jahn, attisaient l'impatience du joug étranger. Les agents russes accrédités auprès des cours allemandes s'employaient à seconder ce travail, et, traversant le pays dans ses courses incessantes entre Pétersbourg et Paris, Tchernichev y constatait un frémissement de bon augure. Il faisait agréer le projet d'un appel plus large aux officiers allemands sans emploi, en vue de la formation d'une légion étrangère, qui, le moment venu, serait débarquée à Hambourg ou à Lubeck, pour prendre les troupes de Napoléon à revers (1). Tenus de court, se voyant « à la bouche du canon », les petits princes allemands se défendaient de participer à ce mouvement et ne refusaient même pas de le contrarier ; mais, discrédités pour des raisons d'ordre intérieur, cette attitude leur valait un surcroît d'impopularité, et, par-dessus les gouvernants, la coalition populaire des revendications nationales et des aspirations libérales gagnait le continent entier.

En Italie, le libérateur converti en despote ne gardait plus guère de fidèles, et, rongeant le frein à l'exemple de tous les Napoléonides, Murat lui-même se mettait en frais avec le chargé d'affaires russe Benckendorff, en attendant le ministre promis, désiré, réclamé, Dolgorouki, avec lequel il comptait sans doute entrer en relations plus intimes, tout en coquetant aussi avec les Anglais de Sicile (2). En Espagne, où Kochélev entretenait de nombreuses correspondances, prêchant « le réveil relatif au ver rongeur moral » et la croisade contre « le fléau de l'univers », les Cortès insurrectionnelles de Cadix se montraient très sensibles à l'espoir dont il les flattait d'une intervention prochaine en leur faveur (3).

C'était, pour une lutte à soutenir contre Napoléon, un appoint de forces morales, et même matérielles, point négligeable. Mais il ne pouvait prendre valeur que si cette lutte s'engageait au centre du continent. Dans la donnée à laquelle Alexandre se trouvait maintenant réduit d'une défensive à soutenir sur son propre sol, son isolement serait donc resté complet, si une offre spontanée

(1) Rapport de Tchernichev, 17 avril 1811, *Sbornik*, XXI, 110-125.
(2) Bassano à Otto, 30 août 1811, Affaires étrangères, Autriche, CCCLXXXIX, 50 ; F. Masson, *Napoléon et sa famille*, VI, 308.
(3) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, II, 15 et suiv.

d'assistance ne lui était venue du seul endroit où il ne s'avisait pas de porter ses sollicitations.

VI

La perte de la Finlande laissait la Suède profondément irritée, et, se rattachant à d'anciennes traditions, l'élection de Bernadotte semblait faire de ce pays un fief napoléonien par excellence. Mais le moins docile de tous les Napoléonides était homme à se montrer aussi le plus ingrat, et, en fait, Alexandre devait trouver dans l'héritier du trône des Wasa son premier allié, plus démonstratif à la vérité en paroles que pressé de passer aux actes et plus tenté par le marché que décidé à en courir le risque, précieux quand même, car il allait obliger Napoléon à distraire une partie de ses forces pour se garder de ce côté, son adversaire obtenant, au contraire, l'avantage d'y être mis à couvert. Tchernichev était encore désigné naturellement pour devenir l'ouvrier de cette combinaison.

Depuis l'avertissement qu'il lui avait donné en avril 1811, Napoléon le laissait rôder autour de ses bureaux de guerre, dans l'idée peut-être que les renseignements ainsi recueillis et transmis à Pétersbourg serviraient à renforcer l'impression d'épouvante qu'il cherchait à y produire. « Le postillon » s'en trouvait engagé à prolonger ses séjours à Paris, où il ne perdait pas son temps. Son élégance « trop parfumée », sa taille « trop guêpée » au goût de la duchesse d'Abrantès, et ses yeux « presque perpendiculaires » trouvaient par ailleurs des admiratrices en nombre et passaient pour ne pas laisser insensible la princesse Pauline elle-même. « C'était une folie, une obsession qui pouvait faire croire à la magie », notait la femme de Junot dans son journal ; « elles ne mouraient pas toutes, mais toutes étaient frappées (1). » L'objet de cet engouement le mettait à profit pour, d'une part, étendre de

(1) Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, XIV, 162-166 ; comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 11 ; Fouché, *Mémoires*, II, 96.

plus en plus le champ de ses investigations et, de l'autre, masquer des entreprises auxquelles, représenté par Caulaincourt (1) comme « un bon jeune homme », modèle de « discrétion » et tout à fait inoffensif, il donnait un caractère passablement scabreux. Après s'être employé avec succès en juin 1810 à débaucher Jomini, dont, cependant, Alexandre refusait d'accepter les services au prix qui en était demandé, il prenait contact avec le prince de Ponte-Corvo, en plein travail à ce moment pour sa candidature suédoise et arrivait à se faire dire que « la Russie devait chercher par tous les moyens à avoir à Stockholm quelqu'un sur qui elle pût compter ; dans la supposition, en effet, d'une guerre qu'elle aurait à soutenir, soit contre l'Autriche, soit *contre la France*, il lui importerait de concentrer sur un seul point la masse de ses forces » (2).

Le mois d'après, l'auteur de cette insinuation significative est élu et revient à la charge. Il invite Tchernichev à déjeuner en tête à tête et le caresse fort : « Défendue à tout le monde, sa porte sera toujours ouverte, assure-t-il, pour le représentant du tsar. » Il se répand en même temps en protestations de dévouement pour Napoléon, de qui il cherche à tirer de l'argent pour ses frais d'installation à son nouveau rang ; mais ses yeux démentent les paroles que sa bouche prononce et les deux hommes se donnent rendez-vous à Stockholm (3) où, en octobre, Napoléon voudra que le tsar rappelle le prince héritier de Suède au souvenir de ses obligations envers son bienfaiteur et envers la France.

« C'est le port de Gothembourg qu'il faut fermer, aura dit Alexandre à Caulaincourt ; si l'arrivée du prince de Ponte-Corvo enlève à l'Angleterre ce débouché, on frappera par là un coup qui se fera réellement sentir dans la cité de Londres (4). »

Du moins le duc de Vicence lui aura prêté ce propos. Or, depuis que Bernadotte se trouvait à Stockholm, la contrebande anglaise dans les cours suédoises ne faisait que grandir. Napoléon prenait donc le tsar au mot en réclamant son intervention, et Alexandre

(1) Vandal, *loc. cit.*, II, 496.

(2) Tchernichev à Roumiantsov, Paris, 25 juillet 1810, *Sbornik*, CXXI, 78.

(3) Le même au même, Paris, 17 septembre 1810, *ibid.*, p. 89 et suiv.

(4) Grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, V, 193.

faisait droit à cette requête, on s'imagine dans quel esprit : remis en course sur la route de Pétersbourg à Paris, avec ordre de passer par Stockholm, « le postillon » était chargé de la commission.

Il s'en acquittait, dans les premiers jours de décembre, en donnant officiellement au prince royal l'assurance que « la Russie n'avait aucun engagement pouvant ou devant l'entraîner à faire la guerre à la Suède, ou même à y prendre part, si quelqu'un de ses alliés la déclarait à ce royaume », et, confidentiellement, dans une audience privée, après que Charles-Jean se fut littéralement jeté à son cou, il ajoutait que le tsar n'entendait peser d'aucune façon sur les déterminations de sa voisine, voulant, en toute circonstance, la laisser libre de ne prendre conseil que de ses convenances. Bernadotte se confondait en remerciements, et, en cinq jours, « au mépris de la constitution », il tenait avec l'envoyé d'Alexandre trois longues conférences. Le recevant à sa table, il renvoyait les servants et s'épanchait en des discours prolixes, où, à travers des plaintes très vives contre Napoléon, « dont les exigences tendaient à ruiner la Suède », il renouvelait les insinuations auxquelles il s'était risqué à Paris, en les renforçant et en les assaisonnant de gasconnades : le tsar pouvait absolument compter sur lui et « porter ses armes à Constantinople, Vienne, ou *Varsovie*, sans crainte de voir bouger la Suède, dont l'unique désir était de rester unie à la Russie » ; il n'oubliait pas ce qu'il devait à la France, mais il ne pouvait lui sacrifier les intérêts de sa nouvelle patrie ; il n'avait pas peur de Napoléon, et, « une fois sur le territoire suédois, on verrait encore quel parti prendraient les soldats français ». Il rappelait qu'à Anvers, en 1809, « un grand nombre de mécontents, des plus notables, tant de cette ville que de Paris, lui avaient fait des propositions pour le mettre à la tête du gouvernement ».

Cependant, tout en donnant clairement à entendre qu'il verrait avec plaisir la Russie entrer en lutte avec la tyrannie napoléonienne, il semble avoir évité de préciser dans quelle mesure il serait disposé à y intervenir, et, de son côté, Alexandre paraît avoir estimé que, dans les termes où ils demeuraient de part et d'autre avec Napoléon, entre un allié et un client au premier degré de ce souverain, la situation ne comportait pas, pour le

moment, des engagements plus formels. C'est du moins ce que laisse supposer le rapport de Tchernichev sur cet épisode (1) et une lettre que le tsar, après l'avoir reçu, a adressée au prince royal (2), écrivant : « Je désire sincèrement votre amitié, votre confiance ; je la désire avec ardeur, parce que, depuis longtemps, vous avez acquis toute mon estime. Je suis capable d'entendre ce que vous avez fait connaître à Tchernichev ; je suis capable de l'exécuter, et, dans les rapports d'homme à homme, je veux être votre ami. Élevé par un républicain, j'ai appris de bonne heure à séparer l'homme de ses titres et de ses dignités. Je ne vous ai envoyé Tchernichev que dans les vues de calmer les inquiétudes que l'on vous a inspirées relativement à moi. Tout ce qu'il m'a communiqué de vos dispositions m'a fait un plaisir infini. Comptez toujours sur moi. »

Au cours de l'année suivante, déclamant toujours contre Napoléon et querellant son envoyé, Alquier, Bernadotte donnera souvent à l'envoyé du tsar, baron de Nicolay, l'impression qu'il n'attend qu'un acte de violence, jugé inévitable à délai plus ou moins long de la part du « tyran », pour entrer plus ouvertement en matière avec la Russie (3) ; il tardera, cependant, à justifier cette opinion, ayant pour cela plusieurs raisons : les besoins d'argent d'abord où il continuait à se trouver et qui lui faisaient renouveler à une autre adresse des appels suppliants et d'humbles offres de service ; le sentiment, ensuite, d'un grand nombre de Suédois, qui ne se consolaient pas de la perte de la Finlande et croyaient Napoléon seul en mesure de procurer à leur pays, en Norvège, une compensation convoitée par Charles-Jean lui-même (4) ; et encore les attaches napoléoniennes et la nostalgie parisienne de

(1) Stockholm, 7 décembre 1810, *Sbornik*, XXI, 22 et suiv., et *Revue historique*, 1888, XXXVII, 68 et suiv. (Arvide Ahnfelt). Les rapports de Tchernichev sur ses missions dans les vol. XXI et CXXI du *Sbornik*.

(2) Pétersbourg, 22 décembre 1810, Affaires étrangères, Russie, suppl., XVII, 300. En 1819, devenu roi, Charles-Jean jugera à propos de publier cette lettre avec quelques autres de même provenance, indiscrétion dont leur auteur témoignera un très vif mécontentement. (Le chargé d'affaires de France à Pétersbourg, de Malvirade, à Dessolles, Pétersbourg, 27 septembre 1819, *ibid*, Russie, *Correspondance*, CLIX, 244.)

(3) *Archives Vorontsov*, XXII, 427 et suiv. ; Vandal, *Napoléon et Alexandre* III, 243 et suiv.

(4) Swederus, *Schwedens Politik*, I, 132.

Désirée qui la faisaient répugner à un parti propre à lui fermer irrémédiablement le chemin du retour au paradis perdu ; et, enfin, cette façade que, dans leur fréquence continue, les courses elles-mêmes du « postillon » contribuaient à maintenir, au gré des deux empereurs, devant l'édifice croulant de leur alliance. Le soin qu'ils y apportaient ne décelait-il pas le désir réciproque d'un accommodement? En fait, à la dernière heure, un essai, ou un simulacre nouveau de conciliation se produisait entre eux, rendu plus impressionnant par son origine et la personnalité de ceux qui s'y employaient.

VII

Il avait pour point de départ l'officine secrète où Nesselrode et Spéranski travaillaient sous l'inspiration de Talleyrand et de Caulaincourt. Interprétant à sa façon les suggestions du prince de Bénévent, le premier arrivait à se persuader qu'une prise d'armes contre Napoléon sans la participation de l'Autriche serait téméraire, et un prurit d'ambition s'ajoutant à ce sentiment, il en était porté à une évolution analogue à celle qui, en 1806, avait engagé Novossiltsov à se destiner le rôle de pacificateur. Rentrant à Pétersbourg en octobre 1811, il se rendait inopinément garant des facilités qui se trouveraient à Paris pour un accord transactionnel, négocié, sous la médiation de la cour de Vienne, par un représentant du tsar, apte à se prévaloir de ces chances favorables et muni de pouvoirs illimités. Le plénipotentiaire qu'il avait en vue se laisse deviner (1).

Dans un mémoire présenté au tsar, Spéranski adoptait pleinement l'opinion et le vœu de son jeune collaborateur, mais en leur donnant un sens différent. Trahissant une fois de plus son inconscience de la situation, il partait de ce principe que la Russie restait maîtresse de faire prendre à sa querelle avec la France le développement et le rythme qui lui conviendrait. Napoléon,

(1) Nesselrode, *Lettres et papiers*, III, 417 ; Coquelle, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1909, II, 218.

affirmait-il, n'avait pas d'intentions agressives. S'il armait, ce n'était que pour défendre les avantages acquis par lui à Tilsit et compromis, ou menacés, par la politique douanière de la Russie, par ses préparatifs belliqueux et par les manœuvres hostiles auxquelles il la voyait se livrer dans tous les pays d'Europe. Sans doute, à la longue, comme Nesselrode lui-même l'avait jusque-là admis, un conflit entre les deux empires était inévitable. D'une part, en effet, le pacte de Tilsit avait mis en jeu, dans leurs relations, des intérêts vitaux qui ne comportaient aucun compromis durable, et, d'autre part, la Russie y avait contracté des obligations dont elle était bien capable de s'acquitter, mais au sujet desquelles elle ne réussirait jamais à fournir des garanties satisfaisantes. Cependant, elle devait ajourner l'échéance fatale, parce qu'elle ne se trouvait pas en mesure d'affronter immédiatement cette épreuve, et elle pouvait obtenir sans difficulté le délai dont elle avait besoin. Il lui suffirait pour cela de rassurer Napoléon. Dans cette argumentation quelque peu spécieuse selon la nature de son esprit, Spéranski ne laissait pas de se mettre en contradiction avec lui-même, puisqu'il admettait qu'on n'avait pas le moyen de satisfaire les défiances du grand homme. Mais, allant jusqu'au bout de son raisonnement, il répudiait l'expédient d'une ambassade extraordinaire, comme humiliant et d'un effet peu sûr. Plus digne et plus efficace serait la détermination de renoncer aux attitudes de défi qui irritaient l'adversaire sans l'intimider, et aux armements précipités qui, ruineux, restaient très insuffisants. C'était la politique personnelle du souverain que le *fa tutto* osait ainsi condamner, et, après cet acte de courage, avec autant d'habileté que de hauteur de vue, il montrait, en concluant, qu'en liaison avec l'œuvre des réformes auxquelles il consacrait son principal effort, un accroissement plus effectif de la puissance militaire du pays ne pouvait y être attendu que d'un relèvement de son niveau matériel et moral (1).

Entre les deux thèses qui s'offraient ainsi à son choix, Alexandre se donnait, selon son habitude, l'air de les goûter également l'une et l'autre. A la fin de novembre, ayant fait agréer le plan d'accommodement par lui conçu : abandon par la Russie de ses récla-

(1) *Ancienne Russie*, 1900, CI, 57 et suiv.

mations au sujet de l'Oldenbourg et de ses ultimes exigences au sujet du non-rétablissement de la Pologne, en échange de l'engagement que prendrait Napoléon de faire réduire l'armée polonaise et d'évacuer le territoire prussien, Nesselrode faisait déjà ses préparatifs de voyage, et, donné comme prochain par la rumeur publique, son départ pour Paris avec des pouvoirs l'autorisant à traiter sur cette base mettait le monde diplomatique en émoi (1). Continuant à être sollicitées par le tsar en sens contraire, les cours de Berlin et de Vienne éprouvaient quelque surprise de cette conversion aux idées pacifiques, mais n'en montraient pas moins d'empressement à en favoriser l'effet. En janvier 1812, le comte de Saint-Julien recevait l'ordre de s'employer dans ce sens, et, à la mi-février, le colonel Knesebeck arrivait de Berlin avec des instructions analogues.

Trente ans plus tard, ce dernier devait se faire honneur d'avoir, avec ou sans autorisation, donné secrètement à son voyage un autre but, qui aurait été de suggérer au tsar le plan de campagne, dont l'application, en attirant Napoléon au fond de la Russie, allait causer sa perte (2). C'est un titre de gloire qui a été disputé à ce stratège par un grand nombre d'autres et où sa prétention semble infirmée par divers témoignages, voire par le sien propre, dans le récit qu'il a fait, sur le moment, de cet épisode de sa carrière. En désaccord avec Scharnhorst, Gneisenau et Boyen, Knesebeck était d'ailleurs acquis au parti de la paix. En quittant Berlin, il a dit à Lieven qu'il souhaitait sincèrement concourir au maintien de l'alliance entre la Russie et la France, et, à Pétersbourg, il s'est mis dans les meilleurs termes avec Lauriston, chez qui il avait son couvert mis (3). Mais la duplicité commune à tous les agents de la politique prussienne laisse en ce point d'histoire le champ ouvert à la controverse (4), et l'importance n'en est

(1) Lauriston à Maret, 23 novembre et 1er décembre 1811, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 336, 360.

(2) Knesebeck, *Eine diplomatische Trilogie*, p. 107 ; Muefflinc, *Aus meinen Leben*, p. 184 ; Henckel von Donnersmarck, *Erinnerungen*, p. 95.

(3) Knesebeck, *Hinterlassene Papieren*, p. 91-104 ; Lebensbilder, III, 433 ; F. de Martens, *Recueil*, VII, 41-44.

(4) V. Thiemme, dans *Forschungen zur Brand. und Preuss. Geschichte neue Folge*, XVII, 2e partie, p. 195 et suiv. ; cf. Max Duncker, *Aus der Zeit* p. 55*.

pas grande. A l'arrivée, en effet, de Knesebeck, le siège d'Alexandre était fait : après avoir remis de semaine en semaine le départ de Nesselrode, tout en le donnant toujours comme imminent dans ses entretiens avec Lauriston, il venait de lui signifier l'abandon définitif de ce projet de négociation. Très vraisemblablement, il ne l'avait eu jamais sérieusement en vue, n'y cherchant qu'un moyen, d'une part, d'endormir Napoléon ; d'autre part, de l'intéresser au succès de l'autre négociation que Koutousov poursuivait avec la Porte, aidé par le nouveau représentant de l'Angleterre à Constantinople, l'énergique Liston, et par le toujours entreprenant Wilson. Le tsar disait à Kochélev, qui le répétait à de Saint-Julien, qu'il était décidé à faire là-bas « une paix prompte et déshonorante », et à Lauriston qu'il ferait partir Nesselrode aussitôt que, lui rendant la disposition d'une grande partie de ses forces, cette paix « lui permettrait de montrer qu'en se prêtant à un arrangement, il n'était pas guidé par le sentiment de la peur » (1). Pressé, il déclarait même qu'à tout événement Nesselrode recevrait prochainement sa feuille de route. En fait, il attendait les nouvelles rassurantes que Koutousov lui faisait espérer, et, les ayant reçues dans les premiers jours de février, il ne s'embarrassait pas de passer outre aux engagements pris. Il alléguait que Napoléon aurait désapprouvé la mission de Nesselrode, et, la fausseté de cette assertion lui étant démontrée, il se rejetait sur le caractère menaçant qui était donné aux armements opérés en France qui rendrait trop humiliante la démarche qu'il s'était proposé de faire (2).

Dans la forme sinon dans l'esprit, la thèse de Spéranski l'emportait ainsi, et, pour le coup, les masques tombaient, les derniers voiles étaient déchirés ; rien ne restait même du décor que les signataires du pacte de Tilsit avaient donné à la comédie de sentiment, où, depuis quatre ans, ils avaient cherché à déguiser devant le public et devant eux-mêmes la réalité de leurs pensées

(1) Saint-Julien à Metternich, 28 septembre 1811, grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 462 ; Lauriston à Maret, 27 décembre 1811, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 402.

(2) Le même au même, 1, 4, 17 et 19 février 1812, *ibid*, CLIV, 64 et suiv. : grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 2e partie, p. 138, 146, 152, 161, 168, 178, 180, 184, 213.

et de leurs desseins, et l'heure du drame sonnait. Alexandre allait se figer désormais dans l'attitude de victime, résignée à une agression qu'il n'aurait provoquée d'aucune façon, et Napoléon attendra seulement le moment où, sur les rives du Niémen, l'herbe aurait poussé que brouterait la cavalerie de ses innombrables escadrons en route pour le tragique destin.

Mais auparavant, l'abandon du système français aura déterminé dans la politique intérieure de la Russie une crise, pleine de conséquences plus fatales encore pour son avenir.

CHAPITRE XII

L'INFLUENCE FRANÇAISE ET LE NOUVEL ESSAI DE RÉFORME. SPÉRANSKI

I. L'alliance française et le programme de réformes. L'œuvre et l'ouvrier. Spéranski. Son origine et sa carrière. A Erfurt. Sur les traces de Napoléon. — II. Les projets de reconstruction politique. Le grand plan de 1809. Ses éléments constitutifs. L'école française et l'école anglaise. La théorie et l'application. — III. L'architecture du nouvel édifice. Le régime représentatif conjugué avec l'autocratie. Impraticabilité radicale. — IV. Essai de mise en pratique. Alexandre se dérobe. La politique des ajournements. Réalisation partielle. Le nouveau Conseil de l'empire. Le jeu des apparences. Il n'y a rien de changé. — V. Hostilités soulevées contre Spéranski. Mesures qui la provoquent. Le réformateur « tranche dans le vif ». Le cens d'instruction pour les emplois publics. — VI. La politique financière du favori. Une petite révolution. La Russie quitte le régime de l'économie patriarcale. — VII. La réforme administrative. Réorganisation des ministères. L'omnipotence bureaucratique. Effort de Spéranski pour lui donner un contrepoids. Le problème du contrôle. Solution imaginée par Alexandre. Les contrôleurs ne faisant qu'un avec les contrôlés. — VIII. L'activité universelle de Spéranski. « Le *fa tutto.* » Entreprise de codification. Le nouveau code civil. — IX. Le problème juif. Les essais de solution et leur insuccès. — X. Les affaires de Finlande. Spéranski et les autonomistes. *Fortiter in re, suaviter in modo.* La réunion des deux Finlandes. — XI. Participation de Spéranski aux autres affaires d'État. Symptômes de désaccord entre le favori et le souverain.

I

Autocrate élevé par un « jacobin », Alexandre s'est ressenti toute sa vie de cette antinomie originelle. Comme héritier d'une souveraineté absolue, il avait témoigné de la répugnance à accep-

ter cette charge, ainsi encore, après l'avoir assumée, il a affecté d'en être accablé et d'attendre avec la plus grande impatience le moment où il en serait libéré. En fait, il devait cependant retarder la réalisation de ce vœu, et se montrer, dans la pratique, très jaloux des prérogatives qu'il répudiait en théorie ; mais il n'a pas cessé pour cela de professer des idées libérales et les projets de réforme constitutionnelle l'ont occupé jusqu'à son dernier jour.

Despote issu d'une révolution émancipatrice, Napoléon se trouvait de certaine manière dans une situation analogue. Il avait beau, en effet, porter aux pires excès l'exercice d'une autorité personnelle soustraite à tout contrôle comme à tout frein. Par les formes qu'il lui donnait et les antécédents dont elle procédait, il n'en restait pas moins, aux yeux mêmes de ses pires ennemis (1), le représentant d'un ordre politique et social nouveau, fondé sur des principes de droit et de liberté.

C'est ainsi qu'un rapprochement avec la France napoléonienne mettait naturellement à l'ordre du jour, dans la Russie des premières années du dix-neuvième siècle, le programme réformateur et libéral avec lequel l'élève de La Harpe était arrivé au trône, et l'entreprise entamée de 1802 à 1804 avec Paul Stroganov et ses collègues du *Comité secret* devait être reprise, au lendemain de Tilsit, avec un collaborateur de plus grande envergure, qui allait aussi lui donner une autre ampleur.

Pour un historien s'adressant à des lecteurs d'Occident, le sujet abordé dans ce chapitre est des plus malaisés à traiter. Il comporte un aperçu au moins sommaire d'une carrière et d'une œuvre, qui, à peu près inconnues en dehors du pays où elles se sont produites, y ont pris dans l'histoire et y gardent dans le souvenir des hommes une place qui, à leurs yeux, les élève au-dessus de ce qu'ont été et ont accompli ou tenté un Turgot en France ou un Stein en Allemagne. L'auteur ne se flatte pas de triompher entièrement de cette difficulté.

Au regard de la crise où ils le voient se débattre aujourd'hui, qu'on imagine, d'autre part, les conséquences qu'aurait eues pour ce pays et pour ses voisins d'Europe une réforme, qui, cent ans plus tôt, l'aurait, d'un coup, mis dans l'ordre politique au niveau

(1) L. von Stein, *Geschichte der socialen Bewegung*, I, 245, 274-275.

de l'Angleterre. Or, c'est à une tentative dans ce sens que, avec l'agrément et le concours même de son maître, Spéranski a attaché son nom.

Il est né au village de Tcherkoutino, du gouvernement de Vladimir, et, sur le moment, l'événement a paru de si mince importance que lui-même n'en retenait pas la date précise. Celle du 1er janvier 1772 a été, depuis, adoptée. Son père desservait l'église du village, et le fils devait toujours retenir, comme un stigmate, cette qualification de *popovitch* (fils de pope), à laquelle aujourd'hu encore s'attache dans sa patrie un dédain injustifié : *popovitch* et Mikhaïlo-Mikhaïlovitch, la terminaison en *o* du prénom étant, par surcroît, indicative de basse extraction. Pas de nom de famille proprement dit. Les Russes de cette classe n'en portaient pas alors, et « Spéranski » n'était qu'un sobriquet reçu, selon l'usage, au séminaire : de *spes* au mode latin, comme un sien neveu, Ivan Ilitch, y devenait d'ἐλπις *Elpidski*, au mode grec.

Ses biographes se sont plu à lui attribuer une jeunesse précocement studieuse et grave. Plus certainement, brillant élève à partir de la rhétorique surtout, et camarade plaisant, autant que doué d'une vive intelligence, il a, sur les bancs même de l'école, fait preuve de dons remarquables de souplesse et d'adresse (1). Du séminaire de Wladimir, Mikhaïlo-Mikhaïlovitch a passé à celui de Saint-Alexandre Nevski, à Pétersbourg, où, dès 1792, il a enseigné lui-même les mathématiques d'abord et plus tard la rhétorique et la philosophie. Il y a composé aussi un traité de « haute éloquence », qu'il a eu la sagesse de ne pas publier, et prononcé quelques sermons, dont la publication posthume (2) n'a rien ajouté à sa gloire.

En même temps, il prenait pied dans la famille Kourakine, comme précepteur d'abord des enfants naturels du prince Alexandre Borissovitch, le futur ambassadeur à Paris, puis comme secrétaire de son frère, le prince Alexis. Bien qu'une ambition

(1) Korff, *Vie du comte Spéranski*, I, 10-13. Cet auteur a utilisé des mémoires, écrits en français par une sœur de l'illustre homme d'État, Mme Frolov-Bagréiév, et conservés à la Bibliothèque publique de Petrograd, ainsi que les mémoires d'un professeur à l'Académie ecclésiastique de Saint-Alexandre Nevski, Fessler, également inédits ou très défigurés dans une version allemande publiée en 1824 et rééditée en 1851.

(2) *Ancienne Russie*, 1902, CIX, 284 et suiv.

déjà très éveillée le portât, dès cette époque, à prendre les manières et le ton du grand monde dans lequel il se trouvait ainsi introduit, le jeune homme gardait encore de son origine assez de timidité pour qu'il déclinât la faveur qui lui était exceptionnellement offerte de s'asseoir à la table de ses hôtes princiers. Mais, au faîte même des grandeurs, il ne devait pas renier les humbles commensaux, laquais et femmes de chambre, dont il avait, à ce moment, préféré la compagnie, cependant que, ayant vécu sous le même toit pendant trois ans, une parente des Kourakine, la princesse Catherine Dolgorouki, ne s'était seulement pas aperçue de son existence.

En 1796, à la mort de Catherine, Alexis Kourakine étant nommé procureur général, poste équivalant à peu près à celui d'un ministre de l'Intérieur, Spéranski quittait définitivement l'Église pour suivre son patron, qui lui donnait une place dans sa chancellerie. Mais c'était le règne orageux de Paul : de 1798 à 1800, la charge de procureur général changeait trois fois de titulaire. Spéranski s'en accommodait, réussissant à désarmer le brutal Obolianinov, lui-même, qui, le premier jour, l'ayant mandé, le retenait longtemps debout derrière son fauteuil. Se retournant enfin, il avait la surprise d'apercevoir un cavalier de haute mine, qui, vêtu avec la dernière recherche, habit à la française, bas de soie, jabot de dentelles et poudre aux cheveux, lui souriait gracieusement. Du coup, il lui offrit une chaise.

Entre temps, le jeune commis avait épousé la fille d'un pasteur anglais, Élisabeth Stievens, qui le laissait veuf après onze mois seulement de mariage et désespéré au point de donner des signes de folie. Entre une belle-mère et une belle sœur d'humeur également acariâtre, sa vie domestique fut d'abord sans charme, mais ne tarda pas à en reprendre, grâce à une fille tendrement aimée. Elle devait toujours rester simple, retirée, accueillante seulement à un groupe restreint d'amis, mais largement hospitalière, dans un cadre de confort anglais.

Bien qu'ayant contracté dans la maison des Kourakine le goût des lettres françaises, Spéranski suivait la mode qui, à ce moment, prévalait dans les mœurs de son pays. Hollandaise sous Pierre Ier, allemande sous Anne Ire, française sous Élisabeth, la Russie tournait maintenant à l'anglomanie. Le *popovitch* déjeuna à onze heures

avec des œufs et du rostbeaf arrosé de thé et se fit une obligation de monter tous les matins un cheval à la queue coupée court, avec lequel il avait souvent de la peine à s'entendre. Ce travers de snobisme ne le détournait cependant pas de précoccupations plus sérieuses, où, à côté de ses soucis de carrière, toutes les variétés de culture intellectuelle avaient une large part. En 1804, entretenant avec l'érudit évêque de Kalouga, Théophilacte, une correspondance qui touchait à des sujets d'édification religieuse, ou s'essayant, en compagnie d'Ivan Lapoukhine, à découvrir « l'antichambre de Dieu » dans les œuvres de Bœhme, de Saint-Martin et de Svedenborg, il ne s'en adonnait pas moins avec ferveur à des études de droit public ou d'économie politique, prétendant d'ailleurs qu'un tarif commercial pouvait, comme tout autre objet, être discuté dans l'esprit de l'Évangile. Homme d'Église ayant versé dans les préoccupations du siècle, son penchant aux idées mystiques le rendait sujet à confondre le sacré avec le profane, comme sa verbosité à jouer avec les mots ; malgré quoi, dans les questions d'intérêt pratique, il portait le plus souvent une vue très nette des choses, un sentiment très juste des situations et un instinct merveilleusement sûr.

La mort de Paul le trouva secrétaire d'une chancellerie, qui avait charge de l'approvisionnement de la capitale et dont le président était le prince héritier. Cela fit que, loin d'être entraîné dans la disgrâce du terrible Obolianinov, dont il avait su gagner la faveur, il monta en grade. Passant au rang de secrétaire d'État, il se faisait réclamer comme collaborateur par l'homme du jour, Trochtchinski, et recevait mission de revoir le manifeste d'avènement du nouveau souverain. On se souvient que l'intention première d'Alexandre fut d'y introduire une sorte de charte, et sans doute Spéranski avait fait déjà reconnaître ses aptitudes pour l'élaboration de tels thèmes.

L'année suivante la création des ministères mit Trochtchinski à l'écart ; mais, ayant entre temps fait apprécier ses talents par les membres du *Comité secret*, Spéranski ne perdit rien encore au change. Il entra avec Kotchoubey au ministère de l'Intérieur comme chef de département et il y compléta son apprentissage d'administrateur, tout en participant aux travaux du *Comité*. De cette époque date un mémoire, où, sous l'influence des idées

anglaises, il imaginait de limiter le pouvoir autocratique en lui donnant comme contrepoids une aristocratie épurée par voie de sélection et renforcée par un retour à ce qu'il appelait improprement « le système des majorats » établi par Pierre le Grand et qui n'était que le droit reconnu au père de famille de disposer de la totalité de ses biens au bénéfice de l'un de ses fils. Ce mémoire esquissait aussi un plan complet de représentation nationale, comprenant deux chambres (1), et dans d'autres, rédigés de 1803 à 1804 (2), le dessein entier de l'édifice constitutionnel que l'auteur allait dresser en 1809 apparaît tracé sommairement.

A partir de 1803, d'ordre du souverain, Mikhaïlo-Mikhaïlovitch s'est employé plus particulièrement à un projet de réorganisation générale des institutions administratives et judiciaires de l'empire (3). Ce travail l'occupait encore en 1806, quand une maladie de son chef au ministère de l'Intérieur a offert à sa fortune ascendante une chance nouvelle, en le mettant pendant quelques mois en contact direct et continu avec le souverain. Après Obolianinov, Trochtchinski et Kotchoubey lui-même, Alexandre à son tour subissait le charme, et, attaché désormais à la personne de l'empereur, inséparable bientôt comme devait l'être plus tard Araktchéiév, Spéranski se plaçait hors cadre et hors pair.

Dans ses papiers, un dossier a été trouvé avec la date de 1808 et cette inscription pleine de promesses : « Erfurt. » Il ne contient malheureusement que des notes de service sans aucun intérêt. Une légende très largement accréditée en Russie veut qu'au cours de cette entrevue, Napoléon ait fort apprécié Spéranski et offert même à Alexandre « l'échange de ce collaborateur contre n'importe quel royaume » (4). Quatre ans plus tard, ayant appris la disgrâce du favori, le conquérant de Wilno y interrogeait ainsi Balachov à ce propos : « Spié... Spé... comment l'appelez-vous? Qu'a-t-il commis? Quelque volerie sans doute (5)? » Il ignorait notoire-

(1) Siémiévski, dans *la Richesse russe*, 1907, n° 1.

(2) Archives du Conseil de l'empire, n° IX ; Bibliothèque publique de Petrograd, dossier de G. K. Riépinski.

(3) Publié d'abord dans *l'Observateur historique*, 1901, vol. XI ; réédité par *la Pensée russe*, 1905.

(4) Korff, *loc. cit.*, I, 105 ; Schilder, *Alexandre Ier*, IV, 472.

(5) Rapport de Balachov, Archives de la guerre à Petrograd, Sect. scientifique, 2e division, n° 4349. Cf. Schiemann, *Geschichte Russlands unter Niko-*

ment tout de l'homme et de son œuvre, et l'on doit l'en excuser : dans toute la correspondance de Caulaincourt et de Lauriston, il n'avait pas trouvé un mot qui pût l'éclairer sur le rôle de l'un et l'importance de l'autre.

En 1808, Spéranski d'ailleurs n'avait rien fait encore qui le mît en évidence ; les probabilités sont donc pour que Napoléon n'ait pas plus remarqué sa présence à Erfurt que la princesse Dolgorouki, quinze ans plus tôt, dans la maison des Kourakine. Le *popovitch*, par contre, a retiré de cette rencontre une impression très forte. Dans le rayonnement de puissance et de gloire dont il y a paru entouré, l'auteur du Code civil, le réorganisateur de la France, le créateur dans ce pays d'une administration réputée sans rivale à ce moment, ne s'est pas seulement imposé à l'admiration du jeune homme d'État russe, comme un modèle à suivre. En frappant son imagination, il lui a fait contracter quelque chose de son tempérament. Au seuil de sa carrière de réformateur, Spéranski en était encore à la période des tâtonnements. Au retour d'Erfurt, il montre soudain un esprit de décision et prend un ton d'assurance qu'on ne lui connaissait pas. Il parle de « trancher dans le vif » et de « tailler en plein drap » ; il ne s'embarrasse d'aucune difficulté ; il croit avoir tout appris et pouvoir réussir à tout ; et cet état d'âme s'ajoutant à un entendement très ouvert, un talent remarquable pour la construction théorique, une grande facilité de plume, un bagage de connaissances peu profondes mais très étendues, une éloquence prenante, une fertilité de ressources inépuisable, une puissance de travail considérable, une ambition dévorante enfin, unie à la passion d'agir et de créer, le possesseur de tous ces dons naturels ou acquis se trouva réaliser à miracle non pas assurément l'homme qu'il eût fallu pour donner à la Russie une nouvelle forme d'existence politique et sociale, mais l'homme dont Alexandre avait besoin, à ce moment, pour reprendre son rêve favori et se rendre la plus chère de ses illusions.

Le 15 décembre 1808, Spéranski est nommé adjoint du ministre de la Justice, en remplacement de Kozodavlev, et chargé de sup-

laus I, I, 75, recueillant la légende sur la foi d'un rapport de Hauenschild datant de 1826.

pléer Rosenkampf à la protéiforme, mais toujours impotente, *Commission de codification*, qui, on s'en souvient, a depuis 1801 déjà, de façon plus ou moins explicite, reçu mandat pour amorcer le grand œuvre de la réforme constitutionnelle. Alexandre compte à ce coup le lui faire pousser à fond.

Avec les divers avant-projets qui ont été mentionnés plus haut, Spéranski l'a déjà sérieusement entamé ; mais, dans cette besogne préparatoire, il a fait une découverte déconcertante : devançant l'abbé Ducret, auteur en 1820, sous le nom de Passenaus, d'un ouvrage curieux sur le servage russe, il a reconnu la solidarité intime unissant toutes les parties de l'édifice politique et social de son pays, en un composé de rapports identiques, qui, de part en part et de la base au sommet, de maître à serf et de souverain à sujet, l'établissait sur le principe généralisé de l'esclavage. Il a dû aussi admettre l'impossibilité d'instituer, dans l'ordre politique, un régime de liberté, même relative, en maintenant dans l'ordre social des liens de servitude complète. Mais ceux-ci constituaient, au double point de vue économique et militaire, l'ossature même de l'empire, l'instrument de sa puissance, le gage de sa sécurité. On n'y pouvait toucher, au moins pour le moment. La conclusion s'imposait : dans ces termes, le problème était insoluble, et Spéranski en est convenu (1).

Cependant, au retour d'Erfurt, il se remet à la besogne avec ardeur sur ce même thème. Il a vu Napoléon, cette personnification de l'absolutisme conjugué avec l'esprit révolutionnaire. Il l'a conçu opposant au régime tsariste et à son fonctionnement chaotique un despotisme ordonné, le système substitué à l'arbitraire, une machine au mécanisme puissant mais bien réglé. Et il a reçu aussi les ordres du tsar, ce représentant d'un pouvoir sans limites.

(1) Note sur un système de gouvernement, 1804. Papiers de Spéranski, à la Bibliothèque publique de Petrograd, dossier de K. G. Riépinski ; publiée par *la Pensée russe*, 1905.

Besognant comme un galérien, passant jusqu'à dix-huit heures à sa table de travail, en octobre 1809, il aura déjà mis entre les mains du souverain un plan de réforme constitutionnelle, complètement élaboré dans toutes ses parties. Il y aura été aidé. En dehors de consultations incessantes avec le tsar, il semble avoir tiré plus de secours d'un de ses adjoints, le Petit-Russien des Carpathes, Balougianski, auteur d'un *Code du droit public* et d'un *Mémoire sur le droit public*, dont les manuscrits datant des derniers mois de 1808 portent très apparemment le caractère d'études auxiliaires. Comme à la littérature politique de son temps, c'est par ce collaborateur sans doute aussi que Spéranski a été initié à la technique du régime représentatif qu'un long séjour en Angleterre rendait familier à Balougianski (1). Dans l'ensemble, cependant, comme dans le détail, l'œuvre dénonce le principal ouvrier, Spéranski lui-même, et c'est un singulier mélange de haute raison et de défi au plus élémentaire bon sens.

Le premier aspect est d'une tour de Babel. Toutes les théories politiques du passé et du présent y paraissent confondues : les grands principes révolutionnaires de 1789 avec la doctrine anglaise d'une aristocratie, gardienne attitrée auprès du trône et responsable devant le peuple des droits et privilèges communs ; la leçon de Montesquieu sur le partage des pouvoirs avec la conception du système électif élaboré par Sieyès ; le point de vue de l'école du droit naturel sur l'origine des sociétés avec la thèse du peuple souverain, source, d'après Rousseau, de tous les pouvoirs publics. En dépit des attaches anglaises de Spéranski, dont, entre autres traits, empruntée à Blackstone, la définition de la liberté civile porte témoignage dans cet amas de matériaux hétérogènes, l'apport français y domine. Dans le *Conseil de l'empire* au sommet de

(1) Korff, *loc. cit.*, I, 111 ; Sérédonine, dans *Dictionnaire biographique*, p. 196. — Le texte original du plan mis sous les yeux d'Alexandre et sans doute annoté par lui ne nous est malheureusement pas parvenu. Il aura vraisemblablement été détruit. Les copies qui ont été conservées présentent quelques variantes, sans grande importance d'ailleurs. Le texte publié partiellement par N. Tourguéniev (*la Russie et les Russes*, III, 423) reproduit une rédaction postérieure datant des années 1812-1814. Pour les autres variantes, voy. Siémiévski, dans *Observateur historique*, 1897, IX, 264, et 1899, X, 1-62 ; Schilder, *Alexandre Ier*, II, 372-394, et l'édition de *la Pensée russe*, 1905.

l'édifice projeté, comme dans la *Douma de l'empire* à l'étage inférieur, on reconnaît le *Conseil d'État* et le *Corps législatif* du type napoléonien. Dans la réorganisation du Sénat proposée par Spéranski, on retrouve jusqu'aux *maîtres de requête* français.

Il n'était pas un imitateur absolument servile, « décalquant sur vitre », selon le mot trop cruel de J. de Maistre. En réservant au gouvernement, comme « ayant seul le moyen d'être suffisamment éclairé », toute initiative en matière de législation, on peut estimer même qu'il faisait trop largement la part des traditions locales. Dans l'ensemble, son œuvre n'en visait pas moins à imposer au peuple russe, d'un coup et sans transition, une forme d'existence nouvelle, où tout devait heurter violemment ses idées, ses sentiments et ses habitudes. Spéranski prétendait lui épargner ainsi les épreuves d'un douloureux enfantement, sans qu'il voulût se demander si elles ne conditionnaient pas, dans l'ordre naturel de ce phénomène, toute accession à une norme de vie supérieure et la viabilité elle-même de l'être ainsi recréé. Il marchait en pleine idéologie.

Il ne voulait pas davantage voir que, ainsi conçu, l'édifice portait à faux sur le vide, puisque la masse de la population était laissée en dehors de son plan. Dans ses études préliminaires, Spéranski s'était quelque temps attaché à l'expédient d'une atténuation progressive de la loi du servage, son abolition immédiate ne pouvant être opérée sans risque d'une catastrophe. On commencerait par soustraire les serfs à l'arbitraire des maîtres, en déterminant strictement les droits et les devoirs respectifs et en établissant une juridiction spéciale pour les litiges auxquels ces rapports donneraient lieu. Dans son instruction pour la *Commission législative*, Catherine avait déjà envisagé une procédure analogue. En dernier lieu, cependant, Spéranski n'en a rien retenu dans son plan, et peut-être le souvenir de certaine *Khaniéniévka*, domaine rapportant 30 000 roubles de revenu à son propriétaire, n'a pas été étranger à cette détermination.

Comme avec le servage en bas, il conjuguait le régime constitutionnel en haut avec l'autocratie, maintenue dans le corps de son projet, bien que condamnée dans l'exposé théorique lui servant de préambule. S'inspirant des spéculations abstraites dont la pratique du mysticisme lui donnait l'habitude, il imaginait une sorte

de consubstantialité entre l'élément individuel et l'élément collectif, associés dans l'exercice du pouvoir souverain, le second facilitant la tâche et allégeant la charge du premier, sans rien distraire de sa puissance. Il établissait correctement, dans l'ordre législatif et exécutif, la distinction classique entre les lois (*zakony*) et les ordonnances (*oukazy*), procédant celles-ci de la décision du souverain, celles-là du consentement de la collectivité par l'organe de ses représentants ; mais il voulait que les unes et les autres eussent néanmoins une source commune : la personne du tsar et le corps de la représentation nationale, qu'il concevait comme deux hypostases d'un seul et même principe d'autorité.

On doit dire que, parmi les Russes de son temps, plus d'un parmi les plus distingués d'esprit, tel l'amiral Mordvinov (1), admettait cette conciliation paradoxale de l'absolutisme avec le régime constitutionnel, comme ce devait être encore, cent ans plus tard, le postulat des derniers représentants de l'esprit réformateur dans ce pays, avant la catastrophe révolutionnaire, et Spéranski donnait au moins à tous ses paradoxes l'encadrement d'une architecture savamment ordonnée et équilibrée.

III

Partant de la *volost*, groupement embryonnaire d'un certain nombre de communes, où une *volostnaïa Douma* (assemblée de bailliage) et un *volostnoié pravliénié* (régence de bailliage) se partageaient le gouvernement local, il faisait monter l'édifice, par structures superposées de même style, à une *Douma de l'empire*, organe du pouvoir législatif conjointement avec le Conseil permanent, transformé en Conseil de l'empire, et l'empereur, en même temps que, parallèlement, les organes de la justice et de l'administration, représentés au degré le plus bas par les fonctionnaires et les magistrats de la *volost*, s'étageaient à travers les institutions

(1) *Archives des comtes Mordvinov*, IV, p. IV ; VIII, 523 ; IX, 10, 24, 28.

correspondantes du district et du gouvernement jusqu'aux départements administratif et judiciaire du Sénat, pour aboutir, au sommet, au Conseil de l'empire et à l'empereur, selon une distribution qui se laisse figurer par le schéma suivant :

POUVOIR SUPRÊME DU SOUVERAIN

Cabinet privé de S. M.

Conseil de l'Empire

Administration	Législation	Justice
Ministres et Sénat gouvernant	Douma de l'empire	Sénat judiciaire
Régence de gouvernement	Douma de gouvernement	Tribunal de gouvernement
Régence de district	Douma de district	Tribunal de district
Régence de bailliage	Douma de bailliage	Tribunal de bailliage

L'assemblée de bailliage comprenait les propriétaires fonciers de la localité, provisoirement seuls admis au bénéfice du nouveau régime. Se réunissant tous les trois ans, elle nommait les membres de la régence du bailliage et choisissait les députés à la Douma de district. Les autres organes de gouvernement étaient constitués par un procédé analogue, à l'exception du Conseil de l'empire, dont les membres restaient, comme sous l'ancien régime, au choix du souverain. La Douma de l'empire devait se réunir tous les ans, en septembre, sans convocation, et demeurer en session aussi longtemps qu'il serait nécessaire ; mais aucun débat *in pleno* n'y était prévu, sauf pour l'élection du président et de six commissions entre lesquelles serait partagé le travail effectif. Le projet mesurait parcimonieusement les droits qu'il attribuait à la représentation nationale et il en entourait l'exercice de précautions sévères. En rendant électives à tous les degrés les magistratures d'ordre judiciaire, il donnait, à la vérité, d'autre part, au nouvel ordre de choses un cachet de libéralisme très osé ; mais, en même temps,

il réservait encore au *Cabinet privé de Sa Majesté*, émanation du Sénat gouvernant, « toutes les affaires extraordinaires et secrètes », sans autre définition, et cette part faite au pouvoir absolu suffisait à rendre illusoire celle du droit et de la liberté.

A travers les rédactions successives de son plan, les idées de Spéranski ont d'ailleurs beaucoup varié. Dans l'une d'elles, il rendait communs à « tous les hommes russes », sans distinction de classe, certains privilèges, comme de ne pouvoir être puni qu'en vertu d'un arrêt judiciaire, ni astreint à des services personnels autrement qu'à raison d'une obligation déterminée par la loi. Ainsi qu'il l'observait lui-même dans une note marginale, c'était frapper le régime du servage à la base. Mais le texte soumis à l'approbation du souverain ne semble pas avoir non plus compris ces dispositions. Partisan au début d'une représentation nationale à deux chambres, Spéranski a de même changé d'avis en ce point, se séparant de l'amiral Mordvinov, auteur d'un contre-projet, dont l'esquisse seule nous est parvenue et où figurait une chambre haute, dont les membres, nommés à vie par la noblesse, devaient toucher 50 000 roubles par an (1) ! Ce trait n'a peut-être pas été étranger aux sympathies dont l'amiral a bénéficié parmi les Décembristes, révolutionnaires de famille aristocratique, pour la plupart, mais de fortune médiocre.

Spéranski ne légiférait pas du haut d'un Sinaï. Il devait compter et composer avec des influences, des intérêts et des exigences multiples. Il se trouvait, d'autre part, insuffisamment préparé à la tâche qu'il assumait, et, tout en réussissant à donner à son œuvre un aspect décoratif, aux contradictions irréductibles qu'elle impliquait dans son principe, il ajoutait des inadvertances injustifiables. Il oubliait par exemple, dans l'énumération des classes, celle-là même à laquelle il appartenait par son origine ; il négligeait d'indiquer la durée du mandat législatif attribué aux membres de la Douma ; il ne donnait aucune indication au sujet du partage des compétences entre ce corps d'État et le Conseil de l'empire.

Au point de vue technique, l'œuvre prêtait fort à la critique, et, document assurément précieux pour l'histoire de la formation

(1) *Archives des comtes Mordvinov*, IV, p. III-IV.

des idées constitutionnelles en Russie, son plus grand intérêt se trouve dans la somme d'observation pénétrante qu'elle contient en certaines de ses parties. L'auteur y a approfondi toute la misère du régime qu'il essayait de réformer et dont les dehors de splendeur ne lui faisaient pas illusion. Il a su voir, notamment, que l'esclavage social du plus grand nombre y renforçait pratiquement l'asservissement politique de la classe privilégiée elle-même, en portant les uns à chercher dans l'omnipotence du maître commun un recours contre l'arbitraire des autres. C'est à tort aussi que N. Tourguéniev lui a fait reproche de « n'avoir pas mis d'âme » dans son travail. Prédisant à son peuple un avenir de détresse et d'abjection effroyables, s'il demeurait dans l'ornière d'où il faisait effort pour le tirer, Spéranski a témoigné au contraire d'une sensibilité égale à sa clairvoyance.

Dans le fond, trop développée au point de vue politique et nulle au point de vue sociale, son œuvre était mal venue. Aux hommes le mieux doués, le sens de la mesure et le sentiment des proportions ont toujours fait défaut dans la partie du monde où Pierre le Grand est né et où son génie exorbitant a sévi comme un cyclone. En outre, comme on l'a vu, Spéranski n'a pas été maître de mieux équilibrer son projet. Tel quel, desserrant sans le briser le cadre où la Russie devait rester comprimée jusqu'à nos jours, il pouvait préparer des solutions plus satisfaisantes du problème constitutionnel, et, à ce moment, l'expérience pouvait aussi être tentée sans de trop grands risques. L'armature restait assez solide. Et c'était la seule chance que ce pays eût d'échapper à la catastrophe. Mais l'expérience n'a pas été faite.

IV

Ayant reçu l'approbation du souverain le 21 octobre 1809, le projet a paru à la veille d'être mise en application. Mais, c'était le lendemain de Wagram. L'allié désenchanté de Napoléon se trouvait absorbé par d'autres préoccupations, en même temps que dégoûté des choses portant la marque de l'esprit français. Éprouvé,

d'autre part, comme il a été dit plus haut, par un accident de santé, physiquement et moralement déprimé, les risques à courir dans cette entreprise frappaient plus son imagination que les avantages qu'il avait chance d'en retirer. En conséquence, sans revenir sur sa décision, il multipliait les atermoiements, et, en dernier lieu, sous couleur de désarmer l'opposition que la réforme ne pouvait manquer de rencontrer, il s'avisait d'un stratagème qui, dans son intention, n'était certainement qu'une échappatoire.

Le plan général de la reconstruction politique projetée demeurerait provisoirement caché à tout le monde, sans en excepter Araktchéiév. L'architecture en serait dressée graduellement et à la dérobée, de façon que la Russie arriverait à y être introduite, sans s'en apercevoir, comme dans un piège à loup. Pour commencer, le Conseil de l'Empire, couronnement de l'édifice, serait seul érigé, et, autre « parlement par nomination », selon la définition appliquée au Sénat de Pierre le Grand, il déterminerait, par son fonctionnement même, la réorganisation de la vie politique du pays, selon le plan adopté.

On peut excuser Spéranski de s'être prêté à cet expédient. Les sujets du tsar n'avaient pas le refus facile. On comprend moins qu'il se soit employé à justifier un tel parti (1). Alexandre lui-même a dû voir qu'avec ce camouflage qui la rendait inintelligible, la réforme offrirait une plus grande prise à l'hostilité du plus grand nombre de ses sujets. Mais, dans le fond, cette perspective ne l'effrayait probablement pas beaucoup, en même temps, cependant, qu'il voulait — au moindre prix possible — faire acte de réformateur. C'est ce que semble indiquer le tour inattendu donné à l'instauration solennelle du nouveau *Conseil de l'empire*. Spéranski entendait qu'elle fût suivie à bref délai d'élections à une autre assemblée, qui, réunie provisoirement sous le prétexte d'un travail de codification, ferait quelque temps double emploi avec la *Commission* en fonction déjà pour le même objet, mais serait convertie ultérieurement en *Douma de l'empire*. Or, publié le 13 janvier 1810, le manifeste d'inauguration désigna le Conseil comme l'unique organe législatif de l'empire, sans qu'il fût, ou

(1) Note de Spéranski, SCHILDER, *Alexandre Ier*, II, 254 ; cf. SÉRÉDONINE dans *Dictionnaire biographique*, p. 202.

dût être question, jusqu'à nos jours, de convoquer une *Douma*. Dans le plan de Spéranski, avec la composition qui lui était donnée, ce Conseil constituait aussi le fait du prince et la part du pouvoir absolu. Il n'y avait donc rien de changé au fond des choses. Restait entier, en particulier, le problème de la responsabilité ministérielle, que Spéranski s'était flatté de résoudre par le moyen du pouvoir de contrôle attribué à la Douma. En fait, le manifeste du 13 janvier 1810 aura eu pour résultat, en sens contraire, de consacrer, en la renforçant, l'omnipotence des détenteurs de portefeuilles (1).

Comme Catherine avec sa *Commission législative*, Alexandre voulait, cependant, donner au monde l'impression, et sans doute se donner aussi à lui-même l'illusion, de faire quelque chose de grand. A cette fin, il avait entouré l'événement d'un mystère impénétrable, ne mettant dans la confidence que quatre personnes de son entourage : le prince Lapoukhine, le comte N. Saltykov, le comte Zavadovski et le comte Kotchoubey, le plus accommodant des membres de l'ancien *Comité secret*, qui pourtant, au rapport de Mordvinov, aurait désapprouvé le projet (2). Ministre de la Guerre depuis 1808 et en possession d'une faveur grandissante, Araktchéiév lui-même avait encore été exclu du secret. Le nouveau Conseil comprenant un *Département de la guerre*, Alexandre craignait que « le bouledogue » n'y soupçonnât une menace de dépossession, et, selon le penchant de son tempérament, il préférait le prendre par surprise. Araktchéiév fut, en effet, effrayé, mais encore plus dépité et il répliqua à sa façon : par une lettre adressée au tsar et assaisonnée d'une ironie passablement insolante, il donna sa démission et se retira sous la tente, dans sa terre de Grouzino, certain qu'il n'y serait pas laissé longtemps. Il revenait bientôt, en effet, après avoir reçu force caresses et fait ses conditions. Induit en erreur par les apparences, il avait demandé à échanger son portefeuille contre la présidence du dépar-

(1) Les historiens russes sont en désaccord sur ce point. Voy. Serguiéiévitch, *Leçons*, p. 762 ; Vladimirski-Boudanov, *Aperçu de l'histoire du droit russe*, p. 231, 244 ; Gradovski, *Principes du droit public russe*, II, 210 ; Korkounov, *le Droit public russe*, II, 22-23 ; Chtchéglov, *le Conseil de l'empire*, II, 474.

(2) Ikonnikov, *le Comte Mordvinov*, p. 79. Cf. Korff, *Vie du comte Spéranski*, I, 115.

tement correspondant au nouveau Conseil. Il abandonnait, en réalité, la proie pour l'ombre. Des bureaux qu'il quittait à ceux auxquels il donnait la préférence, il devait bientôt voir arriver des pièces, renvoyées nominalement pour examen, mais déjà revêtues de l'approbation du maître, parfois même écrites de sa main (1).

De plus clairvoyants pouvaient s'y tromper, et Spéranski lui-même semble avoir été en défaut de sagacité au sujet de la place que prendrait dans la vie politique du pays ce tronçon de l'édifice projeté. Le Conseil comprenait quatre départements — législation, guerre, affaires civiles et ecclésiastiques, économie d'État, — présidés respectivement par le prince Lapoukhine, Araktchéiév, Zavadovski et Mordvinov : « Le quatuor du bouc, de l'ours, de l'âne et de la marmotte », devait dire le fabuliste Krylov, après que le néant de l'institution eut été reconnu. Mais, sur le moment, l'aspect en était imposant à souhait. Rédigé par Spéranski, le manifeste d'inauguration (2) ne contenait, et pour cause, aucune précision au sujet du rôle destiné au nouveau Conseil. Dans la pensée de l'auteur, cette fonction ne pouvait, en effet, être définie qu'en liaison avec les autres parties de son œuvre, qui restaient en suspens et devaient être retenues dans l'ombre. Mais Spéranski ne désespérait pas encore de les en sortir, et, par anticipation, tout en se maintenant dans le domaine des généralités, il mettait dans la bouche du souverain un langage qui répondait bien au dessein généreux conçu en commun, mais non à ce que le maître en laissait réaliser. Qu'il lui fît proclamer l'impossibilité d'un bon gouvernement en dehors de l'ordre légal, ou l'impuissance des meilleures lois en l'absence d'institutions politiques mises en harmonie avec elles, ou même le besoin d'un contrôle sévère appliqué à toutes les dépenses d'intérêt public, ce n'était que phraséologie courante, même en Russie et même au palais des tsars, depuis que La Harpe, après Diderot, y avait passé. Mais, en empruntant à la terminologie des gouvernements représenta-

(1) Martchenko, « Notes autobiographiques », *Ancienne Russie*, 1896, LXXXV, 485 et suiv. (Martchenko était secrétaire d'Araktchéiév) ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, II, 263 ; grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, II, 571.

(2) *Recueil complet des lois*, XXXI, 24.064 ; cf. Korkounov, *le Droit public russe*, I, 204 ; Ivanovski, *le Droit public russe*, p. 167-177.

tifs la formule : « Le Conseil de l'empire entendu » (*vniav mniéniou Gossoudarstviénnavo Soviéta*), Spéranski prêtait trop prise aux démentis cruels du lendemain.

Assurément, un vote en séance du Conseil devenant nécessaire pour donner force exécutoire même aux ordonnances (*oukazy*), on devait en conclure que le souverain était désormais obligé d'accepter la décision de la majorité, et, bien que cette conséquence légale du principe adopté ait été contestée (1), le successeur d'Alexandre semblera la reconnaître, puisqu'il jugera à propos de supprimer ce paragraphe du manifeste dans une nouvelle édition du *Recueil des lois* (2). Mais, contre la thèse de droit, Alexandre aura déjà, en ce point, fait prévaloir en plus d'une occasion l'argument de la force, en sanctionnant, dans ce même Conseil, le vote non seulement de minorités infimes, mais, dans un cas, celui d'*une* voix solitaire (3).

Et sans doute encore, ainsi défini, le pouvoir du tsar cessait théoriquement d'être absolu, dans ce sens que, tout en restant illimité et sans partage, il devait désormais être exercé en conformité avec les lois en vigueur. Quelques historiens du droit public russe ont même fait grand état de cette conquête, que le manifeste du 13 janvier 1810 y aurait ainsi inscrite (4). Mais, jusqu'au dernier jour de l'autocratie, l'expérience n'a pas cessé de mettre en évidence la vanité de tous les essais de composition juridique avec son principe.

Dans la pratique, néoplasme sans caractère déterminé, être amorphe, le nouveau Conseil devait demeurer en mue continue, des *oukases* modifiant d'une année à l'autre sa figure et sa fonction. Au titre d'instance suprême dans l'ordre législatif, administratif et judiciaire, telle ordonnance lui attribuait, en 1813, le

(1) Korkounov, dans *Chronique judiciaire*, 1892, p. 356-357 ; cf. Serguiéiévitch, *Leçons*, p. 762 ; Chtchéglov, *le Conseil de l'empire*, II, 479 et suiv. ; Romanovitch-Slavatynski, *le Comte Spéranski*, p. 17.

(2) Par décision du 15 avril 1842. V. *Recueil complet des lois*, 2e édit., n° 15.518, paragraphe 108 ; cf. Svatikov, *le Mouvement social en Russie*, p. 119.

(3) Chtchéglov, *loc. cit.*, II, 484-485 ; Daniévski, *Histoire du Conseil de l'empire*, p. 81-82 ; cf. grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 1re partie, p. 117.

(4) Korkounov, *le Droit public russe*, I, 204 et suiv.

contrôle des rapports du Sénat, enlevé au Comité des ministres ; telle autre, en 1821, la révision de certains arrêts des chambres criminelles. Par contre, une troisième l'aura, en 1815, dépouillé partiellement de son autonomie, par la subordination de son département de la Guerre à l'état-major général, créé à ce moment (1).

Il n'y avait rien de changé, à un déplacement de personnes près, aboutissement final de toutes les entreprises de réforme sous ce règne. Le prince Lapoukhine abandonnait le portefeuille de la Justice à Ivan Dmitriév ; Zavadovski avait pour successeur à l'Instruction publique le comte Alexis Razoumovski ; détenu depuis 1809 par Théodore Goloubtsov, une incapacité avérée, le portefeuille des Finances était attribué à Dmitri Gouriév, qui depuis 1805 dirigeait le Domaine et qui, dans cette nouvelle fonction, à laquelle le titre de « trésorier de l'empire » était attaché, allait faire époque, comme type, à sa plus haute expression, des *faiseurs*, dont cette partie de l'administration a eu tant à souffrir en Russie.

Le nouveau Conseil recueillait en assez grand nombre des membres de l'ancien : le comte N. Saltykov, les deux comtes Roumiantsov, Nicolas et Serge, les deux princes Kourakine, le prince Lapoukhine, le prince Czartoryski, Zavadovski, Araktchéiév, Kotchoubey, mais aussi quelques hommes nouveaux : un émigré français, le marquis de Traversay, futur ministre de la Marine ; un futur ministre de la Police, Balachov. Rastoptchine en était aussi. En tout trente-cinq titulaires, choisis très apparemment avec le même souci de conciliation qui avait inspiré, en 1801, la composition du *Conseil permanent* (2). L'effet obtenu n'y répondait pas. Les nouveaux conseillers décidant de meubler à frais communs leur salle de séances, Rastoptchine offrait un crucifix avec l'inscription : « Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font (3). » L'impression générale fut, en effet, bientôt que le souverain, ou son favori du jour, ou les deux, ne savaient pas ce qu'ils voulaient, ni où ils allaient, le sentiment de perplexité qui

(1) *Recueil complet des lois*, XXXII, 25.371 ; XXXIII, 26.021 ; XXXVII, 28.666.

(2) V. ci-dessus, p. 39.

(3) Bogouslavski, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1879, XXVI, 109.

en résultait s'aggravant du fait d'autres mesures, par lesquelles depuis un an déjà, « taillant dans le vif » et « coupant en plein drap », sans observer les ménagements nécessaires, Spéranski avait ameuté contre lui l'opinion des milieux les plus influents.

V

Le 15 avril et le 21 août 1809, préparés comme le manifeste du 13 janvier 1810 dans le plus grand mystère, deux *oukases* (1) avaient eu pour objet, l'un d'astreindre à un service effectif dans l'armée ou l'administration les titulaires des charges de cour, l'autre d'établir un cens d'instruction pour l'admission à toutes les fonctions, comme aussi à tous les grades dans la hiérarchie du *tchine*, à partir du titre d' « assesseur de collège ». Les réformateurs cherchaient à redresser ainsi une déviation, assurément condamnable, du système créé par Pierre le Grand. L'esprit du « Tableau des rangs », promulgué en 1722, voulait que tout *tchine* correspondît à une fonction, et, à l'origine, un « registrateur de collège » était, en effet, un fonctionnaire tenant registre dans un collège. Le principe avait cédé, depuis, à la poussée des compétitions, ainsi qu'au développement du favoritisme, en sorte que, dans la masse démesurément grossie des *gradés*, les *fonctionnaires* effectifs ne figuraient plus qu'en très faible proportion, la plupart ne possédant en outre aucune qualification à l'emploi qu'ils remplissaient.

L'abus était criant ; mais, en s'y attaquant, Spéranski et son maître heurtaient à travers le pays entier un faisceau compact d'intérêts, d'habitudes prises et de situations acquises. Au rapport d'un contemporain, une nouvelle invasion de Tatars y aurait produit moins d'émoi (2). L'une au moins des deux mesures dépassait d'ailleurs le but à atteindre. Un relèvement du niveau intel-

(1) *Recueil complet des lois*, XXX, 23.559, 23.771.

(2) Mme V. Bakounine, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1885, XLVII, 394 ; cf. Wiegel, *Mémoires*, III, 69-73 ; *Correspondance de Spéranski avec Massalski*, p. 9.

lectuel dans le milieu visé était assurément désirable, et, à ce point de vue, l'*oukase* du 21 août 1809 ne devait pas rester entièrement stérile. Mais, en rendant exigible pour les aspirants aux plus humbles emplois le port d'un diplôme universitaire et en attribuant à cette disposition un effet rétroactif, Spéranski justifiait l'observation irritée de Karamzine qu'il était absurde de demander à un clerc de bureau des connaissances en chimie ou en prosodie grecque et cruel de renvoyer sur les bancs de l'école des hommes qui avaient pris des cheveux blancs au service de l'État. Dans la chaleur de l'action et l'exaltation du pouvoir dont il disposait, Spéranski perdait le sentiment de la mesure et ce tact qui l'avait si bien servi au début de sa carrière. *Fa tutto*, il touchait aussi à tout, sans une connaissance suffisante des objets auxquels il appliquait sa dévorante activité. C'est l'impression que donne, notamment, tout un ensemble d'autres mesures, dont il saisissait le nouveau Conseil au lendemain de son inauguration, en y comprenant un plan complet de réorganisation fiscale, en rapport avec les difficultés où la crise économique et les préparatifs de guerre jetaient le trésor.

VI

Frère servant au monastère *Bogolioubski* de Vladimir, il avait tenu la comptabilité de l'hégoumène (1) et touché depuis aux affaires de bourse par l'intermédiaire de son ami Peretz : savoir ou expérience, c'était à peu près tout son acquis personnel dans le domaine de la finance. Il avait eu recours à un comité spécial, où le Petit-Russien Balougianski faisait échange de lumières avec deux professeurs tirés des universités allemandes, Jacob et Wurst, et il avait soumis le produit de leur travail à l'examen d'un aréopage constitué et appelé à délibérer dans des conditions passablement déconcertantes. Gouriév était un fin gourmet ; le comte Séverin Potocki rivalisait avec lui dans des joutes gastrono-

(1) Korff, *Vie du comte Spéranski*, I, 14 ; Oumaniéts, *Alexandre Ier et Spéranski*, p. 90.

miques, auxquelles Mordvinov prenait part avec Kotchoubey, et c'est au sein de ces agapes que fut débattue et décidée, *inter pocula*, la mise à l'essai d'un ensemble de combinaisons, destinées à introduire l'abondance dans les caisses publiques et à rétablir l'équilibre du budget (1). Leur efficacité allait répondre à cette origine.

Suppression des émissions d'assignats, augmentation du rendement des terres domaniales, par l'emploi de procédés de culture perfectionnés, ou l'établissement d'un meilleur contrôle sur les opérations du trésor, les unes n'avaient que le caractère de pieux désirs, en dehors de toute chance sérieuse de réalisation ; les autres, comme le dessein de surseoir à la création de nouvelles écoles ou de nouvelles routes, frisaient une déclaration de faillite. Une taxe de luxe, en forme d'impôt sur le personnel domestique et un impôt sur le revenu ayant pour base ce registre d' « âmes revisées » que Gogol devait illustrer figuraient dans le nombre de ces moyens de fortune, avec un impôt sur les fenêtres, qui, au pays des *isbas* enfumées sans autre ouverture que la trouée du toit de chaume, prenait également un sens ironique. Le tout n'en était pas moins rendu exécutoire par un manifeste du 2 février 1810 (2) ; mais l'impôt sur le revenu ne devait pas même recevoir un commencement d'application devant la révolte des possesseurs d'*âmes* serves, déjà exaspérés par la nouvelle réglementation du régime des *tchines* et l'établissement du cens d'instruction.

Dans ce même domaine pourtant, y poursuivant son apprentissage, homme d'intelligence supérieure en dépit de ses erreurs, Spéranski devait, à travers des tâtonnements pénibles encore et des expériences risquées, atteindre, au cours des deux années suivantes, des réalisations d'un intérêt capital. Bien plus, une destinée bizarre a voulu que là se trouvât d'aventure la seule partie durable de son œuvre.

Économie de vingt millions, obtenue sur le budget de 1810 par le moyen d'un règlement qui soumettait les dépassements de crédits à la double condition d'un rapport approbatif du ministère des Finances et d'une décision conforme du Conseil de l'empire ; création, par décret du 27 mai 1810, d'un fonds d'amortissement,

(1) Ikonnikov, *le Comte Mordvinov*, p. 77.
(2) *Recueil complet des lois*, XXXI, 24.116.

alimenté par la vente des domaines de la couronne ; décision prise en même temps d'affecter à la réduction de la circulation fiduciaire le produit d'un emprunt intérieur de 100 millions de roubles : ce n'étaient toujours que des expédients, dont la nature illusoire devait être bientôt démontrée. Mais, le 13 juin 1810, un *oukase* réunissait à l'administration du trésor une cour de comptes, qui fonctionnait avec une affectation spéciale au département des communications fluviales, et, du coup, l'unification de la comptabilité publique se trouvait préparée. Le 29 août suivant, sur la proposition du Conseil de l'empire, instituant des « états de dépenses » pour chaque ministère et obligeant les titulaires de portefeuilles à présenter des prévisions budgétaires pour l'année suivante au plus tard en juin de chaque année, un autre décret inaugurait une pratique, où l'expérience a fait reconnaître, depuis, la base de toute administration bien ordonnée des finances publiques (1).

Pour autant que permettent d'en juger ses notes et sa correspondance, Spéranski ne saisissait parfois pas la portée des mesures qu'il faisait adopter. En juin 1810, il obtenait la publication d'un manifeste (2), qui n'opérait pas moins qu'une modification fondamentale du système monétaire en vigueur dans ce pays. En y introduisant aussi l'unité, il lui donnait comme base le rouble argent, pesant 4,86 *zolotniks*, au titre de 835 millièmes, et c'était plus encore qu'une réforme, — une petite révolution. L'autocratie répudiait le principe sur lequel avait reposé jusqu'à ce moment le statut financier de l'État russe et elle abdiquait une de ses prérogatives les plus caractéristiques. Les théoriciens du *samodiérjavié* étaient unanimes à lui reconnaître le pouvoir de créer non pas seulement des signes de valeur, mais cette valeur elle-même, en ce sens qu'indépendamment de toute idée de crédit ou de couverture métallique, le pouvoir d'achat acquis aux instruments d'échange était fonction de la volonté seule du souverain qui en ordonnait l'emploi. En vertu de cette théorie, à laquelle cependant la pratique donnait un démenti éclatant, rien, à ce point de vue, ne différenciait un rouble assignat d'un rouble argent. Mettant le droit en accord avec le fait,

(1) *Recueil complet des lois*, XXXI, 24.244, 24.257, 24.335.
(2) *Ibid.*, 24.264.

le manifeste du 20 juin 1810 attribuait correctement au papier monnaie émis par l'État le caractère d'une traite, dont il se reconnaissait débiteur, et, en application de ce principe nouveau, le Conseil de l'empire décidait en même temps que les contrats de fournitures pour usage public porteraient désormais paiement en espèces, ou en assignats, au cours moyen des quatre dernières années. La Russie quittait définitivement le régime patriarcal de l'économie naturelle et une brèche était ouverte, de ce côté au moins, dans la Bastille archaïque, dont Spéranski n'arrivait pas à ébranler le fondement.

Mais le budget de 1810 ne s'en soldait pas moins par un déficit de 100 millions de roubles assignats ; porté à 286 millions par les émissions antérieures, le stock de papier monnaie devait être, en conséquence, augmenté de 46 172 000 (1) ; l'emprunt intérieur n'obtenait qu'un succès médiocre, et, à la clôture, en mai 1811, dans le produit recueilli, les versements en espèces ne figuraient que pour 6 500 000 roubles ; évalué à 20 millions de roubles pour la première année, le produit de la vente des domaines de la couronne atteignait à peine le cinquième de cette somme ; si, enfin, l'augmentation des impôts élevait à plus du double, de 1810 à 1812, le montant des recettes, le portant de 125 à 300 millions, la baisse continue du change annulait en grande partie le bénéfice de cette plus-value.

En 1811, la malchance s'en mêlait par surcroît. Terribles incendies dévastant Voronèje, Kasan, Kiév, Jitomir, Berdytchev, Oufa ; mauvaise récolte dans un grand nombre de provinces, y ramenant le fléau périodique de la famine : aux défauts intrinsèques de l'œuvre économique et financière de Spéranski, des contingences accidentelles s'ajoutaient pour la discréditer aux yeux du public et du souverain.

VII

Il en attribuait lui-même le mauvais succès au fonctionnement défectueux des services administratifs et en prenait texte pour

(1) Bloch, *les Finances de la Russie*, p. 81 ; Ikonnikov, *le Comte Mordvinov*, p. 92.

réclamer une réorganisation fondamentale des ministères. Mais il offrait prise ainsi à ses détracteurs, n'ayant pas été étranger à cette création si récente (1). Y découvrant maintenant trois vices essentiels : absence de responsabilité effective, répartition mal ordonnée des attributions et insuffisance des cadres, de 1810 à 1811, il a eu encore carte blanche pour opérer les remaniements qu'il jugeait nécessaires, et il n'a pas mieux réussi.

D'un manifeste du 25 juin 1810, annonçant « une nouvelle distribution des affaires d'État dans l'ordre exécutif » (2), à un « statut général des ministères », promulgué l'année suivante, cet autre effort n'a abouti qu'à un déplacement de fonctions et de compétences aussi arbitraire qu'inefficace. Le ministère du Commerce était supprimé, abandonnant ses attributions, partie au ministère des Finances et partie au ministère de l'Intérieur, duquel les services de la sûreté étaient détachés, passant à un ministère de la Police, de création nouvelle. Le premier titulaire en fut le commandant militaire de Pétersbourg, général Balachov, à qui le dévoué secrétaire de l'impératrice douairière, Longuinov, n'accordait de talent que pour l'espionnage (3), comme il qualifiait aussi de « dernier des drôles » le nouveau ministre de l'Intérieur, Kozodavlev, désigné pour ce poste par Spéranski en remplacement d'Alexis Kourakine. *L'Expédition des communications fluviales* avait été, en 1809 déjà, érigée en ministère autonome, moins pour mieux remplir son objet que pour servir d'apanage plus décoratif au prince d'Oldenbourg, le mari de la grande duchesse Catherine. *La direction générale des affaires ecclésiastiques* prenait rang, de son côté, parmi les ministères, en gardant comme chef le prince Alexandre Galitzine, qui restait procureur général du Synode, mais, avec le titre de secrétaire d'État, obtenait le droit de rapport direct au souverain, qui était la condition essentielle de toute part réelle à l'exercice du pouvoir.

Adversaire passionné de Spéranski, Longuinov est suspect de parti-pris dans ses appréciations ; mais, en dehors de toute question de personnes, rompant définitivement avec la procédure collégiale et coupant court ainsi à des conflits irritants, seule la

(1) V. ci-dessus, p. 67.
(2) *Recueil complet des lois*, XXXI, 24.307.
(3) *Archives Voronisov*, XXIII, 145.

réorganisation intérieure des ministères se laisse, dans tout ce remue-ménage, reconnaître comme répondant à une conception rationnelle. Encore a-t-elle valu à Spéranski l'imputation d'avoir été, dans son pays, le promoteur de ce « gouvernement des bureaux », qui lui est devenu si fatal. De ce reproche au moins le *fa tutto* doit être absous. La bureaucratie n'est pas un phénomène particulier à la Russie, et, nulle part, elle n'est née des œuvres d'un homme. Si, d'autre part, ce produit d'une évolution collective, commune à toutes les contrées civilisées, a pris dans celle-ci un développement exorbitant, se rendant aussi malfaisant en proportion, c'est que la somme d'arbitraire dont il est susceptible de devenir l'instrument, a trouvé dans le tsarisme un coefficient exceptionnellement élevé. Mais les *diaks* moscovites du seizième siècle étaient déjà des bureaucrates redoutables et Spéranski a eu le mérite de viser, bien qu'en vain, à réduire la nocivité naturelle de cet élément.

Dans cette même réforme ministérielle des années 1810-1811, il ne perdait pas de vue le postulat de la responsabilité. Homme de bureau lui-même, il ne songeait assurément pas à éliminer des organes indispensables au fonctionnement de tout appareil administratif ; mais il faisait mieux encore que d'en déterminer juridiquement et d'en régler pratiquement le jeu et la puissance : il se préoccupait de donner un frein à l'un, et à l'autre un contrepoids dans l'action conjuguée des forces sociales.

Le juger exactement sur son mérite est difficile, parce qu'il n'a pas eu la possibilité, même à l'époque de sa toute-puissance apparente, de mettre son œuvre à l'épreuve de l'expérience, autrement qu'en des fragments informes, ou seulement d'en produire au jour le plan d'ensemble, tel qu'il le concevait. Comme il les a exprimées, ses idées en matière de responsabilité manquent de clarté ; mais peut-être ne lui a-t-il pas été permis de les rendre plus intelligibles, et plus vraisemblablement encore, il a eu peine à les dégager de la confusion où la pensée hésitante et la volonté indécise du maître maintenaient les délibérations communes. Dans son projet primitif de réforme constitutionnelle, il accordait à la *Douma de l'empire* le droit de mettre les ministres en accusation devant le souverain ; mais il n'indiquait pas les suites qui pouvaient être données à cette procédure.

En 1811, à défaut d'une *Douma*, il songea, pour cet objet, à lui substituer le Sénat, qui, d'ailleurs, entre le nouveau Conseil de l'empire et le Comité des ministres, se trouvait en l'air et en carence d'emploi. Il semble avoir quelque temps médité la suppression du comité (1), mais la destinée de cette institution était, au contraire, non seulement de survivre à la fortune du favori, mais d'en marquer en quelque sorte le déclin par le progrès continu d'une puissance rivale. Au cours des années 1812-1815, plus prolongée encore que pendant la période de 1805 à 1808, l'absence du souverain déterminera un renforcement des pouvoirs quasi dictatoriaux que le comité avait déjà exercés, et, survivant aux épreuves de la guerre, cette sorte de régence ne cédera qu'à l'omnipotence grandissante d'Araktchéiév, au milieu d'une brigue et d'une confusion de pouvoirs où la souplesse et la dextérité de Spéranski n'introduiront plus un élément de coordination et d'harmonie au moins relatives. En principe, le Comité des ministres évitera d'entrer en compétition avec le Conseil de l'empire dans l'ordre législatif, comme avec le Sénat dans l'ordre judiciaire ; mais Alexandre l'obligera parfois à négliger ce scrupule (2).

Jusqu'aux derniers mois de 1811, Spéranski a conservé l'espoir de faire aboutir la partie de son plan qui concernait la réorganisation du Sénat. On a vu qu'il partageait ce corps en deux : *Sénat gouvernant* et *Sénat judiciaire*. Il érigeait le premier en organe de contrôle et destinait le second à faire office de cour de cassation. En outre, pour y assurer une plus prompte expédition des affaires, il divisait encore ce dernier en quatre sections, qui siégeraient à Pétersbourg, Moscou, Kasan et Kiév. En 1809, les dossiers en souffrance à cette instance étaient au nombre de 51 542 ! L'organe de contrôle devait servir à mettre en jeu de quelque façon la responsabilité ministérielle, point capital du programme. Mais Alexandre avait en cette matière des idées personnelles, au sujet desquelles, entre deux effusions d'une tendresse passablement équivoque, il s'expliquait en ces termes avec sa sœur Catherine, qui, dans une tête d'oiseau, se piquait de porter l'esprit d'un homme d'État :

« Vous vous rappelez que mon idée était toujours de rendre

(1) *Archives des sciences historiques et pratiques*, 1859, III, 15.
(2) Sérédonine, *le Comité des ministres*, I, 50-58, 74 et suiv.

Sénat un corps purement judiciaire... Mon intention était de conférer tout ce qui était administratif dans l'ancien Sénat au Comité des ministres. Mais ensuite, considérant l'attachement que l'on porte aux anciennes dénominations, institutions et usages, j'ai trouvé que je pouvais très bien concilier toutes ces choses, en donnant au Comité des ministres le nom ancien de Sénat gouvernant (1)... »

Confondre l'organe de contrôle avec le corps des fonctionnaires à contrôler, c'était assurément faire œuvre de conciliation radicale, et, hélas ! le maître commandant, le serviteur devait obéir. Docilement, Spéranski remaniait son plan sur cette donnée burlesque ; ministres, adjoints, chefs de départements, il introduisait tout le haut personnel bureaucratique dans le *Sénat gouvernant*, en y ajoutant seulement à titre de correctif et pour faire quelque part à son idéal une demi-douzaine de membres élus ; sans rire, il mettait ce projet extravagant en discussion au Comité des présidents de départements, puis à l'assemblée générale du Conseil de l'empire, et, vers le milieu de septembre 1811, après d'orageux débats, il le faisait adopter — à la *minorité* des voix, plus celle du souverain (2). L'autocrate n'admettait pas que, si forte fût-elle, une majorité l'emportât, fût-ce contre une absurdité dont il avait conçu l'idée, et Spéranski s'acharnait à remuer, de quelque façon que ce fût, le rocher de Sisyphe qui défiait son effort. Mais encore, le projet ayant ainsi obtenu force de loi, Alexandre en ajournait la mise en application *sine die*. Dans le fond, sa querelle avec Napoléon et ses préparatifs de guerre l'absorbant de plus en plus, pour le moment, il se désintéressait de toutes les réformes, et, de celle-ci, la partie seule ayant trait au sectionnement du Sénat devait être réalisée. La faveur de Spéranski touchait à son terme.

VIII

En cette fin d'année, elle paraissait cependant plus grande que jamais, comme l'amplitude, constamment étendue, des pouvoirs

(1) 17 juillet 1811, grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 51.

(2) Chtchéglov, *le Conseil de l'empire*, I, 901-902.

attribués au favori. Premier ministre en fait, créé pour lui, le titre de *Secrétaire de l'empire* (1) donnait un caractère officiel à cette fonction. Depuis le 19 novembre 1808, le *fa tutto* présidait en outre la *Commission de codification*. Réorganisée une fois de plus à cette date et dépossédée du mandat d'ordre politique qui lui avait été antérieurement conféré, ou qu'elle s'était reconnu, elle s'appliquait à une tâche plus en rapport avec sa fonction naturelle. Elle s'y trouvait encore aux prises avec une besogne formidable : un amas confus à débrouiller de quelque 70 000 lois et ordonnances où, depuis Alexis Mikhaïlovitch, juges et plaideurs s'égaraient. Plutôt que de chercher à s'y reconnaître eux-mêmes, le prédécesseur de Spéranski, Rosenkampf, et ses collègues avaient, entre deux excursions dans le domaine constitutionnel, visé à définir les principes généraux d'une codification pan-russe, où seraient fondues, dans une unité imposante, toutes les législations particulières de l'empire. Étranger au monde slave, Rosenkampf faisait bon marché de la variété et de l'originalité des formes juridiques qui s'y rencontraient. En Allemand consciencieux, il jugeait nécessaire, cependant, d'en dresser préalablement l'inventaire, et ce travail préliminaire le retenait encore quand il dut passer la main à Spéranski (2).

Dans cet ordre de connaissances, celui-ci avait, à ce moment, à peu près tout à apprendre, et, correspondant avec le juriste genevois Dumont, il en convenait, sans ambages (3). Au retour d'Erfurt, il avait dévoré le code Napoléon, ainsi que quelques ouvrages s'y rapportant et il s'était mis en relations avec des juristes français réputés, tels que Locré et Legras. Il se donnait maintenant, sur place, des collaborateurs de cette même nationalité, mais de compétence plus que douteuse : un ancien procureur fiscal de l'Angoumois, Deschamps, un ancien professeur de botanique, Grandidier, voire un ex-fabricant marseillais de savons,

(1) *Gossoudarstviénnyï Sekrétar;* et non, comme le dit Vandal (*Napoléon et Alexandre*, II, 11), secrétaire du Conseil de l'empire, fonction de moindre importance, relativement, dont le titulaire fut, à cette époque, Olénine.

(2) Ilinski, « Mémoires », *Archives russes*, 1879, III, 423 ; Maïkov, dans *Revue du ministère de la Justice*, septembre-décembre 1905 ; Nolde, *Essai sur l'histoire de la codification*, I, 35 ; Pachmann, *Histoire de la codification du droit civil*, I, 380-472.

(3) Korff, *Vie du comte Spéranski*, I, 155.

Rouvier, et, avec cette équipe, où figurait peut-être aussi un compatriote de Dumont, Galiffe, que l'on trouve en 1811 dans l'entourage du favori, après une carrière accidentée, préceptorat dans diverses maisons russes et direction d'une banque (1), il se mettait hardiment à la besogne.

Il triomphait de toutes les difficultés en en faisant abstraction, et en commençant par la fin, c'est-à-dire par la composition d'un code, avant de s'être procuré soit un répertoire soit un corps de législation. Avec l'aide de Rosenkampf, il opérait dans le code Napoléon des emprunts, que son secrétaire, Vrontchenko, traduisait en russe ; il les remaniait à la hâte, en ne laissant souvent rien de la rédaction primitive et il portait les projets d'articles ainsi obtenus à la séance du jour au Conseil de l'empire, après que, dans le capharnaüm de la législation indigène, le chef des archives de la commission, Ilinski, eut découvert, *oukase* ou *zakone*, des textes ayant quelque rapport avec ces improvisations. Il y réussissait, nous a-t-il confié, « en tirant les choses par les cheveux », et, dès le 1er janvier 1810, un manifeste annonça la publication de la première partie d'un code civil, que d'autres suivraient à bref délai.

Sollicité de façon pressante, Bentham avait refusé toute participation à cette entreprise et Karamzine s'indigna de son résultat, où il voyait « un mauvais pastiche du modèle napoléonien ». — « Sommes-nous le royaume de Westphalie, ou le duché de Varsovie (2)? » La part faite, par endroits, à la coutume locale, notamment dans les chapitres concernant le régime de la propriété et les conventions, autorisait Spéranski à se défendre contre le reproche d'imitation servile. Décrié dès le premier jour et mis au rebut dès le lendemain de la disgrâce du *fatutto*, cet impromptu juridique n'en a pas moins mérité son sort.

Une autre bizarrerie de sa destinée a voulu que, de tous ses échecs, Spéranski se relevât plus tard comme codificateur, après qu'il se fut initié à la technique du métier ; mais, sur le moment, en assumant mal à propos trop de responsabilités, il en faisait mettre à sa charge plus qu'il n'en prenait. C'est ainsi qu'il a été

(1) Galiffe, *D'un siècle à un autre*, II, 255-256 ; Pingaud, *les Français en Russie*, p. 260.

(2) Pypine, *Messager de l'Europe*, 1869, II et IV.

dénoncé comme le promoteur d'une nouvelle et assez malheureuse tentative pour la solution de l'insoluble et toujours irritant problème juif.

IX

Après Tilsit, la Russie avait suivi quelque temps, en ce point, l'évolution de la politique napoléonienne, qui s'éloignait progressivement des pratiques libérales inaugurées par la Révolution. Un oukase du 19 octobre 1807 avait donné une application nouvelle au régime de la « zone d'habitation », en visant à purger graduellement les campagnes de leur population israélite et à la concentrer dans les agglomérations urbaines. Les intéressés s'employant avec succès à en déjouer l'effet, ni cette mesure, ni l'interdiction d'exercer le commerce des spiritueux, qui lui était substituée sur la proposition d'un des nombreux comités chargés successivement de s'occuper de cette question, n'avaient pas seulement reçu un commencement d'exécution quand un nouveau courant de libéralisme faisait plus que relever les juifs de la plupart des inégalités juridiques dont ils se trouvaient frappés. Une conversion de pure forme à la religion chrétienne suffisant à les dispenser du service militaire, ils passaient à l'état de classe privilégiée, et, le 27 mars 1812, un rapport, présenté à l'empereur par le comité spécial en exercice depuis trois ans, formula sur tous les points en discussion des conclusions entièrement favorables aux intérêts, vœux et prétentions de cette partie de la population. Les juifs, disait-il, devaient être laissés dans les villages où ils avaient élu domicile et libres d'y vendre de l'eau-de-vie. C'était, en effet, le seul moyen d'assurer leur existence et d'empêcher qu'ils ne tombassent à la charge du trésor, étant donné qu'ils étaient physiquement incapables de s'employer autrement à la campagne et que la place manquait pour eux dans les villes (1).

Le caractère notoirement tendancieux de ces assertions ne pouvait manquer d'appeler l'attention sur les relations de Spé-

(1) *Archives russes*, février 1903, p. 253.

ranski avec Peretz. L'auteur du rapport, Kaïssarov, appartenait à l'intimité du secrétaire de l'empire ; les autres membres du comité, Droujinine, Kozodavlev, Popov, Potocki, passaient pour accessibles à son influence. Il fut universellement admis (1) qu'elle s'était, en cette occasion, exercée pour des raisons qui mettaient en cause la probité du favori, et, sinon pour le fond, du moins pour la forme, cette imputation n'a pas été étrangère à sa disgrâce, que Peretz et ses coreligionnaires ont partagée. Le 28 mars 1812, le rapport qui leur était si favorable a reçu l'approbation de l'empereur ; le lendemain, Spéranski est parti pour l'exil, et, les jours suivants, il n'a plus été question des conclusions adoptées par le maître au bénéfice de la tribu d'Israël. Pendant un siècle encore, le règlement de ce litige allait demeurer en suspens, jusqu'au moment où, par le poids des influences dont il disposait déjà et qui devaient constamment s'accroître, sans qu'elles le défendissent contre certains mauvais traitements ; par l'effet de la situation paradoxale, puissance et misère, qui en résultait pour lui dans la communauté russe ; par l'accumulation enfin des motifs d'irritation et des raisons d'ambition qu'il y puisait simultanément, cet élément serait porté à assumer un rôle dirigeant dans une crise révolutionnaire d'exceptionnelle violence, dont il ne pouvait manquer d'ailleurs de devenir aussi la victime.

Pour le moment, le départ de Spéranski allait laisser en souffrance tous les problèmes auxquels s'était employée sa dévorante activité. On a souvenir qu'il avait touché aussi à l'organisation de l'autonomie finlandaise.

X

Quand, en mars 1809, il a accompagné le souverain à Borga, il s'était, depuis trois mois déjà, avec l'ardeur qu'il portait en toutes choses, sinon toujours avec la réflexion nécessaire, intéressé aux affaires de ce ressort. En 1808, un projet de gouvernement finlandais avait été élaboré par un comité, dont, avec

(1) M. F. Chougourov, même recueil, 1894, V, 87.

Araktchéiév, faisaient partie l'Allemand Bogdan Knorring et le Suédois Sprengtporten. L'empereur l'avait approuvé, en y introduisant, cependant, une correction significative : elle excluait l'intervention des ministres russes dans les rapports du gouverneur général avec le souverain, et ce fut l'origine d'une *Commission pour les affaires finlandaises*, où s'affirma l'intention du tsar de faire de la province nouvellement conquise un État distinct, rattaché à la Russie par le seul lien dynastique. Comme de raison, cette commission eut Spéranski pour chef.

S'adjoignant deux auxiliaires indigènes, Blakborn et Wallen, le *fa tutto* se donna pour devise, en cette autre terre inconnue, d'agir *suaviter in modo, fortiter in re*. La première partie de la formule convenait à son tempérament, et, en l'appliquant, il marqua des succès faciles. Les plus farouches patriotes finlandais lui firent crédit, les carriéristes de l'espèce d'Armfelt lui montrèrent provisoirement bon visage, et il passa encore pour un oracle dans ce domaine. Il composa le discours prononcé par le souverain à la Diète de Borga et rédigea la charte promulguée le 27 mars 1909. Jouant en virtuose du style avec le singulier et le pluriel du mot « constitution », il accordait aux Finlandais le bénéfice de l'interprétation la plus large. Il tenait la main à ce que, à la Diète, la liberté des débats fût respectée, et, un conflit s'élevant à ce sujet entre le gouverneur général, Sprengtporten, et le maréchal de l'assemblée, Geer, il donnait raison à ce dernier. Il disait : « La Finlande est un *État* et non une *province* russe ; mais il ajoutait : le pouvoir du souverain doit se faire valoir dans les détails de l'administration. » C'était la part du *fortiter*, et, dans ce sens même, Spéranski eut d'abord gain de cause : la Finlande se laissait désarmer et pacifier ; la Diète approuvait le projet de gouvernement autonome élaboré par le favori, et l'introduction du système monétaire russe dans le pays ne soulevait elle-même pas d'objection.

Dans l'organisation de l'autonomie finlandaise, Spéranski réalisait une application assez bizarre de cette idée de contrôle suprême, dont il ne démordait pas. Il en attribuait ici la fonction au gouverneur général, assisté par un conseil, la *Douma de gouvernement*, que l'on retrouve dans son projet de constitution pour la Russie et qu'il devait introduire aussi plus tard dans le statut

destiné à la Sibérie. Il rendait les membres de ce conseil éligibles, sur une liste présentée par la Diète et approuvée par le souverain.

Dans le fond, le régime ainsi institué abondait en équivoques, source de conflits inévitables. Dès le mois d'avril 1811, les Finlandais se plaignirent que leur constitution fût violée : des instructions avaient été envoyées au gouverneur général, sans l'avis du conseil. Bien qu'il n'en fût pas l'auteur, Spéranski se porta d'abord, dans la manière forte, à soutenir la légalité de l'acte incriminé : le conseil finlandais, alléguait-il, ne figurait pas dans les lois constitutionnelles. On trouve là, en germe, l'histoire tout entière du douloureux débat, qui s'est poursuivi jusqu'à nos jours entre deux régimes politiques que les législateurs de 1809 ont prétendu conjuguer, mais dont aucun expédient n'a pu jamais conjurer l'antinomie radicale.

En 1811, après réflexion, Spéranski a jugé à propos de revenir sur son premier mouvement et de donner raison aux plaignants. Mais, c'était se reconnaître en faute, et aussitôt Armfelt en prenait texte pour réclamer la réorganisation de la *Commission pour les affaires finlandaises*, ainsi que la nomination, pour le même objet, d'un secrétaire d'État spécial, « qui posséderait les connaissances techniques nécessaires à l'emploi ». Bien que le vœu impliquât, à son endroit, un blâme en même temps qu'une dénonciation d'incompétence, Spéranski se montra empressé à y faire droit et rédigea lui-même à cette fin un *oukase*, qui, publié le 9 novembre 1811, n'a pas cessé, depuis, de fournir matière à des contestations passionnées. Une de ses dispositions prescrivant l'emploi exclusif de leur langue dans la *Commission* réformée, les Finlandais en ont argué pour faire valoir le caractère purement national de cette institution, où, cependant, Rosenkampf et Spéranski ont figuré à l'origine, ce qui donne du poids à l'opinion contraire. Dans le mécanisme du gouvernement finlandais, le rôle principal allait d'ailleurs échoir désormais au nouveau secrétaire d'État, auquel, surchargé de besogne comme il l'était, Spéranski semble avoir passé la main sans regret, après qu'il eut préparé un événement d'importance capitale pour le développement futur des relations entre la Russie et la plus dangereuse de ses conquêtes : la réunion de la vieille et de la nouvelle Finlande.

Par *vieille Finlande*, on entendait alors les territoires annexés

à la Russie en vertu des traités de Nystad (1721) et d'Abo (1743), et l'idée première de les incorporer au nouvel *État* semble être venue d'Armfelt, inspirateur probable d'un mémoire rédigé en français, où la mesure était présentée comme rendue indispensable par l'incapacité des fonctionnaires russes employés dans cette partie de l'empire à s'adapter aux mœurs locales. Mais, dans un mémoire en russe produit à la même époque et généralement attribué à la plume de Spéranski, la même conclusion était déduite, avec plus de force encore, du rapport de connexité intime se laissant observer entre les lois politiques suédoises et les lois civiles, qui, communes anciennement au pays entier, ne permettaient pas d'aménager convenablement une de ses parties dans le cadre des institutions russes. La date de ces documents, juillet 1811, en explique le sens : à ce moment, Spéranski discutait encore avec Oginski l'érection d'un duché autonome de Lituanie, en même temps que, s'entretenant avec Armfelt des diverses modalités du gouvernement constitutionnel, Alexandre disait : « Je vous jure que ces formes me plaisent davantage que l'exercice d'un pouvoir, qui n'a pour base que ma volonté... Vous verrez comme je pense sur cela là où il y a moyen d'opérer un changement dans mes États... »

L'élève de La Harpe inclinait déjà à penser qu'à Pétersbourg et à Moscou « il n'y avait pas encore moyen » de donner suite aux projets de réforme élaborés par Spéranski avec son assentiment. Mais, il en allait autrement à Helsingfors. Moyennant quoi, Armfelt avait l'impression d'entendre parler « un ange intelligent » et « d'être au paradis » (1).

Le 23 décembre 1812, la réunion des deux Finlandes fut consommée, et, bien que déjà en butte à des critiques dont la violence augmentait de jour en jour, Spéranski n'en encourut aucune à ce propos. « C'était, écrivait un contemporain, comme si, d'un grand domaine, on eût cédé quelques arpents à la ferme voisine appartenant au même propriétaire (2). » Le *fa tutto* ne semble d'ailleurs pas avoir mesuré lui-même les conséquences d'une décision qui, sapant à la base, en un point d'importance vitale, l'œuvre de

(1) Tegner, *Armfelt*, III, 294-295.
(2) Wiegel, *Mémoires*, III, 184.

Pierre le Grand, mettait la capitale de l'empire à quelques lieues d'une frontière, derrière laquelle allait grandir un peuple étranger et bientôt hostile. Au milieu de tant d'autres qui se disputaient son attention, le favori avait toujours traité ces affaires finlandaises comme un objet d'importance secondaire, les envisageant de haut, avec une pointe de dédain, où l'inconscience des intérêts en cause avait une large part. Il encombrait trop son Olympe.

XI

Avec les négociations auxquelles donnaient lieu les projets polonais du tsar, il prenait en main les arrangements compliqués que nécessitait l'incorporation à la Russie des districts de Bialystok et de Tarnopol, cédés par la Prusse et par l'Autriche, et aussi les affaires de Livonie, et encore, dans un tout autre ordre d'intérêts, celles de l'administration des communications fluviales, ou de la Commission des écoles ecclésiastiques. En matière d'instruction publique, sa politique prêtait au reproche d'incohérence. Il avait appartenu à l'enseignement, et, en voulant que l'accès aux emplois publics relevât d'un cens universitaire, il montrait le prix qu'il attachait au progrès de l'éducation nationale. On a vu, cependant, que dans ses projets de compression budgétaire il comprenait, en 1810, la suppression des crédits affectés à la création de nouvelles écoles. L'année d'après, touchant à tout, il ne s'en occupait pas moins de réviser un statut, destiné au lycée de Tsarskoié, dont la création n'entrait pas, il est vrai, dans le plan général de l'organisation scolaire. Inauguré le 23 janvier 1811, cet établissement d'enseignement supérieur devait son existence à un débat de principe entre l'impératrice douairière, dont le vœu était que ses fils cadets, Nicolas et Michel, complétassent leur éducation dans quelque université allemande, et son fils aîné, qui se montrait plus soucieux de ménager en ce point les susceptibilités nationales. Organisé sur le modèle allemand, avec un directeur et des professeurs de même origine, le lycée, qui compta Pouchkine parmi ses premiers élèves, fut le produit d'une transaction.

En même temps, Spéranski donnait ses soins à l'aménagement de la Bibliothèque publique de Pétersbourg, qui, commencé sous Catherine, interrompu sous Paul, lui aurait dû son achèvement, si sa disgrâce, que l'invasion française avec ses conséquences suivait de près, ne l'avait retardé jusqu'en 1814.

Le *fa tutto* ne se dissimulait pas les inconvénients et les dangers du rôle exorbitant qu'il assumait et il se défendait d'y être porté, comme on le supposait, par ambition ou passion du pouvoir. Dès le commencement de 1811, il s'en expliquait avec le souverain. Dans son rapport annuel, avec des accents pathétiques dont il était porté à abuser, il demandait qu'il lui fût permis de confondre ses détracteurs en abandonnant tous ses emplois, à l'exception de la présidence de la *Commission de codification*. Il se déclarait, cependant, disposé à endurer les attaques et les injures, « aussi longtemps qu'une lueur d'espoir lui resterait de voir réaliser les projets de réforme, où, d'accord avec son maître, il apercevait le gage d'un meilleur avenir pour son pays ». Il comptait évidemment ne pas être pris au mot, tout en montrant qu'il ne s'illusionnait pas sur une situation qui ne lui laissait plus qu'une « lueur d'espoir ».

CHAPITRE XIII

LA FAILLITE D'UNE POLITIQUE ET LA CHUTE D'UN FAVORI

I. L'isolement de Spéranski. Accusations portées contre lui. Son affiliation au maçonnisme. — II. Ses adversaires. La grande-duchesse Catherine. Entre frère et sœur. Caractère équivoque de ces relations. Karamzine. Alexandre à Tver. Le tsar et l'historien. Manœuvre contre Spéranski. Le mémoire « sur l'ancienne et la nouvelle Russie ». — III. Les antécédents de l'oligarchie. Son évolution. Avocat de l'absolutisme et instrument des oligarques. — IV. La réforme politique abandonnée. « Les projets inutiles. » Le complot contre Spéranski. Armfelt et ses complices. Rastoptchine. La disgrâce du favori décidée. Les prétextes et les causes. — V. La catastrophe. Comédie de colère jouée par Alexandre. Il parle de faire fusiller Spéranski. Un sauveur imaginaire. Parrot. Les adieux du tsar et du favori. Autre comédie. Les larmes d'Alexandre. L'exil. — VI. L'héritage de l'exilé. Chichkov au secrétariat de l'empire. Le véritable héritier. Araktchéiév. — VII. Les tribulations de l'exilé. De Nijni-Novgorod à Perm. Sur le seuil de la Sibérie. Un plaidoyer *pro domo*. Silence obstiné d'Alexandre. Rapprochement sur le terrain religieux. Commencement de réhabilitation. — VIII. Spéranski, Stein et Turgot. L'homme public et l'homme privé. Le jugement de la postérité.

I

Au faîte des grandeurs, le *popovitch* se ressentait de l'humilité de son origine. Elle le condamnait à l'isolement. Politiquement parlant, ni le juif Peretz, ni un Zlobine, paysan du gouvernement de Saratov devenu millionnaire, ni même un Stolypine, riche propriétaire du gouvernement de Penza, l'un mal famé, les autres sans attaches et sans crédit à Pétersbourg, ne lui étaient d'aucun

secours. Amis dévoués, ils lui rendaient des services d'argent, mais ne pouvaient faire plus. Dans la capitale, ses relations d'intimité étaient, pour la plupart, d'ordre subalterne, et, en partie, de nature compromettante : camaraderie de carrière avec Zeier, fonctionnaire obscur ; liaison équivoque avec le ménage Magnitski, le mari un ambitieux se poussant en avant par de basses intrigues, la femme une modiste ramenée de Paris, tous deux subvenant à un train dispendieux par des ressources inconnues.

A l'heure critique, pour élever la voix en sa faveur, Spéranski ne devait trouver que le Montbéliardais Parrot, un autre Karazine, avec moins d'ambition et plus de candeur, dont, l'ayant distingué parmi les professeurs de l'Université de Dorpat, Alexandre agréait pour le moment et sollicitait même la familiarité parfois excessive et les conseils souvent indiscrets. Le connaissant peu, Spéranski le savait hostile à ses idées et il était donc bien « l'homme seul » de l'Ecclésiaste ; il voyait ligué contre lui tout ce qui comptait dans la Russie de son temps, dignitaires de cour, hauts fonctionnaires, grands seigneurs, ne comprenant rien à ses réformes et en prenant d'autant plus d'alarme, ou le soupçonnant de vouloir livrer la Russie à la domination étrangère. Tel d'entre eux devinait en ce parvenu un Cromwell ou un Masaniello ; tel autre croyait en sa présence, « sentir une odeur de soufre » (1).

On ne trouvait à louer dans son œuvre que le tarif de 1810, sans qu'on en fût empêché de considérer l'auteur comme « vendu à Napoléon ». On lui faisait un crime de tout et même de son affiliation passagère au maçonnisme, bien qu'il semble avoir obéi au souverain en prenant contact avec ce milieu, qui, à ce moment, bénéficiait en Russie mieux que d'une large tolérance : une commission spéciale était officiellement préposée aux affaires des loges, et, comme de raison, Spéranski en faisait partie. A la vérité, ici comme ailleurs, il ne se retenait pas de mettre en jeu, de façon passablement aventureuse, son esprit d'entreprise et sa vive imagination. Son inclination au mysticisme se conjuguant avec son instinct de bureaucrate, il concevait le projet d'une unification générale de toutes les sectes maçonniques, dans le cadre d'une orga-

(1) Mme Bakounine, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1885, XLVII, 393 ; Wiegel, *Mémoires*, II, 10 ; Schilder, *Alexandre Ier*, III, 366.

nisation qui les rattacherait d'une part à l'État et de l'autre à l'Église elle-même, où il pensait qu'un relèvement de niveau intellectuel et moral pouvait en être attendu.

Suivant son habitude, Alexandre laissa d'abord libre cours à ce dessein et parut même le favoriser. S'en effrayant ensuite comme de ceux même dont il partageait la conception et l'initiative avec le favori, il ne lui refusa pas encore son approbation, mais usa de procédés dilatoires, en même temps qu'il chargeait Balachov de « surveiller ce qui pourrait être tenté dans ce sens » (1). C'était livrer Spéranski à ses adversaires et donner, en ce qui le concernait, un nouvel aliment à la malignité publique. Dénoncé comme « attentatoire à la religion et à l'ordre social », son maçonnisme ne tardait pas à susciter force libelles, toute une littérature pamphlétaire, dont Rastoptchine se faisait à Moscou l'inspirateur, non sans y participer de sa plume acérée (2). Or, l'hostilité du futur gouverneur de la seconde capitale de l'empire se renforçait d'une influence beaucoup plus puissante qui la secondait dans l'entourage le plus intime du tsar.

II

Au cours des années 1810-1811, Alexandre faisait de fréquentes apparitions à Tver, résidence de sa sœur Catherine. A vingt-trois ans d'âge, cette princesse gardait sur son frère un ascendant dont les raisons paraissent d'autant plus énigmatiques que, tempérament, genre d'esprit et allures, la femme de Georges d'Oldenbourg devait, de plus d'une façon, éveiller les susceptibilités aisément irritables du souverain. Elle passait pour ambitieuse et semblait l'avoir prouvé en se montrant disposée à accepter pour époux soit Napoléon, bien que partageant à son endroit les

(1) Korff, *Vie du comte Spéranski*, I, 261 ; Pertz, *Stein*, III, 57 ; cf. Schiemann, *Geschichte Russlands unter Kikolaus I*, I, 78-79 ; Hauenschild, dans *Ancienne Russie*, 1902, CX, 259 et suiv.

(2) Korff, *ibid.*, II, 9 ; Mme Narychkine, *1812*, p. 104 ; Morochkine, *les Jésuites en Russie*, II, 503 ; Domergue, *la Russie pendant les guerres de l'empire*, II, 368.

sentiments de Marie Féodorovna, soit l'empereur François, si peu attrayant qu'on le lui représentât. « Vieux? Cela vous plaît à dire. Sale? Je le laverai! » avait-elle écrit à son frère (1). Mariée depuis à un parent pauvre que l'on appelait irrévérencieusement le *Crétet* russe (2), la médiocrité elle-même de cet établissement faisait naître des soupçons, auxquels elle prêtait. Dans le coin de province où elle demeurait reléguée, menant grand train, tenant une cour où l'étiquette la plus cérémonieuse était observée (3), elle se donnait beaucoup de mouvement et en créait autour d'elle, au point de mettre en alarme l'impassible Caulaincourt lui-même, qui, en janvier 1809, écrivait à Champagny : « Beaucoup de gens veulent trouver dans la conduite de la grande-duchesse tout ce qui annonce de grands projets pour l'avenir. Elle a des correspondances avec la plupart des généraux marquants, elle affecte de rechercher les officiers blessés et de les distinguer... ; on dirait qu'elle veut prouver à tous qu'elle serait capable de faire revivre les grands souvenirs que rappelle son nom (4). » Presque au même moment, Metternich recevait, de la part de Saint-Julien, un avertissement dans le même sens, mais conçu en des termes encore plus positifs : « A Moscou, on semble pencher pour elle, et, à raison des craintes qu'inspirent les manières brusques du grand-duc Constantin, il n'y a pas de doute qu'en cas d'événements, il n'y eût un mouvement général pour la grande-duchesse (5). » « C'est une tête capable d'une longue prévoyance et des plus fortes résolutions », opinait de son côté Joseph de Maistre (6).

L'imagination seule des contemporains, ainsi que l'événe-

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 12. Des fragments seulement de cette correspondance se sont conservés, partie aux Archives des Affaires étrangères, partie à la Bibliothèque privée de l'empereur. Le reste, ainsi que la correspondance de la grande-duchesse avec Rastoptchine et Karamzine, a péri dans un incendie.

(2) Du nom d'un des ministres de Napoléon, grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 1re partie, p. 111.

(3) *Ibid.*, VI, 1re partie, 116.

(4) *Ibid.*, III, 32.

(5) 10 avril 1809, le même, *Alexandre Ier*, I, 401 ; cf. le même, *Relations diplomatiques*, VI, 1re partie, 55 ; *Archives Vorontsov*, XXIII, 155 ; Stedingk, *Mémoires*, II, 355.

(6) *Mémoires politiques*, p. 347.

ment l'a prouvé, faisait naître ces conjectures sous la hantise (1) des extraordinaires aventures féminines dont la cour de Russie était devenue le théâtre au siècle précédent, et dont par le nom qu'elle portait, comme par certains aspects de sa remuante personne, la petite-fille de la grande Catherine évoquait, en effet, le souvenir. Un esprit vif et incisif, un langage abondant en saillies et une mémoire bien meublée lui permettaient de donner l'illusion d'une intelligence supérieure ; mais ses idées étaient inconsistantes comme ses ambitions. Au physique, elle avait « de jolies parties », selon le mot de l'Autrichien Charles de Nostitz (2), le nez aplati de son père, mais la bouche agréablement dessinée ; « des yeux de feu et une taille de demi-déesse » au jugement de Karamzine ; « une fraîcheur de teint éblouissante et les plus beaux cheveux du monde », au rapport de la princesse de Lieven ; enfin, au sentiment général, beaucoup de charme, gâté par des façons brusques et des airs de hauteur, un aplomb et un sans-gêne également déplaisants. En 1814, à Londres, elle allait couper court à un débat de préséance, en déclarant péremptoirement : « C'est moi qui dois passer la première » et, à Vienne, la même année, étourdir un officier du génie, en débitant à son intention un discours « farci de termes techniques les plus inusités » (3). Mais ses entretiens avec les hommes de guerre ne portaient pas toujours sur des sujets aussi austères.

Elle passait pour avoir, avant son mariage même, entretenu plusieurs intrigues romanesques, notamment avec un prince Michel Dolgorouki, un des héros, en 1808, de la campagne de Finlande, où il avait succombé (4). En 1807, au rapport de sa belle-sœur, « elle ne parlait plus que par *nous* : nous faisons faire ci ou ça à ma mère », en sous-entendant le prince Bagration (5) ; et, en 1812, à la mort de cet autre vaillant soldat, elle allait, en termes suppliants, demander à son frère de faire saisir, dans les

(1) V. baronne du Montet, *Souvenirs*, p. 116 ; Pertz, *Stein*, III, 109 ; Loubianovski, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 501.

(2) *Aus K. von Nostitz Leben*, p. 174.

(3) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 228 ; princesse de Lieven, « Souvenirs », *ibid.*, p. 232 ; baronne du Montet, *loc. cit.*

(4) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, I, 153.

(5) Le même, *Élisabeth*, II, 257.

papiers du défunt, une correspondance qui, disait-elle, était susceptible de la compromettre cruellement (1).

Mais sa correspondance avec ce frère a dû elle-même être expurgée par un éditeur des moins portés à marchander les droits de la vérité historique, et, dans la partie qu'il en a livrée au public, se rencontrent encore des passages auxquels, même en tenant compte des excentricités propres au style épistolaire de l'époque, il est malaisé de trouver une explication décente. On y lit sous la plume d'Alexandre :

« Pulawy, 19 septembre 1805. — Si vous êtes une folle, du moins, c'est la plus délicieuse qui ait jamais existé... Je suis fou de vous, entendez-vous? »

Ou bien :

« Koziénitsy, 6 octobre 1805. — Me voir aimé de vous est indispensable à mon bonheur, car vous êtes une des plus jolies créatures qui existent au monde. »

Et encore :

« 25 avril 1811 (sans lieu). — Je vous aime comme un fou !... Je me réjouis comme un maniaque de vous revoir. Après avoir couru comme un possédé, j'espère me délasser délicieusement dans vos bras. »

Une autre lettre de la même année porte ce post-scriptum : « Hélas ! je ne puis profiter de mes anciens droits (il s'agit de vos pieds, entendez-vous? d'appliquer les plus tendres baisers dans votre chambre à coucher de Tver (2)... »

Et l'éditeur en a passé !

En la retenant à Tver, quitte à l'y rejoindre le plus souvent qu'il pouvait, Alexandre trahissait assurément, à l'endroit de cette sœur si passionnément aimée, quelque pointe de méfiance ; mais pour lui rendre agréable le pied-à-terre qu'il lui accordait à Pétersbourg, « la plus délicieuse des folles » dédaignant l'ancien palais de l'Ordre de Malte, il dépensait une somme énorme à l'aménagement du palais Anitchkov (3). Il lui passait toutes les fantaisies, et, si occupé qu'il se trouvât, il ne cessait de lui écrire, mêlant des effusions de tendresse, auxquelles il donnait un tour des plus sca-

(1) Grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre Ier avec sa sœur*, p. 85.
(2) *Ibid.*, p. 3, 6, 46, 59.
(3) Le même, *Élisabeth*, II, 239.

breux, et même parfois obscène, à la discussion des intérêts les plus graves, l'initiant à tous ses projets, sollicitant son avis sur tous les objets à l'ordre du jour, politique intérieure ou extérieure, affaires d'administration ou mesures militaires.

Le résultat de ces consultations ne pouvait être favorable à Spéranski. En sympathie avec lui dans le domaine des idées mystiques, le directeur du département des voies et communications, placé à ce poste pour servir de truchement au prince George d'Oldenbourg, F. Loubianovski, traducteur de Jung Stilling et de Svedenborg, a noté dans ses souvenirs qu'après avoir entendu la grande-duchesse parler du favori, il a commencé à « craindre pour lui » (1). Catherine Pavlovna n'avait qu'une très médiocre intelligence des choses de la politique, bien qu'elle pût faire illusion en ce point à son frère « dans sa chambre à coucher de Tver » ; mais elle avait de multiples prétentions. En 1809, accompagnant le tsar à Moscou, elle y rencontrait Karamzine, et, en janvier suivant, Joseph de Maistre écrivait au roi de Sardaigne : « La conduite de la grande-duchesse est véritablement étonnante ; sa maison est une espèce de couvent. Pendant la soirée, M. Karasmine (*sic*)... y fait des lectures sur l'histoire de Russie, et les personnes auxquelles elle fait l'honneur de les inviter n'ont pas d'autre amusement (2). » Dans ces agapes littéraires, la politique ne tardait pas à obtenir une part. Non sans que sa sœur y fût sans doute pour quelque chose, Alexandre projetait peu après de confier au déjà célèbre historien le portefeuille de l'Instruction publique ; alléguant l'inexpérience du candidat, Spéranski proposait d'essayer d'abord ses talents administratifs au poste de curateur de l'Université de Moscou ; Karamzine refusait, et, revenant à Tver, il y rapportait, à l'endroit du favori, des dispositions peu bienveillantes, qui, pour des raisons multiples, se rencontraient avec les sentiments de la grande-duchesse

Comme son frère Constantin, dont elle goûtait fort la société, Catherine Pavlovna avait l'esprit autoritaire ; plus qu'aux trois quarts Allemande par le sang, mariée à un Allemand et destinée à mourir sur un trône d'Allemagne, elle professait, d'autre part,

(1) *Archives russes*, 1872, p. 501.
(2) *Mémoires politiques*, p. 347 ; cf. Pogodine, *Karamzine*, II, 58.

un nationalisme moscovite des plus farouches, et, à ce double titre, elle ne sympathisait pas avec le programme de Spéranski. Le *fa tutto* semble pourtant lui avoir donné des motifs de mécontentement plus personnels, sinon en contrariant, d'après une des légendes qui ont eu cours à ce moment, des ambitions qu'elle aurait conçues pour son mari, — vice-royauté en Sibérie, ou candidature à la succession de Suède, — du moins plus certainement en refusant un titre honorifique, sollicité pour un secrétaire de George d'Oldenbourg, l'Allemand Buschmann (1). Karamzine était, de son côté, extrêmement sensible au charme féminin, et, en politique, il cherchait encore sa voie. Il crut l'avoir trouvée sur les pas d'une « demi-déesse », et le résultat fut le mémoire célèbre « sur l'ancienne et la nouvelle Russie », dont la lecture, entre deux chapitres d'histoire, devait rendre sensibles au souverain les dangers qu'il courait et faisait courir à son pays en compagnie du *fa tutto* (2).

En mars 1811, Alexandre reparaît à Tver, où Catherine Pavlovna a appelé l'historien, et la manœuvre projetée semble d'abord promettre un succès complet. Le chapitre d'histoire servant d'introduction au mémoire est, en effet, écouté avec la plus flatteuse attention. Mais, le lecteur y ajoutant, en guise de commentaire, une apologie du pouvoir absolu, il est repris de telle façon, que la grande-duchesse n'ose poursuivre l'expérience. Elle hésite même à remettre le mémoire aux mains de son frère, et, s'y décidant au dernier moment, quelques heures avant le départ du souverain, elle n'a pas lieu d'être satisfaite du résultat : en prenant congé du maître, Karamzine est traité avec une froideur significative (3).

A ce moment, comme son libéralisme et sa ferveur réformatrice, l'engouement d'Alexandre pour Spéranski est en déclin ; mais l'élève de La Harpe n'a pas quitté la période des perplexités et il ne veut pas être pressé. Le 23 mars 1811, il a encore écrit à La Harpe : « Ici, nous marchons peu à peu, mais toujours en s'approchant davantage des idées libérales (4). »

(1) *Ancienne Russie*, 1902, CIX, 473 ; *Archives russes*, 1871, p. 1946.

(2) Pogodine, *Karamzine*, II, 61-68 ; nouvelle édition par Pypine, dans *le Mouvement social*, p. 479-534.

(3) Pogodine, *ibid.*, II, 80-81 ; *Lettres de Karamzine à Dmitriév*, p. 139-140.

(4) Grand-duc Nicolas, *Alexandre Ier*, I, 61 ; Stapfer, *Briefwechsel*, II, 8.

III

Avocat, en 1811, du pouvoir absolu, Karamzine revenait de loin. Membre dans sa première jeunesse de la *Société amicale* de Moscou et lié avec le poète méphistophélique Petrov aux tendances également libertaires, ceux de ses écrits antérieurs où il avait touché à la politique continuaient à être dénoncés par le parti conservateur comme « pleins de poison jacobin ». Toujours, cependant, ses idées avaient été flottantes, comme son caractère manquait de fermeté. Le côté théâtral et ridiculement ésotérique des rites pratiqués dans les loges l'en avait promptement éloigné ; conception idéaliste du monde et sentimentalisme, il gardait cependant de ce contact un tour d'esprit qui, historien, l'empêchait de saisir le sens réel des faits étudiés, son imagination ou sa sensibilité en étant plus impressionnées que sa raison. Faisant en 1790 le tour d'Europe obligatoire pour tous les Russes de distinction et publiant dans le *Journal de Moscou* des lettres qui ont fondé sa réputation, il s'est, pendant son séjour à Paris, épris de la vieille monarchie française, parce que les splendeurs de Versailles l'ont ébloui et les grâces de Trianon l'ont charmé. A ce moment pourtant, il admirait encore l'œuvre révolutionnaire de Pierre le Grand. Mais, revenu dans son pays et s'appliquant à l'étude du passé national que le réformateur a saccagé, la lecture des vieux chroniqueurs, collecteurs de légendes dorées, lui fait découvrir de ce côté encore des beautés et des splendeurs insoupçonnées. Il s'en éprend avec la même ferveur d'exaltation ingénue, et il se trouve ainsi préparé à plonger dans les outrances de la xénophobie la plus ombrageuse et du misonéisme le plus obtus, tout en continuant à revendiquer « les droits de l'humanité », d'après la leçon de Jean-Jacques.

Extrêmement impressionnable et mal armé contre tous les genres de séduction, à célébrer successivement les mérites du gouvernement despotique de Paul Ier et « les vertus républicaines » de son successeur, avec force bagues et tabatières, il a gagné le

poste grassement rétribué d'historiographe de cour ; mais, à conjuguer ainsi le culte des idées libérales avec la pratique de la courtisanerie, son tempérament moral a moins profité, et, science ou politique, le mémoire « sur l'ancienne et la nouvelle Russie » décèle un névropathe qualifié. De 1802 à 1803, éditeur du *Messager de l'Europe*, l'auteur n'a pas cessé de se déclarer partisan des réformes, et en 1822 encore, il devait élever la voix — pas bien haut à la vérité — pour la défense de l'enseignement supérieur contre les entreprises de l'obscurantisme ; mais, entre temps, l'étude de la chronique de Nestor dans un nouveau manuscrit par lui découvert et la lecture des ouvrages de Gibbon, de Hume et de Robertson l'ont amené à cette double conviction que la prospérité des empires a toujours et partout été fonction de l'énergie développée par le pouvoir personnel et qu'à la Russie du onzième siècle, en particulier, le régime autocratique a assuré non seulement une puissance matérielle, mais aussi une culture dépassant celle de tous les pays d'Europe à cette époque. Les clartés qu'il apercevait dans les « yeux de feu » de son hôtesse de Tver ont contribué cependant, doit-on croire, à lui faire prendre cette vision du passé et surtout à déterminer les conséquences qu'il en déduisait pour l'avenir.

Pas de réformes, mais un pouvoir fort et cinquante bons gouverneurs pour le représenter en province ; pas d'universités nouvelles et retour aux anciennes pratiques administratives des *collèges* et des *prikazes* que les ministères de nouvelle création faisaient regretter : tel était son évangile, — celui-là même que devait prêcher, quarante ans plus tard, le Gogol égaré de la seconde partie des *Ames mortes*.

Tout n'y était pas pour déplaire à Alexandre dans la disposition d'esprit où le souverain se trouvait au printemps de 1811 ; mais outre qu'il n'en voulait pas faire l'aveu, la forme que Karamzine donnait à sa thèse, ne pouvait manquer de lui paraître insolente. Porte-parole des nationalistes-réactionnaires, l'auteur du mémoire « sur l'ancienne et la nouvelle Russie » disait : « Nous voulons, nous exigeons. » Avocat de l'absolutisme, il lui imposait cependant une limite, en refusant au détenteur de ce palladium national le droit d'en aliéner la moindre parcelle, et, sous les fleurs de rhétorique dont il les recouvrait, il laissait transparaître ainsi

les vues et les intérêts réels dont, sans qu'il s'en doutât peut-être, il se faisait l'instrument : l'esprit et l'ambition du parti oligarchique, pour lequel l'autocratie n'était qu'un prête-nom.

Un instrument aveugle, est-on tenté de croire. Poète et artiste bien plus que savant et à aucun degré homme d'État, il s'entendait surtout aux effets oratoires ; mais Alexandre ne pouvait y être trompé. Karamzine ne devait plus jamais se revoir en passe de candidature ministérielle, et, condamné aux oubliettes, « mis sous le drap », selon l'expression imagée du lieu, ignoré de sa famille elle-même, son mémoire n'allait échapper au secret qu'en 1851, époque à laquelle il fut découvert dans les papiers d'Araktchéiév (1). Une année entière devait aussi se passer avant la disgrâce de Spéranski, ce qui ne veut pas dire que cet incident n'ait pas, dans une certaine mesure, contribué à la préparer. S'il n'a pas persuadé le souverain, le porte-parole de la réaction a bien pu l'effrayer.

IV

Sept mois plus tard et cinq mois avant sa chute, tout en gardant les apparences extérieures de la faveur et de la puissance, le *fa tutto* écrivait déjà à son ami Stalypine : « Le séjour à la campagne et l'abandon des *projets inutiles* m'ont rendu la santé. J'appelle *projets inutiles* toutes mes propositions et le désir de remuer cette pierre énorme qui, d'aucune façon, ne veut pas bouger de place. Qu'elle reste donc tranquille ! Je ne veux pas ruiner ma santé en vains efforts (2). » Il admettait déjà que son œuvre ne serait pas poursuivie et il en prenait son parti avec une philosophie où entrait probablement une part d'affectation et sûrement quelque naïveté. Il ne paraît pas s'être douté que,

(1) Pogodine, dans *Archives russes*, 1871, p. 1138. Quelques fragments seulement du mémoire avaient paru antérieurement dans *le Contemporain*, 1837, V, 89-112 ; la première publication, complète mais encore très défectueuse, n'a pu être faite en Russie qu'en 1870, dans *Archives russes*, p. 2225 et suiv. ; l'original se trouve à la Bibliothèque publique de Petrograd.

(2) *Archives russes*, 1870, p. 884.

s'il renonçait à remuer le rocher, Sisyphe devait désespérer aussi de rester à une place où il n'avait d'autre raison d'être que cet effort même. Il n'ignorait pourtant pas les intrigues qui se multipliaient pour l'en déloger.

Armfelt semble en avoir été l'ouvrier principal. Avec un physique avantageux, quelque instruction et une grande facilité de parole, ce Suédois peut bien s'être attribué des chances pour marcher sur les traces des Münnich et des Bühren, comme aussi, n'étant pas homme à scrupules, avoir, bien que protestant, lié partie avec J. de Maistre. Au lendemain de la disgrâce de Spéranski, l'envoyé du roi de Sardaigne devait figurer quelque temps dans les conseils du tsar, avec le prince Kozlovski, un ami des jésuites et leur catéchumène dans un avenir prochain. Par les soins de l'ancien envoyé de Naples, Serra Capriola, Armfelt devenait, à ce moment, au service de toute une coalition d'influences étrangères, l'instrument d'une diplomatie occulte, où, avec le chevalier de Vernègues, établi maintenant à Pétersbourg comme représentant du comte de Lille, s'employait d'Allonville, naguère précepteur des enfants du comte Rastoptchine, et, à cette heure, devenu personnage influent, grâce à son mariage avec une fille du maréchal Münnich. Pour des motifs d'ambition personnelle, le comte Markov et le comte Gouriév participaient à ce complot. Le prince Pierre Volkonski y était porté par ses convictions et le comte Nicolas Tolstoy par celles de sa femme qui se trouvait en liaison amoureuse avec de Vernègues (1). Rastoptchine ne semble pas y avoir figuré directement ; mais, en grande intimité et en correspondance suivie avec Catherine Pavlovna (2), il a certainement agi dans le même sens, si même il a été étranger à la composition d'un libelle contre le favori, qui, sous sa signature comme chef d'un groupe de patriotes moscovites, a été adressé à ce moment au souverain (3). Le fond et le style en sont identiques avec

(1) D'Allonville, Mémoire rédigé en août 1814 pour Louis XVIII, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLV, 98 ; le même, *Mémoires*, XI, 285 ; J. de Maistre, *Correspondance diplomatique*, I, 68-72 ; Morochkine, *les Jésuites en Russie*, II, 506 ; Korff, dans *Ancienne Russie*, 1902, CIX, 469 et suiv.

(2) *Archives russes*, 1869, p. 759-762.

(3) *Recueil historique russe*, Londres, 1859, I, 42-45 ; *Ancienne Russie*, 1902, CIX, 480-482.

une « Note sur les martinistes » rédigée l'année d'avant par l'ancien ministre de Paul à l'intention de la grande-duchesse (1), et, s'il a prétendu, cette fois, qu'on abusait de son nom (2), ses démentis, en pareille matière, valent ceux de Voltaire.

Comme Spéranski l'a observé dans une des lettres adressées au souverain de son lieu d'exil (3), le complot ourdi contre lui était « un corps aux membres multiples, divers et épars », et l'âme qui en dirigeait les mouvements savait mieux encore cacher son jeu. Alexandre a marqué ce passage — ce seul passage — d'un N. B. significatif, et il se peut que l'exilé, comme on l'a supposé, ait dû la prolongation de sa disgrâce à l'aveu qu'il osait ainsi provoquer.

Dans une note qui a été retrouvée dans ses papiers et où, très curieusement, autant que lui-même, il a cherché à justifier son maître, Spéranski a indiqué comme cause directe de sa chute un piège que lui auraient tendu deux de ses adversaires, en lui proposant une entente et la formation d'un nouveau *Comité secret*, où ils partageraient avec lui la direction des affaires et l'aideraient à gouverner la volonté indécise du maître commun. Accueillant cette ouverture avec le dédain qu'elle méritait, Spéranski se serait fait scrupule de la porter à la connaissance du tsar qui, s'en trouvant instruit, aurait interprété en mal son silence (4).

On doit s'étonner que le favori n'ait pas sur l'heure soupçonné le sens de cette manœuvre et le concert dont elle procédait, si, comme on l'a admis (5), les agents en étaient Armfelt et Balachov. Il est aussi peu vraisemblable que pour mettre son collaborateur à l'épreuve, ou en défaut, Alexandre ait eu recours à un procédé aussi grossier. Mais, quoi qu'on doive penser de l'incident, il n'a certainement pas eu, dans la circonstance, une influence décisive.

Après l'événement, Alexandre s'est appliqué de diverses façons à égarer l'opinion au sujet de ses causes réelles. Au rapport d'un adjoint de Balachov, Français d'origine et portant en Russie

(1) *Archives russes*, 1875, III, 75-81.

(2) Mme Narychkine, *1812*, p. 104 ; *Ancienne Russie*, 1889, LXIV, 647.

(3) Perm, 13 janvier 1813. Mention en sera faite plus loin.

(4) *Archives russes*, 1892, I, 65 ; Grot, *Souvenirs*, même recueil, 1871, p. 2076 et suiv. ; Pogodine, même recueil, 1871, p. 1124 et suiv. ; Korff, *Vie du comte Spéranski*, II, 7.

(5) Grot, *loc. cit.*,

le nom défiguré de Sanglène, en lui donnant des instructions pour l'arrestation de Spéranski, le souverain aurait motivé cette mesure par « l'insolence » dont le favori aurait fait preuve en conseillant au souverain de « déposer tous ses pouvoirs, de convoquer une assemblée de boïars et de lui laisser le soin de conduire la guerre nationale ». « Alors que suis-je? un zéro (1) ! » Le témoin est suspect et une confidence de cette nature faite à un subalterne paraît invraisemblable. Plus certainement, Alexandre s'est employé à accréditer la fable qui représentait son collaborateur disgracié comme ayant entretenu avec les ennemis de la Russie des relations coupables et livré, notamment, au gouvernement français des documents de la plus haute importance concernant l'armée. Trois jours avant l'arrestation de Spéranski, Lauriston avait mis en route pour Paris un de ses aides de camp, M. de Longuerue. Le bruit fut répandu que cet officier avait été arrêté à la frontière et trouvé porteur des plans de campagne élaborés au ministère de la Guerre russe. Le chef de la chancellerie du ministre, Voiéïkov, abandonnant son poste à ce moment, la rumeur publique le dénonça comme l'auteur de cet acte de trahison, dont Spéranski et Magnitski passèrent pour complices (2).

Voiéïkov ne quittait en réalité Pétersbourg que pour prendre dans l'armée mise sur pied de guerre le commandement d'une brigade. Napoléon avait certainement en Russie des intelligences secrètes, dont un médecin français fixé à Moscou, Milivier, était un des agents ; mais, en supposant que Spéranski y participait, l'un des prisonniers que la grande armée a laissés en Russie, Beauvollier (3), a vraisemblablement fait confusion avec la correspondance établie entre le favori et Talleyrand, d'ordre du tsar lui-même, qui suivait de près ce commerce. Le *fa tutto* a pu ne pas observer une discrétion suffisante dans un domaine où son maître n'admettait aucun partage de pouvoir. « Je n'entends pas faire de cet homme un duc de Bassano », disait le tsar à Lauriston (4).

(1) De Sanglène, Mémoires inédits, voy. Schilder, *Alexandre Ier*, III, 38.

(2) Lauriston à Maret, 25 juin 1811, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 36.

(3) *Mémoires*, p. 56-57.

(4) Lauriston à Maret, 25 juin 1811, Affaires étrangères, Russie, *Correspondance*, CLIII, 36 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 2e partie, p. 38.

Par un modeste employé de chancellerie aux relations extérieures, le favori obtenait des renseignements que le souverain ne lui destinait pas, et, circonstance aggravante, ce commis, un Allemand du nom de Beck, se trouvait en relations avec Pierre Pahlen. Pour se séparer d'un collaborateur grandement apprécié depuis un temps si long, Alexandre a eu, cependant, d'autres raisons.

Elles étaient multiples et de nature très diverse. Dans les derniers temps, irrité, de son côté, plus qu'il n'en voulait convenir, par l'avortement de ses projets de réforme et en faisant reproche au souverain, Spéranski se laissait aller à des propos imprudents, qui ne manquaient pas d'être rapportés en haut lieu, avec d'autres qu'on inventait malicieusement. On a même parlé d'un billet où le *fa tutto* se serait excusé en ces termes de n'avoir pas réussi à obtenir du tsar une faveur que Mme Magnitskaïa sollicitait pour une de ses amies : « Que puis-je faire avec cette tête chauve et stupide, qui ne veut écouter aucune raison? » Ayant obtenu communication de ce message, la digne protégée de l'ancienne marchande de modes l'aurait porté chez le ministre de la Police (1). Vrais ou faux, ces écarts de langage ont pu contribuer à indisposer le maître contre l'injurieux serviteur ; ils n'auraient, cependant pas, échappé à Spéranski, ou ne lui auraient pas été imputés, si déjà sa situation ne s'était trouvée compromise par l'effet d'autres causes, parmi lesquelles l'abandon lui-même de la réforme constitutionnelle n'a pas joué un rôle déterminant.

Spéranski se reconnaissait d'autres titres à la faveur du souverain et au pouvoir qu'il tenait de lui : il était le *fa tutto*. Malheureusement, faisant tout, il ne réussissait à rien, et ainsi, la réforme constitutionnelle n'aboutissant pas, il n'avait plus de raison d'être à la place qu'il occupait. Il pouvait, certes, invoquer à sa décharge des excuses très valables : la solidarité, notamment, de toutes les parties d'une œuvre, qui, mutilée, défigurée et interrompue en cours d'exécution, défiait les capacités de l'ouvrier le plus habile. L'insuccès n'en donnait pas moins des armes à ses adversaires et à l'homme qu'était Alexandre la tentation de se décharger de ses responsabilités sur ce bouc émissaire.

Spéranski n'était pas « l'homme heureux » que cherchait Maza-

(1) Schœnig, « Mémoires », *Archives russes*, 1880, III, 311.

rin, et pas davantage, au moins avec une force de conviction et de résolution suffisante, l'homme d'une idée, d'une foi, d'une doctrine politique ou sociale. Moins souple et plus ferme, il aurait peut-être succombé plus vite ; on ne saurait affirmer qu'il n'aurait pas eu quelque chance de donner un autre tour à sa fortune et à la destinée de son pays, en triomphant de l'esprit d'indécision de son maître. Mais, ne montrant qu'un faible attachement aux idées qu'il mettait en œuvre, facilement plié à tous les compromis, prompt à se contenter des plus méchants expédients, il avait paru plus soucieux des jouissances du pouvoir que des réalisations auxquelles il ne parvenait pas à l'employer.

En même temps, cependant, n'usant pas par ailleurs d'une prudence et d'une dextérité suffisantes, par un excès contraire d'intransigeance au regard de l'opinion publique, il avait armé contre lui tout le monde, à un moment où les nécessités de la lutte qu'il se préparait à engager commandaient à l'adversaire de Napoléon d'avoir tout le monde à sa dévotion. Dans ces conditions, bien qu'il comportât autant d'injustice que de lâcheté, le renvoi du favori s'imposait peut-être. A coup sûr, il réclamait aussi des ménagements. Alexandre n'a songé à en user qu'au regard de ses propres convenances, et, la mesure étant cruelle, l'exécution fut atroce.

V

Depuis août 1811, au rapport d'un témoin en situation d'être bien informé, le souverain se faisait renseigner constamment par Balachov sur les faits et gestes de l'homme qu'il continuait à traiter en ami et en confident du premier degré (1). En décembre de la même année, il renforçait cette surveillance, avec l'aide de deux subalternes, chargés aussi de faire office d'agents provocateurs : Dmitri Bologovski, ancien officier aux gardes, à qui on ne saurait dire pourquoi le fils de Paul faisait payer, en l'employant à d'autres vilaines besognes, sa participation au drame

(1) I. Dmitriév, *Mémoires*, III, 194.

de mars 1801 (1), et ce Sanglène, ou de Saint-Glin, qui passait à la fois, on ne saurait aussi dire comment, pour membre d'une famille d'émigrés français, originaire d'Ain-sur-l'Adour, et pour fils naturel d'un Galitzine (2).

Chef au ministère de la Police d'un bureau spécial, embryon de la future *Troisième section*, de sinistre mémoire, ce dernier aurait manifesté à l'endroit de la mission que le souverain lui destinait des répugnances très vives, et, pour les vaincre, Alexandre se serait porté à produire contre Spéranski des preuves de concussion éhontée, sans que la connaissance qu'il en avait l'empêchât, cependant, de lui conférer, quelques semaines plus tard, le cordon de Saint-Alexandre et de le caresser fort pendant les deux mois suivants. Au public rien n'annonçait ainsi, ni ne laissait même soupçonner l'événement qui se préparait. A la fin de mars seulement, Napoléon poussant de plus en plus ses troupes dans la direction du Niémen, la catastrophe se produisit.

L'excellent et ingénu Parrot se trouvait à ce moment à Pétersbourg, importunant le souverain avec des mémoires « secrétissimes », où il exposait ses vues sur les mesures à prendre au cas d'une guerre avec la France. Depuis 1807, époque à laquelle il lui avait offert ses services en qualité de secrétaire particulier, les relations du Montbéliardais avec « son cher Alexandre » étaient quelque peu refroidies (3). C'est donc avec une joyeuse surprise que, le 28 mars, il se vit mander d'urgence au palais. Mais, un autre et moins plaisant sujet d'étonnement l'y attendait : il vit un Alexandre qu'il ne connaissait pas, irrité, grondant et parlant de faire fusiller Spéranski, mesure au sujet de laquelle il avait voulu prendre l'avis de « son meilleur ami ». Le souverain disait avoir découvert une correspondance secrète entre « le traître » et Napoléon (4).

Si, après vingt ans, quand il a noté les souvenirs que lui laissait cet entretien, la mémoire n'a pas trahi le Montbéliardais, on doit

(1) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 629 ; Sanglène, Mémoires inédits, fragments dans *Ancienne Russie*, 1883, XXXVII, 23 et suiv.

(2) Le prince Serge Fiodorovitch, v. Gretch, *Mémoires*, p. 270-272.

(3) Pour ces relations, v. Bienemann, *Der Dorpater Professor G. F. Parrot.*

(4) Récit de Parrot dans deux lettres adressées à l'empereur Nicolas Ier, en octobre 1832 et janvier 1845, Schilder, *Alexandre Ier*, III, 39, 368, 491.

admettre qu'Alexandre s'est joué de sa naïveté. Le souverain ne songeait pas plus à faire passer le favori par les armes qu'il n'avait surpris un secret mettant le crime de trahison à sa charge. La légende a reçu cours, depuis, d'un mémoire sur la situation des provinces polonaises incorporées à la Russie, que Spéranski aurait, à ce moment, rédigé à l'intention de Napoléon et dont une copie, portant la signature : « Votre dévoué S. », aurait été remise à Balachov par le prince Xavier Lubecki. Ce dernier aurait rapporté le fait, peu après la mort de Spéranski, donc vers 1839, vingt-sept ans après l'événement, au comte Alexandre Stroganov, qui en a pris note en 1871, donc plus de trente ans encore après cette confidence (1). L'origine de cette fable absurde doit sans doute être cherchée dans un autre récit de Lubecki, qu'un de ses amis a recueilli en 1846 (2) et où, en même temps que de ses relations avec Spéranski, le prince aurait parlé d'un gros volume en français, découvert par lui chez un bouquiniste, et qui, composé pour Napoléon sur l'ordre de son ambassadeur à Pétersbourg, contenait un exposé très détaillé et exact de la situation en Russie. Sans mentionner le titre de l'ouvrage, Lubecki le donnait comme une grande rareté bibliographique, mais il n'en attribuait pas la paternité à Spéranski.

En lui-même, d'autre part, le récit de Parrot rend suspecte la fidélité de sa mémoire. Après avoir demandé vingt-quatre heures de réflexion avant de se prononcer, le Montbéliardais envoie le lendemain au souverain un long plaidoyer en faveur de Spéranski, concluant au remplacement de la peine capitale par l'exil. Il use, cependant, d'un argument qui paraît difficilement applicable au cas d'un homme accusé de connivence avec l'ennemi : « N'oubliez pas qu'il n'est haï que parce que vous l'avez placé trop haut. » Le message ne parvient à son adresse que le 30 au matin. Parrot reçoit en retour l'assurance qu'il a été « lu avec émotion et sensibilité », et, repartant ce même jour pour Dorpat, il n'en demande pas davantage, se tenant pour assuré d'avoir sauvé la vie de ce protégé qu'il connaissait peu et goûtait encore moins. L'impression qui se dégage de ce tissu d'invraisemblances et de contradic-

(1) Schilder, dans *Archives russes*, 1892, I, 79.
(2) *Ancienne Russie*, 1878, XXI, 630.

tions est celle d'une comédie où, en mystifiant le Montbéliardais, Alexandre aura cherché à donner le change au public. A l'heure où Parrot rédigeait son plaidoyer, le sort de Spéranski était déjà décidé dans des conditions que le recteur de l'université de Dorpat ne soupçonnait pas et qui demeurent aujourd'hui encore en partie recouvertes de mystère.

Le 29 mars au soir, dînant chez Mme Weickhardt, veuve d'un de ses amis intimes, le favori a été appelé au palais. Y arrivant à huit heures, il est immédiatement introduit auprès du souverain et retenu pendant deux heures, à l'étonnement du prince Alexandre Galitzine, qui, également convoqué, l'a devancé dans l'antichambre du maître. A dix heures, Spéranski sort enfin du cabinet de Sa Majesté, en proie visiblement à une très vive émotion. L'instant d'après, rouvrant la porte que le favori vient de franchir, l'empereur paraît sur le seuil. Son visage indique également un grand trouble et c'est d'une voix étranglée qu'il prononce ces paroles :

— « Encore une fois, adieu Mikhaïlo Mikhaïlovitch ! »

Se retournant, Spéranski s'incline profondément, puis, redressant sa haute taille, il s'éloigne sans mot dire et le souverain regagne son cabinet, le dos voûté. Rapportés par le prince Galitzine, ces détails sont à peu près tout ce que nous aurons appris de la mémorable entrevue, au sujet de laquelle et Alexandre et Spéranski ont observé un mutisme complet, à quelques indications près qu'auraient recueillies Sanglène d'un côté et Loubianovski de l'autre. En sympathie d'idées mystiques avec ce dernier, Spéranski l'a eu plus tard pour successeur au poste de gouverneur de Penza où, après lui, le collaborateur du prince Georges d'Oldenbourg a échoué, à la suite d'une querelle avec Catherine Pavlovna. Une inclination particulière à la confidence a pu en résulter chez le favori disgracié. Abondant en contradictions dans ses mémoires comme dans les propos tenus en divers temps devant diverses personnes, le témoignage du policier est moins digne de foi. Quelques quasi-certitudes ou très hautes probabilités se laissent, cependant, dégager de l'ensemble de ces rapports (1).

(1) Loubianovski, « Souvenirs », *Archives russes*, 1872, p. 483 et suiv. ; cf. Bytchkov, *Ancienne Russie*, 1902, CX, 6 et suiv. ; Sanglène, *Mémoires inédits*, fragments, même recueil, 1883, XXXVII, 19-46, 352 et suiv. ; *Journal* de L. I. Golenichtchev-Koutousov, Bibliothèque publique à Petrograd,

Presque certainement, Alexandre a reconnu devant Spéranski qu'il le tenait pour innocent des crimes qui lui étaient imputés et qu'il lui conservait son estime et son affection. « Quand je l'ai quitté, j'avais sur mes joues la trace de ses larmes », a dit Mikhaïlo Mikhaïlovitch (1), et ce trait trouve une confirmation autant dans le récit de Galitzine que dans toute l'attitude ultérieure du souverain. Très probablement cependant, le fils de Paul n'a pas laissé en même temps ignorer à Spéranski les griefs qu'il avait à son endroit et où ses intempérances de langage n'entraient sans doute que pour une faible part.

En dernier lieu, le favori n'avait assurément pas songé à un partage de pouvoir avec Balachov ; mais, tout en professant pour ce personnage le plus profond mépris, il s'était porté récemment à une tentative de rapprochement avec lui, dont, pour le coup, le souverain possédait la preuve écrite et qu'il avait dû juger suspecte (2). Le caractère, chez le *fa tutto*, n'était pas à la hauteur de l'intelligence.

Comme conclusion, Alexandre s'est déclaré dans la nécessité, quelque peine qu'il en éprouvât, de se séparer momentanément de son collaborateur pour donner satisfaction à l'opinion publique, en attendant qu'il eût le loisir de l'éclairer sur la fausseté des accusations qu'elle mettait à sa charge. Mais cette disgrâce ne serait que passagère ; toutes les formes de la plus grande courtoisie y seraient observées ; Spéranski demanderait lui-même son congé et choisirait le lieu de sa retraite jusqu'à l'heure de sa réhabilitation et de son retour au pouvoir. Il en emportait le gage sur sa joue, que les larmes du souverain avaient mouillée :

— « Encore une fois adieu, Mikhaïlo Mihkaïlovitch ! »

En quittant le palais, quelque sentiment de détresse qu'il éprouvât, Mikhaïlo Mikhaïlovitch était assurément à cent lieues d'imaginer ce qui l'attendait l'instant d'après. Il se rendit chez Magnitski pour lui donner avis de ce qui arrivait et eut la surprise d'apprendre que cet ami était déjà en route pour l'exil, renvoyé sous escorte à Vologda. Il rentra chez lui et se trouva en présence

et *Ancienne Russie*, 1902, CX, 18 et suiv. ; cf. même recueil, 1898, XCVI, 517-538.

(1) Panaiév, même recueil, 1896, LXXXVI, 477.

(2) Bytchkov, *loc. cit.*, et CIX, 469 et suiv.

de Balachov et de Sanglène, porteurs d'instructions leur prescrivant de le faire sur l'heure monter en voiture, avec un officier de police, qui le conduirait à Nijni-Novgorod (1).

Faire, avec cet homme qu'il embrassait en pleurant, étalage d'une délicatesse de sentiments propre à justifier ce qualificatif d' « ange », dont il goûtait infiniment la flatterie et dépasser cependant en rudesse, à son endroit, le procédé de Louis XIV avec Fouquet, Alexandre a tenu victorieusement cette gageure.

Au rapport de Sanglène, qui, en ce point, peut mériter créance, Spéranski aurait, en cette épreuve, montré autant de sang-froid que de dignité, gardant un air tellement imposant que Balachov faisait devant lui « figure d'un enfant pris en faute ». Vide de récriminations et pourtant cruellement incisive sous une forme respectueuse, la première lettre de l'exilé à l'auteur de sa disgrâce répond à cette indication. Pour toute faveur, il y demandait que soin fût pris des papiers qui avaient été saisis chez lui et qui avaient trait, pour la plupart, aux projets de réforme conçus sous les auspices et sur les ordres du souverain, d'après « des idées fondamentales », auxquelles, tôt ou tard, il ne pouvait manquer de revenir (2).

Ce message est resté sans réponse. Devant plusieurs personnages qui l'ont approché à ce moment, Alexandre a, cependant, manifesté, au sujet du départ de Spéranski, des impressions conformes à celles dont il avait rendu témoin le favori lui-même, au cours de leur dernière entrevue. « Ne souffririez-vous pas si on vous coupait le bras droit »? disait-il à l'un, et, à un autre : « Les lâches ! ils accablent maintenant cet homme de qui, la veille, ils mendiaient un sourire ! » S'entretenant avec Nesselrode ou correspondant avec Novossiltsov, le souverain convenait que les circonstances difficiles où il se trouvait l'avaient seules obligé à sacrifier « un innocent ». Écrivant à Bernadotte, il réduisait les accusations produites contre Spéranski à de simples soupçons. A son ministre de la Justice, Dmitriév, il faisait pourtant encore entendre, à la même heure, un tout autre langage :

(1) Dmitriév-Mamonov, *Souvenirs*, p. 141 ; J. de Maistre, *Correspondance diplomatique*, I, 68 et suiv. ; Sanglène, *Mémoires inédits* ; cf. Korff, *Vie du comte Spéranski*, II, 15 ; Schiemann, *Geschichte Russlands unter Nikolaus Ier*, I, 79-81 et Bytchkov, *loc. cit.*

(2) Schilder, *Alexandre Ier*, III, 44.

« C'est une vilaine affaire ! A deux pas de mon cabinet,... cet individu critiquait mon gouvernement... et annonçait la chute de l'empire !... Plus que cela, il a poussé l'audace jusqu'à vouloir participer aux secrets de l'État ! (1) »

Ce dernier trait semblerait invraisemblable. L' « individu » ainsi dénoncé avait fait fonction de secrétaire de l'empire. « Premier ministre en fait, peut-être même ministre unique », comme disait J. de Maistre, de « participer aux secrets de l'État » était un attribut naturel de son emploi. Pourtant, le souverain faisait mettre au cachot sous terre le malheureux Beck, sous la seule inculpation d'avoir communiqué à Spéranski quelques déchiffrements de dépêches. Au su de ce commis, le favori entretenait par ordre du souverain une correspondance secrète non seulement avec Paris, mais aussi avec Vienne, d'où un attaché de la légation russe, un Italien fort remuant et ayant des relations avec tous les cabinets d'Europe, Mallia, lui adressait des rapports sous le couvert d'un secrétaire du collège des affaires étrangères, Gervais, marié à une sœur de Mme Weickhardt. Comme celui auquel participait Nesselrode, ce commerce était soustrait à la connaissance du chancelier, à qui les déchiffrements de la correspondance officielle elle-même n'étaient remis qu'après avoir été préalablement adressés à l'empereur, par l'intermédiaire du maître de la garde-robe, Hessler, mari de la première femme de chambre d'Élisabeth, et *remaniés* d'après les indications du souverain. Pour s'employer à ce manège, Beck avait reçu des instructions de Spéranski lui-même, sous les ordres duquel il avait travaillé également au cours des négociations, non moins secrètes, dont les affaires de Pologne étaient l'objet (2). Aussi, devant Nesselrode, comme celle de Spéranski, Alexandre confessait l'innocence de cet humble collaborateur ; mais Beck n'en restait pas moins dans sa casemate et y perdait même momentanément la raison, puis devenait, en

(1) Korff, *Vie du comte Spéranski*, III, 48 ; Nesselrode, *Mémoires inédits*, Archives d'État à Petrograd, section XI, n° 1151 ; *ibid.*, section IV, n° 597 ; Archives du ministère des Affaires étrangères à Petrograd, Lettres du cabinet, Suède ; Dmitriév, *Mémoires*, III, 195 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, III, 493.

(2) Les noms de Beck et de Gervais figurent dans les papiers de Czartoryski sur la liste des personnes initiées en 1806 déjà à ses projets polonais, musée Czartoryski, n° 5231.

compagnie de Gervais, l'objet d'une enquête, ouverte au *Comité de haute police* (1) et traînée à dessein en longueur.

L'affaire était « vilaine », comme disait le souverain, bien que pas dans le sens où il voulait que Dmitriév l'entendît, et elle lui faisait, en effet, perdre son « bras droit ».

VI

Spéranski ne réussissait à rien, mais la faute n'en incombait pas à lui seul. Peut-être même, contrarié comme il avait été dans toutes ses entreprises, sa part de responsabilité dans leur échec devait paraître minime, et, au lendemain de sa chute, ses adversaires ne se montraient seulement pas capables de ramasser sa dépouille. Il tombait de trop haut. Avec la gérance des affaires finlandaises, déjà aux trois quarts abandonnée par l'ex-favori avant sa disgrâce, Armfelt ne recueillit qu'une place au Conseil de l'empire et le poste honorifique de chancelier de l'Université d'Abo. Rosenkampf convoitait la présidence de la *Commission de codification :* il eut le chagrin de la voir attribuer à la nullité du prince Lapoukhine. Le secrétariat de l'empire était, en apparence, le gros lot. La grande-duchesse Catherine le destinait à Karamzine. De la façon la plus imprévue, Alexandre porta son choix sur l'amiral Chichkov, qu'il avait mis entièrement à l'écart depuis Tilsit.

A près de soixante ans d'âge, survivant d'une pléiade que le règne de Catherine avait couverte de son rayonnement, cet homme de mer, mué en homme de lettres, se tenait de lui-même en dehors du mouvement de l'ère nouvelle. Également hostile aux idées qui s'y faisaient jour et aux hommes qui y prenaient le premier rang, il s'absorbait dans des travaux de style ou d'érudition. Il venait, cependant, de quitter sa retraite studieuse, en publiant un opuscule sur « l'amour de la patrie », où il donnait aux préoccupations de l'heure, dans le sens du chauvinisme le plus exalté, une expres-

(1) V. ci-dessus, p. 162. Schilder, *Alexandre Ier, loc. cit.*

sion extrêmement énergique. Il y gagnait une popularité, qui sans doute lui valait aussi en haut lieu une préférence à laquelle il était loin de s'attendre. Appelé par le souverain, il crut, dit-il dans ses mémoires, qu' « un malheur allait lui arriver » (1).

Au poste où il succédait à Spéranski, il ne devait d'ailleurs pas le remplacer. Sans attributions nettement définies, le secrétariat de l'empire était, aux mains de son prédécesseur, pour qui il avait été créé, ce que le *fa tutto* en faisait. Chichkov y débuta en rédigeant un manifeste par lequel le souverain annonçait son départ pour l'armée, et la part du nouveau secrétaire dans les affaires d'État devait se borner à peu près à ce genre de contribution. Ses talents littéraires étant eux-mêmes médiocres et ses prétentions scientifiques ridicules, il n'entendait rien à la politique et ne prenait même le plus souvent qu'un intérêt distrait aux événements de cet ordre dont il était le témoin. Mais les lecteurs russes ont, en majorité, goûté fort la littérature de guerre à laquelle il s'est employé, bien que l'abus du pathos et des citations de l'Écriture sainte y impatientassent J. de Maistre lui-même (2), et, en dehors de son rôle officiel, plein d'humour, abondant en saillies et en excentricités drolatiques à la manière de Souvorov, ami obligeant et maître excellent pour ses paysans, bien que partisan décidé du servage, l'homme attirait les sympathies (3).

Alexandre ne pouvait songer à l'utiliser pour la correspondance diplomatique : Chichkov y eût parlé le langage de Balaam. Précocement vieilli, incapable de monter à cheval, il se trouvait d'ailleurs hors d'état de suivre le souverain en campagne. Pour le suppléer, Alexandre se porta à un autre choix imprévu dans la personne du jeune Nesselrode, à qui sa collaboration occulte avec Spéranski ne semblait pas, à ce moment, valoir une recommandation (4). Aussi, pour les avertis, le choix pouvait suffire à la justification de l'ex-favori.

Dans le grand vide qu'il laissait derrière lui, tous ces héritiers

(1) Chichkov, *Mémoires*, I, 115, 119-123.
(2) *Correspondance diplomatique*, II, 158.
(3) Akssakov, *Chronique de famille*, p. 492 ; Arndt, *Erinnerungen*, p. 145.
(4) Nesselrode, *Notice biographique*, en partie de sa main, en partie sous sa dictée, Archives d'État à Petrograd, section XI, n° 1151 ; cf. Schilder, *Alexandre Ier*, III, 63 et 371.

de Spéranski ne pouvaient faire que figure de comparses. L'homme destiné à recueillir la réalité de l'héritage était désigné depuis longtemps, bien que, sur le moment, il n'en prît pas lui-même conscience. Araktchéiév n'avait eu aucune part à la cabale montée contre le favori, si fort qu'il le détestât, et, d'esprit obtus, de vue courte, il ne pensait même pas gagner à sa chute. Parlant de Spéranski et de Magnitski, il écrivait à son frère Pierre au lendemain de la catastrophe : « On dit sur leur compte beaucoup de mal, donc, si c'est vrai, ils ont mérité leur sort ; mais, à leur place maintenant, le parti de nos grands seigneurs a pris beaucoup de force... N'étant pas en relations avec les premiers, je me voyais écarté des affaires, et, comme je ne suis pas plus aimé par ces nouveaux patriotes, je me trouverai sans emploi et sans confiance. » Le sens de l'évolution politique dont la disgrâce du favori était la conséquence lui échappait, à un point près, où il y découvrait, en ce qui le concernait, une menace plus grave. Spéranski avait à ses yeux un mérite, qui était de représenter un programme de paix. Son départ rendant donc la guerre inévitable, le déserteur d'Austerlitz se voyait en danger de mort : pour se défaire de lui, les triomphateurs du jour ne manqueraient pas de l'envoyer à l'armée, où, disait-il, il aurait « une chance sûre de perdre la vie » (1).

Tel était le niveau moral du véritable successeur du *fa tutto*. Pouchkine devait un jour marquer la place de ces deux hommes dans l'histoire du règne d'Alexandre : « Sur les deux seuils opposés, comme les génies du bien et du mal » (2), en indiquant ainsi la portée réelle de l'événement du 29 mars ; mais Araktchéiév n'était poète, ni visionnaire à aucun degré. Il ne soupçonnait pas les facilités nouvelles qu'il devait trouver pour la conquête du pouvoir et dans la qualité des hommes qui allaient désormais le lui disputer et dans leur façon de l'exercer. Au défaut même des réformes qu'il ne parvenait pas à réaliser, par les méthodes seules qu'il portait au gouvernement, Spéranski barrait plus sûrement la voie à des compétiteurs de l'espèce du « bouledogue ». Araktchéiév s'inquiétait de Gouriév, qu'il classait parmi les « grands seigneurs »

(1) *Ancienne Russie*, 1874, X, 190.

(2) Fragments de journal, *Œuvres*, V, 204 ; cf. Iakouchkine, *Spéranski et Araktchéiév*, 1905.

visés dans la lettre précitée et qu'il voyait avec chagrin en passe d'acquérir la faveur des hautes sphères, grâce à un projet de nouveau régime financier, présenté au Conseil de l'empire le jour même du départ de Spéranski. Suppression des impôts récemment établis et recours pour les remplacer à des émissions d'assignats, une politique d'expédients scabreux et de basse charlatanerie y était proposée sans vergogne. « Sans emploi et sans confiance » : Araktchéiév interprétait aussi dans ce sens, à son détriment, une réorganisation du même Conseil, qui, décrétée deux semaines plus tard, réunissait en un seul les départements législatif et économique de ce corps d'État et le plaçait tout entier sous la présidence du prince Lapoukhine. Il ne comprenait pas que la mesure tendait à confiner le Conseildans un rôle presque purement décoratif. En entraînant la retraite de l'amiral Mordvinov, elle écartait le seul rival dont lui-même pût redouter l'autorité, l'humeur indépendante, ou l'esprit libéral, et l'heure de son triomphe approchait.

VII

A Nijni-Novgorod, Spéranski fut d'abord traité avec des égards que l'attitude ambiguë du souverain à son endroit commandait. Alexandre laissait sans réponse les lettres de l'exilé, mais il lui envoyait de son vin ! En même temps, cependant, accréditant par ses propos, à la charge de « l'innocent », les pires imputations, il faisait qu'au lieu même de sa naissance on le dénonçait et maudissait comme un traître à la patrie et le dernier des scélérats. Objet d'une manifestation hostile à la foire de Makariév, — la future foire de Nijni, à ce moment tenue dans un bourg voisin, — Spéranski devait chercher refuge dans la maison d'un marchand de ses amis. Nommé à ce moment gouverneur général de Moscou, poste qui mettait la province de Nijni dans sa dépendance, Rastoptchine manœuvra pour obtenir le transfert de l'ex-favori à Moscou même, où il serait mieux à même d'exercer sur lui une surveillance étroite, dont il indiquait la nécessité. Alexandre n'avait pas besoin qu'elle lui fût démontrée ; mais il connaissait l'ancien

ministre de Paul, et, si peu accessible qu'il fût aux scrupules, il s'en fit un de livrer cette victime à un homme qu'il savait aussi dépourvu d'esprit de mesure, que sujet aux emportements. En septembre, prenant prétexte d'un rapport qui attribuait à l'exilé des paroles élogieuses pour certains traits de la politique de Napoléon, il se donna l'air de faire droit aux représentations du gouverneur général par une mesure de rigueur : Spéranski fut renvoyé à Perm (1).

En fait, il échappait ainsi à son ennemi ; mais c'était l'exil plus lointain et presque cette déportation en Sibérie, dont, en souvenir sans doute de Bühren et de Münnich, il avait trahi l'appréhension dans sa première lettre au tsar et devait garder l'angoisse jusqu'au moment où, de façon inattendue, il allait lui arriver de prendre, en effet, ce chemin, mais non plus en proscrit. En attendant, son séjour sur les confins devait durer deux années. Il s'y ennuya fort et écrivit à deux reprises encore à Alexandre. Daté de janvier 1813, le premier de ces messages est devenu célèbre (2). C'est un plaidoyer *pro domo* où, ainsi que d'une réelle éloquence, Spéranski faisait preuve de plus de fierté que précédemment. Il y revendiquait cette fois la pleine responsabilité de tous ses actes comme de tous ses projets, sans plus les mettre à couvert d'une autorité souveraine dont il n'aurait été que l'instrument. Il n'eut encore pas de réponse, et, pour le coup, il désespéra.

Il chercha une consolation et une distraction dans ces études de religion et de philosophie qui l'avaient toujours attiré et auxquelles, même à l'époque de sa plus grande activité, il n'avait pas cessé de consacrer ses rares loisirs. Il traduisit l'*Imitation* et s'occupa de l'édition d'une bible polyglotte.

Quelque part de calcul et d'intérêt profane n'était peut-être pas étrangère à ces travaux. Il n'ignorait sans doute pas le revirement d'idées et de sentiments qui, à ce moment, inclinait le souverain lui-même dans ce sens. Le 21 juillet 1814, après le premier traité de Paris, revenant à la charge, il se trouva avoir frappé

(1) Wiegel, *Mémoires*, IV, 34 ; Bouténiev, dans *Archives russes*, 1892, I, 80.

(2) Souvent reproduit ; le seul texte complet a été publié par Schilder, dans *Archives russes*, 1892, I, 51 et suiv.

au bon endroit et choisi l'heure propice. Comme s'il eût deviné le dessein qui s'ébauchait déjà dans l'esprit du futur promoteur de la Sainte-Alliance, il lui écrivait : « Que cette paix soit l'époque des meilleurs jours de l'humanité ! Qu'elle soit une ferme alliance d'ordre, non seulement d'ordre politique, mais d'ordre moral (1). »

Le résultat fut la permission accordée à l'ex-favori de prendre retraite, selon le vœu qu'il avait souvent exprimé, à Viélikopolié, petite terre qu'il possédait dans le gouvernement de Novgorod et où, revenant aussitôt à ses projets de réorganisation politique sur la base d'une constitution, reprenant son plan de 1809 et y opérant des retouches (2), il se crut à la veille de rentrer en scène. Une plus longue attente allait encore lui être imposée avant un retour de fortune, qui ne devait jamais être complet.

VIII

Avec sa passion de créer et son goût pour les nouveautés, Spéranski n'aura cependant été ni un créateur, ni un novateur. Il avait beaucoup de talents et toutes les espèces d'intelligence, comme tous les genres de curiosité. Cinq ans plus tard, gouverneur général de la Sibérie, avec la mission de préparer un plan de réorganisation de cet immense pays et le souci d'accomplir cette tâche formidable dans le plus court espace de temps, il en trouvera pour lire les premières poésies de Pouchkine, et, à travers quelques fautes de goût, il saura y reconnaître « les ailes du génie » (3). Mais, avec des connaissances très étendues et des aptitudes multiples, il s'en attribuait plus qu'il n'en possédait. Ainsi, découvrant des fautes de français dans les lettres de sa fille, il lui enseignait qu'on devait dire « la

(1) Schilder, *Alexandre Ier*, III, 263, 395.

(2) Ce nouveau projet a été publié par N. Tourguéniév, dans *la Russie et les Russes*, III, 423 et suiv. ; cf. Svatikov, *le Mouvement social*, p. 123 et suiv. ; Pypine, même titre, p. 153 et suiv.

(3) *Archives russes*, 1868, p. 1790.

marée est trop belle » et non *la mariée* et que *la marée* était un poisson (1).

Par ce qu'il a fait ou tenté, comme par la somme de capacités, la puissance de travail, la force de volonté qu'il a mises en œuvre, Spéranski reste néanmoins hors pair dans son pays parmi les hommes d'État qui y ont paru jusqu'à ce jour, et, au dehors même, peu lui ont été supérieurs. On l'a à tort comparé à Stein. Aristocrate de vieille roche, le réformateur allemand fut aussi peu bureaucrate qu'on pouvait l'être en Prusse, un ennemi déclaré de tout formalisme, comme de toute paperasserie. Sorti du peuple, Spéranski a, au contraire, entretenu une foi quasi superstitieuse dans la vertu des réglementations administratives et le pouvoir magique de l'encrier. Savoir encyclopédique sans profondeur, souplesse de caractère et d'esprit, confiance imperturbable en soi-même et absence à peu près totale d'originalité, il réunissait tous les traits typiques du milieu auquel il appartenait par ses origines et sa carrière. Bien qu'on l'ait entendu dire : « Les fous ! ils imaginent que c'est fait parce qu'ils l'ont écrit », en Sibérie comme ailleurs, l'espoir ingénu de trouver dans sa plume le levier d'Archimède a toujours paru à la base de ses entreprises.

Abolition des servitudes féodales imposées aux paysans, organisation communale de la bourgeoisie, Stein a abordé ses réformes par le bas. Spéranski a échoué en « commençant par le haut le balayage de l'escalier », selon un mot de ses apologistes. Les deux hommes n'avaient pas le même maître ; mais leur valeur morale était aussi différente.

Les adversaires de Spéranski l'ont probablement calomnié en le traitant de concussionnaire (2), comme ils ont fait certainement erreur, volontairement ou non, en lui attribuant une immense fortune. En donnant le meilleur de son temps et de sa peine aux intérêts de l'État, Spéranski ne négligeait pas les siens. Pas plus que pour ménager sa rentrée en faveur, il n'a répugné à des démarches humiliantes pour obtenir du trésor l'achat d'une de ses terres à un prix avantageux. Cependant, ayant toujours vécu

(1) *Archives russes*, 1868, p. 1805.

(2) N. M. Longuinov à S. R. Vorontsov, Pétersbourg, 25 septembre 1812, *Archives Vorontsov*, XXIII, 151.

avec beaucoup d'ordre, il n'a laissé, à sa mort, qu'un avoir assez modeste (1).

Très tendres, très paternelles, pleines d'une sollicitude poussée jusqu'à l'abnégation, ses lettres à sa fille portent, d'autre part, le témoignage d'une âme accessible aux sentiments les plus délicats et aux plus généreuses inspirations. Politique et affaires à part, ce *popovitch* savait penser et agir noblement, et, si ses procédés étaient d'un arriviste, ses façons même ne décelaient pas un parvenu. En mai 1818, il écrivait à Stalypine : « Que Karamzine dise du mal de moi tant qu'il voudra, je ne cesserai pas pour cela de louer son histoire (2). »

La recherche de certaines élégances et le souci de certains raffinements prenaient bien chez lui quelque apparence d'affectation et ses essais d'équitation à l'anglaise ont prêté au ridicule ; mais, de taille élevée, de belle prestance, il avait naturellement grand air, et ses goûts le plus souvent, comme dans les bons moments ses actes, étaient d'un gentilhomme. Il aimait la belle nature, les tableaux de maître, la bonne musique, et, dans sa chambre de travail qu'il voulait parfumée à l'odeur de la fleur de thé, il laissait, à la place d'honneur, le portrait d'une *popadia* en costume de paysanne, qui était celui de sa mère (3).

Mais l'homme public ne se maintenait pas au niveau de l'homme privé, qui lui-même ne saurait passer pour irréprochable. Dans les lettres que l'exilé de Nijni-Novgorod ou de Perm adressait à l'auteur de sa disgrâce imméritée, la dignité du ton n'excluait pas une part de basse courtisanerie, et, au long de toute sa collaboration avec un maître qui si souvent appelait la contradiction, Spéranski s'est presque toujours abstenu d'en user, ou n'a pas insisté. Stein ne craignait pas de tenir tête à ce même souverain, à l'heure même où il sollicitait une place à son service.

Spéranski a été appelé aussi « le Turgot russe », et, ne se laissant

(1) Korff, *Vie du comte S.*, II, 22, 100, 128, 388 ; Wiegel, *Mémoires*, II, 27 ; Batiénkov, *Mémoires inédits*, fragments dans Zapolski, *Mémoires des Décembristes*, p. 152 ; cf. sa correspondance avec sa fille, *Archives russes*, 1868, p. 1114, 1132, 1711, 1203, 1205.

(2) *Archives russes*, 1871, p. 434.

(3) Wiegel, *Mémoires*, II, 7-10 ; Miéchkov, *Souvenirs*, *Ancienne Russie*, 1903, CXIV, 560 ; Pogodine, dans *Archives russes*, 1871, p. 1234 ; Korff, *loc. cit.*, II, 148, 152, 383.

justifier que par quelques traits d'importance secondaire, attaches originelles à l'Église et inclinations d'esprit en résultant, cet autre rapprochement fait encore tort à l'homme d'État français. Turgot a appliqué au pouvoir *ses* idées et il était aussi l'homme d'un *idéal*, Spéranski fut surtout, et même presque exclusivement, un adaptateur génial, en même temps qu'un carriériste.

Cependant, même comme homme public, à une probité, discutée de son vivant, mais généralement reconnue après sa mort, et à un désintéressement personnel, sinon entier, du moins suffisant pour le distinguer de ses rivaux au pays où il a vécu, il a joint un mérite qui y prenait une valeur capitale : le premier et le dernier jusqu'à une époque très récente, il y a été, au pouvoir, le partisan déclaré et invariablement fidèle de la *légalité*. Et c'est sans doute ce qui, aux yeux de la postérité, a racheté ses erreurs et ses faiblesses, en l'élevant sur un piédestal, où naguère sa gloire, parmi les siens, demeurait incontestée.

Brisant toutes les idoles du passé, les entraînements révolutionnaires de la dernière heure n'ont pas épargné celle-là. Au regard de nouveaux programmes politiques et sociaux, avant même que l'heure du bolchevisme sonnât, le libéralisme de Spéranski n'a plus paru d'assez bon aloi (1). Sa mémoire est de celles qui peuvent subir l'épreuve de ces mouvements d'opinion éphémères et attendre le moment de la consécration définitive. Dans son acheminement à l'ordre légal, plus absolutiste aujourd'hui sous une autre forme que le tsarisme ne la faisait hier, la Russie a sans doute encore beaucoup d'étapes à franchir. Si incomplète et défaillante qu'elle ait été, l'œuvre de Spéranski en a marqué une, comme la disgrâce de l'ouvrier, en 1812, a ouvert une période de régression. Non qu'en congédiant Spéranski, Alexandre ait répudié de façon absolue les idées qu'il l'avait chargé de traduire en actes. Il ne devait, on l'a dit, s'en déprendre jamais. Mais jamais il n'a plus voulu ou pu en toucher d'aussi près la réalisation, et au moment où il consentait à ce naufrage d'une généreuse ambition, il n'était lui-même qu'une épave, au jugement des contemporains.

(1) V. Dovnar-Zapolski, dans le recueil d'articles publiés en 1905 (*Études sur l'histoire du mouvement social en Russie*).

CHAPITRE XIV

L'ADVERSAIRE DE NAPOLÉON AU DÉBUT DE LA LUTTE. TRAITS D'INTIMITÉ

I. Le bilan de dix années de règne. Impression de faillite. Ses causes. Le départ des responsabilités. L'élément individuel et l'élément collectif. Le rôle public du souverain et sa vie intime. — II. Fiançailles précoces. Les princesses allemandes. Élisabeth. Idylle préliminaire. — III. Le mariage. « L'amour et Psyché. » Premiers désaccords. Maturité inégale des époux. Divergences morales. Stérilité prolongée de l'union. Inclinations romanesques de l'épouse. — IV. Une passionnette. La comtesse Golovine. Correspondance équivoque. Première intrigue amoureuse. Le beau Zoubov. L'indifférence de l'époux. — V. Ses causes. La doctrine de la liberté réciproque. La théorie et la pratique. Amourettes et aventures galantes. Une grande passion. Mme Narychkine. La partie carrée. Élisabeth et Czartoryski. Les joies et les deuils de la maternité. — VI. Nouvelles épreuves. Alexandre affiche sa maîtresse. La beauté de la favorite et son caractère. « Ni Pompadour, ni Montespan. » Le second foyer du souverain. La *datcha* de l'île Krestovski. — VII. Le tourment d'Élisabeth. Les nobles divertissements et les distractions vulgaires. Le bel Okhotnikov. Les sorties clandestines de l'impératrice. Dénouement tragique. — VIII. La mort de l'amant et de l'enfant. La solitude et l'effacement volontaire. L'impératrice douairière et sa cour. La favorite et ses privilèges. Dernières révoltes d'Élisabeth. — IX. Assaut d'infidélités. Alexandre jaloux. « Éloignement perfectionné » entre les époux et querelles entre les amants. Ruine des deux foyers. L'expiation.

I

« Il n'y avait dans les salons des deux capitales à peu près qu'une seule voix, plus ou moins retentissante, sur l'excessive médiocrité de l'empereur, la modeste portée de son intelligence et sa trompeuse douceur, qui cachait, disait-on, une absence totale

d'énergie et de talents. » Émanant de l'entourage même du souverain (1), ce témoignage correspond à la période critique où, après avoir congédié le collaborateur qu'il désignait lui-même comme « son bras droit », Alexandre se préparait à affronter Napoléon. A ce moment, au dedans comme au dehors, après les brillantes promesses du début, le règne de l'élève de La Harpe semblait aboutir à une faillite complète. Cependant, trois années plus tard, en un nouveau changement de scène, plus imprévu encore et plus rapide, le même homme allait paraître, aux yeux du monde entier, en possession d'un prestige qui, malgré les déchéances ultérieures, est resté attaché à sa personne.

Le fait évoque un problème des plus intéressants, des plus discutés aussi dans le champ des études historiques. Jamais peut-être le rapport et la valeur relative de l'élément individuel et de l'élément collectif dans le jeu des forces humaines n'ont été aussi bien mis en lumière. A toutes les époques de sa vie et dans toutes les phases de sa carrière, Alexandre est resté personnellement, qualités et défauts, ce que la nature, l'éducation et l'exercice du pouvoir absolu l'ont fait. De 1812 à 1815, cependant, après quelques tâtonnements, il a révélé des ressources, vaillance et ténacité, largeur de vues et hauteur d'âme, qu'il ne laissait pas soupçonner antérieurement et qui ont puissamment contribué au triomphe de la cause qu'il défendait. Mais en même temps, avec la Sainte-Alliance et l'inféodation à la politique autrichienne ou prussienne, il a continué à mettre au jour les faiblesses et les vices de son tempérament intellectuel et moral : esprit chimérique et inconsistance du caractère, inconscience ou insouciance des intérêts de son pays. A raison de quoi, vainqueur de Napoléon, libérateur du territoire national et Agamemnon de la coalition européenne, il n'a pu se maintenir longtemps à la hauteur de cette destinée magnifique. De toute évidence, aux jours d'épreuve, porté, soutenu et soulevé par un grand courant d'enthousiasme populaire, en devenant ainsi un récepteur d'énergies multiples, il s'est dressé au-dessus de son niveau naturel, pour y revenir, en s'affaissant graduellement, quand l'élan qui exaltait ainsi ses facultés innées ou acquises s'est affaibli.

Pour l'intelligence de ce phénomène, les indications déjà données

(1) A. de Stourdza, « Souvenirs sur Alexandre Ier », *Œuvres posthumes*, I, 96.

au cours de cette étude doivent être complétées par quelques autres d'ordre plus intime. Dans la vie, en effet, des plus éminentes personnalités, comme des plus humbles, au regard des influences que les unes ou les autres sont susceptibles d'exercer ou de subir, cet aspect est communément des plus révélateurs. En outre, très secret dans son rôle public, Alexandre l'a été beaucoup moins dans le privé, jusqu'à y faire preuve de quelque cynisme, et c'est donc de ce côté du mur qu'on a chance de prendre, au plus près, une vue de sa physionomie, bien qu'en un point son cas soit quelque peu exceptionnel.

En cette partie de leur existence, l'histoire des hommes se confond communément, ou presque, avec celle de la place qu'y a tenue l'éternel féminin, et le fils de Paul ne fait pas exception à la règle, avec cette particularité cependant que, s'il y a eu beaucoup de femmes dans sa vie, aucune n'y a obtenu, au moins de façon durable, une influence dirigeante, et pas même Mme de Krudener, en dépit d'une légende que les historiens ont trop facilement accueillie. Cela ne veut pas dire que, même au point de vue politique, l'historien du règne d'Alexandre puisse tenir pour négligeable le rôle de cet élément. Que le maître de la Russie ait eu, en 1801, auprès de lui une compagne légitime dont la vaillance égalait la tendresse et qu'elle ait été, depuis, remplacée par une maîtresse veule et infidèle, la différence n'a pas intéressé les sentiments seuls, ou les susceptibilités de l'époux, ou de l'amant. Et c'est la justification de ce chapitre, qui, d'autre part, ne saurait prêter à aucun reproche d'indiscrétion. De ce côté du mur, en effet, des regards ont été pratiqués depuis longtemps et des investigations opérées, qui y mettent la question de convenance hors de cause, en réclamant, cependant, une mise au point et quelques précisions.

II

Aux approches de la crise tragique, où sa fortune et celle de son empire allaient se jouer, comme sa carrière publique, la vie conjugale d'Alexandre a tourné à la déception, et même au dé-

sastre. Catherine en portait en grande partie la responsabilité. Au rapport de Masson, « l'un des vœux les plus ardents de l'impératrice fut de voir, comme Louis XIV, ses arrière-petits-enfants ». D'où des mariages précoces, qui n'auraient servi qu'à « ruiner le tempérament de ses petits-fils » (1). Le mémorialiste est entré sur ce point dans des détails d'ordre physiologique, où il serait malaisé de le suivre et où il a pu mettre quelque fantaisie. Mais, il est certain qu'invariablement débiles, les enfants d'Alexandre, légitimes ou naturels, n'ont pas vécu longtemps et son frère Constantin n'en a eu d'aucun de ses deux mariages.

L'aîné n'avait pas achevé quinze ans quand, le 31 octobre 1792, on l'a mis en présence de la compagne qui lui était destinée et qui n'en avait pas quatorze. Elle venait d'Allemagne, comme le voulait une des traditions implantées en Russie par la politique d'*européanisation*. Dans l'héritage de Pierre le Grand, ce n'était pas la moins funeste. Une princesse de Bade avait été, cette fois, choisie. Baptisée sous le nom de Louise, elle a pris, avec la religion orthodoxe, celui d'Élisabeth Aléxiéiévna. Ministre à Francfort, Nicolas Roumiantsov, le futur chancelier, n'avait pas donné des agréments physiques de la princesse une idée très avantageuse, à la mesure habituelle des signalements de cette espèce : « très jolie, sans être absolument belle, disait-il, avec de la grâce, surtout. » Quatre ans plus tard, la comtesse Golovine allait reviser cette appréciation dans un sens beaucoup plus flatteur : « Elle est grande, bien élancée, des épaules très effacées, une taille charmante, des cheveux blonds cendrés, longs et fins, un teint blanc de lait, des feuilles de rose sur les joues, des yeux bleus entourés de cils noirs... (2). » Mais diverses raisons, qui seront indiquées plus loin, inclinaient à la partialité l'auteur de ce portrait, en même temps que sa tendresse pour le modèle lui faisait oublier que, dans de telles descriptions, le détail nuit à l'ensemble.

Comme Catherine Pavlovna, sa belle-sœur avait sans doute « de jolies parties ». Le portrait de la comtesse Golovine date de 1795, et, à ce moment, Élisabeth et Alexandre étaient mariés depuis deux ans.

(1) *Mémoires*, II, 162-163.
(2) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, édit. K. Waliszewski, p. 32 et suiv.

Entre ces deux enfants, l'éveil des sentiments a suivi le cours normal. Élisabeth a commencé par éprouver un léger désappointement, qui a pu être réciproque. Sa timidité naturelle l'emportant, Alexandre a fait preuve longtemps d'une gaucherie déconcertante. Il ne s'est « civilisé » qu'après six semaines, en se portant à glisser dans la main de sa promise un billet de tournure suffisamment galante, auquel elle n'a pas manqué de répondre avec la « sensibilité » voulue ; mais, le lendemain, à une cérémonie de cour, son pied s'embarrassant dans les franges d'un tapis, et la future impératrice risquant une chute aussi dangereuse pour elle que compromettante pour la solennité du moment, le futur empereur, bien qu'il se trouvât à proximité, ne bougeait pas. Il abandonnait à son voisin, et c'était le beau Platon Zoubov, le soin de prévenir l'accident, en recueillant la princesse dans ses bras (1). On ne pouvait être plus maladroit.

En décembre 1792, Élisabeth Aléxiéiévna n'en écrivait pas moins à sa mère : « Je ne sais si vous vous rappelez, maman, que je disais qu'il me serait impossible de rester ici. J'ai changé, bien changé. Le grand-duc Alexandre me plaît beaucoup, et il paraît qu'il m'aime aussi. Il me dit qu'il attend Pâques avec impatience et qu'alors il osera me serrer la main ouvertement, car, à présent, il le fait quelquefois sous la table... Chérissime maman, je ne puis vous exprimer ce que je sens dans ce moment de toutes les façons (2). » Pâques était l'époque fixée pour les fiançailles, au lendemain desquelles, sous l'œil complaisant de la comtesse Chouvalov, maîtresse de cour de la princesse et duègne peu sévère, les fiancés firent mieux que de se serrer la main. Ils se trouvaient en pleine idylle quand, le 11 octobre 1793, Élisabeth envoya à Carlsruhe le faire-part impatiemment attendu : « Je suis mariée d'avant-hier et parfaitement heureuse de l'être. »

III

En apparence, tout était pour le mieux. Cependant Catherine avait certainement trop hâté cette union. Elle passa en outre

(1) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 36.
(2) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 79.

dour s'être donné d'autres torts à l'endroit du jeune ménage, comme de ne pas respecter « l'inviolable et mystérieuse liberté » du foyer conjugal, ou même d'y introduire en tiers Mme Torssoukov, en vue d'un complément d'éducation, dont la conduite du grand-duc aurait révélé le besoin (1). Au dehors, rien ne transpirait qui justifiât d'aussi fâcheuses suppositions, et, exécutée sous la fameuse colonnade de Tsarskoié, une symphonie de circonstance, paroles de Diérjavine, musique d'un compositeur du pays, Paskiévitch, faisait reconnaître à tous, sous les figures de l'*Amour* et de *Psyché*, le couple auquel elle était dédiée. Néanmoins, dès la fin de cette même année, quelques observateurs plus attentifs recevaient l'impression qu'à l'un au moins des conjoints l'hymen ainsi célébré ne donnait pas ce qu'il s'en était promis, et ce qu'il était en droit d'en attendre.

Et d'abord, quelque opinion contraire que Catherine en eût prise, à la suite d'expériences auxquelles, d'après certains rapports, elle aurait procédé, Alexandre n'avait pas, moralement tout au moins, atteint un degré de nubilité suffisant. Quelque zèle intempestif que La Harpe eût déployé, de son côté, pour précipiter la maturation de son élève, celui-ci gardait les idées et les goûts, les préoccupations et les façons d'un adolescent (2), avec des pointes de gaminerie ou même de grossièreté, qui, tel jour, le portaient, par exemple, à vouloir, devant témoins, dégrafer le corsage de sa jeune femme. De nature fine et d'instincts délicats, avec un sentimentalisme inclinant à l'exaltation et une impressionnabilité développée à l'excès, vraie sensitive, Élisabeth était à l'opposé de son mari dans cet ordre de rapports, et d'inévitables froissements en résultaient.

Au point de vue intellectuel, d'autre part, lui et elle ne se trouvaient pas au même niveau. Retenant mieux le peu qu'elle avait appris, avec plus de culture réelle, Élisabeth possédait aussi plus de curiosité pour les choses de l'esprit, lettres ou arts. A raison de quoi, ils n'avaient souvent rien à se dire. « Un homme, si je puis le nommer ainsi, parce qu'il n'est plus un enfant », avait elle écrit quelques mois avant leur mariage.

(1) Masson, *loc. cit.*, et Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, I, 97.
(2) Journal de Protassov, Schilder, *Alexandre Ier*, I, 86-87.

Mais une cause de dissentiment plus profonde encore tendait bientôt à les éloigner l'un de l'autre, moins apparente et même à ce point secrète qu'Élisabeth n'en devait, de longtemps, rien confier à personne. Devant sa mère, une fois seulement et beaucoup plus tard, elle y a fait une allusion discrète et indirecte encore, en parlant d'un des ministres d'Alexandre, le Corfiote Capo d'Istria : « Beaucoup de finesse fait, je crois, le fond de son caractère, lit-on dans une de ses lettres, c'est, d'ailleurs, le caractère national grec, et de la finesse à la duplicité, il n'y a pas loin. Or, il n'y a pas de barrière plus sûre pour mon caractère que la duplicité : partout où je la vois, je m'arrête et je retourne sur mes pas (1). »

Avec Alexandre Pavlovitch, Élisabeth Aléxiéievna a été tentée de « s'arrêter » assez tôt, et avant même qu'elle fût devenue sa femme, ainsi qu'en témoignent ces lignes, adressées à la margrave de Bade le 29 janvier 1793 : « Vous me demandez si le grand-duc me plaît. Il y a quelque temps, il me plaisait à la folie ; mais, à présent que je commence à le connaître, il y a des riens qui ne sont pas de mon goût et qui ont détruit la manière excessive dont je l'aimais (2). »

Après le mariage, le mal s'est aggravé de la déception que donnait à l'épouse le retard d'une maternité passionnément désirée. Elle devait y goûter des joies profondément ressenties, mais elle les a attendues près de six ans, et il n'est pas sûr qu'elle les ait dues à son mari. En outre, une fortune adverse ne lui a pas permis de répondre au vœu général, en donnant au trône l'héritier mâle qui, pensait-on, ne pourrait manquer de s'imposer au choix du souverain. Une sorte de déchéance en résultant pour la future impératrice, ses capacités de résistance en ont été amoindries au regard de certaines compétitions et des hostilités qui s'y associaient. Mal armée pour la lutte, elle fut portée à se replier sur elle-même ; mais, trop jeune, trop vivante pour que cette retraite eût le sens d'un renoncement, elle y courut des risques plus graves que celui auquel l'avait soustraite la secourable intervention du dernier favori de Catherine. Imaginative, exaltée et romanesque, elle s'indignait de l'union projetée entre sa sœur Frédérique et le roi de Suède que cette princesse n'avait fait qu'entrevoir. « Aime-

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 645.
(2) *Ibid.*, I, 81 et 85.

t-elle son promis? écrivait-elle. Que dis-je? Il est impossible qu'elle l'aime ! » Aussi quand le roman lui parut décidément absent de son propre mariage, elle fût irrésistiblement inclinée à chercher ailleurs ce condiment

IV

A seize ans, l'heure des passions n'ayant pas encore sonné, ce fut d'abord une passionnette, dont les manifestations, sous la plume d'Élisabeth, présentent un caractère déconcertant, même en liaison avec les formes particulières et passablement morbides de la sentimentalité, à cette époque. Les billets, dont les extraits suivent, n'ont pas été adressés par elle à un amant. Ainsi qu'elle en a fait elle-même l'observation, on pouvait s'y tromper.

« 11 août 1794. — Je vous assure que je ne jouis pas de la vie quand je suis séparée de vous... Je ne peux pas souffrir ce palais taurique... mais je sais que quand je vous y aurai vue une fois, il me paraîtra moins insupportable... Je vous envoie cette pensée, qui sera fanée ce soir... J'ai pensé à vous en la cueillant, et, comme dans ce moment, toutes mes pensées sont dirigées vers vous, celle-ci va à son but... Vous traversez sans cesse ma tête ; vous y faites un remue-ménage qui me rend incapable de tout. *Ah! je n'ai plus la douce idée qui s'offrait à moi le matin.* C'est bien, bien cruel !... »

« 12 décembre 1794. — Je vous aime et vous aimerai malgré tout l'univers... Je perds la tête, je m'égare absolument. Ah ! si cela dure, je deviendrai folle. Vous m'occupez tout le jour jusqu'au moment de m'endormir. Si je m'éveille pendant la nuit, vous m'entrez de suite dans la tête... »

« Dimanche, à 9 heures du soir. — Ah ! les 30... qu'ils seront longtemps à revenir. Mon Dieu, toutes les sensations que le seul souvenir de ces doux moments me fait revenir !... Ah ! vous concevez, j'espère, combien la date du jour où je me suis donnée toute à vous doit m'être chère (1) ! »

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 445 et suiv. Les passages en italiques sont soulignés dans l'original.

La destinataire de cette correspondance était la comtesse Golovine, femme du maréchal de la cour grand-ducale. Agée de vingt-neuf ans à ce moment, elle passait pour une femme très séduisante. Le 30 était le dernier jour du mois de mai 1795. Quant à la nature des sensations associées au souvenir de cette date, dans un autre billet à la même adresse, Élisabeth dit s'en être expliquée avec sa mère, et même avec son mari ; mais elle ajoute : « Ne craignez pas que le souvenir ait fait revivre la *sensation*, il l'a fait, mais dans le bon genre, car ma santé est divine. Adieu ! peut-être accoucherez-vous le 30 octobre : ce serait joli, en vérité. Mon Dieu, comme je vous aime ! »

Il convient sans doute de ne pas insister. La comtesse Golovine a toujours passé pour irréprochable, — à la mesure de son temps, qui était large. Quelques années plus tard, son amie croyait ne pas offenser la morale et même prendre le parti de « l'honnêteté », en vantant la fidélité de sa sœur Amélie à une liaison à peu près publiquement entretenue avec un officier aux gardes, Pierre Lvovitch Davidov. Elle les jugeait toutes légitimes à la condition qu'on y portât une affection sincère et qu'on n'y dérobât pas le bien d'autrui (1). Elle était la nièce de cette Nathalie Aléxiéiévna, première femme de Paul, pour la mémoire de laquelle elle professait une sorte de culte et qui avait en Russie fait figure de bacchante (2). A la comtesse Golovine, personne de haute correction, elle devait bientôt préférer la comtesse Anne Tolstoy, femme à aventures multiples et à faciles complaisances. Elle était de son temps.

Elle n'était pas de la race des grandes amoureuses, n'en possédant pas le tempérament physique. Mais, à défaut de sens, elle avait des nerfs. En 1794 déjà, elle s'apercevait que, sous le peigne, ses cheveux émettaient des étincelles, et plus tard, « on n'osait presque plus, disait-elle, toucher à sa coiffure, tant elle était devenue électrique ». Éteignait-on les lumières, « sa tête paraissait tout en feu » (3).

La passionnette du début y aidant, en manière de diversion, les deux premières années de mariage passèrent cependant pour le

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 174 ; II, 88.
(2) K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 13-15.
(3) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 143, 196.

couple sans encombre, à un incident près, dont la nature reste encore douteuse. En juillet 1794, se trouvant à Tsarskoié, Rastoptchine, méchante langue, mandait à Simon Vorentsov : « Le comte Zoubov est amoureux de la grande-duchesse. » Sur cette aventure, Élisabeth s'est expliquée aussi dans les souvenirs de la comtesse Golovine où, pour les passages la concernant, elle a elle-même tenu la plume (1) en faisant cependant parler son amie : « M. de Zoubov était des jeux [aux barres]; la grâce et la beauté de la grande-duchesse ne tardèrent pas à faire impression sur lui. Un soir, pendant qu'on jouait, le grand-duc vint à moi, me prit par la main, ainsi que la grande-duchesse, et me dit : « Zoubov est amoureux « de ma femme. » Ces malheureuses paroles jetèrent une sorte de gêne dans le cœur de la grande-duchesse. Elle était troublée (2). »

En de telles rencontres, la maladresse des maris est assurément la grande coupable, et celle d'Alexandre a, comme de raison, trouvé à Tsarskoié de nombreuses complicités. Toute la cour fut intéressée à ce début d'intrigue amoureuse, et ce n'était pas, on l'imagine bien, pour défendre la vertu de « l'adorable Psyché ». Le beau Zoubov prenait pour confidente et pour truchement la comtesse Chouvalov qui, au rapport de Rastoptchine, « ne respirait que le vice ». Par le comte Stackelberg, diplomate à tout emploi, il essayait de gagner à sa cause la comtesse Golovine elle-même. Il organisait des sérénades nocturnes sous les fenêtres de l'appartement de la grande-duchesse, et celle-ci a pris soin de préciser les circonstances dangereuses dans lesquelles cet assaut la trouvait : « Le grand-duc aimait sa femme en frère et elle avait besoin d'être aimée comme elle l'aurait aimé s'il avait su la comprendre. »

Jusqu'à quel point le beau Zoubov a suppléé ce défaut d'entendement, il serait téméraire de le présumer. Le mari ne s'est pas plaint et a même jugé que la conduite de sa femme, dans cette circonstance, avait été « celle d'un ange » (3); mais, même cau-

(1) Indiqué par l'auteur des *Souvenirs* (p. 421), le fait est plus explicitement confirmé par sa fille, la comtesse Fredro, dans ses Mémoires inédits. Mme Fredro copiait les textes ainsi juxtaposés en deux exemplaires, dont l'un a pu être soustrait par elle à la destruction que l'empereur Nicolas ordonnait.

(2) *Archives Vorontsov*, VIII, 99; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 63.

(3) Alexandre Ier à V. Kotchoubey, 15 novembre 1895, *Ancienne Russie*, 1903, CXIII, 12.

tionné par Rastoptchine (1), le témoignage ne saurait passer pour concluant. « *Le Zodiaque* (un surnom de Zoubov) m'est aussi indifférent que le vent qui passe », a écrit Élisabeth quelques mois plus tard ; il n'en est plus question. Mais elle ajoutait : « Je voudrais me battre, quand je songe à mes folies d'alors (2). » Le vent avait passé. Il avait, cependant, selon les apparences, soufflé assez fort pour faire tourner une jeune tête. Alexandre ne s'en était pas ému ; mais il avait pour cela des raisons qui ne sont à l'honneur ni de son foyer, ni de son caractère. Dans l'affection fraternelle, dont Élisabeth croyait être l'objet de sa part, il y avait moins de chaleur encore qu'elle ne supposait.

V

En septembre 1802, écrivant à Talleyrand, Hédouville jugeait à propos de faire mention de « quelques aventures galantes », qui étaient attribuées au jeune souverain et qui, apparemment, avaient un assez grand retentissement. L'envoyé du Premier Consul les jugeait sans importance, aucune n'ayant « influé sur le gouvernement, ni entraîné une dépense ostensible ». Ce point de vue ne pouvait, cependant, être celui d'Élisabeth, d'autant moins qu'à cette date, si elle ne portait pas de préjudice à l'État, l'infidélité de l'époux avait affecté, à l'endroit de l'épouse, des formes qui passaient toute possibilité d'indifférence ou d'indulgence.

Au début, ce ne furent que des amourettes d'adolescent. On cita une comtesse Sophie Stroganov, pas même jolie, voire contrefaite, mais intelligente et très instruite. On jasa de la comtesse Kotchoubey, la femme du futur membre du *Comité secret*, beauté opulente qui, plus tard, en sa somptueuse résidence ukrainienne de Dikanka, devait se prévaloir de cette bonne fortune en se donnant des airs de princesse du sang, et en exigeant que, dans les prières dites à l'église après la famille impériale, la sienne trouvât place (3).

(1) *Archives Vorontsov*, VIII, 105.
(2) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 455, 461.
(3) Bogdanovitch, *Alexandre Ier*, I, 80 ; grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, I, 149.

Suivaient des passades, comme, parvenu à l'âge d'homme, Alexandre allait en avoir par douzaines, sans que, grandes dames, actrices ou petites bourgeoises, de Mme Chevalier, rendue célèbre sous Paul Ier dans le commerce de la galanterie, à Mlle Georges, aucun de ces caprices éphémères le captivât sérieusement. Il s'en trouvait, cependant, incliné au dédain des liens conjugaux, en même temps qu'il admettait, en ce point, une réciprocité, qui était bien dans les mœurs de l'époque, mais dont il devait porter la théorie et la pratique à un développement exceptionnel. En outre, dès 1800, une femme est entrée dans sa vie, qui était destinée à y prendre et à y garder pendant de longues années plus que la place d'une favorite.

Six années auparavant étaient arrivées à Pétersbourg deux princesses Tchetvertinski (ou Czetwertynski, selon l'orthographe polonaise), Marie et Jeannette, d'une famille russe, dont cette branche était polonisée. Leur père, le prince Antoine, avait été massacré à Varsovie, au cours d'une émeute, comme partisan de la Russie, et Catherine se faisait un devoir de recueillir les filles. Divinement belle, au jugement de la plupart des contemporains, l'aînée épousait, l'année suivante, Dmitri Narychkine, l'un des plus riches parmi les hommes de cour et le plus fastueux. Moins avantagée au physique, la cadette inspirait, cependant, au grand-duc Constantin une passion qui devait survivre à son mariage avec Julie de Cobourg, et le porter en 1812 encore à des idées de divorce et de mésalliance (1). L'impératrice douairière y faisant opposition, Jeannette devait se résigner, en 1816, à un mariage de raison ou de dépit avec un ancien soupirant, le général Séverin Wyszkowski, d'obscure famille polonaise.

Entre un somptueux palais sur la Fontanka et une *datcha* de l'île Krestovski que son maître appelait *Ma Folie* et qui justifiait le nom, le sort de l'aînée fut plus brillant. Rendez-vous de toute la haute société de la capitale et centre de tous les plaisirs, les deux résidences comptèrent à partir de 1800 parmi leurs hôtes les plus assidus le futur empereur, qui bientôt allait s'y créer un nouveau foyer, en ne craignant pas d'être remplacé à celui qu'il désertait et même, doit-on en croire, en y aidant. On en venait à la partie carrée.

(1) Karnovitch-Schilder, *le Grand-Duc Constantin*, p. 142.

Au printemps de 1796, Pétersbourg avait vu arriver aussi les deux frères Czartoryski, Adam et Constantin, dont les deux fils de Paul se disputèrent la compagnie et l'amitié. Un chassé-croisé d'intimités et de tendresses en résulta. Particulièrement lié avec le cadet des grands-ducs, le cadet des Czartoryski adressa à Julie de Cobourg, devenue en Russie Anne Féodorovna, des hommages qui semblent avoir été agréés, sans que le mari, aussi peu satisfait d'elle qu'elle l'était de lui, en prît ombrage. En même temps, entre Alexandre et le prince Adam s'établissait un commerce d'amitié et de rêveries politiques qui a été rendu célèbre, et où, par les soins de son mari, Élisabeth a été introduite en tiers avec des intentions dont l'immoralité ne se laisse guère mettre en doute.

D'après certains rapports, elles se seraient même traduites en un pacte formel conclu entre les deux amis et rédigé par écrit (1). Le document n'a pas été produit, mais au regard du fait, sinon de la forme, recueilli par la comtesse Golovine, dans les conditions indiquées plus haut, le témoignage d'Élisabeth est suffisamment probant. S'esquivant à l'arrivée de Czartoryski, ou s'endormant sur un canapé, retenant le Polonais à souper, et quittant la table après que sa femme y eût pris place, Alexandre donnait de justes raisons d'alarme à la comtesse Golovine. Un matin, elle vit la grande-duchesse se précipiter à l'improviste dans sa chambre, fermer la porte derrière elle à clef et se jeter dans les bras de son amie en pleurant (2). On devine la nature des confidences que cette visite annonçait.

La fille de la comtesse est encore plus explicite : « Le prince Czartoryski, dit-elle (3), était un de ces hommes rares et dangereux, qui sentent autant qu'ils inspirent. Il ne voulait point l'amour de la grande-duchesse ; il s'en défendit longtemps avec courage : il l'entraîna par ses efforts mêmes pour la sauver. Faisant des reproches au grand-duc sur ses infidélités, sur les dangers dont il entourait sa femme, il n'en recevait en retour que de mauvaises plaisanteries et l'invitation à ne pas se gêner. La grande-duchesse fut compromise, tout le monde le sait. »

(1) Barante, *Souvenirs*, II, 201 ; A. de Stourdza, *Œuvres posthumes*, I, 98.

(2) Comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 115.

(3) Comtesse Fredro, *Mémoires inédits*.

L'influence de Julie de Cobourg ne paraît pas avoir été étrangère à ce résultat ; mais on peut estimer qu'Élisabeth s'y trouvait prédisposée par le goût même qu'elle manifestait pour la société de cette belle-sœur, que Mme Fredro nous montre « courant les nuits avec des officiers... et donnant des rendez-vous dans les grottes de Patchina ». Le malheur voulut, en outre, que sa bru accouchant d'une fille en mai 1793, l'attention de Paul fût attirée sur les cheveux bruns de cet enfant, dont les parents en avaient, l'un et l'autre, de très blonds. Mis au fait ainsi d'un scandale qu'il était seul à ignorer, le souverain infligea à la mère des témoignages publics de son mécontentement, et parla d'envoyer en Sibérie Czartoryski, qui en fut quitte, cependant, pour un exil honorifique de quelques années à Cagliari, où il passa pour représenter la Russie auprès d'un autre exilé et se consola en commandant à un sculpteur en renom deux groupes en marbre, dont l'un figurait *l'Amour poursuivant la Chimère*, et l'autre *la Chimère nourrissant l'Amour*.

Élisabeth Aléxiéiévna s'est plu ultérieurement à idéaliser ce vulgaire roman, comme s'il avait rempli sa vie, en lui assurant la part de bonheur que sa destinée douloureuse d'épouse abandonnée l'obligeait à chercher en dehors des voies légales. Le singulier est qu'elle proclamait en même temps son entière innocence et sa parfaite intelligence avec son mari, « qui n'ignorait rien de ses pensées et de ses actions. Elle en répondait sur sa tête » (1). La thèse du pacte en reçoit, on doit bien en convenir, quelque apparence de fondement.

En fait, les relations des époux paraissent avoir été améliorées, plutôt qu'altérées par cet incident, ce que peuvent expliquer, à la vérité, les joies de la maternité, auxquelles Élisabeth s'abandonna avec passion. Par malheur encore, l'année d'après, la margrave de Bade recevait de sa fille une lettre désespérée : *Mauschen*, la petite souris, comme elle appelait l'enfant aux cheveux trop bruns, était morte. « Quoi qui puisse m'arriver d'heureux maintenant, écrivait-elle six mois plus tard, même de vous revoir, ma-

(1) Élisabeth à sa mère, Pavlovsk, 28 août 1790, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 359 ; comtesse Golovine, *Souvenirs*, p. 223 et suiv., Barante, *Souvenirs*, II, 201 ; Ribeaupierre, « Mémoires », *Archives russes*, 1877, I, 500 ; duchesse de Dino, *Souvenirs*, p. 160.

man, même d'avoir une douzaine d'enfants, *Mauschen* me manquera toujours ; mon bonheur ne sera jamais qu'empoisonné par mes regrets pour elle (1)... »

Cependant, la nuit tragique du 23 mars 1801 la montrait à côté de l'époux que l'épreuve affolait et paralysait, bien qu'il l'eût voulue et préparée, étonnamment vaillante et forte. C'était encore du drame, du roman et de la passion, ses éléments de prédilection, et le réconfortant, le soutenant, elle a été à Alexandre d'un grand secours (2), en même temps qu'elle paraissait trouver dans ce rôle comme une exaltation et un épanouissement de son être. « Elle est embellie et changée du tout au tout, écrivait le comte Panine à sa femme ; un ton d'aisance rempli de dignité remplace cette timidité excessive, qui l'empêchait autrefois de faire valoir tous les moyens qu'elle a pour la représentation (3). »

Ce ne fut cependant qu'un éclair fugitif. Dès le lendemain de l'événement, Élisabeth s'effaçait, abandonnait même sans lutte à sa belle-mère les prérogatives de son rang, et, bien qu'on dût continuer longtemps encore à lui prêter les capacités et même les desseins d'une haute ambition, elle ne devait jamais rien faire pour justifier cette opinion. Elle n'avait ni le tempérament ni le goût de l'effort continu. La nature de son esprit et de son caractère la portait à s'absorber dans les préoccupations d'ordre intime, et, du fait de son mari, les premiers moments de son avènement au rang suprême la rejetaient précisément au dégoût de toutes choses, à la mélancolie et au désir de la plus grande solitude.

VI

Devenu, avec l'aide de sa femme, souverain tout-puissant et maître absolu de ses fantaisies, Alexandre ne tardait pas à donner un tour nouveau à celle qui le mettait aux pieds de la belle Maria

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, I, 389.
(2) V. K. Waliszewski, *le Fils de la grande Catherine*, p. 634 et suiv.
(3) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 4.

Antonovna. Il y avait, jusque-là, observé une certaine discrétion. Il arrivait maintenant à l'afficher. Il donnait des rendez-vous à sa maîtresse sur les promenades publiques ; il semblait chercher les occasions de manifester sa préférence pour cette compagne devant celle qu'il dédaignait (1).

A en croire Mme Fredro, après le couronnement, il aurait été jusqu'à méditer le dessein extravagant d'une abdication, d'un double divorce et d'une fugue en Amérique, où il aurait épousé Marie Antonovna en même temps qu'Élisabeth serait devenue la femme de Czartoryski. « Le vaisseau était prêt, rapporte la fille de Mme Golovine, on avait de l'argent ; la couronne appartiendrait au petit grand-duc Nicolas, sous la régence de l'impératrice douairière. » A la dernière heure, Czartoryski se ravisant, ses représentations auraient fait abandonner le projet. Si Mme Fredro n'a pas inventé de toutes pièces ce conte invraisemblable, elle aura pour le fond recueilli une des mille fables que la conduite scandaleuse du jeune souverain faisait éclore. Alexandre n'a certainement pas eu l'intention de quitter le trône, même en compagnie de sa belle ; mais il n'est pas impossible que, pour se défaire de sa femme, il l'ait poussée à un coup de folie, dont, seule, elle aurait subi les conséquences. Négligeant l'*Amour* et *Psyché*, Diérjavine portait maintenant sur l'autel d'une autre tendresse le tribut de sa muse : « Aspasie, rimait-il, est plus séduisante, — Et par le feu de ses yeux noirs, — Et par la rondeur de son sein voluptueux. — Périclès en est amoureux. » Il y avait de quoi suggérer à la pauvre *Psyché* des idées d'évasion.

Au rapport d'un contemporain (2), la beauté de Mme Narychkine était d'une telle perfection qu'elle en semblait irréelle. La pureté idéale de ses traits, la grâce de toutes les lignes de son corps se trouvaient mises en relief par l'invariable simplicité de sa toilette, trait imité vraisemblablement d'un modèle illustre. Aux grandes réceptions de cour même, à l'exemple de Mme Récamier, son émule polonaise paraissait vêtue uniformément de la robe blanche, sans parure d'aucune sorte, dans laquelle elle devait, un jour, défier les charmes défraîchis de la reine Louise.

(1) De Bray, *Aus dem Leben eines Diplomaten*, p. 193. D'après Olry, chargé d'affaires de Bavière à Pétersbourg.

(2) Wiegel, *Mémoires*, IV, 69 ; cf. Boulgarine, *Souvenirs*, I, 236.

Elle n'en attirait pas moins tous les regards ; mais, se tenant à l'écart, les yeux baissés, elle semblait appliquée à désarmer la malice et l'envie. Une légende veut qu'après la mort d'Alexandre, dans un réduit secret de son appartement, on ait trouvé un portrait où l'enchanteresse était représentée avec moins d'apprêt encore : en nymphe sortant du bain... (1). Pour autant que permettent d'en juger les documents graphiques que nous possédons et où nul dessein de dépréciation ne se laisse soupçonner, l'engouement d'Alexandre a été pour quelque chose dans la valeur attribuée par le plus grand nombre à des attraits que quelques-uns ont jugés cependant surfaits (2). Mais pour conquérir et surtout retenir la faveur de Périclès, l'Aspasie du Nord avait d'autres mérites, dont le plus essentiel était de ne pas prétendre au rôle d'Égérie. Effet de son esprit qui était assez borné, ou d'un calcul, elle devait toujours rester étrangère aux choses de la politique. Après avoir éveillé parmi ses compatriotes les plus flatteuses espérances et donné à quelques Russes des alarmes qui y correspondaient (3), elle ne tardait pas à décevoir les unes et à dissiper les autres, et, en fait, la Pologne n'a bénéficié en rien de l'extraordinaire rencontre qui rendait les deux sœurs Tchetvertinski maîtresses de deux frères, dont l'un était l'empereur, et les deux Czartoryski amants de deux princesses, dont l'une était l'impératrice et l'autre sa belle-sœur et sa compagne préférée. Il arrivait bien à Marie Antonovna d'user de son influence, et même parfois de façon passablement indiscrète (4), mais ce ne fut jamais qu'au service d'intérêts privés. « Ce n'est point une Pompadour, écrivait J. de Maistre, ce n'est point une Montespan ; c'est plutôt une La Vallière, hormis qu'elle n'est pas boiteuse et que jamais elle ne se fera carmélite (5). »

La favorite réussissait, d'autre part, à satisfaire le goût très prononcé de son amant, et qui se développait avec l'âge, pour les joies de la famille, dont une fortune contraire ne permettait à

(1) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 205.
(2) *Life of sir R. Wilson*, II, 357.
(3) *Archives Vorontsov*, XX, 111.
(4) M. A. Dmitriév, *Souvenirs*, p. 141 ; cf. Diérjavine, « Mémoires », *Œuvres*, VI, 809, et *Archives russes*, 1899, I, 604.
(5) *Mémoires politiques*, p. 382.

Élisabeth de lui donner qu'une jouissance éphémère. L'impératrice accouchant d'une seconde fille en novembre 1806, elle avait encore la douleur de la perdre moins d'un an et demi plus tard. En outre, elle donnait cette fois aussi au mari des raisons sérieuses de douter qu'il fût le père de cet enfant. Il en aurait eu de plus persuasives pour décliner les nombreuses attributions de paternité dont Marie Antonovna lui faisait honneur ; mais, si médiocrement partagée qu'elle fût pour les dons de l'intelligence, la favorite s'entendait merveilleusement à désarmer en ce point la méfiance du souverain, si aiguisée qu'elle se montrât (1). Alexandre était fin ; mais, conjuguée avec son instinct familial, sa vanité faisait tort à sa sagacité.

Ainsi il arrivait à faire son véritable foyer de la *datcha* à coupole verte et à portique romain de colonnes blanches, qui voisinait d'ailleurs avec sa propre résidence d'été (2). Reproduisant le décor habituel des demeures aristocratiques de l'époque en Russie, avec leur magnificence lourde et morne : plafonds aux peintures allégoriques, tentures de damas épais, meubles massifs et glaces énormes, mais ternes, « où les visages des vivants prenaient l'aspect de morts », selon l'expression d'un poète, l'intérieur n'en était pas des plus attrayants ; mais Marie Antonovna prenait soin de s'y réserver un coin aménagé dans un style moins pompeux, où elle disait qu'elle était *chez elle* et où son amant finissait par se persuader qu'il était *chez lui*. L'égoïsme brutal du souverain lui faisant pousser l'amour de ses aises jusqu'à l'oubli de toute convenance, et la modestie de sa maîtresse n'étant qu'un artifice de coquetterie, elle ne se retenait pas d'annoncer à l'épouse outragée les grossesses qu'elle mettait au compte de l'époux infidèle. L'éclat de ce scandale passait la frontière et trouvait un écho bruyant dans la presse étrangère. Au lendemain d'Austerlitz, les journaux aux gages du vainqueur ne manquaient pas d'exploiter ce thème, et, versant de l'huile sur le feu, la margrave de Bade faisait parvenir à sa fille un extrait du *Publiciste*, qui en devisait

(1) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 202 ; Arndt, *Wanderungen*, p. 72 et suiv. ; Mme Bakounine, « Mémoires », *Ancienne Russie*, 1885, XLVII, 409 et suiv. ; cf. même recueil, LXXI, 44 et suiv. ; LXV, 153.

(2) Bojérianov, *Esquisses historiques*, p. 372.

crûment (1). Cependant, professant hautement, au témoignage de sa femme, la doctrine de la liberté réciproque, « tournant en ridicule une conduite sage » et « tenant des propos révoltants dans la bouche de celui qui doit veiller à l'ordre et aux mœurs » (2), Alexandre semblait prendre à tâche de briser la barrière fragile qui arrêtait sa compagne légitime sur la pente où elle s'était engagée avec Czartoryski. A défaut de principes religieux auxquels son éducation très négligée en ce point à la mode du temps et sa conversion de pure forme à l'orthodoxie la rendaient peu sensible, certaines délicatesses d'âme innées la défendaient seules contre les aventures vulgaires, dont elle n'admettait pas que sa liaison avec Czartoryski eût participé. L'effort d'imagination auquel elle se portait pour l'idéaliser ne pouvait cependant y changer la nature des choses, ni en empêcher les conséquences inévitables dans les circonstances où la maîtresse du prince Adam se trouvait, et, cet objet de son affection n'étant qu'un amant comme un autre, la logique des faits voulait qu'il eût des rivaux.

VII

Élisabeth essayait quelque temps de donner d'autres distractions à son chagrin : littérature, art et science même. Avec passion toujours, elle se livra à la pratique du dessin, voire à l'étude de l'anatomie. Mais, autant que sa grande jeunesse, la société de Julie de Cobourg ou d'Anne Tolstoy lui interdisait de retirer de ces occupations ce qu'elle prétendait leur demander et, sans qu'elle renonçât à se considérer comme unie à Czartoryski par un lien de caractère exceptionnel et quasi légitime, selon une conception que l'amant de Marie Antonovna appliquait lui-même à son faux ménage, Élisabeth cédait à d'autres entraînements. Le mariage d'une de ses demoiselles d'honneur, la princesse Chakhovskoy, devenue princesse Galitzine, la mettait en une compagnie

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 197.
(2) Élisabeth à sa mère, 10 juin, 1804, *ibid.*, II, 134.

encore moins édifiante, « ni du meilleur genre, ni de la première volée », au rapport de Mme Fredro. Elle y rencontrait un cousin de la princesse, officier aux gardes et possesseur d'un physique avantageux, Alexis Iakovlévitch Okhotnikov, et la chronique scandaleuse trouvait un nouvel aliment.

« En 1806, raconte Mme Fredro, on déclara que l'impératrice était enceinte... Mme Narychkine devint furieuse. Elle exigeait de l'empereur une fidélité dont elle n'était pas capable elle-même... L'empereur eut la faiblesse de dire qu'il n'était pour rien dans la grossesse de sa femme. Mme Narychkine se hâta de faire circuler ces paroles... et, comme à la même époque on parlait d'un cousin de la princesse Galitzine..., qui se mourait d'amour pour l'impératrice qu'il rencontrait souvent..., beaucoup de gens rapprochèrent les deux circonstances. »

La publicité donnée à ce nouveau roman de l'espèce la plus triviale, au dénouement tragique près, a été récemment poussée jusqu'à la vulgarisation (1). La légende a pu en dénaturer les détails ; le fond échappe à toute incertitude, et c'est à cette époque sans doute que, dans la correspondance inédite de l'impératrice avec la comtesse Tolstoy (2), se rapportent de nombreux billets sans date, ayant, très apparemment, pour objet de solliciter, en des termes parfois très humbles, — « en tremblant », ou « à genoux » — le concours de « sa chère Longue », — surnom donné à Anne Ivanovna, à raison de sa taille, — pour des sorties clandestines qu'Élisabeth multipliait.

Au sentiment de l'une des filles du comte Rastoptchine, qui a connu les parents du jeune officier (3), cette liaison n'aurait eu

(1) Au cours de l'impression de l'ouvrage qu'il a consacré à Alexandre Ier, le grand-duc Nicolas a bien voulu nous en lire quelques chapitres. L'un d'eux ayant trait à ce roman et utilisant les documents de la bibliothèque privée de l'empereur avait été censuré par Nicolas II et n'a pu être publié. Le fond en a été, cependant, recueilli, à travers une affabulation grossière et en grande partie erronée, par une Mme Sokolova, dans un opuscule qui, Nicolas II vivant et régnant, se vendait, sous le titre de *le Sphinx du Nord*, dans les gares de Pétersbourg, où le grand-duc en a fait l'acquisition à notre intention.

(2) Aux archives d'Otrada, propriété des comtes Orlov-Davydov. Des circonstances au sujet desquelles nous n'avons pu obtenir d'éclaircissement ont fait qu'avec les lettres de l'impératrice à la comtesse Tolstoy, celles de cette dernière y ont été également conservées.

(3) Nathalie Narychkine, *1812*, p. 230.

qu'un caractère platonique, et le chagrin de ne pouvoir approcher que de loin la femme aimée aurait causé la mort prématurée du soupirant. Il paraît néanmoins certain que le cousin de la princesse Galitzine a succombé aux suites d'un coup de poignard reçu dans le courant de l'hiver de 1807, à la sortie d'un théâtre, dans des circonstances qui sont restées mystérieuses. Il est, d'autre part, extrêmement improbable que l'érection à ses frais d'un monument allégorique sur la tombe de l'assassiné ait été, comme Mme Narychkine l'a admis, « la seule faveur que la chaste épouse d'Alexandre ait accordée à l'amour qu'elle avait inspiré. » Œuvre du sculpteur russe Martos, célèbre à cette époque, ce mausolée semble porter témoignage en sens contraire : il représente une femme en pleurs au pied d'un chêne foudroyé.

VIII

Ainsi interrompu, ce roman a-t-il eu une suite? Ni l'histoire, ni même la légende n'en ont rien retenu, et la mort de l'enfant, — *Lisiska*, comme elle l'appelait d'un diminutif caressant, — suivant de près celle du père (1), on aimerait à supposer que cette double épreuve a définitivement éloigné la mère de ces écarts de conduite qui s'accordaient mal avec l'élévation de son esprit et la nature même de sa sensibilité. En cette matière, cependant, vulgarité et pluralité sont communément termes connexes, et une présomption conforme semble résulter de certains indices. La tendresse d'Élisabeth et ses témoignages de déférence pour la secourable Anne Tolstoy ont survécu aux deuils des années 1807-1808. « La Longue » s'absentait-elle, on la voyait remplacée dans l'intimité de la souveraine et dans sa confiance par un personnage, Alexandre Narychkine, beau-frère de la favorite, qui était tout le contraire d'un cerbère de vertu, et qui, au congrès de Vienne encore, devait paraître auprès d'Élisabeth Alexiéiévna dans le rôle d'intermédiaire complaisant. Il ne s'agira,

(1) 12 mai 1808.

à la vérité, dans l'espèce, que d'un renouveau, donné de façon assez inattendue, à cette fiction de vie conjugale en partie double, que la femme d'Alexandre n'aura pas répudié davantage en y introduisant force éléments discordants.

En somme, on est fondé à supposer qu'elle se serait accommodée de la liberté que son mari lui laissait, si elle n'y avait été contrariée par une fortune adverse. A l'automne de 1804, retrouvant les joies de la maternité, et s'y livrant encore avec transport, elle se montrait entièrement satisfaite de son sort, et même de son époux. La tracassière et frondeuse Marie Féodorovna se mettant en guerre avec son fils à raison de l'alliance française, sa bru prenait hautement le parti de « ce bon empereur » qui, à tout considérer, était encore « le meilleur de la famille » (1). Mais *Lisiska* disparaissant, la mère changeait de sentiment et d'humeur. S'abîmant d'abord dans la douleur, jusqu'à l'égarement, elle se raidissait ensuite dans une affectation de stoïcisme et prêchait à sa sœur Amélie le goût de la vertu, qui, comme celui du thé, « déplaisant dans le commencement, devient agréable à la longue ». La philosophie lui donnant des désappointements, elle se rejetait sur la religion, mais n'y trouvait pas davantage les consolations espérées, et en mai 1808, elle écrivait à sa mère : « Ah ! si vous me permettiez de demander à Dieu la fin de mon supplice (2) ! »

Sa jeunesse réclamait des distractions ; mais son tempérament répugnait à celles où sa belle-mère trouvait son contentement. « Elle mange chez elle en compagnie de la seule princesse Amélie, trois jours de la semaine, notait Savary (3) pendant son séjour à Pétersbourg ; les autres jours où elle dîne chez l'empereur, elle paraît dans le salon un instant avant que l'on ne serve ; elle se retire immédiatement après le café et reste dans son intérieur, d'où même elle renvoie la demoiselle d'honneur... Il n'y a chez elle aucune espèce de représentation ni d'étiquette, et peu de gaieté. » C'était la vie claustrale avec cependant une porte ouvrant sur un monde de joies et d'ivresses déjà goûtées. Les probabilités sont pour qu'Élisabeth n'ait pas résisté à la tentation de la pousser encore.

(1) A la margrave de Bade, 10 septembre 1807, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 257.
(2) *Ibid.*, II, 283.
(3) *Sbornik*, LXXXIII, 256.

Elle ne devait plus avoir d'enfants, et sa mère allait concevoir le soupçon partagé par J. de Maistre, qu'Alexandre ne désirait pas en avoir d'elle, afin de mieux mettre hors de cause la question d'hérédité (1). Quoi qu'il en fût, l'effacement volontaire d'Élisabeth s'en trouvait aussi renforcé, et sa belle-mère en prenant avantage d'un côté, Marie Antonovna s'affermissait et se carrait de l'autre dans une situation qui tenait le milieu entre le rang de maîtresse déclarée et la possession d'état d'une épouse morganatique. Pendant un séjour qu'elle faisait à Wilno en 1808, le directeur général des postes de Lituanie passait tous les jours quelques heures dans son antichambre, pour lui remettre « en mains propres » son courrier et attendre ses lettres. Toutes les dames de la ville s'appliquaient à imiter sa coiffure *à la Van Dyck*, et jusqu'à son attitude habituelle, le bras arrondi sur la poitrine et le cou penché *à la Vénus de Médicis* (2). Alexandre enfin se confirmait dans le sentiment d'être *chez lui* à la *datcha* de l'île Krestovski, d'où il envoyait à sa sœur Catherine des messages ainsi conçus : « C'est de *chez moi* que je vous écris, et ma compagne et mon enfant sont à vos pieds et vous remercient de votre souvenir... Le bonheur que je goûte dans mon petit ménage et l'affection que vous me témoignez avec Georges, voilà les seuls charmes de mon existence (3). »

Même après qu'il aura à son tour avec plus de ferveur et aussi plus d'esprit de suite incliné aux idées religieuses, voire à des pratiques de haute dévotion, il ne s'en croira pas obligé de rompre avec les habitudes ainsi prises, auxquelles Marie Féodorovna accordera la consécration d'une maternelle indulgence, en échangeant avec la favorite des lettres très tendres (4), et Élisabeth elle-même un acquiescement, à peine tempéré par quelques épigrammes. Tel jour, elle écrira à sa mère : « Il faut que je m'empresse de justifier à vos yeux le goût des Russes : tous n'ont pas cette prédilection pour un grand embonpoint. J'en connais qui trouvent même une femme grosse dégoûtante. Mais, c'est le goût de leur empereur, ceci, je ne puis le nier. » Mais, quelques mois

(1) Grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 239.
(2) Comtesse de Choiseul-Gouffier, *Réminiscences*, p. 205.
(3) 5 mai 1811 et 5 janvier 1812, grand-duc Nicolas, *Correspondance d'Alexandre avec sa sœur*, p. 46 et 60.
(4) *Ancienne Russie*, 1877, XX, 702.

plus tôt, elle aura envoyé à la même adresse l'expression d'un sentiment très différent : « Dès que j'entrevois qu'il pourrait devenir malheureux, je me rattache à lui avec toute la chaleur dont mon cœur est susceptible (1). » Cependant, aux premiers mois de 1811, Alexandre laissant supposer l'intention d'installer la maîtresse au Palais d'Hiver, l'épouse se révoltait. Elle parlait de quitter la Russie, et sa mère estimait elle-même que, le cas échéant, ce parti serait imposé à sa fille. « Mon Dieu ! quels êtres que tous mes gendres ! » gémissait-elle (2).

IX

Réel ou non, le dessein attribué au tsar n'a pas reçu d'effet. Marie Antonovna est restée chez elle, et Alexandre s'y sentant chez lui, on doit douter qu'il ait songé à faire quitter à sa maîtresse la *datcha* à la coupole verte, où d'ailleurs elle ne le retenait pas entièrement prisonnier de ses charmes. Si, en 1809, elle obtenait un triomphe facile sur la reine de Prusse, comme sur Mlle Bourgoin, qui suivait de près cette rivale, en obéissant, a-t-on supposé, à une injonction de Napoléon, la favorite avait, l'année d'avant, subi un assaut plus rude à l'arrivée de Mlle Georges, « un morceau d'empereur », comme disait Alexandre, à qui la chronique scandaleuse des petits appartements des Tuileries n'était pas inconnue. La célèbre comédienne se trouvait amenée à Pétersbourg par un intérêt (3) qui la rendait momentanément impropre à devenir l'instrument de la manœuvre où, après elle, sa camarade du Théâtre-Français devait être mise à l'essai. Mais la cause de la vertu ou celle de Marie Antonovna n'y gagnait rien. Effet d'une effervescence accidentelle des sens, ou conséquence de l'excitation

(1) 12 mai 1909 et 19 juin 1810, grand-duc Nicolas, *Élisabeth*, II, 326, 383.

(2) 4 février, 12 avril et 5 mai 1811, grand-duc Nicolas, *ibid.*, I, 393 ; II, 442, 443. Le fragment de la lettre du 12 avril a été, dans cet ouvrage, rapporté par erreur à l'année 1801, époque à laquelle Alexandre et Élisabeth se sont trouvés dans les meilleurs termes.

(3) Roman entamé à Paris avec un aide de camp du tsar, comte Alexandre Benckendorff.

nerveuse que lui faisait éprouver, au lendemain d'Erfurt, la lutte déjà virtuellement engagée contre Napoléon, Alexandre traversait à ce moment comme une période de rut, assez peu en rapport avec son tempérament physique ou moral. Il arrivait à mettre en émoi le corps diplomatique avec des courses nocturnes, qui le portaient à trois lieues de la capitale dans la direction de Pargolovo, résidence de l'ancienne maîtresse de cour de sa femme, où on ne supposait pas qu'il fût attiré. Une *datcha* voisine abritait la très jeune et très jolie femme d'un négociant allemand, Mme Severin, et on le savait disposé à prendre ses aises et ses plaisirs dans ce milieu. Deux années plus tard, une Mme Bacharath, de même nationalité et condition, allait être désignée comme partageant les hommages du maître avec une demoiselle d'honneur de la grande-duchesse Catherine, Catherine Ivanovna Mouraviov-Apostol, fille d'un ancien ministre de la Russie à Madrid (1).

Avec plus ou moins de raison et souvent, peut-on croire, sans fondement aucun, beaucoup de beautés de l'époque, comme aussi quelques laiderons, ont, en divers temps, été l'objet, dans le même sens, des cancans de la cour ou de la ville, qui s'égaraient parfois sur de fausses pistes, dénaturant des relations de simple amitié ou de sympathie intellectuelle. Ce fut le cas de Mlle Stourdza, sinon de la comtesse Bobrinski, Anne Vladimirovna, née Ungern-Sternberg et femme d'un fils naturel de Catherine ; ou de Mme Alopeus, Anne (Jeannette) Ivanovna, née Wenckstern, et femme de David Alopeus, le diplomate connu (2). Maîtresses ou amies, elles furent légion, sans parler de Mme de Krüdener, qui appartient à un autre ordre de relations et à une époque postérieure, où elle voisina d'ailleurs avec Mme Bouche, simple cartomancienne. Toujours, cependant, Alexandre revenait à sa Polonaise, ou plutôt il ne la quittait jamais entièrement, rachetant ses infidélités par la tolérance, il serait faux de dire l'indifférence, dont il faisait preuve à l'endroit de celles, non moins nombreuses, qu'elle se permettait.

(1) Comtesse Bloudov, « Souvenirs », *Archives russes*, 1873, II, 2091-2092 ; J. de Maistre, *Mémoires politiques*, p. 317 ; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 1re partie, p. 15, 24, 29, 32, 41, 135, 156.

(2) Grand-duc Nicolas, *Portraits russes*, I, 128, III, 11 ; Aléxiéiév, *Alexandre Ier*, p. 49 ; Borodkine, *Histoire de la Finlande*, p. 396.

Il en souffrait au point d' « en devenir fou », si l'on doit en croire Caulaincourt, qui le représente, avec peut-être quelque exagération, passant une partie de la nuit au pied du lit de l'ambassadeur, pour lui faire confidences de ses tourments (1). On en faisait des gorges chaudes à la cour et à la ville, énumérant les rivaux du souverain, légion, eux aussi, et, à une exception près, troupe assez peu reluisante, du premier, qui a pu être le propre neveu de la favorite, Léon Alexandrovitch Narychkine, brave soldat dont la vie a été ruinée par cette intrigue, au dernier que l'on peut supposer avoir été le général Brozine et que la belle devait épouser en 1838, après la mort de son mari, — belle encore à près de soixante ans, assure la comtesse de Choiseul-Gouffier (2).

En 1813, Alexandre se débattait quelque peu avant de reconnaître comme sien le dernier enfant qu'elle dût avoir, un fils, le seul qu'elle ait mis au monde. Il cédait pourtant, et, sous l'influence des idées mystiques auxquelles il sacrifiait à ce moment, il voulait que le nouveau-né portât le nom, peu usité en Russie, d'Emmanuel. Le père réel était vraisemblablement le prince Grégoire Ivanovitch Gagarine, diplomate distingué et mari d'une femme charmante, une sœur de la célèbre Mme Swétchine, Catherine Pavlovna Soïmonov.

Alexandre donnait une fortune à tous les membres de la « petite famille » qu'il se laissait imposer et aussi beaucoup d'autres preuves d'une affection dont il accordait cependant la plus grande part à l'une des filles, Sophie, née en 1808. Dans cette tendresse, non moins passionnée que celle d'Élisabeth pour ses enfants, il mettait le meilleur de son être. Il y trouvait cependant comme une expiation de l'amour coupable dont elle procédait. Frêle et atteinte bientôt d'une maladie de poitrine, Sophie Dmitriévna devait éprouver le souverain aussi longtemps qu'elle vécut, par des angoisses incessantes, et le plonger enfin dans le désespoir, en s'éteignant à la fleur de l'âge. En Crimée, où la mère et la fille passaient l'hiver de 1811, le duc de Richelieu n'épargnait rien pour leur rendre agréable l'hospita-

(1) Caulaincourt, *Souvenirs*, I, 39.

(2) *Réminiscences*, p. 205; grand-duc Nicolas, *Relations diplomatiques*, VI, 1re partie, p. 3, 8, 11.

lité de cette côte d'azur russe, mais l'enfant n'y recouvrait pas la santé (1).

A ce moment, J. de Maistre écrivait au roi de Sardaigne : « Ce qui m'attriste infiniment, c'est de voir que l'éloignement entre les deux augustes époux se perfectionne, au point que je ne vois pas trop d'espérance pour un rapprochement. » Comme Hédouville, dix années plus tôt, il relevait, à titre de circonstance atténuante, le fait que l'inconduite du tsar « ne coûtait pas un rouble à l'État, n'exerçait aucune influence politique et rendait le mari — il voulait dire Dmitri Lvovitch — pour le moins aussi content que la femme ». Maître de cour en 1798 et grand veneur en 1808, — promotion qu'Alexandre passe pour avoir commentée de façon cynique, — l'époux de Marie Antonovna semble, en effet, n'avoir conçu aucun chagrin de son infortune conjugale, occupé exclusivement à prendre du bon temps en se ruinant le plus gaiement du monde.

Quoi qu'il voulût en faire croire à sa sœur Catherine, le bonheur d'Alexandre dans son faux ménage était moins parfait. En 1811, la favorite le forçait en quelque sorte à prendre offense de la liaison qu'elle contractait avec le prince Gagarine et à laquelle, cette conquête exceptionnellement brillante la flattant, elle donnait la plus grande publicité. Mais, avec le défaut de sincérité qui lui était habituel, même devant sa propre conscience, poussé ainsi à l'idée d'une rupture, il l'attribuait à des scrupules tardifs et au souci, qu'il ne devait jamais concevoir réellement de donner un héritier au trône (2).

Ce n'était d'ailleurs qu'un mouvement de révolte momentané. Fidèle à une tactique qui lui avait déjà plusieurs fois réussi, Marie Antonovna prenait les devants en s'éloignant de son propre mouvement. Entre l'Allemagne et la Suisse, Paris et Londres, elle passait quelques mois à l'étranger, faisait regretter son absence, et, rejoignant le souverain au congrès de Vienne, elle reprenait tous ses avantages. Cinq années plus tard seulement, le temps ayant accompli son œuvre d'usure, l'heure de la séparation définitive son-

(1) Comte de Rochechouart, *Souvenirs*, p. 144 ; Correspondance du duc de Richelieu, *Sbornik*, LIV, 299, 326 ; Timiriazev, dans *Messager historique*, 1908, CXII, 1065 et suiv.

(2) *Journal inédit* du prince Adam Czartoryski, musée Czartoryski à Cracovie. Cf. Dembicki, *Pulawy*, II, 221.

nait. Marie Antonovna reprenait le chemin de Paris, mais, cette fois, pour s'y fixer à demeure (1). Encore ce changement dans la vie intime d'Alexandre n'en devait produire aucun dans celle d'Élisabeth. Sa destinée voulait qu'échappant à sa solitude désolée, elle ne retrouvât la place perdue au foyer conjugal qu'à la veille du jour où il devait être éteint pour toujours.

En 1812, entre ce foyer qu'il désertait et celui qu'il devait disputer à d'indignes rivaux, moralement solitaire lui-même, Alexandre se voyait privé de l'appui dont il avait tiré un si grand secours onze années auparavant et qui, à cette heure, lui eût été encore plus nécessaire. En même temps, le rôle humiliant qu'il se laissait donner jusque dans son faux ménage, n'était pas pour relever son prestige et son autorité, l'un et l'autre gravement entamés par toutes ses erreurs et toutes ses faiblesses. Les conséquences en apparaîtront dans la suite de ces études.

(1) La correspondance d'Alexandre avec Mme Narychkine a passé aux mains du fils de la favorite, Emmanuel, qui est mort en 1902. Sa veuve, Alexandrine Nicolaiévna, née Tchitchérine, la donnait, avant la révolution, comme détruite par le défunt, ou par elle-même.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'ÉDUCATION D'UN TSAR AUX MAINS D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

I. La personnalité d'Alexandre. Sa valeur représentative dans l'histoire de l'époque. Sa formation. Les idées pédagogiques de Catherine II. Influence de Locke et de Rousseau. Croyance exagérée à la vertu des formules. Résultats décevants. — II. Un programme d'études somptueux et un corps de précepteurs imposants. Saltykov et ses collaborateurs. Enseignement sursaturé et prématuré. Insuffisance de l'élément moral. Faiblesse de l'influence religieuse. — III. La Harpe. Ses antécédents. Absence d'aptitude pour le rôle qui lui est attribué. — IV. Les devoirs professionnels du nouveau précepteur en chef et ses ambitions politiques. Un cours d'histoire à deux fins. Alexandre initié à moins de dix ans aux plus hauts problèmes de politique et de philosophie. Absence en résultant des connaissances pratiques et inclination excessive aux jeux théoriques de l'esprit. — V. Autres conséquences fâcheuses. L'élève reste ignorant des choses de son pays. Inquiétude soulevée autour de lui par la propagande révolutionnaire à laquelle se livre le précepteur. Démarches faites contre ce dernier par le gouvernement de Berne et les puissances coalisées. Leur échec suivi de succès. Congé du précepteur. Son départ. — VI. Maintien partiel de l'ascendant qu'il a pris sur Alexandre. Les doctrines du maître et leur déformation dans l'esprit de l'élève. Autres influences. Tsarskoié et Gatchina. Les leçons d'idées libérales et l'apprentissage du despotisme. — VII. L'éducation d'Alexandre et le fabuliste Krylov. Le lionceau à qui un aigle a appris à faire son nid. L'école de duplicité. Interruption d'études intempestive. Ignorance et paresse de l'élève. — VIII. Alexandre au terme de son éducation. Apparence extérieure. Physique avantageux. Charme et prestance. Témoignages contradictoires. « Le Talma du Nord. » Qualités du cœur. « L'ange. » Affectation de simplicité et de modestie. Dédain de l'étiquette. Répugnance à la représentation. Le jacobinisme de La Harpe dépassé. Le souverain « en parenthèse ». — IX. Instincts

généreux pervertis par la conscience excessive qu'en prend le futur empereur. Indices contradictoires. Noblesse d'esprit et fausseté de caractère. « Le sphinx non deviné jusqu'au tombeau. » Le mot de l'énigme. — X. La pièce qui manque et la pièce de trop. Dédoublement intellectuel et moral et absence d'organe coordinateur. Défaut d'harmonie intérieure. L'indice graphologique et le mot de la fin de Czartoryski..... 1

CHAPITRE II

L'AVÈNEMENT. LE MOUVEMENT RÉFORMATEUR

I. Première apparition du nouveau souverain devant ses sujets. Signes d'accablement et manifestations d'allégresse. « La Russie respire ! » Attente généralisée d'un changement dans le régime politique du pays. Alexandre y répond à sa manière. « La gesticulation. » Simulacres et réalités. Effet de popularité obtenu et espérances éveillées. La charte constitutionnelle en préparation. — II. Le manifeste d'avènement. Il consolide la Bastille autocratique. Retour à la tradition de Pierre le Grand. Ses raisons. Alexandre n'a rien à craindre du mouvement d'esprit qu'il a provoqué. Inconsistance commune des idées et des volontés. — III. Un représentant de l'opinion publique. Karazine. Le faux marquis de Posa. Une carrière déconcertante. — IV. Alexandre mécontent de lui-même. Embarras de sa situation. Conflit de programmes. Essai d'un compromis. Le nouveau Conseil. Autre simulacre. L'opinion ne s'en tient pas satisfaite. — V. L'aristocratie et la bureaucratie acquises elles-mêmes au vœu d'une réforme radicale. Raisons qui la rendent désirable à Alexandre. La révolution est en Russie fait du prince. L'épée de Damoclès. Idéal paradoxal du nouveau souverain : l'absolutisme à l'abri d'une constitution. — VI. En quête d'une solution pour ce problème. La genèse du *Comité secret*. Les quatre confidents du tsar : Paul Stroganov, Czartoryski, Kotchoubey et Novossiltsov. Critiques injustifiées dont ils sont l'objet. Causes réelles de leur impuissance constructive. Édifice bâti sur du sable mouvant. — VII. Influences rivales. Les autres amis d'Alexandre. Ses aides de camp généraux. Un revenant. Retour de La Harpe à Pétersbourg. Visage nouveau. Il apporte son appui à l'esprit de conservation. — VIII. Le *Comité secret* à l'ouvrage. Le moulin tournant à vide. Opposition d'idées et conflit d'attributions. Les projets de réforme. — IX. L'idéal politique de l'aristocratie. Son échec au *Comité*. Rôle négatif du *Comité* lui-même dans cette sphère. Ajournement des projets de réforme constitutionnelle. Réforme projetée des organes du gouvernement. Alexandre poursuit néanmoins son premier objectif. — X. Interruption des travaux du *Comité* à raison des préparatifs du couronnement. Alexandre à Moscou. Réception enthousiaste. « Un matin de mai » en septembre. Premiers désenchantements. Le manifeste du couronnement ne répond pas aux espérances conçues. Alexandre réagit. Nouvelles manifestations de libéralisme. — XI. Elles ne conjurent pas un commencement de mécontentement. L'épée de Damoclès agitée. Le premier complot..... 29

CHAPITRE III

LES PREMIERS ESSAIS DE RÉFORME
LA RÉORGANISATION POLITIQUE

I. Le *Comité secret* à l'œuvre. Le jeu aux propos interrompus. Vices reconnus dans le fonctionnement des pouvoirs publics. Le système collégial. Le principe unipersonnel et le principe collectif. Projet de réforme organique. La constitution de ministères et la réorganisation du Sénat. — II. Le problème de la responsabilité. Ses difficultés. Le postulat de l'indépendance et les revendications du pouvoir autocratique. — III. Le premier cabinet russe. Un gouvernement de coalition. Les défauts de l'œuvre. Impossibilité d'organiser le contrôle des fonctions en liaison avec l'autocratie. Le gouvernement des bureaux. — IV. « Le Sénat gouvernant » qui ne gouverne pas. Néant de ses attributions réelles. Plans opposés de reconstitution. Le fondement de l'édifice constitutionnel. Illusions et réalités. Nouvelles prérogatives attribuées à la haute assemblée. Le droit de remontrance. Son premier usage. « Le Sénat se lève à quatre pattes. » — V. Un trait avantageux dans la réforme opérée. Le nouveau ministère de l'Instruction publique. L'unité réalisée de l'administration scolaire. Les plans d'organisation. Universités ou écoles primaires? Ampleur des ambitions et indigence des moyens. Les nouvelles corporations universitaires et les curateurs. La liberté et le despotisme conjugués. La genèse de l'*intelligentia* russe. La direction générale des écoles et la censure. Le statut de 1804. — VI. L'œuvre réformatrice des premières années du règne à son apogée. Ses colonnes d'Hercule. Le *Comité secret* en voie de dissolution. Les embarras du gouvernement intérieur. Détresse financière. Effort méritoire pour stimuler le progrès économique. Son insuffisance. Remaniement ministériel. Suprêmes ambitions du *Comité secret*. La commission de codification. Suicide de Radichtchev. Le nouveau programme des codificateurs. Une académie des sciences juridiques. — VII. Alexandre en quête d'autres collaborateurs. Un nouveau procureur général du synode. Le prince Galitzine. La rentrée en scène d'Araktchéiév. « Le bouledogue. » « L'expédition secrète » ressuscitée. Le départ de La Harpe. Alexandre rassuré et émancipé. Le tsar s'amuse. Fringale de plaisir et fièvre belliqueuse. Le souverain se détourne des projets de réforme sans y renoncer définitivement. L'ouvrier des entreprises futures. Spéranski. Bilan de l'œuvre accomplie. Causes de son insuccès..... 62

CHAPITRE IV

LES VELLÉITÉS DE RÉFORME SOCIALE. LE SERVAGE

I La loi russe du servage. Sa nature particulière. Origine du régime. Le mouvement libérateur en Occident et en Russie. — II. Les modalités du régime. La loi et la coutume. — III. Les anomalies. Les serfs enrichis. Les artistes. Extrême plasticité du régime. — IV. Les censitaires et les

corvéables. Les serfs de la couronne. Les serfs attachés aux établissements industriels. — V. Au plus bas de l'échelle. La domesticité serve. Son développement monstrueux. L'aristocratie et le prolétariat domestique. Traitements barbares et abus sexuels. Le harem d'un général. Répression insuffisante. — VI. Raisons qui rendent ce régime particulièrement intolérable en Russie. Son établissement récent et sa rencontre avec l'afflux des idées humanitaires et émancipatrices. Les deux courants, européen et asiatique. Le mouvement libérateur. — VII. Les projets de réforme. Le *Conseil permanent* et le *Comité secret* à l'œuvre. Les interventions déconcertantes du souverain. Résultats insignifiants. — VIII. Une initiative individuelle. Le comte Roumiantsov. Loi sur les accords entre maîtres et serfs. L'idée du rachat et la reconstitution de la classe des cultivateurs libres. Un principe fécond stérilisé par la réglementation bureaucratique. La propriété individuelle et le *mir*. Le problème social compliqué par la diversité des éléments ethniques. — IX. La question juive. La Russie l'ignore jusqu'en 1771. Les conquêtes territoriales et leur conséquence. L'immigration juive et les conflits en résultant. Les termes du problème et les solutions mises à l'essai. « La zone d'habitation. » Le règlement de 1804. La politique d'assimilation. Elle n'est pas appliquée. Les réformes ajournées..... 86

CHAPITRE V

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. LA CONFUSION DES PROGRAMMES ET DES ALLIANCES

I. La diplomatie russe sous le règne d'Alexandre. Dualité ou diversité d'inspirations et de tendances. Un élément de coordination relative. Corrélation entre le programme libéral à l'intérieur et le rapprochement avec la France au dehors. Méconnaissance des intérêts russes. — II. Les éléments dirigeants. Leur désaccord. Le *Comité secret* et le « secret du tsar ». — III. Les premières mesures. La paix avec l'Angleterre. L'abandon du système de la neutralité armée. Les relations avec la France. Divergence d'action. Kalytchov à Paris et Duroc à Pétersbourg. Le traité de paix. Mesures convenues contre l'émigration polonaise et accord sur les indemnités allemandes. « Les tableaux russes. » — IV. Changement de représentant à Paris. Markov. Ses incartades. La diplomatie officielle du tsar et sa politique personnelle. Correspondance secrète entre l'empereur et le premier Consul. Le général d'Hédouville à Pétersbourg. Assaut de galanterie entre la France et la Russie. — V. Progrès d'intimité entre la Russie et la Prusse. Le rendez-vous de Memel. La reine Louise. Une entrevue « divine ». Idylle et débat politique. Enchantements et désappointements. L'armée du grand Frédéric. Impression défavorable qu'elle laisse au tsar. Revirement d'idées qui en résulte. — VI. La paix d'Amiens et les menaces de rupture. Refroidissement dans les relations entre le tsar et le premier Consul. Raisons et influences qui y concourent. La Harpe. Markov. Talleyrand. La Russie et l'Angleterre. La médiation et l'arbitrage. Manœuvres qui les font échouer. Double jeu du tsar. Ouvertures à la Prusse contre la France et avances à l'Autriche. — VII. L'action

hostile de Markov à Paris. La colonie russe. Les courants d'opinion qui la divisent. Une officine d'espionnage et de propagande royaliste. Ses agents. Christin, de Vernègues, d'Entraigues. L'orage éclate. Rappel de Markov. — VIII. Nouvelle orientation de la politique française et de la politique russe. Le problème polonais. Czartoryski ministre des Affaires étrangères. Son système. Les raisons qui y font comprendre un projet de restauration polonaise. Le mémoire « secrétissime ». Double application possible de la politique qui y est exposée. Contre l'Autriche et la Prusse, ou contre la France. Défaut d'entente réelle entre le tsar et son ministre. Dans le brouillard. — IX. Le conflit avec la France. L'exécution du duc d'Enghien. Alexandre en désaccord avec Czartoryski. Manifestations provocatrices désapprouvées par le ministre. Rupture avec la France consommée. — X. Absence de raisons qui la justifient du côté de la Russie. Défis diplomatiques multipliés et défaut de préparatifs militaires. Illusions et présomptions. Vers la catastrophe..... 106

CHAPITRE VI

L'ALLIANCE AUTRICHIENNE. AUSTERLITZ

I. Vers la troisième coalition. La Suède. Premiers anneaux de la chaîne. Convention anglo-suédoise et traité russo-suédois. Attitude équivoque de la Prusse. Alexandre se retourne du côté de l'Autriche. Hésitations de la cour de Vienne. Pas d'armée et pas d'argent. La quête des subsides. — II. Mission de Novossiltsov à Londres. Son objet primitif et le but qui lui est en dernier lieu assigné. Le plan de reconstruction européenne et le projet d'une Société des nations. Un précurseur de M. Wilson. Les ambitions de la Russie et l'idéologie du tsar. — III. Novossiltsov et Pitt. Une étrange négociation. L'envoyé du tsar complice du Premier anglais. Une entreprise de mystification. Le projet russe de traité dans la transcription anglaise. Une machine de guerre. Désaccord final. Revirement pacifique à Pétersbourg. — IV. Le traité est quand même signé. Le tsar et ses collaborateurs prétendent en faire un instrument de paix. Une tentative de conciliation projetée auprès de Napoléon. Novossiltsov en route pour Paris. A Berlin. Il reçoit un contre-ordre. Motif supposé de ce revirement. L'annexion de Gênes à l'Empire français. Les raisons réelles : le refus de Londres de s'associer à la démarche du cabinet de Pétersbourg et un sursaut d'ardeur belliqueuse à Vienne, déterminé par le couronnement de Napoléon à Milan comme roi d'Italie. — V. Le plan de campagne austro-russe. Ses desseins. La grande idée de Czartoryski. « Le plan d'assassinat contre la Prusse. » La reconstitution de la Pologne. La Prusse doit être surprise, désarmée et dépouillée. Comment elle échappe à cette menace. Trahison de l'envoyé du tsar à Berlin, désaccord entre le tsar et son ministre et appel de Frédéric-Guillaume à Napoléon. Duroc à Berlin. La Prusse sollicitée des deux côtés. Attitude hautaine du roi. Alexandre quitte Pétersbourg. — VI. Sur le chemin de Varsovie. A Pulawy. Espérances données aux Polonais et pourparlers contradictoires avec la Prusse. Autre mystification. Le plan de Czartoryski abandonné. — VII. Triomphe de Frédéric-Guillaume. Ses prétentions. Un marchandage en partie double.

Le Hanovre et la neutralité prussienne. Refus de passage aux troupes russes. La violation du territoire d'Anspach par les Français. Revirement. Le passage est accordé aux troupes russes et le roi parle de joindre la coalition. Le canon d'Elchingen le fait encore changer de sentiment. — VIII. Le tsar à Berlin. La reine Louise. Au pavillon de Bellevue. Désenchantement. « Un homme sans fond. » Nouvelle négociation en partie double. Alexandre et Metternich. Le traité de Potsdam. Un marché de dupe. Devant le tombeau de Frédéric II. Un incident artificieusement exploité. La légende et la réalité. — IX. L'armée russe en Moravie. En mal d'organisation et en carence de commandement. L'arrivée d'Alexandre aggrave la situation. Le commandement nominal de Koutousov et les fanfaronnades de l'entourage du tsar. Vers la catastrophe. — X. Austerlitz. Une mêlée confuse. La déroute. Alexandre fuit. Son calvaire. Pour échapper à la poursuite, le tsar sacrifie l'honneur. — XI. L'armistice. Alexandre y sépare sa cause de celle des Autrichiens et les accuse de trahison. Dévouement à la Prusse. Holstein-Gottorp et Hohenzollern. Au-devant d'autres désastres... 139

CHAPITRE VII

L'ALLIANCE PRUSSIENNE. FRIEDLAND

I. Le retour d'Alexandre à Pétersbourg. La comédie après le drame. La population trompée acclame « le héros invincible ». Prompte désillusion et mouvement d'opinion en sens contraire. La cour de l'impératrice douairière en devient le foyer. La critique négative. Entre la France et la Prusse. Situation paradoxale. — II. A Berlin. « Le tripotage secret. » Une diplomatie en partie double. Le traquenard. Projet d'accommodement direct avec la France. La mission d'Oubril. Ses complications. — III. Holstein-Gottorp et Hohenzollern. Le vasselage. Nouvel accord entre la Russie et la Prusse. Le paradoxe réalisé juridiquement. Le contrat de réassurance. Oubril à Vienne. L'affaire de Cattaro. Premier échec. A Paris. Une négociation menée au pas de charge. Le traité de paix franco-russe. Refus de ratification à Pétersbourg. Ses causes. Lucchesini et la Pologne. — IV. La guerre. Alliée avec la Russie contre Napoléon, la Prusse est seule à Iéna. La politique dynastique et le courant historique. Le triomphe de la politique française à Constantinople fait porter le premier effort de la Russie de ce côté. Vaincue, la Prusse veut traiter. Alexandre s'y oppose. Ses raisons. — V. Le problème polonais. Rentrée en scène de Czartoryski. Reprise des délibérations du *Comité secret*. Les projets de reconstitution polonaise. — VI. A son tour, Alexandre doit faire face à Napoléon avec ses seules ressources. Double effort de mobilisation militaire et de propagande. Les milices. Anathèmes ecclésiastiques contre Napoléon et littérature pamphlétaire. La crise du commandement. Kamiénski et Bennigsen. Les points de force et les points de faiblesse de l'armée russe. Pultusk et Eylau. — VII. Reprise des pourparlers pour la paix. Bertrand à Memel. La Pologne sacrifiée. Intervention de Bennigsen. La continuation de la guerre décidée. Alexandre promet des renforts à son généralissime. La Garde mobilisée. Départ du tsar pour l'armée. A Mittau. Première rencontre avec le comte de Lille. A Memel. Alexandre et la famille royale de

Prusse. Renouveau de cordialité. La fidélité de Frédéric-Guillaume à l'alliance russe et son prix. A Bartenstein. Le nouveau traité russo-prussien. Un monument d'erreurs conjuguées : infatuation prussienne, docilité russe et inconscience commune. Une ébauche de *Mittel-Europa*. — VIII. Nouvelles solutions projetées du problème polonais. Part à deux. Varsovie et Wilno. — IX. Alexandre à l'armée. Velléité de prendre le commandement en chef. Le général Phull conseiller du tsar. Situation critique. Insuffisance de ravitaillement et indiscipline. Alexandre se résigne au rôle de censeur. Morigéné et contrarié, Bennigsen en perd la santé et la raison. Vers le « coupe-gorge ». Friedland. — X. Les dernières hâbleries de Bennigsen. Le parti de la paix et le parti de la guerre. Le grand-duc Constantin et Hardenberg. Un débat violent. Les faits parlent. Le tsar obligé de fuir. Artifice imaginé pour ménager son amour-propre et mettre sa responsabilité à couvert. Raisons qui portent Napoléon à s'y prêter. En quête d'un « brillant second ». Vers Tilsit..... 181

CHAPITRE VIII

L'ALLIANCE FRANÇAISE. DE TILSIT A ERFURT

I. Alexandre et Frédéric-Guillaume à Szawle. Ressaut d'ambitions et d'illusions communes. Le partage de la Turquie et l'hégémonie prussienne en Allemagne. « L'air de Tilsit. » Sur le radeau du Niémen. Diplomatie et séduction. L'irrésistible reine. Napoléon résiste. — II. Les traités du 7 juillet. Réalités et chimères. Le compromis prussien et le compromis polonais. Le grand-duché de Varsovie. Paternité discutée. La marque napoléonienne. — III. L'alliance franco-russe et l'opinion. Changement de personnel à Pétersbourg. Roumiantsov. Mécontentement. Gallophobie et xénophobie. Sentiments personnels du tsar. Il demeure sous le charme. — IV. Savary à Pétersbourg. Objet de sa mission. La prise en tutelle du tsar. Accueil hostile du public. Alexandre réagit, mais se trouve désagréablement impressionné. Sa riposte. — V. Tolstoy à Paris. Ses brusqueries et ses exigences. Le fonctionnement de l'alliance. Jeu compliqué de Napoléon. La question de la Silésie et le problème oriental. — VI. Rupture entre la Russie et l'Angleterre. Ses conséquences économiques. Illusions et déceptions. Le mirage d'Odessa. — VII. Une grande ambassade. Caulaincourt en Russie. Le souvenir d'Ettenheim. Un pacte de trahison. Le maître désavoué par le serviteur. Caulaincourt et Talleyrand. — VIII. La Russie et la Suède. Le conflit. Assistance promise au tsar par Napoléon et défection. Compensation offerte. « L'air de Tilsit » amplifié. Le projet indien. Mystification probable. — IX. Accueil fait par Alexandre à ces suggestions. Indices d'hostilité naissante de part et d'autre et démonstrations contraires. L'étoile de Napoléon pâlit. Désastres en Espagne et au Portugal. Armements en Autriche. Attitude chevaleresque d'Alexandre. Apparence et réalité. Un bilan à régler. Le rendez-vous d'Erfurt..... 223

CHAPITRE IX

D'ERFURT A WAGRAM

I. L'opinion russe contraire à l'entrevue. Protestation véhémente de l'impératrice douairière. Confession d'Alexandre. Il doit céder encore quelque temps à Napoléon en se préparant à lui résister. En route. La suite du tsar. Spéranski. L'alliance française et les projets de réforme intérieure. A Kœnigsberg. Stein. La conjuration européenne. — II. Erfurt. Alexandre et Talleyrand. Autre pacte contre Napoléon. Le tsar et l'empereur. Échange de caresses et croisement d'épées Un nouveau compromis. Un quiproquo périlleux. Bilan de l'entrevue : « Des ajournements de haine. » La part de Talleyrand. — III. La part de la Prusse. Le couple royal invité à Pétersbourg. La politique d'indépendance. Nouvelles illusions de la reine Louise et déception encourue. « Mon règne n'est pas de ce monde. » — IV. La guerre suédoise. Revers. Période critique. Une Vendée finlandaise. Essai de conciliation. La diète de Borga. La constitution. Les intentions et les faits. — V. Les menaces de conflit entre la France et l'Autriche. Double jeu du tsar. Protestations de fidélité adressées à Paris et assurances contraires envoyées à Vienne. Schwarzenberg à Pétersbourg. Entente austro-russe. Une entreprise de captation et d'espionnage. Tchernichev au quartier de Napoléon. — VI. La guerre. Les Autrichiens à Varsovie et les Polonais en Galicie. Essling. Entrée des Russes en campagne. Complicité avec les Autrichiens. — VII. Les pourparlers d'Altenbourg. Le problème polonais. Le sort de la Galicie. Une cote mal taillée. Les impiétés de la politique et les revanches de l'histoire 263

CHAPITRE X

VERS LA RUPTURE.

LE SYSTÈME CONTINENTAL ET LE PROBLÈME POLONAIS

I. Le pacte de Tilsit après le traité de Vienne. Les résultats politiques de l'alliance et ses conséquences économiques. Le blocus. Ses effets. Déception et irritation mutuelles. — II. Un faux essai d'accommodement. L'alliance de famille projetée et le compromis polonais proposé. Les avances de Napoléon et les esquives d'Alexandre. « Le refus filé. » Le rôle équivoque de Caulaincourt. Vers le conflit. — III. Raisons qui y portent Alexandre. Les Allemands de son entourage. Il veut frapper le premier. Effort pour se dégager de la guerre turque. La campagne sur le Danube. Koutousov. — IV. Nouvel appel aux Polonais. Refus de Czartoryski. La Pologne ne se laissera pas détacher de Napoléon. Ajournement de rupture. Dialogue entre Pétersbourg et Paris. Caresses et menaces. Tchernichev. — V. Le développement du système continental. Annexion de l'Oldenbourg. Le tsar frappé à un endroit sensible. « Un soufflet. » Les représailles. L'*oukase* du 31 décembre 1819. La guerre des tarifs. Napoléon et Tchernichev. Explosion de colère. Ses motifs réels. — VI. Les agents russes à

Paris Un bureau secret d'informations. « Le cousin Henry. » Alexandre poussé à précipiter l'ouverture des hostilités. Il revient au dessein d'une offensive brusquée avec le concours des Polonais. Sondage opéré par Czartoryski à Varsovie. Son résultat est négatif. Poniatowski. Il avertit Napoléon. — VII. Alexandre s'obstine à son projet. Les Polonais de rechange. Lubecki. Lubomirski. Oginski. Leurs exigences et leurs querelles. Autres obstacles à l'entreprise. — VIII. Essai d'obtenir le concours de l'Autriche. La diplomatie secrète du tsar. Un diplomate mystagogue. Kochelev. Vienne se dérobe. Négociations avec la Prusse. Le colonel Schœller à Pétersbourg. Berlin fait ses conditions. Plaidoyer en faveur de l'indépendance de la Pologne. Le dessein d'offensive abandonné.... 294

CHAPITRE XI

LE CONFLIT

I. Accroissement de tension entre Pétersbourg et Paris. Rappel de Caulaincourt. Lauriston lui succède et se laisse mystifier. Son optimisme. Informations contraires parvenant à Paris. Napoléon gronde encore. L'algarade du 15 août 1811. Le recours aux armes décidé. Comment Napoléon se propose d'en atténuer les risques. Le thème de la campagne projetée. Une entreprise d'intimidation. — II. Attitude énigmatique d'Alexandre. Il redoute le conflit en perspective et travaille néanmoins à le provoquer. L'alliance française et l'œuvre des réformes. Le tempérament du tsar. Il conspire contre son propre gouvernement. L'erreur de Spéranski. — III. Les préparatifs d'une campagne défensive. L'armée russe. Progrès accomplis. « Le talon d'Achille. » L'intendance. Les transports. Un essai d'amélioration énigmatique. — IV. Nouvel appel aux concours du dehors. Une mission secrète à Londres. Le prince Lubomirski à Apsley House. Résultat peu satisfaisant. — V. Reprise de négociations avec la Prusse. Scharnhorst à Pétersbourg. Une convention militaire. Frédéric-Guillaume en subordonne la ratification à l'adhésion de l'Autriche. Accord de l'Autriche avec la France. Précautions prises par Napoléon à Berlin. Le coup de filet. La Russie isolée. — VI. Un allié inespéré. Bernadotte. Son élection à la succession du trône de Suède et les conséquences de cet événement. Tchernichev à Stockholm. Promesses et réticences du prince royal. — VII. Dernière tentative de conciliation entre Pétersbourg et Paris. Mission projetée de Nesselrode. Procédés dilatoires du tsar et refus définitif de traiter..... 330

CHAPITRE XII

L'INFLUENCE FRANÇAISE ET LE NOUVEL ESSAI DE RÉFORME. SPÉRANSKI

I. L'alliance française et le programme de réformes. L'œuvre et l'ouvrier. Spéranski. Son origine et sa carrière. A Erfurt. Sur les traces de Napoléon. — II. Les projets de reconstruction politique. Le grand plan de 1809. Ses éléments constitutifs. L'école française et l'école anglaise. La théorie et l'application. — III. L'architecture du nouvel édifice. Le régime repré-

sentatif conjugué avec l'autocratie. Impraticabilité radicale. — IV. Essai de mise en pratique. Alexandre se dérobe. La politique des ajournements. Réalisation partielle. Le nouveau Conseil de l'empire. Le jeu des apparences. Il n'y a rien de changé. — V. Hostilités soulevées contre Spéranski. Mesures qui la provoquent. Le réformateur « tranche dans le vif ». Le sens d'instruction pour les emplois publics. — VI. La politique financière du favori. Une petite révolution. La Russie quitte le régime de l'économie patriarcale. — VII. La réforme administrative. Réorganisation des ministères. L'omnipotence bureaucratique. Effort de Spéranski pour lui donner un contrepoids. Le problème du contrôle. Solution imaginée par Alexandre. Les contrôleurs ne faisant qu'un avec les contrôlés. — VIII. L'activité universelle de Spéranski. « Le *fa tutto.* » Entreprise de codification. Le nouveau code civil. — IX. Le problème juif. Les essais de solution et leur insuccès. — X. Les affaires de Finlande. Spéranski et les autonomistes. *Fortiter in re, suaviter in modo.* La réunion des deux Finlandes. — XI. Participation de Spéranski aux autres affaires d'État. Symptômes de désaccord entre le favori et le souverain..... 359

CHAPITRE XIII

LA FAILLITE D'UNE POLITIQUE ET LA CHUTE D'UN FAVORI

I. L'isolement de Spéranski. Accusations portées contre lui. Son affiliation au maçonnisme. — II. Ses adversaires. La grande-duchesse Catherine. Entre frère et sœur. Caractère équivoque de ces relations. Karamzine. Alexandre à Tver. Le tsar et l'historien. Manœuvre contre Spéranski. Le mémoire « sur l'ancienne et la nouvelle Russie ». — III. Les antécédents de l'oligarchie. Son évolution. Avocat de l'absolutisme et instrument de l'oligarchie. — IV. La réforme politique abandonnée. « Les projets inutiles. » Le complot contre Spéranski. Armfelt et ses complices. Rastoptchine. La disgrâce du favori décidée. Les prétextes et les causes. — V. La catastrophe. Comédie de colère jouée par Alexandre. Il parle de faire fusiller Spéranski. Un sauveur imaginaire. Parrot. Les adieux du tsar et du favori. Autre comédie. Les larmes d'Alexandre. L'exil. — VI. L'héritage de l'exilé. Chichkov au secrétariat de l'empire. Le véritable héritier. Araktchéiév. — VII. Les tribulations de l'exilé. De Nijni-Novgorod à Perm. Sur le seuil de la Sibérie. Un plaidoyer *pro domo.* Silence obstiné d'Alexandre. Rapprochement sur le terrain religieux. Commencement de réhabilitation. — VIII. Spéranski, Stein et Turgot. L'homme public et l'homme privé. Le jugement de la postérité..... 395

CHAPITRE XIV

L'ADVERSAIRE DE NAPOLÉON AU DÉBUT DE LA LUTTE TRAITS D'INTIMITÉ

I. Le bilan de dix années de règne. Impression de faillite. Ses causes. Le départ des responsabilités. L'élément individuel et l'élément collectif. Le rôle public du souverain et sa vie intime. — II. Fiançailles précoces. Les princesses allemandes. Élisabeth. Idylle préliminaire. — III. Le

mariage. « L'Amour et Psyché. » Premiers désaccords. Maturité inégale des époux. Divergences morales. Stérilité prolongée de l'union. Inclinations romanesques de l'épouse. — IV. Une passionnette. La comtesse Golovine. Correspondance équivoque. Première intrigue amoureuse. Le beau Zoubov. L'indifférence de l'époux. — V. Ses causes. Les doctrines de la liberté réciproque. La théorie et la pratique. Amourettes et aventures galantes. Une grande passion. Mme Narychkine. La partie carrée. Élisabeth et Czartoryski. Les joies et les deuils de la maternité. — VI. Nouvelles épreuves. Alexandre affiche sa maîtresse. La beauté de la favorite et son caractère. « Ni Pompadour, ni Montespan. » Le second foyer du souverain. La *datcha* de l'île Krestovski. — VII. Le tourment d'Élisabeth. Les nobles divertissements et les distractions vulgaires. Le bel Okhotnikov. Les sorties clandestines de l'impératrice. Dénouement tragique. — VIII. La mort de l'amant et de l'enfant. La solitude et l'effacement volontaire. L'impératrice douairière et sa cour. La favorite et ses privilèges. Dernières révoltes d'Élisabeth. — IX. Assaut d'infidélités. Alexandre jaloux. « Éloignement perfectionné » entre les époux et querelles entre les amants. Ruine des deux foyers. L'expiation..... 427

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cᵉ

Rue Garancière, 8

HRus.
W1765r
208682
Author Waliszewski, Kasimierz
Title Le règne d'Alexandre Ier. Vol.1.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU